LOC-
ARCHIVES

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROGRAMMES

ET

ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

Élections générales

des

12 et 19 mars 1978

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

TOME I

(Ain à Hérault)

7910418

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROGRAMMES

ET

ENGAGEMENTS ELECTORAUX

Élections générales

des

12 et 19 mars 1978

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Coll 4° 1192 (1978-I)

TOME I

(Ain à Hérault)

PARIS
Imprimerie de l'Assemblée nationale

PROGRAMMES

ET

ENGAGEMENTS ELECTORAUX

AVANT-PROPOS

C'est en 1881 que Désiré Barodet, député de la Seine, demanda la rédaction d'un cahier des professions de foi des nouveaux élus qui « déterminerait la nature et la portée des réformes réclamées par le pays ». Cette proposition fut adoptée le 7 février 1882.

Initialement, le recueil était l'annexe d'un rapport établi par une Commission de 22 membres chargée de dépouiller les professions de foi et de dresser le tableau des vœux et volontés exprimés.

Le 8 juin 1939, la Chambre des députés renonça à nommer la Commission de 22 membres et adopta une résolution qui remettait désormais au Secrétariat général le soin de l'établir.

Le présent recueil paraît en application de l'article 164 du Règlement de l'Assemblée nationale qui prescrit : « Il est établi, au début de chaque législature, par les soins du Secrétariat général de l'Assemblée nationale, un recueil des textes authentiques des programmes et engagements électoraux des députés proclamés élus à la suite des élections générales ».

Jusqu'aux élections générales de 1973, le « Barodet » était constitué à partir de la réimpression, allégée, des tracts électoraux. La présente édition innove en ce qu'elle offre les fac-similés des circulaires électorales envoyées par les députés élus à leurs électeurs, tant au premier qu'au deuxième tour.

ABRÉVIATIONS

(Initiales des groupes politiques.)

R.P.R.	Groupe du rassemblement pour la République.
U.D.F.	Groupe union pour la démocratie française.
S.	Groupe socialiste.
C.	Groupe communiste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe.

DÉCLARATIONS POLITIQUES DES GROUPES

remises à la Présidence de l'Assemblée nationale le 3 avril 1978, en application de l'article 19 du Règlement de l'Assemblée nationale.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

Les députés soussignés déclarent constituer à ce jour un groupe qui prend le nom de Groupe du Rassemblement pour la République. Résolus à défendre les valeurs essentielles de la société de liberté, de responsabilité et de justice auxquelles le peuple français demeure attaché, ils assignent notamment à l'action de leur groupe les objectifs suivants :

— Maintenir l'indépendance de la France sans compromis et sans allégeance à l'égard de quiconque, et, pour cela, développer et renforcer en priorité la force nucléaire de dissuasion, poursuivre une politique de détente, d'entente et de coopération avec tous les peuples, participer à la construction d'une Europe des réalités, confédérale et indépendante, resserrer nos liens de fraternité avec tous les pays méditerranéens, apporter notre aide aux peuples africains par la réalisation d'une alliance pour le développement.

— Veiller au fonctionnement régulier des institutions que le peuple s'est librement données et les défendre notamment contre toute mesure ou pratique contraire à l'esprit de la Ve République voulue par le général de Gaulle et de nature à favoriser la renaissance de l'influence des partis.

— Mettre en œuvre le grand projet de la participation qui seule peut assurer la démocratie dans l'entreprise et dans la cité.

— Assurer la sécurité des personnes et des biens par l'affirmation de l'autorité de l'Etat, indispensable au fonctionnement de la démocratie qui est fondée sur le respect, par tous, de la loi, expression de la volonté du peuple.

— Faire entrer dans la réalité le droit au travail reconnu par la Constitution et dans ce but soutenir une politique de l'économie fondée sur la recherche du plein emploi.

— Restaurer pleinement la liberté d'entreprendre afin que renaisse l'esprit de responsabilité et que soient libérées les forces nécessaires à l'expansion de l'économie.

— Contribuer à l'expansion économique et culturelle de la France par un effort particulier en faveur de la recherche scientifique, des industries de haute technologie et par orientation de l'activité nationale vers les grands domaines du futur : la mer et l'espace.

— Renforcer la solidarité nationale et avant tout promouvoir une politique globale de la famille qui permette à la France d'assurer son équilibre social et de garantir sa richesse en hommes ; réaliser l'égalité des chances pour tous les enfants ; accélérer les efforts accomplis en faveur des plus défavorisés des Français, notamment les travailleurs les plus modestes, les personnes âgées, les handicapés et les isolés ; assurer dans tous les domaines l'épanouissement de la personne humaine.

— Assurer l'expansion économique et le développement social des départements et territoires d'outre-mer en renforçant nos liens de solidarité nationale au sein de la République.

Signée de : MM. Ansquer, Emmanuel Aubert, Aurillac, Michel Barnier, Pierre Bas, Baumel, Bechter, de Benouville, Berger, Bernard, Robert Bisson, Boinvilliers, Bolo, Bonhomme, Bord, Boulin, Bourges, Bousch, Boyon, Bozzi, Gérard Braun, Benjamin Brial, Caille, Castagnou, Jean-Charles Cavaillé, Chaban-Delmas, Charles Chasseguet, Chauvet, Chirac, Cointat, Comiti, Maurice Cornette, Corrèze, Cousté, Couve de Murville, Crenn, Cressard, Dassault, Debré, Dehaine, Delalande, Delatre, Delong, Devaquet, Dhinnin, Druon, Durr, Falala, Edgar Faure, Flosse, Roger Fossé, Foyer, Galley, Gascher, de Gastines, Giacomi, Girard, Gissinger, Goasduff, Jacques Godfrain, Gorse, Daniel Goulet, Grussenmeyer, Guéna, Guermeur, Guichard, Guilliod, Charles Haby, Xavier Hamelin, Hardy, Mme de Hauteclocque, MM. Inchauspé, André Jarrot, Didier Julia, Kaspereit, Krieg, Labbé, La Combe, Lafleur, Lancien, Lataillade, Lauriol, Le Douarec, Legendre, Lepercq, Le Tac, Le Theule, Limouzy, Liogier, de Lipkowski, de la Malène, Mancel, Marcus, Marette, Marie, Martin, Jean-Louis Masson, Massoubre, Mauger, Maximin, Messmer, Miossec, Mme Missoffe, MM.

MOUSTACHE, NARQUIN, NEUWIRTH, NOIR, NUNGESSER, Maurice PAPON, PASQUINI, PASTY, PÉRICARD, Camille PETIT, PEYREFITTE, PINTE, PIOT, PLANTIER, PONS, POUJADE, DE PRÉAUMONT, RAYNAL, RIBES, Lucien RICHARD, RIVIÉREZ, DE ROCCA SERRA, ROLLAND, ROUX, RUFENACHT, Louis SALLÉ, SCHVARTZ, SÉGUIN, SOURDILLE, SPRAUER, TAUGOURDEAU, TIBERI, TOMASINI, TOURRAIN, TRANCHANT, VALLEIX, Robert-André VIVIEN, WAGNER, WEISENHORN.

GROUPE UNION POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE

Fermement décidés à mettre en œuvre les orientations de « Démocratie française », qui ont suscité un élan dans le pays et ont largement contribué au succès de la majorité, les députés soussignés décident de constituer un groupe parlementaire dénommé « Union pour la démocratie française ».

1. — Respectueux de la liberté de vote de chacun de ses membres, le Groupe entend participer activement à la vie du Parlement. La vitalité et l'autonomie du pouvoir législatif sont indispensables à l'équilibre des institutions comme à la défense des libertés. Le Groupe veillera à ce que l'Assemblée nationale joue pleinement son rôle dans l'élaboration des lois et dans le contrôle de l'action gouvernementale.

2. — Situant son action dans le cadre de la majorité présidentielle, le Groupe U.D.F. continuera à mener le combat sur les thèmes et sur les objectifs pour lesquels le pays vient de renouveler sa confiance à cette majorité, c'est-à-dire le redressement économique et la justice sociale, la diffusion des responsabilités et le renforcement de la sécurité.

Le redressement économique, car notre pays, plongé dans un environnement international difficile, doit accomplir un immense effort pour s'adapter aux données nouvelles de l'économie mondiale, et parce que l'amélioration de la situation de l'emploi, objectif prioritaire des années à venir, dépend largement du rétablissement des grands équilibres économiques et du rôle reconnu aux entreprises dans notre économie de marché.

La justice sociale, parce que des inégalités injustifiées subsistent dans notre pays, parce que l'effort ne sera accepté que si chacun a conscience qu'il est justement partagé, parce que l'aspiration légitime de nombreux Français à une meilleure répartition des richesses nationales doit pouvoir trouver une réponse dans une société de liberté et d'initiative.

La diffusion des responsabilités et la décentralisation des pouvoirs, parce que en métropole comme dans les départements et les territoires d'outre-mer, il faut libérer davantage les Français de la tutelle d'un centralisme étouffant et d'une bureaucratie anonyme et contraignante, parce que, au niveau du quartier, de la commune et de la région, à l'intérieur de l'entreprise, il faut assurer progressive-

ment une meilleure maîtrise du citoyen et du salarié sur le cadre et sur le déroulement de sa vie.

Le renforcement de la sécurité, parce que la sécurité des personnes et des biens est le premier devoir de l'Etat.

3. — Par ailleurs, le groupe prendra des initiatives et soutiendra tous les efforts visant à :

— favoriser le *dialogue* entre tous les Français et la *concertation* à tous les niveaux car, dans une démocratie, le débat politique et le fonctionnement de la société doivent être fondés en permanence sur la tolérance et le respect, sur une volonté de compréhension et un esprit d'ouverture ;

— développer le *pluralisme* dans tous les domaines de l'activité nationale (enseignement, culture, information, structures économiques et sociales), car la richesse de la France réside dans ses diversités et que rien ne serait plus contraire au génie de notre pays qu'une conception monolithique de sa vie spirituelle ou de son organisation sociale ;

— renforcer la vitalité des *communautés naturelles,* car elles sont nécessaires à l'épanouissement des individus comme au progrès de l'ensemble de la collectivité, ce qui implique, notamment, la garantie aux familles d'un revenu minimum et d'un environnement favorable ainsi que le développement de la vie associative ;

— définir et mettre en œuvre une *nouvelle croissance,* parce que cet objectif correspond, à la fois, aux exigences de la crise et aux aspirations des citoyens — une croissance qui soit plus économe en énergie et en matières premières, davantage respectueuse de l'environnement, mieux équilibrée au plan géographique (c'est-à-dire qu'elle doit assurer l'aménagement harmonieux du territoire et le renouveau du monde rural), et qui privilégie les préoccupations qualitatives ;

— affirmer plus vigoureusement la *solidarité européenne,* car il n'y a pas d'indépendance nationale dans le repliement sur soi, car c'est en coordonnant leurs efforts que les pays européens pourront surmonter les difficultés nées de la crise internationale, car c'est par un effort concerté que les pays européens pourront participer efficacement à l'organisation d'un nouvel ordre international, fondé sur une répartition plus équitable des richesses mondiales, sur la détente et la coopération et sur le respect des droits de l'homme.

Signée de : MM. Jean-Pierre Abelin, About, Alduy, Alphandery, Arreckx, François d'Aubert, Bamana, Gilbert Barbier, Bariani, Barnérias, Barrot, Hubert Bassot, Baudouin, Bayard, Bégault, René Benoit, Berest, Bernard-Reymond, Beucler, Birraux, Biwer, Jacques Blanc, Christian Bonnet, Bourson,

Bouvard, de Branche, Jean Briane, Jean Brocard, Albert Brochard, Caillaud, Jean-Marie Caro, Cattin-Bazin, Chantelat, Chapel, Charretier, Chazalon, Chinaud, Clément, Colombier, Pierre Cornet, Couderc, Couepel, Claude Coulais, Daillet, Delaneau, Delmas, Jean-François Deniau, Deprez, Desanlis, Dijoud, Dominati, Douffiagues, Dugoujon, Michel Durafour, Feït, Fenech, Ferretti, Charles Fèvre, Fonteneau, Fuchs, Gilbert Gantier, Gaudin, Geng, Ginoux, René Haby, Hamel, François d'Harcourt, Héraud, Icart, Klein, Koehl, Lagourgue, Le Cabellec, Léotard, Longuet, Madelin, de Maigret, Mathieu, Maujoüan du Gasset, Mayoud, Médecin, Méhaignerie, Mesmin, Micaux, Millon, Monfrais, Montagne, Mme Louise Moreau, MM. Morellon, d'Ornano, Arthur Paecht, Perrut, André Petit, Pianta, Pierre-Bloch, Proriol, Revet, Rossi, Rossinot, Schneiter, Seitlinger, Servan-Schreiber, Soisson, Stasi, Stirn, Tissandier, de la Verpillière, Hubert Voilquin.

———

GROUPE SOCIALISTE

Par cette déclaration, les députés socialistes élus en mars 1978 se constituent en Groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Elus socialistes, ils sont les militants d'un Parti dont l'ambition est de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, grâce à la transformation des rapports de production. Représentants de la principale force d'opposition, ils savent que c'est d'abord sur eux que comptent des millions de Français pour faire reculer les injustices sociales, protéger et développer les libertés, ouvrir la voie à un nouveau type de société où l'homme et la nature ne seront plus sacrifiés à la recherche du profit.

Les députés socialistes agiront, en priorité, à l'Assemblée et dans le pays, pour que soient adoptées les mesures d'urgence qui assureront une amélioration de la situation de la masse des travailleurs salariés et d'abord des plus défavorisés : revalorisation substantielle du S.M.I.C. et des bas et moyens salaires, augmentation des retraites et pensions, des allocations aux familles et aux personnes handicapées. Ceux qui produisent les richesses de la Nation doivent enfin recevoir leur juste part de la croissance du revenu national.

Le développement des moyens techniques ne permet pas seulement d'augmenter les ressources du plus grand nombre, il devrait permettre, à notre époque, de diminuer le temps de travail, de ménager pour chacun plus de possibilités de repos, de culture, de distraction, c'est le moyen de donner à tous le temps de vivre.

Les députés socialistes agiront pour qu'au cours de cette législature, la semaine de travail soit effectivement fixée à 40 heures sans diminution de salaire, et, si possible, ramenée à 35 heures, pour que la possibilité de partir à la retraite soit abaissée à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.

L'augmentation du pouvoir d'achat des salariés et la diminution du temps de travail sont aussi des moyens de faire reculer le chômage, ce fléau de la société capitaliste. La lutte contre le chômage, pour faire que chaque Français puisse vivre de son travail, sera une direction essentielle de l'action des députés socialistes.

Mais les désordres et les injustices dont souffre notre pays ne seront surmontés que si de profondes transformations interviennent dans notre système économique et social. Les députés socialistes, comme tout le Parti socialiste, agiront dans cette perspective. L'élargissement notable du secteur public par la nationalisation du crédit,

des assurances et celle des neuf grands groupes industriels prévus par le Programme commun de la Gauche signé en 1972, dégagera notre économie de l'emprise des grands monopoles industriels et financiers, il est la condition d'une planification démocratique qui organisera le développement harmonieux de notre économie et la répartition plus équitable des richesses de notre pays.

L'élargissement des pouvoirs des travailleurs et de la responsabilité des citoyens, dans les entreprises et sur le plan local, départemental, régional, comme les expériences autogestionnaires dans les entreprises du secteur public, seront la pointe avancée d'un effort général pour la démocratisation de la vie sociale. Dans le même temps seront réalisés la suppression des tutelles et le transfert aux collectivités locales de pouvoirs et de ressources appartenant actuellement à l'Etat.

Ces réformes de structures prépareront un « nouveau modèle » de croissance dont la finalité sera l'homme : nous sommes arrivés au moment où le système d'économie capitaliste met en effet en péril les conditions naturelles les plus fondamentales de la vie humaine.

Les socialistes savent que la paix est la première condition de bonheur des hommes. Les députés socialistes, profondément attachés à l'indépendance nationale, œuvreront pour desserrer l'hégémonie des superpuissances, condition à la fois du développement des pays du Tiers-Monde, de l'avènement d'une Europe démocratique et de la consolidation de la paix. Ils agiront pour une politique effective de désarmement et d'abord pour stopper la dissémination des armes nucléaires. Ils contribueront à l'établissement de nouveaux rapports économiques entre les pays industriellement avancés et les peuples du Tiers-Monde, car il ne peut y avoir d'ordre international pacifique et harmonieux quand des continents entiers sont condamnés à la misère.

Dans cette Assemblée, où la majorité de droite a été reconduite, nous savons que la tâche des députés socialistes ne sera pas facile : la majorité est en place pour défendre les privilèges. Mais il est possible de la faire reculer.

Le combat des députés socialistes serait sans espoir dans cette Assemblée si les élus se battaient seuls. Mais ils sont les élus du peuple, ils sont les élus du monde du travail. Des forces puissantes, momentanément frustrées de leur victoire, et qui représentent la France qui travaille et qui peine, vont continuer leur combat pour plus de justice et de bonheur pour l'avenir.

Ce combat, les députés socialistes le mènent d'abord à l'Assemblée même. Un des premiers objectifs est d'obtenir des mesures permettant d'aboutir à un statut équitable de l'information, notamment par le droit de réponse des partis de l'opposition aux déclarations présidentielles et gouvernementales, de garantir l'exercice réel du contrôle parlementaire, notamment par le rôle dévolu aux grandes

commissions et par une plus juste répartition des responsabilités en leur sein, d'assurer la représentation proportionnelle des suffrages à l'Assemblée nationale, dans les assemblées régionales et dans les communes à forte densité urbaine, de porter à la connaissance des citoyens le mode de financement des partis politiques.

Ce combat, les députés socialistes le mènent dans tout le pays, en même temps qu'à l'Assemblée nationale. Militants parce qu'élus du peuple, les députés socialistes sont présents partout, dès lors que les droits et les intérêts des travailleurs sont en cause : licenciements, grèves, saisies, expulsions, chaque fois avec les élus locaux, les députés socialistes interviennent et agissent du côté des exploités, des opprimés.

Ce combat, les députés socialistes le mènent avec toutes les forces vives du pays, en coopération avec les organisations syndicales, les associations familiales, les conseils de parents d'élèves, les groupements culturels et de jeunesse. La démocratie ne vit que par l'engagement, en union avec les élus, du plus grand nombre des citoyens et de leurs organisations et groupements les plus divers. Le député socialiste est l'élu de la démocratie vivante.

Ce combat, les députés socialistes le mènent dans l'Union de la Gauche. Plus que tous autres, ils représentent cette immense espérance qui, au premier tour de scrutin, a porté une majorité de Françaises et de Français vers la Gauche.

Cette espérance est vivante, même si elle a été blessée et détournée par la violence des campagnes antisocialistes. Cette espérance commande l'avenir : il n'y a pas d'autre voie que l'union du monde du travail. Les députés socialistes y travailleront sans relâche, puisque c'est d'abord de leur part que dépend l'avenir de la Gauche.

Signée de : MM. Andrieu (Haute-Garonne), Aumont, Auroux, Autain, Gérard Bapt, Bayou, Bêche, Roland Beix, Daniel Benoist, Besson, Billardon, André Billoux, Boucheron, Brugnon, Cambolive, Cellard, Chandernagor, Chénard, Chevènement, Jean-Pierre Cot, Darinot, Darras, Defferre, Delehedde, Delelis, Denvers, Derosier, Henri Deschamps, Dubedout, Dupilet, Duroure, Emmanuelli, Evin, Fabius, Faugaret, Gilbert Faure, Fillioud, Florian, Forgues, Forni, Franceschi, Gaillard, Garrouste, Gau, Guidoni, Haesebroeck, Hautecœur, Hernu, Houteer, Huguet, Huyghues des Etages, Mme Jacq, MM. Jagoret, Pierre Joxe, Labarrère, Laborde, Pierre Lagorce, Laurain, André Laurent, Laurissergues, Lavédrine, Lavielle, Le Drian, Lemoine, Le Pensec, Bernard Madrelle, Philippe Madrelle, Malvy, Manet, Marchand, Mas-

QUÈRE, MAUROY, MELLICK, MERMAZ, MEXANDEAU, Claude MICHEL, Henri MICHEL, MITTERRAND, NOTEBART, NUCCI, PESCE, PHILIBERT, PIERRET, PIGNION, PISTRE, POPEREN, POURCHON, PROUVOST, QUILÈS, RAYMOND, Alain RICHARD, Michel ROCARD, SAINT-PAUL, SAINTE-MARIE, SANTROT, SAVARY, SÉNÈS, TADDEI, VACANT, VIDAL, Alain VIVIEN, Claude WILQUIN.

GROUPE COMMUNISTE

Le Parti communiste français agit pour substituer à la société actuelle, dominée par quelques grandes sociétés capitalistes, une démocratie socialiste assurant pour les hommes et les femmes le bien-être et la liberté d'organiser leur existence dans la diversité de leurs goûts et de leurs convictions, en enrichissant le caractère propre de la nation française.

Les communistes veulent une avancée décisive de la démocratie dans notre pays. Le socialisme aux couleurs de la France pour lequel ils combattent s'identifie à la démocratie jusqu'au bout. Le caractère indissociable du socialisme et de la liberté affirmé par leur XXIIe congrès constitue une option fondamentale et irréversible.

Aujourd'hui, la société française traverse une crise profonde qui atteint tous les aspects de la vie nationale. Des millions de travailleurs et leur famille, les ouvriers, les employés, les techniciens, les paysans voient régresser leur niveau de vie. Les jeunes, les femmes, les personnes âgées sont victimes d'inégalités et d'injustices criantes. Mais si l'immense majorité de notre peuple se trouve confrontée à des difficultés insurmontables, une minorité privilégiée profite de cette situation. L'origine de la crise se trouve dans l'accaparement par la grande bourgeoisie capitaliste des ressources de notre pays et du travail de son peuple. La politique d'austérité, en accentuant le chômage, l'inflation, la dégradation des conditions de travail et de vie, aggrave la crise et met en cause les libertés et l'indépendance nationale.

Changer est tout à la fois urgent et indispensable. Quinze millions de citoyens se sont prononcés pour le changement. Les députés communistes, fidèles aux engagements pris lors de la consultation électorale, agiront pour la transformation profonde de la société permettant d'ouvrir à notre pays une issue positive à la crise. Ils travailleront résolument à renforcer l'union de la gauche, l'union du peuple de France, l'union pour le changement démocratique. Ce rassemblement indispensable a commencé à s'opérer autour du Programme commun de Gouvernement de la Gauche.

Les députés communistes n'auront de cesse de le consolider. Ils contribueront au développement de la lutte des travailleurs pour réaliser le progrès et la justice sociale, mettre l'économie au service du pays, assurer un bond en avant de la démocratie dans un pays libre, indépendant et pacifique.

Pour mieux vivre, pour changer la vie, il faut la démocratie sociale et un effort déterminé pour réduire les inégalités. Cela veut dire : le S.M.I.C. pour quarante heures fixé au niveau revendiqué par les grandes centrales syndicales, l'augmentation des bas salaires, la revalorisation du minimum de ressources des personnes âgées et des handicapés adultes à 80 % du S.M.I.C. ; l'augmentation de 50 % des allocations familiales ; la démocratisation de la Sécurité sociale et la gratuité progressive des soins ; la limitation des charges de loyer et leur réduction pour les familles modestes ; l'interdiction des saisies et des expulsions ; la gratuité des livres et des fournitures pour les enfants en âge de scolarité obligatoire. Les revenus des travailleurs de la terre doivent être améliorés et garantis. Tous les anciens combattants et victimes de guerre doivent obtenir satisfaction de leurs droits. Les rapatriés à l'exception des détenteurs de grandes fortunes doivent être indemnisés dans les meilleurs délais.

Pour éliminer le chômage, il faut créer les emplois nécessaires dont 500.000 dès 1978. Cet objectif pourrait être atteint notamment par la relance de la consommation populaire et des investissements, l'interdiction de l'exportation des capitaux portant atteinte à l'emploi. Le licenciement sans reclassement préalable doit être interdit. Les conditions de travail doivent être transformées par la semaine de quarante heures, la fixation de l'âge ouvrant droit à la retraite à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs effectuant des tâches pénibles, les cinq semaines de congés payés, le congé maternité porté à dix-huit semaines, l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité. Faire reculer la misère et la gêne pour le plus grand nombre ne peut aller sans une politique de rigueur pour les privilégiés qui passe par une refonte démocratique de la fiscalité et le resserrement du bas vers le haut de l'éventail des salaires pour aller vers un rapport moyen de 1 à 5. Les discriminations de salaire ou de promotion fondées sur l'âge, le sexe ou la nationalité doivent être supprimées.

De grandes actions doivent être conduites pour faire progresser la santé et humaniser les hôpitaux. L'amélioration du cadre de vie, le logement social, les transports en commun, la lutte contre les pollutions et les nuisances doivent connaître une impulsion nouvelle. Il faut ouvrir à tous l'accès au savoir par la rénovation de l'école et l'exclusion de toute ségrégation, l'accès à la culture, aux sports, aux loisirs.

Les députés communistes défendront dans tous les domaines les revendications des travailleurs et des masses populaires.

Les moyens existent pour réaliser cette politique novatrice. Pour sortir la France de la crise et promouvoir l'expansion économique, de grandes réformes démocratiques doivent s'attaquer à la domination sans partage du grand capital sur l'économie. Il faut réaliser un ensemble de nationalisations comprenant le secteur bancaire et finan-

cier et les principaux groupes industriels pour assurer une planification démocratique et rationnelle de la production, la sécurité de l'emploi, la lutte efficace contre les gâchis, la spéculation et la hausse des prix.

Le plan démocratique, dans son élaboration et dans son contenu, doit permettre le développement de l'activité nationale, impulser l'activité industrielle, assurer l'essor de notre agriculture, soutenir l'activité des P.M.E., de l'artisanat et du commerce.

Cette orientation nouvelle devrait s'appuyer sur une politique fiscale et budgétaire démocratique fondée notamment sur la création d'un véritable impôt sur le capital, un impôt sur la fortune, la révision du barème de l'impôt sur le revenu en faveur des familles modestes et la suppression des avantages et privilèges fiscaux dont bénéficient les capitalistes ainsi qu'une lutte contre la fraude.

Il faut assurer un véritable bond en avant de la liberté, de la démocratie. Il s'agit d'avancer sur le chemin d'une gestion toujours plus large de la société tout entière par les travailleurs eux-mêmes, les citoyens eux-mêmes, c'est-à-dire l'autogestion.

Les libertés individuelles et collectives doivent être garanties et étendues, en particulier les libertés d'opinion, d'expression, d'information, de réunion, d'organisation, de manifestation, de circulation à l'intérieur ou hors des frontières, de religion, d'accession à la propriété et à sa transmission par héritage.

Toutes les discriminations fondées sur l'âge, la nationalité, le sexe doivent être supprimées. Des lois nouvelles reconnaissant la complète égalité de l'homme et de la femme doivent contribuer aux actions en faveur de la libération de la femme, sa participation à la vie économique, sociale, culturelle et politique.

La démocratie doit entrer dans l'entreprise et l'économie. On ne peut avoir la république dans la société tant qu'on a la monarchie dans l'entreprise. Une nouvelle législation du travail doit assurer la liberté effective d'opinion, d'expression, d'organisation syndicale et politique pour tous. L'information préalable et la consultation des travailleurs doit assurer leur participation à toutes décisions affectant la marche de l'entreprise comme dans la gestion de la vie de la société.

Les citoyens doivent exercer le pouvoir. Cet objectif nécessite une politique audacieuse de décentralisation afin de résoudre tout ce qui peut l'être au plus près des intéressés, en ne laissant à l'Etat que les problèmes de dimension nationale. La commune, le département et la région doivent disposer d'une réelle autonomie de gestion et des moyens financiers adéquats. Il faut rembourser immédiatement la T.V.A. sur les travaux et achats des collectivités locales. La participation des citoyens doit être développée au plan local, départemental et régional.

Il faut assurer la souveraineté populaire et le fonctionnement démocratique des institutions. Le peuple doit décider de la politique de la nation au moyen du suffrage universel et de la représentation proportionnelle qui doit être instituée pour toutes les élections. L'Assemblée nationale doit avoir le pouvoir réel de faire les lois et de contrôler l'activité du Gouvernement responsable devant elle.

Conformément à la Constitution, le Gouvernement doit conduire et déterminer la politique de la nation. Toutes les dispositions et les pratiques qui ont permis les abus du pouvoir personnel du Président de la République doivent être supprimées.

Une action résolue doit être menée contre la bureaucratie et l'étatisme. Les tutelles étatiques stérilisantes doivent être supprimées. La séparation des fonctions entre l'Etat et les partis, l'Etat et les syndicats, l'Etat et les associations, l'Etat et les églises sera respectée. Tout système de parti unique ou dominant, toute philosophie officielle doivent être exclus. Les établissements issus de l'O.R.T.F. doivent devenir un authentique service public assurant la confrontation des courants d'opinion. Le pluralisme de la presse écrite doit être assuré.

La France doit reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples des départements et territoires d'outre-mer.

Restaurer et garantir l'indépendance de la France constitue pour les députés communistes un objectif prioritaire. Ils refusent pour la France tout protectorat, toute intégration, tout alignement à l'égard de tout bloc politico-militaire. La politique extérieure d'une France indépendante et pacifique doit être fondée sur la coexistence pacifique et la coopération avec tous les pays, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires internes des autres Etats. Assurer la paix, c'est œuvrer dans la voie du désarmement. La France doit se prononcer pour l'application de l'acte final de la Conférence d'Helsinki, pour la conclusion d'un texte européen de la sécurité collective, pour l'adhésion aux accords existants et la participation aux négociations internationales sur le même sujet.

La France doit disposer en toutes circonstances des moyens militaires garantissant sa sécurité et son indépendance. Cela implique la maintenance de l'armement nucléaire au niveau minimum requis par cette exigence dans le cadre d'une stratégie militaire de dissuasion tous azimuts, permettant de faire face à toute menace d'agression d'où qu'elle puisse venir. Une démocratisation réelle de l'armée basée sur la conscription doit être entreprise.

Les députés communistes se prononcent pour une Europe des travailleurs, démocratique et indépendante, libérée de la domination des trusts multinationaux et de la tutelle des Etats-Unis. Ils agiront pour la démocratisation des institutions du Marché commun, la

réorientation démocratique des politiques communautaires notamment sociale et agricole, la participation plus efficace des salariés et des agriculteurs au sein des organisations communautaires. Ils le feront en veillant à la préservation de la souveraineté nationale de notre pays.

Une telle orientation répond à l'intérêt du peuple et de la nation. Les députés communistes se donnent pour tâche, au cours de la VIe législature, de défendre cette politique de progrès social, d'expansion économique, d'indépendance nationale, de liberté et de paix. Ils le feront avec le souci permanent de contribuer au rassemblement des forces populaires pour un changement démocratique.

Signée de : MM. ANDRIEUX (Pas-de-Calais), ANSART, BALLANGER, BALMIGÈRE, Mme BARBERA, MM. BARDOL, BARTHE, BOCQUET, BORDU, BOULAY, BOURGOIS, BRUNHES, BUSTIN, CANACOS, CHAMINADE, Mme CHONAVEL, M. COMBRISSON, Mme CONSTANS, MM. COUILLET, DEPIETRI, Bernard DESCHAMPS, DUCOLONÉ, DUROMÉA, DUTARD, FITERMAN, Mmes FOST, FRAYSSE-CAZALIS, MM. FRELAUT, GARCIN, GAUTHIER, GIRARDOT, Mme GOEURIOT, MM. GOLDBERG, GOSNAT, GOUHIER, Mme GOUTMANN, MM. GREMETZ, HAGE, HERMIER, Mme HORVATH, MM. HOUËL, JANS, Jean JAROSZ, JOURDAN, JOUVE, JUQUIN, KALINSKY, LAJOINIE, Paul LAURENT, LAZZARINO, Mme LEBLANC, MM. LÉGER, LEGRAND, LEIZOUR, LE MEUR, LEROY, LUCAS, MAILLET, MAISONNAT, MARCHAIS, MARIN, MATON, MILLET, MONTDARGENT, Mme Gisèle MOREAU, MM. NILÈS, ODRU, PORCU, PORELLI, Mmes PORTE, PRIVAT, MM. RALITE, RENARD, RIEUBON, RIGOUT, ROGER, RUFFE, SOURY, TASSY, TOURNÉ, VIAL-MASSAT, VILLA, VISSE, VIZET, WARGNIES, ZARKA.

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

PROGRAMMES
ET ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX
DES DÉPUTÉS PROCLAMÉS ÉLUS

à la suite des élections générales des 12 et 19 mars 1978.

AIN

Première circonscription :

Cantons de : Bâgé-le-Châtel, Bourg-en-Bresse, Ceyzériat, Coligny, Montrevel, Pont-d'Ain, Pont-de-Vaux, Pont-de-Veyle, Saint-Trivier-de-Courtes, Treffort.

M. Jacques BOYON élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Belley, Bellegarde-sur-Valserine, Brénod, Champagne-en-Valromay, Collonges, Ferney-Voltaire, Gex, Hautevile-Lompnes, Izernore, Lhuis, Nantua, Oyonnax, Poncin, Saint-Rambert-en-Bugey, Seyssel, Virieu-le-Grand.

M. Charles MILLON élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Ambérieu-en-Bugey, Chalamont, Châtillon-sur-Chalaronne, Lagnieu, Meximieux, Montluel, Saint-Trivier-sur-Moignans, Thoissey, Trévoux, Villars-les-Dombes.

M. Guy de la VERPILLIÈRE élu au 2e tour.

UNION DE LA MAJORITE

(présentée par le **R**assemblement **P**our la **R**épublique)

MADAME, MADEMOISELLE, MONSIEUR,

Vous êtes appelé à un vote décisif pour l'avenir de la France. Votre choix aura pour vous, pour vos enfants, pour tous les Français et les Françaises, des conséquences qui peuvent être dramatiques.

Nous n'avons pas à rougir de ce que la France est devenue depuis vingt ans avec la Majorité. Regardez autour de vous.

Candidats d'UNION DE LA MAJORITE, nous vous invitons à reprendre confiance avec une Majorité rajeunie et renouvelée qui garantira vos libertés, qui vous permettra d'exercer pleinement vos responsabilités et qui vous apportera les chances du progrès.

Nous vous demandons de rejeter le programme commun, qu'il soit dans sa version communiste ou ou sa version socialiste.

Ses auteurs vous trompent. En faisant appel à votre générosité, ils vous conduisent, en réalité, par des promesses fallacieuses, contradictoires et irréalistes, vers la faillite des entreprises et vous engagent, par suite, inexorablement vers le collectivisme bureaucratique.

Vous savez qu'on ne peut tout à la fois augmenter fortement les salaires et les allocations, bloquer les prix des entreprises, accroître leurs charges et permettre les investissements nécessaire pour lutter contre le chômage.

Vous savez que vos libertés essentielles (liberté du travail, liberté d'entreprendre, liberté d'enseignement...) **sont menacées.**

Vous savez que la France a besoin, dans les circonstances difficiles que traversent tous les pays développés, **d'être vraiment et fermement gouvernée.**

Marié, père de cinq enfants, **Aymé BLANCHET** est né le 9 janvier 1925 à Villars-les-Dombes.

Il fait ses études à l'école primaire de Villars-les-Dombes, puis au lycée Lalande de Bourg.

Sportif, il pratique sous les couleurs de l'Avenir Sportif de Villars et de l'A.G.L.L., ce qui l'amènera à accepter la présidence de l'U. S. B. de 1959 à 1963.

Il entre en 1943 à la Faculté de Médecine de Lyon. Il est Externe puis Interne des Hôpitaux et devient Aide d'Anatomie et Chef de Clinique à la Faculté.

Installé à Bourg en 1958, il exerce la chirurgie parallèlement à la Clinique Vernaud et au Centre Hospitalier où il est nommé Chirurgien assistant, puis Chef de service en 1970.

Membre du Conseil départemental de l'Ordre depuis plusieurs années, il en est actuellement Vice-Président.

Jacques BOYON, né le 30 septembre 1934, descend par sa mère d'une famille de l'Ain, qui a donné de nombreux instituteurs à la Bresse et au Bugey. Il a commencé à Bourg, à l'école primaire, puis au lycée Lalande, des études qu'il a achevées à Paris.

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, licencié en droit, diplômé d'études supérieures d'économie politique et de science économique, il est ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration.

Entré à la Cour des Comptes en 1959, il est Conseiller référendaire depuis 1965.

Il acquiert ensuite une expérience administrative dans des domaines divers. Successivement, plusieurs ministres font appel à lui pour constituer, puis diriger leur Cabinet :

— M. Pierre DUMAS (Tourisme en 1963-65);

— M. Robert BOULIN (Finances en 1968, Agriculture en 1968-69, Santé Publique et Sécurité Sociale en 1969-72, Relations avec le Parlement en 1972-73);

— M. Yves GUENA (Transports en 1973-74; Industrie, Commerce et Artisanat en 1974).

Il dirige actuellement le Cabinet du Ministre de la Défense, M. Yvon BOURGES.

Conseiller Général de l'Ain depuis 1970, **Maire de Pont-d'Ain** et Président du Syndicat à vocations multiples du canton de Pont-d'Ain depuis 1971, **Président de la Commission des Finances** du Conseil Général, il a la charge du budget du département.

Il est en outre Président du Syndicat d'aménagement et d'entretien du Suran et Président du Syndicat de cylindrage de Bourg-II (cantons de Ceyzériat, Pont-d'Ain et Treffort).

Capitaine de réserve de l'Armée de l'Air, blessé en service commandé en Algérie et cité, il est titulaire de la Croix de la Valeur Militaire.

Il est Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite et Chevalier du Mérite Agricole.

Il est marié et père de cinq enfants.

Vous devez voter **UNION DE LA MAJORITE.**

Vous devez voter **Jacques BOYON,** élu de votre département depuis 8 ans, présenté par le Rassemblement pour la République et Jacques CHIRAC.

Vous devez voter **Docteur Aymé BLANCHET,** chirurgien expérimenté, qui n'a jamais eu d'étiquette politique et qui s'engage contre le programme commun, pour assurer la victoire de la Majorité derrière le Président de la République et le Premier Ministre.

Vous devez voter **UNION DE LA MAJORITE** parce nous recevons le soutien de nombreux électeurs qui se rattachent à tous les mouvements de la Majorité sans exception et que nous sommes les seuls capables de battre au second tour les candidats de la gauche socialo-communiste et d'assurer, au sein de la Majorité, le nécessaire renouvellement des hommes.

DES LE PREMIER TOUR : PENSEZ AU SECOND ET SOYEZ EFFICACE...

Votez : Jacques BOYON et Docteur Aymé BLANCHET

SI VOUS PENSEZ QUE...

— la France doit rester un pays libre, indépendant, généreux et ambitieux pour ses citoyens;

— le Président de la République a besoin d'une majorité solide dans des institutions stables, pour gouverner et pour conduire la politique approuvée par la majorité des Français;

— le plein emploi, notamment pour les jeunes, doit être le premier objectif du Gouvernement et une relance de l'investissement est nécessaire pour l'obtenir;

— il n'y a de progrès social (hausse des petits salaires, augmentation de l'aide aux familles, relèvement des retraites, etc.) que si l'activité économique accroît la richesse nationale à partager entre tous les Français;

— des entreprises petites et moyennes, libres et prospères, dans le secteur industriel, artisanal et commercial, sont nécessaires à l'équilibre et à la vie du pays;

— l'exploitation familiale, installée sur un sol bien à elle, doit rester la base de l'agriculture française;

— la liberté et la sécurité doivent être défendues partout avec la plus grande énergie;

— pour assurer la démocratie dans l'entreprise, dans la commune et dans la nation, la participation est un meilleur moyen que la stérile lutte des classes qui cherche à opposer les Français les uns aux autres...

VOTEZ POUR UN VRAI DEPUTE
DANS UNE VRAIE MAJORITE

SI VOUS PENSEZ QUE...

— le développement du département de l'Ain exige des élus efficaces et dynamiques;

— l'effort d'équipements collectifs (routes, ponts, assainissement, adduction d'eau, drainage, renforcement électrique, téléphone, installations sportives, centres médico-sociaux, foyers et salles des fêtes, etc.) doit être poursuivi et mieux réparti dans la région;

— les petites communes ont droit au même intérêt et à la même sollicitude de la part des élus;

— la défense de l'environnement est capitale pour l'avenir de nos villes, de nos paysages et de nos rivières;

VOTEZ POUR UN VRAI DEPUTE
POUR TOUTE LA CIRCONSCRIPTION

DU VAL DE SAONE A LA RIVIERE D'AIN :

VOTEZ Jacques BOYON
et Docteur Aymé BLANCHET

---

imprimeries réunies bourg

Vu : Les candidats.

UNION DE LA MAJORITE

(présentée par le **R**assemblement **P**our la **R**épublique)

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Au premier tour du 12 mars, nous vous avons demandé de voter contre le Programme Commun. En plaçant les candidats de la Majorité nettement en tête avec plus de la moitié de vos suffrages, vous nous avez entendus.

Au premier tour du 12 mars, nous vous avons demandé de voter pour une équipe jeune et dynamique, apportant une efficacité accrue et un souffle nouveau. En nous plaçant nettement en tête des candidats de la Majorité avec plus de 26 % des voix, vous nous avez entendus.

Nous vous remercions de vos encouragements et de votre confiance. Mais nous vous demandons encore plus pour le second tour de dimanche prochain.

La gauche socialo-communiste a subi un lourd échec. Mais le succès de la Majorité n'est pas définitivement assuré. Le Programme Commun, qui, par ses propositions démagogiques, promet la France à l'inflation et à la dévaluation, les entreprises au désordre et à la faillite, les Français à plus de chômage et à moins de liberté, n'est pas définitivement écarté.

L'accord récemment signé entre communistes et socialistes renforce la menace. Cet accord, conclu dans la hâte et l'hypocrisie, ne doit pas vous tromper. Vous savez ce qu'il vaut. Il ne peut permettre à la France d'être gouvernée par les socialistes et les communistes : les désaccords et les soupçons sont trop graves. Mais il peut leur permettre, en additionnant leurs voix, de gagner ces élections. Vous devez donc rester vigilants et actifs.

Aux électeurs qui ont, dès le premier tour, voté pour la Majorité, nous demandons de reporter leurs voix sur nous, sans défaillance. **Tous les responsables départementaux des formations de la Majorité sans exception vous le demandent. Nous sommes vraiment les candidats de l'Union de la Majorité.**

A ceux qui, embarrassés par la pluralité des candidatures de la Majorité au premier tour, se sont abstenus, nous demandons de nous rejoindre maintenant que le choix est clair : leur concours est nécessaire.

A ceux qui, au premier tour, ont voté à gauche, par tradition ou par idéal, mais qui n'acceptent pas le Programme Commun, nous demandons de nous rejoindre. Il y a place et rôle pour eux dans la Majorité, car le progrès et la justice sont aussi notre but : leur appoint sera décisif.

A vous toutes et à vous tous, qui avez pour la France et pour le département de l'Ain des espoirs et des ambitions, nous faisons un appel ardent. Confirmez et renforcez le succès de la Majorité dans notre département.

Pas une voix ne doit manquer pour battre notre adversaire, candidat du Programme Commun et de l'alliance socialo-communiste.

Pas une voix ne doit manquer pour assurer notre succès. Chaque siège comptera pour **la Majorité qui soutiendra l'action du Président de la République et la politique de progrès et justice** que nous devons mener avec lui.

AFFIRMEZ, CONFIRMEZ

VOTRE MEILLEUR CHOIX

pour vous
pour le département
pour la majorité

VOTEZ MASSIVEMENT

Jacques BOYON et **Dr Aymé BLANCHET**

SI VOUS PENSEZ QUE...

— la France doit rester un pays libre, indépendant, généreux et ambitieux pour ses citoyens;

— le Président de la République a besoin d'une majorité solide dans des institutions stables, pour gouverner et pour conduire la politique approuvée par la majorité des Français;

— le plein emploi, notamment pour les jeunes, doit être le premier objectif du Gouvernement et une relance de l'investissement est nécessaire pour l'obtenir;

— il n'y a de progrès social (hausse des petits salaires, augmentation de l'aide aux familles, relèvement des retraites, etc.) que si l'activité économique accroît la richesse nationale à partager entre tous les Français;

— des entreprises petites et moyennes, libres et prospères, dans le secteur industriel, artisanal et commercial, sont nécessaires à l'équilibre et à la vie du pays;

— l'exploitation familiale, installée sur un sol bien à elle, doit rester la base de l'agriculture française;

— la liberté et la sécurité doivent être défendues partout avec la plus grande énergie;

— pour assurer la démocratie dans l'entreprise, dans la commune et dans la nation, la participation est un meilleur moyen que la stérile lutte des classes qui cherche à opposer les Français les uns aux autres...

SI VOUS PENSEZ QUE...

— le développement du département de l'Ain exige des élus efficaces et dynamiques;

— l'effort d'équipements collectifs (routes, ponts, assainissement, adduction d'eau, drainage, renforcement électrique, téléphone, installations sportives, centres médico-sociaux, foyers et salles des fêtes, etc.) doit être poursuivi et mieux réparti dans la région;

— les petites communes ont droit au même intérêt et à la même sollicitude de la part des élus;

— la défense de l'environnement est capitale pour l'avenir de nos villes, de nos paysages et de nos rivières;

DU VAL DE SAONE A LA RIVIERE D'AIN

VOTEZ Jacques BOYON
et Docteur Aymé BLANCHET

Jacques BOYON, né le 30 septembre 1934, descend par sa mère d'une famille de l'Ain, qui a donné de nombreux instituteurs à la Bresse et au Bugey. Il a commencé à Bourg, à l'école primaire, puis au lycée Lalande, des études qu'il a achevées à Paris.

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, licencié en droit, diplômé d'études supérieures d'économie politique et de science économique, il est ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration.

Entré à la Cour des Comptes en 1959, il est Conseiller référendaire depuis 1965.

Il acquiert ensuite une expérience administrative dans des domaines divers. Successivement, plusieurs ministres font appel à lui pour constituer, puis diriger leur Cabinet :

— M. Pierre DUMAS (Tourisme en 1963-65);
— M. Robert BOULIN (Finances en 1968, Agriculture en 1968-69, Santé Publique et Sécurité Sociale en 1969-72, Relations avec le Parlement en 1972-73);
— M. Yves GUENA (Transports en 1973-74; Industrie, Commerce et Artisanat en 1974).

Il dirige actuellement le Cabinet du Ministre de la Défense, M. Yvon BOURGES.

Conseiller Général de l'Ain depuis 1970, **Maire de Pont-d'Ain** et Président du Syndicat à vocation multiple du canton de Pont-d'Ain depuis 1971, **Président de la Commission des Finances** du Conseil Général, il a la charge du budget du département.

Il est en outre Président du Syndicat d'aménagement et d'entretien du Suran et Président du Syndicat de cylindrage de Bourg II (cantons de Ceyzériat, Pont-d'Ain et Treffort).

Capitaine de réserve de l'Armée de l'Air, blessé en service commandé en Algérie et cité, il est titulaire de la Croix de la Valeur Militaire.

Il est Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite et Chevalier du Mérite Agricole.

Il est marié et père de cinq enfants.

Marié, père de cinq enfants, **Aymé BLANCHET** est né le 9 janvier 1925 à Villars-les-Dombes.

Il fait ses études à l'école primaire de Villars-les-Dombes, puis au lycée Lalande de Bourg.

Sportif, il pratique sous les couleurs de l'Avenir Sportif de Villars et de l'A.G.L.L., ce qui l'amènera à accepter la présidence de l'U. S. B. de 1959 à 1963.

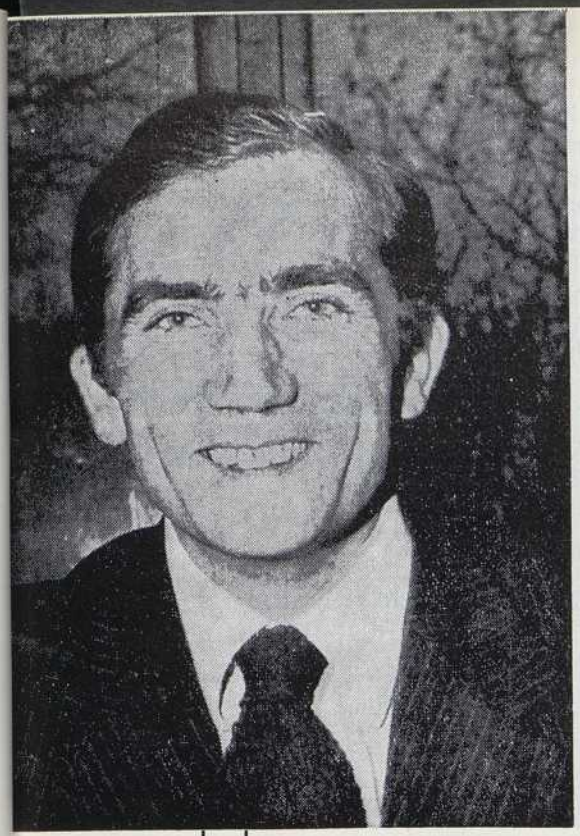
Il entre en 1943 à la Faculté de Médecine de Lyon. Il est Externe puis Interne des Hôpitaux et devient Aide d'Anatomie et Chef de Clinique à la Faculté.

Installé à Bourg en 1958, il exerce la chirurgie parallèlement à la Clinique Vernaud et au Centre Hospitalier où il est nommé Chirurgien assistant, puis Chef de service en 1970.

Membre du Conseil départemental de l'Ordre depuis plusieurs années, il en est actuellement Vice-Président.

imprimeries réunies bourg

Vu : Les candidats.



REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité

ELECTIONS LEGISLATIVES - 12 MARS 1978

Union pour la Démocratie Française

— **Parti Républicain**
— **Centre des Démocrates Sociaux**
— **Parti Radical**

— **Centre National Indépendants et Paysans**

Candidat Majorité

Charles MILLON

Maire de Belley

Si je sollicite aujourd'hui l'honneur d'être votre Député, c'est pour défendre une certaine idée de la France et pour aider au développement de notre région.
Je pense être capable d'accomplir le mandat que vous m'aurez confié :

- Parce que, enfant du Pays, j'ai appris à aimer cette région dans laquelle je travaille et j'habite.
- Parce que, Maire de Belley, j'assume des responsabilités locales dont l'accomplissement me paraît indispensable à un mandat national.
- Parce que, jeune, je pourrai renforcer le renouvellement que souhaite le pays.

Mon projet :

I. - POURSUIVRE L'ŒUVRE DE RENOVATION DE NOTRE PAYS.

- **Pour une France juste**

— Par le développement de l'égalité des chances ;
— Par la sécurité de l'emploi ;
— Par une augmentation des bas revenus plus forte que celle des hauts revenus ;
— Par une revalorisation des retraites ;
— Par le respect du pluralisme scolaire ;
— Par une véritable réforme fiscale ;
— Par le refus de l'assistance généralisée.

● Bellegarde - Belley - Brénod - Champagne-en-Valromey - Collonges - Ferney-Voltaire - Gex - Hauteville - Izernore

● Lhuis - Nantua - Oyonnax - Poncin - Saint-Rambert - Seyssel - Virieu-le-Grand ●

Suppléant : Jean PROST
Conseiller Général - Maire de Divonne-les-Bains

T.S.V.P.

- **Pour une France libre**
  - — Par le maintien de son indépendance politique et économique ;
  - — Par la défense d'une monnaie stable ;
  - — Par le renforcement de la sécurité des citoyens ;
  - — Par le respect intégral des Droits de l'Homme ;
  - — Par le refus de tout système collectiviste et communiste.

- **Pour une France décentralisée**
  - — Par un épanouissement des libertés locales et le respect du caractère propre de certaines régions (zones franches, frontaliers, zones de montagne) ;
  - — Par le respect d'une économie de concurrence et le développement de la libre entreprise ;
  - — Par la diffusion des responsabilités dans la cité et l'entreprise ;
  - — Par la défense du citoyen contre la société bureaucratique.

II. - SUSCITER LE DEVELOPPEMENT HARMONIEUX DE NOTRE REGION.

- — En favorisant la création d'emplois par l'implantation et le développement des entreprises artisanales et commerciales ;
- — En participant à la poursuite de la politique de soutien à l'agriculture (zones de montagne, zones de piémont...) et en aidant à la revalorisation des zones rurales ;
- — En participant à la définition et à la réalisation du réseau routier indispensable au désenclavement de notre région ;
- — En collaborant avec les élus locaux à l'implantation des équipements collectifs pour une meilleure qualité de vie.

Ma conception du rôle de Député :

Membre du Parlement :

- — Je participerai aux réunions de commissions et aux séances de l'Assemblée Nationale, et je mettrai tout en œuvre pour défendre les options que j'ai exposées durant ma campagne ;
- — Je rendrai compte de ce travail parlementaire par voie de presse et au cours des visites que je ne manquerai pas d'effectuer régulièrement dans toutes vos communes.

Animateur de la Circonscription

Je serai, avec Jean PROST, au service des élus et des responsables socio-professionnels pour participer à la promotion de notre région et défendre les projets indispensables au développement économique et social de la circonscription.

Elu de tous

Je serai, avec Jean PROST, au service de chacun des habitants de la circonscription, quelles que soient les opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Pour être à l'écoute de la population, je tiendrai des permanences mensuelles, en particulier à BELLEY, BELLEGARDE, OYONNAX et dans le PAYS DE GEX.

Pour soutenir l'action du Président de la République, renforcer l'autorité du Gouvernement et poursuivre l'œuvre de Marcel Anthonioz, vous choisirez un homme jeune, honnête, compétent...

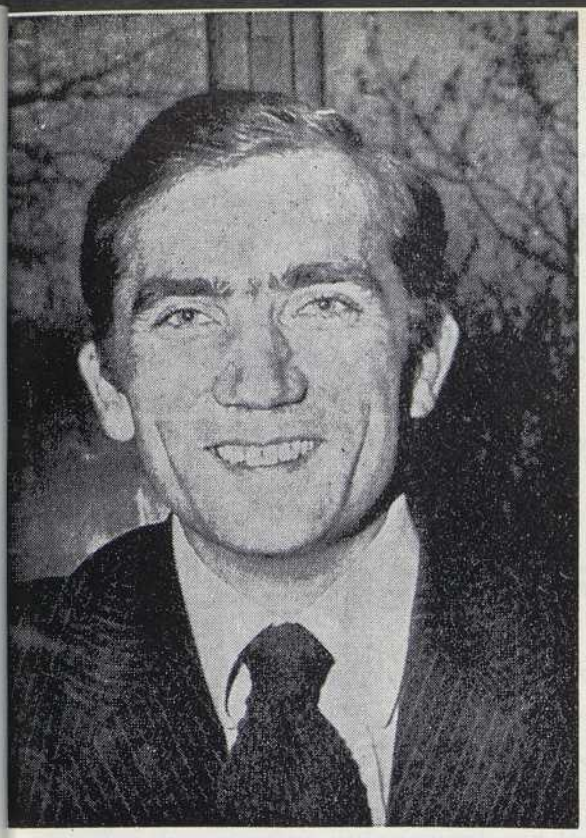
vous voterez Charles MILLON

Maire de Belley

Suppléant : **Jean PROST**

Conseiller Général
Maire de Divonne-les-Bains

IMP. MICHAUX - BELLEGARDE



REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité
DEPARTEMENT DE L'AIN - 2ème CIRCONSCRIPTION GEX - BELLEY - NANTUA

ELECTIONS LEGISLATIVES - 19 MARS 1978

Candidat Unique de la Majorité Présidentielle

Charles Millon

Maire de Belley

Chers Compatriotes,

Avec mon suppléant Jean PROST, nous remercions très sincèrement les électrices et électeurs qui, le dimanche 12 Mars, dès le premier tour d'un scrutin aux conséquences décisives pour l'avenir de la France, nous ont placés en tête de tous les candidats avec 25.667 suffrages, exprimant ainsi leur confiance.

Candidat unique de la Majorité Présidentielle je vous rappelle que l'enjeu du deuxième tour du scrutin est l'avenir de nos libertés et que personne n'a le droit de s'abstenir face au réel danger communiste.

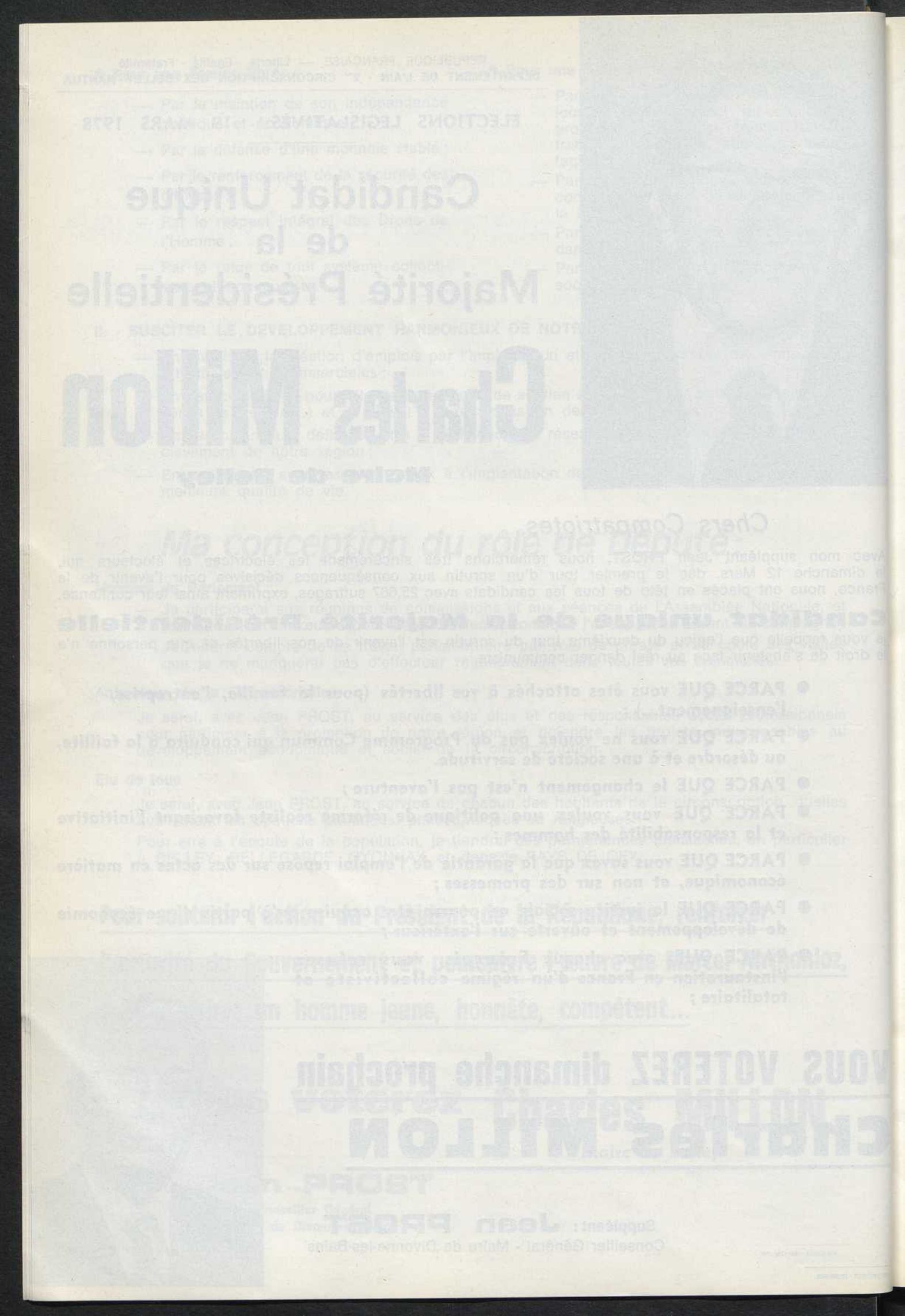
- **PARCE QUE vous êtes attachés à vos libertés (pour la famille, l'entreprise, l'enseignement...) ;**
- **PARCE QUE vous ne voulez pas du Programme Commun qui conduira à la faillite, au désordre et à une société de servitude.**
- **PARCE QUE le changement n'est pas l'aventure ;**
- **PARCE QUE vous voulez une politique de réforme réaliste favorisant l'initiative et la responsabilité des hommes ;**
- **PARCE QUE vous savez que la garantie de l'emploi repose sur des actes en matière économique, et non sur des promesses ;**
- **PARCE QUE la justice sociale ne pourra être acquise qu'à partir d'une économie de développement et ouverte sur l'extérieur ;**
- **PARCE QUE, avec chaque Français, vous refusez l'instauration en France d'un régime collectiviste et totalitaire ;**

VOUS VOTEREZ dimanche prochain

Charles MILLON

Suppléant : Jean PROST
Conseiller Général - Maire de Divonne-les-Bains

IMP. MICHAUX - BELLEGARDE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité

3e CIRCONSCRIPTION DE L'AIN

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - MARS 1978

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

ELECTEURS, ELECTRICES,

VOTER C'EST CHOISIR

Or, le 12 MARS, il s'agit d'un choix entre deux formes de société

Celle décrite dans le Programme Commun

sur laquelle seul le Parti Communiste a le courage de faire toute la lumière. Les Socialistes-Radicaux de Gauche insistent uniquement sur les mesures immédiates qu'ils proposent.

ELLES AURONT POUR CONSÉQUENCE

- Une majoration exceptionnelle (?) des impôts sur les revenus dès 1978
- Une augmentation importante du coût de l'énergie (fuel, tarifs EDF, etc...)
- Une hausse des prix selon M. ROCARD lui-même, de 20 à 25 %
- Le contrôle des changes avant le départ en vacances

MAIS LES RADICAUX DE GAUCHE, LE PARTI SOCIALISTE VEULENT AUSSI

- Prolonger la scolarité jusqu'à 18 ans
- Supprimer l'apprentissage
- Fermer les écoles libres
- Unifier les régimes de retraites complémentaires
- Engager 300 000 fonctionnaires

LE PROGRAMME COMMUN PRÉVOIT ÉGALEMENT

- Un changement, de politique étrangère, de notre système de défense
- La modification de nos institutions ...etc...etc...

L'OBJECTIF FINAL EST DE RENDRE POSSIBLE L'INSTALLATION DU COLLECTIVISME.

OU BIEN VOUS PRÉFÉREZ DÉFENDRE NOTRE SOCIÉTÉ LIBÉRALE QUI POURSUIT OBSTINÉMENT SA MARCHE VERS LE PROGRÈS ET LA JUSTICE

CAR NOUS AUSSI NOUS VOULONS

- Réduire les inégalités qui subsistent
- Poursuivre une augmentation accélérée des bas salaires
- Proposer la retraite à la carte
- Maintenir la parité des revenus des agriculteurs
- Permettre à chaque français d'être propriétaire de sa maison

NOUS AVONS DÉJA BEAUCOUP ENTREPRIS POUR

- Equiper et moderniser le pays
- Elever le niveau de vie des français
- Mettre l'enseignement à la portée de tous
- Aider les plus faibles (personnes âgées, veuves, handicapés)
- Rendre à la France sa place dans le monde

MAIS NOUS SAVONS QUE

- Le Progrès Social s'obtient par le Progrès Economique
- L'amélioration des conditions de vie découle de la décentralisation et de la participation aux responsabilités
- A l'encontre de la bureaucratie il faut favoriser l'initiative individuelle

NOUS SAVONS SURTOUT QU'A L'ABRI DE FRONTIÈRES FERMÉES LES HOMMES NE SONT PAS LIBRES.

TEL SERA LE CHOIX POLITIQUE DE CETTE ÉLECTION.

Nous souhaitons que vous fassiez comme nous celui du bon sens et de la raison en vous unissant autour du **Président de la République.** La Majorité qui le soutient vous propose d'apporter une réponse réaliste aux problèmes de la France, de choisir la vérité dans la conduite de notre économie.

Nous plaçons notre candidature sous le signe de l'UNION puisque nous l'avons réalisée.

Nous souhaitons qu'elle regroupe tous ceux qui ne croient pas en la FRANCE coupée en deux tous ceux qui croient à la GÉNÉROSITÉ, à la JUSTICE et à la LIBERTÉ.

Guy de la VERPILLIÈRE

Député sortant - Maire de LAGNIEU

Vice-Président du Conseil Général

Connaissant depuis de nombreuses années M. DE LA VERPILLIÈRE, et ayant pu apprécier sa compétence, son dynamisme et plus particulièrement son souci d'être à l'écoute des plus humbles, j'ai accepté de faire équipe avec lui en qualité de suppléant.

Il a depuis 10 ans, et même 20 ans au titre de Conseiller Général, participé activement à tout ce qui s'est fait dans notre département.

Maire depuis l'âge de 30 ans, Président de l'Association des Maires de l'Ain, il connaît bien les problèmes de nos collectivités locales et a eu très souvent l'occasion de travailler avec nos élus locaux.

Je pense pouvoir lui apporter mon aide principalement à l'Ouest du département dans le canton de CHATILLON et la Vallée de la Saône, et assurer ainsi, avec lui, une présence dans l'ensemble de notre circonscription.

Sur le plan politique nous partageons les mêmes options et nous représentons la totalité des formations de la Majorité Présidentielle.

Remplaçant éventuel : Albert TRAMBLAY

Maire-Adjoint de VONNAS

IMPRIMERIE RICCI 01150 LAGNIEU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité

3e Circonscription de l'AIN

Elections Législatives - 19 Mars 1978

GUY DE LA VERPILLIÈRE

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Madame, Monsieur,

28 084 électeurs et électrices ont bien voulu dès le premier tour nous apporter leurs suffrages et nous placer largement en tête des candidats avec une avance de près de **12 000** voix sur notre suivant immédiat.

Nous les remercions très sincèrement.

Le scrutin de dimanche dernier a démontré que dans notre circonscription les partisans du Programme Commun sont très minoritaires. C'est pourquoi nous invitons à rejoindre notre candidature, tous ceux qui ont, au premier tour, voulu marquer l'importance qu'ils attachent à "l'Ecologie", mais qui sont désireux **de soutenir l'action du Président de la République.**

LIBERTÉS individuelles et collectives (enseignement, apprentissage, santé)

SÉCURITÉ face à la violence, face au chômage

SOLIDARITÉ pour les familles, les personnes âgées, les jeunes qui recherchent un emploi

PARTICIPATION accrue aux décisions à tous les échelons, de la région à la commune

VÉRITÉ DES PRIX pour les agriculteurs, pour les entreprises

AUGMENTATION accélérée du pouvoir d'achat des moins favorisés

Tels sont les principaux objectifs dont nous avons pu nous entretenir dans toutes les communes, tout en écoutant vos préoccupations individuelles ou vos problèmes locaux. Nous les connaissons et nous en tiendrons compte. Nous savons que notre circonscription a subi plus que d'autres les conséquences de l'industrialisation. Aucun parti responsable n'aurait pu faire autrement ; nous nous sommes toujours efforcés d'éviter ce qui pouvait l'être (opposition catégorique à la raffinerie dans la Dombes que soutenait le candidat M.R.G., protection de la vallée de l'Ain...)

Le 19 Mars vous refuserez de voter pour l'otage du Parti Communiste

vous choisirez le Progrès Economique, la Justice Sociale et la Paix Civile

en votant GUY DE LA VERPILLIÈRE

Candidat de la Majorité Présidentielle *Maire de Lagnieu* *Député Sortant*

Suppléant : Albert TRAMBLAY - Maire-Adjoint de VONNAS

Nous remercions MM. BOUCHARD et DUPOYET d'avoir bien voulu inviter leurs électeurs à nous apporter leur soutien. Ils appartiennent à notre famille de pensée ; leur place est dans nos rangs.

IMPRIMERIE RICCI 01150 LAGNIEU

AISNE

Première circonscription :

Cantons de : Braine, Craonne, Laon, Marle, Neufchâtel-sur-Aisne, Rozoy-sur-Serre, Sissonne, Vailly-sur-Aisne.	**M. Robert AUMONT**	élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Bohain-en-Vermandois, Le Catelet, Moy-de-l'Aisne, Ribemont, Saint-Quentin, Vermand.	**M. Daniel LE MEUR**	élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Aubenton, La Capelle, Guise, Hirson, Le Nouvion-en-Thiérache, Sains-Richaumont, Vervins, Wassigny.	**M. Maurice BRUGNON**	élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Anizy-le-Château, Chauny, Coucy-le-Château-Auffrique, Crécy-sur-Serre, La Fère, Saint-Simon.	**M. Roland RENARD**	élu au 2e tour.

Cinquième circonscription :

Cantons de : Charly, Château-Thierry, Condé-en-Brie, Fère-en-Tardenois, Neuilly-Saint-Front, Oulchy-le-Château, Soissons, Vic-sur-Aisne, Villers-Cotterêts.	**M. André ROSSI**	élu au 2e tour.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978 — CIRCONSCRIPTION DE LAON

ROBERT AUMONT

DÉPUTÉ SORTANT

Membre de la Commission de la Défense Nationale

Conseiller régional, Conseiller général

MAIRE DE LAON

Candidat du Parti Socialiste

Suppléant : **Jean VERRIÈLE**, médecin à Rozoy-sur-Serre

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS

En 1973, vous m'avez élu Député de la circonscription. Durant ces cinq années, j'ai conscience d'avoir beaucoup travaillé. Pour vous aider dans les démarches administratives, avec l'aide de mon secrétariat, j'ai écrit trente mille lettres ; des permanences régulières ont été tenues à travers la circonscription ; je me suis efforcé de répondre aux nombreuses invitations adressées à l'occasion de fêtes, cérémonies ou séances de travail dans un nombre important de communes.

Je me présente à nouveau à vos suffrages avec le même suppléant : mon ami Jean VERRIÈLE, médecin à Rozoy-sur-Serre.

Demain, comme hier, **avec le Parti Socialiste,** nous n'aurons qu'**un seul programme : le Programme Commun de la Gauche.**

Voter Robert AUMONT, c'est vouloir, notamment, **dès avril 1978 :**

- **LE S.M.I.C. A 2.400 F PAR MOIS,**
- **LE MINIMUM VIEILLESSE A 40 F PAR JOUR,**
- **LA RETRAITE A 60 ANS (pour les hommes) ET A 55 ANS (pour les femmes),**
- **L'AUGMENTATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES (+ 50 % en deux étapes),**
- **LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE CREATIONS D'EMPLOIS ET DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE.**

Voter Robert AUMONT, c'est mettre en échec la majorité sortante, incapable de lutter efficacement contre le chômage et l'inflation, dont la politique porte atteinte au pouvoir d'achat des salariés tout en préservant les profits des grandes sociétés.

Demain, comme hier, nous n'aurons qu'un seul adversaire : la majorité sortante. Nous œuvrerons pour que la Gauche retrouve son unité au sein d'un gouvernement qui répondra aux espérances des Françaises et des Français.

C'est pourquoi je refuse toute polémique et toute candidature de division.

Demain, comme hier, je poursuivrai mes efforts en faveur des habitants de notre région :

- **Pour la défense de l'emploi** (soutien aux luttes syndicales et aux efforts des municipalités en faveur de l'industrialisation),
- **Pour l'amélioration des communications** (notamment l'axe routier Laon - Liesse - Montcornet, l'implantation d'un échangeur de l'autoroute A-26 à Berry-au-Bac, la défense de la ligne S.N.C.F. Paris - Laon - Hirson),
- **Pour la construction en dur** des collèges secondaires de Braine, Corbeny, Guignicourt, Vailly et le développement de l'enseignement maternel,
- **Pour le développement du téléphone,**
- **Pour la réalisation du parc nautique de l'Ailette,**
- **Pour la mise en œuvre,** dans la Ville de Laon, **du programme municipal** exposé lors des dernières élections.

Robert AUMONT
Député sortant

DÈS LE PREMIER TOUR, SANS HESITER

VOTEZ POUR

ROBERT AUMONT

et son suppléant **Jean VERRIÈLE**

Vu : Les Candidats.

*BRUNETEAUX - LAON

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978 — CIRCONSCRIPTION DE LAON

ROBERT AUMONT

DÉPUTÉ SORTANT

Membre de la Commission de la Défense Nationale

Conseiller régional, Conseiller général

MAIRE DE LAON

Candidat unique de la Gauche

Suppléant : Jean VERRIÈLE, médecin à Rozoy-sur-Serre

Electrices, Electeurs,

C'est une surprise agréable que vous m'avez réservée en augmentant massivement le nombre de mes voix, me donnant ainsi la majorité dans tous les cantons et dans la ville de Laon.

J'y suis extrêmement sensible et j'en remercie vivement toutes celles et tous ceux qui y ont contribué.

Tout au long de la campagne, j'ai défendu et expliqué les propositions socialistes d'actualisation du programme commun sur lesquelles, aujourd'hui, un accord national vient de se réaliser entre les trois Partis de Gauche.

DIMANCHE PROCHAIN, LA VICTOIRE DOIT ETRE COMPLETE !

Par avance, j'en suis reconnaissant à tous. Mais je sais aussi tout le poids de ma mission. **Demain, comme hier, je la remplirai avec cœur.**

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Pour la victoire de la Gauche
Dans l'UNION par l'ACTION

VOTEZ

ROBERT AUMONT

Vu : Les Candidats.

et son suppléant Jean VERRIÈLE

DÉSISTEMENT DE BERNARD PHILIPPOT

Fidèles à l'engagement que nous avons pris et pour contribuer à la victoire de l'Union des Forces Populaires, nous invitons les électeurs qui ont compris notre combat unitaire à apporter à Robert AUMONT le soutien de leurs suffrages le 19 mars prochain.

Gérard DUFLOT

Bernard PHILIPPOT

DÉSISTEMENT DE MARIE-CLAIRE STEICHEN

Chers Amis, chers Camarades,

Vous qui avez porté vos suffrages sur ma candidature et celle de mon camarade Pierre Pilton, exprimant ainsi votre volonté de voir triompher le vrai changement, je vous appelle aujourd'hui, sur la base d'un accord dont vous avez favorisé la signature, à reporter vos voix sur le nom de Robert AUMONT pour assurer la victoire de la Gauche unie.

Pour en finir avec la Droite, pour aller vers le changement, votez, faites voter pour le candidat de la Gauche unie, Robert AUMONT.

Pierre PILTON *Marie-Claire STEICHEN*

IMPRIMERIE BRUNETEAUX - LAON

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

2e Circonscription - St Quentin

Député-Maire de St Quentin
Conseiller Régional

Pour le vrai changement

Un vote utile :

Le 12 Mars

VOTEZ COMMUNISTE

Maire de Bohain
Suppléant

Electrices, Electeurs,

Dans quelques jours, le 12 Mars, vous allez vous rendre aux urnes pour le 1er tour des élections législatives. **Ces élections sont d'une très grande importance.**

Elles sont décisives pour l'avenir du pays, pour votre propre avenir. Vous le savez !

Beaucoup d'entre-vous ont déjà fait leur choix.

Je suis persuadé que, plus encore qu'en 1973 et en plus grand nombre, **vous êtes décidés à voter communiste, à me renouveler votre confiance,**

En m'adressant ainsi à vous, électrices et électeurs de notre circonscription ce n'est ni par pêché d'orgueil, ni par suffisance.

En effet, depuis cinq ans je suis votre député, des milliers d'entre-vous se sont adressés à moi, ensemble nous avons appris à nous connaître et chacun a pu constater que la prétention ne m'habite pas !

Non, si je vous tiens ce langage, c'est parce que j'ai la conviction profonde de ceci !

Vous avez fait une longue expérience et **vous ne voulez plus entendre parler de la droite au pouvoir depuis 20 ans.**

Ceux qui la représentent vous ont continuellement demandé des sacrifices. Ils vous ont promis le bonheur mais toujours pour demain.

Ils sont les responsables de toutes vos difficultés actuelles.

L'austérité, toujours l'austérité, ils n'ont que cela à vous proposer.

A l'inverse une poignée d'exploiteurs, de milliardaires étale un luxe insolent. M. DASSAULT peut se permettre de dépenser 3 millions d'A.F. tous les matins, d'autres. en une nuit dépensent dans les casinos de la côte d'azur, ce que vous n'arriverez jamais à gagner votre vie durant !

Vous le voyez, la crise, l'austérité et les sacrifices ne sont pas pour tout le monde.

La crise frappe les plus démunis, elle épargne les plus fortunés.

C'est cette politique scandaleuse que demain, MM. Giscard d'Estaing - Barre - Chirac - Lecanuet - Ceyrac et autres Braconnier voudraient perpétuer.

Ils veulent continuer à remplir les coffres-forts des gros capitalistes et vider vos poches du dernier sou !

Eh bien, nous les Communistes, à vos côtés, ensemble nous disons : **20 ans, ça suffit !**

Les pauvres ont assez payé.

Certains disposent de fortunes colossales, ce sont eux qui doivent payer !

Le Programme Commun bien actualisé, ce n'est pas autre chose que cela.

D'un côté, par une grande politique sociale et économique nous voulons en finir avec l'austérité et la misère qui vous frappent ; de l'autre côté, en relançant l'économie, en mettant un terme aux gaspillages, à la spéculation, en faisant payer les riches, nous dégageons les moyens de mettre en œuvre cette politique hardie et novatrice.

Est-ce trop beau ou irréalisable ?

Est-ce trop vouloir d'affirmer que chacun d'entre-vous doit pouvoir travailler, se cultiver, se distraire, en un mot VIVRE sans être toujours obligé de se priver sur tout... et sans avoir toujours la hantise du lendemain, du chômage ou du loyer impayé ?

Non, ce que vous proposent les communistes n'est pas trop beau ! C'est possible et dès demain !

Voilà pourquoi, électrices et électeurs, **je vous appelle à voter et à faire voter massivement communiste et ce dès le 12 Mars ! En votant Communiste, vous voterez pour le vrai changement.**

Vous voterez pour l'Union et la présence de ministres communistes dans un Gouvernement de Gauche. Vous voterez pour vous !

J'ai confiance.

Daniel LE MEUR

Député sortant - Maire de St Quentin.

Ce que proposent les Communistes immédiatement :

1°) *Améliorer le niveau de vie des familles laborieuses*

— Dès avril 1978, le S. M. I. C. sera fixé à 2400 F.

— Le Pouvoir d'Achat des salariés et traitements sera augmenté.

— Fixation du minimum des ressources des personnes âgées à 1300 F par mois. Revalorisation des retraites et pensions.

— Augmentation des allocations familiales de 50%.

2°) *Éliminer le chômage*

— 500.000 emplois nouveaux seront créés par an et dès la 1ère année, en premier lieu dans la production. Cet objectif minimum indispensable pourra être atteint grâce à la relance de la consommation populaire et des investissements, à l'amélioration de la durée et des conditions de travail, à une meilleure politique de formation.

— La durée du travail sera rapidement ramenée pour l'ensemble des salariés à 40 heures en cinq jours avec maintien du salaire.

— L'âge ouvrant droit à la retraite avec pension complète sera immédiatement fixé à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.

— La durée minimale des congés payés sera portée à 5 semaines dès 1978 et le congé maternité à 18 semaines.

Les moyens pour satisfaire immédiatement ces objectifs

DÉPENSES		RECETTES	
Augmentation du S. M. I. C., des salaires et charges sociales	83 milliards	Révision du barème de l'impôt, suppression des privilèges, lutte contre la fraude.	
Prestations sociales	64 milliards	Impôt sur les fortunes de plus de 2 millions (200 millions d'Anciens Francs)	40 milliards
TOTAL	147 milliards	Création de l'impôt sur le capital et impôt sur les sociétés	29 milliards
		Suppression des gaspillages financiers - Cadeaux aux monopoles, spéculation et exportation des capitaux	27 milliards
		Lutte contre les gaspillages économiques, effets de la relance économique et croissance de 6,8%	111 milliards

TOTAL DES RECETTES : 207 MILLIARDS

Excédent : 60 milliards pour les équipements sociaux, culturels, etc.

Dimanche 12 Mars

Toutes et tous qui aspirez à un véritable changement, ne dispersez pas vos voix :

Votez utile et efficace - Pas d'abstention

Le 1er tour est décisif :

VOTEZ POUR UN GOUVERNEMENT d'Union de la Gauche avec des Ministres Communistes - VOTEZ, faites voter

Daniel LE MEUR - Suppléant : Yvan ROJO

IMP. LEGRAND ST QUENTIN

Vu : Le Candidat.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

2e Circonscription - St Quentin

Daniel LE MEUR
Député-sortant de St Quentin
Conseiller Régional

Yvan ROJO
Maire de Bohain
Suppléant

Madame,

Mademoiselle,

Monsieur,

Je remercie bien sincèrement les 27.452 électrices et électeurs qui ont voté pour le candidat du Parti Communiste Français au 1er tour des élections législatives,

En me portant largement en tête de tous les candidats :

— Vous avez approuvé les propositions et solutions du Parti Communiste Français pour un véritable changement de politique, pour un gouvernement d'Union de la Gauche avec des Ministres Communistes qui mettra en œuvre le Programme Commun mis à jour.

— Vous avez exprimé votre volonté de sortir la circonscription de SAINT-QUENTIN de l'asphixie dans laquelle l'a plongée la politique de la coalition Giscardienne.

— Vous voulez vivre mieux et vous avez raison.

— Vous avez par une confiance accrue de près de 10.000 voix sur 1973 (7%) soutenu l'activité de votre Député-sortant.

MERCI A TOUTES ET A TOUS.

Daniel LE MEUR
Député sortant - Maire de St Quentin.

La Gauche est largement majoritaire

Avec 41.634 voix sur 71.436 suffrages exprimés, toute la Gauche a obtenu 58,28 % des suffrages.

La Droite s'effondre La politique de licenciements, de bas salaires, d'impôts toujours plus lourds a été condamnée avec force par le suffrage universel.

Dimanche 19 Mars Daniel LE MEUR sera le Député de tous ceux qui veulent le changement :

Des Communistes - Socialistes - Radicaux de Gauche - P. S. U. etc. . . mais aussi d'électrices et d'électeurs qui, au 1er tour, encore influencés par la démagogie et le mensonge ont voté R. P. R. ou U. D. F.

Dimanche 19 Mars en votant pour le candidat unique de la Gauche, Daniel LE MEUR vous voterez pour :

- la victoire de la Gauche en France, pour l'application du Programme commun par un gouvernement d'Union.
- votre Député-sortant qui a fait ses preuves.

Tous ensemble assurons et amplifions la victoire des forces nouvelles, jeunes et dynamiques - des forces de Progrès social - de Démocratie - de Paix et d'Indépendance Nationale.

Votez

Daniel LE MEUR et Yvan ROJO

Candidats d'Union de la Gauche

Accord des partis signataires du Programme Commun

En votant dimanche prochain pour D. LE MEUR, vous VOTEREZ POUR LA VICTOIRE DE LA GAUCHE ET DE LA DÉMOCRATIE.

Vous voterez pour :

L'AVÈNEMENT d'un gouvernement d'Union de la Gauche dont la 1ere tâche sera de répondre à l'attente légitime des travailleurs et de leur famille.

Les mesures sociales décidées par les 3 formations de Gauche et qu'ils s'engagent à mettre en application immédiatement sont les suivantes :

— Fixation du SMIC à 2400 F pour 40 heures de travail ;

— Relèvement des allocations familiales - avec versement dès le 1er enfant - 50 % d'ici au 1er Janvier 1979 et au moins la moitié de ce montant dès Avril 1978 ;

— Fixation à 1300 F du minimum vieillesse et de l'allocation pour handicapés adultes ;

— Revalorisation de 15 % en moyenne des retraites et pensions ;

— Fixation des allocations minimales de chômage à deux-tiers du SMIC quand le chômeur est le seul salarié de la famille et à 50 % dans les autres cas, y compris pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Ces mesures seront assorties, en fonction des besoins, d'un allègement des charges pour les petites entreprises, du commerce, de l'artisanat et de manière générale des industries de main-d'œuvre.

Le gouvernement prendra des dispositions pour que s'engage une négociation avec les organisations syndicales et professionnelles sur les bases suivantes :

— Hausse des salaires, 40 heures en cinq jours, Retraite à 60 ans et 55 ans pour les femmes ;

— CRÉATION de 500.000 emplois nouveaux dès la 1ere année, etc.

Les moyens pour financer ces grandes mesures sociales seront dégagées notamment par :

— La nationalisation du secteur bancaire et des grands groupes industriels ;

— La réforme de la fiscalité créant un impôt sur les grosses fortunes et sur le capital des grandes sociétés, etc.

— DÉSISTEMENTS :

Jacques WATTIEZ, Michel HASKA, candidats du P. S. dans la 2eme circonscription de l'Aisne remercient les 11.123 électrices et électeurs qui ont fait confiance au P. S. Ils renouvellent leur appel pour que le report de toutes les voix se fasse sur Daniel LE MEUR, candidat de l'Union de la Gauche soutenu par le P. S., P. C. F., M. R. G. Pas une seule voix ne doit manquer le 19 Mars pour que la Gauche gagne. La victoire est à portée de la main. Il ne faut pas la laisser passer. La poussée nationale enregistrée par le P. S. doit permettre dans le cadre de l'accord réalisé ce Lundi 14 Mars, de fortifier la dynamique unitaire et de créer les conditions de la victoire sur les forces de droite, victoire attendue par la majorité des électrices et électeurs.

Jacques WATTIEZ, Michel HASKA.

Le 12 Mars, les Forces de Gauche ont nettement affirmé leur volonté de vivre, produire et travailler autrement. Le P. S. U. a largement contribué à cette affirmation et donc à la montée de la Gauche à Saint-Quentin. Le P. S. U. appelle à voter massivement pour le candidat unique de la Gauche, Daniel LE MEUR et faire ainsi du 19 Mars la nécessaire victoire de la classe ouvrière sur la droite réactionnaire et répressive. Assurer le succès de la Gauche, c'est permettre à la classe ouvrière d'accéder réellement au pouvoir en se mobilisant dans les entreprises, les quartiers et les villages pour le socialisme autogestionnaire.

Jean-Pierre VATIN et Jacqueline LABROSSE.
FRONT AUTOGESTIONNAIRE - P. S. U.

Pas une voix de Gauche ne manquera.

Dimanche 19 Mars, vous **voterez** et vous **élirez**

Daniel LE MEUR et Yvan ROJO

Candidats d'Union de la Gauche

Vu : Les Candidats.

IMP. LEGRAND ST QUENTIN

ELECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

Département de l'Aisne (3e Circonscription)

A TOUS LES THIÉRACHIENS, MES AMIS,

Ma capacité de travail et ma disponibilité étant toujours totales, je n'avais aucune excuse pour me dérober devant les nombreuses sollicitations venues de toutes parts.

C'est pourquoi je soumets, une fois encore, ma candidature aux suffrages des électeurs de la Thiérache que je représente depuis plus de dix ans à l'Assemblée Nationale.

Ces dix années ont été bien remplies et j'ai réussi à faire face aux multiples obligations qu'imposait l'exercice du mandat de Député, à Paris, à Amiens, à Laon et surtout dans toutes les communes de notre arrondissement, ne négligeant aucune besogne, aucune démarche, toujours prêt à répondre à toutes les demandes, de plus en plus nombreuses, dans mon courrier aussi bien que lors de mes permanences régulièrement tenues. Et je suis toujours à la disposition des associations, éléments dynamiques de la démocratie locale.

Tout en suivant de près les grandes questions qui secouent la France et le Monde, j'ai été attentif à tous les problèmes, ceux des personnes âgées comme ceux des jeunes, ceux des paysans, artisans, commerçants, ouvriers d'usines ou professions libérales.

Je ne m'en targue pas puisque c'était mon devoir d'élu et donc de représentant de tous.

Me tenant toujours près du peuple, dans la joie comme dans la peine, là où j'étais, au bureau de mon groupe ou au bureau de l'Assemblée Nationale, au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ou au Conseil de l'Europe, jamais je ne me suis senti absent de la Thiérache, ses problèmes m'aidant à mieux comprendre les situations devant lesquelles je me trouvais et réciproquement.

Et si j'étais amené à côtoyer de hautes personnalités, en France ou hors de France comme Représentant de mon pays, je n'ai jamais oublié mes origines de fils de Thiérache. Fier de l'être, j'ai pu faire connaître et aimer notre région, belle, salubre et active et pourtant souffrante parce que trop oubliée dans le passé. **Et j'ai participé activement à tout ce qui pouvait assurer sa promotion comme le Syndicat mixte de la Thiérache que j'avais puissamment contribué à créer et à faire vivre dans l'union.**

C'est que, fidèle à mes pensées de toujours, il m'a été possible de trouver ce qui était commun à tous les hommes dans l'action, quelles que soient par ailleurs leurs divergences philosophiques ou religieuses ou leurs appréciations sur la politique gouvernementale.

Pourtant, nul n'a jamais ignoré mes opinions socialistes, m'étant toujours battu à visage découvert. Nul n'a jamais ignoré mon opposition à la politique du régime actuel dont les résultats se révèlent aujourd'hui si décevants et si désespérants pour toutes les catégories sociales.

C'est la raison pour laquelle j'estime urgent qu'un changement intervienne. Avec le Parti Socialiste, nous en offrons la possibilité avec le souci de sauvegarder la liberté de tous dans le respect de la personnalité de chacun. Et nous souhaitons que tous ceux qui veulent ce changement maintiennent avec nous la solidarité nécessaire.

Notre combat pour la réduction des inégalités sociales nous mènera à plus de justice. Les mesures économiques tendant à une réforme des structures aideront à l'atténuation de l'inflation et à la création d'emplois.

L'ABAISSEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE, UNE MEILLEURE FORMATION TECHNIQUE DES JEUNES, LA SAUVEGARDE DE L'AGRICULTURE HERBAGÈRE, L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE PERMETTRONT LA DIMINUTION DU CHÔMAGE QUI PÈSE SI DOULOUREUSEMENT SUR LES FOYERS DES TRAVAILLEURS.

Nous savons que rien n'est aisé. Nous n'avons pas l'intention de flatter les gens. Au contraire, nous voulons leur dire la vérité sur la situation et, en la leur disant, tenter de trouver ensemble les solutions énergiques qui s'imposent : **rien ne sera fait sans la compréhension et l'accord des Français.**

Ce sera plus vrai encore pour notre région puisque, en contact permanent avec tous les Thiérachiens, il m'est possible à tout moment de connaître leurs sentiments.

C'EST CETTE COMMUNAUTÉ QU'AVEC VOTRE CONFIANCE ET VOTRE AMITIÉ JE VEUX POURSUIVRE DANS L'UNION PAR L'ACTION.

Maurice BRUGNON

DÉPUTÉ SORTANT
CONSEILLER GÉNÉRAL DE L'AISNE
MAIRE DE SAINT-MICHEL

Thiérachien, moi aussi, et fier de l'être, j'ai été heureux de travailler étroitement avec Maurice BRUGNON.

Mon souhait est de pouvoir poursuivre avec lui, et avec tous, l'action dynamique en faveur de notre Thiérache.

Jean-Pierre BALLIGAND

Adjoint au Maire de GERCY

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES – SCRUTIN DE BALLOTTAGE DU 19 MARS 1978

Département de l'Aisne (3e Circonscription)

A TOUS LES THIÉRACHIENS, MES AMIS,

TOUT D'ABORD, MERCI POUR LA CONFIANCE QUE VOUS M'AVEZ ACCORDÉE DE NOUVEAU PUISQUE JE SUIS LARGEMENT EN TÊTE DEVANT TOUS LES CANDIDATS.

DIMANCHE PROCHAIN 19 MARS, LES ÉLECTEURS CONFIRMERONT LEUR VOLONTÉ DE PROGRÈS DE NOTRE RÉGION POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DE TOUS CEUX QUI PEINENT.

EN VOTANT POUR LA GAUCHE, ILS VOTERONT POUR **UNE NOUVELLE POLITIQUE GARANTISSANT, PAR LA RELANCE ÉCONOMIQUE, LE PLEIN EMPLOI ET LA PROGRESSION DES REVENUS DES DIVERSES CATÉGORIES SOCIALES.**

LE 19 MARS, VOTEZ MASSIVEMENT !

Maurice BRUGNON

DÉPUTÉ SORTANT
CONSEILLER GÉNÉRAL DE L'AISNE
MAIRE DE SAINT-MICHEL

Jean-Pierre BALLIGAND

Adjoint au Maire de GERCY

DESISTEMENT

LE PARTI COMMUNISTE ET SON CANDIDAT RAYMOND MAHOUDEAUX

APPELLENT TOUTES LES ELECTRICES ET TOUS LES ELECTEURS QUI LEUR ONT

FAIT CONFIANCE LE 12 MARS A RASSEMBLER LEURS SUFFRAGES LE 19 MARS

SUR MAURICE BRUGNON DEVENU LE CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE.

HIRSON, LE 14 MARS 1978

R. MAHOUDEAUX

Élections Législatives
MARS 1978

Département de l'Aisne
4ème circonscription

Électrices, Électeurs,

Dans quelques jours, le 12 Mars, vous allez vous rendre aux urnes pour le 1er tour des élections législatives.

Ces élections sont d'une très grande importance.

Elles sont décisives pour l'avenir du pays, pour votre propre avenir. Vous le savez !

Pour beaucoup d'entre vous, votre choix est déjà fait et je suis persuadé que plus encore qu'en 1973 et en plus grand nombre, vous êtes décidés **à voter communiste, à me renouveler votre confiance.**

Si je m'adresse à vous, à quelques jours d'une échéance capitale, c'est parce que je pense que je peux le faire, simplement, franchement. En effet, Député de la 4ème circonscription depuis 5 ans, j'ai rencontré des milliers d'entre vous, à la porte de votre entreprise, dans mes permanences, dans des réunions les plus diverses. Nous avons dialogué. Nous avons appris à mieux nous connaître.

Vous savez combien **un député communiste se dépense pour soulager la misère,** pour vous aider dans vos difficultés quotidiennes, pour défendre les intérêts de tous ceux qui souffrent de la politique de MM. Giscard d'Estaing, Barre, Lecanuet, Ceyrac...

De cette politique, d'ailleurs, soutenue par MM. CATALIFAUD et BRINON, **vous ne voulez plus en entendre parler.** Il ne peut en être autrement. Depuis 20 ans la droite vous a promis le bonheur, mais c'est toujours pour demain. Une fois élus, ses représentants vous demandent encore plus de sacrifices, vos difficultés d'existence s'aggravent.

L'austérité, toujours l'austérité, voilà ce que vous propose la société libérale avancée de M. Giscard d'Estaing.

Mais l'austérité n'est pas pour tout le monde. Une poignée de milliardaires étale un luxe insolent : au moins vingt français avouent un revenu de plus d'un milliard de centimes par an ! un milliard de centimes par an, c'est-à-dire plus de 80 millions par mois ! M. DASSAULT peut se permettre de dépenser 3 millions de centimes par jour !

Oui, nous les communistes, **avec vous,** nous disons **20 ans ça suffit ! Il faut changer.**

Le changement, ce ne peut être autre chose que le programme commun bien actualisé.

D'un côté, par une grande politique sociale et économique, nous voulons en finir avec l'austérité et la misère qui vous frappent ; de l'autre côté, en relançant l'économie, en mettant un terme aux gaspillages, à la spéculation, en faisant payer les riches, nous dégageons les moyens de mettre en œuvre cette politique hardie et novatrice.

Est-ce trop beau, est-ce irréalisable ?

La droite annonce le chaos si les mesures sociales contenues dans le programme commun étaient appliquées. Est-ce qu'en 1936, sous le Front populaire, est-ce qu'à la Libération, avec des ministres communistes au gouvernement, est-ce qu'en 1968 après les accords de Grenelles, les grandes conquêtes sociales ont entraîné le chaos ?

Absolument pas, c'est tout le contraire.

Pourtant le SMIC en 1968 a été augmenté de 30 %.

La présence de ministres communistes au gouvernement est la garantie que notre pays connaîtra un essor économique et social jamais connu.

Non, ce que vous proposent les communistes n'est pas trop beau ! **c'est possible et dès demain.**

C'est possible de donner du travail pour tous.

C'est possible de favoriser l'accès à la culture, aux loisirs pour tous.

En un mot, **il est possible demain de VIVRE,** sans être obligé de se priver sur tout et sans avoir la hantise du chômage, ou du loyer impayé.

C'est le changement que vous proposent les communistes : c'est leur raison de lutter obstinément pour un bon programme commun actualisé.

Votre bulletin de vote du 12 Mars pèsera d'un poids décisif dans la balance. En votant communiste, vous signerez votre accord pour le changement véritable : **c'est la seule façon de soutenir un bon programme commun.**

Nombre d'entre vous ne sont pas d'accord avec toutes nos propositions, mais souhaitent ardemment la mise en œuvre d'une politique de gauche. Je les appelle à réfléchir quelques intants : qui plus que les communistes luttent depuis des années pour la défense de vos intérêts, **qui plus que les communistes luttent depuis des années pour la victoire du programme commun de la gauche ?**

En portant vos suffrages sur nous, vous exprimerez clairement votre choix et vous créerez les conditions d'une grande victoire de la gauche et du programme commun.

Dans notre circonscription Chauny-La Fère, il faut battre une nouvelle fois la droite, comme vous l'avez fait en 1973 en m'accordant vos suffrages. MAIS IL FAUT FAIRE PLUS ENCORE. Il faut que vos voix soient un soutien massif à l'action menée par notre parti pour l'union et le changement. Vous voterez pour l'union et la présence de ministres communistes dans un gouvernement de gauche.

VOUS VOTEREZ POUR VOUS.

Électrices, Électeurs,

La confiance que vous m'avez accordée m'honore. J'ai tout fait pour ne pas la décevoir.

Je suis confiant.

Roland RENARD
Député sortant
Conseiller Général

Toutes et tous qui aspirez à un véritable changement, ne dispersez pas vos voix, Votez utile et efficace

Pas d'abstention

Le 1er tour est décisif

Votez pour un gouvernement d'union de la gauche avec des Ministres communistes.

Votez, faites voter

Roland RENARD
et Édouard KROCZEK

Candidats du Parti Communiste Français pour l'Union et le Changement.

Vu, le candidat.

IMP. E. DOLOY - LA FÈRE

Élections Législatives du 19 MARS 1978

4e Circonscription de CHAUNY/LA FÈRE

Roland RENARD
Député sortant
Candidat de l'Union de la Gauche

Mademoiselle, Madame, Monsieur,

Vous êtes 18947 électrices et électeurs à m'avoir accordé votre confiance lors du premier tour des élections législatives, me portant ainsi largement en tête de tous les candidats de la 4e Circonscription de l'Aisne.

— Vous avez ainsi approuvé les propositions du Parti Communiste Français pour un véritable changement, pour un gouvernement d'Union de la gauche avec des Ministres communistes pour mettre en œuvre le programme commun réactualisé.

— Vous avez par la même occasion condamné sans appel la politique d'austérité, de chômage et de difficultés toujours plus grandes pour les travailleurs de la coalition giscardienne qui règne sur notre pays depuis 20 ans.

En m'accordant un gain de 5474 voix par rapport aux élections de 1973, vous m'avez témoigné une confiance accrue pour la réalisation d'un second mandat qui sera, comme le premier, consacré dans sa totalité à la défense des travailleurs et de la population du département.

Oui, en votant massivement pour le candidat du Parti Communiste Français, vous avez exprimé votre désir de plus de justice, moins de peine, plus de liberté, plus de bonheur. Vous avez raison.

Merci à toutes et à tous.

Roland RENARD

Aujourd'hui, la gauche est largement majoritaire dans notre circonscription et dans notre département.

Avec 30778 voix sur 54068 suffrages exprimés, toute la gauche a obtenu 57 % des suffrages.

La droite s'effondre. La politique de licenciements, de bas salaires, d'impôts toujours plus lourds pour les travailleurs a été condamnée avec force par le suffrage universel.

Edouard KROCZEK
Candidat suppléant

Dimanche 19 Mars, toutes les voix de ceux qui veulent le changement se porteront sur Roland RENARD, candidat de l'Union de la gauche :

Des communistes, des socialistes, des radicaux de gauche, etc... mais aussi de ceux et celles qui au premier tour, encore influencés par la démagogie et le mensonge, ont voté pour les candidats de la majorité. Cet appel s'adresse en particulier à tous ceux qui, trompés par l'attitude ambiguë d'Yves BRINON, ont cru, en lui apportant leur suffrage, voter pour le changement.

Dimanche 19 Mars, chaque voix portée sur Roland RENARD, candidat de toute la gauche, sera d'une importance décisive pour les travailleurs et le pays tout entier, pour faire une autre politique, pour un changement véritable.

Vous voterez pour la mise en œuvre du programme commun par un gouvernement d'Union de la gauche.

En particulier, dans les jours qui suivront son succès au 2e tour, ce sera l'application dès Mars 1978 :

- **du SMIC à 2400 F pour 40 heures de travail hebdomadaire**
- **50 % d'augmentation des allocations familiales avec versement dès le premier enfant**
- **le minimum vieillesse à 1300 F par mois**
- **15 % d'augmentation des pensions et retraites.**

En votant Roland RENARD, vous voterez pour un Député sortant qui a déjà fait ses preuves

---

Tous ensemble, amplifions la victoire du premier tour,

Tous ensemble, assurons un véritable changement pour notre pays, avec une majorité jeune et dynamique, pour une grande politique sociale, pour la démocratie, pour une politique de paix et d'indépendance nationale.

Votez et faites voter

Roland RENARD
et Édouard KROCZEK

CANDIDATS DE L'UNION DE LA GAUCHE.

Vu, le candidat.

Désistement du Parti Socialiste

Catherine KINTZLER remercie les électrices et électeurs qui lui ont fait confiance au premier tour.

Conformément aux engagements pris par le Parti Socialiste, elle leur demande de reporter massivement leurs voix sur Roland RENARD qui devient le candidat de l'Union de la Gauche afin d'assurer la victoire de la Gauche et celle du programme commun au 2e tour.

Désistement du Mouvement des Radicaux de Gauche

Le Mouvement des Radicaux de Gauche et son candidat **Philippe DE VILLELONGUE** appellent leurs électrices et électeurs à reporter leurs suffrages, le 19 Mars, sur Roland RENARD devenu le candidat de toute la Gauche.

IMP. E. DOLOY - LA FERE

Chères Electrices, Chers Electeurs,

SEUL DE TOUS LES CANDIDATS, j'ai fait la tournée intégrale de nos 219 communes.
C'est une courtoisie normale à l'égard des électrices et des électeurs. Quelles certitudes auraient-ils de voir leur Député, après les élections, s'il n'a pas daigné venir se présenter à eux pendant la campagne ?
En parcourant villes et villages, j'ai rencontré beaucoup de monde, beaucoup plus que d'habitude. Il y avait dans ces salles de mairie une chaleur humaine, une confiance.

CONFIANCE, devant le **dévouement** que j'ai mis à la disposition de tous et sans jamais m'occuper des opinions politiques de chacun.

CONFIANCE dans **les progrès et l'avenir de notre pays.**
A écouter l'opposition, nous serions une nation de misères, une nation ruinée, délabrée. C'est une véritable insulte à la France.
Certes, nous avons été frappés comme tous les autres pays par la crise du pétrole et son triste cortège d'inflation et de chômage. Mais notre riposte a été l'une des plus vigoureuses d'Europe et le Ministre du Commerce Extérieur qui a rétabli la balance commerciale vous le dit : nous sommes parmi les premiers à recueillir les fruits de nos efforts.

JUSTICE SOCIALE : Nous aurions pu, comme beaucoup de pays, attendre la fin de la crise pour prendre des mesures sociales ou pour équiper nos villes et nos villages. Pourtant jamais il n'a été fait autant pour les plus défavorisés : personnes âgées, handicapés, femmes seules, etc. Jamais il n'a été construit autant de routes, de logements, de C.E.S., de maternelles.

NOUS N'ATTENDRONS PAS la fin de la crise pour accélérer les augmentations des salaires, surtout les plus bas, avec la précaution élémentaire d'éviter une flambée de prix qui rendrait illusoires les avantages accordés.

MAIS LE VERITABLE ENJEU porte un nom : **la liberté.**
J'ai vu le monde avec ses 150 Etats. Nous restons une vingtaine de nations qui vivent encore en démocratie. Dans l'autre camp, j'ai vu tous ces pays de l'Est où les socialistes avaient cru, avant les nôtres, pouvoir tenir tête à leurs alliés communistes.
Ils ont succombé.
Vous aurez donc à faire le choix entre une société de libertés, qui sans cesse s'améliore et l'inconnu d'une coalition où déjà les communistes pèsent de tout leur poids.

LA FRANCE SOLIDE ET RAISONNABLE
Un instant à l'écoute de quelques promesses séduisantes, le pays profond, le pays sage, s'aperçoit maintenant que tant de promesses à la fois n'ont aucune chance d'être tenues. Trop c'est trop.
Et du coup, le pays se méfie et recule devant un illusionnisme douteux et inquiétant. C'est la France de l'ultime sursaut qui gagnera les élections et nous sauvera de l'aventurisme.
Adhérez à cette France.
C'est celle de toujours.

VOTEZ André ROSSI

Aliette CREPIN

PENDANT QUATRE ANNEES

Malgré les difficultés économiques, nous avons

- FAIT un effort social sans précédent : prise en charge des handicapés, allocations orphelins, personnes âgées, extension de la Sécurité Sociale à tous les Français, etc.
- FAIT un effort considérable pour les logements et surtout les individuels, les maternelles, les C.E.S., les autoroutes, etc.
- APPLIQUE intégralement la loi ROYER (parité fiscale, parité sociale, limitation des grandes surfaces) et ressuscité l'apprentissage.
- COMBATTU à BRUXELLES les montants compensatoires, favorisé les exportations agricoles.
- DONNE la parité de retraite aux Anciens Combattants et fixé à 60 ans la retraite des ACPG. Reconnaissance des droits de Ceux d'Algérie.
- DEFENDU la caisse de retraite des CADRES et respecté la hiérarchie salariale.
- ATTAQUE avec vigueur la hausse des prix fortement réduite ces derniers mois et le chômage réduit de 200.000 en fin d'année, tandis qu'il était mis 475.000 emplois à la disposition des jeunes.

Faute de place, nous ne pouvons énumérer les centaines de mesures prises pour la justice sociale ou la modernisation de l'Economie. L'Aisne Démocratique que nous vous avons envoyé en donne un meilleur aperçu.

Pour une société dynamique
Pour une société de libertés

I - DES CITOYENS LIBRES ET PROTÉGÉS

- Un « médiateur » par département. Des référendums dans les villes.
- Des garanties minutieuses face à la justice et à la réglementation administrative.
- Des communes à l'aise (suite du remboursement de la TVA - minimum garanti aux plus petites subventions globales à libre emploi).
- 10.000 gendarmes et policiers supplémentaires pour vous protéger.
- La fin de la violence à la télévision.

II - UN EFFORT CONSIDÉRABLE POUR LE PLEIN EMPLOI

- **Pause fiscale, pause des charges sociales** pour tous les Français.
- **Incitation fiscale à la création d'entreprises,** afin de créer de nouveaux emplois.
- **Reconduction des mesures pour l'emploi des jeunes au-delà du 1er juillet 1978.**
- **Revalorisation du travail manuel.** Livret d'Epargne manuel. Formation professionnelle **rémunérée** tout âge.
- Développement du **commerce et de l'artisanat.** Achèvement de l'harmonisation fiscale et sociale. Statut de la femme de l'artisan et du commerçant.
- Suppression des montants compensatoires, développement des exploitations familiales. Aide à l'installation des jeunes. Statut des femmes d'agriculteurs.
- Décentralisation pour le renouveau de la France rurale.

III - L'ÉGALITÉ SANS PRIVILÈGE

- Entreprises : entrée des cadres, puis des autres salariés dans les conseils d'administration, avec voix délibérative.
- Familles : augmentation régulière des allocation familiales.
- Ménages de 3 enfants (bénéficiant du complément familial) 1.000 F par mois dès 1979.
- Personnes âgées : minimum de 40 F par jour au 1er janvier 1979. Vivre la retraite chez soi : téléphone, aides-ménagères, etc.
- Femmes : travail à temps partiel, nouvelles maternelles et garderies. Congé maternel augmenté de 3 mois.
- Aide à la construction : par subvention à « l'apport personnel ».
- Retraites : **à partir de 60 ans, au choix du salarié.**
- Vacances pour les jeunes avec « chèque vacances ». Associations sportives : aides d'Etat augmentées.

Pour cette France heureuse et libre

VOTEZ

André ROSSI

Aliette CREPIN

- L'EFFICACITE
- LA COMPETENCE
- LE DEVOUEMENT

Vu, les candidats

André ROSSI

CANDIDAT DE TOUTES LES LIBERTÉS

Voici les chiffres :

Rossi : 31.479
Laurent : 18.435
Lefranc : 17.409
Stachowiak : 4.914
Pirois : 1.553
Avinain : 869

MERCI du fond du cœur à toutes les électrices, tous les électeurs qui m'ont dès le 1er tour accordé leur confiance

- **en me plaçant largement en tête,**
- **en me donnant mon meilleur score,**
- **en m'assurant plus de 13.000 voix d'avance sur le second candidat.**

AU SECOND TOUR LA SITUATION POLITIQUE EST NETTE,

puisqu'en fait Georges Marchais vient d'obtenir ce qu'il voulait.

JE VOUS AVAIS DIT...

Le Parti Communiste exigera pour les siens la moitié des ministères. C'EST ACQUIS.

JE VOUS AVAIS DIT...

Le Parti Communiste exigera son droit de regard sur les autres ministères. C'EST ACQUIS.

JE VOUS AVAIS DIT...

Le Parti Communiste exigera la réalisation des objectifs de son Programme. Après la capitulation de ses alliés. C'EST ACQUIS.

Ainsi donc, nous savons désormais que le vrai « patron » de l'Union de la gauche, c'est Georges Marchais.

ET D'AILLEURS CHEZ NOUS,

Georges Marchais va plus loin. Il exige un Député communiste pour le sud de l'Aisne.

VOUS DÉFENDREZ VOS LIBERTÉS
VOUS VOTEREZ ANDRÉ ROSSI

UNE SITUATION CLAIRE

Au premier tour, chacun a légitimement exprimé ses orientations, ses préoccupations.

Au second tour, le choix est simple :

— d'un côté, le représentant d'un Parti communiste qui vient de montrer cette semaine encore avec quelle brutalité méprisante il traitait ses alliés ;

— de l'autre, un véritable démocrate que vous connaissez pour son esprit de tolérance politique, son dévouement, son efficacité : le Défenseur de toutes les libertés.

L'ENJEU EST CONSIDÉRABLE.

LE SORT DES LIBERTÉS, L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE SONT ENTRE VOS MAINS

— Avec l'ensemble de TOUS LES DEMOCRATES UNIS dans cette circonstance exceptionnelle.

— Avec l'ensemble de TOUS CEUX qui n'acceptent pas la mainmise d'un Parti totalitaire sur la République.

massivement

SANS ABSTENTION

VOUS VOTEREZ

André ROSSI

Aliette CREPIN

Vu, les Candidats.

ALLIER

Première circonscription :

Cantons de : Chevagnes, Dompierre-sur-Besbre, Le Donjon, Jaligny, Lurcy-Lévy, Moulins-Est, Moulins-Ouest, Neuilly-le-Réal.	**M. Hector ROLLAND**	élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Commentry, Huriel, Marcillat, Montluçon-Est, Montluçon-Ouest.	**M. Pierre GOLDBERG**	élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Bourbon-l'Archambault, Cérilly, Chantelle, Ebreuil, Gannat, Hérisson, Le Montet, Montmarault, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Souvigny.	**M. André LAJOINIE**	élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Cusset, Escurolles, Lapalisse, Le Mayet-de-Montagne, Varennes-sur-Allier, Vichy.	**M. Gabriel PÉRONNET**	élu au 2e tour.

UNE SITUATION CLAIRE

ALLIER

L'ENJEU EST CONSIDÉRABLE.

LE SORT DES LIBERTÉS

DE LA FRANCE SONT ENTRE VOS MAINS

massivement

SANS ABSTENTION

VOUS VOTEREZ

André ROSSI

Alliette GRAPIN

Hector ROLLAND
DÉPUTÉ SORTANT
MAIRE DE MOULINS
Conseiller Général - Conseiller Régional

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

Première Circonscription - MOULINS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

Rassemblement pour la République

CANDIDAT DE LA MAJORITÉ

Electrices, Electeurs,

Le 12 mars, vous allez vous rendre aux urnes. Du choix que vous ferez dépendra la politique qui sera mise en place pendant cinq années. Les programmes qui vous sont présentés par la Majorité permettent à la France de continuer dans la voie du progrès et de l'amélioration, tandis que l'opposition propose une **TRANSFORMATION BRUTALE ET PROFONDE** de notre société, avec tout ce que cela comporte de **RISQUES**, que vous n'avez pas, ni pour vous, ni pour vos familles, le droit de courir.

En période d'élections législatives, combien de promesses ne vous sont-elles pas faites et souvent sans aucune retenue ? Comme si leurs conséquences sur les deniers publics ne vous concernaient pas. **POURTANT, C'EST BIEN VOUS QUI PAYEZ LES IMPOTS !**

Pour ma part, je pense que le moment est venu de prendre en considération l'effort financier qui vous est demandé et de freiner quelque peu celui-ci. Je me refuse à vous affirmer que tout est possible. Il faut bien au moins qu'il existe un candidat qui vous dise **« RESTONS SERIEUX »**. Beaucoup de choses ont été réalisées depuis que vous m'avez élu. Beaucoup d'efforts ont été faits, beaucoup de réalisations témoignent de la ténacité des élus, de leurs choix, de leur volonté. Cette volonté et cette ténacité m'ont permis d'apporter des aides considérables à l'ensemble des communes de la circonscription, à YZEURE, à MOULINS, en tant que Député et Conseiller Général.

Chacune et chacun connaît ma présence constante parmi vous, mes nombreuses démarches, mes interventions faites aussi bien à propos de problèmes personnels que pour les collectivités. Toute cette activité, je puis vous l'assurer, je la maintiendrai avec la même constance et la même détermination.

Depuis 10 ans mon comportement de tous les instants a été de défendre :

- **LA VIE FAMILIALE,**
- **LES PERSONNES AGEES,**
- **LE MONDE AGRICOLE,**
- **LE COMMERCE,**
- **L'ARTISANAT,**
- **L'EMPLOI,**
- **LA RETRAITE,**
- **LE POUVOIR D'ACHAT...**

enfin, toutes les valeurs essentielles de notre société.

Certes, il n'est pas toujours facile de s'opposer à l'indifférence, à l'apathie, au manque de bon sens. J'ai estimé une bonne fois pour toutes qu'il m'appartenait de combattre certains abus, certaines décisions contradictoires, ou des insuffisances qui s'avèrent insupportables ; cette action-là, je la continuerai si vous m'en donnez les moyens.

Au cours de cette législature, j'ai été baptisé, à l'Assemblée Nationale, par mes collègues de droite comme de gauche **« L'HOMME DU BON SENS ».**

JE RESTERAI L'HOMME DU BON SENS et je vous affirme que je soutiendrai toute politique qui s'inscrira dans le sens du réalisme et de l'équilibre, facteurs indispensables à la qualité de la vie.

Généralement, une profession de foi résume l'attachement que l'on a aux choses de la vie, les principes que l'on professe et que l'on défend sur le plan moral. Elle peut contenir également les choix qui sont l'expression du progrès et de la justice.

Pour ma part, vous savez qu'il s'y ajoute l'essentiel, c'est-à-dire le respect profond que je manifeste à l'égard du corps électoral qui me fait confiance et auquel j'ai proposé des options que j'ai respectées, dans la ligne des engagements politiques pris en pleine conscience et en toute responsabilité.

Il faut croire que mon action, qui a toujours été basée sur la réflexion la plus profonde, a été comprise comme je le souhaitais puisque d'emblée, dès la première réunion de la Majorité, **J'AI ETE NOMME CANDIDAT UNIQUE.**

Suppléant

Jean PONCET

Agriculteur
Maire de Saint-Gérand-de-Vaux
Président du Groupement Agricole de Prévoyance et de Retraite de l'Allier
Président du Comité d'Organisation des Journées Agricoles du Canton de Neuilly-le-Réal
Administrateur de C.U.M.A.
Administrateur de la Caisse de Crédit Agricole

Voici dans les grandes lignes ce que la Majorité propose d'entreprendre dans la continuité de son action :

DES CITOYENS LIBRES ET PROTEGES

— Perfectionner la garantie des droits de la personne,

— Renforcer et clarifier les droits du citoyen face à l'Administration,

— Créer un délégué du médiateur dans chaque département,

— Développer les pouvoirs locaux,

— Accroître la sécurité des Français, notamment en augmentant les effectifs de gendarmerie et de police.

LE PROGRES ECONOMIQUE AU SERVICE DE L'EMPLOI

— Assurer un développement régulier de l'économie française en recherchant la croissance la plus élevée possible et un renforcement de nos structures industrielles,

— Réaliser une pause des charges sociales et fiscales en les maintenant à leur niveau actuel jusqu'en 1979,

— Encourager la création d'entreprises,

— Revenir à la liberté et à la stabilité des prix par une économie de concurrence,

— Faire participer le commerce et l'artisanat à la modernisation de notre économie ; soutien et développement du petit commerce et de l'artisanat et mise en place du statut de la femme de l'exploitant,

— Renforcer nos exploitations agricoles, donner à l'exploitation familiale les moyens de son développement, orienter les productions en fonction des débouchés,

— Intensifier la politique d'aménagement du territoire, avec priorité d'implantation dans les villes moyennes et les zones rurales, doublement du nombre des téléphones en service (effort surtout en milieu rural), maintenir et améliorer les services publics à la campagne.

LA SOLIDARITE AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE

— Mener une politique active de l'emploi, et notamment alléger les charges des entreprises,

— Accroître la participation dans l'entreprise,

— Maintenir le niveau de vie et augmenter les revenus les plus modestes, et en particulier revaloriser les salaires des travailleurs manuels,

— Favoriser la famille avec une progression du pouvoir d'achat, des allocations familiales et revalorisation des prestations familiales,

— Renforcer la solidarité en faveur des personnes âgées,

— Améliorer la vie des femmes, développer le travail à temps partiel,

— Aménager la durée du travail, en particulier en facilitant la transition entre vie active et retraite,

— Permettre à tous les Français de détenir un patrimoine, en particulier d'être propriétaire de leur résidence principale, en rendant les transactions plus faciles et moins coûteuses, en protégeant l'épargne des personnes âgées de plus de 55 ans, en développant les prêts d'installation pour les jeunes,

— Renforcer la justice fiscale et simplifier la fiscalité.

ELEVER LA QUALITE DE LA VIE EN FRANCE

— Appliquer la charte nationale pour la qualité de la vie,

— Augmenter le nombre des aides pour l'envoi des enfants dans des centres de vacances,

— Généraliser l'éducation préscolaire,

— Améliorer la formation des maîtres,

— Adapter à ses missions l'enseignement supérieur,

— Accroître l'aide financière apportée aux clubs et aux associations sportives,

— Favoriser l'accès à la culture, en particulier en doublant le budget de la culture d'ici 5 années.

PAR L'ACTION QUE J'AI MENEE TANT SUR LE PLAN NATIONAL, REGIONAL, DEPARTEMENTAL QUE SUR CELUI DE LA CIRCONSCRIPTION ET DE LA VILLE DE MOULINS,

VOUS SAVEZ QUE J'AI ETE UN PARLEMENTAIRE SERIEUX, SOLIDE ET EFFICACE.

CONSCIENT D'AVOIR ETE UN DEPUTE AU SERVICE DE TOUS, ET AYANT OEUVRE POUR LE BIEN DE CHACUN, JE VOUS DEMANDE DE ME FAIRE A NOUVEAU CONFIANCE EN VOTANT MASSIVEMENT LE 12 MARS DES LE PREMIER TOUR :

HECTOR ROLLAND

DEPUTE SORTANT, MAIRE DE MOULINS, CONSEILLER REGIONAL, CONSEILLER GENERAL,

Suppléant Jean PONCET

VIVE LA RÉPUBLIQUE !... VIVE LA FRANCE !...

Vu les Candidats :

IMP. P. GAUME - MOULINS

Hector ROLLAND
DÉPUTÉ SORTANT
MAIRE DE MOULINS
Conseiller Général - Conseiller Régional

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

Première Circonscription - MOULINS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

Rassemblement pour la République

CANDIDAT DE LA MAJORITÉ

Electrices, Electeurs,

Un grand nombre d'entre vous m'ont fait largement confiance dès le prémier tour, je les en remercie car ce vote massif à mon égard témoigne d'une reconnaissance qui me touche profondément.

Mais la victoire n'est possible que si **tous les Electeurs de la circonscription qui refusent de faire passer le REPRÉSENTANT DU COMMUNISME PORTENT LEUR VOIX SUR MON NOM.**

Electrices, Electeurs, ne vous laissez pas séduire par les promesses démagogiques de la gauche.

Le Programme Commun est un grave danger pour la France.

Dites **NON** au MARXISME et au COLLECTIVISME déguisés !

VOTEZ MASSIVEMENT

HECTOR ROLLAND

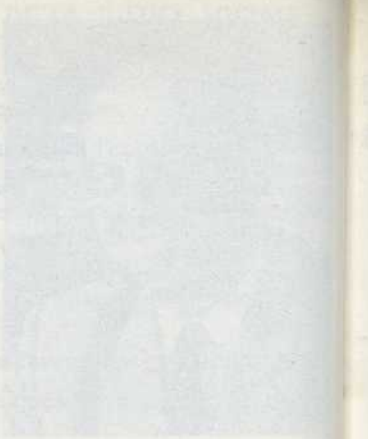
DEPUTE SORTANT, MAIRE DE MOULINS, CONSEILLER REGIONAL, CONSEILLER GENERAL

Suppléant Jean PONCET
Agriculteur, Maire de Saint-Gérand-de-Vaux

VIVE LA RÉPUBLIQUE !... VIVE LA FRANCE !...

Vu les Candidats :

IMP. P. GAUME - MOULINS



ELECTIONS LEGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978

Pierre GOLDBERG

Maire de MONTLUÇON
Vice-Président du Conseil Général de l'Allier

CANDIDAT DE L'UNION et du CHANGEMENT
présenté par le **P**arti **C**ommuniste **F**rançais

D'origine paysanne, ouvrier des P.T.T., ayant acquis par son travail une solide formation technique, **Pierre GOLDBERG**, à 39 ans, s'avère comme un administrateur efficace, comme un défenseur ardent des intérêts des travailleurs et de la population.

Compétence administrative, dévouement, ouverture d'esprit, capacité de travail, ténacité, ces qualités dont il avait déjà fait preuve au Conseil Municipal et au Conseil Général, se confirment avec éclat dans ses nouvelles fonctions.

Pierre GOLDBERG, les habitants de MONTLUÇON, de l'agglomération, les Maires des communes voisines ont pu s'en rendre compte, c'est l'homme du dialogue, de la coopération, de l'Union.

Jacqueline GREGOIRE

Suppléante

Membre du Comité de la Fédération de l'Allier du P.C.F.

33 ans, mère de 3 enfants, Agent de Bureau à la Ville de COMMENTRY.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Mes diverses responsabilités d'élu m'amènent à de nombreux déplacements, à des contacts réguliers avec les Maires, les dirigeants d'Associations et de syndicats, les responsables économiques.

En visitant les communes, aux portes des entreprises, dans mes nombreuses réunions, j'ai rencontré les mêmes préoccupations, les mêmes inquiétudes :

Chômeurs en quête d'emploi, ouvriers aux bas salaires, ménagères qui ne bouclent pas leurs budgets, jeunes confrontés au manque de débouchés, paysans touchés par la baisse de leurs revenus et l'exode rural , commerçants et artisans inquiets pour leur avenir , personnes âgées, le plus souvent délaissées...

... TOUS disent que cela ne peut plus durer !

Ils ont raison, toutes ces femmes, tous ces hommes qui veulent vivre, vivre vraiment.

En effet, la crise, la misère, les inégalités sociales ne sont pas fatales. Elles ont pour cause la politique d'austérité pour les travailleurs et de cadeaux aux grands capitalistes, d'abandon national, poursuivie par Messieurs Giscard d'Estaing, Barre, Chirac et leurs soutiens à Montluçon, Brun et Goulemot.

IL FAUT CHANGER, CHANGER VRAIMENT !

C'est à dire, **améliorer** la vie des gens, **développer** la consommation intérieure, **relancer** l'économie.

Pour cela, il faut notamment :

- Porter le **SMIC** à **2.400 F** et révaloriser les salaires ;
- Instaurer, dans les faits, la semaine de **40** heures ;
- Relever le revenu paysan et aider les jeunes à s'installer ;
- Donner le droit à la retraite à **55** ans pour les femmes et **60** ans pour les hommes ;
- Augmenter le minimum vieillesse à **1.300 F** ;
- Augmenter de **50%** les allocations familiales ;
- Supprimer le chômage : en créant **500.000** emplois dès la première année, en mettant fin aux gâchis, en fabriquant FRANÇAIS.

LES MOYENS EXISTENT !

Il faut avoir la volonté de prendre l'argent là où il est :

- Faire payer les riches par l'impôt sur les capitaux et les grandes fortunes ;
- Nationaliser les secteurs clés de l'économie.

En développant la démocratie et les libertés, en assurant des droits nouveaux pour les travailleurs, en garantissant l'indépendance nationale, en agissant pour le désarmement et la paix, notre pays, ses habitants, connaîtront enfin une politique conforme à nos traditions démocratiques.

C'est cela le PROGRAMME COMMUN ACTUALISÉ

C'est cela la base indispensable du changement pour les travailleurs des villes et des champs, pour notre peuple.

AUJOURD'HUI, la VICTOIRE EST POSSIBLE.

Mais, pour changer, il faut l'**Union** de la **Gauche** autour de ce programme actualisé.

C'est pourquoi nous avons proposé au Parti Socialiste et au M.R.G., de reprendre, sans délai ni préalable, la discussion en vue d'aboutir à un accord sur le programme, la composition du gouvernement et les désistements. Nous sommes prêts, nous Communistes, à occuper toutes nos responsabilités dans un tel gouvernement.

Devant le refus obstiné de nos partenaires, vous qui voulez le changement, même si vous ne partagez pas toutes nos idées, vous avez un moyen efficace, un seul :

VOTER POUR LES CANDIDATS COMMUNISTES.

LE VOTE COMMUNISTE LE 12, C'EST LA NÉGOCIATION LE 13 ET LA VICTOIRE LE 19.

Chaque voix communiste, dès le premier tour, comptera et pèsera dans la balance en faveur de l'UNION et du CHANGEMENT.

Je fais confiance à votre jugement et à votre clairvoyance.

ENSEMBLE nous gagnerons, et ENSEMBLE nous ferons avancer notre pays dans la voie — du progrès social — de la liberté — de l'indépendance nationale.

Pierre GOLDBERG
Maire de MONTLUÇON
Vice-Président du Conseil Général

POUR FAIRE GAGNER LA GAUCHE
PAS D'ABSTENTION — VOTEZ, FAITES VOTER

Pierre GOLDBERG

Suppléante **Jacqueline GREGOIRE**

Vu, les Candidats

Imp. DENEUVY - Montluçon

ELECTIONS LÉGISLATIVES *SCRUTIN DE BALLOTTAGE DU 19 MARS 1978*

2e Circonscription

Electrices, Electeurs,

Les Françaises et les Français viennent d'apporter en majorité leurs suffrages à la Gauche.

C'est le fait dominant du premier tour des élections législatives. Il traduit la volonté de changement du pays, l'espoir d'une politique nouvelle qui en finisse avec la crise, les difficultés de vivre et les injustices qui caractérisent la politique de la droite au pouvoir depuis 20 ans.

Cela est particulièrement vrai dans notre circonscription de MONTLUÇON-COMMENTRY, où la Gauche totalise 35154 voix, soit 59,2% des suffrages exprimés.

Placé en tête de tous les candidats avec 23365 voix, je deviens au second tour, **le Candidat d'Union de toute la Gauche.**

Le second fait important, c'est l'accord réalisé entre les trois partis signataires du Programme Commun, le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche et le Parti Communiste Français, pour qu'il n'y ait partout en France qu'un seul candidat représentant toute la Gauche au second tour de scrutin.

Le candidat d'Union sera porteur de la grande politique sociale que vous attendez et qui est contenue dans l'accord.

Je suis donc, dans cette circonscription, **le Candidat de l'Union réalisée,** le Candidat du Changement que vous attendez, le Candidat de l'Espérance d'une vie nouvelle, meilleure et plus belle.

Mon concurrent, quelles que soient ses déclarations ou la façon dont il se présente, sera forcément le candidat opposé à cette grande politique sociale, le candidat unique de la droite et de sa vieille politique réactionnaire.

Pour tous le choix est parfaitement clair.

Il ne s'agit plus d'un simple choix de personne ou de parti comme au premier tour. Il s'agit de savoir si l'on veut que se poursuive une politique qui nous a fait tant de mal, ou si l'on veut en changer vraiment.

Je suis persuadé que tous ceux qui veulent le changement ne manqueront pas l'occasion qui leur est offerte dimanche prochain.

Non seulement aucune voix de Gauche ne manquera au Candidat, mais nombre d'électrices et d'électeurs qui ont voté différemment au premier tour, se joindront à nous, car, quelle que soit leur préférence personnelle, ils ont intérêt à voir triompher la politique nouvelle proposée par l'Union de la Gauche.

La victoire de la Gauche dimanche prochain à MONTLUÇON et dans toute la France sera notre victoire commune.

Pierre GOLDBERG

Appel d'Albert CHAUBARD et Roger DURIN :

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats **Albert CHAUBARD** et **Roger DURIN** *appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 Mars à rassembler leurs suffrages le 19 Mars sur le nom de* **Pierre GOLDBERG,** *devenu le Candidat d'Union de toute la Gauche.*

Le Conseil Municipal d'Union de la Gauche de MONTLUÇON, unanime, appelle les électrices et les électeurs Montluçonnais à voter pour **Pierre GOLDBERG,** Maire de MONTLUÇON, Candidat de l'Union de la Gauche.

APPEL DES CONSEILLERS GÉNÉRAUX DE GAUCHE :

Le groupe Socialiste et du Mouvement des Radicaux de Gauche du Conseil Général de l'Allier invite les électeurs qui, au premier tour de scrutin ont fait confiance aux candidats socialistes soutenus par le Mouvement des Radicaux de Gauche, à reporter leurs suffrages sur les candidats uniques de la Gauche dans chaque circonscription :

Pierre GUILLAUMIN, Circonscription de Moulins,
Pierre GOLDBERG, Circonscription de Montluçon,
André LAJOINIE, Circonscription de Gannat,
Charles MARCILLY, Circonscription de Vichy ;

Signé : Messieurs ***ROUGERON, BINON, CORNIOU, DAUMUR, DESGRANGES, EMERY, GANTHERET, GONARD, HUGUET, MIGEON.***

Le groupe communiste au Conseil Général apporte son soutien aux quatre candidats d'Union de la Gauche ;

Signé : Messieurs ***BARTHOUX, BERTHON, DÉTERNES, DUMONT, GULON GUICHON, GOLDBERG, FLOUZAT, MAXIMIN, TABUTIN.***

VOTEZ MASSIVEMENT
POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT
VOTEZ Pierre GOLDBERG
et Jacqueline GREGOIRE *sa suppléante*

Soutenus par **Le Parti Communiste Français,**
Le Parti Socialiste,
Le Mouvement des
Radicaux de Gauche

Vu, les candidats

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

3ème CIRCONSCRIPTION

André LAJOINIE

André LAJOINIE, est né il y a 48 ans dans une famille paysanne de CORREZE. Agriculteur lui-même, il a été appelé rapidement à occuper d'importantes responsabilités, d'abord dans le syndicalisme, puis à la direction nationale du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Fixé depuis cinq ans dans l'Allier, André LAJOINIE est membre du Bureau Politique du P.C.F. et directeur du grand journal « LA TERRE ».

A ce titre, il est le premier responsable des questions paysannes et rurales auprès du P.C.F. et par conséquent, en cas de victoire d'un gouvernement de gauche avec des ministres communistes, ses responsabilités dans les affaires du pays ne pourraient que se trouver accrues.

Ce sera pour les populations de notre circonscription, un honneur et une aide certaine de disposer demain d'un tel élu qui mettra son dévouement, sa compétence et son audience nationale à leur service.

Suppléant Ernest MAXIMIN

Ernest MAXIMIN, Instituteur honoraire, Conseiller Général, Secrétaire du Bureau du Conseil Général de l'Allier.

Conseiller Régional, Président de la Commission Economique du Conseil Régional d'Auvergne

Maire de SAINT-POURÇAIN-SUR-SIOULE.

C'est une figure bien connue, dans cette région, en plein cœur du Bourbonnais et dont les diverses fonctions électives ont confirmé les qualités d'homme, d'élu, de militant.

C'est donc en toute confiance, que vous pouvez voter pour Ernest MAXIMIN, comme pour André LAJOINIE.

Candidats pour l'union et le changement présentés par le Parti Communiste Français

Electrices, Electeurs,

Succédant à Pierre VILLON qui représente l'Allier à l'Assemblée Nationale depuis 1945, je dois, tout d'abord lui rendre un hommage mérité pour son action dévouée et persévérante au service des populations laborieuses bourbonnaises.

Investi de responsabilités nationales et départementales depuis plusieurs années, je connais bien la situation de notre circonscription.

Au cours des réunions publiques que j'ai tenues dans les 130 communes essentiellement rurales, à travers les entretiens avec les travailleurs des entreprises, tout comme dans mes visites à de nombreux foyers, j'ai rencontré les même préoccupations, les mêmes inquiétudes.

Les bas salaires, la hantise de perdre son emploi, l'avenir bouché pour les jeunes, la baisse du revenu paysan et l'exode, les difficultés des artisans et commerçants, la détresse des personnes âgées, tout cela ne peut plus durer.

IL FAUT QUE ÇA CHANGE

Cette élection législative peut mettre fin à la politique giscardienne d'austérité pour les travailleurs de la ville et des campagnes, et de cadeaux aux grands capitalistes, laquelle est responsable de la dégradation de la situation.

Pour cela, il ne faut pas que vos suffrages s'égarent sur les soutiens de cette politique, MM. MAEDER et MAUPOIL, au contraire, il faut qu'ils se portent sur les communistes qui s'honorent d'avoir été à l'origine du Programme Commun de Gouvernement et qui, fidèles à celui-ci, proposent aujourd'hui, les réformes indispensables pour sortir de la crise.

VOUS LE SAVEZ, NOUS VOULONS TOUT D'ABORD UNE GRANDE POLITIQUE DE PROGRES SOCIAL avec notamment :

— la revalorisation des salaires avec le S.M.I.C. à 2 400 Francs et le resserrement de l'écart excessif entre les petits et les hauts traitements,

— le relèvement et la garantie du revenu paysan, condition indispensable pour développer une agriculture moderne basée sur l'exploitation familiale, indispensable à la nation,

— l'avancement du droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, avec un minimum de 1 300 Francs par mois, devant être porté rapidement à 80 % du S.M.I.C, et les mesures sociales nécessaires pour aider les personnes âgées à jouir d'un repos bien mérité. Tant que l'emploi ne sera pas assuré pour tous, les titulaires de retraites supérieures à une fois et demie le S.M.I.C. ne pourront avoir la priorité pour occuper un emploi nécessaire à un autre travailleur.

— l'augmentation de 50 % des allocations familiales et le remboursement des prestations sociales à 80 % et 100 % dans certains cas,

— la suppression du chômage, par la création de 500 000 emplois au plan national et de 4 000 dans l'Allier, dans la production comme cela est possible tout de suite avec l'ouverture de la mine de l'Aumance et dans les services publics.

CES PROPOSITIONS RAISONNABLES SONT TOUT A FAIT REALISABLES, grâce à la relance de la consommation populaire et à la fin des gaspillages actuels, à la réforme de la fiscalité visant à faire payer les riches, à la nationalisation des plus importantes firmes, à l'avancée de la démocratie et à l'octroi de nouveaux droits aux travailleurs, à une politique de paix et d'indépendance nationale.

Aujourd'hui, la victoire d'un gouvernement de gauche appliquant une telle politique, dans lequel nous, communistes, sommes prêts à occuper toutes nos responsabilités, est possible.

NOUS VOULONS GAGNER

Mais pour gagner, il faut que les partis signataires du Programme Commun se mettent d'accord, avant les élections ou au plus tard au lendemain du 1er tour, à la fois sur le programme, sur le gouvernement chargé de l'appliquer et sur les désistements réciproques.

Nous avons proposé au Parti Socialiste et au M.R.G., de venir sans préalable à la table de négociation qu'ils ont quittée, pour se mettre d'accord sur ces questions fondamentales. Malheureusement, cette proposition n'a pas encore été acceptée et l'on nous renvoie après les élections.

Mais après les élections, ce sera trop tard, car le refus de cet accord ne crée pas les conditions de la victoire.

Aussi, pour sortir de cette impasse, nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent que ça change, qui veulent le triomphe de la gauche, à nous soutenir en votant communiste même s'ils ne partagent pas toutes nos idées. Nous les appelons à exprimer clairement leur volonté de voir les dirigeants socialistes et M.R.G. accepter de négocier un accord, pour la victoire, en votant communiste dès le 12 mars.

LE VOTE COMMUNISTE LE 12, C'EST LA NEGOCIATION LE 13 ET LA VICTOIRE LE 19.

C'est donc vous qui détenez la clef de la victoire, c'est de vous que tout dépend !

Chaque voix communiste dès le premier tour va compter, va peser dans la balance pour l'Union et le Changement.

Avec mon ami, Ernest MAXIMIN, nous faisons confiance à votre jugement et à votre clairvoyance.

ENSEMBLE, nous gagnerons !

ENSEMBLE, nous ferons avancer notre pays dans la voie du progrès social, de la liberté et de l'indépendance nationale !

ENSEMBLE, nous ferons du Bourbonnais une terre où il fera bon vivre, dans une France prospère et heureuse.

André LAJOINIE

UN APPEL DE PIERRE VILLON

Electrices, Electeurs,

Personne ne peut m'accuser d'avoir jamais tenté, depuis trente trois ans, de vous tromper.

Aussi vous devez me croire aujourd'hui :

Votez pour André LAJOINIE et son suppléant Ernest MAXIMIN, parce qu'il n'y a pas de meilleurs candidats qu'eux et parce que c'est le seul moyen de ramener le Parti Socialiste à l'union de la gauche et au respect des engagements de 1972.

C'est donc le seul moyen d'obtenir un vrai changement, bénéfique aux travailleurs de la ville et de la campagne, au Bourbonnais, à la France.

Pierre Villon

Pour l'union et le changement
la victoire de la gauche

votez André LAJOINIE
et son suppléant Ernest MAXIMIN

Vu, les candidats

IMP. NOUVELLE, ST-POURCAIN

3e CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

Electrices, Electeurs,

Dimanche dernier, en m'accordant 17 361 voix et 36,17 % des suffrages exprimés, vous m'avez placé en tête de tous les candidats. Je tiens, tout d'abord à vous remercier de cette confiance.

Conformément à l'accord national et départemental conclu entre le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche et le Parti Communiste, Roger LIMOGES, candidat socialiste du premier tour, m'apporte son désistement.

Je deviens donc au second tour CANDIDAT D'UNION DE LA GAUCHE.

Dimanche dernier, la majorité de notre peuple tout comme 56,35 % d'électrices et d'électeurs de notre circonscription ont rejeté la politique de la coalition giscardienne dont vous souffrez, et exprimé leur volonté de changement.

Chacune de vos voix qui se portera sur ma candidature exprimera votre volonté de voir gagner la gauche le 19 mars, votre volonté de voir élue une majorité de députés de gauche afin de mettre en œuvre la politique à laquelle vous aspirez.

A vous tous et toutes qui en avez assez et qui voulez que ça change, sans distinction d'opinions ou de croyances, l'heure est à l'union et au rassemblement.

Dimanche prochain, n'égarez pas votre voix sur le candidat de l'ex-majorité giscardienne, représentant lui-même la droite la plus antinationale. Ce serait approuver la poursuite et l'aggravation de la politique dont vous êtes les victimes.

Rassemblez vos suffrages sur le candidat d'union de la gauche afin de contribuer à la défaite de la droite et à la victoire d'un gouvernement commun de la gauche, appliquant un programme commun de liberté, de progrès, de justice sociale, et d'indépendance nationale ouvrant à notre pays et à notre Bourbonnais une ère nouvelle de bien-être et de prospérité.

André LAJOINIE

APPEL DE ROGER LIMOGES ET RAYMOND BARTHELEMY

Le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de gauche, et leurs candidats Roger LIMOGES et Raymond BARTHELEMY appellent toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur André LAJOINIE, candidat d'union de toute la gauche et sur son suppléant Ernest MAXIMIN.

DIMANCHE PROCHAIN, VOTEZ MASSIVEMENT

André LAJOINIE et son suppléant Ernest MAXIMIN

Candidats d'Union de la Gauche

soutenus par le Parti Communiste Français,
le Parti Socialiste,
le Mouvement des Radicaux de Gauche.

APPEL DES CONSEILLERS GENERAUX DE GAUCHE

Le Groupe Socialiste et du Mouvement des Radicaux de Gauche du Conseil Général de l'Allier invite les électeurs qui, au premier tour de scrutin, ont fait confiance aux candidats socialistes soutenus par le Mouvement des Radicaux de Gauche, à reporter leurs suffrages sur les candidats uniques de la gauche dans chaque circonscription :

pour la circonscription de Gannat *André LAJOINIE*

SIGNE : MM. **ROUGERON — BINON — CORNIOU — DAUMUR — DESGRANGES**
EMERY — GANTHERET — GONARD — HUGUET — MIGEON

Le Groupe Communiste au Conseil Général apporte son soutien aux quatre candidats d'union de la gauche.

SIGNE : MM. **BARTHOUX — BERTHON — DESTERNES — DUMONT — GULON**
GUICHON — GOLDBERG — FLOUZAT — MAXIMIN — TABUTIN

Mr. NOUVELLE, St-POURCAIN

Vu, les candidats

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Electeurs, Electrices, Chers Amis,

Face aux difficultés économiques que la France - comme tous les grands pays industrialisés du monde - traverse, les Français s'interrogent. Ils mesurent l'importance du vote qu'ils vont émettre dimanche prochain.

Ce vote, **VOTRE VOTE,** engage en effet, vous en avez conscience, ***LE DESTIN DE LA FRANCE.*** De la libre décision de chacun de vous va donc dépendre, pour une large part, **l'avenir de notre pays.**

Gabriel PÉRONNET

Ancien Ministre
Député sortant de la Circonscription de Vichy
Conseiller Général - Conseiller Régional
Représentant de la France au Conseil de l'Europe
RADICAL-SOCIALISTE
Candidat d'Union de la Majorité Présidentielle

Nos institutions, nos libertés, notre prospérité, le rayonnement de la France, sa place en Europe et dans le monde, seront consolidés si nous savons, tous ensemble, choisir, sous l'autorité du Président de la République, la voie de la persévérance dans l'effort et dans l'unité,

dans le calme, l'ordre et la stabilité.

Elles seraient au contraire compromises, si nous cédions aux tentations de la facilité et de la division. Les surenchères démagogiques ne sont pas seulement inutiles : elles sont dangereuses.

Les Français veulent **l'évolution, non la révolution.**

Ils veulent **le changement, non le bouleversement.**

L'action politique, la plus noble des actions, puisqu'elle conditionne le destin des hommes, l'avenir de leurs enfants, est une action permanente. Elle exige

la vérité, l'unité, la justice.

Ceux qui viennent vous dire que le temps n'est pas nécessaire, que l'on peut tout faire tout de suite, ou bien ils se trompent, ou bien **ils vous trompent.**

Ensemble, nous lutterons pour conserver à la France son vrai visage de pays démocratique qui a fait d'elle

UN PAYS LIBRE.

Ensemble, nous réussirons **dans l'intérêt de notre pays, dans l'intérêt de notre région,** d'une région que nous connaissons et que nous aimons, **Gérard BERTUCAT,** mon suppléant, et moi, parce que **tous les deux nous y sommes nés, tous les deux nous y vivons,** comme y ont vécu tous nos parents.

Nous sommes les candidats de **l'Union,** face à une opposition désunie, profondément divisée, qui a fait la preuve - jusqu'au sein des Conseils Municipaux - de son **incapacité de s'entendre.**

Nous sommes les candidats de tous ceux et de toutes celles qui refusent pour notre pays

l'aventure et la marche fatale vers le marxisme.

C'est pourquoi, nous donnons ici, chez nous, dans notre circonscription, **l'exemple de l'union indispensable** de tous ceux et de toutes celles qui croient en nos institutions démocratiques comme LE SEUL SYSTÈME garantissant **la personne humaine, sa dignité, ses droits, ses libertés.**

Nous tendons une main fraternelle à ceux et à celles qui se bercent encore des illusions d'un programme qui n'a plus rien de commun, à ceux et à celles qui sont encore dans l'expectative, mais qui, comme nous, se réclament de nos idéaux **de tolérance, d'humanisme et de liberté.**

CAR IL S'AGIT BIEN POUR NOUS-MÊMES, POUR L'AVENIR DE VICHY ET DE SA RÉGION,

d'un véritable CHOIX POUR LA FRANCE.

Au reste, VOUS ME CONNAISSEZ.

Respectueux des convictions de chacun, j'ai toujours été et je demeurerai

AU SERVICE DE TOUS.

Fort de la confiance que vous n'avez cessé de me témoigner au cours de mes précédents mandats, que vous m'avez confirmée récemment à l'occasion des élections législatives partielles de novembre 1976,

Fort du soutien de **l'ensemble des formations de la majorité présidentielle et du Mouvement démocrate-socialiste de France,** je mets à votre service, au service de notre région, au service de notre pays, **l'expérience et les connaissances** que j'ai acquises dans l'exercice de toutes les charges qui m'ont été confiées.

Dimanche, vous élirez comme député **L'UN D'ENTRE VOUS.**

Vous n'accorderez pas votre confiance à ces candidats venus d'ailleurs pour assouvir chez nous leur soif d'ambition politique.

Oui, vous désignerez, **DÈS LE PREMIER TOUR DE SCRUTIN,** celui que vous estimez le plus capable **de vous représenter et de représenter notre belle circonscription de Vichy,**

pour que vivent VICHY et le BOURBONNAIS
et que vivent, dans la LIBERTÉ, la RÉPUBLIQUE et la FRANCE.

J'ai confiance dans votre verdict

Le Remplaçant éventuel de Gabriel PÉRONNET :

Gérard BERTUCAT

Conseiller Général de Varennes-sur-Allier.
Maire de Saint-Germain-des-Fossés.

Chevalier de la Légion d'honneur.
Médaillé Militaire.
Croix de Guerre - Croix du Combattant Volontaire.
Chevalier des Palmes Académiques.

Né à Seuillet (Allier) - Fils de cheminot et petit-fils de cultivateurs de la Forterre.
Participe à la Résistance à 19 ans. Engagé volontaire à la Première Armée. Blessé de guerre.
Membre du Conseil d'Administration de nombreuses sociétés sportives et d'anciens combattants.
Membre du Conseil d'Administration National de la Société Mutualiste des Anciens Combattants.

Vu les Candidats

Imp. Collon - Vichy

ELECTIONS LÉGISLATIVES - SCRUTIN DE BALLOTTAGE DU 19 MARS 1978

Electeurs, Electrices, Chers Amis,

Dimanche dernier, vous nous avez témoigné **massivement** votre confiance en nous accordant, face à **cinq concurrents,**

49,21 % DES SUFFRAGES.

C'est un magnifique succès.

MAIS IL NE FAUT PAS SE DÉMOBILISER.

Merci de tout cœur aux **29.683 électeurs et électrices** de notre circonscription qui se sont rassemblés sur mon nom et celui de **Gérard BERTUCAT,** mon suppléant, dans un esprit

d'Union la plus large et la plus ouverte

de tous ceux et de toutes celles qui refusent pour notre pays **le Bouleversement, le saut dans l'inconnu, l'aventure,**

de tous ceux et de toutes celles qui n'acceptent pas **le Joug du parti communiste,**

de tous ceux et de toutes celles qui croient en nos institutions démocratiques et en la République comme le seul système garantissant **leur dignité, leurs droits, leurs libertés.**

Pour le 2e tour, chers Amis,

VOTRE CHOIX EST CLAIR.

Gabriel PÉRONNET

Ancien Ministre
Député sortant de la Circonscription de Vichy
Conseiller Général - Conseiller Régional
Représentant de la France au Conseil de l'Europe
RADICAL-SOCIALISTE
Candidat d'Union de la Majorité Présidentielle

Devant la grave décision que vous allez prendre, l'importance de l'enjeu, j'en appelle

A VOTRE BON SENS ET A VOTRE RAISON

POUR QUE VICHY ET NOTRE RÉGION,
POUR QUE LA FRANCE, LA FRANCE QUE NOUS AIMONS, AVANCENT DANS LA VOIE DE LA **FRATERNITÉ,** DE LA **JUSTICE** ET DE LA **LIBERTÉ.**

Vive Vichy et le Bourbonnais !
Vive la République et la France !

Pour VICHY et le BOURBONNAIS

POUR LA DÉMOCRATIE ET LA LIBERTÉ

Pas d'abstentions :

VOTEZ TOUS

GABRIEL PÉRONNET

Le Remplaçant éventuel de Gabriel PÉRONNET :

Gérard BERTUCAT

Conseiller Général de Varennes-sur-Allier.
Maire de Saint-Germain-des-Fossés.

Chevalier de la Légion d'honneur.
Médaillé Militaire.
Croix de Guerre - Croix du Combattant Volontaire.
Chevalier des Palmes Académiques.

Né à Seuillet (Allier) - Fils de cheminot et petit-fils de cultivateurs de la Forterre.
Participe à la Résistance à 19 ans. Engagé volontaire à la Première Armée. Blessé de guerre.
Membre du Conseil d'Administration de nombreuses sociétés sportives et d'anciens combattants.
Membre du Conseil d'Administration National de la Société Mutualiste des Anciens Combattants.

Vu les Candidats

Imp. Collon - Vichy

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Première circonscription :

Cantons de : Allos, Barcelonnette, Barrême, Digne, La Javie, Le Lauzet, Les Mées, Mézel, La Motte, Saint-Paul, Seyne, Sisteron, Turiers, Volonne.

M. François MASSOT élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Annot, Banon, Castellane, Colmars, Entrevaux, Forcalquier, Manosque, Moustiers-Sainte-Marie, Noyers-sur-Jabron, Peyruis, Reillanne, Riez, Saint-André-les-Alpes, Saint-Etienne-les-Orgues, Senez, Valensole.

M. Pierre GIRARDOT élu au 2e tour.

POUR VICHY et le BOURBONNAIS

POUR LA DÉMOCRATIE
ET LA LIBERTÉ

Pas d'abstentionnisme

VOTEZ TOUS

GABRIEL PÉRONNET

Le Remplaçant éventuel de Gabriel PÉRONNET :

Gérard BERTUCAT

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

37 ans, marié, 2 enfants.
Avocat à la Cour.
Vice Président du Conseil Général
des Alpes de Haute-Provence

CANDIDATURE DE

François MASSOT

suppléant : Eliane JUGY

MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE ET PARTI SOCIALISTE

46 ans, mariée, 4 enfants
Conseiller Municipal
de Digne

Electrices, Electeurs, Chers Compatriotes,

Sous la double investiture du Mouvement des Radicaux de Gauche et du Parti Socialiste, je me présente à vos suffrages pour conserver à la Gauche un siège qu'elle détient presque sans interruption depuis 1936, malgré les secousses qui ont agité la France pendant ces quarante dernières années.

A ceux qui ne me connaissent pas encore, j'indique que je suis né à SEYNE-les-ALPES, le 9 Juin 1940, d'une famille profondément enracinée dans le département tant du côté paternel que du côté maternel. Je suis Licencié en Droit, Diplômé d'Etudes Supérieures (doctorat de droit privé) et Avocat à la Cour depuis 14 ans. J'ai été élu Conseiller Général du Canton de TURRIERS en 1970 et réélu en 1976. Je suis Vice-Président du Conseil Général.

Madame Eliane JUGY a bien voulu accepter d'être mon suppléant. Elle est originaire de SISTERON. Fort connue et estimée à DIGNE, où elle demeure depuis 25 ans, elle s'occupe de nombreuses associations culturelles et sportives. Elle a été élue en 1976 Conseiller Municipal de DIGNE, sur la liste d'Union de la Gauche.

Notre objectif est celui qui est précisé dans le Programme Commun de 1972, tel qu'il vient d'être réactualisé par le M R G et le P S. Il n'est nullement révolutionnaire. Il tend seulement à apporter aux Français le véritable changement promis depuis si longtemps par la majorité et qui ne s'est traduit en vingt ans de pouvoir que par des mesures sporadiques. Ce n'est pas le médiocre programme de législature présenté, le 7 Janvier dernier à BLOIS, qui amènera le renouveau. Le véritable changement s'inscrit dans un contexte de liberté, de justice sociale, d'égalité devant l'effort à fournir pour le redressement du pays.

Voici, très brièvement résumées, la plupart des mesures qui nous paraissent réalisables en divers domaines pour atteindre ce but :

POLITIQUE ECONOMIQUE

Dans le cadre d'une planification économique plus incitatrice que contraignante :

- Maîtrise ou contrôle des grands moyens de production jouant un rôle essentiel dans la marche de l'économie nationale.
- Réforme de la fiscalité dans un sens plus équitable et plus humain.
- Aide et encouragement au petit commerce, à l'artisanat, aux petites et moyennes entreprises, se traduisant par :
  - l'égalité en matière d'impôts sur le revenu,
  - l'harmonisation des régimes sociaux avec ceux des salariés,
  - la limitation de l'implantation des grandes surfaces,
  - la revalorisation du travail manuel,
  - l'adaptation des circuits bancaires aux besoins particuliers des commerçants et artisans, afin qu'ils puissent bénéficier de prêts à taux modéré pour réaliser des travaux d'équipement et de modernisation.
  - la concertation préalable pour la fixation des prix.

POLITIQUE SOCIALE

Elle tendra à améliorer le sort des personnes les moins favorisées et par là indirectement à faciliter le redressement économique en relançant la consommation :

- Relèvement du SMIC à 2400 Francs par mois.
- Abaissement des charges sociales des petites et moyennes entreprises.
- Réduction de la durée du travail permettant la création d'emplois nouveaux.
- Abaissement de l'âge de la retraite, ce qui libèrera des emplois.
- Egalité de traitement pour tous les travailleurs sans distinction de sexe.
- Formation professionnelle des jeunes afin de faciliter leur insertion dans la vie moderne.

— Amélioration du sort des personnes âgées et des handicapés en leur assurant une retraite minimum décente.
— Idemnisation plus rapide des rapatriés.
— Règlement définitif du contentieux des Anciens Combattants.
— Indexation des rentes viagères.
— Gratuité effective de l'enseignement à tous les niveaux.
— Aide aux établissements socio-culturels qui seront largement ouverts aux déshérités et aux exclus de la société.
— Généralisation de l'éducation physique et sportive.

POLITIQUE AGRICOLE

Elle tendra à développer et moderniser l'Agriculture et améliorer les conditions de vie des travailleurs de ce secteur par :

— Une intégration de la politique agricole dans une politique économique d'ensemble de manière à arriver à une réelle parité du revenu agricole avec les revenus des autres secteurs.
— Une organisation et régulation des marchés avec programmation contractuelle de la production et de la commercialisation des produits agricoles.
— L'aménagement de l'espace rural dans un cadre régional tenant compte des besoins d'industrialisation, de la protection de la nature et du tourisme.
— Une protection sociale plus efficace pour les travailleurs de l'agriculture.
— Le développement de l'enseignement agricole et aide accrue en faveur des jeunes agriculteurs.

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MONTAGNE

Elle recherchera tous les moyens propres à mettre un terme à la désertification des régions montagneuses :

— Aide à l'élevage.
— Reconstitution du patrimoine forestier.
— Développement du tourisme, plus particulièrement du tourisme social (camping à la ferme, petite hôtellerie, gîtes), en conservant toutefois un équilibre harmonieux entre l'agriculture et les nouvelles activités.
— Maintien et amélioration des services publics dans les zones à faible densité de population, écoles, postes, transports).
— Règlementation très sévère de l'énergie nucléaire et recherche d'énergies nouvelles.

DEFENSE DES LIBERTES

Tous les progrès que nous souhaitons ne pourront être réalisés que dans un respect et un développement des libertés individuelles et collectives :

— Garanties fondamentales données à l'opposition politique pour qu'elle puisse efficacement s'exprimer. ce qui est la condition même de la vie démocratique et du respect de l'alternance ; large accès à la radio et à la télévision ; protection de la presse d'opposition; financement par l'Etat des partis politiques.
— Lutte contre le développement inexorable de la bureaucratie qui constitue l'une des pires atteintes aux libertés du monde moderne : il ne s'agit pas de dresser le citoyen contre l'Etat mais, au contraire, de rendre l'Etat au citoyen.

Pour cela nous formons les propositions suivantes :

— L'information administrative sera ouverte à tous.
— Les décisions administratives seront motivées.
— Les recours au juge administratif auront un effet suspensif d'exécution.

— Suppression de toutes les discriminations qui subsistent dans notre législation, notamment à l'égard des femmes.
— Décentralisation immédiate des structures administratives et développement des pouvoirs de contrôle des travailleurs dans les entreprises.
— Encouragement de la liberté d'entreprendre surtout pour les petites et moyennes entreprises.

A ce sujet, il y a lieu de maintenir, même après la nationalisation du secteur bancaire et financier une très large concurrence entre les organismes de crédit.

AU PLAN LOCAL ET REGIONAL

Nous poursuivrons le développement économique de notre département tout en préservant ce qui fait son originalité. Ceci sera possible dans le cadre des mesures générales déjà envisagées et plus particulièrement grâce à :

— l'amélioration du réseau routier départemental et vicinal
— la création de grands axes routiers qui établiront une liaison rapide avec les régions avoisinantes et l'Italie et la réintégration dans le réseau national de la Route départementale 900 de la Vallée de l'Ubaye,
— la modernisation et le développement du réseau téléphonique.
— l'implantation d'industries nouvelles non polluantes où les jeunes trouveront du travail,
— le captage de l'énergie solaire que le ciel de Provence met à notre disposition,
— l'aide accrue aux communes pour la réalisation de leurs aménagements et aux particuliers pour la modernisation de leur habitat,
— et tout cela dans le plus grand respect des sites qui constituent notre patrimoine ancestral.

Vingt ans de pouvoir sans partage de la droite ont creusé les disparités existant entre les Français.

Il est grand temps d'adopter une autre politique. Nous proposons, aujourd'hui, à nos compatriotes de vivre mieux et autrement.

Ce n'est pas un rêve inaccessible. Il est à notre portée si nous unissons nos efforts.

Vivent les Alpes de Haute-Provence
Vive la République
Vive la France

VU LE CANDIDAT,

IMPRIMERIE DES PETITES AFFICHES - B. VIAL - DIGNE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978

PREMIERE CIRCONSCRIPTION

SCRUTIN DE BALLOTAGE

37 ans, marié, 2 enfants.
Avocat à la Cour.
Vice Président du Conseil Général
des Alpes de Haute-Provence

CANDIDATURE DE

François MASSOT

suppléant : **Eliane JUGY**

46 ans, mariée, 4 enfants
Conseiller Municipal
de Digne

Electrices, Electeurs, Chers Compatriotes,

Je remercie tout particulièrement les 8.123 d'entre vous qui m'avez apporté vos suffrages lors du 1er Tour.

Vous m'avez ainsi placé en tête de tous les candidats de Gauche. Aujourd'hui, je suis, dans cette élection, le seul candidat de toute la Gauche unie. Celle-ci a lors du 1er Tour, obtenu plus de la moitié des suffrages dans l'ensemble de notre pays et de notre Circonscription.

Tous unis, nous arriverons donc à la Victoire dimanche prochain.

Ainsi pourront être réalisées les réformes que la majorité de droite que nous subissons depuis 20 ans, s'est toujours opposée à faire.

Ainsi, les inégalités et les injustices régnant entre les Français tendront à disparaître dans le maintien des libertés fondamentales auxquelles nous sommes profondément attachés.

Vivent les Alpes de Haute-Provence
Vive la République
Vive la France.

Vu le Candidat,

Imp. Petites Affiches - B VIAL - 04000 Digne

REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTE — EGALITE — FRATERNITE

ELECTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE

DU 12 MARS 1978

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Conseiller Général
Maire de Sainte-Tulle

Pierre GIRARDOT

Candidat du Parti Communiste Français pour l'Union et le Changement

Remplaçant éventuel

Georges ALLIAUD

Madame, Monsieur,

J'ai déjà représenté quatre fois notre Département à l'Assemblée Nationale et aucun de nos concitoyens ne conteste le travail positif que j'y ai accompli. Pendant cette longue période, j'ai régulièrement rendu compte de mon mandat de Député à la population par des visites et des réunions publiques dans toutes les communes sans exception.

L'étrange découpage de notre Département qui situe Noyers-sur-Jabron et Colmars dans la circonscription Sud et Oraison dans la circonscription Nord, ne m'a pas été favorable lors des derniers scrutins. Cependant, près de 8.000 électeurs m'avaient accordé leur confiance en 1973 et j'ai continué depuis mon action de soutien aux travailleurs de la ville et de la campagne, comme Maire et Conseiller Général.

Je suis à nouveau candidat du Parti Communiste au moment où la crise frappe durement les plus défavorisés et atteint la plupart d'entre-vous. La majorité giscardienne qui gouverne la France depuis de longues années est responsable du prolongement et de l'aggravation de cette crise qui n'empêche pas les milliardaires de réaliser des profits sans cesse croissants. A l'opposé, les ouvriers, les paysans, les artisans et commerçants, bein d'autres encore, souhaitent un changement.

La fin de l'austérité et une politique sociale sont possibles, car la France est riche et les Français capables par leur travail de produire tout ce qui est nécessaire à une vie plus heureuse. En votant pour le candidat du Parti Communiste, vous voterez pour le S.M.I.C. à 2.400 francs dès Mars, pour l'augmentation des salaires et des retraites, pour la création d'emplois nouveaux et la résorption du chômage, pour l'augmentation des allocations familiales, pour des prix agricoles à la production correspondant aux coûts de production, pour la participation des représentants des agriculteurs aux Conseils d'Administration des Sociétés Nationales qui produiront les engrais et les machines agricoles, pour faire payer les milliardaires, pour les nationalisations, pour la liberté et la démocratie, pour l'indépendance nationale.

Le véritable changement serait obtenu si les trois Partis de Gauche étaient unis sur le Programme Commun bien actualisé et par un accord sur un gouvernement d'union avec des ministres communistes.

Les ministres communistes d'il y a trente ans ont laissé la trace de leur passage (loi sur la sécurité sociale, nationalisation de l'énergie et des mines, reconstruction des villes bombardées, statut des fonctionnaires, renaissance de l'aviation civile et militaire, projet de réorganisation de la Défense Nationale). Ils étaient au service des travailleurs et de la nation et il en sera de même demain.

Mais le Parti Socialiste a reculé sur ses engagements pris lors de la signature du Programme Commun de Gouvernement. Devant son refus obstiné de reprendre la discussion, il vous reste un seul moyen efficace pour obtenir le changement si vous le désirez, c'est de voter pour le candidat communiste, même si vous ne partagez pas toutes nos convictions.

Chaque suffrage pour le candidat communiste est un suffrage pour ramener le Parti socialiste dans la voie de l'union. Chaque suffrage pour le candidat communsite s'ajoutera à l'échelon national et pèsera pour que la balance penche du bon côté, pour que la discussion reprenne dès le 13 Mars avec le Parti socialiste afin de définir quelle politique et quel gouvernement seront au service des Français et pour organiser la Victoire du 19 Mars.

Pierre Girardot

Technicien agricole,
ancien Député - Maire de Sainte-Tulle
Conseiller Général de Manosque-Sud
Médaille des Evadés
Croix du Combattant volontaire
Croix de guerre et citation à l'Ordre de l'Armée
Médaille du Combattant volontaire de la Résistance

Candidat du Parti Communiste Français

Remplaçant éventuel :

Georges Alliaud

Instituteur
Maire de Reillanne.

VU LE CANDIDAT,

IMPRIMERIE DES PETITES AFFICHES 04000 - DIGNE

ELECTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE DU 19 MARS 1978

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

SCRUTIN DE BALLOTTAGE

Pierre GIRARDOT

Candidat de l'union de la gauche

Remplaçant éventuel :

Georges ALLIAUD

Remerciements et appel

Je remercie chaleureusement les 9.320 électrices et électeurs qui m'ont placé en tête des candidats de gauche dimanche dernier et me permettent ainsi d'être au deuxième tour le candidat de l'Union. Je bénéficie du désistement du citoyen Claude Delorme pour lequel je me suis désisté moi-même à trois reprises dans le passé en appelant mes électeurs à reporter leurs suffrages sur son nom, ce qu'ils firent sans défaillance pour faire progresser le regroupement des forces ouvrières et républicaines qui aboutit à la signature du Programme Commun de Gouvernement.

C'est maintenant aux électeurs socialistes de faire leur devoir et je leur fais confiance. Ils voteront pour battre le candidat de la droite et du pouvoir, pour le changement qu'ils souhaitent comme nous et que rend possible l'union autour de la déclaration des trois Partis de Gauche, pour la constitution d'un gouvernement avec des ministres appartenant aux trois formations et chargé de sortir la France de la crise, d'améliorer tout de suite la situation des plus défavorisés, de créer des emplois nouveaux, de permettre à tous les travailleurs de vivre mieux, d'appliquer une politique nouvelle en agriculture, de favoriser l'artisanat et le petit commerce.

L'application du Programme Commun de Gouvernement est à notre portée si la Gauche l'emporte en France. La nationalisation des neuf géants de l'industrie et de l'ensemble du secteur bancaire créera les conditions d'une Economie au service de la nation et le développement harmonieux englobera des départements comme le notre jusqu'ici écartés par un développement anarchique provoqué par la course aux profits des monopoles. La lutte contre la pollution bénéficiera des crédits indispensables et sera contrôlée par les organisations populaires. La jeunesse verra s'ouvrir un avenir meilleur, les familles de salariés et les retraités auront plus de bien-être, les agriculteurs obtiendront la garantie de prix rémunérateurs.

Le progrès possible pour le bien-être, les libertés, l'indépendance nationale, est comparable à ceux réalisés en 1936, lors du Front Populaire et à la Libération de la France en 1945. A ces deux étapes, j'étais avec d'autres militants communistes, le compagnon de militants socialistes comme Max TROUCHE et Camille REYMOND. Ensemble et dans l'union nous avons réalisé de grandes choses. Il en sera de même demain avec les travailleurs socialistes et leurs élus, avec les républicains de nos villes et de nos villages.

Pierre GIRARDOT
Technicien Agricole
Ancien Député
Maire de Sainte-Tulle
Conseiller Général de Manosque-Sud
Médaille des Evadés
Croix du Combattant Volontaire
Croix de Guerre et Citation à l'Ordre de l'Armée
Médaille du Combattant Volontaire de la Résistance
Candidat de l'Union de la Gauche

Vu le Candidat,

Remplaçant éventuel :
Georges ALLIAUD
Instituteur
Maire de Reillanne

Imp. Petites Affiches - B VIAL - 04000 Digne

ALPES (HAUTES)

Première circonscription :

Cantons de : Aspres-sur-Buëch, Barcelonnette, La Bâtie-Neuve, Chorges, Gap, Laragne, Montéglin, Orpierre, Ribiers, Rosans, Saint-Etienne-en-Dévoluy, Serres, Tallard, Veynes.

M. Pierre BERNARD-REYMOND élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Aiguilles, L'Argentière-la-Bessée, Briançon, Embrun, La Grave, Guillestre, Le Monêtier-les-Bains, Orcières, Saint-Bonnet, Saint-Firmin, Savines.

M. Paul DIJOUD élu au 2e tour.

Pierre BERNARD-REYMOND

Elections législatives du 12 mars 1978

Première
Circonscription
des
Hautes-Alpes

René SERRES

Pierre BERNARD-REYMOND
René SERRES

Candidats de la Majorité Présidentielle

LIBERTES - JUSTICE - PROGRES

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,
Chers compatriotes,

En 1971 et en 1973, les Haut-Alpins de la première circonscription m'ont honoré de leur confiance en me demandant de les représenter à l'Assemblée Nationale.

J'ai accompli scrupuleusement cette mission en y consacrant tout mon temps et toute mon énergie, aussi bien en ce qui concerne à Paris mon travail de parlementaire puis de secrétaire d'Etat que dans les Hautes-Alpes pour assurer à ce département un développement économique solide et un aménagement harmonieux.

Le bilan de cette tâche prouve qu'avec mon ami René Serres et l'équipe qui nous entoure, nous avons su être efficaces.

A Paris, rapporteur de la loi Royer sur le commerce et l'artisanat, rapporteur de la loi sur la retraite à 60 ans des travailleurs manuels, rapporteur du budget de la population, président du Comité des usagers de l'Education, Vice président de la Commission des Affaires Sociales familiales et culturelles à l'Assemblée Nationale, j'ai eu ensuite l'honneur d'être appelé au Gouvernement par le Président de la République qui m'a confié la responsabilité du budget de notre pays sous l'autorité du Premier Ministre.

Dans les Hautes-Alpes, le nombre de réalisations que j'ai personnellement obtenues et qui n'auraient pas vu le jour sans mon intervention prouve bien qu'un travail acharné a été fourni quotidiennement au service de notre département.

Les 6 500 dossiers personnels que j'ai étudiés et les 6 000 rendez-vous que j'ai accordés en six ans ainsi que les nombreuses réunions, assemblées, manifestations culturelles et sportives auxquelles je me suis rendu démontrent également que j'ai souhaité accomplir ma mission de façon très humaine, au contact direct de la population afin de mieux en connaître les difficultés et les aspirations.

C'est donc avec la satisfaction du devoir accompli qu'avec René Serres, nous sollicitons à nouveau vos suffrages.

Notre motivation est double.

Nous voulons éviter le désastre économique et politique à notre pays.

Nous voulons assurer l'avenir des Hautes-Alpes en permettant que se poursuivent les réalisations que nous avons mis en œuvre et afin que voient le jour, celles auxquelles nous songeons.

Un gouvernement travaille dans la réalité.

Une opposition construit le paradis avec des mots.

Nous ne voulons pas que les Françaises et les Français se laissent prendre au piège des mots.

En tant que Secrétaire d'Etat aux Finances, je puis vous assurer que la France ne pourrait pas supporter longtemps le programme économique de l'opposition. Ce dernier amènerait inévitablement notre pays à connaître des difficultés qui ne peuvent aboutir qu'à la faillite et donc à des privations importantes pour tous les Français.

Profitant de cette situation dégradée, les communistes pourraient alors s'emparer de tous les pouvoirs comme ils l'ont déjà fait dans tant de pays.

J'affirme ici solennellement que la victoire de l'opposition nous conduirait au mieux à une catastrophe économique et au pire à une dictature politique.

A l'inverse, la majorité représente de manière réaliste ce qu'il est possible de faire dans un pays comme le nôtre, compte tenu de la situation économique internationale.

Nous ne prétendons pas que tout soit parfait, loin de là, nous sommes profondément convaincus qu'en matière notamment de progrès social, de resserement de l'éventail des revenus, de création d'emplois, il reste beaucoup à faire et nous voulons le faire ; cet effort s'inscrit d'ailleurs dans la ligne de toutes les améliorations et de tous les progrès que nous avons déjà réalisés et qui sont généralement oubliés dès leur mise en application.

Mais nous sommes aussi convaincus que le progrès social ne va pas sans le progrès économique car plus on produira de richesses, plus nous en aurons à répartir.

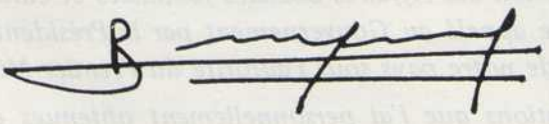
Ce n'est pas en créant la pénurie que l'on répartit les richesses.

Ces convictions profondes dont l'évidence ne peut échapper à toute personne raisonnable, nous souhaitons ardemment que vous les partagiez parce que l'avenir de notre pays et vos conditions de vie en dépendent

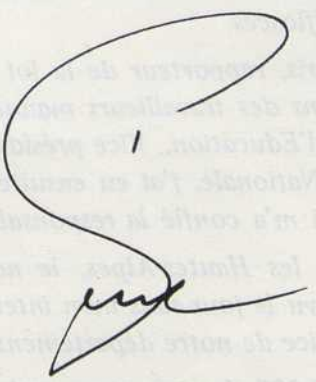
Aussi, nous vous demandons d'affirmer clairement votre volonté de voir se poursuivre et s'accélérer dans la paix et la sécurité l'œuvre de rénovation entreprise dans notre circonscription ainsi que le progrès économique et social dans notre pays.

Nous atteindrons ensemble ces objectifs si à nouveau vous nous accordez massivement dès le premier tour vos suffrages et votre confiance.

Par avance nous vous en remercions.



Pierre BERNARD-REYMOND.



René SERRES.

IMPRIMERIE 05000, Typo-Offset, Gap

Pierre BERNARD-REYMOND

Elections législatives du 19 mars 1978 (2e tour)

Première
Circonscription
des
Hautes-Alpes

René SERRES

Pierre BERNARD-REYMOND
René SERRES

Candidats de la Majorité Présidentielle

LIBERTÉS - JUSTICE - PROGRÈS

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,
Cher compatriote,

Il n'y a plus que quelques pays dans le monde qui ne vivent pas sous une dictature d'extrême droite ou d'extrême gauche.

La France est de ceux-là – pour deux jours ou pour toujours – cela dépend de vous.

Trahissant plus d'un demi-siècle d'histoire du socialisme français, François Mitterrand vient de tout céder d'un seul coup aux communistes, donnant ainsi un aperçu de ce qui se passerait demain si l'opposition l'emportait.

Trompant une grande partie de nos concitoyens par des promesses dont la réalisation ruinera la France, l'opposition veut s'emparer du pouvoir à n'importe quel prix.

Vous devez faire obstacle à cette entreprise de démolition. Notre pays qui n'est pas encore complètement rétabli après la grande crise économique internationale ne s'en remettrait pas.

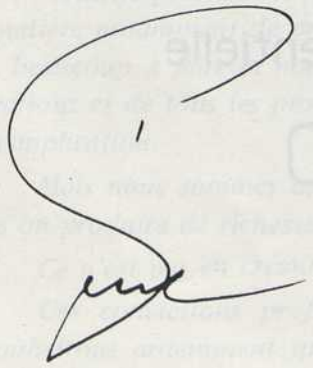
Il faut préserver la France du désastre économique

Il faut lui épargner le joug d'un pouvoir communiste

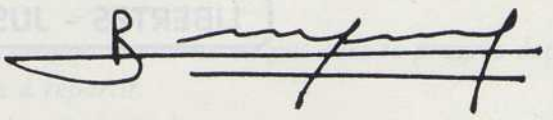
Nous remercions chaleureusement toutes celles et tous ceux qui ont fait cette analyse et ce choix dès le premier tour en portant massivement leurs suffrages sur notre candidature. Il nous ont ainsi placés très largement en tête de tous les candidats du premier tour avec plus de 15000 voix, soit 46,8 % des votants.

Nous appelons solennellement chaque Française et chaque Français de cette circonscription des Hautes-Alpes à mesurer l'enjeu du vote de dimanche prochain – le plus important depuis la guerre – et à se rassembler sur notre nom.

Pas une seule voix ne doit manquer au Haut-Alpin qui défend la liberté, la justice et le progrès.



René SERRES.



Pierre BERNARD-REYMOND.

Il faut voter et faire voter

Pierre BERNARD-REYMOND

et

René SERRES

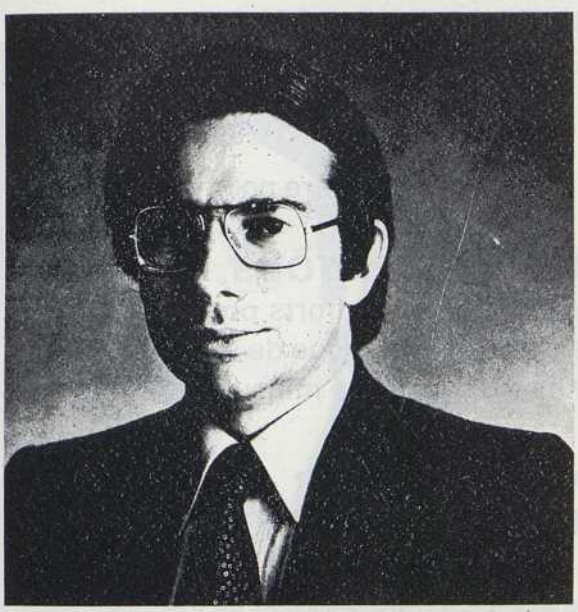
IMPRIMERIE 05000, Typo-Offset, Gap

Dépôt légal 1er trimestre 19
no 102

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

2eme CIRCONSCRIPTION DES HAUTES-ALPES

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 1978



Paul DIJOUD

Mes Chers Compatriotes,

Depuis dix ans, je suis votre représentant et je travaille pour vous. Cette fois encore, je sollicite votre soutien et votre confiance pour poursuivre la tâche que vous m'avez confiée, au service des Hautes-Alpes et de tous les Haut-Alpins.

Vous me connaissez : je suis l'un des vôtres, l'un de vos compatriotes et mon premier souci est d'être utile à chacune de nos Vallées, à chacune de nos familles. Je suis parmi vous parce que les Hautes-Alpes sont mon pays, parce que j'y suis profondément attaché et parce que je suis fier de les servir.

Régulièrement, chaque semaine, malgré les fonctions ministérielles que j'assume depuis cinq ans, j'ai été à votre disposition, à mon bureau d'Embrun, à la Mairie de Briançon ou dans vos Communes où je suis venu souvent. **Marcel PAPET,** votre Député, m'a aidé, m'a remplacé, m'a tenu informé. **Nous nous sommes efforcés de rester toujours proches de vous et de vos problèmes.**

Comme membre du Gouvernement, j'ai pu souvent apporter à notre Département les moyens financiers dont il avait besoin : vous n'avez pas oublié les 600 Millions d'anciens francs pour le Téléphérique des Glaciers de la Meije, les Milliards de prêts spéciaux pour les remontées mécaniques de la Vallée de la Guisane, les Milliards de subventions pour les routes d'accès aux stations de sports d'hiver de Puy Saint-Vincent, de Risoul, des Orres, du Champsaur, les 600 Millions de subvention pour le Centre Régional d'Enseignement Touristique de Briançon, les 900 Millions d'anciens francs pour les équipements sportifs qui vont être réalisés dans vos Communes, notamment à Guillestre (gymnase), à Embrun (piscine couverte), à Saint-Bonnet ou à Briançon et ailleurs... Vous n'avez pas oublié nos centres d'accueil et de soins pour les personnes âgées de Guillestre ou d'Embrun ou de la Fare en Champsaur. Vous n'avez pas oublié tous les aménagements communaux, les bâtiments, les adductions d'eau qui ont pu être subventionnés avec mon appui depuis dix ans ou qui vont être réalisés cette année, tel le Foyer de l'Argentière... Vous savez aussi que l'on va construire cette année, à Embrun, le nouveau collège technique que vous attendiez !

Grâce à ce développement exceptionnellement rapide, **c'est près de 2500 EMPLOIS NOUVEAUX qui ont pu être créés dans le tourisme, le bâtiment, le commerce et même les quelques usines nouvelles qui ont pu être installées.**

NOS JEUNES ONT MAINTENANT L'ESPOIR DE RESTER CHEZ NOUS, DANS LEUR MAISON ET D'AVOIR UN VÉRITABLE EMPLOI.

Vous savez aussi que, pendant cette période, **nous avons commencé à aider sérieusement notre agriculture.** Plusieurs milliards d'Indemnité Spéciale Montagne (qui va être revalorisée pour les zones les plus défavorisées) se sont ajoutés aux aides aux bâtiments d'élevage ou aux gîtes ruraux, aux soutiens aux prix du lait ou à la viande ovine.

Vous le savez bien, jamais autant que pendant cette période, les Hautes-Alpes ont progressé.

LA SEULE VRAIE POLITIQUE DE LA MONTAGNE, C'EST CELLE-LA :

c'est ce concours massif que j'ai pu obtenir de l'Etat pour nos Vallées et que beaucoup d'autres départements nous envient.

Cette action, il faut la poursuivre sans relâche. **Je suis prêt à le faire** pour vous, pour les Hautes-Alpes, avec la même passion. Pour cela,

JE SOUHAITE QUE VOUS VOUS UNISSIEZ TOUS,

sans rien retenir d'autre que la confiance que vous avez dans mes efforts pour transformer notre pays, pour vous aider personnellement. A l'heure où la France risque de sombrer dans le désordre des querelles des Partis et où plus personne ne se retrouve, au milieu des promesses démagogiques et des programmes inapplicables,

LES HAUTES-ALPES PEUVENT DONNER L'EXEMPLE DE LA SAGESSE, DE LA TOLÉRANCE, ET DE L'EFFICACITÉ.

Oubliez ce qui nous divise, les attitudes sectaires et partisannes.

QUELS QUE SOIENT VOS SENTIMENTS POLITIQUES, JE VOUS DEMANDE DE M'AIDER,

de me faire confiance, de penser d'abord aux Hautes-Alpes, à l'avenir de vos villages, de vos villes, de vos familles, à votre avenir. Je crois que je peux encore vous apporter beaucoup, dans le combat que nous menons tous pour rendre notre Pays plus accueillant, plus facile à vivre et plus heureux.

Marcel PAPET
suppléant

Très cordialement

Paul DIJOUD

imprimerie alpa briançon

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

2eme CIRCONSCRIPTION DES HAUTES-ALPES

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 1978
(2e TOUR)

Paul DIJOUD

Mes Chers Compatriotes,

Je remercie, d'abord, du fond du cœur, tous ceux d'entre vous qui viennent de voter pour moi au premier tour. **Grâce à votre soutien fidèle, amical et résolu, je vais, je le crois, pouvoir poursuivre ma tâche au service des Hautes-Alpes :** je m'efforcerai, bien sûr, de ne pas vous décevoir.

Nous voici, maintenant à la veille du deuxième tour où vous allez, définitivement, cette fois, vous prononcer.

Le choix est encore plus grave.
C'est de l'avenir de la France qu'il s'agit.

La grande majorité d'entre vous refuse de donner à notre pays un régime communiste. Vous savez, en effet, que partout où ce système politique a été appliqué, il a détruit la liberté, amené la collectivisation des entreprises, des exploitations agricoles, et enfermé les travailleurs dans un ensemble de contrôle et de restriction du droit de vivre comme on le veut... Il faut donc refuser les consignes irresponsables d'Etats Majors Parisiens qui ne suivent, pour l'instant que leurs ambitions :

Hauts-Alpines, Hauts-Alpins
il faut défendre vos libertés
et je vous y aiderai.

D'autant plus que la réconciliation des Français est possible : elle sera mon premier combat.

Après les élections, il ne faut plus que la France reste coupée en deux. Il faut rassembler tous les Français qui rejettent le collectivisme. Il faut bâtir pour eux **une majorité nouvelle,** plus large, où tous les hommes de bonne volonté attachés à la liberté, aux institutions libres que nous nous sommes données, et au progrès, pourront se retrouver.

Ensemble, nous pourrons alors, construire une société plus juste, plus fraternelle, qui répondra à l'attente des plus défavorisés de nos compatriotes.

Ainsi, tous ceux qui ont le sentiment de l'injustice pourront retrouver l'espérance : **les agriculteurs, les plus défavorisés, les ouvriers et les employés aux revenus trop faibles, les commerçants et les artisans** des régions difficiles qui connaissent l'inquiétude, **les rapatriés** qui veulent leur réintégration complète dans la communauté nationale, **les personnes âgées** qui attendent de nous leur sécurité, **les jeunes** qui veulent participer à l'édification d'une société plus conforme à leur idéal.

Hauts-Alpines, Hauts-Alpins rejoignez-moi pour travailler à la réconciliation des Français.

Je vous demande sans réserve et sans exclusive de m'aider.

SURTOUT VOTEZ TOUS;
VOTRE AVENIR EST EN JEU.

Marcel PAPET
suppléant

Paul DIJOUD

imprimerie alpa briançon

ALPES-MARITIMES

Première circonscription :

Cantons de : Nice-I, Nice-II, , Nice III.	**M. Charles EHRMANN**	élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Nice-IV, Nice-V.	**M. Jacques MÉDECIN**	élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Nice-VI, Guillaumes, Levens, Puget-Théniers, Roquestéron, Saint-Etienne-de-Tinée, Saint-Sauveur-sur-Tinée, Villars-sur-Var.	**M. Fernand ICART**	élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Beausoleil, Breil-sur-Roya, Contes, L'Escarène, Lantosque, Menton, Roquebillière, Saint-Martin-Vésubie, Sospel, Tende, Villefranche.	**M. Emmanuel AUBERT**	élu au 2e tour.

Cinquième circonscription :

Cantons de : Antibes, Cannes.	**Mme Louise MOREAU**	élue au 2e tour.

Sixième circonscription :

Cantons de : Le Bar-sur-le-Loup, Cagnes-sur-Mer, Le Cannet, Coursegoules, Grasse, Saint-Auban, Saint-Vallier-de-Thiey, Vence.	**M. Pierre SAUVAIGO**	élu au 2e tour.

REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978 - 1re CIRCONSCRIPTION

Député des Alpes-Maritimes
Conseiller général
Adjoint aux Sports
Agrégé de l'Université
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Médaille de la Reconnaissance française au titre de la Résistance
Officier des palmes académiques

Charles EHRMANN

Soutenu par le PR, le RPR, le CDS, le CNIP, le MDS et le PARTI RADICAL

UN CHOIX DÉCISIF

Les scrutins des 12 et 19 mars détermineront un choix décisif entre

une société libérale, garante de toutes les libertés, créatrice de progrès, à la recherche du bonheur

et **une société collectiviste** à base bureaucratique, entraînant de nouvelles difficultés économiques et une étatisation poussée jusqu'à l'irresponsabilité.

OUI AU CHANGEMENT, OUI A L'ÉVOLUTION

Il reste, certes, beaucoup à faire, mais, en 20 ans,
le niveau de vie a doublé,

le pouvoir d'achat du S.M.I.C. et des personnes âgées
a augmenté de 30 %, depuis trois ans.

le nombre des voitures en circulation a été multiplié par 3,
8 millions de logements ont été construits,

le nombre des téléphones passera de 10 millions d'appareils en 1977 à 20 millions en 1982,

NON A LA RÉVOLUTION, NON AUX PROMESSES DÉMAGOGIQUES

Non au programme commun qui amènera de nouvelles nationalisations, qui augmentera la fiscalité, qui limitera les libertés.

Suppléant

Gaston ROBAUT

Conseiller général
Adjoint au maire de Nice
Cadre d'entreprise
Chef de bataillon (CR)

VOTRE AVENIR, CELUI DE VOS ENFANTS EST EN JEU

NE L'OUBLIEZ PAS AU MOMENT DE METTRE VOTRE BULLETIN DANS L'URNE

CHARLES EHRMANN

qui êtes-vous ?

Je suis petit-fils d'Alsacien qui a quitté sa province pour rester Français en 1870 : petit-fils et fils de mineur dans une mine de fer.

Mon père est mort à la bataille de la Marne en septembre 1914 à l'âge de 23 ans.

Orphelin de guerre à 3 ans, j'ai fait toutes mes études comme boursier et maître d'internat et ai été reçu à l'agrégation d'histoire et de géographie.

Professeur au lycée Masséna durant trente-huit ans, j'ai enseigné à plus de 5.000 élèves dont beaucoup sont devenus des amis.

Engagé dans la Résistance, j'ai été décoré à ce titre.

Adjoint aux Sports depuis 13 ans, j'ai, avec l'appui du conseil municipal, plus que doublé les installations sportives. Grâce à des terrains — déjà achetés — je vais améliorer la qualité de la vie de vos quartiers (espaces verts, équipements sportifs).

Député depuis deux ans, je suis membre de la Commission de la Production et des Echanges et, à ce titre, j'ai fait de fréquentes interventions.

J'ai défendu la jeunesse. J'ai protesté contre les insuffisances du budget des sports.

J'ai beaucoup insisté sur l'amélioration du niveau de vie des personnes âgées, des petits salariés et de leurs familles.

J'ai voté la loi d'indemnisation des rapatriés, point de départ de nouvelles mesures.

J'ai voté en faveur des P. M. E. et artisans des lois amenant une amélioration de l'égalité fiscale et sociale avec les autres professions.

J'ai fait de même pour les handicapés et l'enfance inadaptée.

Je suis intervenu pour que de nouveaux efforts soient faits en vue de rattraper le retard des pensions militaires et civiles.

Pour que la sécurité sociale soit étendue à tous.

Enfin, en tant que membre du Conservatoire du Littoral, je promets de me battre de toutes mes forces pour le respect de nos magnifiques sites méditerranéens.

Contre le collectivisme

qui tient la première circonscription depuis 1936

Vous devez refuser la division.

N'attendez pas le 19 mars pour faire votre choix.

Ce sont les résultats du premier tour qui décideront du succès final.

S'abstenir c'est voter communiste

alors pas d'abstention

VOTEZ CHARLES EHRMANN

IMPRIMERIE UNIVERSELLE - NICE

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978 - 1re CIRCONSCRIPTION

Député des Alpes-Maritimes
Conseiller général
Adjoint aux Sports
Agrégé de l'Université
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Médaille de la Reconnaissance française au titre de la Résistance
Officier des palmes académiques

Charles EHRMANN

Soutenu par le PR, le RPR, le CDS,

le CNIP, le MDSF et le PARTI RADICAL

Je remercie très chaleureusement les 21.163 électeurs et électrices qui nous ont fait confiance le 12 mars.

Après ce premier tour, les résultats le prouvent, notre candidature est la seule à pouvoir s'opposer au collectivisme.

Le scrutin du 12 mars n'est qu'une étape et doit être confirmé par un succès définitif.

La lutte demeure dure et serrée, aussi aucune voix ne doit faire défaut le 19 mars. En refusant une société totalitaire, vous choisirez avec nous, pour la France, les libertés.

Pour cela, il appartient à ceux qui n'ont pas cru ou pas pu s'exprimer le 12, de venir nous apporter leur soutien dimanche prochain.

Suppléant

Gaston ROBAUT

Conseiller général
Adjoint au maire de Nice
Cadre d'entreprise
Chef de bataillon (CR)

OUI, NOUS SOMMES POUR PLUS DE JUSTICE ET DE PROGRÈS SOCIAL

Nous voulons tous, dans la sécurité, faire évoluer la société, mais sans la détruire, sans perdre tout ce qui est acquis. Nous voulons :

— des améliorations pour les personnes âgées, les bas salaires, les familles ;
— le retour au rapport constant (pensionnés et retraités) ;
— le retour au jour férié du 8-Mai ;
— la reprise de l'expansion ;
— la diminution des charges sociales des P. M. E., pour faciliter la création d'emplois.

DES RÉALITÉS, PAS DES PROMESSES

La circonscription va être transformée.

DES ESPACES VERTS

grâce aux terrains achetés ou aux conventions signées

- Le Castel des Deux-Rois (34.000 m2)
- La villa La Tour (24.000 m2)
- Le Mont-Boron (7 ha)
- La caserne Auvare (3,9 ha)
- L'usine à gaz (50 % des terrains)
- Le mont Vinaigrier (24 ha)

DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

Nous construirons : une piscine 25 × 15, une patinoire olympique 60 × 30, un bowling, un terrain de football, des courts de tennis, une piste cyclable pour enfants.

SECURITE

Nous voulons améliorer, retrouver LA SECURITÉ par la création de bureaux de police dans les quartiers.

Enfin, dans un pays meurtri, au bord de la guerre civile sans armes, nous voulons rapprocher et réconcilier tous les Français afin qu'ils puissent, ensemble, bâtir une France plus humaine, plus généreuse.

LE 19 MARS, TOUS UNIS SANS DEFAILLANCE

Electeurs, Electrices,

Pour les libertés, le progrès social et économique,

Contre l'aventure communiste,

VOTEZ Charles EHRMANN

suppléant Gaston ROBAUT

Imprimerie Universelle - NICE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Département des Alpes-Maritimes

COMMUNE DE NICE

2me CIRCONSCRIPTION

Candidature

Jacques MEDECIN

Secrétaire d'Etat au Tourisme
Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes
Maire de Nice

Suppléant

Francis GIORDAN

Chevalier de la Légion d'Honneur
1er Adjoint au Maire de Nice
Conseiller Régional
Président Honoraire du Tribunal de Commerce
Industriel

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Est-il utile de vous redire que les Élections Législatives des 12 et 19 Mars prochains revêtent pour **votre** avenir, pour l'avenir de **la France,** pour notre Société de Libertés, une importance jamais atteinte dans le passé par un quelconque scrutin ?

L'heure n'est plus aux préférences pour les hommes ou les programmes de partis politiques.

L'enjeu de cette élection c'est **la survie de toutes nos libertés ou le chaos économique** dans la révolution étatiste, collectiviste, bientôt totalitaire du Programme Commun Socialo-Communiste.

L'opposition vous ment.

Elle se livre à la plus délirante des démagogies électorales sur le SMIC, sur les chiffrages compliqués de ses divers programmes qui ont bien cessé d'être "Communs", sur les structures bureaucratiques qu'elle multipliera bien qu'elle prétende les combattre, sur les libertés dont on sait ce qu'elles représentent dans les Nations marxistes.

Elle vous ment en prétendant que le Plan Barre a échoué. Elle vous ment en affirmant que mon électorat se détourne de moi alors que je fus réélu Maire de Nice en 1971 avec 53.000 voix et réélu en 1977 avec plus de 73.000 voix. Elle vous ment en affirmant qu'elle est unie alors qu'elle présente neuf candidats dans cette circonscription. Elle vous ment en dépeignant notre "primaire" comme une division de la majorité.

Je suis solidaire de la politique définie par le Président de la République que je viens de servir pendant 26 mois au Gouvernement. Je suis solidaire de Raymond Barre. Je suis solidaire de tous mes collègues ministres R.P.R. et Centristes.

Avec courage, lucidité, honnêteté, le Premier Ministre rejetant toute facile démagogie, affirmait 90 jours avant les élections "le monde libre mettra encore trente mois à sortir de la crise. Nous sollicitons l'effort de tous et de toutes dans la discipline".

Le Plan Barre a réussi : la hausse des prix subit un ralentissement régulier et cependant l'accroissement de la production industrielle en France est le plus élevé d'Europe. l'investissement et la consommation se sont élevés de 3% en 1977. Le pouvoir d'achat n'a pas été amputé : le niveau de vie des françaises et des français a été maintenu et même amélioré pour les plus défavorisés. Un coup de frein au chômage a été donné. Enfin le Commerce extérieur, élément capital de notre indépendance s'est régulièrement redressé.

Pourtant la crise mondiale continue et ce ne sont pas les promesses électorales de l'opposition Socialo-Communiste qui feront baisser le prix du pétrole.

Nous savons que notre société n'est pas parfaite. Nous voulons l'améliorer par le changement pas le chambardement, nous voulons l'évolution pas la révolution.

C'est pourquoi notre programme propose une série d'objectifs ayant pour résultat :

1. - De mieux protéger les citoyennes et les citoyens, de plus en plus libres.
2. - D'assurer le progrès économique au service de l'emploi.
3. - De renforcer la solidarité au service de la Justice Sociale.
4. - D'élever la qualité de la Vie en France.

Nous savons que nous pouvons y parvenir dans l'ordre et la sagesse, inspirés par le souci de ne pas rompre les équilibres d'une économie que la crise internationale rend fragiles.

Vous nous ferez confiance pour le plus grand bonheur des françaises, des français et de la France.

Jacques MEDECIN

Suppléant : **Francis GIORDAN**

imp. pierotti - nice

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

Département des Alpes-Maritimes

COMMUNE DE NICE

2me CIRCONSCRIPTION

Candidature

Jacques MEDECIN

Secrétaire d'Etat au Tourisme
Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes
Maire de Nice

Suppléant

Francis GIORDAN

Chevalier de la Légion d'Honneur
1er Adjoint au Maire de Nice
Conseiller Régional
Président Honoraire du Tribunal de Commerce
Industriel

Mes chères concitoyennes,
Mes chers concitoyens,

Dimanche 12 Mars vous avez manifesté en masse votre confiance aux candidats de la majorité présidentielle.

Dans la deuxième circonscription de Nice vous m'avez accordé 5 % de voix de plus qu'en 1973.

Je vous remercie de cette marque d'estime qui démontre d'une part votre satisfaction pour l'action que j'ai menée au Parlement de 1973 à 1976, puis comme Secrétaire d'Etat au Tourisme de 1976 à 1978 et d'autre part votre compréhension pour le combat sans merci que j'ai conduit contre les forces socialo-communistes depuis mon entrée en politique en 1961.

Je vous remercie d'avoir également estimé à leur juste valeur les mérites de mon ami et suppléant Francis Giordan, premier adjoint R.P.R. de la Ville de Nice.

Votre volonté largement exprimée de vous opposer à l'ouverture proposée par les partis signataires du "Programme Commun de Gouvernement de la Gauche" nous impose de redoubler d'efforts pour entraîner, dimanche 19 Mars, tous ceux qui hésitent encore, tous ceux que tente l'abstention.

La mascarade mal mise en scène lundi 13 par les dirigeants socialistes, communistes et radicaux de gauche doit nous rendre encore plus méfiants à leur égard.

Nous savons, à la suite de cette séance de trois heures qui prétend effacer six mois de querelles profondes, que les socialistes sont prêts à accepter sans condition tous les diktats de Marchais. Nous pouvons mieux imaginer ce que seraient les lendemains de notre malheureux pays, entre leurs mains. Les vrais

imp. pierotti - nice

socialistes humanistes ne peuvent que s'indigner de cette comédie de la réconciliation et se détourner d'un parti qui perd sa dignité, en même temps que sa véritable identité, sous la conduite des Mitterand et Randon.

Quant à ceux qui souhaitent une véritable social-démocratie à la française, ils savent bien que seul le Président de la République peut assurer cette évolution hors des chemins du marxisme.

Randon représentant de Mitterand dans cette deuxième circonscription ne peut que jouer le rôle d'un KERENSKY local et nous devons nous mobiliser sans restriction pour confirmer sa défaite définitive.

Au delà de Jacques Médecin et de Francis Giordan, c'est **pour vous-mêmes, pour votre liberté, pour la liberté de la France** que vous voterez dimanche prochain majorité présidentielle.

Notre combat de tous les jours c'est **le vôtre.**

Notre victoire, voulue par vous et assurée par vous, sera **la vôtre.**

Assurés de votre confiance nous continuerons à vous servir et à bien servir la France.

Jacques MEDECIN

Suppléant : **Francis GIORDAN**

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

3e CIRCONSCRIPTION

Fernand ICART

CANDIDAT DU PARTI REPUBLICAIN POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Député de cette circonscription depuis 1963, je reviens vers vous pour solliciter **le renouvellement de mon mandat.**

Comme moi, sans doute, vous êtes lassé par la multiplicité des discours et débats politiques des derniers mois, par les démarches répétées dont vous faites l'objet. Vous êtes, peut-être, aussi troublé par le grand nombre des candidats.

Je voudrais vous rappeler l'importance de l'enjeu.

1. - Le Président de la République, Valéry GISCARD d'ESTAING, a la charge des affaires du pays jusqu'en 1981.

Pour conduire une politique cohérente à l'intérieur comme à l'extérieur, c'est-à-dire pour que se manifestent dans le monde **la puissance et le rayonnement de la France,** il a besoin d'une majorité qui ne lui soit pas hostile.

Je suis le seul candidat dans cette circonscription à lui avoir été fidèle depuis l'origine, c'est-à-dire depuis 15 ans.

2. - Nos adversaires font appel à votre désir de **changement,** qui est inhérent à la nature humaine. Ils ne vous disent pas que ce changement, **c'est le bouleversement** de tous les fondements mêmes de notre société : la liberté d'entreprendre, la liberté d'enseigner, la liberté d'expression, **toutes sortes de libertés** auxquelles vous êtes attaché, sont mises en cause par le Programme commun. Craignez de vous apercevoir, trop tard, que tout aura été bouleversé dans le sens contraire à celui que vous souhaitiez.

L'histoire est faite de malentendus de ce genre et de réveils douloureux.

Or, le changement nécessaire et que vous désirez, c'est, au contraire, l'évolution de notre société vers plus de liberté, plus de responsabilité et moins de bureaucratie.

3. - La vie politique est faite, autour de grandes orientations, par des hommes.

Depuis 17 ans au Conseil général des Alpes-Maritimes, puis à l'Assemblée nationale, et maintenant au gouvernement, je pense avoir fait la preuve de mon dévouement, de mon honnêteté et de mon efficacité.

Parmi les réalisations dont je puis me flatter et qui ont largement contribué à l'expansion économique de votre région, on peut citer la zone industrielle de Carros, l'extension de l'aéroport, le nouveau port de commerce de Nice, la zone d'activités de Valbonne - Sophia Antipolis.

Initiateur de la politique de la montagne, je n'ai pas non plus oublié les populations et l'équipement de nos villages de l'arrière-pays.

Plusieurs milliers de concitoyens m'ont rendu visite et, chaque fois que je l'ai pu, je les ai aidés dans leurs difficultés, m'acharnant d'autant plus à les défendre qu'ils étaient plus faibles ou que leur cause était plus juste : personnes âgées, chômeurs, rapatriés, petits commerçants, artisans, etc...

Tels sont les points essentiels que je voulais souligner à propos de ma candidature, au milieu du grand débat national auquel vous avez assisté ces derniers temps.

J'appelle tous les électeurs de bonne volonté, épris de liberté et de progrès social, à ne pas disperser leurs voix au premier tour sur des candidatures de diversion et à me renouveler la confiance qui m'a été faite jusqu'à présent et que je ne crois pas avoir déçue.

Fernand ICART.

Remplaçant éventuel :

Jacques DUMAS-LAIROLLE

IMPRIMERIE UNIVERSELLE - NICE

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978

3e CIRCONSCRIPTION

Fernand ICART

CANDIDAT DU PARTI RÉPUBLICAIN POUR LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Au premier tour, une très large majorité des électeurs de la 3e circonscription A REFUSE LE DRAMATIQUE BOULEVERSEMENT QUE REPRESENTERAIT POUR LA FRANCE L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN.

De quoi s'agit-il maintenant ?

1. Il faut que tous ceux qui sont conscients de la responsabilité de leur vote dimanche prochain comprennent QU'IL EST TEMPS QUE LA FRANCE SORTE DE CETTE INCERTITUDE POLITIQUE pour enfin repartir dans la voie du progrès, SOUS L'AUTORITE ET L'IMPULSION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

2. Il faut PREPARER L'AVENIR DE NOTRE JEUNESSE, c'est-à-dire de nos enfants. Et leur faire apparaître la nocivité de la démagogie et la nécessité de l'effort.

Pour une FRANCE FORTE ET INDEPENDANTE

Pour une FRANCE PROSPERE ET GENEREUSE

Nous devons les convaincre aussi que notre souci de maintenir une ECONOMIE EQUILIBREE n'a d'autre but que de la mettre AU SERVICE DES HOMMES ; elle conditionne, en effet, L'EMPLOI, principale préoccupation de notre temps.

3. Assurer la prospérité, c'est également nous donner les moyens de poursuivre et d'amplifier LA POLITIQUE DE JUSTICE SOCIALE voulue par notre Président de la République, afin d'apporter le soutien de la **solidarité nationale** à l'égard des plus défavorisés, parmi lesquels les personnes âgées, les handicapés, les personnes isolées.

4. Il nous faut améliorer LA QUALITE DE LA VIE pour tous les Français.

Et d'abord, assumer LA PROTECTION DES RICHESSES NATURELLES si remarquables dans notre région, dont nous sommes tout aussi respectueux que d'autres.

5. Enfin, vous avez le devoir d'assurer la victoire de la liberté en éliminant le candidat communiste.

Fernand ICART.

Remplaçant éventuel :

Jacques DUMAS-LAIROLLE

Imprimerie Universelle - NICE

Tous Unis

Dès le 12 Mars

Pour la défense de notre Société de Liberté et de Progrès

Toutes les Françaises, tous les Français qui rejettent l'illusion et l'aventure.

Tous ceux qui veulent préserver :

— la liberté, toutes les libertés, politique, de pensée, d'association, de réunion, d'information, d'éducation, etc...

— la stabilité de nos institutions, l'indépendance de notre pays.

— les possibilités, malgré la crise mondiale, d'une nécessaire relance économique qui doit laisser la plus grande part à la liberté de l'Entreprise et à l'initiative privée et qui seule peut permettre la poursuite d'une véritable politique de progrès social, de justice et d'affirmation de la dignité de l'homme.

se rassembleront dès le 12 Mars,

en oubliant les désillusions et les déceptions éventuelles ou les rancœurs du passé qui sont bien secondaires devant l'importance essentielle de ce qui est en cause,

autour du candidat RPR,

Emmanuel AUBERT

CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITE !

Député des Alpes-Maritimes - Maire de Menton
61 ans - Marié - Un enfant
Licencié en Droit
Diplômé des Sciences Politiques
Général de Brigade Aérienne de Réserve
Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-45 et T.O.E. (6 citations)

SUPPLÉANT :

Albert LEMUT

57 ans - Député suppléant
Agent Général d'Assurances
Croix de Guerre 1939-45
Président de l'Association des Anciens Combattants et Victimes de Guerre du Canton de Menton

Electrices, Electeurs de la 4e Circonscription,

Au lendemain de la grande tourmente de Mai 1968 où déjà la France a failli sombrer en raison de l'exploitation faite par les communistes et M. François MITTERAND d'une crise dans l'Université, vous m'avez donné votre confiance et m'avez élu pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Vous m'avez à nouveau donné votre confiance aux élections législatives de Mai 1973 et en Mars 1977, j'ai été élu Maire de Menton.

Cette confiance, renouvelée depuis 10 ans, je ne l'ai jamais trahie.

Je n'ai cessé, depuis 1968, d'être parmi vous, avec vous et de travailler pour vous, pour aider notamment, sans jamais m'inquiéter de leurs opinions politiques, toutes celles et tous ceux qui avaient une cause juste à défendre, un conseil à demander, un problème à résoudre **Plus de 13.000 dossiers témoignent de cet effort.**

J'ai pratiqué une coopération totale avec les Conseillers Généraux, les Maires, les Conseils Municipaux qui le souhaitaient et je les ai aidés à obtenir les autorisations, les subventions souvent exceptionnelles ou complémentaires qui ont permis la réalisation de nombreux projets d'intérêt général dont certains sommeillaient depuis longtemps.

J'ai défendu à Paris, les grands projets dont dépend l'expansion de notre Département (Valbonne, complexe aéro-portuaire de Nice, amélioration des équipements et des routes) en mettant essentiellement l'accent sur le Moyen et le Haut Pays, la nécessité de son expansion par la mise en valeur progressive de ses multiples vocations agricoles, touristiques et sportives.

Je peux dire que j'ai personnellement obtenu de Jacques CHIRAC, alors Premier Ministre, le financement nécessaire pour que les travaux de l'autoroute soient menés à bien, sans interruption, et que les travaux de réparation et d'amélioration de la route internationale de la Roya soient réalisés.

Pour qui se souvient de tout ce qui était en instance, de tout ce qui manquait en 1968 : équipements sportifs, équipements communaux, installations scolaires, installations sociales, routes, etc..., **les transformations qui ont été ainsi réalisées en 10 ans sont spectaculaires.**

Mais dans cet effort d'équipement, j'ai toujours été un défenseur intransigeant des sites et de l'environnement qui sont une part essentielle du patrimoine de notre région.

Au plan national et politique, vous avez toujours su à quoi je croyais : à une France libre, stable, à une démocratie véritable, à l'indépendance de notre Pays qui peut seule permettre l'expansion économique dans le cadre de la libre entreprise indispensable à la poursuite du progrès social obtenue grâce à des réformes en profondeur, mais non par des bouleversements de notre société.

Cette forme de société qui nous est chère est gravement mise en cause par les communistes et les socialistes unis, et qui pour ameuter les insatisfaits, promettent tout et n'importe quoi et tout de suite, en essayant de faire oublier **ce qu'ils sont et ne cesseront jamais d'être : des partis marxistes qui veulent faire évoluer la France vers le collectivisme et le totalitarisme.**

Devant ce grave péril, **je lance un appel** à toutes celles et à tous ceux qui refusent les risques d'aventure et de bouleversement radical de notre Société pour que **dès le 12 Mars,** au-delà des divergences ou des rancœurs éventuelles, **ils se rassemblent autour de moi,** puisque, **candidat unique de la Majorité,** je suis le seul dans la IVe Circonscription à pouvoir défendre ces valeurs fondamentales sur lesquelles s'est construit notre Pays.

Vive la France

Emmanuel AUBERT

IMPRIMERIE CIQUET FRÈRES, MENTON

Dimanche 19 Mars

Tous avec

Emmanuel AUBERT

Député des Alpes-Maritimes - Maire de Menton
61 ans - Marié - Un enfant
Licencié en Droit
Diplômé des Sciences Politiques
Général de Brigade Aérienne de Réserve
Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-45 et T.O.E. (6 citations)

et son
Suppléant

Albert LEMUT

57 ans - Député suppléant
Agent Général d'Assurances
Croix de Guerre 1939-45
Président de l'Association des Anciens
Combattants et Victimes de Guerre
du Canton de Menton

Vive la Liberté

Vive la France

IMPRIMERIE CIQUET FRÈRES, MENTON

avec

Emmanuel AUBERT

UNE GRANDE ESPÉRANCE

POUR LA VICTOIRE DE LA LIBERTÉ

Dès le premier tour, 28.786 électrices et électeurs m'ont donné leur confiance et m'ont placé très largement en tête du scrutin avec plus de 45 % des suffrages ; je leur exprime ma profonde gratitude.

Ce résultat est remarquable puisque les candidats de l'Union de la Gauche et de l'Extrême Gauche réunis ne totalisent que 44,5 % des suffrages, le candidat communiste est en recul de plus de 2,5 % par rapport à 1973 et puisque je le devance même dans sa propre Commune de Beausoleil.

Mais ce résultat ne doit pas nous faire perdre de vue l'effort qui reste à faire d'ici dimanche pour assurer la victoire définitive de la liberté et de la raison, sur l'aventure et peut-être le drame.

L'aventure de l'Union de la Gauche ! Rien n'en montre mieux le risque que cet accord à la sauvette, conclu en 3 heures au lendemain du premier tour, alors que six mois d'affrontements violents entre les partenaires du Programme Commun avaient montré aux Français tout ce qui, en vérité, oppose fondamentalement Socialistes et Communistes.

Il s'agit donc bien le 19 mars d'un choix de société dont dépend l'avenir de la France, c'est-à-dire votre avenir et celui de vos enfants.

Il importe que toutes celles et tous ceux qui m'ont déjà donné leur confiance ne se démobilisent pas.

Mais il est également indispensable que toutes celles et tous ceux qui ont voulu lors du premier tour exprimer par leur vote certaines divergences, certaines désillusions ou rancœurs, résistent à leurs propres impulsions ou aux mauvais conseilleurs et ne pensent plus dimanche qu'à l'essentiel.

Ce qui est en cause le 19 mars dépasse tout ce qui a pu et tout ce qui peut vous séparer de moi.

Il faut en définitive que toutes celles et tous ceux qui souhaitent que la France poursuive dans la liberté, l'indépendance et la sécurité, sa marche vers le progrès social réel et la relance économique, se rassemblent autour de moi et m'apportent unanimement leurs suffrages dimanche prochain pour assurer notre victoire à tous.

Emmanuel AUBERT

PROFESSION DE FOI

DE

LOUISE MOREAU

CANDIDATE DE LA MAJORITÉ PRESIDENTIELLE

(PARTI REPUBLICAIN - CENTRE DES DEMOCRATES SOCIAUX - PARTI RADICAL SOCIALISTE VALOISIEN)

Mes chers concitoyens,

Ma conviction profonde est qu'un responsable politique doit dire la vérité — ne pas tromper tous ceux, toutes celles qui lui font confiance.

Dire ce que l'on fera si l'on est élu, et le faire ensuite avec sincérité, sans défaillance.

Il doit défendre à l'Assemblée nationale les intérêts de la circonscription, en accord avec les maires et les conseils municipaux.

VOICI A QUOI JE M'ENGAGE

POUR

I. DES CITOYENS LIBRES ET PROTEGES

— Garanties des droits de la personne
— Développement des pouvoirs locaux
— Sécurité des Français par une répression rigoureuse du banditisme et une justice plus ferme
— Protection des personnes âgées

POUR

II. LE PROGRES ECONOMIQUE AU SERVICE DE L'EMPLOI

— Développement régulier de l'économie française
— Pause des charges fiscales et sociales
— Encouragement à la création d'entreprises
— Stabilité des prix par une économie de concurrence
— Orientation de l'épargne vers les entreprises
— Participation du commerce et de l'artisanat à la modernisation de l'économie
— Défense des professions agricoles et horticoles

POUR

III. LA SOLIDARITE AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE

— Création de 10.000 emplois à temps partiel par an
— Possibilité pour les femmes salariées de choisir des horaires réduits de travail
— Accroissement de la participation dans l'entreprise
— Augmentation des revenus les plus modestes et du S.M.I.C.
— **Favoriser la famille,** progression du pouvoir d'achat des allocations et des prestations familiales
— Statut social de la mère de famille
— Solidarité en faveur des personnes âgées : 40 F par jour en 1979
— Amélioration de la vie des femmes (revenu minimum aux veuves sans ressources)
— Aménagement de la durée du travail
— Permettre à tous les Français d'accéder à la propriété
— Renforcement de la justice fiscale
— Indemnisation actualisée et accélérée pour les rapatriés et réhabilitation totale
— Intégration totale des harkis dans la communauté française

POUR

IV. LA PROTECTION ET L'ELEVATION DE LA QUALITE DE LA VIE

— Application de la Charte nationale pour la qualité de la vie
— Généralisation de l'éducation pré-scolaire
— Amélioration de la formation des maîtres
— Application, sans remise en cause, de l'aide à l'école libre
— Accroissement de l'aide financière aux clubs et associations sportives
— Octroi des vacances à tous les jeunes Français par une aide aux familles

Vous VOTEREZ MASSIVEMENT le 12 MARS :

POUR SOUTENIR L'ACTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
garant de nos institutions et de nos libertés

Pour éviter l'AVENTURE ECONOMIQUE
et l'IMPUISSANCE POLITIQUE

Le Candidat :
Louise MOREAU.

Le Suppléant :
Jean-Pierre GONZALEZ.

Imprimerie Universelle - NICE

LOUISE MOREAU

CANDIDATE DE LA MAJORITÉ PRESIDENTIELLE

Chers concitoyens,

Jean-Pierre Gonzalez et moi-même remercions très chaleureusement les 23.025 électrices et électeurs de la 5e circonscription qui nous ont apporté leurs suffrages dès le premier tour.

Les deux formations se réclamant de la majorité gouvernementale totalisent 42.225 voix qui s'ajouteront, le 19 mars prochain, à celles des candidats qui ont mené leur campagne avec le souci de mettre un terme à l'attitude équivoque d'un député sans étiquette, qui a régulièrement voté avec ses alliés communistes.

Nous faisons appel à toutes les femmes, à tous les hommes épris de liberté et de progrès économique et social pour assurer, au deuxième tour, le succès qui permettra au président de la République de poursuivre son action pour la France.

LE CANDIDAT :
Louise MOREAU

LE SUPPLEANT :
Jean-Pierre GONZALEZ

Imprimerie Universelle - NICE

Elections Législatives - 12 Mars 1978

CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITÉ

PIERRE SAUVAIGO

Avocat - Médaille Militaire - Croix de Chevalier de l'Ordre National du Mérite - Croix de Guerre (deux Palmes, deux Etoiles) Médaille de la Résistance - Médaille de la Jeunesse et des Sports - Président d'Honneur de la 508e Section des Médaillés Militaires Président d'Honneur de la Section de Cagnes de l'Union Amicale des Anciens Combattants

DEPUTE SORTANT

Maire de CAGNES-SUR-MER - Conseiller Général des A.M.

Pierre BACHELET

MAIRE DU CANNET-ROCHEVILLE, CONSEILLER GENERAL, CONSEILLER REGIONAL

SUPPLEANT

Je suis candidat unique de la majorité. C'est-à-dire le représentant de tous les partis, de tous les Mouvements politiques et de toutes les pensées, sans exception aucune, qui soutiennent et défendent les positions de la Majorité. Une Majorité qui est unitaire, au-delà de légitimes différences d'appréciation d'ordre mineur, et qui respecte et soutient l'action du Président de la République.

Avec moi mon Ami Pierre BACHELET, déjà Député suppléant à mes côtés, Maire du Cannet-Rocheville, Conseiller Général des Alpes-Maritimes, Conseiller Régional, est également Candidat.

Nous sommes les Candidats d'une Société libérale de progrès, d'un progrès que nous voulons sans cesse grandissant pour l'homme à la fois sur le plan spirituel, avec tout ce qu'il comporte, et sur le plan matériel.

Depuis 1973 le monde tout entier subit une crise que nul ne conteste.

Dans ce contexte difficile la Majorité a non seulement préservé mais amélioré l'essentiel.

Elle a maintenu et même légèrement augmenté, globalement, l'ensemble des salaires. Les plus défavorisés ont vu leur situation être grandement améliorée

Deux exemples :

— Le S.M.I.C., dont on parle beaucoup et dont on dit n'importe quoi. Tout d'abord il a été créé par la Majorité en 1970. Ensuite de Février 1973 à décembre 1977 ce S.M.I.C. a été augmenté nominalement de 220% et de 52% en pouvoir d'achat réel.

— Le minimum vieillesse s'est accru, entre 1974 et Janvier 1978, de 51% en pouvoir d'achat réel.

Et ceci en augmentant l'indispensable potentiel économique de la Nation, en préservant le franc, c'est-à-dire le pouvoir d'achat de chacun, en promouvant des mesures qui ont contribué depuis plusieurs mois à résorber le chômage. Dans le même temps que le Budget social de notre pays est devenu largement supérieur à celui de l'Etat. Dans le même temps que la loi du 2 janvier 1978 a fait un premier pas non négligeable en faveur des Rapatriés d'Algérie, un premier pas qui devra en comporter d'autres (sur le plan matériel et sur le plan moral : Amnistie totale) et aussi pour les Français revenus du Maroc, de Tunisie et d'ailleurs.

Et ceci en pensant au cadre de vie des Français avec, notamment, l'importante loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature et la Charte de la Qualité de la Vie proposée par le Président de la République.

Et ceci sans oublier l'indépendance, la dignité de la France. Des valeurs auxquelles nous tenons encore et nous tiendrons toujours.

Nous voulons continuer dans le même sens. C'est-à-dire celui d'une évolution, d'une évolution profonde de notre Société, mais sans révolution.

•

Nos adversaires socialo-communistes, de plus en plus marxistes, veulent une véritable révolution bien qu'ils se gardent de prononcer le nom. Et à côté d'eux d'autres candidats d'extrême-gauche qui se camouflent sous l'étiquette «d'écologistes».

Parti Communiste et Parti Socialiste ne s'entendent plus sur rien. Comment pourraient-ils éventuellement gouverner ensemble ? Et donc pour quoi faire ? Le Pouvoir que pourrait leur donner le Peuple Français serait donc un chèque signé en blanc sur la Banque de l'Aventure, d'une aventure bordée de précipices.

Veut-on réfléchir à autre chose : il y a une immense différence entre un «Responsable» et un «Irresponsable». Veut-on y réfléchir en le «Responsable» qu'est chacun d'entre nous, soit dans son métier, soit même dans son foyer ?

•

A notre modeste place, de toujours, nous nous sommes efforcés de servir notre pays de notre mieux. Dans la guerre. Dans la paix. Mes trente années déjà de mandat municipal, ma fonction de Maire de Cagnes confirmée une fois encore en 1977 pour six années nouvelles, mes quatres élections au Conseil Général, témoignent de ce que j'ai sans cesse compris et servi les aspirations de mes Concitoyens. Et que mes Concitoyens l'ont également compris.

Il en est de même pour Pierre BACHELET.

Notre combat est celui de la France et des Français.

Vu, le Candidat.

Elections Législatives - 19 Mars 1978

CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITÉ

PIERRE SAUVAIGO

AVOCAT

Médaille Militaire - Croix de Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Croix de Guerre (deux Palmes, deux Etoiles)
Médaille de la Résistance - Médaille de la Jeunesse et des Sports

Président d'Honneur de la 508e Section des Médaillés Militaires

Président d'Honneur de la Section du Canton de Cagnes
de l'Union Amicale des Anciens Combattants

DEPUTE SORTANT

Maire de CAGNES-SUR-MER - Conseiller Général des A.-M. - Conseiller Régional

Pierre BACHELET

MAIRE DU CANNET-ROCHEVILLE, CONSEILLER GENERAL, CONSEILLER REGIONAL

SUPPLEANT

Pierre BACHELET et moi-même remercions les 52 594 électrices et électeurs qui nous ont très largement portés en tête du scrutin du 12 Mars à l'occasion duquel se présentaient neuf équipes de Candidats.

Ce chiffre de 52 594 voix correspond à 49,86% des suffrages exprimés.

Un choix premier, de loin très majoritaire, a donc été fait dans le sens de ce que nous représentons : l'Indépendance de la France; la Liberté pour les citoyens dans tous les domaines; un Libéralisme de Progrès pour l'Homme; la Sauvegarde et l'accroissement du potentiel économique du Pays qui seul peut nous permettre l'amélioration de tout, du sort de tous et de chacun.

•

Notre seul et unique adversaire, dans ce deuxième tour de scrutin, est M. VASSALO qui porte le drapeau du Parti Communiste.

Le Parti Communiste, depuis des mois, dénonce le Parti Socialiste.

Trois exemples, en citations .

• **M. MARCHAIS** : *« Je retire du Congrès de Pau l'impression désagréable d'une direction et d'un premier Secrétaire (du Parti Socialiste) de plus en plus sûr de lui et dominateur. »* (L'Humanité du 11 Février 1975).

• M. MARCHAIS : *« Les documents soumis à la négociation par le P.S. relèvent d'un manque total de cohérence, si ce n'est de «sérieux». On ne rédige pas des propositions sur le coin d'une table. »* (Le Monde du 24 septembre 1977 - T.F.1 23 septembre 1977).

• M. MARCHAIS à propos des désistements à gauche : *«La discipline républicaine, c'est du passé.».* (Nice-Matin du 8 février 1978).

Qu'en pensent les Socialistes et ceux qui se sont laissés aller à voter Socialiste ?

Qu'en pensent ceux qui auraient été tentés de croire à une alliance positive entre Parti Communiste et Parti Socialiste ?

Depuis quelques six mois Parti Communiste et Parti Socialise se «battent» sur toutes les dispositions du défunt «Programme Commun» de la soi-disant Union de la gauche auquel ils n'ont jamais donné la même signification, la même portée.

Qui pourrait croire qu'en quelques heures ils soient tombés d'accord pour faire quelque chose de valable ensemble ?

Qui essaie-t-on d'abuser ? Qui se laissera abuser ?

Et, dans ces conditions, dans notre Circonscription de Grasse, que représente le «désistement» du Candidat Socialiste en faveur du Candidat Communiste ?

•

Le choix qui reste à faire à l'occasion de ce deuxième tour de scrutin est simple :

• Entre la clarté et l'union en soutien au Président de la République d'une part.

Et la confusion, les contradictions et les antagonismes d'autre part.

• Entre une société libre en marche vers le mieux-être, le progrès de l'homme d'une part.

Et une société nécessairement, comme partout dans le monde, à finalité marxiste, collectiviste, avec le Parti Communiste d'autre part.

•

Contre l'aventure, pour une France à la fois meilleure et libre, Pierre BACHELET et moi-même faisons appel à toutes les Electrices et tous les Electeurs de la sixième Circonscription.

Et nous les assurons d'un dévouement depuis longtemps acquis, maintes fois prouvé déjà, à notre pays d'abord mais aussi à cette région qui nous est chère à tous.

Pierre SAUVAIGO

L'ENJEU EST CAPITAL : VOTEZ

ARDÈCHE

Première circonscription :

Cantons de : Bourg-Saint-Andéol, Le Cheylard, Chomérac, Privas, Rochemaure, Saint-Martin-de-Valamas, Saint-Pierre-Ville, Vernoux, Viviers, Villeneuve-de-Berg, La Voulte-sur-Rhône.

M. Pierre CORNET élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Annonay, Lamastre, Saint-Agrève, Saint-Félicien, Saint-Péray, Satillieu, Serrières, Tournon.

M. Henri TORRE élu au 1er tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Antraigues, Aubenas, Burzet, Coucouron, Joyeuse, Largentière, Montpezat-sous-Bauzon, Saint-Etienne-de-Lugdarès, Thueyts, Valgorge, Vallon-Pont-d'Arc, Les Vans.

M. Albert LIOGIER élu au 2e tour.

L'ENJEU EST CAPITAL : VOTEZ

Candidat d'Union de la Majorité Présidentielle

Pierre CORNET

Docteur en Droit - Licencié ès-Lettres
Diplômé de Sciences Politiques
Chevalier de la Légion d'Honneur
Député-sortant
Membre de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale
Maire de Villeneuve de Berg.

Suppléant :

André LAFFONT

Professeur agrégé des Lettres
Maire d'Ajoux

Chères électrices, chers électeurs,

Vous me connaissez, je vous connais.

Avec vous, je veux défendre :

- **les institutions de notre pays**
  menacées par la dictature bureaucratique des partisans de l'ex programme commun
- **l'avenir de nos jeunes**
  auxquels nous avons fait confiance en leur accordant par le vote à 18 ans, le droit de participer à la vie politique.
- **la liberté d'entreprendre**
  menacée par les nationalisations, la technocratie et le collectivisme
- **le progrès économique**
  menacé par l'inflation, le doublement des impôts et des charges sociales, la fermeture de nos frontières
- **l'exploitation agricole**
  menacée par les **offices fonciers** dans lesquels les propriétaires perdraient leurs biens, et qui décideraient souverainement de la location des terres agricoles
- **la liberté de l'enseignement**
  menacée par la nationalisation de l'enseignement privé qui aboutirait à la fermeture des établissements, supprimerait toute liberté de pensée et de choix pour les familles.
- **la nature et l'environnement**
  menacés par les excès de la vie moderne.

Pour la FRANCE, pour notre ARDECHE

CONFIANCE A PIERRE CORNET

POUR LA FRANCE

Chères électrices, chers électeurs, votre vote va décider de la société de demain, de notre civilisation occidentale. Bien sûr, tout n'est pas parfait dans notre pays et beaucoup reste à faire. Mais mesurons le chemin parcouru en 20 ans. La France est un des pays les plus avancés du monde pour les équipements, pour la santé, pour le niveau de vie, pour l'éducation, pour les aides sociales. En France il n'y a pas de queue devant les magasins d'alimentation. Et surtout en France chacun peut discuter, critiquer, exprimer librement son opinion.

Les partis de l'ex-programme commun sont une menace pour notre société, notre économie, pour nos entreprises, pour nos exploitations agricoles, pour nos libertés (fin de l'enseignement privé, fin de la liberté de choisir même son médecin).

Ce serait l'aventure, par les comptes fantastiques du chiffrage de leur programme,
Ce serait l'impuissance politique par les rivalités qui les séparent déjà.
Ce serait la ruine de notre économie.

Le programme commun, c'est le passage **irréversible** au collectivisme, à la bureaucratie toute puissante, c'est à la limite le risque de guerre civile.

Voilà le **vrai** changement qu'on vous propose.

POUR NOTRE ARDECHE

Votre député doit être disponible, ouvert à tous, au service de tous. Il doit connaître le plus grand nombre d'entre vous. Il doit être discret et capable d'aider chacun dans tous les domaines.

Votre député doit être **compétent.** Il doit connaître tous les problèmes de la circonscription pour les résoudre au profit de tous.

Votre député doit être tenace et persévérant.

Pour ma part, j'ai la conviction d'avoir été au service de chacun dans notre circonscription. Je l'ai toujours fait :

- avec l'enthousiasme de celui qui a confiance dans le bon sens des Ardéchois,
- avec l'enthousiasme de celui qui a la foi en ce qu'il fait,
- avec l'enthousiasme de celui qui vous dit : **CONFIANCE.**

C'est dans cette voie que je veux poursuivre, avec vous.

Pierre CORNET **Suppléant: André LAFFONT**

Vu : le candidat.

SARL IBE - 07400 LE TEIL

SCRUTIN DE BALLOTTAGE DU 19 MARS 1978

Candidat d'Union de la Majorité Présidentielle Elargie

Pierre CORNET

Docteur en Droit - Licencié ès-Lettres
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Chevalier de la Légion d'Honneur
Député-sortant
Membre de la Commission des Finances
de l'Assemblée Nationale
Maire de Villeneuve de Berg.
Président de la commission d'Infrastructure
du Comité d'Expansion économique de l'Ardèche

Suppléant :

André LAFFONT

Professeur agrégé des Lettres
au Lycée Vincent d'Indy - Privas
Maire d'Ajoux

Chères électrices, chers électeurs,

Vous êtes plus de 16.000 qui, par votre confiance, en me choisissant, viennent de me placer en tête du peloton. A toutes et à tous, je vous dis un grand merci. Mais même si je suis bien « placé », ce n'est pas gagné pour autant. Dimanche prochain, aucune voix ne doit me manquer pour coiffer l'adversaire sur le poteau, pour gagner avec vous et pour vous.

Je m'adresse maintenant aux Ardéchoises et aux Ardéchois, aux jeunes et aux moins jeunes qui, comme nous, sont :

— **contre la haine sociale** du Parti communiste, qui lance les Français les uns contre les autres, les incitant à la violence.

— **contre ce Parti communiste de dictature collectiviste** qui ne lâche plus le pouvoir une fois qu'il l'a pris — (les exemples sont là), — opprimant les peuples sous son joug, par l'internement, par le sang, même, (versé à Prague, Budapest notamment, les anciens s'en souviennent), abolissant toutes libertés individuelles, au nom de l'Etat souverain, totalitaire, tyrannique.

— **contre ce Parti communiste qui a entrepris la démolition méthodique de notre société occidentale,** de notre civilisation de liberté, de progrès social mesuré mais constant.

— **contre la lutte des classes,** sur laquelle s'est construit le P.C. qui puise sa force dans la haine qu'il provoque, nourrit, et, entretient entre les Français, trompant ainsi beaucoup de gens.

— **contre le retour à la IVe République** où Gouvernement et Assemblée Nationale s'arrachaient le pouvoir en s'entredéchirant sous le regard résigné du Président de la République, alors impuissant, parce que sans pouvoir constitutionnel ; les anciens s'en souviennent : à eux d'informer et de mettre en garde la génération qui monte. Le P.C. a besoin de ramener à cette impuissance politique le Président de la République pour mieux nous imposer par la suite le régime des pays de l'Est.

— **contre cette entreprise de destruction de la Constitution :** vous vous élèverez

— **contre les excès d'une bureaucratie déjà exaspérante :** vous vous élèverez.

NOTRE NOUVELLE VOLONTÉ POLITIQUE

Aux Ardéchoises et aux Ardéchois,

— à ceux qui ne veulent par de **« çà »**

— à ceux qui souhaitent la réduction progressive des inégalités sociales et des injustices

— qui souhaitent que les libertés ne dégénèrent pas en abus

— qui souhaitent la sécurité de leur personne et, que la violence, le rapt, le crime soient réprimés avec la plus grande sévérité

JE DIS :

— **Réfléchissez** aux agissements, aux intimidations des cohortes d'agitateurs, que vous avez déjà vus à l'œuvre au cœur même du département, qui, demain encore plus qu'aujourd'hui, feront la loi, la leur

— **Ressaisissez-vous,** ne vous laissez pas griser par leurs promesses électoralistes, que l'économie nationale ne pourrait réaliser

L'ENJEU DU 19 MARS EXIGE QUE NOUS SURMONTIONS NOS DIVISIONS.

C'est en faisant confiance au député sortant que l'équipement de la circonscription sera poursuivi avec ôpiniatreté ainsi que le combat pour l'emploi dans nos campagnes et dans nos villes. Une amélioration est déjà sensible. L'emploi reste pour moi, comme pour vous, un objectif prioritaire pour vivre et travailler au pays.

JE DIS ENFIN

— Nos familles politiques souhaitent vous accueillir et s'élargir : **terminons-en avec les clivages artificiels.**

— La seule ambition qui doit nous rassembler est le progrès social garanti par un vigoureux retour à la croissance économique, dans le respect de l'Environnement, la promotion de la Qualité de la Vie.

— La seule ambition encore qui doit nous rassembler est l'Indépendance Nationale dans la Fraternité.

Voilà la volonté politique qui nous unira le 19 Mars : ce scrutin est d'une portée historique, il engage notre avenir, celui des jeunes générations.

A VOUS DE TRANCHER AU PLUS PROFOND DE VOTRE CONSCIENCE.

Pierre CORNET **Suppléant: André LAFFONT**

Vu : le candidat.

S.A.R.L. IBE - 07400 LE TEIL

Elections Législatives de la Circonscription de TOURNON

Scrutin du 12 MARS 1978

UNION DE LA MAJORITÉ

(Parti Républicain, Rassemblement pour la République, Centre des Démocrates Sociaux, Radicaux)

Henri TORRE

Né le 13 avril 1933
Député Sortant
Vice-Président du Conseil Général
Maire de BOULIEU

**POUR la défense de nos libertés,
le progrès social,
la justice, l'emploi,
le respect de notre indépendance nationale.**

Suppléant :

Régis PERBET

né le 25 Mars 1919
Conseiller Général

T.S.V.P.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le vote du 12 Mars prochain portera sur un CHOIX DE SOCIÉTÉ.

IL S'AGIT POUR CHACUN D'ENTRE NOUS de dire s'il veut continuer à vivre dans une Société de liberté, qui comporte des imperfections, mais qui doit évoluer vers toujours plus de justice, ou si au contraire il désire que notre pays s'engage dans la voie du collectivisme, voie qui mène irrémédiablement à la baisse du niveau de vie et à des atteintes graves à toutes les libertés auxquelles nous sommes attachés.

Notre pays traverse des épreuves qui sont liées à la crise économique mondiale.

CE N'EST PAS EN VOTANT CONTRE LA « CRISE » QUE VOUS LA FEREZ DISPARAITRE. Vous risquez simplement d'accroître les difficultés que traverse la France en confiant ses destinées à des hommes qui se discréditent en vous présentant un catalogue de promesses contradictoires, et qui s'agressent brutalement avant même d'être confrontés aux dures contraintes et aux réalités du Pouvoir.

La Majorité, dont je défends les options avec Régis PERBET, mon Suppléant, souhaite POURSUIVRE L'OEUVRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA Vème RÉPUBLIQUE.

Pour redresser l'emploi, nous mènerons une action résolue à l'échelon national et à l'échelon local.

Nous lutterons pour l'amélioration des rémunérations les plus modestes, pour l'égalité des chances, pour faciliter votre vie de tous les jours, mais aussi POUR DÉFENDRE TOUTES LIBERTÉS QUE L'ON MENACE.

Dans notre Département, nous continuerons à oeuvrer sans relâche au service de nos concitoyens et sans aucun esprit de partialité.

LE 12 MARS, NOUS VOUS DEMANDONS DE NOUS FAIRE CONFIANCE, POUR VOUS, POUR VOS ENFANTS, POUR L'ARDECHE ET POUR LA FRANCE.

Henri TORRE

le 12 mars , pas d'abstention, pour barrer la route à la gauche.

vu : les Candidats

Imp. H MAZA - 07300 Tournon

R.P.R. - CANDIDAT D'UNION de la MAJORITÉ

ALBERT LIOGIER

MAIRE D'UCEL
DÉPUTÉ DE L'ARDÈCHE SORTANT
MEMBRE DU PARLEMENT EUROPÉEN

"Une certaine idée de la France"

Mes chers amis,

Bénéficiant du soutien exclusif du P.R. et du C.N.I., présenté par le Rassemblement pour la République, votre député sollicite à nouveau vos suffrages.

Je réponds ainsi au pressant appel que m'ont adressé des milliers d'entre vous, hommes et femmes, jeunes et adultes, personnes âgées, anciens combattants, salariés des usines ou des champs, employés du secteur privé ou du secteur public, commerçants ou artisans, cadres ou membres des professions libérales, exploitants agricoles. Je les remercie d'avoir tenu à marquer de la sorte que j'avais toujours rempli ma fonction au maximum de mes forces et de mes moyens, comme j'avais respecté scrupuleusement le contrat qui nous a loyalement attachés.

Entre nous, chers amis, les présentations ne sont plus à faire, alors que c'est le cas pour d'autres. **Chacune et chacun d'entre vous sait bien ce qui a été accompli en commun dans l'entente, la compréhension et l'amitié, sans barrière ni discrimination aucune.**

Tant sur le plan de notre circonscription que sur les plans national et international, le bilan de nos actions conjuguées, les difficultés surmontées, les progrès accomplis, sont présents à toutes les mémoires.

Ce bilan est garant de ce que, une fois de plus, nous pouvons réaliser ensemble pour **augmenter la prospérité de tous,** pour **accroître la sécurité de chacun,** pour **aider davantage les plus défavorisés,** pour **soutenir les personnes âgées,** pour réduire les écarts sociaux par une **augmentation des bas salaires,** pour **promouvoir la liberté d'entreprendre,** enfin et **surtout pour réaliser notre politique de lutte contre le chômage.**

Nos volontés doivent, plus que jamais, être tournées vers l'avenir, afin de construire dans l'ordre, par la mise en œuvre de nouvelles réformes, **une société française toujours plus juste et plus fraternelle,** dans laquelle chacun se sentira concerné et responsable.

Nous voulons :

— Une France indépendante sans compromis à l'égard de quiconque ;
— Une politique de l'économie qui s'appuie sur un plan démocratique, incitatif et non dirigiste, et une croissance vigoureuse ;
— Rendre aux Français la liberté d'entreprendre ;
— Accélérer la mise en œuvre de la solidarité nationale par une législation sociale encore plus efficace en faveur des personnes âgées, des handicapés et des plus défavorisés ;
— Un emploi pour tous et notamment pour les jeunes ;
— La sécurité des biens et des personnes pour tous ;
— Une agriculture prospère, un commerce dynamique et une industrie puissante.

Ce langage est celui de la raison que n'altère pas la démagogie, mais c'est aussi celui du cœur, car le présent et l'avenir de chacun de vous, le présent et l'avenir de vos enfants, dépendent totalement du vote que vous émettrez le 12 mars prochain.

En effet, en dépit de propagandes de toutes sortes dont nous abreuvent depuis des semaines la presse, la radio et la télévision, le choix offert démocratiquement aux citoyens et citoyennes, est clair et simple :

La majorité des Françaises et des Français veut-elle que la France devienne comme les pays de l'Est, une « démocratie populaire » satellite de la Russie, tenue dans la main de fer du parti communiste auquel Mitterrand et Fabre auront fait la courte échelle pour spolier les entreprises, baillonner les libertés, mettre à terre l'économie, ruiner la monnaie ?

Vous savez bien que le seul rempart contre l'implantation d'un régime totalitaire, c'est le Rassemblement pour la République et l'Union de la Majorité. Vous savez bien que la France doit rester libre et indépendante dans le cadre de l'Europe.

Alors, Chers Amis, tous aux urnes le 12 mars, pour que vivent l'Ardèche et la France, dans :

— **La paix sociale ;**
— **L'indépendance nationale ;**
— **Le progrès économique avec la confiance ;**
— **La liberté.**

Votre Député.

Candidature : Albert LIOGIER

SUPPLÉANT :

Camille VEDEL

Commerçant

Adjoint au Maire de JOYEUSE

VU, LE CANDIDAT.

Imprimerie Nouvelle, Rue de Constantine 07200 Aubenas

R.P.R. - CANDIDAT D'UNION de la MAJORITÉ

ALBERT LIOGIER

MAIRE D'UCEL
DÉPUTÉ DE L'ARDÈCHE SORTANT
MEMBRE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Mes chers amis,

Camille VEDEL et moi-même remercions du fond du cœur les électrices et électeurs qui nous ont placés en tête du scrutin du 12 Mars. Un grand merci également à tous nos amis si dévoués. La deuxième place est revenue à Jean Moulin. Devant le danger couru et en vertu du pacte majoritaire ce dernier a rendu public son désistement en ma faveur.

JE RESTE DONC LE SEUL CANDIDAT DE TOUTES LES FORMATIONS OPPOSEES AU MARXISME. Or, au premier tour, celles appartenant ou liées au « Programme Commun » ont totalisé chez nous 20 627 voix. En face d'elles, Jean Moulin et moi-même en totalisons 21 706. Ainsi notre avantage n'est guère que d'un millier de voix. C'est très peu, malgré le louable effort de notre électorat qui a voté massivement, prouvant ainsi son sens civique et sa conscience de l'extrême gravité de la situation.

Mais 3 152 électeurs ont apporté leurs suffrages à M. Fargier, manifestant ainsi, en dehors des options politiques, un certain mécontentement sectoriel, compréhensible à certains égards. Nous ne doutons pas cependant qu'ayant présentement à choisir entre le libéralisme économique et la menace de disparition que fait peser sur eux le communisme, ils rallieront les rangs de la majorité. Dans le cas contraire, c'est le marxiste Vidal qui deviendrait votre député. Voilà, telle qu'elle ressort des chiffres, la situation dans notre circonscription à la veille du deuxième tour.

SUR LE PLAN GENERAL, ET CONTRAIREMENT AUX SONDAGES, LES PARTIS DU PROGRAMME COMMUN N'OBTIENNENT QUE 45,1 % DES SUFFRAGES tandis que 46,17 % vont à la Majorité, ce qui s'est traduit par le raffermissement du franc et en Bourse par des hausses extraordinaires des valeurs françaises, le délire de la victoire.

MAIS LA PARTIE EST TRES LOIN D'ETRE GAGNEE. Socialistes (22,5 %) et communistes (20,5 %) se tiennent de très près. Tous les Français, durant les derniers six mois, ont été les témoins étonnés ou indignés de leurs PROFONDES DISCORDES PORTEES SUR LA PLACE PUBLIQUE. Or, en moins de trois heures, ils viennent de décider d'un désistement général et réciproque, SE RESERVANT DE VIDER LEURS QUERELLES APRES LA REUSSITE DE CET ACCORD DE CIRCONSTANCE.

GEORGES MARCHAIS TRIOMPHE, PROCLAMANT QUE L'ACCORD CONCLU EST EXCELLENT. Pour le Parti Communiste bien sûr qui a obtenu, en cas du succès de la gauche, autant de ministères et de la même importance que son partenaire socialiste. Sans doute se voit-il déjà à la tête du Ministère de l'Intérieur avec la Police, de la Justice, de la Défense Nationale ou des Affaires Etrangères !

SI LA GAUCHE L'EMPORTE POURRA-T-ON PARDONNER A MITTERRAND D'AVOIR AINSI LIVRE LA FRANCE AU MARXISME, DE L'AVOIR PLACEE SOUS LA MAIN DE FER DU P.C. ? Qu'en pensent les vrais socialistes ?

Et je n'indiquerai ici que pour mémoire la résolution commune de mettre en œuvre sans le moindre retard le programme minimum (intéressant le SMIC, les mesures sociales, etc.) dont le quart seulement de la mise en application immédiate suffirait, en moins de six mois, à mettre par terre notre économie et à fermer toutes nos usines.

On stimulera, disent ces piètres économistes, la consommation intérieure. C'est là une odieuse plaisanterie car comment le faire avec l'absence de salaires consécutive à l'arrêt du travail ?

La voilà bien l'escalade promise : c'est celle de la démagogie dans l'aberration !

Quelle tristesse, alors que l'on apercevait déjà le bout du tunnel !

MAIS LA VICTOIRE EST ET RESTE A NOTRE PORTÉE ! Il suffit pour cela de la vouloir de toutes nos forces, et non seulement de ne pas se laisser démobiliser au cours des 2 jours qui nous séparent de l'échéance mais **encore d'ACCENTUER notre effort pour faire l'économie de la Révolution qui nous menace.**

Par contre, si la Majorité l'emporte - elle le peut et elle le doit - non seulement nous sauvons nos libertés dont le P. C. a juré la perte, mais nous assurons pour 5 ans au moins le Progrès dans l'ordre et la concorde.

N'oubliez pas que, dans les circonstances présentes **la victoire de la Majorité peut dépendre de quelques sièges** et, à la limite, **de celui de la 3me Circonscription de l'Ardèche**.

Ainsi, JAMAIS VOTRE BULLETIN DE VOTE N'A EU AUTANT DE POIDS.

Le 19 Mars vous voterez sans abstention pour Albert LIOGIER.

SUPPLÉANT :

Camille VEDEL

Commerçant

Adjoint au Maire de JOYEUSE

VU, LE CANDIDAT.

Imprimerie Nouvelle, Rue de Constantine 07200 Aubenas

ARDENNES

Première circonscription :

Cantons de : Asfeld, Château-Porcien, Chaumont-Porcien, Flize, Juniville, Mézières, Novion-Porcien, Omont, Rethel, Rumigny, Signy-l'Abbaye.	**M. Alain LÉGER**	élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Charleville, Fumay, Givet, Monthermé, Renwez, Rocroi, Signy-le-Petit.	**M. René VISSE**	élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Attigny, Buzancy, Carignan, Le Chesne, Grandpré, Machault, Monthois, Mouzon, Raucourt-et-Flaba, Sedan-Nord, Sedan-Sud, Tourteron, Vouziers.	**M. Jacques SOURDILLE**	élu au 2e tour.

PREMIERE CIRCONSCRIPTION

Alain LÉGER

31 ans - Marié, père de 2 garçons
Conseiller Général des Ardennes
Membre de la Commission de l'Hygiène et des Affaires Sociales
Maire Adjoint de Charleville-Mézières
Educateur Spécialisé

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Quelle politique demain et quel gouvernement ?

Voilà le choix capital pour votre vie, que vous allez faire le 12 mars !

Pour exprimer clairement votre volonté de changement, le 12 mars, je vous invite à voter communiste.

Cet appel je vous le lance avec confiance. En effet que constatons-nous ?

Des usines, des chantiers, des bureaux, des quartiers populaires comme des villages, c'est le même cri qui monte : « On n'y arrive plus, il faut que ça change ! ».

Les travailleurs, les retraités, les personnes seules et la jeunesse sont les premières victimes d'une crise qui frappe durement notre pays. Mais la dégradation des conditions de vie et de travail touche aussi les artisans, les commerçants, les petits agriculteurs. Il en est de même pour les ingénieurs, cadres, techniciens et enseignants.

Jamais le chômage n'a atteint un tel niveau, jamais les injustices n'ont été aussi profondes, jamais la misère n'a eu une telle ampleur. Jamais la campagne n'a connu un tel exode ! Pourquoi tout cela ?

Posez-vous la question : qui aujourd'hui décide de votre vie ? Vous ? Absolument pas...

De nos jours, les hommes et les femmes ne comptent pas. Tout est décidé en fonction des intérêts des grandes sociétés industrielles. C'est pourquoi les riches sont plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres.

Pour exprimer clairement votre volonté de voir appliquer une grande politique sociale, le 12 mars, je vous invite à voter communiste.

La droite et maintenant le Parti Socialiste vous prêchent l'austérité, la poursuite des sacrifices pour donner plus au grand patronat. Au Contraire, pour changer votre vie et sortir de la crise, une nécessité s'impose : PLACE AU SOCIAL !

AVEC DES MINISTRES COMMUNISTES, dès avril

- Le SMIC sera porté à 2.400 F.
- Les salaires seront augmentés de manière dégressive.
- La semaine de travail sera de 40 heures pour aller vers les 35 heures.
- L'âge ouvrant droit à la retraite, *avec pension complète*, sera porté à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
- Les allocations familiales seront augmentées de 50 % avec versement dès le premier enfant.
- Le minimum des ressources pour les personnes âgées sera fixé à 1.300 F par mois et revalorisé pour atteindre 80 % du SMIC.
- L'allocation spéciale aux handicapés adultes sera portée à 1 300 F.
- Le retour au remboursement à 80 % et 100 % des dépenses de santé.
- Les revenus des travailleurs de la terre seront améliorés et garantis.
- Le congé maternité sera fixé à 18 semaines, les congés payés à 5 semaines.

AVEC DES MINISTRES COMMUNISTES pour l'année 1978

- Création de 500.000 emplois, en premier lieu dans la production.
- Limitation des cadences et de la charge de travail.
- Programme de construction de 100.000 H.L.M. supplémentaires.
- Aides à l'agriculture (soutiens des marchés par le FORMA, intervention foncière des SAFER, bonifications des prêts pour l'équipement, ouverture de crédits contre les calamités).

Pour faire du social, il faut s'en donner les moyens
c'est pourquoi le 12 mars, je vous invite à voter communiste.

Ces moyens quels sont-ils ?

Il n'y aura pas de changement réel, si l'on ne s'attaque pas à la racine du mal que vous vivez !

AVEC DES MINISTRES COMMUNISTES, CE SONT LES RICHES QUI PAIERONT

- Création d'un véritable impôt sur le capital et les grosses fortunes.
- Nationalisation franche et démocratique des grands groupes industriels comme RHONE POULENC, THOMSON-BRANDT, PECHINEY, LA SIDERURGIE, PEUGEOT-CITROEN qui jouent contres les Ardennais et contre la France.
- C'est le développement des libertés, l'autogestion, la démocratie. A l'entreprise, dans la commune et à tous les niveaux, vous devez être des citoyens responsables, écoutés, entendus, prenant en main vos intérêts, votre vie, votre avenir.
- C'est une politique d'indépendance nationale, de paix et de large coopération avec tous les pays.

Pour sauver véritablement l'union
le 12 mars, je vous invite à voter communiste.

Le projet politique que je viens de vous exposer très rapidement est parfaitement fidèle au PROGRAMME COMMUN signé par les Partis de Gauche en 1972.

Prenant en compte vos aspirations il est réaliste et réalisable. Dans ses grandes lignes il converge avec les propositions des grandes centrales syndicales, en particulier la C.G.T. et la C.F.D.T.

Mais vous le savez, le Parti Socialiste lui, a pris ses distances. Il rejette toutes nos propositions pour aboutir à un bon accord avant le premier tour. Il veut garder les mains libres pour faire demain une politique contraire à votre attente. Cette réalité, tout comme VOUS, nous ne saurions l'accepter.

Pour le vrai changement il faut que les Partis de Gauche réalisent un ACCORD sur un BON PROGRAMME comme sur les MODALITES de son application. Il est nécessaire qu'ils se prononcent ensemble sur la constitution d'un GOUVERNEMENT d'UNION avec des MINISTRES COMMUNISTES. Un tel contrat serait tout naturellement complété par un accord électoral de DESISTEMENT.

Devant le refus obstiné du Parti Socialiste, VOUS QUI VOULEZ L'UNION POUR LE CHANGEMENT, QUI VOULEZ LA VICTOIRE, *même si vous ne partagez pas toutes les idées que je viens de vous exposer,* je crois sincèrement que VOUS AVEZ UN MOYEN EFFICACE, ET UN SEUL, C'EST DE VOTER COMMUNISTE AU PREMIER TOUR.

Le 12 mars chaque voix pèsera dans la balance du vrai changement.

VOTER COMMUNISTE le 12 mars ! C'est la discussion le 13 et la victoire, votre victoire le 19 !
Alors oui, votre vie commencera à changer !

VOTER COMMUNISTE le 12 mars ! C'est prendre l'assurance sérieuse d'avoir un député actif, sérieux, fidèle à ses engagements et donc à vos intérêts.

A vous qui voulez l'union, le changement, la victoire, je vous fais confiance, le 12 mars, votez communiste

votez Alain LÉGER

et Roger VILLEMAUX, son suppléant

Conseiller Général des Ardennes
Maire de Nouvion-sur-Meuse

IMP GUICHARD - CHARLEVILLE-MEZIERES

VU LE CANDIDAT

PREMIERE CIRCONSCRIPTION

Alain LEGER

31 ans - Marié, père de 2 garçons
Conseiller Général des Ardennes
Membre de la Commission de l'Hygiène et des Affaires Sociales
Maire Adjoint de Charleville-Mézières
Educateur Spécialisé

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dimanche dernier, le suffrage universel m'a placé en tête des candidats. Qu'il me soit permis d'adresser mes vifs et cordiaux remerciements à celles et ceux qui ont contribué à ce résultat.

Dans notre circonscription comme dans notre département et nationalement, la droite est devenue minoritaire. La gauche a enregistré de nouveaux progrès. Elle a réalisé son union sur un bon accord qui rend la victoire possible.

A juste titre et massivement vous avez exprimé :

- votre désaccord profond avec l'austérité, le chômage, l'autoritarisme, l'injustice que développe la politique du pouvoir et du grand patronat ;
- votre refus de cette politique qui ruine les vies, les espoirs ; qui vide notre circonscription et nos Ardennes de son potentiel économique ;
- votre volonté d'un réél changement ; c'est-à-dire le progrès social, une nouvelle politique économique, d'indépendance nationale et de paix.

Vous vous êtes prononcés pour le développement des libertés.

Votre exigence vient de permettre la réalisation d'un bon accord politique entre les Partis de Gauche.

Cet accord unitaire rend la perspective claire. Il répond à l'espoir de la majorité des Françaises et des Français.

Un grand élan populaire pour l'union et pour le changement monte dans le pays.

LA VICTOIRE EST POSSIBLE : pas une voix ne doit manquer le 19 Mars au candidat commun de la gauche

Le 12 mars, un pas important a été franchi, en particulier dans la 1er circonscription des Ardennes, pour rendre possible une victoire de la Gauche.

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leur candidat Roger MAS ont appelé toutes les électrices et tous les électeurs qui ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur Alain LEGER devenu candidat d'union de toute la Gauche.

Dimanche 19 mars le choix est clair.

Comme vous y invitent les trois partis de Gauche,

- Pour battre la Droite ;
- Pour la victoire de l'union pour le changement ;
- Pour assurer une majorité de députés de Gauche à l'Assemblée Nationale ;

Dimanche dans l'union la plus large, vous vous rassemblerez en votant

Alain LEGER **Candidat d'union de toute la Gauche**

Roger VILLEMAUX, son suppléant.

Ensemble, emportons la victoire.

Vous saurez ouvrir la perspective d'un avenir de justice, de liberté, de bonheur.

VU LE CANDIDAT

IMP GUICHARD - CHARLEVILLE-MEZIERES

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION

René VISSE

40 ans - Marié, père de 2 filles
Conseiller Général des Ardennes
Membre de la Commission de l'Agriculture, du Commerce de l'Industrie, du Travail, de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales.
Administrateur de l'Office d'H.L.M. des Ardennes
Président d'honneur de L'A.R.A.C.
Diplôme de reconnaissance de la Nation pour les opérations en A.F.N.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Quelle politique demain et quel gouvernement ?

Voilà le choix capital pour votre vie, que vous allez faire le 12 mars !

Pour exprimer clairement votre volonté de changement, le 12 mars, je vous invite à voter communiste.

Cet appel je vous le lance avec confiance. En effet que constatons-nous ?

Des usines, des chantiers, des bureaux, des quartiers populaires comme des villages, c'est le même cri qui monte : « On n'y arrive plus, il faut que ça change ! ».

Les travailleurs, les retraités, les personnes seules et la jeunesse sont les premières victimes d'une crise qui frappe durement notre pays. Mais la dégradation des conditions de vie et de travail touche aussi les artisans, les commerçants, les petits agriculteurs. Il en est de même pour les ingénieurs, cadres, techniciens et enseignants.

Jamais le chômage n'a atteint un tel niveau, jamais les injustices n'ont été aussi profondes, jamais la misère n'a eu une telle ampleur. Jamais la campagne n'a connu un tel exode ! Pourquoi tout cela ?

Posez-vous la question : qui aujourd'hui décide de votre vie ? Vous ? Absolument pas...

De nos jours, les hommes et les femmes ne comptent pas. Tout est décidé en fonction des intérêts des grandes sociétés industrielles. C'est pourquoi les riches sont plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres.

Pour exprimer clairement votre volonté de voir appliquer une grande politique sociale, le 12 mars, je vous invite à voter communiste.

La droite et maintenant le Parti Socialiste vous prêchent l'austérité, la poursuite des sacrifices pour donner plus au grand patronat. Au Contraire, pour changer votre vie et sortir de la crise, une nécessité s'impose : PLACE AU SOCIAL !

AVEC DES MINISTRES COMMUNISTES, dès avril

- Le SMIC sera porté à 2.400 F.
- Les salaires seront augmentés de manière dégressive.
- La semaine de travail sera de 40 heures pour aller vers les 35 heures.
- L'âge ouvrant droit à la retraite, *avec pension complète*, sera porté à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
- Les allocations familiales seront augmentées de 50 % avec versement dès le premier enfant.
- Le minimum des ressources pour les personnes âgées sera fixé à 1.300 F par mois et revalorisé pour atteindre 80 % du SMIC.
- L'allocation spéciale aux handicapés adultes sera portée à 1 300 F.
- Le retour au remboursement à 80 % et 100 % des dépenses de santé.
- Les revenus des travailleurs de la terre seront améliorés et garantis.
- Le congé maternité sera fixé à 18 semaines, les congés payés à 5 semaines.

AVEC DES MINISTRES COMMUNISTES pour l'année 1978

- Création de 500.000 emplois, en premier lieu dans la production.
- Limitation des cadences et de la charge de travail.
- Programme de construction de 100.000 H.L.M. supplémentaires.
- Aides à l'agriculture (soutiens des marchés par le FORMA, intervention foncière des SAFER, bonifications des prêts pour l'équipement, ouverture de crédits contre les calamités).

Pour faire du social, il faut s'en donner les moyens
c'est pourquoi le 12 mars, je vous invite à voter communiste.

Ces moyens quels sont-ils ?

Il n'y aura pas de changement réel, si l'on ne s'attaque pas à la racine du mal que vous vivez !

AVEC DES MINISTRES COMMUNISTES, CE SONT LES RICHES QUI PAIERONT

- Création d'un véritable impôt sur le capital et les grosses fortunes.
- Nationalisation franche et démocratique des grands groupes industriels comme RHONE POULENC, THOMSON-BRANDT, PECHINEY, LA SIDERURGIE, PEUGEOT-CITROEN qui jouent contres les Ardennais et contre la France.
- C'est le développement des libertés, l'autogestion, la démocratie. A l'entreprise, dans la commune et à tous les niveaux, vous devez être des citoyens responsables, écoutés, entendus, prenant en main vos intérêts, votre vie, votre avenir.
- C'est une politique d'indépendance nationale, de paix et de large coopération avec tous les pays.

Pour sauver véritablement l'union
le 12 mars, je vous invite à voter communiste.

Le projet politique que je viens de vous exposer très rapidement est parfaitement fidèle au PROGRAMME COMMUN signé par les Partis de Gauche en 1972.

Prenant en compte vos aspirations il est réaliste et réalisable. Dans ses grandes lignes il converge avec les propositions des grandes centrales syndicales, en particulier la C.G.T. et la C.F.D.T.

Mais vous le savez, le Parti Socialiste lui, a pris ses distances. Il rejette toutes nos propositions pour aboutir à un bon accord avant le premier tour. Il veut garder les mains libres pour faire demain une politique contraire à votre attente. Cette réalité, tout comme VOUS, nous ne saurions l'accepter.

Pour le vrai changement il faut que les Partis de Gauche réalisent un ACCORD sur un BON PROGRAMME comme sur les MODALITES de son application. Il est nécessaire qu'ils se prononcent ensemble sur la constitution d'un GOUVERNEMENT d'UNION avec des MINISTRES COMMUNISTES. Un tel contrat serait tout naturellement complété par un accord électoral de DESISTEMENT.

Devant le refus obstiné du Parti Socialiste, VOUS QUI VOULEZ L'UNION POUR LE CHANGEMENT, QUI VOULEZ LA VICTOIRE, *même si vous ne partagez pas toutes les idées que je viens de vous exposer,* je crois sincèrement que VOUS AVEZ UN MOYEN EFFICACE, ET UN SEUL, C'EST DE VOTER COMMUNISTE AU PREMIER TOUR.

Le 12 mars chaque voix pèsera dans la balance du vrai changement.

VOTER COMMUNISTE le 12 mars ! C'est la discussion le 13 et la victoire, votre victoire le 19 !
Alors oui, votre vie commencera à changer !

VOTER COMMUNISTE le 12 mars ! C'est prendre l'assurance sérieuse d'avoir un député actif, sérieux, fidèle à ses engagements et donc à vos intérêts.

A vous qui voulez l'union, le changement, la victoire, je vous fais confiance, le 12 mars, votez communiste

votez René VISSE

et Jacky MOUGENOT, son suppléant

Maire Adjoint de Revin
Technicien

IMP GUICHARD - CHARLEVILLE-MEZIERES

VU LE CANDIDAT

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION

René VISSE

40 ans - Marié, père de 2 filles
Conseiller Général des Ardennes
Membre de la Commission de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie, du Travail, de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales.
Administrateur de l'Office H.L.M. des Ardennes
Président d'Honneur de l'A.R.A.C
Diplôme de reconnaissance de la Nation pour les opérations en A.F.N.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dimanche dernier, le suffrage universel m'a placé en tête des candidats. Qu'il me soit permis d'adresser mes vifs et cordiaux remerciements à celles et ceux qui ont contribué à ce résultat.

Dans notre circonscription comme dans notre département et nationalement, la droite est devenue minoritaire. La gauche a enregistré de nouveaux progrès. Elle a réalisé son union sur un bon accord qui rend la victoire possible.

A juste titre et massivement vous avez exprimé :

- votre désaccord profond avec l'austérité, le chômage, l'autoritarisme, l'injustice que développe la politique du pouvoir et du grand patronat ;
- votre refus de cette politique qui ruine les vies, les espoirs ; qui vide notre circonscription et nos Ardennes de son potentiel économique ;
- votre volonté d'un réél changement ; c'est-à-dire le progrès social, une nouvelle politique économique, d'indépendance nationale et de paix.

Vous vous êtes prononcés pour le développement des libertés.

Votre exigence vient de permettre la réalisation d'un bon accord politique entre les Partis de Gauche.

Cet accord unitaire rend la perspective claire. Il répond à l'espoir de la majorité des Françaises et des Français.

Un grand élan populaire pour l'union et pour le changement monte dans le pays.

LA VICTOIRE EST POSSIBLE : pas une voix ne doit manquer le 19 Mars au candidat commun de la gauche

Le 12 mars, un pas important a été franchi, en particulier dans la 2e circonscription des Ardennes, pour rendre possible une victoire de la Gauche.

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leur candidat Jean-Paul BACHY ont appelé toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur René VISSE devenu candidat d'union de toute la Gauche.

Dimanche 19 mars le choix est clair.

Comme vous y invitent les trois partis de Gauche,

- Pour battre la Droite ;
- Pour la victoire de l'union pour le changement ;
- Pour assurer une majorité de députés de Gauche à l'Assemblée Nationale ;

Dimanche dans l'union la plus large, vous vous rassemblerez en votant

René VISSE **Candidat d'union de toute la Gauche**

Jacky MOUGENOT, son suppléant.

Ensemble, emportons la victoire.

Vous saurez ouvrir la perspective d'un avenir de justice, de liberté, de bonheur.

VU LE CANDIDAT

IMP GUICHARD - CHARLEVILLE-MEZIERES

R P R et Candidat UNIQUE de la MAJORITÉ

Jacques SOURDILLE

Secrétaire d'Etat à la Recherche
Président du Conseil Régional Champagne-Ardenne
Conseiller Général - Médecin des Hôpitaux - Agrégé
Déporté - Résistant

Suppléant : **Henri VIN**

Maire de Margut - Conseiller Régional
Professeur de C. E. G. - Combattant de la France Libre

NON, ils n'ont pas le MONOPOLE du CŒUR

- le SMIC augmenté de 51 % depuis 73, C'EST NOUS
- le Minimum vieillesse à 30 f par jour (2 f. 50 en 58), C'EST NOUS
- la Sécurité Sociale pour tous, la Retraite pour tous, l'allocation logement, l'allocation orphelin, l'aide aux handicapés, C'EST NOUS

MÉFIEZ-VOUS DES CARESSES DÉMAGOGIQUES

Après l'illusion et la fête viendraient :

- la hausse des prix, la dévaluation et la ruine de l'épargne
- le chômage par la faillite des entreprises fragiles
- la perte de l'indépendance nationale.

ATTENTION : *c'est le* premier tour *qui compte, le 12 Mars.*

PROMESSES TENUES

Action Départementale et Régionale, notamment dans la circonscription :

ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES :

- 6 C. E. S. : Vouziers, Sedan le Lac, Vrigne, Le Chesne, Carignan, Raucourt.
- Lycée Polyvalent de Sedan - Lycées Professionnels : Vouziers, Vrigne-Vivier.
- Sauvetage et développement du Lycée de Vouziers - 4 Ateliers d'Initiation manuelle.
- Classes primaires multiples - Classes maternelles (371 pour la Région).
- 11 Salles sportives couvertes : Carignan, Margut, Mouzon, Z. U. P. de Sedan, Floing, Vrigne, Donchery, Le Chesne, Raucourt, Vouziers, Grandpré (COSEC)
- 6 Mille-Clubs : Donchery, Mouzon, Douzy, Sedan, Pouru, Osnes.

DÉSENCLAVEMENT DES ARDENNES ET DE LA RÉGION :

- Autoroute Calais - Dijon ; Voie rapide en cours sur R N 51 Reims - Charleville.
- Finition de Bazeilles - Frontière belge vers Liège.
- Réseau routier régional, dont la route de Châlons - Vouziers - Sedan et Attigny Poix-Terron.
- Route Lille - Metz par Sedan - Carignan - Margut.
- Doublement des trains Ardennes - Paris.
- Automatisation téléphonique complète pour les 4 départements de la Région.

IMPLANTATIONS D'USINES MODERNES :

Citroën, Général Motors, Boussois, Air-LB, Sufam, Flaméco, Spar-Agro, Fichet-Bauche, et dossiers en cours - Zones industrielles de Donchery, Bazeilles et Vouziers.

MODERNISATION AGRICOLE, en accord avec les organisations professionnelles ; Investissements des Coopératives ; Plan de restructuration bovine ; curage de la Chiers, de la Bar, de l'Aire et de l'Aisne - Plan régional de remembrement.
Contrat de Pays de Vouziers et de l'Argonne - Foirail de Rethel.

ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS et ACTION SOCIALE :

- Eau potable ; assainissement et stations d'épuration ; subventions pour rues et trottoirs.
- Hôpitaux de SEDAN et VOUZIERS - Résidences pour personnes âgées : Vouziers, Mouzon, Donchery, Bazeilles - Instituts pour enfants handicapés : Glaire, Bazeilles - Foyer pour buveurs guéris.
- Réseau régional de Clubs du 3e âge - Centre régional du Cancer à Reims.

Action Nationale :

- Rapporteur de **grandes LOIS SOCIALES :**
  La MENSUALISATION — La PRE-RETRAITE à 58 ANS des CHOMEURS
  Le TRAVAIL des HANDICAPÉS — La GARANTIE MENSUELLE DU S. M. I. C.
  La PROTECTION CONTRE LES PRODUITS TOXIQUES (TALC MORHANGE).
- Rapporteur budgétaire de l'Education Nationale et de la Recherche.
- SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE :
  - Création du Commissariat à l'Energie Solaire.
  - Mise en place de la Régionalisation pour l'Innovation dans les Entreprises moyennes et pour la Recherche Scientifique, Industrielle et Agronomique.

LE 12 MARS, DÈS LE PREMIER TOUR

VOTEZ Jacques SOURDILLE

en avant comme avant

NOTE - Je dénonce la candidature d'EXTRÊME DROITE présentée sous la fausse appellation " NOUVELLE Majorité Présidentielle ". C'est une manœuvre grossière.

Vu les candidats.

Impr. Jean FÉLIX VOUZIERS

Jacques SOURDILLE

Secrétaire d'Etat à la Recherche
Président du Conseil Régional Champagne-Ardenne
Conseiller Général
Médecin des Hôpitaux - Agrégé
Déporté - Résistant

Suppléant : **Henri VIN**
Maire de Margut - Conseiller Régional
Professeur de C. E. G.
Combattant de la France Libre

C'EST UN PREMIER SUCCÈS

- **En dépit de la crise économique mondiale et des souffrances des Ardennes.**
- **En dépit d'attaques personnelles infâmes : croix gammées et signes SS contre Henri VIN, Combattant de la France Libre, et contre moi, Déporté - Résistant à l'âge de 20 ans.**
- **En dépit des articles répugnants du Réveil Ardennais que le candidat socialiste a osé signer.**

Vous nous avez placés largement en tête à moins de 3 % du but au premier tour, avec 23.925 voix, soit 6.951 de plus qu'en 1973.

REPRENONS LE TRAVAIL SÉRIEUX

1 - La défense des emplois : c'est du vôtre qu'il s'agira

Cette fois, avec la fermeture des entreprises fragiles.

Si les Ardennes, avec 2 Députés Communistes à Rethel - Mézières et dans la Vallée, veulent devenir le DÉPARTEMENT ROUGE, elles seront comme Saint-Nazaire, EXCLUES par les INVESTISSEURS INDUSTRIELS qui se méfieront de troubles sociaux organisés par les appareils syndicaux politisés. Alors que depuis 8 ans nous luttions avec succès pour la transformation économique et les implantations d'usines nouvelles (Citroën, Général Motors, Boussois, Air-LB, Sufam, Flaméco, Spar-Agro, Fichet-Bauche et dossiers en cours).

Quelles capacités M. DROMBY a-t-il démontrées depuis 8 ans dans ces efforts là ?

2 - Le Progrès social continu depuis 20 ans

Après l'illusion et la fête d'une victoire socialo-communiste, ce serait en quelques mois : la hausse des prix, les dévaluations et la ruine de l'épargne, l'agitation dans les usines fermées, la déception et la haine entre les Français.

Qu'avait fait avant 1958. M. François Mitterrand pour la " France pauvre " ?

3 - L'Indépendance nationale

A l'appel du Général de GAULLE, vous avez voulu un arbitre placé au-dessus des groupes de pression politiques ou professionnels et garant de l'indépendance nationale. Il faut une majorité au Président de la République, même si les grognards gardent un droit de critique.

NOUS VOUS AVONS ENTENDUS :

- Pour la Croissance RÉELLE des bas salaires dont nous savons l'insuffisance dans des usines vieillies aux conditions de travail pénibles.
- Pour le maintien des jeunes ardennais par la formation professionnelle, par le renouvellement des entreprises et la modernisation des locaux de travail.
- Pour la poursuite de l'organisation agricole moderne des Ardennes.
- Pour la dignité des familles, par l'amélioration des logements, par l'aménagement des horaires réduits de travail des femmes, par la poursuite de l'effort de scolarisation et de culture, par un accroissement des Temps de loisirs et de repos.
- Pour la protection des personnes âgées, par le maintien à domicile et l'amélioration de leurs contacts familiaux, par la sécurité des personnes et leurs moyens d'existence.

MAINTENANT REGARDEZ AUTOUR DE VOUS:

— DANS LES ARDENNES :

Déjà deux Députés communistes certains, appuyés sur un appareil politique et syndical.

— EN FRANCE :

Un programme commun menaçant avec 46 °/₀ des voix et masquant par un accord bâclé, ses contradictions profondes.

— EN EUROPE :

Une méfiance instinctive à l'égard de la pénétration communiste dans les gouvernements, alors que le Marché Commun, c'est déjà 60 °/₀ de nos échanges économiques et de notre prospérité.

— A SEDAN - VOUZIERS :

Un candidat socialiste faible et désarmé, et qui n'a jamais démontré la moindre efficacité sur l'essentiel : les EMPLOIS et les grands investissements d'avenir

RÉFLÉCHISSEZ : qui est votre VRAI DÉFENSEUR ?

VOTEZ

Jacques SOURDILLE

Vu les candidats.

Imp. Jean Félix - 08400 VOUZIERS

ARIÈGE

Première circonscription :

Cantons de : Ax-les-Thermes, La Bastide-de-Sérou, Les Cabannes, Foix, Lavelanet, Mirepoix, Quérigut, Tarascon-sur-Ariège, Varilhes, Vicdessos.	**M. Gilbert FAURE**	élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Castillon-en-Couserans, Le Fossat, Le Mas-d'Azil, Massat, Oust, Pamiers, Sainte-Croix-de-Volvestre, Saint-Girons, Saint-Liziers, Saverdun.	**M. André SAINT-PAUL**	élu au 2e tour.

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

1ere Circonscription : FOIX - LAVELANET

PARTI SOCIALISTE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 12 Mars, vous devez élire votre Député. Votre choix sera, sans nul doute, guidé par deux considérations essentielles :

— le bilan de la majorité sortante ;

— les propositions et les programmes des candidats qui sollicitent vos suffrages.

Pour la majorité sortante : Un bilan d'échec

Après vingt ans de pouvoir absolu, ce bilan est significatif d'une politique rétrograde au service des seuls intérêts des puissances d'argent.

CHOMAGE

Ce « mal absolu » de la société capitaliste a subi une accélération foudroyante. *400 000* chômeurs en 1975, *1 200 000* en 1977.

L'Ariège compte aujourd'hui 3 850 demandeurs d'emploi, soit 8 % de la population active. Les jeunes et les femmes sont les premières victimes de ce système.

HAUSSE DES PRIX

C'est l'inflation non maîtrisée au rythme moyen de 10 % par an malgré une baisse de la T.V.A.

Mais les produits alimentaires ont augmenté de 11,9 %, beaucoup plus que la moyenne générale des salaires, d'où une baisse sensible du pouvoir d'achat des travailleurs.

CE BILAN C'EST AUSSI :

— *Le déficit chronique du commerce extérieur.*

— *Un budget en déficit (18 milliards en 77).*

— *La dépréciation du franc (8 % par rapport au mark).*

— *L'accélération de l'exode rural.*

— *La baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs (20 % en 4 ans en Ariège).*

— *La disparition progressive du petit commerce.*

— *Les difficultés de l'artisanat et des P.M.E. (14 000 faillites en 77).*

— *Le dénuement pour les personnes âgées.*

— *Le démantèlement des services publics (Education, Santé).*

— *L'asphyxie financière des collectivités locales.*

Cette politique déplorable fait de la France, le pays le plus inégalitaire d'Europe.

10 % de la population se partagent 40 % de la fortune nationale, alors que 40 % des salariés doivent vivre avec moins de 2.500 F. par mois.

Tout cela peut changer, une autre politique est possible, c'est celle que propose le PARTI SOCIALISTE.

Pour la VICTOIRE de la GAUCHE

Une politique nouvelle conforme aux intérêts des travailleurs est possible : c'est celle qui est définie dans le Programme Commun de Gouvernement de la Gauche signé en 72.

Nous n'en retirons rien.

Parti responsable, le Parti Socialiste **tient ce qu'il promet.**

Refusant surenchère et démagogie, conscient du lourd héritage laissé par la droite, **il ne promet que ce qu'il peut tenir.**

Nos propositions : Une réponse à la situation actuelle

La Gauche victorieuse c'est :

- LE S.M.I.C. A 2 400 F. PAR MOIS (ET POUR 40 HEURES PAR SEMAINE).
- LE RELEVEMENT DES ALLOCATIONS FAMILIALES (50 % EN 1 AN).
- LA REVALORISATION DES RETRAITES INDEXEES SUR LE S.M.I.G. (MINIMUM VIEILLESSE 1 300 F. PAR MOIS).
- LA RETRAITE A 60 ET 55 ANS.
- La 5e SEMAINE DE CONGES PAYES.
- LES ALLOCATIONS CHOMAGE PORTEES A 50 % DU S.M.I.G.
- LA CREATION DE 500 000 EMPLOIS NOUVEAUX ET PAR AN.
- LA GARANTIE D'UN REVENU DECENT POUR LES AGRICULTEURS.
- UNE AIDE EFFICACE POUR LES COMMERÇANTS ET ARTISANS.
- UNE POLITIQUE DE L'EMPLOI POUR RESORBER LE CHOMAGE.
- LA GARANTIE FORMELLE ET LE DEVELOPPEMENT DES LIBERTES.
- UNE DECENTRALISATION EFFECTIVE DES SERVICES ET DES MOYENS.
- DE NOUVELLES RESSOURCES FINANCIERES POUR LES COMMUNES.
- LA NATIONALISATION COMPLETE DE 9 GROUPES CLES DE L'ECONOMIE NATIONALE, AINSI QUE DES BANQUES ET DU CREDIT.
- DE PROFONDES REFORMES STRUCTURELLES INDISPENSABLES A LA RELANCE ECONOMIQUE ET A L'EXTENSION DES DROITS DES TRAVAILLEURS.
- LA PRIORITE AU SERVICE PUBLIC DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA SANTE.
- DES INITIATIVES HARDIES POUR LE DESARMEMENT CONTRE LA MENACE TERRIBLE DE L'ARME NUCLEAIRE.

UN GOUVERNEMENT D'UNION DE LA GAUCHE

Fidèle à la stratégie d'Union de la Gauche, le P. S. se prononce pour :

— le désistement en faveur du candidat de Gauche le mieux placé au premier tour

— la constitution d'un Gouvernement d'Union de la Gauche.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

La décision vous appartient, le 12 Mars vous pouvez :

— condamner la politique de 20 années d'échecs ;

— promouvoir le vrai changement.

Pour cela, vous voterez :

Gilbert FAURE

Jean-Michel CAUX

PARTI SOCIALISTE

Imp. E. Doumenc, Saint-Girons

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

Première circonscription : FOIX - LAVELANET

POUR LA VICTOIRE DE LA GAUCHE

Madame, Monsieur,

Le 12 mars vous avez condamné sans appel la politique de la DROITE.

Vous avez affirmé votre volonté de CHANGEMENT en donnant à la GAUCHE 68,59 p. 100 de vos suffrages.

Qu'il nous soit permis de remercier les 29 996 électrices et électeurs qui ont placé les candidats socialistes en tête de la gauche pour la représenter au deuxième tour du scrutin.

Dimanche prochain toutes celles, tous ceux qui aspirent à un véritable CHANGEMENT, voteront massivement :

GILBERT FAURE

CANDIDATS D'UNION

DE TOUTE LA GAUCHE

Jean-Michel CAUX

Pour la constitution d'une majorité commune sur un PROGRAMME COMMUN

pour un gouvernement commun de la GAUCHE

Le 19 mars, par votre vote, vous donnerez aux partis de GAUCHE la possibilité de constituer le GOUVERNEMENT d'UNION qui mettra en œuvre la politique sociale que les travailleurs attendent :

— Le S.M.I.C. à 2 400 F par mois (et pour 40 heures par semaine)

— Le relèvement des Allocations Familiales (50 % avant le 1er Janvier 1979) ;

— La revalorisation des retraites indexées sur le S.M.I.C. (minimum vieillesse 1 300 francs par mois).

— La retraite à 60 et 55 ans.

— La 5e semaine de congés payés.

— Les Allocations chômage portées à 50 % du S.M.I.C..

— La création de 500 000 emplois nouveaux et par an.

— La garantie d'un revenu décent pour les agriculteurs.

— Une aide efficace pour les commerçants et artisans.

— Une politique de l'emploi pour résorber le chômage.

— La garantie formelle et le développement des libertés.

— Le remboursement des frais de Santé à 80 et 100 %.

— De nouvelles ressources financières pour les communes.

— La nationalisation complète des neuf groupes clés de l'économie nationale, ainsi que des Banques et du Crédit.

— La création d'un Impôt sur les fortunes et le capital des Sociétés.

— La priorité au service public de l'Education Nationale et de la Santé.

— Des initiatives hardies pour le désarmement contre la menace terrible de l'arme nucléaire.

Le Parti Communiste et ses candidats

Jean Miquel, Jean Laïlle, Gilbert Séguéla, Bernard Lagarde

appellent toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 Mars

à rassembler leurs suffrages le 19 Mars sur

Gilbert Faure, Jean-Michel Caux
André Saint-Paul, Roger Barrau *devenus*

LES CANDIDATS D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

Imp. Gadrat-Steffan - Foix

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

2e Circonscription : PAMIERS - SAINT-GIRONS

PARTI SOCIALISTE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 12 Mars, vous devez élire votre Député. Votre choix sera, sans nul doute, guidé par deux considérations essentielles :

— le bilan de la majorité sortante ;

— les propositions et les programmes des candidats qui sollicitent vos suffrages.

Pour la majorité sortante : Un bilan d'échec

Après vingt ans de pouvoir absolu, ce bilan est significatif d'une politique rétrograde au service des seuls intérêts des puissances d'argent.

CHOMAGE

Ce « mal absolu » de la société capitaliste a subi une accélération foudroyante. *400 000* chômeurs en 1975, *1 200 000* en 1977.

L'Ariège compte aujourd'hui 3 850 demandeurs d'emploi, soit 8 % de la population active. Les jeunes et les femmes sont les premières victimes de ce système.

HAUSSE DES PRIX

C'est l'inflation non maîtrisée au rythme moyen de 10 % par an malgré une baisse de la T.V.A.

Mais les produits alimentaires ont augmenté de 11,9 %, beaucoup plus que la moyenne générale des salaires, d'où une baisse sensible du pouvoir d'achat des travailleurs.

CE BILAN C'EST AUSSI :

— *Le déficit chronique du commerce extérieur.*

— *Un budget en déficit (18 milliards en 77).*

— *La dépréciation du franc (8 % par rapport au mark).*

— *L'accélération de l'exode rural.*

— *La baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs (20 % en 4 ans en Ariège).*

— *La disparition progressive du petit commerce.*

— *Les difficultés de l'artisanat et des P.M.E. (14 000 faillites en 77).*

— *Le dénuement pour les personnes âgées.*

— *Le démantèlement des services publics (Education, Santé).*

— *L'asphyxie financière des collectivités locales.*

Cette politique déplorable fait de la France, le pays le plus inégalitaire d'Europe.

10 % de la population se partagent 40 % de la fortune nationale, alors que 40 % des salariés doivent vivre avec moins de 2.500 F. par mois.

Tout cela peut changer, une autre politique est possible, c'est celle que propose le PARTI SOCIALISTE.

Pour la VICTOIRE de la GAUCHE

Une politique nouvelle conforme aux intérêts des travailleurs est possible : c'est celle qui est définie dans le Programme Commun de Gouvernement de la Gauche signé en 72.

Nous n'en retirons rien.

Parti responsable, le Parti Socialiste **tient ce qu'il promet.**

Refusant surenchère et démagogie, conscient du lourd héritage laissé par la droite, **il ne promet que ce qu'il peut tenir.**

Nos propositions : Une réponse à la situation actuelle

La Gauche victorieuse c'est :

- LE S.M.I.C. A 2 400 F. PAR MOIS (ET POUR 40 HEURES PAR SEMAINE).
- LE RELEVEMENT DES ALLOCATIONS FAMILIALES (50 % EN 1 AN).
- LA REVALORISATION DES RETRAITES INDEXEES SUR LE S.M.I.G. (MINIMUM VIEILLESSE 1 300 F. PAR MOIS).
- LA RETRAITE A 60 ET 55 ANS.
- La 5e SEMAINE DE CONGES PAYES.
- LES ALLOCATIONS CHOMAGE PORTEES A 50 % DU S.M.I.G.
- LA CREATION DE 500 000 EMPLOIS NOUVEAUX ET PAR AN.
- LA GARANTIE D'UN REVENU DECENT POUR LES AGRICULTEURS.
- UNE AIDE EFFICACE POUR LES COMMERÇANTS ET ARTISANS.
- UNE POLITIQUE DE L'EMPLOI POUR RESORBER LE CHOMAGE.
- LA GARANTIE FORMELLE ET LE DEVELOPPEMENT DES LIBERTES.
- UNE DECENTRALISATION EFFECTIVE DES SERVICES ET DES MOYENS.
- DE NOUVELLES RESSOURCES FINANCIERES POUR LES COMMUNES.
- LA NATIONALISATION COMPLETE DE 9 GROUPES CLES DE L'ECONOMIE NATIONALE, AINSI QUE DES BANQUES ET DU CREDIT.
- DE PROFONDES REFORMES STRUCTURELLES INDISPENSABLES A LA RELANCE ECONOMIQUE ET A L'EXTENSION DES DROITS DES TRAVAILLEURS.
- LA PRIORITE AU SERVICE PUBLIC DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA SANTE.
- DES INITIATIVES HARDIES POUR LE DESARMEMENT CONTRE LA MENACE TERRIBLE DE L'ARME NUCLEAIRE.

UN GOUVERNEMENT D'UNION DE LA GAUCHE

Fidèle à la stratégie d'Union de la Gauche, le P. S. se prononce pour :

— le désistement en faveur du candidat de Gauche le mieux placé au premier tour

— la constitution d'un Gouvernement d'Union de la Gauche.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

La décision vous appartient, le 12 Mars vous pouvez :

— condamner la politique de 20 années d'échecs ;

— promouvoir le vrai changement.

Pour cela, vous voterez :

André SAINT-PAUL

Roger BARRAU

PARTI SOCIALISTE

Imp. B. Doumenc, Saint-Girons

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

Deuxième circonscription : PAMIERS - SAINT-GIRONS

POUR LA VICTOIRE DE LA GAUCHE

Madame, Monsieur,

Le 12 Mars vous avez condamné sans appel la politique de la DROITE

Vous avez affirmé votre volonté de CHANGEMENT en donnant à la GAUCHE 68,59 p. 100 de vos suffrages

Qu'il nous soit permis de remercier les 29996 électrices et électeurs qui ont placé les candidats socialistes en tête de la Gauche pour la représenter au deuxième tour du scrutin

Dimanche prochain toutes celles, tous ceux qui aspirent à un véritable CHANGEMENT, voteront massivement :

A. SAINT-PAUL

CANDIDATS D'UNION

DE TOUTE LA GAUCHE

R. BARRAU

Pour la constitution d'une majorité commune

sur un PROGRAMME COMMUN

pour un gouvernement commun

de la GAUCHE

Le 19 mars, par votre vote, vous donnerez aux partis de GAUCHE la possibilité de constitu le GOUVERNEMENT d'UNION qui mettra en œuvre la politique sociale que les travailleurs attenden

— Le S.M.I.C. à 2 400 F par mois (et pour 40 heures par semaine) ;

— Le relèvement des Allocations familiales (50 % avant le 1er Janvier 1979) ;

— La revalorisation des retraites indexées sur le S.M.I.C. (minimum vieillesse 1 300 francs par mois) ;

— La retaite à 60 et 55 ans ;

— La 5e semaine de congés payés ;

— Les Allocations chômage portées à 50 % du S.M.I.C. ;

— La création de 500 000 emplois nouveaux et par an.

— La garantie d'un revenu décent pour les agriculteurs ;

— Une aide efficace pour les commerçants et artisans ;

— Une politique de l'emploi pour résorber chômage ;

— La garantie formelle et le développement d libertés ;

— Le remboursement des frais de Santé à et 100 % ;

— De nouvelles ressources financières pour communes ;

— La nationalisation complète des neuf group clés de l'économie nationale, ainsi que d Banques et du Crédit ;

— La création d'un Impôt sur les fortunes et capital des Sociétés ;

— La priorité au service public de l'Educati Nationale et de la Santé ;

— Des initiatives hardies pour le désarmeme contre la menace terrible de l'arme nucléai

Le Parti Communiste et ses candidats

Jean Miquel, Jean Laïlle, Gilbert Séguéla, Bernard Lagarde

appellent

toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 Mars

à rassembler leurs suffrages le 19 Mars su

Gilbert Faure, Jean-Michel Caux
André Saint-Paul, Roger Barrau *devenus*

LES CANDIDATS D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

Imp. Gadrat-Steffan - Foix

AUBE

Première circonscription :

Cantons de : Arcis-sur-Aube, Bar-sur-Aube, Brienne-le-Château, Chavanges, Essoyes, Piney, Ramerupt, Soulaines-Dhuys, Troyes-I, Vendeuvre-sur-Barse.

M. Pierre MICAUX élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Aix-en-Othe, Bar-sur-Seine, Bouilly, Chaource, Evry-le-Châtel, Estissac, Lusigny-sur-Barse, Mussy-sur-Seine, Les Riceys, Troyes-III.

M. Robert GALLEY élu au 1er tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Marcilly-le-Hayer, Méry-sur-Seine, Nogent-sur-Seine, Romilly-sur-Seine, Troyes-II, Villenauxe-la-Grande.

M. Paul GRANET élu au 2e tour.

Pour la constitution d'une majorité commune,

sur un PROGRAMME COMMUN

pour un gouvernement commun

de la GAUCHE

Le Parti Communiste et ses candidats

appellent

à rassembler leurs suffrages le 19 Mars sur

devenus

LES CANDIDATS D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

Elections Législatives du 12 Mars 1978

1ère Circonscription Troyes-Bar-sur-Aube

Pierre MICAUX
Conseiller Régional
Conseiller Général
Maire de Vendeuvre

J.-P. DAVOT
Conseiller Général
Président de la Commission des Affaires Sociales
et de l'Environnement
Maire de Bar-sur-Aube

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Une série d'articles parus dans la presse locale nous ont permis de préciser notre position sur de nombreux problémes. Aussi, notre profession de foi sera brève.

J.-P. DAVOT et moi-même nous représentons la majorité Présidentielle ; **le Parti Républicain,** le Parti le plus proche de Valéry Giscard d'Estaing, m'a investi pour le représenter dans notre circonscription.

Nous nous présentons en temps que **Libéraux,** partisans de la libre entreprise. Nous ne croyons pas à l'autogestion mais nous sommes partisans de la participation. Recherchant une meilleure justice possible dans une économie évolutive, nous nous prévalons d'être et de vouloir être **Sociaux.** Nous sommes convaincus d'un esprit **Européen.**

Nous regrettons la cassure de la France en deux blocs artificiels et souhaitons un véritable **dialogue** avec tous les démocrates épris de **Liberté** et refusant le collectivisme.

Nous entendons que l'**Etat** réaffirme son **autorité** ; aussi les élus doivent retrouver leurs prérogatives : le seul moyen d'y parvenir, c'est une vraie **décentralisation.** L'autorité c'est aussi la sécurité des personnes.

Nous faisons partie intégrante de la Majorité Présidentielle, nous nous présentons sous le sigle de "l'Union pour la Démocratie Française" qui regroupe, outre le Parti Républicain, le C.D.S. et le Parti Radical.

Nous sommes **adversaires** convaincus du Programme Commun et du **Collectivisme.** Votre vote sera lourd de conséquences pour vous, pour tous les Français.

Nous voulons barrer la route au député sortant dont l'adhésion à ce Programme Commun et la collusion avec le Parti Communiste sont évidentes. Parce qu'inconditionnel de son parti — malgré les apparences contraires suivant ses interlocuteurs, suivant les endroits — en votant pour lui vous voteriez pour le Programme Commun qui mènerait très rapidement la France au chaos.

Devant ce grave danger, éventuellement nous nous désisterions pour le candidat de la majorité le mieux placé..

Dans la circonscription, comme nous l'avons toujours fait, nous voulons coller au terrain, épouser vos problèmes. Nous entretiendrons des rapports étroits avec vos élus. Annuellement, nous tiendrons une séance de travail à chaque chef lieu de canton. Une permanence sera ouverte à Troyes. Nous serons l'élu de la circonscription entière.

Notre circonscription et vous mêmes ont besoin d'élus qui traitent de l'économie, de l'emploi, de la vie Sociale, de notre jeunesse ; de son éducation, de ses distractions ; de notre troisième âge.

J.-P. DAVOT et moi-même, comme nous l'avons longuement prouvé, nous voulons être au service de l'intérêt général, à votre service.

A coup sûr, en votant pour P. MICAUX et J.-P. DAVOT, vous ferez le bon choix.

Pierre MICAUX
Candidat du Parti Républicain
Conseiller Régional
Conseiller Général
Maire de Vendeuvre

J.-P. DAVOT
Conseiller Général
Président de la Commission des Affaires Sociales
et de l'Environnement
Maire de Bar-sur-Aube

Vu : Les Candidats

Imprimerie Lebois-Offset - Bar-sur-Aube

Elections Législatives 1ère Circonscription

Scrutin de ballottage du 19 Mars 1978

Pierre MICAUX
Conseiller Régional
Conseiller Général
Maire de Vendeuvre

J.-P. DAVOT
Conseiller Général
Président de la Commission des Affaires Sociales
et de l'Environnement
Maire de Bar-sur-Aube

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Avec vous **Pierre MICAUX** et **Jean-Pierre DAVOT** se félicitent de la haute tenue de cette campagne électorale. Ils apprécient la courtoisie des différents candidats présents dans cette compétition.

Le premier tour vous a permis de déterminer vos préférences. Nous avons gagné la primaire. MM. Yann GAILLARD et Robert ROYER se sont désistés en notre faveur de façon extrêmement nette, sans aucune ambiguité. Nous les en remercions très chaleureusement. **Ils appellent toutes leurs électrices et tous leurs électeurs à reporter leurs voix sur notre équipe.**

De même, nous appelons tous les Démocrates, qui rejettent l'alliance socialo-communiste et son programme commun, à voter **Pierre MICAUX** et **Jean-Pierre DAVOT. La moindre défaillance risque de peser lourd pour la France.**

Mais les français ne seront pas dupes de l'ultime manœuvre électorale socialo-communiste. A qui fera-t-on croire qu'il aura suffi de trois heures pour régler le différend fondamental qui sépare les frères ennemis depuis plus de six mois ?

Seule la Majorité Présidentielle peut éviter le pire ! Pour y parvenir, **chaque voix compte !** Elle affirmera son refus à une société de type collectiviste, et son adhésion à une société libérale, sociale, juste et de progrès. Nous vous le répétons, votre choix du 19 Mars dépasse largement la personnalité des Candidats. **Votre vote est politique.**

En votant **MICAUX-DAVOT** vous choisirez deux candidats parfaitement conscients des progrès restant à réaliser, dans le domaine social, notamment, pour les plus défavorisés. Nous voulons y travailler très sérieusement et très profondément. Nous voulons assumer pleinement ce mandat que vous nous confierez, conscients des responsabilités que nous contractons aujourd'hui devant vous et dont vous serez juges.

Pour y parvenir, nous avons besoin d'une **majorité forte et cohérente** dans sa diversité.

Ainsi pourra être réaffirmée plus que jamais l'**autorité de l'état** que vous réclamez énergiquement.

Dans le cadre exclusif de la Constitution, nous tenterons de gouverner avec tous les Démocrates épris de Justice et de Progrès social, soucieux de défendre les intérêts de la France, inquiets pour nos libertés fondamentales, et pour **votre liberté.**

Toute abstention serait favorable à l'opposition.

Faites-nous confiance, nous ne vous décevrons pas.

VOTEZ et faites VOTER MICAUX-DAVOT

Pierre MICAUX
Candidat du Parti Républicain
Conseiller Régional
Conseiller Général
Maire de Vendeuvre

J.-P. DAVOT
Conseiller Général
Président de la Commission des Affaires Sociales
et de l'Environnement
Maire de Bar-sur-Aube

Imprimerie Lebois-Offset - Bar-sur-Aube

Vu : Les Candidats

Pierre MICAUX
Conseiller Régional
Conseiller Général
Maire de Ventenay

J.-P. DAVOT
Conseiller Général
Président de la Commission des
Affaires Sociales
et de l'Environnement
Maire de Bar-sur-Aube

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978 — 2e CIRCONSCRIPTION DE L'AUBE

électrices,

électeurs,

Robert GALLEY **Jacques DELHALLE**

pour

- **DÉFENDRE LES INSTITUTIONS DE LA Ve RÉPUBLIQUE.**
- **PRÉSERVER NOTRE INDÉPENDANCE NATIONALE ET L'EXERCICE DE NOS LIBERTÉS.**
- **SOUTENIR L'ACTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.**
- **POURSUIVRE NOTRE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE.**
- **SAUVEGARDER ET DÉVELOPPER L'EMPLOI DANS NOTRE DÉPARTEMENT DE L'AUBE.**

vous pouvez nous faire confiance

En Mars 1977, les Troyens nous ont exprimé leur confiance.

En Mars 1978, les Aubois de la 2e circonscription en nous renouvelant la leur, nous donneront les moyens de poursuivre l'action entreprise aussi bien au niveau national qu'au niveau local.

Il est essentiel de maintenir **LA STABILITÉ DES INSTITUTIONS** que notre peuple s'est données voici vingt ans à l'appel du **GÉNÉRAL DE GAULLE.** Elles ont permis l'immense redressement et le progrès de notre pays. Elles assureront demain la continuité et l'efficacité de la politique de la Nation.

Si **L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE** repose sur nos forces armées, elle dépend de manière décisive de notre économie, c'est-à-dire de l'accroissement de nos ressources énergétiques, du développement et de la modernisation constante de notre industrie, des progrès de notre commerce, de l'expansion de notre agriculture.

Il nous faut donc en priorité poursuivre la **POLITIQUE DE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER** qui sortira la France de la crise mondiale et remettra nos activités sur la voie du développement régulier.

Il nous faut donc **RECHERCHER LA CROISSANCE** la plus élevée compatible avec le maintien de la hausse des prix à un niveau acceptable et la stabilité de l'équilibre de nos échanges extérieurs.

SEULE une telle politique peut nous permettre de créer chaque année un nombre d'emplois productifs largement supérieur à la demande et de donner à notre jeunesse les métiers et carrières stables auxquels elle aspire à juste titre.

SEULE cette politique peut permettre de développer l'action sociale indispensable en faveur des familles. des handicapés, des personnes âgées.

INDÉPENDANCE NATIONALE - LIBERTÉ DES CITOYENS
PROGRÈS DE L'ÉCONOMIE - SOLIDARITÉ ET JUSTICE SOCIALE
tels sont les buts que nous nous fixons

— **pour faire de notre pays, une nation respectée.**

— **pour faire de la collectivité française une société plus libre, plus forte et plus solidaire.**

Dès le premier tour

VOUS VOTEREZ

POUR

Robert GALLEY

Ministre de la Coopération
Conseiller Général de l'Aube
Maire de Troyes
Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération

SUPPLÉANT :

Jacques DELHALLE

Médecin du Travail
Conseiller Général de l'Aube
Maire-Adjoint de Troyes
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Croix de Guerre 39-45

GRANDE IMPRIMERIE DE TROYES

Paul GRANET

Raoul HONNET

Madame,

Monsieur,

Vous m'avez élu député de l'Aube en 1967, 1968 et 1973. Plus récemment en 1976, vous m'avez réélu Conseiller Général.

J'ai été membre du gouvernement à partir de 1974. A cette date Raoul HONNET m'a succédé comme député. Je sais que vous l'avez apprécié.

Aujourd'hui donc je sollicite à nouveau vos suffrages et je fais à nouveau équipe avec Raoul HONNET, député sortant.

Notre objectif est de représenter **l'ensemble de la « Majorité présidentielle ».** Nous avons refusé de prendre position dans les querelles des partis politiques, de nous inféoder à un clan. **Notre objectif est d'aider Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, à gouverner la France.** Dans les difficiles circonstances actuelles, cela n'est possible que si nous réalisons **l'union de la Majorité.** Il faut sacrifier nos préférences et nos querelles à cette indispensable union.

Bien entendu notre souhait est, pour demain, l'élargissement de la Majorité : car pour gouverner efficacement il faut bénéficier d'un large courant d'approbation. Il va falloir « décrisper » les Français pour retrouver, au-delà de l'union de la Majorité, l'union de la nation.

Les 12 et 19 mars vous allez décider si la France va rester une **société libérale,** ou si elle va devenir une **société collectiviste.**

La Société libérale, c'est une Société de liberté et de concurrence où chacun peut s'exprimer, contester et participer. C'est une société de croissance parce que sans développement économique rien ne serait possible.

La Société collectiviste est une société bureaucratique, dirigiste, et qui remet en cause quelques uns des principes fondamentaux de notre Histoire, tels le droit de propriété et la liberté individuelle.

Avec vous, nous voulons défendre la société libérale.

*
**

Mais cette société libérale n'est pas parfaite. Il faudra, demain comme hier, l'adapter, la perfectionner. Pour cela nous vous présentons **un programme de cinq ans,** en dix points. En voici les têtes de chapitres :

1. Renforcer les droits des citoyens face à l'administration.
2. Développer le pouvoir communal, continuer la politique d'équipement de nos communes, et leur procurer des ressources nouvelles.

3. Accroître la sécurité des Français, refuser la civilisation de la violence.
4. Réaliser une pause des charges fiscales et sociales. Encourager ceux qui entreprennent. Simplifier pour tous la fiscalité.
5. Revenir à la vérité, à la liberté, et à la stabilité des prix.
6. Revaloriser le revenu agricole et faire en Agriculture une politique de réformes structurelles (améliorer la loi sur les cumuls, développer l'action des SAFER, abaisser les droits de succession, réduire l'endettement des exploitants agricoles).
7. Renforcer la solidarité en faveur des personnes âgées, et augmenter les revenus les plus modestes.
8. Donner des vacances à tous les jeunes Français, leur favoriser l'accession à la propriété du logement, développer la politique de formation permanente, aider les clubs sportifs et culturels.
9. Respecter la Nature, sauvegarder l'Environnement, savoir **intelligemment** protéger la faune, la flore, les sites naturels, etc...
10. Enfin, et c'est l'essentiel, relancer la politique économique, c'est-à-dire mener **une politique active de l'emploi.**

En tant que membre du « Nouveau Contrat Social » j'adhère pleinement à l'objectif d'Edgar Faure : **Le droit au travail.**

***

Dans l'Aube la priorité doit être donnée à l'industrialisation — des villes et de la ruralité — à l'humanisation des grands ensembles (notamment la Z.U.P. de La Chapelle-St-Luc), à l'équipement scolaire et universitaire, à la canalisation sud-Seine/Moselle, à l'équipement communal (téléphone, assainissement, équipements sociaux). Il faut que Troyes redevienne une « capitale » économique et administrative.

Tel est le programme que nous nous proposons de réaliser avec vous. **Pour que vive la France, l'Aube et la liberté !**

Paul **Raoul**

GRANET HONNET

Ancien ministre - Conseiller Général **Député sortant**

Ils ont dit

En tant que **président du parti républicain,** président du Comité de Soutien de Valéry Giscard d'Estaing, et en mon nom personnel, je vous demande de voter Paul GRANET, c'est le bon choix pour la France.

Pierre LABONDE - Sénateur

Depuis trente cinq ans j'ai défendu les opinions fondamentales du gaullisme : l'indépendance, la fonction présidentielle, la République. Je fais confiance à Paul Granet, avec qui je collabore depuis douze ans, pour continuer sur cette voie. **Je sais qu'il est fidèle au gaullisme.**

Jean DURLOT - Ancien député de la 3e circonscription.

Je sais que votre campagne vise à soutenir l'action du Président de la République. **Je tiens à vous transmettre,** mon cher Granet, **mes vœux de succès.**

Raymond BARRE - Premier ministre

Vu les candidats

G.I.T. 8/557

Paul GRANET

Monsieur,
Madame,
Mademoiselle,

Raoul HONNET

18 136 Electeurs et Electrices m'ont placé, le 12 mars, largement en tête des candidats de la Majorité. Je suis sensible à leur confiance.

D'une manière générale, la 3e circonscription de l'Aube a marqué sa préférence pour la Majorité, puisque les candidats de la Majorité obtiennent ensemble 48 % des voix, et ceux qui se réclament du programme commun 45 %.

A la lecture de ces chiffres il apparaît cependant que le scrutin du 19 mars sera serré.

La 3e Circonscription de l'Aube est une circonscription-clé. Le sort de la France, de la Société française, le vôtre, peuvent se jouer dans l'Aube, à quelques dizaines de voix près...

Pour vaincre j'ai besoin du concours de tous ceux qui refusent le communisme totalitaire.

*
**

Le 12 mars certains ont voté pour le Parti Radical, le RPR, ou le parti socialiste démocratique, Ils ont voulu donner à leur vote une signification nationale. Je le respecte et je l'admet.

Le 19 mars le problème est différent. Il faut réaliser l'**union de la Majorité** pour éviter à la France le chaos et l'aventure du programme commun.

Je lance donc un appel à tous les partis de la Majorité, qui ont su conduire « l'élection primaire » avec courtoisie et intelligence, pour qu'ils m'apportent leur soutien le 19 mars.

**

Le 12 mars, 10 000 électeurs ont voté socialiste. Nous voudrions les convaincre de notre ferme détermination de mener une politique de progrès social, de changement, et d'ouverture.

Les vrais socialistes ne peuvent pas accepter la collectivisation de l'économie, la bureaucratisation de la vie. Ils refuseront la présence de ministres communistes au Gouvernement. **Je leur demande de me rejoindre pour réaliser l'union des Français.** Ils me connaissent et ils savent que je suis sensible à leurs préoccupations, favorable à leur orientation.

A plusieurs reprises Valéry Giscard d'Estaing a indiqué « le bon choix pour la France ». C'est celui de la société libérale, de progrès, de liberté et de croissance.

Je me propose, demain comme hier, d'apporter mon soutien au Président de la République,

Je lui fais confiance pour réaliser une politique de qualité de la vie, de défense de l'environnement et de progrès social.

Je lui fais confiance pour conduire la nation française et assumer l'héritage du gaullisme : l'indépendance, les institutions de la Ve République, la participation.

Je lui fais confiance pour « décrisper » la vie politique française, collaborer avec tous les partis politiques nationaux, et réconcilier les Français.

***

Pour atteindre ces objectifs, pour que l'Aube reste un Département représenté par des élus de la Majorité, pour que notre équipe puisse continuer à travailler avec vous et pour vous, nous avons besoin le 19 mars de votre confiance.

Mobilisez-vous. Le combat sera difficile.

Merci pour votre engagement, pour votre action.

Tout est encore possible. Le meilleur et le pire. Aidez-nous, regroupez-vous autour de nous.

Paul GRANET

Ancien Ministre

Candidat Majorité Présidentielle

Suppléant :

Raoul HONNET

Député sortant

Présidents du Comité de Soutien

Pierre LABONDE, Sénateur - **Jean DURLOT,** Ancien Député

Vu les candidats

G.I.T. 8/743

AUDE

Première circonscription :

Cantons de : Alzonne, Capendu, Carcassonne-Est, Carcassonne-Ouest, Conques-surOrbiel, Lagrasse, Mas-Cabardès, Montréal, Mouthoumet, Peyriac-Minervois.

M. Joseph VIDAL élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Coursan, Durban-Corbières, Ginestas, Lézignan-Corbières, Narbonne, Sigean, Tuchan.

M. Pierre GUIDONI élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Alaigne, Axat, Belcaire, Belpech, Castelnaudary-Nord, Castelnaudary-Sud, Chalabre, Couiza, Fanjeaux, Limoux, Quillan, Saint-Hilaire, Saissac, Salles-sur-l'Hers.

M. Jacques CAMBOLIVE élu au 2e tour.

République Française · 1ère Circonscription de CARCASSONNE · Département de l'Aude

Elections Législatives du 12 Mars 1978

J.VIDAL

Conseiller Général
Vice-Président de la Commission des Finances et de la Viticulture du Conseil Général de l'Aude
Président de l'Office Public Départemental d'H.L.M.

suppléant :

Antoine AZEAU

Conseiller Général
Maire de Marseillette
Chef de Service à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de l'Aude

PARTI SOCIALISTE

Électrices, Électeurs,

Le vote que vous allez émettre le 12 Mars représente pour vous tous une DATE, un CHOIX, un CHANGEMENT.

▶ UNE DATE ...

Depuis longtemps, parce que vous souffrez du manque de travail pour vous-même et vos enfants, parce qu'un salaire médiocre vous fait connaître des fins de mois difficiles, parce que vos parents vivent chichement d'une retraite misérable, parce que vous craignez pour l'avenir de votre emploi et que vous trouvez trop forte l'augmentation du coût de la vie et des loyers, vous souhaitez le changement.

Dès le 12 Mars 1978 ce changement est possible si vous le voulez.

▶ UN CHOIX ...

Le bilan du Gouvernement est un bilan d'échec : **Inflation**
Chômage
Déficit...

Vous devez aider le Parti Socialiste à mettre en place une toute autre politique dont les bases sont :
Justice
Combat contre les inégalités
Protection de l'environnement

▶ UN CHANGEMENT ...

LE PARTI SOCIALISTE vous propose les mesures immédiates suivantes :

*** EMPLOI :**

La création d'emplois nombreux et variés dans ce Département de l'Aude particulièrement défavorisé sera rendue possible grâce à la relance de l'activité économique, de l'abaissement de la durée hebdomadaire du travail et la décentralisation des activités nationales.

Ces créations d'emplois viseront en priorité les jeunes qui fournissent à ce jour plus de 50 % du nombre des chômeurs. De plus, des emplois seront créés par milliers dans les administrations (P.T.T., hôpitaux, collectivités locales, etc...) dès le lendemain de l'arrivée de la Gauche au Pouvoir.

*** SALAIRES ET CONDITIONS DE TRAVAIL :**

- progression du pouvoir d'achat
- S.M.I.C. à 2.400 F par mois
- majoration de 50 % des allocations familiales sur un an
- droit à la retraite à 55 ans pour les femmes et pour les salariés effectuant des travaux pénibles et 60 ans pour les hommes
- cinquième semaine de congés payés pour tous

LA POSSIBILITÉ POUR TOUS DE VIVRE ET DE TRAVAILLER AU PAYS

*** VITICULTURE :**

Il est temps de sortir nos viticulteurs de la misère qui les accable, car, sauver la viticulture, c'est sauver la Région, sa richesse, sa civilisation, son art de vivre, ses traditions.

Pour cela, nous proposons sans délai : la création d'un véritable **OFFICE DU VIN** qui permettra aux viticulteurs de :

- maîtriser le produit depuis la production jusqu'à la commercialisation
- garantir les revenus des viticulteurs qui ne peuvent plus vivre dans la médiocrité et l'incertitude
- assurer l'égalité de tous devant la Loi

La création de S.A.F.E.R. démocratisées mettra la terre à l'abri des spéculateurs et à la disposition de ceux qui en vivent et la travaillent. Cette création permettra aux agriculteurs installés d'agrandir leur exploitation, et aux jeunes de s'installer sans avoir à s'endetter pour la vie.

*** COMMERCE, ARTISANAT ET PME :**

- liberté d'entreprendre
- allègement de la charge fiscale
- réforme de la taxe professionnelle
- égalité pour tous du régime de prévoyance sociale
- nouvelle politique du crédit : les taux d'intérêt qui écrasent aujourd'hui PME, artisans et commerçants seront révisés en baisse. PME, artisans et commerçants, tissu vivant de notre économie et source d'emplois nombreux seront aidés et protégés.

*** JEUNES :**

- lutte contre les inégalités sociales (une chance égale pour tous)
- possibilité pour tous de vivre et travailler au Pays par la décentralisation de l'industrie et des grandes administrations et la Nationalisation des 9 grands groupes
- développement des responsabilités sur les lieux de travail
- service national ramené à 6 mois (à l'opposé du Parti Communiste qui souhaite le développement de l'arme nucléaire et de l'énergie nucléaire, le Parti Socialiste propose le **moratoire nucléaire**, c'est-à-dire l'arrêt de la fabrication d'armes nucléaires et de centrales nucléaires.

*** ÉDUCATION NATIONALE :**

- démocratisation de l'école à tous les niveaux
- droit à la formation permanente

*** LES FEMMES :**

- suppression de la discrimination de sexe
- congé de maternité allongé à 18 semaines

*** PERSONNES AGÉES :**

- les ressources minimum des personnes âgées seront portées, dans un premier temps, à 1.300 F par mois, pour atteindre 80 % du SMIC, soit 2.000 F par mois environ dans un an
- revalorisation des pensions et retraites

*** RAPATRIÉS :**

- réparation définitive pour les préjudices subis
- nouvelle loi d'indemnisation

*** ANCIENS COMBATTANTS :**

- retour à la proportionnalité des pensions alimentaires inférieures à 100 %
- reconnaissance aux anciens combattants d'Afrique du Nord du bénéfice de la carte du combattant et des avantages liés à cette qualité

*** LOGEMENT :**

Notre programme de logements sociaux : donner à tous un toit et notamment un appartement à tous ceux qui, à Carcassonne en particulier, attendent un logement depuis de nombreuses années.

POUR L'UNION DE LA GAUCHE
POUR L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT
POUR LA PRÉSERVATION DE NOTRE LANGUE, DE NOS COUTUMES
DE NOS TRADITIONS ET DE NOTRE MODE DE VIE
POUR UN DÉPARTEMENT DE L'AUDE PLUS JUSTE, PLUS HUMAIN,
OU IL FERA BON VIVRE,

VOTEZ POUR
Joseph VIDAL

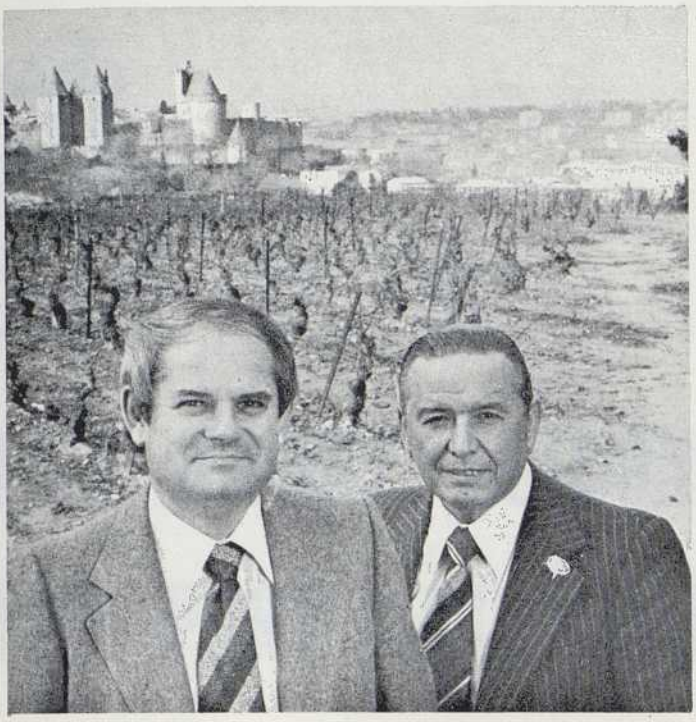
et son suppléant **Antoine AZEAU**

CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE SOUTENUS PAR LES RADICAUX DE GAUCHE

Vu : le Candidat et son suppléant

République Française · 1ère Circonscription de CARCASSONNE · Département de l'Aude

Elections Legislatives - Scrutin de Ballottage du 19 Mars 1978



J.VIDAL

Conseiller Général
Vice-Président de la Commission des Finances et de la Viticulture du Conseil Général de l'Aude
Président de l'Office Public Départemental d'H.L.M.

suppléant :

Antoine AZEAU

Conseiller Général
Maire de Marseillette
Chef de Service à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de l'Aude

PARTI SOCIALISTE

Citoyennes, Citoyens,

En nous accordant **17.662 suffrages**, vous nous avez, le 12 Mars 1978, **placés en tête de tous les candidats.**

Nous vous remercions de cette preuve de confiance que vous nous avez manifestée.

Ce choix, **vous devez le confirmer DIMANCHE PROCHAIN 19 MARS 1978.**

Vous nous permettrez ainsi de réaliser :

- Une politique qui permettra à tous, et surtout aux jeunes, de vivre et travailler au Pays.
- Une politique de **promotion sociale des travailleurs** et l'amélioration de leurs conditions de vie.
- La défense des **libertés démocratiques,** la décentralisation des pouvoirs et une meilleure répartition géographique des activités artisanales, commerciales, industrielles et administratives.
- **La défense de la viticulture** et des **intérêts économiques** de notre circonscription.
- La défense de notre environnement, de notre langue, de nos traditions.

- **Pour marquer votre hostilité à un pouvoir personnel excessif qui nous a menés à la faillite économique.**
- **Pour «CHANGER LA VIE» dans l'ordre, le calme et le respect de la Démocratie par l'application du programme commun dans le cadre de l'Union de la Gauche.**

VOUS VOTEREZ POUR

Joseph VIDAL

et son suppléant **Antoine AZEAU**

CANDIDATS UNIQUES DE L'UNION DE LA GAUCHE

Vu : le Candidat et son suppléant

PARTI SOCIALISTE

République Française - Département de l'Aude - Deuxième circonscription

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

P. S.

VOTEZ PIERRE GUIDONI

VOTEZ PARTI SOCIALISTE

Madame, Monsieur,

Les élections législatives des 12 et 19 Mars auront, vous le savez, une importance décisive pour l'avenir de notre Pays, mais aussi pour celui de notre région et de notre arrondissement de NARBONNE.

Le PARTI SOCIALISTE, rajeuni, rénové, et en même temps fidèle à la grande tradition qu'il représente - à NARBONNE, celle de FERROUL, de Léon BLUM, de Francis VALS - présente à vos suffrages **Pierre GUIDONI et Régis BARAILLA.**

Ils sont chez nous, les représentants du **Premier Parti de France, du Parti SOCIALISTE** qui assumera demain, dans le cadre de l'Union de la Gauche, les responsabilités du Gouvernement de notre Pays.

La crise est profonde, et chez nous plus encore qu'ailleurs. Le chômage, la baisse du niveau de vie, les difficultés quotidiennes de chacun, dans sa vie et dans son travail, l'exode des jeunes, la situation dramatique de tant de retraités et de personnes âgées, celle des artisans et des commerçants, la ruine de la viticulture méridionale, c'est tout cela qu'il faut résoudre. Le **PARTI SOCIALISTE** propose les véritables solutions. Le changement est nécessaire. Il est possible, dès le 12 Mars.

La candidature de Pierre GUIDONI (suppléant Régis BARAILLA) est présentée et soutenue par les Conseillers Généraux de l'arrondissement : R. AMOUROUX (Narbonne), M. BERNARD (Ginestas), G. CANAL (Coursan), R. FERRAN (Sigean), J. OURADOU (Lézignan), M. SOUQUET (Sénateur - Narbonne), G. PARIS (Tuchan) et par 55 Maires, sur les 83 communes que compte l'arrondissement de Narbonne.

Pendant cette campagne, Pierre GUIDONI a reçu, au cours de réunions publiques à Narbonne, le soutien de **Pierre MAUROY, Michel ROCARD, J.-P. CHEVENEMENT.**

Le 10 mars, à Narbonne, **François MITTERRAND,** Premier Secrétaire du PARTI SOCIALISTE, vient appuyer la candidature de Pierre GUIDONI, et lui témoigner la confiance du PARTI SOCIALISTE.

Pierre GUIDONI

Narbonnais, de vieille souche narbonnaise, marié, 2 enfants, a 36 ans. Licencié en Droit, licencié ès-Lettres, diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques. Depuis plusieurs années, il exerce d'importantes responsabilités nationales dans le Parti Socialiste. Il est, depuis 1975, membre du Bureau Exécutif du Parti Socialiste. En Septembre 1977, il a été investi par un vote démocratique des militants socialistes du Narbonnais comme candidat du P.S. dans sa ville natale. Il est chargé de mission à la Direction Générale d'E.D.F.

Régis BARAILLA

Suppléant, est né il y a 44 ans à Albas. Spécialiste des problèmes de la viticulture, toujours au premier rang des luttes de défense viticole, il est Conseiller Général du Canton de DURBAN-CORBIERES.

Les hommes de l'actuelle "majorité" ne proposent pas de bilan de leur action passée, pas de programme pour l'avenir. **Pierre GUIDONI et Régis BARAILLA** ont développé, pendant toute la campagne électorale, un projet précis, sérieux, cohérent, le seul qui réponde vraiment aux préoccupations, aux aspirations des citoyens et des travailleurs de notre arrondissement, de NARBONNE et de chacune de nos communes.

Le 12 Mars, **Pierre GUIDONI** et **Régis BARAILLA** doivent être placés largement en tête, le **Parti SOCIALISTE** doit montrer qu'il est, de loin, et pour longtemps, la première force politique de notre arrondissement.

Pas une voix ne doit manquer aux candidats du PARTI SOCIALISTE, Pierre GUIDONI et Régis BARAILLA.

Voter, dès le 12 Mars, pour **Pierre GUIDONI et Régis BARAILLA,** c'est voter pour l'avenir de notre région, de notre arrondissement, de **NARBONNE.** C'est voter pour le **SOCIALISME.**

DÈS LE 12 MARS
POUR LA VICTOIRE DE LA GAUCHE,
POUR VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS,

VOTEZ PIERRE GUIDONI
VOTEZ PARTI SOCIALISTE

Imp. typo-offset SOUCAILLE
11200 - Lézignan

CANDIDATS DE

L'UNION de la GAUCHE

SCRUTIN DE BALLOTTAGE DU 19 MARS 1978

2me CIRCONSCRIPTION DE L'AUDE

Pierre GUIDONI

Membre du Bureau Exécutif du PARTI SOCIALISTE

Régis BARAILLA

Membre du Comité Directeur du PARTI SOCIALISTE

Madame, Monsieur,

Le 12 Mars, 18.625 citoyennes et citoyens de la circonscription de Narbonne ont, en portant leurs suffrages sur **Pierre GUIDONI et Régis BARAILLA,** exprimé leur confiance dans le **PARTI SOCIALISTE.** Nous les en remercions chaleureusement.

La Droite a été clairement battue : aucun de ses candidats n'atteint les 12,5 % des inscrits exigés par la loi pour se présenter au deuxième tour. Les candidatures de diversion ont été balayées. Sur la ville de Narbonne elle-même, la droite est nettement minoritaire. Aucune manœuvre, aucune trahison, n'a pu empêcher que s'affirme la réalité : **Le Parti Socialiste est et restera la première force politique de l'arrondissement de Narbonne.**

En même temps, dans l'ensemble du Pays comme dans notre arrondissement et dans notre région, la gauche remporte un grand succès. La « majorité » est déjà minoritaire. Dès le 13 Mars, l'accord s'est fait sur l'essentiel : **il faut une majorité commune, sur un programme commun, pour un gouvernement commun.**

Le 19 Mars, la droite doit être battue, dans la France entière, comme elle l'est déjà à Narbonne. La gauche, rassemblée, appelle fraternellement tous les Républicains, tous les Démocrates, toutes celles et tous ceux qui aspirent à un changement réel et profond, toutes celles et tous ceux qui veulent « vivre et travailler au pays », à porter massivement leurs voix sur **Pierre GUIDONI et Régis BARAILLA, candidats uniques de l'Union de la Gauche dans l'arrondissement de Narbonne.**

Le 19 MARS, PAS D'ABSTENTION !

C'est dans toute la France que la Gauche doit gagner : notre circonscription doit y contribuer par un vote massif pour les candidats uniques de l'Union de la Gauche :

Pierre GUIDONI et Régis BARAILLA

Le 19 Mars,

- ✳ **Pour une majorité commune sur le Programme Commun,**
- ✳ **Pour un Gouvernement commun,**
- ✳ **Dans l'Union, pour l'Union,**
- ✳ **Pour vivre, travailler et décider au Pays**

PARTICIPEZ A LA VICTOIRE DE L'UNION DE LA GAUCHE !

VOTEZ

Pierre GUIDONI

Régis BARAILLA

CANDIDATS UNIQUES DE L'UNION DE LA GAUCHE

Jacques CAMBOLIVE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

—

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

—

3me Circonscription
LIMOUX - CASTELNAUDARY

—

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
du 12 Mars 1978

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Louis COSTES

Le Parti Socialiste présente à vos suffrages la candidature de

Jacques CAMBOLIVE

Député Suppléant Sortant
Vice-Président du Conseil Général
Maire de Bram

Jeune, dévoué, dynamique, compétent, il a été l'efficace collaborateur de votre député ROBERT CAPDEVILLE qui comme il vous l'avait promis est resté en contact étroit avec vous, avec votre commune, menant à vos côtés un combat incessant pour la défense de vos intérêts légitimes.

JACQUES CAMBOLIVE continuera cette action avec des possibilités accrues car le 12 Mars :

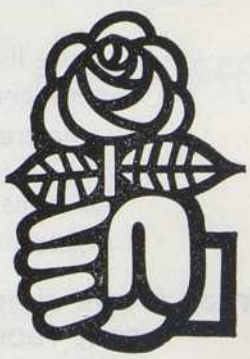
La FRANCE ENTIÈRE dira 20 ANS c'est TROP

IL FAUT VIVRE MIEUX EN CHANGEANT LA VIE

Face aux frères ennemis et néanmoins complices, à la solde de la haute finance, qui n'hésitent pas pour créer le réflexe de la peur à mettre en danger la santé du Franc et l'Economie du Pays,

Il n'y a qu'un seul choix pour le salut de la France

UN GOUVERNEMENT D'UNION DE LA GAUCHE



Son meilleur atout : Un parti puissant, responsable, sérieux.

Un parti qui ne promet que ce qu'il peut tenir, et qui tient ce qu'il promet

LE PARTI SOCIALISTE

Aussi dès le 12 Mars vous ferez confiance à

Jacques CAMBOLIVE *et son suppléant* Louis COSTES
1er Adjoint au Maire de Limoux

Ils ne vous décevront pas.

EN VOTANT pour eux et pour le PARTI SOCIALISTE, vous voterez, pour VOUS MÊME, pour VOTRE AVENIR et pour celui de VOS ENFANTS

Pour le Comité de Soutien : Les Présidents,

Robert CAPDEVILLE
Député Sortant
Président du Conseil Général de l'Aude

Robert BADOC
Maire de Limoux
Président de la Commission des Finances
du Conseil Général de l'Aude

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Jacques CAMBOLIVE et Louis COSTES *s'adressent à vous :*

- La droite capitaliste. avec le gouvernement à sa dévotion, ont mené la France à la ruine :

  Commerce extérieur ultra déficitaire, économie chancelante, chômage record, inflation accélérée.

  Prenant les Français pour des naïfs ceux qui n'ont été que trop longtemps nos dirigeants jouent leur dernière carte.

ILS VOUS PROMETTENT POUR DEMAIN CE QU'ILS VOUS ONT REFUSÉ PENDANT 20 ANS

Avec le PARTI SOCIALISTE VOUS AUREZ :

Le SMIC à 2400 F. permettant la relance économique indispensable.

Le droit à la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes.

La 5me semaine de congés payés.

L'augmentation sensible des prestations sociales.

L'amélioration réelle du sort des personnes âgées qui ne doivent plus être des assistées.

Vous voulez travailler et vivre décemment au pays :

Le PARTI SOCIALISTE vous propose :

- Une véritable déconcentration industrielle génératrice de créations d'emplois et un aménagement planifié du territoire.
- Une politique agricole novatrice assurant un revenu minimum garanti.

Avec le PARTI SOCIALISTE : AGRICULTEURS vous souhaitez aussi..

- Une démocratisation effective des S.A.F.E.R. par l'intervention directe de toute la profession.
- Une réforme des structures pour maîtriser les sols et contrôler les prix.
- La création d'un Office des Vins au service de la production, contrôlée par elle, imposant la **LOI UNIQUE** d'enrichissement.

Le PARTI SOCIALISTE propose encore :

- La remise en cause de la fiscalité actuelle ;
- L'encouragement à la modernisation nécessaire en ce qui concerne le secteur essentiel de l'économie constitué par les artisans et les commerçants, menacés par la concentration capitaliste.
- Le règlement définitif de l'indemnisation des rapatriés.

Tout cela est possible sans mettre en péril l'équilibre budgétaire à la seule condition de s'attaquer aux privilèges exorbitants

Il faut donc :

- Nationaliser intégralement les 9 grands secteurs industriels.
- Mettre fin à la dilapidation des ressources nationales.
- Lever un impôt sur le capital des grosses sociétés et des très grosses fortunes sans toucher aux biens acquis par le travail personnel ou l'épargne familiale qui sera au contraire encouragée.
- Lutter efficacement contre la fraude fiscale et l'évasion des capitaux.

Jointes à une simplification administrative, ces idées généreuses du PARTI SOCIALISTE sont reprises dans le PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT.
Programme que nous nous engageons à mettre en œuvre.

En nous accordant votre confiance, la France, dans la sécurité, trouvera enfin ses raisons de vivre et ses motifs d'espérer

Audoises, Audois de la 3me Circonscription, allons ensemble vers le

SOCIALISME

Pour que Vive la France, la République et notre Belle Aude

Votez et faites voter : Jacques CAMBOLIVE - Louis COSTES

* Offset CANO & FRANCK, Limoux *

Jacques CAMBOLIVE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

—

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

—

3me Circonscription
LIMOUX - CASTELNAUDARY

—

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
du 19 Mars 1978

Louis COSTES

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Par 16.825 voix votre confiance nous a placés le 12 Mars nettement en tête de tous les Candidats.

Cette confiance nous ne la décevrons pas !

Fidèles à nos engagements, nous sommes désormais les candidats de l'ENSEMBLE DE LA GAUCHE.

En votant pour nous le 19 Mars, tous les RÉPUBLICAINS, tous les DÉMOCRATES, tous ceux qui pensent qu'il est nécessaire d'en finir avec les compromissions et les scandales, affirmeront avec l'immense majorité des Françaises et des Français leur volonté de changement et leur foi dans un avenir meilleur pour notre PAYS avec :

Un GOUVERNEMENT d'UNION de la GAUCHE

appliquant les options Généreuses du

PROGRAMME COMMUN

Tous Ensembles pour la Victoire !!

Vive la Circonscription LIMOUX - CASTELNAUDARY !
Vive la RÉPUBLIQUE, Vive la FRANCE !

Jacques CAMBOLIVE **Louis COSTES**

Candidats Uniques de l'Union de la Gauche

Offset GANO & FRANGE Limoux

AVEYRON

Première circonscription :

Cantons de : Bozouls, Entraygues-sur-Truyère, Espalion, Estaing, Laguiole, Laissac, Marcillac-Vallon, Mur-de-Barrez, Naucelle, Rodez, Saint-Amans-des-Cots, Saint-Chély-d'Aubrac, Sainte-Geneviève-sur-Argence, Saint-Geniez-d'Olt, Sauveterre.

M. Jean BRIANE élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Aubin, Capdenac-Gare, Conques, Decazeville, Montbazens, Najac, Rieupeyroux, Rignac, La Salvetat-Payralès, Villefranche-de-Rouergue, Villeneuve.

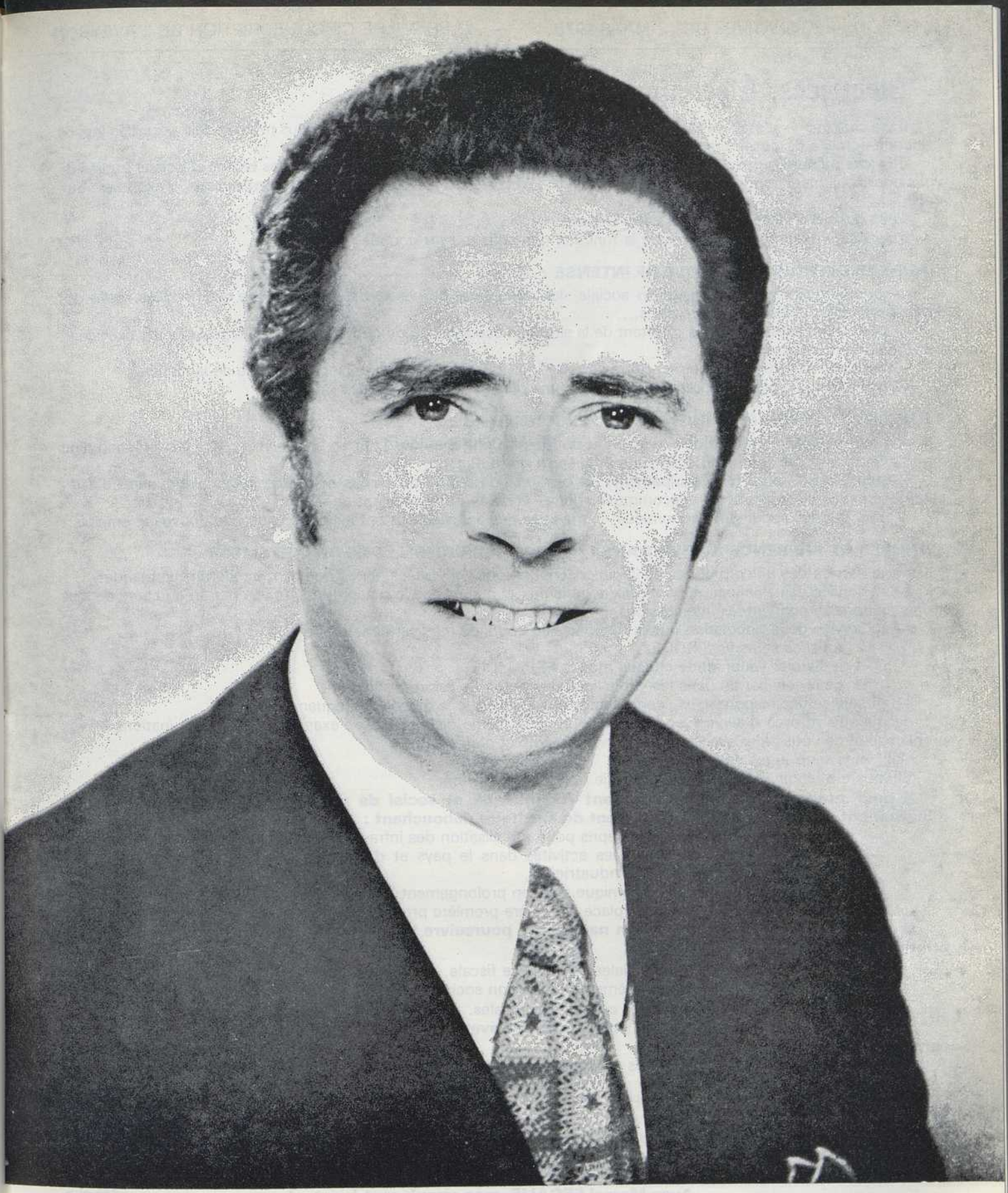
M. Robert FABRE élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Belmont-sur-Rance, Camarès, Campagnac, Cassagnes-Bégonhès, Cornus, Millau, Nant, Peyreleau, Pont-de-Salars, Réquista, Saint-Affrique, Saint-Bauzély, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Sernin-sur-Rance, Salles-Curan, Séverac-le-Château, Vézins-de-Lévézou.

M. Jacques GODFRAIN élu au 2e tour.

Dès le 12 mars !
renouvelez votre confiance à JEAN BRIANE, Député Sortant
et à MARCEL ESCALIÉ, remplaçant éventuel



Dès le 12 mars :

renouvelez votre confiance à **JEAN BRIANE**, *Député Sortant*

et à **MARCEL ESCALIÉ**, *remplaçant éventuel*

Électrices, Électeurs,

Il y a cinq ans — c'était en Mars 1973 — vous me renouveliez la confiance que vous m'aviez déjà accordée lors de l'élection partielle de décembre 1971.

Je viens aujourd'hui solliciter à nouveau votre confiance et vos suffrages. Je n'ai pas besion d'insister auprès de vous pour souligner l'importance de cette consultation électorale et la nécessité, **dès le premier tour,** d'exprimer votre choix.

Voilà donc 6 années que je suis votre Député.

6 années entièrement consacrées à la fonction que vous m'avez confiée.

6 ANNÉES DE TRAVAIL LÉGISLATIF INTENSE :

— pour améliorer notre législation sociale, les conditions de vie et de travail, la vie des familles, celle des travailleurs, des métiers, des entreprises...,

— pour réduire les handicaps résultant de la situation économique ou géographique, de la maladie, de l'accident, du veuvage, du chômage...,

— pour sauvegarder nos libertés, notre sécurité individuelle et collective, l'indépendance de la justice,

— pour promouvoir le progrès dans le sens d'une plus grande qualité de vie.

6 ANNÉES D'ACTION ET D'INITIATIVES PERSONNELLES :

— pour le désenclavement de l'Aveyron et du Massif Central aujourd'hui en bonne voie grâce à la création d'un grand axe et de voies de raccordement qui irrigueront notre région;

— pour l'accélération des équipements de base et l'obtention de crédits supplémentaires : adduction d'eau - assainissement - électrification - télécommunications - voierie - aménagement de villages...;

— pour le développement économique, le maintien des activités existantes et la création de nouveaux emplois.

6 ANNÉES DE PRÉSENCE ACTIVE DANS LA CIRCONSCRIPTION ET LE DÉPARTEMENT :

— au service des 98 communes de la circonscription que j'ai visitées périodiquement pendant mon mandat,

— au service des élus locaux : conseillers généraux et maires que je rencontre deux fois par an au cours de mes visites cantonales pendant les intersessions,

— au service de la population que je rencontre au cours de mes permanences :

tous les samedis à RODEZ,
le dernier vendredi de chaque mois à ESPALION,
deux fois par an dans les chefs-lieux de canton de la circonscription.

— au service des responsables économiques et sociaux que je rencontre fréquemment.

Je me suis efforcé d'avoir avec chacun de vous la même disponibilité; d'examiner vos préoccupations et vos problèmes et de vous aider avec le maximum de célérité et d'efficacité.

Vous êtes seuls juges de mon action.

Si vous me renouvelez votre confiance, je poursuivrai celle-ci :

● **pour promouvoir le développement économique et social de notre circonscription et de notre département et un véritable aménagement du Territoire débouchant :**

— sur la poursuite des efforts entrepris pour la réalisation des infrastructures et équipements nécessaires,

— sur une meilleure répartition des activités dans le pays et donc la création de nouvelles entreprises artisanales, commerciales et industrielles,

— sur une politique agricole dynamique avec en prolongement le développement des industries agricoles et alimentaires pour valoriser sur place la matière première produite.

● **pour vous représenter sur le plan national et poursuivre l'amélioration de notre législation avec en priorité :**

— la réduction des inégalités sociales et la justice fiscale,

— la réorganisation de notre système de protection sociale,

— la réforme du financement des collectivités locales.

Je serai toujours près de vous et parmi vous à travers mes réunions, visites, permanences, dans vos cantons et dans vos communes.

Nous avons en commun trois grandes séries de préoccupations qui résument ce que sera toujours mon action :

— sauvegarder les libertés, instaurer plus de justice, promouvoir le progrès;

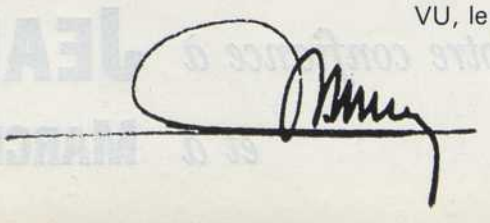
— défendre la FAMILLE, l'ENTREPRISE et la COMMUNE, qui sont les trois piliers de notre société, contre les attaques dont elles sont l'objet et veiller à leur donner les moyens de remplir leur mission;

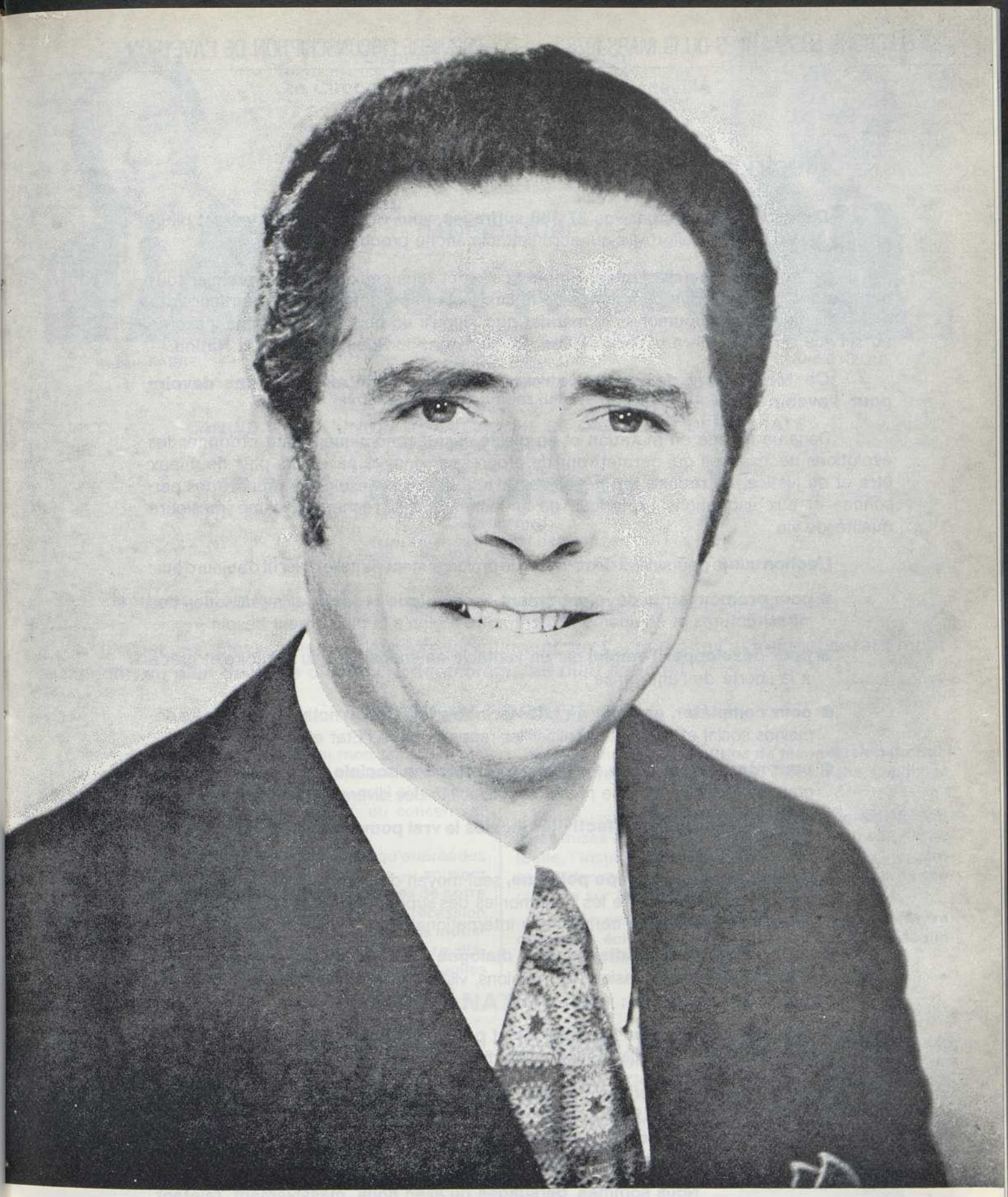
— réaliser les équipements et créer les emplois par une politique volontariste d'aménagement du Territoire qui passe par la déconcentration des activités et des hommes en un mot mettre l'Économie au service de l'homme.

Avec Marcel ESCALIÉ, mon remplaçant éventuel, nous sommes persuadés que vous partagez cette conception de l'engagement politique et humain, et que vous nous renouvellerez votre confiance.

Nous sommes bien décidés, en ce qui nous concerne, à œuvrer, pour que vive et prospère le ROUERGUE.

VU, le candidat.





LE 19 MARS, VOTEZ ENCORE PLUS NOMBREUX :

JEAN BRIANE, *Député Sortant*

MARCEL ESCALIÉ, *remplaçant éventuel*

CANDIDATS D'UNION MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE (U.D.F.)

Électrices, Électeurs,

Dimanche 12 Mars, par vos **27 388 suffrages,** vous m'avez très nettement placé en tête du scrutin de ballottage qui aura lieu, dimanche prochain : 19 Mars.

Je remercie très sincèrement toutes celles et tous ceux qui, dès le premier tour, **dans la quasi totalité des communes de la circonscription,** ont manifesté, par leur vote, leur désir de me voir poursuivre le mandat que, depuis un peu plus de 6 ans, j'exerce au service de la première circonscription de l'**Aveyron,** du **Rouergue** et de la **Nation.**

Ce témoignage de confiance renouvelé et amplifié me dicte des devoirs pour l'avenir.

Dans un monde en mutation et en pleine crise économique, il faut ordonner les évolutions nécessaires qui permettront de progresser, dans la paix, vers plus de mieux être et de justice, de réduire les inégalités, de répondre aux besoins de sécurité des personnes et aux aspirations profondes de la jeunesse à la recherche d'une meilleure qualité de vie.

L'action que je poursuivrai demain sera le prolongement de celle d'hier et d'aujourd'hui :

- **pour promouvoir le développement économique et social** et la réalisation des infrastructures et équipements dont notre région a le plus urgent besoin ;
- **pour développer l'emploi** par un véritable aménagement du territoire et grâce à la liberté de l'entreprise ;
- **pour compléter, parfaire ou adapter notre législation** notamment dans les domaines social et fiscal et simplifier les rapports entre l'Etat et les citoyens ;
- **pour réorganiser notre système de protection sociale** sur la base d'une plus grande solidarité et d'une réelle responsabilité des divers partenaires ;
- **pour redonner aux collectivités locales le vrai pouvoir** et les moyens matériels de l'exercer ;
- **pour construire l'Europe politique,** seul moyen de dépasser les égoïsmes nationaux, de lutter contre les hégémonies des super-puissances économiques et de faire face à la dure compétition internationale ;
- **pour maintenir cet indispensable dialogue avec les élus, les responsables, la population,** à l'occasion des réunions, visites et permanences dans vos communes et vos cantons ;
- **pour défendre toutes nos libertés** et pour défendre, avec la famille, les valeurs essentielles de notre civilisation aujourd'hui dangereusement menacées.

Désigné dimanche dernier par vos suffrages pour être le seul candidat de la MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE (U.D.F.) dans ce scrutin de ballottage du 19 Mars, j'associe étroitement mon remplaçant éventuel Marcel ESCALIÉ et vous toutes et vous tous qui partagez et partagerez nos convictions et notre conception du bien commun.

Marcel ESCALIÉ,
Maire de Bessuéjouls,
remplaçant éventuel.

Nous sommes persuadés qu'avec nous, massivement, rejetant l'aventure du " programme commun ", vous confirmerez LE CHOIX DE SOCIÉTÉ que vous avez déjà fait dimanche dernier.

Vu, le candidat.

Robert FABRE

Département de l'Aveyron

2e Circonscription Villefranche-Decazeville

———

Elections législatives du 12 mars 1978

———

CANDIDATURE

Robert FABRE

Maire de Villefranche-de-Rouergue
Conseiller Général
Député Sortant

Président National du Mouvement des Radicaux de Gauche

CANDIDAT DE L'UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE ET DEMOCRATE
(P. S. et M. R. G.)

André REQUI

Suppléant **André REQUI**

Commerçant
Conseiller Municipal de Cransac

Electrices, Electeurs,

Il n'est pas nécessaire de m'étendre longuement sur l'action que j'ai menée, durant mon mandat, au plan de notre circonscription comme au plan national :

ACTION LOCALE

Chacun le sait, je n'ai ménagé ni mon temps, ni ma peine, au service de tous ceux qui, sans distinction d'opinion — ont sollicité mon intervention, qu'il s'agisse de problèmes personnels, professionnels, ou concernant syndicats et collectivités.

Tant au niveau des diverses assemblées qu'auprès des Pouvoirs publics, j'ai défendu avec énergie — souvent avec efficacité — **les emplois et les entreprises de notre région,** victimes de la crise et de la politique de récession pratiquée par le Gouvernement. En particulier **les industries sidérurgiques et métallurgiques de Decazeville,** sauvées de justesse d'une totale disparition, et si fragiles encore, comme les **industries de reconversion du Bassin,** les entreprises menacées de Villefranche, Capdenac, etc...

Mais aussi : **défense des exploitations agricoles familiales** mises en péril par l'incohérence de la politique actuelle, l'insuffisance des prix à la production, l'inorganisation des marchés, le coût des investissements, la spéculation sur les terres.

Défense des **ateliers artisanaux,** des **commerces traditionnels** écrasés par les « grandes surfaces », de l'industrie des bâtiments et des travaux publics.

ACTION NATIONALE

Au delà du combat quotidien mené sur place pour la sauvegarde de notre économie, pour l'amélioration du niveau et de la qualité de la vie des travailleurs modestes et des défavorisés, j'ai engagé une **action nationale en faveur d'une politique plus dynamique, plus juste, plus humaine.**

C'est l'objectif du **Mouvement des Radicaux de Gauche,** que j'ai fondé et que je préside, et qui lutte, dans le cadre de **l'Union de la Gauche** et de son **Programme Commun de Gouvernement,** pour un véritable **changement.**

J'ai donné ainsi une résonnance nationale aux problèmes économiques et sociaux de l'Aveyron, et mieux fait connaître l'attrait de notre Rouergue, justifiant le désir de ceux qui veulent continuer à « **vivre au pays** ».

UN CHOIX DECISIF

Ce choix est simple :

Le maintien de la majorité conservatrice, c'est l'aggravation de la crise économique, des inégalités, des injustices.

C'est la disparition progressive des petites entreprises, broyées par les trusts, les grands magasins, la domination des capitaux étrangers.

C'est l'accentuation du chômage — en particulier des jeunes. Ce sont des retraites et pensions dérisoires, réduites encore par une fiscalité abusive.

Le **changement,** avec les **Radicaux de Gauche,** les **Socialistes,** la **Gauche toute entière;** le **changement à la fois audacieux et raisonnable,** c'est celui que, fidèles à la fois aux grandes orientations du Programme Commun et à notre vocation humaniste, nous vous proposons :

NOTRE PROGRAMME

Mesures sociales

Réduction des inégalités par accroissement des revenus et salaires les plus faibles sur la base du SMIC à 2400 F, en concertation avec syndicats et chefs d'entreprises.

Semaine de 40 heures.

Meilleures conditions et sécurité du travail.

Minimum vieillesse porté à 1300 F par mois.

Augmentation substantielle des retraites, pensions, allocations familiales, aides aux handicapés, pensions d'anciens combattants, etc...

Retraite facultative à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.

Création d'emplois pour les jeunes dans l'agriculture, l'industrie, les services et la Fonction publique (animation culturelle, enseignement).

Indexation de l'épargne.

Harmonisation des régimes sociaux.

Egalité des salaires féminins et masculins.

Indemnisation définitive des rapatriés.

Mesures économiques et financières

Défense et développement du secteur privé de l'économie, de l'initiative individuelle, de la propriété privée, par maîtrise **(nationalisations et prises de participation)** de grands groupes de pression économiques exerçant des monopoles, et contrôle du **crédit** pour combattre fraude et spéculation.

Relance de la production industrielle et agricole par la consommation populaire et par encouragement aux secteurs productifs axés sur les besoins du marché européen et mondial.

Aide aux collectivités locales (suppression de la T.V.A.) et relance des équipements collectifs.

Réforme fiscale permettant l'allègement de la pression sur les revenus modestes et une contribution plus lourde sur les grandes fortunes.

Encouragement aux créations d'emploi dans l'artisanat et les industries de main-d'œuvre par budgétisation d'une large part des **charges sociales** qui grèvent les salaires.

Interdiction du cumul des retraites importantes avec des emplois actifs.

Crédit à bon marché pour les créateurs d'entreprises.

Pour l'agriculture

Mettre fin à l'incohérence actuelle et aux formes injustes « d'assistance ».

L'agriculteur veut la justice et non la charité.

Nous proposons :

Un contrat entre la profession agricole et les pouvoirs publics garantissant pour cinq ans :

Des prix à la production indexés sur les charges et l'inflation.

Le respect par nos partenaires des **règles communautaires européennes** (plus d'importations « sauvages » de bétail).

L'accès à des **crédits** à faible taux d'intérêt.

L'organisation des marchés et **l'orientation** de la production avec aides sélectives et régionales (extension zone de montagne).

L'accès à la propriété des terres ou à leur location à des prix permettant l'installation des jeunes et le règlement des successions familiales (Safer démocratisées et disposant de moyens financiers accrus).

Les libertés nouvelles

La liberté d'entreprendre n'est pas la seule à défendre.

Nous demanderons :

— le droit à une véritable liberté **d'information.**

— le droit pour **l'opposition** à une **égalité de traitement.**

— le droit à la « **différence** » **pour les régions** (véritable pouvoir régional, avec développement de la culture, des traditions, de la langue régionale).

La « sécurité de la vie »

Défendre l'homme et la nature ce n'est pas seulement les protéger contre le tout-nucléaire, la pollution, le gaspillage, la violence favorisée par la primauté absolue de l'argent.

C'est aussi respecter l'équilibre entre villes et campagnes. Garder des cités vivantes et agréables, des zones rurales animées.

C'est encore retrouver, par **l'instruction civique,** par une meilleure adaptation de l'école à notre temps, **le sens des responsabilités** dont chaque citoyen est investi.

Liberté, solidarité sont nos idées-force.

Parce qu'elle est à la fois généreuse et raisonnable, qu'elle veut donner à chacun sa chance et sa part de bonheur, **la Gauche doit l'emporter.**

C'est l'espérance des travailleurs et des défavorisés.

C'est l'espoir des jeunes.

La lutte que je continue à mener, avec André Requi, conseiller municipal de Cransac, qui m'apporte son précieux concours, avec l'appui du Parti Socialiste, a **un enjeu qui dépasse le cadre de notre circonscription.**

Son succès, qui dépend de vos suffrages, assurera à la fois l'avenir de notre pays et le renouveau du Rouergue.

Robert FABRE

Député Sortant

Candidat de l'U.G.S.D.

Imprimerie Salingardes 12 Villefranche de Rgue

Robert FABRE

Département de l'Aveyron

2e Circonscription Villefranche-Decazeville

———

Elections législatives du 19 mars 1978

———

CANDIDATURE

Robert FABRE

Maire de Villefranche-de-Rouergue
Conseiller Général
Député Sortant

Président National du Mouvement des Radicaux de Gauche

CANDIDAT DE L'UNION DE LA GAUCHE
M.R.G. - P.S. - P.C.

André REQUI

Suppléant **André REQUI**

Commerçant
Conseiller Municipal de Cransac

ELECTRICES, ELECTEURS,

24.427 d'entre vous m'ont exprimé leur confiance, me désignant ainsi clairement, avec un pourcentage de voix (44,58 %) jamais atteint au premier tour de scrutin, pour représenter une nouvelle fois à l'Assemblée Nationale la Circonscription Decazeville-Villefranche.

Qu'ils en soient sincèrement remerciés.

Mais ce résultat doit être confirmé au second tour, **par le regroupement des suffrages de tous ceux qui souhaitent, avec la victoire de la Gauche, le nécessaire changement auquel aspirent les Français.** L'accord de désistement conclu le 13 mars doit largement y contribuer.

— Pour sauver l'économie industrielle et agricole de notre région,

— Pour améliorer le sort des travailleurs, des retraités, des handicapés...

— Pour assurer l'emploi des jeunes, leur permettre de vivre au pays,

La seule solution est l'accession aux responsabilités gouvernementales des formations de l'Union de la Gauche et dans la mise en application des mesures sociales et économiques prévues par le Programme Commun.

Pour la première fois depuis plus de vingt ans, la Gauche est majoritaire dans notre pays.

Cet immense espoir en une société plus juste et plus humaine doit trouver dimanche prochain son aboutissement.

Le Rouergue joue son avenir :
Il apportera sa contribution à la victoire.

Votez massivement pour Robert FABRE

Suppléant : **André REQUI**

Imp. SALINGARDES – Villefranche

DEPARTEMENT DE L'AVEYRON - 3e Circonscription — ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978 —

UNION POUR LA MAJORITÉ

Jacques GODFRAIN
34 ans

Robert AZAM
45 ans

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Pour défendre vos intérêts et ceux de notre pays, vous allez élire votre député. Je suis le candidat unique de la Majorité, et je me dois de vous dire, en sollicitant vos suffrages, ma pensée et mes objectifs.

DÉFENSE DE VOS INTÉRÊTS

La différence entre l'humaniste que ie suis et les collectivistes des trois partis du programme commun, c'est que je crois à la suprématie de l'individu sur les groupes, et à l'indispensable liberté de conscience et de choix des écoles par les parents.

Aussi bien suis-je prêt à tout faire pour le respect de la dignité humaine, donc à lutter contre tout ce qui peut injustement opprimer le citoyen. Je militerai avec ferveur contre la violence et pour la protection de vos personnes et de vos biens.

Tout ceci s'inscrit dans un contexte économique et social que nous avons le devoir d'améliorer sans cesse. Les réalisations dues aux gouvernements de la Ve République sont les gages de l'efficacité d'une action future :

- L'augmentation du SMIC
- L'augmentation de l'Allocation Vieillesse.
- Le développement des formules d'accession à la propriété.
- La loi Royer, pour le petit commerce.
- La construction de 500.000 logements par an... etc... etc...

MES OBJECTIFS

a/ LE SUD AVEYRON

Je compte poursuivre et développer avec vous, un programme d'action dont voici les grandes lignes pour notre Sud-Aveyron.

Pour Millau et les centres cantonaux, développer les industries existantes, cuirs et peaux. bois, bâtiment, travaux publics, vêtements, imprimerie....

Inciter l'implantation d'industries nouvelles dans le cadre d'une région à vocation agricole : Agro-Alimentaire, Mécanique Agricole...

POUR L'AGRICULTURE

Maintenir les exploitations familiales en favorisant l'installation des jeunes.
Equiper les zones rurales : adductions d'eau, chemins ruraux, téléphone....
Développer toutes les productions, en assurant l'organisation des marchés, et la garantie des revenus
Etendre les avantages de la zone de montagne à toutes les cultures (fruits, maraîchage, vigne...)
Encourager les formules d'accès à la terre
Défendre notre agriculture face à nos partenaires européens, pour protéger la production ovine.

POUR LES P.M.E., LE COMMERCE, L'ARTISANAT ET LES SALARIES

Simplifier les relations avec les administrations.
Harmonisation sociale complète (revalorisation importante des retraites).
Retour à la liberté des prix.
Réforme fiscale égalisant les charges d'investissement et de main d'œuvre.
Amélioration statutaire des Femmes d'artisans et commerçants .
Participation et réduction de l'éventail des salaires.

POUR LES COMMUNICATIONS

Désenclaver totalement le Sud-Aveyron. C'est primordial.

Rénover les axes reliant les communes aux centres urbains et aux capitales régionales : MILLAU RODEZ ; SAINT-AFFRIQUE - RODEZ et MILLAU - TOULOUSE, la RN 9, la 602, la 88.

Contribuer au bon entretien de la voierie communale.

Etendre le réseau téléphonique, et faire droit aux demandes non satisfaites.

Equiper toutes les communes en relais de télévision des 3 chaînes, car l'inégalité de traitement des habitants est à cet égard d'autant plus inadmissible que les redevances sont uniformes.

Amélioration des relations ferroviaires et des transports collectifs de notre région.

Mise à l'étude d'une liaison aérienne au départ du Sud-Aveyron.

POUR L'ACTION SOCIALE

Redistribuer les richesses et assurer un équitable partage entre les catégories sociales et les générations, et ne jamais oublier que les personnes âgées, les handicapés et les femmes seules ont droit à notre meilleure sollicitude.

POUR L'ANIMATION ET LE TOURISME

Je m'emploierai à susciter par des mesures appropriées le plein emploi des installations hôtelières, touristiques, (camping, location, gîtes...)

De même j'encouragerai les **activités sportives, les clubs des jeunes et ceux du troisième âge,** ainsi que les formules originales et nouvelles de tourisme intégré à notre vie quotidienne (hippisme, vélo-tourisme, marche, métiers d'art...)

b/ LA FRANCE

La majorité que je représente confirmera ses positions :

— **Pour la Paix,** obtenir la coopération des grandes nations en vue d'un désarmement contrôlé sans privilégier aucune d'elles, et une aide humanitaire mieux répartie pour le Tiers-Monde.

— **Pour l'Europe,** continuer l'œuvre communautaire entreprise, créer un véritable esprit européen sans jamais ignorer les intérêts fondamentaux de certains pays agricoles, tel le nôtre.

— **Pour les collectivités locales,** respecter la personnalité des communes garantes de l'esprit civique, et leur procurer des ressources les assurant de survivre en milieu rural et maintenir les services publics dans nos campagnes.

Au-delà de tous ces objectifs, n'ignorez pas que **votre vote est un choix de société.** Je vous propose une société de Liberté dont l'Homme est la finalité, et dont les moyens sont les progrès en tous domaines, dans l'ordre et la dignité nationale. Tout ce que nous voulons faire se fera en maintenant votre pouvoir d'achat et en accroissant avec régularité et détermination celui des plus déshérités.

Le programme commun de la gauche, est en toute hypothèse précurseur d'une faillite monétaire sans précédent. L'épargne, soyez-en sûrs, serait totalement ruinée et les salaires augmentés seraient payés en monnaie dépréciée.

Le programme commun c'est aussi le mépris et l'anéantissement de la personnalité de chacun, sa dépendance obligatoire des bureaux ou d'un parti.

Nous prenons l'engagement de garder un contact étroit avec chacun d'entre-vous. Vous nous connaissez bien et nous serons à vos côtés avec dévouement et fidélité.

C'est en pensant à ces jeunes aveyronnais qui ont raison de vouloir travailler dans notre Sud-Aveyron que nous vous demandons de nous faire confiance.

Electrices, Electeurs, choisissez, mais je vous le conseille dans votre intérêt et celui de vos familles

VOTEZ POUR LA MAJORITÉ

N'oubliez pas que grâce à elle la France est devenue en bien des domaines la 3e puissance du monde et que la liberté c'est toujours son idéal et le nôtre.

VIVE LA LIBERTÉ et VOTEZ POUR

Jacques GODFRAIN
Adjoint au Maire de Saint-Affrique

34 ans. Ancien chargé de mission au Secrétariat Général de la Présidence de la République Cadre d'Entreprise. Médaille de l'Etoile Civique.

Robert AZAM
Maire de Lédergues - Conseiller Général de Réquista

Président du Syndicat des Rives du Tarn Chevalier du Mérite Agricole

P. S - Je vous demande de garder cette profession de foi afin de vérifier étape par étape la tenue des engagements que nous prenons.

IMP. NOUVELLE - 12400 St - AFFRIQUE

DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON - 3e Circonscription — ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978

UNION POUR LA MAJORITÉ

Jacques GODFRAIN
34 ans

Robert AZAM
45 ans

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous remercions toutes les électrices et les électeurs qui en votant massivement dans toutes les communes de la circonscription pour NOTRE CANDIDATURE, ont montré une triple volonté :

- ***SAUVER LA LIBERTÉ** menacée par un programme dangereux et irresponsable : liberté des consciences et de l'éducation, d'entreprendre et d'agir.*

- ***POURSUIVRE LE PROGRES**, accepter et maîtriser le changement pour faire entrer la circonscription et la France dans le monde moderne sans en bouleverser brutalement les principes qui ont fait leurs preuves.*

- ***GARANTIR NOTRE SÉCURITÉ** en refusant toutes les incertitudes.*

Aveyronnaises, Aveyronnais Robert AZAM et moi-même voulons être les élus de tous ceux qui refusent le collectivisme intégral et la loi du totalitarisme.

A l'embrigadement de l'individu nous préférons la morale de l'honneur. C'est le vœu de tant de jeunes que nous avons rencontrés.

***Cette volonté** du 12 mars doit s'imposer dimanche prochain, le 19*

Entièrement DISPONIBLE, nous nous engageons à aider l'évolution économique et humaine de notre Sud-Aveyron en joignant à nos efforts toutes les bonnes volontés, et à servir ***la liberté, le progrès, la sécurité.***

Pour la FRANCE, VOTEZ pour

Jacques Godfrain

Jacques GODFRAIN
Adjoint au Maire de Saint-Affrique

34 ans. Ancien chargé de mission au Secrétariat Général de la Présidence de la République Cadre d'Entreprise. Médaille de l'Etoile Civique

Robert AZAM
Maire de Lédergues - Conseiller Général de Réquista

Président du Syndicat des Rives du Tarn
Chevalier du Mérite Agricole

vu, les candidats.

IMP. NOUVELLE - 12400 ST-AFFRIQUE

Jacques GODFRAIN

Robert AZAM

BOUCHES-DU-RHONE

Première circonscription :

1er arrondissement municipal et partie Nord-Ouest du 6e arrondissement municipal délimité par le côté pair de la rue Saint-Michel, le côté pair de la rue Fontange, le côté pair de la rue de Lodi jusqu'à la rue Pierre-Laurent, le côté impair de la rue Pierre-Laurent, le côté impair de la rue Perrin-Solliers, jusqu'à la rue de Village, la rue Perrin-Solliers côté pair exclu (de la rue de Village au boulevard Baille), le boulevard Baille côtés pair et impair exclus jusqu'à la place Castellane, le début du côté impair de la place Castellane jusqu'à la rue de Rome, la rue de Rome côtés pair et impair inclus jusqu'à la rue Sainte-Victoire, la rue Sainte-Victoire côtés pair et impair inclus, la rue Paradis côtés pair et impair exclus jusqu'à la rue Dragon, la rue Dragon côtés pair et impair exclus jusqu'à la rue Breteuil, la rue Breteuil côtés pair et impair exclus jusqu'à la rue Saint-Jacques, la rue Saint-Jacques côtés pair et impair exclus jusqu'au boulevard Notre-Dame, le boulevard Notre-Dame côtés pair et impair inclus, le côté pair de la rue Montée-Notre-Dame jusqu'à la basilique de Notre-Dame-de-la-Garde.

M. Joseph COMITI élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

8e arrondissement municipal, 9e arrondissement municipal et la partie Sud-Est du 6e arrondissement municipal délimitée par le côté impair de la rue Saint-Michel, le côté impair de la rue Fontange, le côté impair de la rue de Lodi jusqu'à la rue Pierre-Laurent, le côté pair de la rue Pierre-Laurent, le côté pair de la rue Perrin-Solliers (de la rue de Village au boulevard Baille), le boulevard Baille côtés pair et impair inclus, la fin du côté impair et le côté pair de la place Castellane du boulevard Baille jusqu'à la rue de Rome, la rue de Rome côtés pair et impair exclus jusqu'à la rue Sainte-Victoire, la rue Sainte-Victoire côtés pair et impair exclus, la rue Paradis côtés pair et impair exclus jusqu'à la rue Dragon, la rue Dragon côtés pair et impair inclus jusqu'à la rue Breteuil, la rue Breteuil côtés pair et impair inclus jusqu'à la rue Saint-Jacques, la rue Saint-Jacques côtés pair et impair inclus jusqu'au boulevard Notre-Dame, le boulevard Notre-Dame côtés pair et impair exclus, le côté impair de la rue Montée-Notre-Dame jusqu'à la basilique de Notre-Dame-de-la-Garde.

M. Jean-Claude GAUDIN élu au 2e tour.

Troisième circonscription :
2e arrondissement municipal de Marseille.
7e arrondissement municipal de Marseille.

M. Gaston DEFFERRE élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :
14e arrondissement municipal de Marseille.
15e arrondissement municipal de Marseille.
16e arrondissement municipal de Marseille.

M. Guy HERMIER élu au 1er tour.

Cinquième circonscription :
5e arrondissement municipal de Marseille.
10e arrondissement municipal de Marseille.

M. Georges LAZZARINO élu au 2e tour.

Sixième circonscription :
11e arrondissement municipal de Marseille.
Cantons de : Aubagne, La Ciotat.
Commune de : Allauch.

M. Edmond GARCIN élu au 2e tour.

Septième circonscription :
3e arrondissement municipal et la partie Nord du 4e arrondissement municipal délimitée par l'avenue de Saint-Barnabé côtés pair et impair exclus, le boulevard de la Blancarde côtés pair et impair exclus jusqu'au boulevard Rougier, le côté impair du boulevard de la Blancarde jusqu'au boulevard de la Libération, le côté impair du boulevard de la Libération jusqu'à la rue Espérandieu.

Mme Jeannine PORTE élue au 2e tour.

Huitième circonscription :
Les 12e et 13e arrondissements municipaux et la partie Sud du 4e arrondissement municipal délimitée par l'avenue de Saint-Barnabé côtés pair et impair inclus, le boulevard de la Blancarde côtés pair et impair inclus jusqu'au boulevard Rougier, le côté pair du boulevard de la Blancarde jusqu'au boulevard de la Libération, le côté pair du boulevard de la Libération jusqu'à la rue d'Oran.
Canton de : Roquevaire.
Commune de : Plan-de-Cuques.

M. Marcel TASSY élu au 2e tour.

Neuvième circonscription :
Cantons de : Aix-Nord, Aix-Sud, Eyguières, Lambesc, Orgon, Peyrolles-en-Provence, Trets.

M. Louis PHILIBERT élu au 2e tour.

Dixième circonscription :
Cantons de : Berre-l'Etang, Gardanne, Martigues, Salon-de-Provence.

M. René RIEUBON élu au 2e tour.

Onzième circonscription :
Cantons de : Arles-Est, Arles-Ouest, Châteaurenard, Istres, Prot-Saint-Louis-du-Rhône, Saint-Rémy-de-Provence, Les Saintes-Maries-de-la-Mer, Tarascon-sur-Rhône.

M. Vincent PORELLI élu au 2e tour.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

1ère CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE (1er et partie 6e Arrondissements)

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Candidature d'Union pour la Majorité

JOSEPH COMITI

R P R

Professeur à la Faculté de Médecine
Chirurgien Chef des Hôpitaux
Ancien Ministre

Suppléant :

GILBERT RASTOIN

Soutien au Président de la République

Conseiller à la Cour des Comptes

Chère Madame, Chère Mademoiselle, Cher Monsieur,

Par deux fois, en 1968 et en 1973, vous m'avez fait l'honneur de me désigner comme votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Je sollicite aujourd'hui vos suffrages dans cette consultation électorale dont l'enjeu est, au-delà des hommes, un choix de société. Cette réalité doit être sans cesse présente à notre esprit, afin de ne pas céder au vertige.

— Vertige du changement pour le changement, sans prendre garde aux idées qui sont derrière,

— Vertige de la facilité qui dissout dans le rêve tous les mécontentements et toutes les lassitudes.

Au moment où notre avenir est en cause, chaque Française et chaque Français doivent être à même d'apprécier avec clarté les conséquences des décisions qu'ils seront amenés à prendre.

Ceux qui par idéal ou par dépit sont tentés par l'aventure collectiviste et pensent pouvoir éviter les pièges dans lesquels d'autres sont tombés doivent se souvenir des aspirations profondes de notre peuple.

Nous sommes un peuple libre et pourtant sourd à la plainte des goulags, nous prêtons une oreille complaisante à ceux qui nous promettent la liberté au nom d'idéologies totalitaires.

Nous sommes un peuple qui a su grandir à force de travail et d'effort et pourtant nous sommes tentés de croire ceux qui nous proposent l'Age d'Or, au milieu des tourmentes profondes et durables de la crise économique mondiale.

Nous sommes un peuple convaincu que rien de grand ne peut se faire sans responsabilité ni création personnelles et pourtant, nous serions volontiers séduits par les idéologies qui font de l'individu un simple rouage de la société.

Paradoxe d'un peuple qui aspire dans son ensemble à une même forme libérale de société et qui semble se précipiter vers ce qui est le plus contraire à sa nature.

Face à cette situation, nous devons tenir le langage de la vérité, car notre passé est le garant de notre avenir. En effet, il faut être aveugle ou partisan pour ne pas reconnaître les progrès immenses accomplis par notre pays en vingt ans.

Ce ne sont pas les politiciens socialistes qui ont changé la condition de notre peuple. Ceux-là même qui se font aujourd'hui marchands de rêves et d'illusions, qu'ont-ils fait dans les gouvernements successifs de la IVe République, sinon de mettre la France au bord de la faillite ?

Nous avons su reconquérir notre place dans le monde, doter notre pays d'une industrie puissante, multiplier les équipements sociaux et collectifs, accroître considérablement le revenu national et mettre en œuvre une législation sociale qui est la plus avancée du monde.

Même si l'effort de mutation n'est pas terminé, les résultats de ce bilan sans précédent montrent que nous sommes sur la bonne voie.

La France a besoin d'une nouvelle volonté nationale pour affermir l'autorité de l'Etat, redonner confiance au pays, lutter contre la crise et le chômage et réduire les inégalités sociales. Cette volonté et ce pouvoir que vous donnerez à l'Assemblée Nationale ne peuvent sortir que des urnes.

Candidat du Rassemblement pour la République, je me présente à vos suffrages avec mon suppléant **Gilbert RASTOIN** qui soutient l'action du Président de la République.

Notre candidature est une candidature d'union pour la majorité. Quels que soient les courants de pensée qui sont les vôtres dans le cadre de la majorité, vous trouverez leur expression dans notre équipe.

Notre choix est clair. Nos adversaires ce sont les collectivistes.

Responsabilité, Justice, Progrès social, Démocratie, Liberté, voilà notre combat.

Vous qui êtes intransigeants sur l'indépendance de la Nation,

Vous qui êtes fiers et qui ne tolérez ni le mépris, ni l'humiliation,

Vous qui connaissez le prix de l'effort et du travail,

Vous qui voulez une France fraternelle et solidaire, qui donne au bonheur toutes ses chances,

Vous qui savez que notre cause est la cause de la Liberté.

N'attendez pas, rejoignez-nous pour créer dès le premier tour le grand élan généreux et humain nécessaire à la victoire.

IMP. DU FORT - MARSEILLE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

1ère CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE (1er et partie 6e Arrondissements)

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

Candidature d'Union de la Majorité

JOSEPH COMITI

Professeur à la Faculté de Médecine
Chirurgien Chef des Hôpitaux - Ancien Ministre

SUPPLÉANT :

GILBERT RASTOIN

Conseiller à la Cour des Comptes

Chères Electrices, Chers Electeurs,

C'EST LE PROPRE DU PREMIER TOUR DE PERMETTRE A CHACUN D'EXPRIMER SES PREFERENCES, DE FAIRE VALOIR SES REVENDICATIONS, DE DEFENDRE SES INTERETS.

En me portant en tête de tous les candidats, les électeurs de la Première Circonscription m'ont permis de devancer largement le candidat socialiste.
Le total des voix des candidats de la Majorité dépasse sensiblement l'ensemble des voix d'Opposition.

AU DEUXIEME TOUR, LE PROBLEME EST POSÉ SANS NUANCE ET L'ENJEU SIMPLIFIÉ A L'EXTREME.

Il faut confirmer le choix d'une société de liberté, de la liberté toute simple et quotidienne des hommes et des femmes qui veulent vivre libres de leurs pensées, de leurs paroles, de leurs actes dans une société qui ne soit pas construite sur la crainte. Nous voulons que ces libertés s'épanouissent dans une société de progrès économique et de justice sociale.

LE 12 MARS, LES FRANÇAIS N'ONT PAS CRU AUX PROMESSES IRREALISTES DES SOCIALISTES.

Pour gagner définitivement au second tour, il est indispensable que la totalité des électeurs qui soutiennent l'action du Président de la République nous apportent leurs suffrages. Attention, rien n'est joué d'avance ; l'issue du second tour dépend de chacune et de chacun d'entre vous.

AUJOURD'HUI, JE SUIS LE CANDIDAT DE TOUS.

Grâce à vous et en votre nom, je ferai triompher les valeurs auxquelles vous êtes attachés.

RESPONSABILITÉ, JUSTICE, PROGRES SOCIAL, DEMOCRATIE, LIBERTÉ :
VOILA NOTRE COMBAT.

TOUS UNIS, NOUS REMPORTERONS LA VICTOIRE.

Vu, le Candidat

IMP. DU FORT - MARSEILLE

Candidature d'Union de la Majorité

JOSEPH COMITI

SUPPLÉANT :

GILBERT RASTOIN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liiberté - Egalité - Fraternité

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978

2ème CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE

AVEC

VALERY GISCARD D'ESTAING
LE BON CHOIX
POUR LA FRANCE

Jean-Claude
GAUDIN

38 ans - Professeur
Chevalier des Palmes Académiques
Conseiller Municipal de Marseille de 1965 à 1977
Président du Parti Républicain des Bouches-du-Rhône

SUPPLEANTE

Élisabeth JOANNON

Animatrice d'Œuvres Sociales
Chevalier de la Légion d'Honneur
pour services rendus aux Rapatriés (1964)

UNION POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE
PARTI RÉPUBLICAIN

Même s'il n'est pas proche, le temps viendra où le débat pourra être conduit en termes non passionnés, où il portera sur des différences et non sur des oppositions, où les Français s'apercevront qu'ils ne sont pas aussi séparés dans leurs conceptions qu'on a voulu le leur faire croire, qu'ils peuvent en tout cas dialoguer démocratiquement et s'entendre sur un faisceau de propositions communes.

Valéry GISCARD D'ESTAING

LE SENS D'UN COMBAT

Depuis 1958, grâce au Général DE GAULLE, les Institutions de la Ve République ont autorisé une stabilité gouvernementale qui a permis à la France de retrouver son dynamisme et sa crédibilité.

Le Président de la République, élu direct de la Nation, est l'homme en charge de l'essentiel. Inspirateur de la politique nationale mise en œuvre par le Premier Ministre, il a besoin d'une majorité parlementaire qui adhère à son projet de société défini dans "DEMOCRATIE FRANÇAISE".

Avec Valéry GISCARD D'ESTAING, nous luttons pour une société libre, fraternelle, posant loyalement les problèmes, écartant les préjugés, une société d'unité et de justice.

Voilà le sens de mon combat.

Jean-Claude GAUDIN.

UN AVENIR POUR LA FRANCE

Des Citoyens libres et protégés :

— Perfectionner la garantie des droits de l'individu, renforcer les droits du Citoyen face à l'Administration, accroître la sécurité des Français.

Le Progrès Economique au service de l'Emploi :

— Assurer le développement régulier de notre économie, réaliser une pause des charges sociales et fiscales, encourager la création d'entreprises.

La Solidarité au service de la Justice Sociale :

— Maintenir le niveau de vie et augmenter les revenus les plus modestes, favoriser la famille, renforcer la solidarité envers le troisième âge, améliorer la vie des femmes.

Elever la Qualité de la vie en France.

— Appliquer la Charte nationale pour la qualité de la vie, donner des vacances à tous les jeunes Français, favoriser l'accès à la culture.

LE PROGRAMME COMMUN: LE CHAOS

Le P.S., dans sa recherche du pouvoir, a besoin des Communistes. Il cédera à toutes les exigences et le Programme Commun "bien actualisé" serait appliqué en cas d'éventuel succès.

- Où conduirait-il la France ?

— A une crise de régime avec l'opposition entre le Président de la République et le Premier Ministre.

— A un bouleversement économique : la nationalisation de nouveaux secteurs entraînerait la collectivisation de l'économie nationale. Les P.M.E., livrées aux syndicats, écrasées d'impôts et de charges sociales, disparaîtraient.

— A une atteinte irrémédiable aux libertés. Elle commencerait par la suppression de l'enseignement libre. Le reste suivrait...

— Le Programme Commun conduirait la France au chaos. En prenant leur bulletin de vote, le 12 mars, les Français doivent en être conscients.

LA MAJORITÉ: UN BILAN POSITIF

ECONOMIE : Niveau de vie doublé en 20 ans.
S.M.I.C. : son pouvoir d'achat a augmenté de 30 % depuis 1974.
La France, quatrième exportateur mondial (après U.S.A., R.F.A. et JAPON).

FAMILLE — FEMMES :
— Le niveau des allocations familiales et le quotient familial représentent l'aide la plus forte attribuée aux familles en Europe.
— Mesures prises pour concilier les responsabilités professionnelles et familiales de la femme.

3e AGE :
— Le minimum vieillesse doublé en 3 ans (de 5.200 F à 11.000 F).
— Le pouvoir d'achat des retraités progresse plus vite que celui des travailleurs.

SECURITE :
— Une sécurité individuelle accrue par l'augmentation des effectifs de Police de 20 % dans les quartiers nouveaux.

ENVIRONNEMENT :
— Préservation des paysages, de la flore et de la faune des espaces les plus précieux du territoire.

VOTEZ ET FAITES VOTER

JEAN-CLAUDE GAUDIN

ÉLISABETH JOANNON

Candidats de

Valéry GISCARD D'ESTAING

VU, LE CANDIDAT

Imp. du Pharo Marse

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liiberté - Egalité - Fraternité

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978

2ème CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE

AVEC

VALERY GISCARD D'ESTAING
LE BON CHOIX
POUR LA FRANCE

Jean-Claude
GAUDIN

38 ans - Professeur
Chevalier des Palmes Académiques
Conseiller Municipal de Marseille de 1965 à 1977
Président du Parti Républicain des Bouches-du-Rhône

SUPPLEANTE

Élisabeth JOANNON

Animatrice d'Œuvres Sociales
Chevalier de la Légion d'Honneur
pour services rendus aux Rapatriés (1964)

CANDIDATS DE LA

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

POUR L'UNITÉ DES FRANÇAIS

Le temps viendra où le débat portera sur des différences et non sur des oppositions, où les Français s'apercevront qu'ils ne sont pas aussi séparés dans leurs conceptions qu'on a voulu le leur faire croire, qu'ils peuvent en tout cas dialoguer démocratiquement et s'entendre sur un faisceau de propositions communes.

Valéry GISCARD D'ESTAING

Placé en tête de la Majorité au 1er tour dans la 2e circonscription et en accord avec M. Pierre LUCAS, je remercie toutes les électrices et les électeurs qui ont résolument choisi la société libérale.

Notre résultat est certes encourageant. Mais tout reste à faire. La victoire sera obtenue au prix d'une mobilisation générale de tous ceux qui veulent une société de liberté, de progrès et d'union .

Au moment où je rédige ce manifeste, M. MARCHAIS dicte ses conditions à M. MITTERAND. Que reste-t-il aujourd'hui de l'image des socialistes marseillais "seul rempart contre le parti communiste" ?

Il faut se le demander. A Marseille, comme dans d'innombrables circonscriptions en France, l'élection des socialistes dépend entièrement des reports communistes.

Pour ma part, candidat de la Majorité Présidentielle, je soutiendrai, dans la fidélité aux institutions de la 5e République, l'action de réforme et de justice sociale menée par Valéry GISCARD D'ESTAING.

Je connais bien la 2e circonscription, j'y suis né et j'y vis. Français moyen, âgé de 38 ans, enseignant en contact permanent avec les jeunes, je ne peux ignorer les aspirations de ceux qui souhaitent limiter les nuisances du monde moderne.

C'est un problème grave qui engage l'avenir de la France. Je m'y suis attelé et je poursuivrai cette action, en partageant les options de nos concitoyens qui luttent pour un environnement à l'échelle humaine.

Dimanche, vous aurez à choisir un type de société, un mode de vie, un avenir.

Notre pays ne doit plus être déchiré.

Avec Valéry GISCARD D'ESTAING, nous luttons pour une société libre, fraternelle, posant loyalement les problèmes, écartant les préjugés, une société d'unité et de justice.

Voilà le sens de mon combat.

Jean-Claude GAUDIN

BATTEZ-VOUS AVEC NOUS

VOTEZ ET FAITES VOTER

JEAN-CLAUDE GAUDIN

ÉLISABETH JOANNON

Candidats de

Valéry GISCARD D'ESTAING

VU, LE CANDIDAT

Imp. du Phare Marseil

REPUBLIQUE FRANÇAISE - LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978

3e circonscription

Parti socialiste - Radicaux de Gauche

Gaston DEFFERRE

Candidat - Maire de Marseille - Député

Jeanne Mazel

Suppléant - Conseillère municipale déléguée
Déléguée à la Condition Féminine au Conseil Régional

Les 12 et 19 mars, les élections seront à la fois un choix de politique et un choix d'hommes.

Le système politique français tel qu'il fonctionne actuellement est à la fois présidentiel et parlementaire, puisque si le président de la République est élu au suffrage universel, le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale.

La majorité parlementaire soutient le gouvernement. Elle en est solidaire. Elle participe à ses succès et à ses échecs.

A la fin d'une législature, les députés doivent donc être jugés sur les résultats de l'action gouvernementale qu'ils ont approuvée ou condamnée par leur vote pendant cinq ans, notamment à l'occasion du budget et des motions de censure.

Le bilan de la législature de mars 73 à décembre 77 est accablant pour la majorité sortante.

La hausse des prix a été de 63,98 %.

L'augmentation du chômage a atteint 233,69 %.

Le déficit budgétaire s'est élevé à 60 milliards.

Le déficit de la balance du commerce extérieur a dépassé 42 milliards.

Le franc a perdu plus de 40 % de sa valeur par rapport au deutschemark.

Le nombre des faillites et des liquidations judiciaires a été de 62.178, soit plus de 10.000 par an.

C'est un échec d'une ampleur exceptionnelle.

Les bilans respectifs de MM. Chirac et Barre ne sont pas plus brillants que ceux de leurs prédécesseurs.

Qu'est-ce qui pourrait inciter les Français, qui voient l'asphyxie gagner tous les secteurs économiques, les inégalités et les injustices sociales se développer de plus en plus, la violence et l'insécurité s'étendre chaque jour, à voter pour les candidats de la majorité sortante ?

Le discours de Blois ? Les engagements pris ?

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fait ce qu'il lui paraît maintenant naturel de promettre ?

Pourquoi le gouvernement ferait-il demain ce qu'il n'a pas été capable de faire hier ?

Pourquoi les Français le croiraient-ils ?

Pourquoi le discours de Blois serait-il plus suivi d'effets que celui de Provins prononcé dans les mêmes conditions en 1973 ?

Nous avons, nous, socialistes et radicaux de Gauche, une autre politique à proposer à la France (vous en trouverez les grandes lignes exposées au verso, sous forme de tableaux). Et d'abord une politique de relance sélective de l'économie pour sortir du marasme, éviter la faillite qui nous guette, réduire le chômage.

Les candidats, vous les connaissez

GASTON DEFFERRE est, depuis des années, l'élu de cette 3e circonscription, qui s'étend de part et d'autre du Vieux-Port et constitue le cœur de Marseille. Il est maire de votre ville, il est député à l'Assemblée Nationale. A Marseille, son dynamisme, sa rigueur, son efficacité ont permis de redresser les finances et la réputation de la cité, de rattraper 50 ans de retard, de préparer l'avenir par différentes réalisations dont la plus récente est celle du métro. Vous le savez, il a toujours tenu ses promesses.

A Paris, le député-maire, fidèle à lui-même, a continué avec la même efficacité à défendre les grands intérêts de Marseille, vos intérêts.

Parce qu'il s'est toujours senti concerné par la place et les problèmes des femmes, dans notre société, M. GASTON DEFFERRE en a choisi une comme suppléante :

JEANNE MAZEL, conseillère municipale, déléguée à la Condition Féminine au Conseil Régional est aussi fondatrice du CODIF (Centre d'Orientation, de Documentation et d'Information Féminin). C'est dire que les femmes trouveront en elle un défenseur acharné de leurs droits.

Ce que proposent les socialistes

Vivre mieux

Mesures sociales :

— Pas de salaire inférieur à 2.400 F.
— Minimum vieillesse à 1.300 F par mois.
— Augmentation de 50 % des allocations familiales.
— Répartition plus juste de l'impôt.
— Abaissement de l'âge de la retraite.
— Création de 500.000 emplois nouveaux.

Santé et Sécurité sociale :

— Une médecine de qualité à la portée de tous.
— Amélioration des services hospitaliers et médicaux.
— Mise en place progressive de la gratuité des soins.

Logement :

— Mise en chantier de 700.000 logements
— Amélioration et réhabilitation de l'habitat existant.

Qualité de la vie :

— Cinq semaines de congé payé.
— Priorité aux transports en commun.
— Un véritable plan de lutte contre la pollution et les nuisances.
— Plan de protection de la nature.

Vivre autrement

Pour l'emploi :

— Droit au travail pour tous : limitation du droit de licenciement.
— Soutien prioritaire pour l'emploi des jeunes et des femmes.

Pour le pouvoir d'achat :

— Lutte contre la hausse des prix, notamment par des économies dans la production.
— Augmentation prioritaire des bas salaires.

Dans l'entreprise :

— Renforcement des droits et compétences des salariés.
— Elargissement de l'initiative et des responsabilités des cadres.

Pour le commerce et l'artisanat :

— Réforme de la fiscalité et nouvelle politique du crédit pour la défense des travailleurs indépendants et des P.M.E.

Vivre ensemble

Economie :

— Nationalisation des neuf grands groupes industriels et du crédit.
— Une politique industrielle équilibrée et diversifiée dans nos régions.
— Redressement de la balance commerciale et des paiements extérieurs.
— Une politique nouvelle de l'énergie.

Droits et libertés :

— Une charte des libertés individuelles et collectives.
— Décentralisation complète.
— Démocratisation de la vie collective par l'autogestion et la concertation.
— Sécurité des citoyens par une meilleure justice sociale.

Enseignements :

— Un enseignement qui donne ses chances à chacun et qui débouche sur l'emploi.
— Droit à la formation permanente.

Défense nationale :

— Conférence mondiale pour l'arrêt de la course aux armements.
— Réorganisation du service militaire national obligatoire et égal pour tous.

Avec nous changez la vie

Le Parti socialiste et les Radicaux de Gauche vous appellent à vous retrouver plus de sept millions au soir du premier tour pour assurer la victoire de la Gauche et ouvrir à la France la voie d'un véritable renouveau.

Votez et faites voter pour les candidats du changement

Gaston DEFFERRE

Jeanne Mazel

E.I.I. - MARSEILLE

REPUBLIQUE FRANCAISE - LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978

3e circonscription

Parti socialiste - Radicaux de Gauche

Gaston DEFFERRE

Candidat - Maire de Marseille - Député

Jeanne Mazel

Suppléant - Conseillère municipale déléguée
Déléguée à la Condition Féminine au Conseil Régional

En réunissant, sur le nom de Gaston Defferre, 12.323 suffrages, les électeurs et les électrices ont placé celui-ci, dès le premier tour, en tête des neuf candidats de la 3e circonscription, mais ne lui ont pas assuré la victoire.

Il est indispensable qu'au second tour se rassemblent tous ceux et toutes celles qui ont sanctionné la politique d'une majorité impuissante à maîtriser le chômage, l'inflation, la hausse des prix, le déficit budgétaire, bien qu'elle annonce régulièrement que la crise va s'achever.

Il s'agit aussi, dimanche prochain, de permettre à Marseille de continuer à être entendue et défendue à Paris.

Toutes les réalisations qui ont transformé la ville, qui l'ont hissée au rang des grandes métropoles régionales — des équipements socio-culturels jusqu'à la construction du métro — ont été obtenues, grâce à l'autorité, aux interventions et aux démarches du maire de Marseille. Celui-ci, fort de la confiance de ses concitoyens a pu toujours défendre solidement les intérêts de la cité, soutenir les projets présentés et arracher au gouvernement les subventions nécessaires au financement des grands travaux.

C'est pour cela que le maire de la deuxième ville de France doit siéger à l'Assemblée Nationale.

Dimanche prochain, la victoire de GASTON DEFFERRE, doit d'abord être celle de Marseille et des Marseillais.

Pour une nouvelle politique de justice sociale et de relance de l'économie, qui donne à la France toutes ses chances,

Pour Marseille,

au second tour Votez

GASTON DEFFERRE

CANDIDAT D'UNION DE LA GAUCHE

E.I.I. - MARSEILLE

4e CIRCONSCRIPTION

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Guy HERMIER

37 ans - Professeur agrégé de l'Université
Membre du Comité fédéral des Bouches-du-Rhône
et du Bureau politique
du Parti Communiste Français

Pascal POSADO

Suppléant, 52 ans - Ouvrier fraiseur
Président du groupe communiste au Conseil municipal
Conseiller régional

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les élections du 12 mars peuvent vraiment changer votre vie.

Pour en avoir discuté avec des milliers d'entre vous, je sais que ce changement porte vos espérances et qu'ici, dans nos quartiers Nord de Marseille, vous vous apprêtez à peser de toutes vos forces pour le faire triompher.

C'est pourquoi, à l'heure d'un choix aussi décisif pour vous-même, pour votre vie quotidienne, je veux vous dire simplement ceci : ***tout va dépendre du poids que vous donnerez le 12 mars au Parti Communiste Français.***

Oui, au soir du 12 mars, chaque voix communiste comptera pour la victoire, l'union et le changement.

Chaque voix communiste ce sera une voix qui dira non à la misère et au chômage, *aux inégalités et à l'injustice que vous impose la politique d'austérité des Giscard d'Estaing, Barre et Chirac.*

Ce sera une voix qui criera : «Faites payer les riches, *tous ceux qui roulent sur l'or, font des milliards de profits pendant que nous nous débattons au milieu de tant de difficultés !»*

Ce sera une voix pour l'union et le changement. *Un accord sur un bon programme pour les travailleurs, un gouvernement d'union avec des ministres communistes pour l'appliquer, telle est bien la question capitale pour que votre espérance ne soit pas déçue.*

Des ministres communistes, c'est la garantie d'un vrai changement.

C'est la garantie que, dès avril, de grandes mesures sociales pour vivre mieux, seront prises, comme le S.M.I.C. à 2 400 F, le relèvement des salaires, des allocations familiales et du minimum vieillesse ; la fin des saisies et expulsions ; la création de 500 000 emplois ; un métier pour les jeunes, la pleine égalité pour les femmes ; une retraite heureuse.

C'est la garantie que seront mis en œuvre les nationalisations, l'impôt sur le capital et les grosses fortunes, que les droits des travailleurs seront étendus, les libertés élargies, l'indépendance de la France garantie.

Ce changement dans l'union, le Parti Socialiste le refuse aujourd'hui. Il s'est détourné du Programme commun et préconise de nouveaux sacrifices. Il reste sourd à nos appels à l'union et vous demande de lui signer un chèque en blanc sur l'avenir.

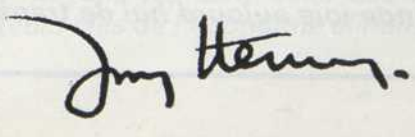
Dans ces conditions, que vous partagiez ou non nos idées, le seul moyen que vous ayez de conduire le Parti Socialiste à reprendre la discussion, de dire OUI à l'union et au changement c'est de voter massivement communiste.

Voter communiste le 12 mars et dans les quartiers Nord, élire dès le 1er tour, un député communiste, c'est la discussion le 13 et la victoire le 19.

Gagner en mars, en finir avec les sacrifices et faire payer les riches, faire triompher l'union et les changements, des ministres communistes dans un gouvernement de gauche, oui, c'est possible. Cela dépend de vous.

A vous d'agir et de décider. Avec Pascal POSADO j'attends votre jugement. Avec confiance.

Guy HERMIER.



POUR L'UNION
LA VICTOIRE,
LE CHANGEMENT,
VOTEZ LE 12 MARS POUR

Guy HERMIER

37 ans - Professeur agrégé de l'Université
Membre du Comité fédéral des Bouches-du-Rhône et du Bureau politique
du Parti Communiste Français

Pascal POSADO

Suppléant, 52 ans - Ouvrier fraiseur
Président du groupe communiste au Conseil municipal
Conseiller régional

Avant de nous quitter, **François BILLOUX**, depuis 42 ans l'élu des quartiers Nord, avait demandé à ne plus être représenté à ces élections législatives. Donnant une nouvelle fois la preuve de son sens profond des responsabilités, il écrivait dans sa lettre :

«Agé de 75 ans le 21 mai prochain, le moment est arrivé où il est indispensable que la relève soit assurée par un jeune camarade.

«En accord avec les organisations du Parti Communiste de la 4e circonscription, je suis heureux que le choix des communistes se porte sur le nom du camarade Guy HERMIER, membre du Comité fédéral des B.D.R. et membre du Bureau Politique du Parti Communiste Français, avec comme suppléant celui qui m'a tant aidé dans mon travail : le camarade Pascal POSADO, président du groupe communiste au Conseil municipal de Marseille.

«Avec Guy HERMIER et Pascal POSADO sera assurée la continuité de notre travail collectif d'élus, d'une part, avec les cellules et sections du Parti et, d'autre part, avec les conseillers généraux Jeanine PORTE, Francis CACCINTTOLO, André MILLO, et les conseillers municipaux Monique BLASQUEZ, Fernand CARMIGNANI, René ISTRIA, Simone RUZE, Lucien VASSAL.

«Je suis sûr que tous les communistes de la 4e circonscription de Marseille auront à cœur, comme moi, d'assurer une victoire éclatante sur le nom de celui à qui j'ai la grande joie aujourd'hui de transmettre le flambeau.»

Vu le candidat

Imp. SOCÉDIM, 21, crs d'Estienne-d'Orves - 13001 Marseille.

5e CIRCONSCRIPTION

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Georges LAZZARINO

Député de la 5e circonscription

Suppléant : **Pierrette LEPIZZERA**

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Comme des millions de Françaises et de Français, vous voulez changer la vie : en finir avec les difficultés, la misère, les bas salaires, la vie chère, le chômage, l'angoisse et l'incertitude de l'avenir.

Il est injuste qu'une poignée de milliardaires s'enrichissent sans cesse, s'accaparent les fruits de votre travail. Les responsables de cette situation, MM. Giscard et Barre, veulent continuer.

Il n'est pas vrai que la France soit vouée au malheur. C'est un pays riche. Le 12 mars vous pouvez changer vraiment. Oui, une vie plus belle, plus juste, plus heureuse est possible. Votre vote peut transformer votre espérance en réalité. Prononcez-vous en connaissance de cause.

Sans une influence suffisante des communistes, sans ministres communistes, rien ne peut changer.

Nous voulons l'union des partis de gauche sur un Programme commun bien actualisé. Le Parti Socialiste refuse. Il compromet gravement le succès de la gauche, mais tout est encore possible !

Le seul moyen pour faire revenir le Parti Socialiste à une union claire et loyale sur un bon Programme commun c'est que vous apportiez, dès le 12 mars, par votre vote, un soutien massif au Parti Communiste Français, à ses propositions, à ses candidats.

Mettez tout le poids de votre espérance du côté de l'union, du Programme commun, du changement avec les communistes.

Un gouvernement de gauche, avec des ministres communistes, c'est pour vous la garantie que dès le mois d'avril sera appliquée une grande politique économique et sociale :

- *Augmentation des salaires, S.M.I.C. à 2 400 F.*
- *Majoration de 50% des allocations familiales.*
- *1 300 F minimum par mois pour les personnes âgées et les handicapés.*
- *Retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.*
- *500 000 emplois créés par an.*
- *18 semaines de congés maternité.*
- *Retour aux 40 heures par semaine sans diminution de salaire.*
- *5e semaine de congés payés.*

Droit à l'instruction et à la formation professionnelle pour les jeunes. Droit au travail et à la santé pour tous. Droits nouveaux pour la promotion de la femme concernant sa promotion, son égalité, sa liberté dans le travail, la famille, la société, seront garantis. Cette politique s'accompagnera d'un essor sans précédent de la démocratie, des libertés.

Elle garantira l'indépendance nationale. Ce n'est ni à Washington, ni à Bonn, ni à Moscou que doit s'élaborer la politique de notre pays, c'est à Paris, notre peuple est un peuple souverain.

Cette nouvelle politique est réaliste. Les moyens résident dans des mesures fiscales frappant les milliardaires et la nationalisation de secteurs clés de l'économie éliminant le pillage et le gaspillage des richesses nationales.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous pouvez compter sur nous. Nous mettons toujours nos actes en accord avec nos paroles. Nous n'avons jamais trompé les travailleurs.

Aussi, quelles que soient vos convictions, vos croyances, quel que fut votre vote dans le passé et même si vous n'approuvez pas toutes nos idées, vous qui voulez le vrai changement,

VOTEZ ET FAITES VOTER

Georges LAZZARINO

Député de la 5e circonscription

Georges LAZZARINO est un travailleur comme vous. Depuis 5 ans, il agit sans cesse à l'Assemblée nationale comme dans les quartiers pour défendre vos intérêts, en particulier pour la sauvegarde de l'emploi, le relèvement du pouvoir d'achat, l'enseignement et la formation professionnelle, l'amélioration des pensions et retraites pour les personnes âgées, l'humanisation du cadre de vie.

En votant le 12 mars pour votre député

Georges LAZZARINO

et

Pierrette LEPIZZERA

vous réaffirmerez votre confiance à un homme et une femme qui connaissent parfaitement vos problèmes et luttent avec vous pour changer la vie.

LES COMPTES DE LA NOUVELLE POLITIQUE

DEPENSES	**RECETTES**
de la politique sociale : 147 milliards pour la première année	• Impôt sur la fortune et lutte contre la fraude fiscale : **40 milliards** • Impôt sur les sociétés et le capital : **29 milliards** • Lutte contre les gâchis : **27 milliards** • Développement de la croissance : **111 milliards** **TOTAL : 207 milliards**

L'excédent de 50 milliards permettra
les investissements d'aide aux commerçants, artisans, P.M.E.

Vu le candidat

Imp. SOCÉDIM, 21, crs d'Estienne-d'Orves - 13001 Marseille.

V• CIRCONSCRIPTION

CANDIDAT D'UNION DE LA GAUCHE

Soutenu par le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche

POUR LE CHANGEMENT, VOTEZ

Georges LAZZARINO

Député de la 5e circonscription

Suppléante : **Pierrette LEPIZZERA**

Le 12 Mars les Françaises et les Français ont apporté en majorité leurs suffrages à la gauche. Cela traduit la volonté de changement du pays, l'espoir d'une politique nouvelle.

Le 13 Mars, les partis de gauche se sont engagés, à partir du Programme commun de 1972, à poursuivre son actualisation. Ce programme étant le contrat de législature que le gouvernement de gauche sera chargé d'appliquer.

Le 19 Mars, cette majorité de gauche peut permettre d'assurer l'avènement d'un gouvernement d'Union de la gauche et d'une politique de progrès et de justice sociale.

En ce qui concerne les **MESURES SOCIALES**, ce sera dès les premiers jours de la législature :

- Le S.M.I.C. à 2 400 F pour 40 heures
- Allocations familiales : relèvement de 50% dès le premier enfant,
- Minimum vieillesse et allocations pour handicapés adultes : 1 300 F
- Revalorisation de 15% en moyenne des retraites et pensions.
- Allocations minimum de chômage deux tiers du S.M.I.C.
- Soutien aux P.M.E.
- Négociation avec les organisations syndicales et professionnelles sur : les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la hiérarchie.

Le gouvernement préconisera :

- Une hausse différenciée du pouvoir d'achat des salaires
- Le retour aux 40 heures en 5 jours
- La création de 500 000 emplois nouveaux dès la première année.
- Garantie et amélioration des revenus des exploitants agricoles, familiaux

Le Parlement soumettra dès sa première session des projets de lois et dispositions budgétaires sur :

- Droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes avec pension complète
- La 5e semaine de congés payés
- L'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale
- L'action en faveur de la santé, du logement social
- Une politique équitable des loyers et des charges.
- La démocratisation de l'enseignement et le développement de la formation permanente

- Des équipements pour l'enfance
- Une juste indemnisation pour les rapatriés
- Protection du cadre de vie, contre la pollution et les nuisances

LES MOYENS de cette politique sociale :

- Les nationalisations du secteur bancaire et financier et des groupes industriels seront soumises au Parlement dès sa première session.
- La création d'un impôt sur les grandes fortunes et sur le capital des sociétés, etc.
- L'extension des droits démocratiques des travailleurs et de leurs organisations et des libertés individuelles et collectives en général.
- Garantie de l'indépendance natonale
- Développement de la coopération
- Œuvrer pour le désarmement général.

Pour appliquer cette politique nouvelle les partis de gauche s'engagent à gouverner ensemble dans un gouvernement d'Union de la gauche. Sa composition respectera la volonté du suffrage universel. Son activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité.

Sur la base de cette politique les trois Partis de gauche décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour.

Dans la 5e circonscription

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats

Michel PEPRATX et Jean-Jacques PESCHARD

appellent toutes les électrices, les électeurs, qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars, sur

Georges LAZZARINO
et
Pierrette LEPIZZERA

devenu candidat d'Union de toute la gauche

La victoire est entre vos mains
Pour battre la droite, pas une voix ne doit manquer au candidat de l'Union de la gauche

Vu le candidat.

Imp. SOCEDIM - 21, cours d Estienne-d Orves - 13001 MARSEILLE

6e CIRCONSCRIPTION

Candidat du

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Edmond GARCIN

Député-Maire d'Aubagne

Directeur d'Ecole publique

Yvette EIMARD

Député suppléante

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Vous vivez le règne de l'injustice : pour vous ce sont les difficultés, l'insécurité, l'angoisse du lendemain. Pour une petite minorité : c'est le gaspillage, le luxe insolent.

Ça suffit : il faut que ça change.

Pour changer, il faut l'Union. Après 15 ans d'efforts inlassables, nous avons pu la réaliser en 1972 autour du Programme commun de gouvernement. Une immense espérance est née. Le changement est devenu possible : mais pour cela il faut que les partis de gauche, restent fidèles au Programme commun actualisé. Malheureusement, le Parti Socialiste a rompu les négociations malgré nos concessions, il n'a pas répondu, jusqu'à présent, à nos appels pour la reprise des discussions.

La seule vraie question :

C'est de savoir pour quel programme vous allez voter et quel est le gouvernement qui appliquera ce programme.

Vous voulez changer réellement : *alors votez pour que l'union se réalise sur des engagements clairs et précis.*

Il ne peut y avoir de politique de gauche, de changement réel sans les communistes : c'est la condition indispensable pour qu'un gouvernement de gauche applique le Programme commun.

L'heure est à l'union et à l'accord

Chères électrices, chers électeurs,

Je suis votre député depuis 1962. Je suis le député de l'Union. En votant pour le candidat communiste le 12 Mars, dès le 1er tour, même si vous ne partagez pas toutes nos opinions, vous voterez pour l'union et le changement

C'est ***vous,*** *qui par votre bulletin de vote,* ***déciderez,*** *du véritable changement.*

C'est ***vous,*** *qui, en votant pour le candidat communiste le 12 Mars, ramènerez nos partenaires de la gauche, au respect des engagements qu'ils ont pris en signant le Programme commun.*

Nous pourrons alors bâtir ensemble, une France où vous pourrez enfin vivre une vie plus juste, plus libre, plus heureuse.

A vous de réfléchir, à vous de décider.

Je vous fais confiance.

Edmond GARCIN

Ne dispersez pas vos suffrages, un deuxième tour n'est pas nécessaire

Edmond GARCIN, c'est votre député,

VOUS l'ELIREZ AU PREMIER TOUR

Le comité de soutien

VIVRE ENFIN !

C'est possible avec l'actualisation du Programme commun que nous proposons.

Les mesures sociales coûteront 147 milliards.

Les ressources que nous dégagerons en faisant payer ceux qui pillent et gaspillent les richesses de notre pays s'élèvent à 207 milliards.

Ce qui nous permettra d'alléger les impôts qui pèsent sur les familles modestes ; et 2 millions de familles les plus défavorisées ne paieront plus l'impôt sur le revenu. La hausse des prix sera stoppée.

Les principales propositions que vous trouverez ci-dessous ne rendent pas compte, évidemment, de toutes les dispositions prévues. C'est ainsi que nous proposons une série de mesures en faveur du commerce et de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, de l'indemnisation réelle des rapatriés, des anciens combattants, des épargnants, etc. Sans oublier, pour notre circonscription, l'indemnisation rapide et totale des sinistrés des inondations.

Pour donner aux travailleurs...

AMÉLIORER LE POUVOIR D'ACHAT

- S.M.I.C. à 2 400 F dès avril.
- Augmentation des salaires jusqu'à 4 fois le S.M.I.C. et échelle mobile des salaires.
- Pour les personnes âgées : minimum de ressources à 1 300 F, et révalorisation des pensions.
- *Augmentation de 50% des allocations familiales dès 1978.*
- Handicapés : allocation spéciale portée à 1 300 F.
- Sécurité sociale : remboursement à 80% et 100%, progrès vers la gratuité des soins.
- Gratuité de la scolarité.
- Amélioration et garantie des revenus des agriculteurs - exploitants.

ÉLIMINER LE CHOMAGE

- Créer 500 000 emplois par an, dès 1978.
- Aide pour tous les chômeurs, y compris les jeunes à la recherche d'un premier emploi.
- Interdiction de tous licenciements sans reclassement préalable.

LE TEMPS DE VIVRE

- Retour immédiat aux 40 heures par semaine et progrès vers les 35 heures.
- Retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes et pour les travaux pénibles.
- Dès cet été, 5 semaines de congés payés.
- 18 semaines de congé maternité.

PROTEGER LA SANTE, DEVELOPPER LA PREVENTION, SAUVEGARDER LA SECURITE SOCIALE

...Il faut prendre à ceux qui pillent les richesses de notre pays.

RENDRE A LA NATION LES GRANDS GROUPES INDUSTRIELS ET FINANCIERS

- Appliquer strictement la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier, et des 9 groupes industriels (sociétés mères et filiales à plus de 50%) comme cela est défini dans le Programme commun de 1972.
- *Nationaliser aussi la sidérurgie, Peugeot-Citroen et la Compagnie Française des Pétroles.*

FAIRE PAYER LES MILLIARDAIRES

- Instituer un véritable impôt sur le capital et sur les fortunes supérieures à 2 millions (200 Millions d'A.F.).
- Modifier le barème de l'impôt sur le revenu afin d'alléger les charges pour les familles modestes et de les augmenter pour les hauts revenus.

UN PLAN DÉMOCRATIQUE

Pour relancer l'activité industrielle et assurer la réalisation de la juste revendication de «vivre et travailler au pays».

DEFENDRE LA QUALITE DE LA VIE

- Contruire 100 000 HLM de plus en 1978, réduire le prix des loyers et des charges.
- Donner la priorité aux transports en commun.
- Doubler le budget de la jeunesse et des sports.
- Lutter contre la pollution et les nuisances.

UN BOND EN AVANT DES LIBERTÉS

Avec les communistes, les libertés individuelles seront étendues et garanties ; les travailleurs participeront aux responsabilités à tous les échelons de la vie économique et politique ; le pays ira de l'avant dans la voie de la démocratie, de l'autogestion.

indépendance et paix

Avec les communistes, la France refusera tout protectorat, tout alignement. La souveraineté et la sécurité du pays seront garanties par une politique étrangère indépendante, par une défense nationale efficace, par une coopération fructueuse avec tous les autres pays sur la base de l'égalité et de l'intérêt mutuel, par de grandes initiatives pour la détente et le désarmement.

Voter pour le candidat communiste le 12
c'est la discussion le 13 et la victoire le 19

Vu le candidat

Imp. SOCÉDIM, 21, crs d'Estienne-d'Orves - 13001 Marseille.

VIe CIRCONSCRIPTION

CANDIDAT D'UNION DE LA GAUCHE

Soutenu par le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche

POUR LE CHANGEMENT, VOTEZ

Edmond GARCIN

Député de la 6e circonscription

Suppléante : **Yvette EIMARD**

Le 12 Mars les Françaises et les Français ont apporté en majorité leurs suffrages à la gauche. Cela traduit la volonté de changement du pays, l'espoir d'une politique nouvelle.

Le 13 Mars, les partis de gauche se sont engagés, à partir du Programme commun de 1972, à poursuivre son actualisation. Ce programme étant le contrat de législature que le gouvernement de gauche sera chargé d'appliquer..

Le 19 Mars, cette majorité de gauche peut permettre d'assurer l'avènement d'un gouvernement d'Union de la gauche et d'une politique de progrès et de justice sociale.

En ce qui concerne les **MESURES SOCIALES**, ce sera dès les premiers jours de la législature :

- Le S.M.I.C. à 2 400 F pour 40 heures
- Allocations familiales : relèvement de 50% dès le premier enfant,
- Minimum vieillesse et allocations pour handicapés adultes : 1 300 F
- Revalorisation de 15% en moyenne des retraites et pensions.
- Allocations minimum de chômage deux tiers du S.M.I.C.
- Soutien aux P.M.E.
- Négociation avec les organisations syndicales et professionnelles sur : les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la hiérarchie.

Le gouvernement préconisera :

- Une hausse différenciée du pouvoir d'achat des salaires
- Le retour aux 40 heures en 5 jours
- La création de 500 000 emplois nouveaux dès la première année.
- Garantie et amélioration des revenus des exploitants agricoles, familiaux

Le Parlement soumettra dès sa première session des projets de lois et dispositions budgétaires sur :

- Droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes avec pension complète
- La 5e semaine de congés payés
- L'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale
- L'action en faveur de la santé, du logement social
- Une politique équitable des loyers et des charges.
- La démocratisation de l'enseignement et le développement de la formation permanente

- Des équipements pour l'enfance
- Une juste indemnisation pour les rapatriés
- Protection du cadre de vie, contre la pollution et les nuisances

LES MOYENS de cette politique sociale :

- Les nationalisations du secteur bancaire et financier et des groupes industriels seront soumises au Parlement dès sa première session.
- La création d'un impôt sur les grandes fortunes et sur le capital des sociétés, etc.
- L'extension des droits démocratiques des travailleurs et de leurs organisations et des libertés individuelles et collectives en général.
- Garantie de l'indépendance natonale
- Développement de la coopération
- Œuvrer pour le désarmement général.

Pour appliquer cette politique nouvelle les partis de gauche s'engagent à gouverner ensemble dans un gouvernement d'Union de la gauche. Sa composition respectera la volonté du suffrage universel. Son activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité.

Sur la base de cette politique les trois Partis de gauche décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour.

Dans la 6e circonscription

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats

Roland POVINELLI et Andrée BUISSON

appellent toutes les électrices, les électeurs, qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars, sur

Edmond GARCIN

et

Yvette EIMARD

devenu candidat d'Union de toute la gauche

La victoire est entre vos mains
Pour battre la droite, pas une voix ne doit manquer au candidat de l'Union de la gauche

Vu le candidat.

Imp. SOCEDIM - 21, cours d'Estienne-d'Orves - 13001 MARSEILLE.

7e CIRCONSCRIPTION

Candidat du

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Jeanine PORTE

Ouvrière couturière, conseiller général,
dirigeante nationale du Parti Communiste Français

Suppléant :

Roger DONADIO

Ouvrier métallurgiste,
Président du groupe communiste au Conseil général

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les élections du 12 mars peuvent vraiment changer votre vie.

Pour en avoir discuté avec des milliers d'entre vous, je sais que ce changement porte vos espérances et qu'ici, dans nos quartiers populaires de la 7e circonscription de Marseille, vous vous apprêtez à peser de toutes vos forces pour le faire triompher.

C'est pourquoi, à l'heure d'un choix aussi décisif pour vous-même, pour votre vie quotidienne, je veux vous dire simplement ceci : ***tout va dépendre du poids que vous donnerez le 12 mars au Parti Communiste Français.***

Oui, au soir du 12 mars, chaque voix communiste comptera pour la victoire, l'union et le changement.

Chaque voix communiste ce sera une voix qui dira non à la misère et au chômage, *aux inégalités et à l'injustice que vous impose la politique d'austérité des Giscard d'Estaing, Barre et Chirac.*

Ce sera une voix qui criera : «Faites payer les riches, *tous ceux qui roulent sur l'or, font des milliards de profits pendant que nous nous débattons au milieu de tant de difficultés !»*

Ce sera une voix pour l'union et le changement. *Un accord sur un bon programme pour les travailleurs, un gouvernement d'union avec des ministres communistes pour l'appliquer, telle est bien la question capitale pour que votre espérance ne soit pas déçue.*

Des ministres communistes, c'est la garantie d'un vrai changement.

C'est la garantie que, dès avril, de grandes mesures sociales pour vivre mieux, seront prises, comme le S.M.I.C. à 2 400 F, le relèvement des salaires, des allocations familiales et du minimum vieillesse ; la fin des saisies et expulsions ; la création de 500 000 emplois ; un métier pour les jeunes, la pleine égalité et la sécurité pour les femmes ; une retraite heureuse.

C'est la garantie que seront mis en œuvre les nationalisations, l'impôt sur le capital et les grosses fortunes, que les droits des travailleurs seront étendus, les libertés élargies, l'indépendance de la France garantie.

Ce changement dans l'union, le Parti Socialiste le refuse aujourd'hui. Il s'est détourné du Programme commun et préconise de nouveaux sacrifices. Il reste sourd à nos appels à l'union et vous demande de lui signer un chèque en blanc sur l'avenir.

Dans ces conditions, que vous partagiez ou non nos idées, le seul moyen que vous ayez de conduire le Parti Socialiste à reprendre la discussion, de dire OUI à l'union et au changement c'est de voter massivement communiste.

Voter communiste le 12 mars et dans la 7e circonscription élire une femme député, c'est la discussion le 13 et la victoire le 19.

Gagner en mars, en finir avec les sacrifices et faire payer les riches, faire triompher l'union et les changements, des ministres communistes dans un gouvernement de gauche, oui, c'est possible. Cela dépend de vous.

A vous d'agir et de décider, avec Roger Donadio nous sommes depuis si longtemps avec tous ceux qui travaillent, souffrent et espèrent. Notre confiance est grande.

Nous attendons votre jugement.

Jeanine PORTE

Votez et faites voter le 12 mars

Jeanine PORTE

Ouvrière couturière, conseiller général,
dirigeante nationale du Parti Communiste Français

Suppléant :

Roger DONADIO

Ouvrier métallurgiste,
Président du groupe communiste au Conseil général

Déclaration de Paul CERMOLACCE

Depuis plusieurs mois déjà, j'ai informé mes camarades de mon intention de ne pas être représenté aux prochaines élections législatives.

Elu depuis 33 ans sans interruption, il est raisonnable de penser à assurer la relève.

Je suis heureux que pour me succéder, les communistes aient choisi Jeanine PORTE. Née à Marseille, dans le quartier populaire de La Cabucelle, fille de travailleur, ouvrière couturière, mère de famille, elle connaît bien les difficultés de la vie, les besoins et aspirations de la population.

Dirigeante nationale de notre Parti, élue conseiller général depuis plusieurs années, elle est au fait des questions économiques et politiques, elle maîtrise les problèmes complexes auxquels elle est confrontée.

Ses interventions pour la défense et le développement des activités portuaires et navales à Marseille, ses actions inlassables pour la défense des travailleurs et notamment des femmes, en font une élue compétente et estimée par les simples gens, respectée par ses adversaires.

Jeanine PORTE députée, oui, c'est un bon choix, pour les femmes, pour les travailleurs qui veulent être entendus, défendus, représentés à l'Assemblée nationale, c'est une élue qui œuvrera avec efficacité pour le vrai changement.

Je me félicite également de son suppléant, Roger DONADIO, conseiller général, un élu populaire sur lequel je me suis toujours appuyé. J'ai une grande estime pour cet homme, pour son travail inlassable au service de la population de la circonscription.

Je serai aux côtés de cette équipe à laquelle vous témoignerez toute votre confiance le 12 mars.

Vu le candidat

Imp. SOCÉDIM, 21, crs d'Estienne-d'Orves - 13001 Marseille.

VIIe CIRCONSCRIPTION

CANDIDAT D'UNION DE LA GAUCHE

Soutenu par le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche

POUR LE CHANGEMENT, VOTEZ

Jeanine PORTE

Député de la 7e circonscription

Suppléant : **Roger DONADIO**

Le 12 Mars les Françaises et les Français ont apporté en majorité leurs suffrages à la gauche. Cela traduit la volonté de changement du pays, l'espoir d'une politique nouvelle.

Le 13 Mars, les partis de gauche se sont engagés, à partir du Programme commun de 1972, à poursuivre son actualisation. Ce programme étant le contrat de législature que le gouvernement de gauche sera chargé d'appliquer.

Le 19 Mars, cette majorité de gauche peut permettre d'assurer l'avènement d'un gouvernement d'Union de la gauche et d'une politique de progrès et de justice sociale.

En ce qui concerne les **MESURES SOCIALES**, ce sera dès les premiers jours de la législature :

- Le S.M.I.C. à 2 400 F pour 40 heures
- Allocations familiales : relèvement de 50% dès le premier enfant,
- Minimum vieillesse et allocations pour handicapés adultes : 1 300 F
- Revalorisation de 15% en moyenne des retraites et pensions.
- Allocations minimum de chômage deux tiers du S.M.I.C.
- Soutien aux P.M.E.
- Négociation avec les organisations syndicales et professionnelles sur : les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la hiérarchie.

Le gouvernement préconisera :

- Une hausse différenciée du pouvoir d'achat des salaires
- Le retour aux 40 heures en 5 jours
- La création de 500 000 emplois nouveaux dès la première année.
- Garantie et amélioration des revenus des exploitants agricoles, familiaux

Le Parlement soumettra dès sa première session des projets de lois et dispositions budgétaires sur :

- Droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes avec pension complète
- La 5e semaine de congés payés
- L'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale
- L'action en faveur de la santé, du logement social
- Une politique équitable des loyers et des charges.
- La démocratisation de l'enseignement et le développement de la formation permanente

- Des équipements pour l'enfance
- Une juste indemnisation pour les rapatriés
- Protection du cadre de vie, contre la pollution et les nuisances

LES MOYENS de cette politique sociale :

- Les nationalisations du secteur bancaire et financier et des groupes industriels seront soumises au Parlement dès sa première session.
- La création d'un impôt sur les grandes fortunes et sur le capital des sociétés, etc.
- L'extension des droits démocratiques des travailleurs et de leurs organisations et des libertés individuelles et collectives en général.
- Garantie de l'indépendance natonale
- Développement de la coopération
- Œuvrer pour le désarmement général.

Pour appliquer cette politique nouvelle les partis de gauche s'engagent à gouverner ensemble dans un gouvernement d'Union de la gauche. Sa composition respectera la volonté du suffrage universel. Son activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité.

Sur la base de cette politique les trois Partis de gauche décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour.

Dans la 7e circonscription

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats

Jules ROCCA-SERRA

et Jean-Jacques LEONETTI

appellent toutes les électrices, les électeurs, qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars, sur

Jeanine PORTE

et

Roger DONADIO

devenu candidat d'Union de toute la gauche

La victoire est entre vos mains
Pour battre la droite, pas une voix ne doit manquer au candidat de l'Union de la gauche

Vu le candidat.

Imp. SOCEDIM - 21, cours d'Estienne-d'Orves - 13001 MARSEILLE.

8e CIRCONSCRIPTION

Candidat du

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Marcel TASSY — **Colette CHAUVIN**

Les candidats du Programme commun

Le scrutin de dimanche revêt une importance considérable.

Le choix se situe entre deux politiques.

Il y a la politique de ceux qui sont déjà au pouvoir. Celle-là est devenue insupportable à tous ceux qui n'y arrivent plus, ne parviennent plus à boucler les fins de mois, connaissent les malheurs dus au chômage, sont menacés de saisie, d'expulsion, de coupures de gaz et d'électricité, subissent les hausses de prix, des loyers et des charges, les bas salaires.

C'est la politique de la droite. Celle des riches, des nantis, qui se permettent dans les salles de jeux de dépenser en une nuit ce que vous ne pourrez jamais gagner durant toute votre vie.

C'est la politique de ceux qui s'apprêtent à demander encore des sacrifices aux travailleurs et ne parlent de changement que pour mieux conserver ce qui existe aujourd'hui.

Il y a heureusement une autre politique possible. C'est celle que préconise le Parti Communiste Français sur la base du Programme commun bien actualisé.

Il est possible de faire reculer la misère, d'abolir l'austérité, d'en finir avec les inégalités, de rendre meilleure la vie de ceux qui souffrent aujourd'hui.

Tout peut être mieux demain pour les travailleurs manuels et intellectuels et leur famille, pour les jeunes dont l'avenir est incertain, pour les femmes doublement exploitées, pour les personnes âgées et les handicapés considérés par le régime comme des bouches inutiles.

Les communistes affirment que l'on peut changer, qu'on en a les moyens à condition que l'on prenne l'argent où il est. En faisant en sorte que la nation ait la maîtrise de son économie, abolisse les privilèges exorbitants des grandes sociétés capitalistes, mette un terme aux gaspillages des richesses produites par les travailleurs et aux détournements des fonds publics.

Et comme l'homme ne vit pas que de pain mais aussi de liberté et de responsabilité, les communistes disent que la France ne souffre pas de trop de démocratie. Au contraire, demain notre pays doit connaître des libertés élargies et d'autres libertés.

La France doit vivre en amitié avec tous les peuples. Elle doit assurer son indépendance nationale et sa défense. Elle doit lutter pour la paix mondiale.

Voilà qui explique l'insistance du Parti communiste pour que ses partenaires de l'Union de la gauche respectent les engagements pris en 1972.

Les communistes veulent passionnément l'union pour laquelle ils se sont tant battus pendant de longues années. Ils veulent conclure un bon accord avec leurs partenaires de la gauche, ils veulent participer à un gouvernement dont la politique aura pour priorité la satisfaction des besoins des travailleurs et de la France.

Pour cela, malgré les difficultés rencontrées, ils ont demandé un mois avant les élections au Parti socialiste et aux Radicaux de gauche de reprendre le fil des négociations pour l'actualisation du Programme commun. François Mitterrand a répondu NON et a déclaré qu'il ne voulait pas d'un accord avant les élections. Il a proposé que l'on discute après le 19 mars.

Ceci est la preuve qu'au fond, après s'en être servi pour gonfler ses voix, le Parti Socialiste ne veut plus du Programme commun. Il ne veut pas s'en prendre à la toute puissance des riches pour donner aux travailleurs les moyens de vivre mieux. Veut-il vraiment la victoire de la gauche unie ?

Mais vous, comme nous, vous voulez l'Union parce que vous la considérez comme le moyen d'un vrai changement. Aussi, si vous voulez la sauver, et c'est possible, vous n'avez qu'un seul moyen d'exprimer cette volonté, c'est de voter pour nos candidats, Marcel TASSY et Colette CHAUVIN.

Vous pouvez ainsi utiliser votre bulletin de vote comme une pétition. Plus il y aura de voix pour nos candidats, plus il sera possible de faire revenir le Parti socialiste et les Radicaux de gauche à la fidélité au Programme commun. En votant pour nos candidats, dites à ceux qui s'y refusent encore : ***Entendez-vous avec les communistes pour appliquer le Programme commun*** *bien actualisé. Ne laissez pas échapper la chance qui est à portée de notre main.* ***Nous voulons un vrai changement !***

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
8e circonscription

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR

Marcel TASSY

Directeur politique de «La Marseillaise»
Conseiller général des B.D.R.

Suppléante : ***Colette CHAUVIN***

LES MESURES IMMÉDIATES A PRENDRE

Le S.M.I.C. à 2 400 F. Echelle mobile des salaires.
Minimum vieillesse à 1 300 F.
Retraite à 55 ans et 60 ans avec pension complète.
Augmentation de 50% des allocations familiales.
Blocage des prix des loyers.
Interdiction des saisies et expulsions.
Création de 500 000 emplois nouveaux par an.
Retour aux 40 heures en 5 jours.
Cinq semaines de congés payés.
Hiérarchie des salaires de 1 à 5.

LES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE :

Instituer un impôt sur la fortune.
Un impôt sur le capital.
Impôt sur le revenu plus lourd pour les gros, plus léger pour les petits.
Suppression de l'avoir fiscal.
Mesures contre la fraude des grands capitalistes.
Nationalisation de 9 grands groupes plus la sidérurgie.
Plan économique démocratique.
Mesures contre les gaspillages.
Fabriquer français, consommer français.
Aide aux petites et moyennes entreprises.
Relance de la consommation populaire par l'augmentation du pouvoir d'achat.

Marcel TASSY

On ne présente plus Marcel Tassy.
Depuis 10 ans, les habitants de notre circonscription le connaissent bien.
Chaque fois qu'un problème se pose, chaque fois que des personnes sont en difficulté, Marcel TASSY accourt.
Combien de fois a-t-il empêché, avec ses camarades communistes, des saisies et des expulsions !

Depuis qu'il est conseiller général, Marcel TASSY a réalisé plus de 4 000 interventions sur les problèmes les plus divers.

Marcel TASSY a, par ailleurs, l'honneur de représenter le Conseil général dans divers organismes publics.

Marcel TASSY, qui est le directeur politique de «La Marseillaise», est issu d'une famille ouvrière.
Il fut lui-même ouvrier électricien.
Il a 45 ans. Marié, il a deux enfants.

Colette CHAUVIN

Elle a 26 ans. Elle prépare un doctorat ès sciences.
Mariée.

Vu le candidat

Imp. SOCÉDIM, 21, crs d'Estienne-d'Orves - 13001 Marseille.

VIIIe *CIRCONSCRIPTION*

CANDIDAT D'UNION DE LA GAUCHE

Soutenu par le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche

POUR LE CHANGEMENT, VOTEZ

Marcel TASSY

Député de la 8e circonscription

Suppléante : **Colette CHAUVIN**

Le 12 Mars les Françaises et les Français ont apporté en majorité leurs suffrages à la gauche. Cela traduit la volonté de changement du pays, l'espoir d'une politique nouvelle.

Le 13 Mars, les partis de gauche se sont engagés, à partir du Programme commun de 1972, à poursuivre son actualisation. Ce programme étant le contrat de législature que le gouvernement de gauche sera chargé d'appliquer.

Le 19 Mars, cette majorité de gauche peut permettre d'assurer l'avènement d'un gouvernement d'Union de la gauche et d'une politique de progrès et de justice sociale.

En ce qui concerne les **MESURES SOCIALES**, ce sera dès les premiers jours de la législature :

- Le S.M.I.C. à 2 400 F pour 40 heures
- Allocations familiales : relèvement de 50% dès le premier enfant,
- Minimum vieillesse et allocations pour handicapés adultes : 1 300 F
- Revalorisation de 15% en moyenne des retraites et pensions.
- Allocations minimum de chômage deux tiers du S.M.I.C.
- Soutien aux P.M.E.
- Négociation avec les organisations syndicales et professionnelles sur : les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la hiérarchie.

Le gouvernement préconisera :

- Une hausse différenciée du pouvoir d'achat des salaires
- Le retour aux 40 heures en 5 jours
- La création de 500 000 emplois nouveaux dès la première année.
- Garantie et amélioration des revenus des exploitants agricoles, familiaux

Le Parlement soumettra dès sa première session des projets de lois et dispositions budgétaires sur :

- Droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes avec pension complète
- La 5e semaine de congés payés
- L'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale
- L'action en faveur de la santé, du logement social
- Une politique équitable des loyers et des charges.
- La démocratisation de l'enseignement et le développement de la formation permanente

- Des équipements pour l'enfance
- Une juste indemnisation pour les rapatriés
- Protection du cadre de vie, contre la pollution et les nuisances

LES MOYENS de cette politique sociale :

- Les nationalisations du secteur bancaire et financier et des groupes industriels seront soumises au Parlement dès sa première session.
- La création d'un impôt sur les grandes fortunes et sur le capital des sociétés, etc.
- L'extension des droits démocratiques des travailleurs et de leurs organisations et des libertés individuelles et collectives en général.
- Garantie de l'indépendance natonale
- Développement de la coopération
- Œuvrer pour le désarmement général.

Pour appliquer cette politique nouvelle les partis de gauche s'engagent à gouverner ensemble dans un gouvernement d'Union de la gauche. Sa composition respectera la volonté du suffrage universel. Son activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité.

Sur la base de cette politique les trois Partis de gauche décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour.

Dans la 8e circonscription

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats

Lucien WEYGAND et Marius MASSE

appellent toutes les électrices, les électeurs, qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars, sur

Marcel TASSY
et
Colette CHAUVIN

devenu candidat d'Union de toute la gauche

La victoire est entre vos mains
Pour battre la droite, pas une voix ne doit manquer au candidat de l'Union de la gauche

Vu le candidat.

Imp. SOCEDIM - 21, cours d'Estienne-d'Orves - 13001 MARSEILLE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978
9e CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE

Candidature du Parti Socialiste et des Radicaux de Gauche

Louis PHILIBERT

Maire du Puy-Sainte-Réparade - Président du Conseil Général
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre
Médaille de la Résistance - Député sortant

CANDIDAT SUPPLEANT

Pierre GABERT

Professeur à l'Université - Adjoint au Maire d'Aix-en-Provence

Madame, Monsieur

Voilà quinze ans que, pour la première fois, j'ai sollicité vos suffrages et depuis vous m'avez fidèlement renouvelé votre confiance à chaque élection, avec de solides majorités.

Je suis toujours resté fidèle à moi-même, à mes idées et à mes engagements, sans sectarisme. J'ai veillé à la défense de vos intérêts et de ceux de notre circonscription. J'ai tenu mes promesses, aussi bien dans mon action de député qu'à la présidence du Conseil général des Bouches-du-Rhône.

Je me suis constamment informé de vos problèmes que j'ai essayé de résoudre par de multiples interventions. J'ai fait de même avec les élus locaux, maires et conseillers municipaux, aux prises avec les carences de l'Etat.

A l'Assemblée nationale, malgré les faibles pouvoirs que lui laisse le gouvernement :

— J'ai défendu les intérêts de mes concitoyens et de nos communes par de fréquentes démarches auprès des ministres.

— J'ai continué, avec l'opposition, le combat pour la défense des libertés locales, pour plus de justice sociale, luttant contre les transferts de charges croissants qui écrasent les contribuables.

Nous voulons que cela change
Il faut battre le gouvernement qui a échoué dans tout

Ceux qui nous gouvernent n'ont réussi dans aucune grande entreprise : depuis 1973 les prix officiels ont monté de 64 p. cent, le nombre des chômeurs atteint 1 million 200.000, le déficit cumulé du budget dépasse 60 milliards.

Les personnes âgées sont au bord de la misère, des millions de salariés perçoivent à peine le SMIC, les agriculteurs voient le recul constant de leurs revenus et les faillites s'abattent sur les commerçants et les artisans. Les rapatriés attendent en vain la réalisation des promesses faites depuis plus de 15 ans ! Pendant ce temps, 10 p. cent des Français contrôlent 50 p. cent de la richesse du pays !

Tous les Républicains de progrès veulent mettre fin au pouvoir en place depuis 20 ans, dominé par les puissances d'argent qui veulent maintenir de profondes inégalités sociales, la spéculation et les privilèges.

Nous voulons d'abord vivre mieux

Le Parti socialiste, comme en 1936 avec Léon Blum, propose des mesures immédiates, telles qu'elles figurent dans le Programme commun de la Gauche actualisé par ses soins :

— L'élimination du chômage par la création de 500.000 emplois en améliorant les services publics et en relançant la consommation familiale ;

— Le SMIC sera porté à 2.400 F. avec une hausse des bas salaires pour lutter contre les inégalités exagérées ;

— Les prestations familiales seront augmentées de 50 p. cent, avec une aide sérieuse aux handicapés et aux pensionnés ;

— Les allocations vieillesse seront portées immédiatement à 40 F par jour ;

— La durée du travail sera effectivement ramenée à 40 heures avec une cinquième semaine de congés payés. La retraite pourra être prise à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.

— **Les femmes,** bénéficieront de l'égalité stricte des salaires et de la création d'équipements sociaux pour alléger leurs charges et leur permettre de mieux participer à la vie sociale et aux loisirs ;

— **La santé** recevra une attention particulière avec de meilleurs remboursements des frais, l'humanisation des hôpitaux et le développement des foyers pour personnes âgées ;

— **Les anciens combattants** et leurs ayants droit verront la revalorisation de leurs pensions et retraites par l'application du rapport constant.

Le financement de toutes ces mesures est assuré par une nouvelle politique économique, dynamique, par la lutte contre les privilèges, contre la hausse des prix et contre la spéculation et par la nationalisation des grands monopoles industriels et bancaires.

Nous voulons changer la vie

— **en luttant pour la qualité de la vie** dans nos villes et nos villages, pour la sauvegarde de la nature, en associant la population à la défense des espaces verts, de la campagne, des forêts et des cours d'eau ;

— l'urbanisation restera à l'échelle humaine, avec le développement des équipements de quartier, des transports en commun, la lutte contre les nuisances ;

— un véritable droit au logement permettra de lancer un programme de logements sociaux de bonne qualité, en location ou en accession à la propriété, à des prix raisonnables ;

— **une nouvelle politique de l'énergie** devra faire appel aux sources non polluantes, à une meilleure indépendance nationale et associera étroitement les citoyens aux décisions ;

— **l'aménagement du territoire,** donnera la priorité au développement harmonieux de l'économie et de la démocratie régionales, dans le cadre d'une nouvelle croissance tenant compte du bien-être des communes rurales ; l'esprit d'entreprise sera encouragé par la formation permanente, l'accès au crédit et les initiatives locales ;

— **une décentralisation réelle** permettra la participation de tous à la vie des collectivités et des quartiers ;

— **une véritable égalité des chances** doit être offerte à tous les enfants par un enseignement disposant de solides moyens pédagogiques, de maîtres dignement payés. L'Education nationale devra être une des grandes priorités, sans oublier les équipements sportifs et culturels. L'Université et la Recherche scientifique devront pouvoir assurer leur vraie mission pour le rayonnement de notre pays ;

— tous les travailleurs ont un rôle fondamental à assumer **dans la gestion** des entreprises comme de la nation ;

— **les agriculteurs** savent que j'ai toujours été à leurs côtés dans les moments difficiles. Je continuerai à lutter avec eux :

— pour l'accroissement du revenu agricole afin de parvenir à sa parité avec le secteur industriel ;

— pour la défense de l'exploitation familiale et des terres agricoles, l'installation des jeunes, une retraite digne pour les paysans âgés ;

— pour la réorganisation et la défense de nos marchés agricoles dans le cadre d'un Marché Commun qui doit obéir à de strictes règles de justice vis-à-vis de nos produits méridionaux, avant toute discussion sur un éventuel élargissement à d'autres pays ;

— **les rapatriés et spoliés** seront indemnisés sans retard pour les préjudices subis. Une nouvelle loi, plus juste et plus humaine, sera votée.

Nous contribuerons à la paix

— par la coexistence pacifique et la coopération avec tous les pays dans le respect de leur souveraineté ;

— par une action résolue en faveur du désarmement tout en assurant notre indépendance nationale dans le respect des alliances actuelles de la France ;

— par une participation active à la construction de l'Europe des peuples pour démocratiser ses institutions au profit de tous ;

— par la mise en œuvre d'un nouveau type de relations avec les pays en voie de développement, nous contribuerons à créer un nouvel ordre économique mondial, à lutter contre la faim et à préserver la Paix.

***

Le Parti socialiste changera la vie avec Vous et mettra fin à l'incapacité de la majorité actuelle à gouverner la France dans l'intérêt de tous les Français.

Le Parti socialiste ne promet que ce qu'il peut tenir. Vous pouvez lui faire confiance pour sortir notre pays de la crise, du chômage et de la mauvaise gestion actuelle basée sur l'inégalité sociale. Il est le meilleur défenseur des droits de l'homme et des libertés fondamentales des citoyens.

En vous affirmant massivement sur notre programme, vous vous prononcerez pour la démocratie au service de tous, pour un véritable changement.

POUR CHANGER LA VIE VOUS VOTEREZ ET VOUS FEREZ VOTER POUR LES CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE

Louis PHILIBERT
Député sortant

Pierre GABERT
Candidat suppléant

E.I.I - MARSEILLE

REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTE — EGALITE — FRATERNITE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978
9e CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE

Candidature du Parti Socialiste et des Radicaux de Gauche

Louis PHILIBERT

Maire du Puy-Sainte-Réparade - Président du Conseil Général
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre
Médaille de la Résistance - Député sortant

CANDIDAT SUPPLEANT

Pierre GABERT

Professeur à l'Université - Adjoint au Maire d'Aix-en-Provence

Je remercie chaleureusement les 28.042 électeurs et électrices qui, en m'honorant au premier tour de leur confiance, m'ont placé largement en tête des onze candidats de notre circonscription.

Ce résultat, qui a marqué la défaite des représentants du pouvoir, je vous demande de l'amplifier dimanche prochain. Pour y parvenir, j'appelle tous les salariés qui ne cessent de souffrir de la politique économique et sociale du gouvernement actuel, qu'ils soient ouvriers, agriculteurs, commerçants, cadres, fonctionnaires, personnes âgées, jeunes en quête d'un emploi, rapatriés, à se rassembler massivement pour assurer la victoire de la Gauche.

En effet, candidat de toute la Gauche, j'entends continuer et développer mon action, tant au Parlement qu'au Conseil Général, en faveur de la création d'emplois, de la défense de l'environnement et du patrimoine provençal et aussi de la mise en place des équipements socio-culturels dans nos communes. Ces communes auxquelles, vous le savez, je suis très attaché et que je m'efforce d'aider en facilitant, au sein de l'Assemblée départementale que j'ai l'honneur de présider, l'octroi des subventions nécessaires à leurs équipements et à leurs travaux.

Pour l'application du Programme Commun

Pour une nouvelle politique de justice sociale et de relance de l'économie qui donne à la France toutes ses chances.

Pour le pays d'Aix

et pour toutes les communes
de notre 9e circonscription

au second tour

VOTEZ

Louis PHILIBERT

candidat unique de toute la Gauche

E.I.I. - MARSEILLE

10e CIRCONSCRIPTION

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

René Rieubon

suppléante:

Monique Domergue,

LE CHANGEMENT EN AVRIL

Oui dès avril le SMIC à 2 400 F et le relèvement progressif des salaires, le minimum vieillesse et l'allocation handicapés à 1 300 F par mois. Le remboursement Sécurité sociale à 80 et 100%, la gratuité scolaire, le relèvement de 50% des allocations familiales et leur versement au premier enfant, **l'aide aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.**

Oui, dès avril le temps de vivre avec les 40 heures, vers les 35 heures, la retraite à 60 ans et 55 ans pour les femmes et les travaux pénibles, 5 semaines de congés payés ; 18 semaines de congé maternité, la **5e équipe.**

Oui, dès avril résorber le chômage : (1 600 000 chômeurs aujourd'hui) avec les mesures précédentes, avec la création de postes pour diminuer les cadences et assurer la sécurité, avec la relance de l'outil de production jusqu'à 100% de ses capacités on peut créer 500 000 emplois par an.

Lorsque B.P. ferme l'usine des protéines à Lavéra, lorsque Eternit licencie à Port-de-Bouc et Laf arge à la Malle, lorsque les Houillères de Provence réduisent leurs effectifs, lorsque la S.N.I.A.S. Marignane a un carnet de commande presque vide, est-ce parce qu'on a trop de ce qu'on y produit ? Non bien sûr ! on manque même de certains produits et on les importe à grands frais.

Oui, dès avril faire payer les riches en instituant un impôt véritable sur le capital et sur la fortune et en modifiant le barème de l'impôt sur le revenu afin d'alléger les charges pour les familles modestes et de les augmenter pour les hauts revenus.

Les grands groupes ont accru leurs profits de 41% en 1977. 180 000 ménages les plus riches disposent de plus de 5 millions anciens par mois et certains de 3 millions anciens par jour ! Les 40 000 comptes en Suisse de ces privilégiés recèlent quelque 400 milliards de nouveaux francs !

Oui, dès avril les nationalisations démocratiques du secteur bancaire et financier, des 9 groupes déjà prévus en 1972, plus la CFP, TOTAL, la SIDERURGIE, PEUGEOT CITROEN, pour tenir compte des réalités nouvelles **avec toutes leurs filiales.**

C'est nécessaire pour que la nation soit enfin maîtresse de son développement, libérée de toute puissance malfaisante de quelques privilégiés.

Oui, dès avril la liberté, l'indépendance c'est possible et c'est nécessaire pour un développement harmonieux, pour le bonheur des hommes.

A tous les niveaux une exigence irrésistible se fait jour : c'est l'exigence de la démocratie, de la liberté.

Assez de l'autoritarisme d'un régime condamné ! Nous voulons vivre libres ! Nous voulons pouvoir décider de notre avenir et de celui du pays.

Nous voulons les moyens d'assurer son indépendance, sa liberté de choix, car il n'y a pas de peuple libre dans une nation asservie.

René RIEUBON

Pour des ministres communistes dans un gouvernement de gauche

Le premier tour de l élection législative, le 12 mars 1978, a une importance exceptionnelle.

En effet, suivant le choix des électeurs, le pouvoir restera aux mains des hommes de la finance et de l'industrie et la même politique de crise sera poursuivie et aggravée ou bien une politique entièrement nouvelle basée sur le Programme commun actualisé, sera mise en œuvre par un gouvernement de gauche avec les ministres communistes.

De Port-de-Bouc ou de Martigues, de Gardanne ou de Rognac, de Berre ou de Salon, de Marignane ou de Vitrolles, de Miramas ou de Carry, des Pennes ou de Septèmes habitant de la 10e circonscription ;

Ouvrier ou employé, intellectuel, cadre, commerçant ou artisan, agriculteur, homme ou femme, jeune ou retraité ;

Les injustices et les inégalités massives et permanentes nous accablent et nous indignent. Vous en avez assez d'être tenu à l'écart des décisions. La politique d'abandon national, la France sous tutelle, cela vous inquiète.

Vous voulez vivre mieux, en citoyen majeur dans un pays indépendant et juste. Vous voulez que ça change et vous avez raison ! La crise et l'austérité ne sont pas fatales.

***

Le Parti Communiste Français met toute sa force pour faire aboutir les revendications et la volonté populaires de changement.

Vous connaissez ses militants, ses élus, le député de la 10e circonscription René Rieubon. Vous savez qu'il intervient inlassablement pour soutenir les luttes des travailleurs des entreprises : Naphtachimie, la SNIAS, Péchiney, Kuhlmann, Eternit, BP-Protéines, Laf arge etc. pour l'école, pour l'emploi, pour les salaires. Comme tous les élus communistes, René Rieubon est le seul à se prononcer, à agir contre l'entrée de l'Espagne, de la Grèce, du Portugal dans le Marché commun. Tous les autres y compris le Parti Socialiste disent oui à la ruine de la paysannerie du Midi.

D'autre part, il aide à la solution de centaines et de centaines de problèmes personnels.

***

Bien sûr, nous ne prétendons pas que René Rieubon fasse tout, règle tout. D'ailleurs vous savez que dans cette circonscription, dans votre commune, dans tout le pays, nous faisons tout notre possible pour que progresse l'union.

Nous avons démontré notre large esprit d'ouverture lors des dernières élections municipales. Désormais, partout où cela a dépendu de nous, les populations peuvent s'appuyer sur des municipalités d'union.

***

Dans les luttes, dans la pratique quotidienne et résolue de l'Union, René Rieubon a préparé les conditions d'une victoire éclatante sur la réaction aux élections législatives dans notre circonscription.

Le Programme commun actualisé proposé par le Parti Communiste répond à la volonté de vivre, vivre enfin ; de vivre libre respecté et responsable. Il donne les moyens de changer vraiment la vie, de maîtriser le développement.

C'est un programme pour une grande politique sociale et nationale. Un programme pour gagner. Les communistes sont prêts à assumer leurs responsabilités, à le mettre en œuvre au sein d'un gouvernement de gauche.

Quelles que soient vos convictions, vos croyances, même si vous n'approuvrez pas toutes nos idées, vous voulez que ça change,

nous vous appelons à voter pour

René Rieubon

et sa suppléante

Monique Domergue,

dès ce dimanche 12 mars

à voter ainsi pour l'union

Vu le candidat

Imp. SOCÉDIM, 21, crs d'Estienne-d'Orves - 13001 Marseille.

X°CIRCONSCRIPTION

CANDIDAT D'UNION DE LA GAUCHE

Soutenu par le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche

POUR LE CHANGEMENT, VOTEZ

René RIEUBON

Député de la 10e circonscription

Suppléante : **Monique DOMERGUE**

Le 12 Mars les Françaises et les Français ont apporté en majorité leurs suffrages à la gauche. Cela traduit la volonté de changement du pays, l'espoir d'une politique nouvelle.

Le 13 Mars, les partis de gauche se sont engagés, à partir du Programme commun de 1972, à poursuivre son actualisation. Ce programme étant le contrat de législature que le gouvernement de gauche sera chargé d'appliquer.

Le 19 Mars, cette majorité de gauche peut permettre d'assurer l'avènement d'un gouvernement d'Union de la gauche et d'une politique de progrès et de justice sociale.

En ce qui concerne les **MESURES SOCIALES,** ce sera dès les premiers jours de la législature :

- Le S.M.I.C. à 2 400 F pour 40 heures
- Allocations familiales : relèvement de 50% dès le premier enfant,
- Minimum vieillesse et allocations pour handicapés adultes : 1 300 F
- Revalorisation de 15% en moyenne des retraites et pensions.
- Allocations minimum de chômage deux tiers du S.M.I.C.
- Soutien aux P.M.E.
- Négociation avec les organisations syndicales et professionnelles sur : les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la hiérarchie.

Le gouvernement préconisera :

- Une hausse différenciée du pouvoir d'achat des salaires
- Le retour aux 40 heures en 5 jours
- La création de 500 000 emplois nouveaux dès la première année.
- Garantie et amélioration des revenus des exploitants agricoles, familiaux

Le Parlement soumettra dès sa première session des projets de lois et dispositions budgétaires sur :

- Droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes avec pension complète
- La 5e semaine de congés payés
- L'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale
- L'action en faveur de la santé, du logement social
- Une politique équitable des loyers et des charges.
- La démocratisation de l'enseignement et le développement de la formation permanente

- Des équipements pour l'enfance
- Une juste indemnisation pour les rapatriés
- Protection du cadre de vie, contre la pollution et les nuisances

LES MOYENS de cette politique sociale :

- Les nationalisations du secteur bancaire et financier et des groupes industriels seront soumises au Parlement dès sa première session.
- La création d'un impôt sur les grandes fortunes et sur le capital des sociétés, etc.
- L'extension des droits démocratiques des travailleurs et de leurs organisations et des libertés individuelles et collectives en général.
- Garantie de l'indépendance natonale
- Développement de la coopération
- Œuvrer pour le désarmement général.

Pour appliquer cette politique nouvelle les partis de gauche s'engagent à gouverner ensemble dans un gouvernement d'Union de la gauche. Sa composition respectera la volonté du suffrage universel. Son activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité.

Sur la base de cette politique les trois Partis de gauche décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour.

Dans la 10e circonscription

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats

Michel PEZET et Henri D'ATTILIO

appellent toutes les électrices, les électeurs, qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars, sur

René RIEUBON

et

Monique DOMERGUE

devenu candidat d'Union de toute la gauche

La victoire est entre vos mains
Pour battre la droite, pas une voix ne doit manquer au candidat de l'Union de la gauche

Vu le candidat.

Imp. SOCEDIM - 21, cours d'Estienne-d'Orves - 13001 MARSEILLE.

11e Circonscription
des Bouches-du-Rhône

Vincent PORELLI

Elections Législatives des 12 et 19 Mars 1978

Marcel GINOUX

Pour le changement et pour l'union votez pour les candidats du Parti Communiste Français

Vincent PORELLI
Professeur de Collège
Député, Conseiller Régional,
Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE

SUPPLEANT :
Marcel GINOUX
Viticulteur
Député suppléant, Conseiller Régional,
Maire de NOVES

Madame, Monsieur,

Les élections législatives du 12 et 19 Mars auront une importance exceptionnelle.

En votant dès le 12 Mars pour le candidat présenté par le Parti Communiste Français vous choisirez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle, plus heureuse, plus libre pour vous, vos enfants, votre famille.

Vous exprimerez votre opposition à la politique d'austérité qui appauvrit une partie toujours plus grande de notre peuple tandis que s'enrichit une petite minorité de privilégiés.

20 ans de pouvoir sans partage de la droite. *ÇA SUFFIT !*

La pauvreté, la misère, les sacrifices... *ÇA SUFFIT !*

Notre pays, son peuple, les travailleurs ont besoin d'un changement, d'un changement réel.

Changer réellement avec des Ministres Communistes

Il faut la mise en place d'une politique qui s'attaque à la crise, à la racine du mal, à la domination sans partage d'une poignée de géants de la finance et de l'industrie.

Cette politique c'est celle contenue dans le Programme Commun de Gouvernement de la Gauche signé en 1972 et bien actualisé.

Pour l'appliquer, il faut un gouvernement d'union de la gauche avec des *MINISTRES COMMUNISTES* assumant toutes leurs responsabilités à égalité de droits et de devoirs.

Depuis 30 ans, toutes les combinaisons politiques, Parti Socialiste seul, Parti Socialiste avec la droite, droite seule, ont été utilisées pour gouverner le pays. Chaque fois, cela a entraîné une aggravation des difficultés pour les travailleurs et le peuple.

Avec des ministres communistes, dès la première semaine il sera fait droit aux revendications des syndicats concernant le SMIC à 2.400 F., l'augmentation des salaires, la semaine de 40 heures en 5 jours, la 5e semaine de congés, l'augmentation de 50% des allocations familiales, la fixation à 1.300 F. du minimum vieillesse et des allocations pour les handicapés adultes, la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes ; 500.000 emplois seront créés annuellement ; les revenus de la paysannerie laborieuse seront sérieusement augmentés ; le droit au travail, à la formation professionnelle, à l'instruction sera donné à la jeunesse ; les inégalités sociales seront réduites ; des conditions nouvelles existeront pour une véritable égalité entre les hommes et les femmes ; le cadre de vie sera transformé.

Se donner les moyens d'une grande politique sociale, démocratique et indépendante

Les moyens existent pour opérer ces changements. Ils sont dans les coffres des grandes sociétés capitalistes qui font des dizaines et des dizaines de milliards de Francs de profits ; dans les poches des multi-milliardaires qui ont en dépôt dans les banques suisses des sommes 2 fois et demie supérieures au coût des mesures prévues dans le Programme Commun de Gouvernement.

Il faut nationaliser en totalité les 9 groupes prévus dans le Programme Commun, plus la sidérurgie, la Compagnie Française des Pétroles et Peugeot-Citroën.

Il faut instaurer un véritable impôt sur le capital et sur les grosses fortunes.

Il faut donner à la Nation la maîtrise de son développement économique et les moyens d'une grande politique sociale, démocratique et indépendante.

Une activité éloquente

Dans la 11e circonscription, le candidat présenté par le Parti Communiste Français, Vincent PORELLI avec son suppléant Marcel GINOUX, a, pendant ces cinq dernières années, dans l'accomplissement de son mandat de député, fait la démonstration qu'il est le meilleur défenseur des travailleurs, des pauvres, des paysans, de la jeunesse et de l'ensemble de la population de la 11e circonscription. Il a été l'ardent défenseur du cadre de vie et de l'environnement.

A travers ses nombreuses interventions, il a soutenu les actions, soulagé les difficultés de dizaines de milliers de travailleurs, d'habitants de notre Région. Il a montré avec Marcel GINOUX son efficacité et son désintéressement. Il a montré sa fidélité et sa loyauté aux engagements pris ; il a créé de réelles perspectives pour le véritable changement.

Elu de l'Union et du Programme Commun en 1973, son audience est devenue nationale.

Pour vivre mieux

Les travailleurs de Dassault à Istres, ceux de Solmer, d'Ugine Aciers et de la CFEM à Fos ont avec Vincent PORELLI le meilleur artisan pour la nationalisation de leur entreprise. Les chômeurs, les enseignants, les parents d'élèves, les commerçants, les employés, les intellectuels, les ouvriers, les techniciens, les ingénieurs, les artisans, les paysans, l'ensemble des femmes et des hommes, jeunes ou moins jeunes qui habitent la 11e circonscription continueront d'avoir le meilleur défenseur de l'ensemble de leurs intérêts.

Avec Vincent PORELLI à l'Assemblée Nationale, les agriculteurs peuvent compter sur son action pour refuser l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché Commun.

— *LE 12 MARS...*

Vous voterez Vincent PORELLI

— Pour changer vraiment, pour vivre mieux,

— POUR SAUVER L'UNION ET LE PROGRAMME COMMUN. POUR BATTRE LA DROITE.

Vous voterez Vincent PORELLI

Homme loyal, intègre, compétent, dévoué, il a fait la démonstration qu'il est le meilleur défenseur des intérêts de l'ensemble de la population.

Vous voterez Vincent PORELLI

Parce qu'il faut des ministres communistes pour appliquer le programme qui permettra le véritable changement.

Même si vous ne partagez pas toutes les idées du Parti Communiste Français,

Vous voterez Vincent PORELLI

LE 12 MARS

— C'est le seul moyen dont vous disposez pour changer vraiment,

— C'est la seule garantie de l'application du Programme Commun bien actualisé.

VU LES CANDIDATS.

Imp. SOCEDIM-Marseille

XIe CIRCONSCRIPTION

Candidat d'Union de la Gauche

Soutenu par le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche

POUR LE CHANGEMENT, VOTEZ

Vincent PORELLI

Député de la XIme Circonscription

Marcel GINOUX

Maire de Noves - Suppléant

Le 12 Mars les Françaises et les Français ont apporté en majorité leurs suffrages à la Gauche.

Cela traduit la volonté de changement du pays et l'espoir d'une politique nouvelle qui en finisse avec la crise et les difficultés de vivre.

Le 13 Mars, les partis de Gauche se sont engagés à poursuivre la négociation visant à mettre au point le Programme qui deviendra le contrat de législature que le Gouvernement d'Union de la Gauche sera chargé d'appliquer.

Le 19 Mars ouvre la perspective d'une majorité de Gauche à l'Assemblée Nationale permettant d'assurer l'avènement d'un Gouvernement d'Union de la Gauche et d'une politique de progrès et de justice sociale.

La première tâche du nouveau Gouvernement sera d'adopter les importantes mesures sociales qui amélioreront les conditions et le cadre d'existence des travailleurs et des familles.

Dès les premiers jours, il décidera :
— le SMIG à 2400 F. pour 40 heures.
— allocations familiales : relèvement de 50%, dès le premier enfant, d'ici au 1er Janvier 1979.
— le minimum vieillesse et allocations pour handicapés adultes à 1300 F.
— la revalorisation de 15% en moyenne des retraites et des pensions.
— l'allocation minimum de chômage au 2/3 du SMIG, et à 50% pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi.
— l'allègement des charges pour les P.M.E.

Dans le même temps, le Gouvernement engagera une négociation avec les organisations syndicales et professionnelles sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la hiérarchie des salaires.

Le Gouvernement préconisera :
— une hausse différenciée du pouvoir d'achat des salaires.
— le retour aux 40 heures en 5 jours.
— la suppression des discriminations frappant les femmes et les jeunes.

— la création de 500.000 emplois nouveaux dès la première année.
— garantie et amélioration des revenus des exploitants agricoles familiaux.

Il soumettra au Parlement dès la première session, des projets de loi et dispositions budgétaires concernant :
— le droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes avec pension complète.
— la 5ème semaine de congés payés.
— l'abrogation des ordonnances de 1967 sur la sécurité sociale.
— l'action en faveur de la santé, du logement social, une politique équitable des loyers et des charges.
— la démocratisation de l'enseignement et le développement de la formation permanente.
— des équipements pour l'enfance.
— une juste indemnisation pour les rapatriés.
— la protection du cadre de vie, contre la pollution et les nuisances.

Cet effort social exige que soient appliquées les réformes qui en fourniront les moyens économiques, financiers et politiques indispensables.

Il s'agit notamment :
— des nationalisations du secteur bancaire et financier et des groupes industriels qui seront soumises au parlement dès sa première session.
— de la création d'un impôt sur les grandes fortunes et sur le capital des sociétés.
— de l'extension des droits démocratiques des travailleurs et de leurs organisations, des mesures pour l'égalité des femmes, et des libertés individuelles et collectives en général.
— de la garantie de l'indépendance nationale, du développement de la coopération et de l'action en faveur du désarmement général.

Pour appliquer cette grande politique nouvelle, les partis de Gauche s'engagent à gouverner ensemble dans un Gouvernement de la Gauche.

Sa composition respectera la volonté du suffrage universel. Son activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité.

Sur la base de cette politique, les trois partis de Gauche décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de Gauche arrivés en tête au premier tour.

DANS LA XIe CIRCONSCRIPTION

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats

Hubert MANAUD et Jean GALLITTU

appellent toutes les électrices, tous les électeurs, qui leur ont fait confiance le 12 Mars, à rassembler leurs suffrages le 19 Mars, sur

Vincent PORELLI

devenu le candidat de l'Union de toute la Gauche

et

Marcel GINOUX

son suppléant

La victoire est entre vos mains

Pour battre la droite, pas une voix ne doit manquer au candidat de la Gauche

Vu les candidats

Imp. SOCEDIM-Marseille

CALVADOS

Première circonscription :

Cantons de : Bourguébus, Caen-Est, Caen-Ouest, Douvres. — **M. Louis MEXANDEAU** — élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Bretteville-sur-Laize, Falaise-Nord, Falaise-Sud, Lisieux (2e section), Livarot, Mézidon, Morteaux-Coulibœuf, Orbec, Saint-Pierre-sur-Dives. — **M. Robert BISSON** — élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Blangy-le-Château, Cambremer, Dozulé, Honfleur, Lizieux (1re section), Pont-l'Evêque, Troarn, Trouville-sur-Mer. — **M. Michel d'ORNANO** — élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Balleroy, Bayeux, Caumont-l'Eventé-Creully, Isigny-sur-Mer, Ryes, Tilly-sur-Seulles, Trévières. — **M. François d'HARCOURT** — élu au 1er tour.

Cinquième circonscription :

Cantons de : Aunay-sur-Odon, Le Bény-Bocage, Condé-sur-Noireau, Evrecy, Saint-Sever-Calvados, Thury-Harcourt, Vassy, Villers-Bocage, Vire. — **M. Olivier STIRN** — élu au 1er tour.

Vincent PORELLI

devenu le candidat de l'Union de toute la Gauche

et

Marcel GINOUX

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

1re CIRCONSCRIPTION DU CALVADOS

PARTI SOCIALISTE

Louis MEXANDEAU

DÉPUTÉ SORTANT

Conseiller général de Caen

En 1973, Louis MEXANDEAU gagnait pour la Gauche le siège de CAEN. En cinq ans, il est devenu un député en vue grâce à son assiduité et à son activité à l'Assemblée Nationale. Il a été classé 4e des députés de l'opposition pour l'intensité de son travail parlementaire.

En même temps il a été remarquablement présent dans la circonscription, à l'écoute des problèmes des élus, des associations, des particuliers, en contact constant avec la population. Député de tous il a, notamment, soutenu l'action des travailleurs, salariés ou indépendants et s'est fait le défenseur des défavorisés. Enfin, en tant que délégué national du Parti Socialiste, il a largement contribué à bâtir un plan pour l'Education Nationale qui constitue le projet le plus complet et le plus cohérent en la matière. S'attachant au problème des inégalités à l'école il a été l'objet d'attaques incessantes de la part des privilégiés.

Agrégé de l'Université, Louis MEXANDEAU est marié, père de trois enfants. Il habite CAEN.

Au moment où la victoire de la Gauche apparaît probable il est important que le Calvados soit représenté par un des responsables du Parti Socialiste.

Electrices, électeurs,

Depuis cinq ans je me suis efforcé de répondre à la confiance que vous m'avez témoignée. Vous connaissez le bilan de mon action tant à l'Assemblée qu'auprès de vous. Je suis resté fidèle à l'engagement que j'ai pris de travailler pour une société où il y aurait moins d'inégalités et plus de justice, de liberté, de responsabilité.

C'est ce que la droite ne me pardonne pas. Sans pouvoir répondre ou sans vouloir employer certains procédés j'ai été l'objet d'attaques mensongères. C'est sur vous, qui me connaissez, que je compte pour y apporter une réponse conforme à la vérité et à l'honnêteté.

Pierrette Jaffré et moi-même sommes les candidats du changement avec des propositions claires qui sont celles du programme commun actualisé par le Parti Socialiste. Mais c'est à vous qu'il appartient de donner vie à l'espérance.

Pierrette JAFFRÉ

Maire-adjoint d'Hérouville

SUPPLÉANTE

Les raisons de l'engagement

Les femmes, qui représentent 52 % des électeurs et les familles ressentent durement les conséquences de la crise et de la politique de M. BARRE dans leur vie quotidienne (licenciements, répression syndicale, aggravation des conditions de travail, manque d'équipements collectifs - crèches, écoles maternelles - manque d'information et de formation, isolement, manque de transports collectifs et de lieux de rencontre, violences quotidiennes...).

Face à cette situation inquiétante, (qui de nous n'a pas au moins un chômeur, total ou partiel, dans sa famille ?), les femmes prennent davantage conscience de la nécessité d'un changement de société. C'est pourquoi, de plus en plus nombreuses, elles militent dans les associations, les syndicats, les partis politiques et occupent la place qui leur revient dans la société. Et c'est pourquoi, aujourd'hui, femme et élue dans une municipalité d'Union de la Gauche, je m'adresse à vous en tant que suppléante de Louis MEXANDEAU.

Nous avons tous, nous avons toutes notre mot à dire le 12 mars prochain, car c'est notre avenir, celui de nos enfants, qui est en jeu.

Le Parti Socialiste a des propositions cohérentes, des mesures à appliquer immédiatement pour améliorer la condition des travailleurs et des travailleuses de ce pays, pour le respect de leurs droits, pour l'épanouissement des hommes et des femmes dans une société plus juste et plus solidaire.

Ce que proposent les Socialistes :

VIVRE MIEUX, dès demain :

DES REVENUS AUGMENTÉS
- S.M.I.C. à 2 400 F ;
- Augmentation de 50 % des allocations familiales ;
- Minimum vieillesse à 1 300 F par mois ;

UN EMPLOI POUR CHACUN
- Création de 500 000 enmplois nouveaux dont 150 000 dans le secteur public et 60 000 pour les collectivités locales ;
- Réglementation des cumuls abusifs ;

UN LOGEMENT POUR CHAQUE MÉNAGE
- Mise en chantier de 700 000 logements sociaux ;
- Un plan d'amélioration de l'habitat existant ;

LA SANTÉ A PORTÉE DE TOUS
- Développement de la solidarité à l'égard des personnes âgées ;
- Mise en place progressive de la gratuité des soins.

Savez-vous qu'en Hollande, avec un gouvernement à direction socialiste, le S.M.I.C. est à 3 300 F ? Et il n'y a pas d'inflation. Mais les inégalités sont beaucoup moins fortes qu'en France.

VIVRE AUTREMENT :

LE TEMPS DE VIVRE
- Retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes ;
- Cinq semaines de congés payés ;

UN IMPOT MIEUX RÉPARTI
- Réforme fiscale tenant compte du revenu réel ;
- Impôt sur les grosses fortunes (à partir de 200 millions d'A.F.) ;

DES POUVOIRS PARTAGÉS
- Nouvelle répartition des charges en faveur du commerce, de l'artisanat et des petites entreprises de main-d'œuvre ;
- Dans l'entreprise, renforcement des droits des salariés et de leurs conseils, élargissement de l'initiative des cadres ;
- Une réelle décentralisation allégeant la tutelle de l'Etat sur les communes, les départements, les régions qui disposeront de moyens accrus ;

UN CADRE DE VIE AMÉLIORE
- Plan de lutte contre la pollution, spécialement celle de la Manche et du littoral ;
- Plan régionalisé de protection de la nature en Normandie ;
- Développement des transports en commun et des pistes cyclables ; Maintien du transport voyageurs sur la voie S.M.N. ;
- Maîtrise des sols et lutte contre la spéculation foncière.

La Droite dit : « On ne pourra payer ces réformes ». Elle oublie que rien qu'en Suisse l'argent français détourné représente plus de 40 000 milliards anciens, plus que le budget annuel de la nation.
La Droite triche. Elle a fait inscrire à Caen un grand nombre de « Français » du Vietnam et du Mexique qui ne savent même pas où est Caen. Des amis de M. GIRAULT vont ainsi voter six fois pour lui. Est-ce honnête ?

VIVRE ENSEMBLE :

UNE ÉCONOMIE PLUS EFFICACE
- Nationalisation des neuf grands grands groupes industriels et du crédit ;
- Une relance de l'économie par le développement de la consommation, des exportations et la valorisation des produits ;
- Interdiction des transferts abusifs de capitaux et du déménagement industriel ;
- Mise en œuvre de la planification avec action prioritaire pour les régions en retard comme la Basse-Normandie ;

DES CITOYENS MIEUX FORMÉS
- Elévation du niveau de formation technique et générale de la jeunesse ;
- Priorité à la petite enfance (maternelles) et à la formation continue ;
- Plan de sauvetage des Universités ;
- Décentralisation du service public d'éducation avec offre d'intégration aux établissements privés ;
- Prise en compte des cultures et langues régionales ;
- Restauration de la dignité des personnels ;

LIBERTÉ SOLIDARITÉ CULTURE
- Une charte des libertés individuelles et collectives ;
- Développement du fait associatif ;
- Encouragement à la pratique du sport et des disciplines artistiques ;
- Animation socio-culturelle et aide à la création et à l'invention.

C'est un programme ambitieux mais réaliste. Avec les Socialistes, vous êtes tous candidats pour changer la vie.

Pour la victoire de la Gauche, VOTEZ

Louis MEXANDEAU et **Pierrette JAFFRÉ**

PARTI SOCIALISTE
UNION DE LA GAUCHE

Député depuis 1973, Louis MEXANDEAU a été classé parmi les meilleurs parlementaires grâce à l'intensité de son travail à l'Assemblée Nationale où il a acquis une autorité que lui reconnaissent ses collègues de toutes tendances.

Il a été en même temps constamment présent dans la circonscription à l'écoute des problèmes des élus, des associations, de la population, au service de tous. Ce travail en profondeur, la sympathie qu'il rencontre chez les travailleurs et chez toutes celles et tous ceux qui connaissent les difficultés quotidiennes expliquent la progression remarquable qu'il a réalisé par rapport à 1973.

Demain, dans un gouvernement de Gauche, le Calvados et la Région de Basse-Normandie seraient représentés de façon efficace.

Louis MEXANDEAU
DÉPUTÉ SORTANT
Conseiller Général de Caen
Marié - 3 enfants

Electrices, électeurs,

Je veux tout d'abord remercier celles et ceux d'entre vous qui nous ont fait confiance dimanche dernier. Grâce à vous j'ai progressé de quatorze mille voix depuis 1973. C'est un résultat remarquable dans lequel je vois la récompense du travail personnel accompli depuis cinq ans, en même temps que la preuve que la clarté des choix et la fidélité aux engagements pris finissent toujours par être reconnus.

Grâce à l'accord national conclu entre les partis de gauche la victoire est en vue. Le 19 mars si vous le voulez Pierrette Jaffré et moi-même seront les représentants de toutes les communes de la circonscription en même temps que les artisans du changement attendu.

Pierrette JAFFRÉ
Maire-adjoint d'Hérouville
SUPPLÉANTE

Les femmes auront, plus que jamais, leur mot à dire le 19 mars.

Au premier tour, elles ont été présentes par cinq candidatures, celles de Josette BENARD (Ecologie 78), Jacqueline BIZET (« Choisir »), Annick MARSAULT (Lutte ouvrière) et Béatrice COMPAGNON (U.D.P.).

Au deuxième tour les femmes ne seront représentées que par Pierrette JAFFRE (P.S.), candidate suppléante de l'Union de la Gauche. Pierrette JAFFRE est donc l'unique porte-parole des femmes pour le deuxième tour.

Son engagement traduit la volonté de changement des électrices et des électeurs pour un statut égal de la femme, pour l'application immédiate des mesures sociales en faveur de la famille prévues par le Programme Commun de la Gauche.

Ce que propose la Gauche :

VIVRE MIEUX, dès demain :

DES REVENUS AUGMENTÉS
- S.M.I.C. à 2 400 F ;
- Augmentation de 50 % des allocations familiales ;
- Minimum vieillesse à 1 300 F par mois ;

UN EMPLOI POUR CHACUN
- Création de 500 000 emplois nouveaux dont 150 000 dans le secteur public et 60 000 pour les collectivités locales ;
- Réglementation des cumuls abusifs ;

UN LOGEMENT POUR CHAQUE MÉNAGE
- Mise en chantier de 700 000 logements sociaux ;
- Plan d'amélioration de l'habitat existant ;

LA SANTÉ A PORTÉE DE TOUS
- Développement de la solidarité à l'égard des personnes âgées ;
- Mise en place progressive de la gratuité des soins.

VIVRE AUTREMENT :

LE TEMPS DE VIVRE
- Retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes ;
- Cinq semaines de congés payés ;

UN IMPOT MIEUX RÉPARTI
- Réforme fiscale tenant compte du revenu réel ;
- Impôt sur les grosses fortunes ;

DES POUVOIRS PARTAGÉS
- Nouvelle répartition des charges en faveur du commerce, de l'artisanat et des petites entreprises de main-d'œuvre ;
- Dans l'entreprise, renforcement des droits des salariés et de leurs conseils, élargissement de l'initiative des cadres ;
- Une réelle décentralisation allégeant la tutelle de l'Etat sur les communes, les départements, les régions qui disposeront de moyens accrus ;

UN CADRE DE VIE AMÉLIORE
- Plan de lutte contre la pollution, spécialement celle de la Manche et du littoral ;
- Plan régionalisé de protection de la nature en Normandie ;
- Développement des transports en commun et des pistes cyclables ; Maintien du transport voyageurs sur la voie S.M.N. ;
- Maîtrise des sols et lutte contre la spéculation foncière.

Savez-vous que dimanche dernier des mandataires de Droite ont voté 5 fois pour leur candidat, avec des procurations de Français du Vietnam, nés au Vietnam, ne parlant que le Vietnamien et qui ne savent même pas où est la Normandie.

La Cour de Cassation vient de casser le jugement du Tribunal d'Instance de Caen validant l'inscription de 39 Vietnamiens. Vous, vous n'avez qu'un bulletin. Dimanche prochain, VOTEZ HONNETE.

VIVRE ENSEMBLE :

UNE ÉCONOMIE PLUS EFFICACE
- Nationalisation des neuf grands grands groupes industriels et du crédit ;
- Une relance de l'économie par le développement de la consommation, des exportations et la valorisation des produits ;
- Interdiction des transferts abusifs de capitaux et du déménagement industriel ;
- Mise en œuvre de la planification avec action prioritaire pour les régions en retard comme la Basse-Normandie ;

DES CITOYENS MIEUX FORMÉS
- Elévation du niveau de formation technique et générale de la jeunesse ;
- Priorité à la petite enfance (maternelles) et à la formation continue ;
- Plan de sauvetage des Universités ;

Le parti Communiste et son candidat Joë Metzger, appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 Mars, à rassembler leurs suffrages le 19 Mars sur Louis Mexandeau, devenu le Candidat Unique de toute la Gauche.

Joë Metzger.

Pour la victoire de l'Union de la Gauche, VOTEZ

Louis MEXANDEAU et Pierrette JAFFRÉ

Rassemblement pour la République

R. P. R.

soutenu par le Centre National des Indépendants et Paysans
et par le Mouvement des Démocrates

Elections Législatives du Dimanche 12 Mars 1978

Circonscription de LISIEUX-FALAISE

Mesdames, Messieurs,

L'Assemblée Nationale, dont le mandat s'achève, a accompli sous l'impulsion du Gouvernement
— animé par les Premiers Ministres Pierre MESSMER, Jacques CHIRAC et Raymond BARRE
— soutenus par la Majorité, une œuvre très importante.

CE QUE NOUS AVONS FAIT :

POLITIQUE ETRANGERE

La France, sous la direction des Présidents Georges POMPIDOU et Valéry GISCARD d'ESTAING, a poursuivi la concertation avec les grandes puissances et les nations européennes. Son influence dans le monde s'est consolidée et elle a contribué efficacement au maintien de la paix.

AGRICULTURE

Ce secteur essentiel de notre économie a été vigoureusement défendu par le Gouvernement et la Profession dans les discussions avec nos partenaires du Marché Commun.

COMMERCE - ARTISANAT

La Majorité a voté la loi d'orientation du Commerce et de l'Artisanat, dite loi ROYER, qui a permis des progrès considérables sur le plan de l'harmonisation sociale avec les autres catégories professionnelles, comme aussi sur la voie de l'égalité fiscale.

HANDICAPÉS

— Education spéciale entièrement gratuite.
— Création d'une allocation d'éducation spéciale.
— Meilleure insertion professionnelle des adultes.
— Garantie de ressources pour les handicapés travailleurs.
— Allocation pour les handicapés qui ne peuvent travailler.

PERSONNES AGÉES

— Doublement en 3 ans du minimum vieillesse : 5.200 F en 1974, 11.000 F en 1977.
— Allocation logement, aide ménagère à domicile.
— Augmentation des retraites : 5 millions de pensionnés ont vu leur retraite augmenter de 60 % en 3 ans.

ANCIENS COMBATTANTS

— Egalité entre les générations du feu : la qualité d'ancien combattant a été reconnue aux anciens d'Afrique du Nord.
— Alignement de la retraite des combattants de 39-45 sur celle de 14-18.
— Promotion des retraites et pensions, élévation du plafond de la retraite mutualiste du Combattant.
— Retraite professionnelle anticipée aux A.C.P.G., aux déportés et internés.

EQUIPEMENT

— Efforts considérables dans de nombreux domaines.
— Etablissements d'hospitalisation, constructions scolaires et universitaires, logements, télécommunications, réseau routier.

CE QUE NOUS VOULONS RÉALISER AU COURS DE LA PROCHAINE LEGISLATURE :

— **Intensifier la lutte contre le chômage** en relançant l'économie par des **investissements** dans les **secteurs productifs,** par une **formation professionnelle adaptée,** en **diminuant** les **charges sociales** dans les **entreprises** industrielles et artisanales **dites de main-d'œuvre,** afin de **favoriser la création d'emplois.**

— **Aider l'Agriculture, dont le revenu est insuffisant, en particulier dans notre région,** en négociant avec nos partenaires du Marché Commun la **suppression des montants compensatoires monétaires,** ce qui favorisera l'exportation de nos produits et stimulera la production française, en établissant un **parallélisme entre l'élévation des prix agricoles et celle des produits industriels nécessaires à l'agriculture,** en **modifiant** le **calcul des cotisations sociales** actuellement **basées sur le revenu cadastral,** en prenant en charge dans certains cas le remboursement des prêts calamités souscrits par les agriculteurs dont l'endettement est très élevé, en **favorisant les installations** par la mise en vigueur des décrets du 2 février 1978 relatifs à la **réforme** des **prêts fonciers** et à l'amélioration des conditions d'attribution de la **dotation jeunes agriculteurs.**

— Aider le **Commerce** et l'**Artisanat** par **l'application stricte de la loi ROYER, l'abrogation de l'ordonnance de 1945, relative au contrôle des prix,** la concurrence à elle seule étant un facteur de modération à condition que les charges soient identiques pour toutes les structures commerciales.

— **Protéger la nature en répondant aux préoccupations écologiques** (espaces verts).

— **Améliorer** constamment le **niveau** et la **qualité de vie** en poursuivant une **politique sociale compatible** avec les **possibilités de notre économie,** en réservant une **sollicitude particulière** aux plus **défavorisés,** en **élevant** le **S.M.I.C. par paliers,** en **exonérant immédiatement d'impôt tous les bas revenus.**

— **Assurer la sécurité en luttant contre la violence sous toutes ses formes.**

— Promouvoir une **politique** de la **jeunesse** en permettant une **insertion** dans la **vie active,** comme aussi la **pratique des sports.**

— **Défendre la Famille,** institution essentielle dans notre Société, notamment en respectant la **liberté des parents** quant au **choix de l'établissement** auquel ils entendent **confier leurs enfants,** ce qui implique le **maintien de la loi DEBRE réglementant les rapports entre l'Etat et l'enseignement privé et le refus de la nationalisation de celui-ci.**

— Elaborer dans le cadre d'une charte de la Famille, un véritable **statut pour les Femmes,** afin de réaliser un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Ce programme national doit être complété par des **actions propres à notre Région Normande,** à notre **Département,** à notre **Circonscription,** par une concertation régulière avec les élus, les responsables professionnels et les associations représentatives, comme aussi par des contacts directs et personnels avec la population.

Voilà ce que nous proposons globalement, sérieusement, sans aucune démagogie.

L'enjeu de ces élections législatives est capital puisqu'il s'agit d'un **choix définitif irréversible entre la Société libérale** que nous connaissons et une **Société collectiviste prônée par le programme commun de la Gauche.**

C'est pourquoi nous vous demandons de **ne pas vous abstenir** et de **voter utile dès le premier tour.**

Ensemble, pendant 5 ans, nous œuvrerons pour l'intérêt général, pour le vôtre en particulier.

Nous vous remercions de la confiance que vous voudrez bien nous témoigner.

SUPPLÉANT :

Jean LAIR

Commerçant

Président du Tribunal de Commerce de Falaise

Dr Robert BISSON

DEPUTE SORTANT

Président du Conseil Général

IMP. BAUDET - LISIEUX

Elections Législatives

du 19 Mars 1978

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Nous remercions très vivement les 18.472 d'entre vous qui, par leur vote de dimanche dernier, nous ont placés très nettement **en tête des 8 candidats au premier tour** *de ces élections législatives.*

Deux candidatures restent en présence :

- celle de la gauche
- la nôtre, celle du Rassemblement pour la République **(R. P. R.)**, qui a reçu le **soutien sans réserve de tous nos partenaires de la Majorité,** conformément aux engagements pris avant l'ouverture de la campagne électorale, c'est-à-dire :

- Le Centre National des Indépendants et Paysans
- Le Mouvement des Démocrates

- Le Parti Républicain ⇨
- Le Parti Radical Socialiste ⇨
- Le Centre des Démocrates Sociaux ⇨

groupés sous l'étiquette : Union pour la Démocratie Française (U.D.F.), qui a d'ailleurs publié un communiqué commun invitant les Electrices et les Electeurs à se regrouper sur notre candidature.

Nous rendons hommage à leur loyalisme, en faisant une mention spéciale pour ce dernier Mouvement, dont le candidat **M. Arnault de ROUVILLE** fut notre concurrent au premier tour; nous publions son **désistement officiel** rédigé en des termes particulièrement nobles, dont voici l'essentiel :

"Nous constatons, dans cette circonscription, l'existence d'un courant centriste; il "appartient à la Majorité.

"Considérant que la priorité absolue est aujourd'hui **d'interdire** au candidat "socialiste la **réalisation d'un programme commun** qui conduirait notre "région et notre pays à la faillite, et considérant en outre que nos entretiens avec le "**Dr BISSON** ont permis de constater notre **accord** avec les **grands principes** "**de notre société,** ainsi que son désir de participer à **une politique de** "**liberté et de justice sociale aux côtés du Président de la** "**République,** nous lui accordons un **soutien total** et demandons instamment "à **tous nos électeurs de lui apporter leurs suffrages au second** "**tour.**"

Par ailleurs, **M. BIGNON,** gendarme, qui fit tout seul une très courageuse campagne **se désiste également pour nous,** nous l'en remercions vivement.

"Compte tenu" écrit-il " de l'intérêt porté par le **Dr BISSON,** candidat de la Majo- "rité à son thème de campagne concernant la **sécurité** en général et plus particu- "lièrement celle des **personnes âgées,** j'ai décidé, après l'avoir rencontré, de lui "faire **confiance.** Dans cet esprit, et en dehors de toute idéologie politique, je "demande donc à celles et à ceux qui m'ont accordé leur **soutien** de le **reporter** "**sur son nom**".

La situation est donc claire et sans ambiguité mais, pour que nous puissions conserver ce siège à la Majorité, il est indispensable que tous les Electeurs et Electrices de M. de ROUVILLE et de M. BIGNON, comme aussi de M. CADIOU, se rallient à notre candidature.

Nous faisons un préssant appel à leur concours.

Nous sollicitons également la **confiance** des **personnes qui n'ont pas pu voter dimanche dernier.**

Le succès est à ce prix ; toutes les voix compteront.

Nous vous assurons, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs de notre entier dévouement.

Dr Robert BISSON

DEPUTE SORTANT

Jean LAIR

SUPPLEANT

IMP. GALLEY - LISIEUX

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Département du Calvados - 3e Circonscription

Michel d'ORNANO

Chère Electrice, Cher Electeur,

Avant de voter, regardez la France, regardez votre région et demandez-vous ce que votre bulletin de vote en fera.

Regardez la France,

son effort pour protéger ses citoyens, son progrès vers plus de justice sociale.

— En 4 ans le S.M.I.C. a été augmenté de 80 %, les ressources minimales des personnes âgées ont doublé, les handicapés sont protégés par des lois et des aides nouvelles.

— Pour le cinquième mois consécutif, le nombre des demandeurs d'emplois est en diminution : grâce au pacte national pour l'emploi plus de 500.000 jeunes ont trouvé un travail nouveau depuis le mois de septembre.

— **Il n'existe pas un autre pays qui ait mieux protégé ses citoyens et en même temps amélioré les conditions de vie des plus défavorisés** alors que le monde entier est en crise. **Cherchez, vous ne trouverez pas.**

La France a pu être gouvernée grâce à la solidité de ses institutions et la stabilité de son régime.

La stabilité, c'est comme la santé : quand on l'a on n'y pense pas, quand on la perd on s'aperçoit que c'était le bien le plus précieux. Ne la perdez pas.

Seule cette stabilité peut nous permettre de poursuivre et d'accentuer le progrès social.

Nos engagements seront tenus :

— **Les bas salaires** seront augmentés **en pouvoir d'achat** alors que le programme commun reprendrait d'une main ce qu'il donnerait de l'autre.

— Un ménage de personnes âgées disposera d'au moins trois millions d'anciens francs par an à la fin de cette année.

— Les familles verront leurs ressources s'accroître pour permettre progressivement à la mère de famille un véritable choix entre travailler ou élever ses enfants.

— **Ces engagements s'accompagnent d'un autre : pendant 2 ans, pas d'impôts nouveaux, pas de charges sociales nouvelles.**

Les Françaises et les Français ont du bon sens : ils ressentiront que ce que nous proposons est **sérieux et possible.**

Regardez votre Région

Que de progrès en dix ans !

J'ai contribué à l'équiper par l'action que j'ai menée grâce au concours du Gouvernement d'abord, comme membre du Gouvernement ensuite.

Le téléphone est entièrement automatisé, un plan pour satisfaire les demandes de raccordement est en cours, les adductions d'eau pratiquement terminées, 1.500 places de maternelles ont été ouvertes, un C.E.S. par an a été construit dans les cinq dernières années, les équipements sportifs, les hôpitaux, les logements, les foyers pour personnes âgées, se sont multipliés.

Nous sommes désormais l'une des régions les mieux équipées de France.

J'ai contribué à amener 40 entreprises qui ont créé **4.000 emplois** dans cette circonscription.

Ce qui a été fait pendant dix ans, je le continuerai et **voici mes priorités :**

— **L'EMPLOI : quatre usines** avec lesquelles j'étais en pourparlers depuis près de trois ans **sont en train de se construire.** Elles ouvriront à partir de cette année et **elles créeront progressivement plus de 1.000 emplois** dans la circonscription : emplois de toutes sortes, de haute qualification et féminins notamment. D'autres viendront, réparties à travers la circonscription.

— **LE REVENU AGRICOLE :** trop de charges, pas assez de produit.

Pour les charges, le département du Calvados vient d'être choisi comme département pilote pour la réforme du **revenu cadastral** qui doit rechercher une assiette plus juste et décharger nos agriculteurs.

Pour le produit, je viens d'annoncer un programme spécial Pays d'Auge qui se traduira par plus de 500 millions d'anciens francs d'aides à la modernisation.

Je viens d'obtenir le classement du Pays d'Auge en zone sinistrée à la suite des intempéries dont nous sommes victimes. J'obtiendrai les crédits qui seront nécessaires.

— **L'ACTIVITE ECONOMIQUE :** c'est la promotion, le développement de la région pour le commerce, l'artisanat, l'industrie, le tourisme.

Au premier rang des efforts, il doit y avoir la **pêche** : le plan de relance que j'ai fait mettre au point permettra à nos pêcheurs de maintenir leur activité.

— **LA QUALITE DE LA VIE :** c'est la lutte contre la pollution que j'ai engagée depuis des années comme Ministre de l'Industrie d'abord, de l'Environnement ensuite - et déjà nous sommes dans la phase de reconquête - la protection de nos rivières, de nos paysages, de nos monuments.

Le 12 Mars, faites le bon choix.

Le bon choix pour la France : aidez-moi à soutenir l'action du Président de la République.

le bon choix pour votre région : aidez-moi à la défendre et à la développer.

Michel d'ORNANO

Ministre de la Culture et de l'Environnement
Conseiller Général

Suppléant :

Jacques RICHOMME

Député sortant - Maire de TROARN

IMP. LEGRAND - 14800 DEAUVILLE

ELECTIONS LEGISLATIVES du 19 MARS 1978
Département du Calvados - 3e Circonscription

RIEN N'EST JOUÉ

Chère Electrice, Cher Electeur,

Une double menace pèse sur la France :
le **désordre** ou **l'occupation du Gouvernement** par le parti communiste.

Si François MITTERAND cède, c'est la **poigne de fer communiste** qui s'étend sur le pays ;

s'il tente de résister, c'est le **désordre** puisqu'il ne peut pas gouverner avec le quart des Français.

Vous devez savoir la vérité sur le candidat du parti socialiste : c'est un membre du CERES, la **fraction révolutionnaire du parti socialiste**, celle qui assure l'influence communiste au sein du parti socialiste.

Barrez la route au candidat du **désordre** et du **communisme**.

Aidez-moi pour VOTRE RÉGION :

- pour défendre l'**emploi**, les **entreprises**, le **commerce**, l'**artisanat**,
- pour protéger la **pêche**,
- pour relever le **revenu agricole**,
- pour assurer la **lutte contre les pollutions**,
- pour améliorer la **qualité de la vie**.

Aidez-moi pour LA FRANCE :

- pour **soutenir l'action du Président de la République**, dont l'appel à l'intelligence des Français a été entendu,
- pour lui donner les moyens d'une **politique de progrès**, de **justice sociale**, de **changement dans la paix civile.**

PAS D'ABSTENTIONS

A tous ceux qui n'ont pas voté pour les candidats communistes et socialistes dimanche dernier, je demande, **quelles que soient leurs convictions politiques** que je respecte, de **s'unir pour écarter le danger** qui pèse sur la France.

Il y va de vos conditions de vie, de l'avenir de vos enfants !

VOTEZ Michel d'ORNANO

MINISTRE DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT
CONSEILLER GENERAL

SUPPLEANT : **Jacques RICHOMME**, *DEPUTE MAIRE DE TROARN.*

François d'HARCOURT

Député du Calvados

Conseiller Général

Ancien Chef du Cabinet du Ministre de la Défense Nationale

Ancien Secrétaire législatif à l'Assemblée Nationale

Ancien élève de l'École d'Agriculture de MEKNES (Maroc)

Diplômé en Sciences Économiques et Financières de l'Université de HARVARD (U.S.A.)

Auteur de plusieurs ouvrages, dont "DEMAIN, LA FRANCE"

Président du groupe d'amitié France - Chine Populaire.

Vice-Président du groupe d'amitié parlementaire France - États-Unis.

Centre National des Indépendants et Paysans
soutenu par la Démocratie Chrétienne
et par le Mouvement Normand

CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Un député fidèle, efficace et dévoué

Toujours près de Vous

VOUS POUVEZ COMPTER sur

FRANÇOIS d' HARCOURT

Suppléante :

Madame Camille HUET

Docteur en Médecine

Maire de Port-en-Bessin

Présidente du Syndicat du C.E.G. de Port-en-Bessin

Maisons, le 7 Mars 1978

Chères électrices, chers électeurs, chers amis,

Vous savez tout ce que j'ai fait pour vous pendant ces cinq dernières années, et cela malgré une situation économique difficile.

Pendant ce premier mandat de député, **j'ai travaillé pour vous sans relâche, toujours présent et attentif à vos problèmes.** Pour cela j'ai tenu à organiser des réunions de travail avec les Conseils Municipaux de toutes les communes et à participer activement aux réunions de toutes les organisations professionnelles et sociales.

Député à temps complet : cette fonction l'exige aujourd'hui et l'exigera davantage encore demain.

C'est pour ces raisons que je suis opposé au cumul souvent excessif des mandats et que j'ai déposé à l'Assemblée Nationale une proposition de loi tendant à les limiter.

N'ayant pas la charge d'une ville importante, j'ai pu être constamment à la disposition de tous et **traiter plus de 15000 dossiers** (individuels et collectifs).

C'est ainsi que j'ai pu connaître et mieux défendre les intérêts de toute la région dont je suis l'élu.

A l'Assemblée Nationale aussi, mes actions ont été nombreuses et **je figure parmi les trente députés les plus assidus.**

Je ne suis ni un inconditionnel, ni un opposant systématique, mais un député votant uniquement en fonction de vos intérêts et des problèmes à résoudre.

Dès le début de mon mandat, j'ai pris la décision d'exercer la fonction que vous m'avez confiée en dehors de toute autre activité professionnelle.

Cela m'a permis d'être constamment au service de tous.

Telle est ma conception du député qui ne peut donc être qu'un **député à temps complet.**

Vous avez toujours pu compter sur moi.

Alors dimanche prochain, je compte sur vous.

François d'HARCOURT

Député du Calvados
Conseiller Général

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - Ve Circonscription

Scrutin du 12 Mars 1978

Olivier STIRN

Candidat de soutien à l'action du Président de la République

Depuis dix ans j'ai fait de mon mieux pour la France et pour notre Ve Circonscription.

● Pour la France, j'ai favorisé toutes les mesures possibles en faveur des agriculteurs, des commerçants, des artisans, des ouvriers, des employés, des cadres, des professions libérales et de la fonction publique, c'est-à-dire, de nos travailleurs. J'ai aidé à faire prendre en faveur des personnes âgées, des jeunes, des décisions améliorant leur sort et leurs perspectives. Je me suis préoccupé des associations, si nécessaires à la vie de notre pays, qu'elles soient patriotiques, culturelles, de loisirs ou sportives.

J'ai orienté mon action pour que ces mesures de justice se concilient avec la liberté. Pour ces raisons je reste très fortement opposé au Programme Commun, désastreux pour notre économie et dangereux pour les libertés.

● Pour notre circonscription, j'ai travaillé jour après jour. Il fallait la sortir de son isolement, faire de nombreux équipements, créer des emplois, favoriser la situation de nos cultivateurs, aider nos commerçants et artisans. En dix ans, nous avons progressé. Pour la première fois, depuis 150 ans, la circonscription s'est repeuplée. Elle a plus d'électeurs que jamais. Des équipements sociaux, scolaires, téléphoniques, ruraux (15 milliards d'anciens francs pour l'eau et l'assainissement), routiers, sportifs ont changé notre vie. Malgré les années difficiles, le niveau de vie par tête sur 10 ans s'est amélioré.

J'ai aussi dans l'anonymat aidé beaucoup d'entre vous à surmonter leurs difficultés, comme c'était mon devoir. Je me suis efforcé de le faire en gardant avec chacun et chacune des contacts réguliers et sans cérémonie.

● Pour les 5 ans qui viennent je prends quelques engagements que je tiendrai si vous continuez à me faire confiance.

- amélioration du revenu agricole par la suppression rapide des montants compensatoires, la fin de l'adduction d'eau, des crédits supplémentaires pour la voirie, l'assainissement, le contrôle des frontières européennes pour l'importation de viande, un nouveau plan pour l'agriculture avec, entre autres améliorations, un statut de la femme d'agriculteur.

- création d'emplois industriels nouveaux ; amélioration des salaires, des conditions de travail de l'ensemble des ouvriers ; 5e semaine de congés payés ; retraite à 60 ans.

- aide constante aux artisans et commerçants avec en particulier une amélioration des retraites, de la situation fiscale et un statut pour les femmes de commerçants et d'artisans.

- la garantie d'une progression régulière du niveau de vie pour les cadres, les professions libérales et la fonction publique ;

- une attention particulière aux problèmes sociaux posés par l'orientation des jeunes, la condition des personnes âgées, l'amélioration nécessaire au sort des familles, la poursuite de l'effort en faveur des handicapés.

- un effort accru pour notre circonscription en équipements publics : routes, adductions d'eau, assainissement, collèges (un collège technique dans le nord de la circonscription, la réalisation du collège de BÉNY-BOCAGE en 1978, les collèges de SAINT-SEVER et VIRE, des améliorations à celui de VILLERS-BOCAGE, le seul qui existait il y a 10 ans), écoles maternelles et primaires, aide maintenue à l'enseignement privé, stades, téléphones supplémentaires, maisons de retraite.

- l'amélioration de l'écologie et de la qualité de la vie : Après la VIRE, 1re rivière dépolluée de France, l'ORNE. Une attention particulière aux méfaits possibles du remembrement ; la plantation d'arbres et la création d'espaces verts dans les villes ; le soutien à nos produits locaux de qualité.

La Ve Circonscription qui a beaucoup progressé doit devenir exemplaire.

Ma candidature n'est pas une candidature partisane mais d'union.

Elle n'a pas d'étiquette mais se place sans équivoque derrière le Président de la République. Lui seul peut rassembler les français et les aider à franchir la crise économique.

AIDEZ-MOI, AIDEZ LE.

LE BON CHOIX POUR LA Ve CIRCONSCRIPTION

OLIVIER STIRN

Candidat de Soutien à l'action

du PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Olivier STIRN

Conseiller Général
Maire de VIRE

Antoine LEPELTIER

Agriculteur, Maire de
ESQUAY-NOTRE-DAME

Imp. LE CORNEC - Vire

CANTAL

Première circonscription :

Cantons de : Aurillac-Nord, Aurillac-Sud, Laroquebrou, Maurs, Montsalvy, Pleaux, Saint-Cernin, Saint-Mamet-la-Salvetat, Salers, Vic-sur-Cère.	**M. Augustin CHAUVET**	élu au 1er tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Allanche, Champs-sur-Tarentaine, Chaudes-Aigues, Condat, Massiac, Mauriac, Murat, Pierrefort, Riom-ès-Montagnes, Ruines, Saignes, Saint-Flour-Nord, Saint-Flour-Sud.	**M. Pierre RAYNAL**	élu au 1er tour.

Augustin CHAUVET

Candidat du Rassemblement Pour la République et de la Majorité Présidentielle

Officier de la Légion d'honneur
Conseiller Général de SALERS
Vice-Président de l'Association des Maires du Cantal
Administrateur-Fondateur du « Foyer Cantalien » et du « Foyer Auvergnat »
Président Honoraire du Herd-Book de Salers,
et du Syndicat de Contrôle Laitier du Cantal

DÉPUTÉ SORTANT

CHERS CONCITOYENS,

Après 22 ans d'un pacte de confiance et d'amitié, cinq fois renouvelé toujours à une large majorité, pour la dernière fois je sollicite vos suffrages. Ce n'est pas sans avoir beaucoup réfléchi que j'ai pris cette décision.

En effet, le bilan de mon action à l'Assemblée Nationale, le travail accompli dans cette circonscription, les services rendus à chacun sans distinction aucune, les efforts pour développer l'économie, l'agriculture, l'équipement du Cantal et en particulier le logement social, m'auraient permis de me retirer avec le sentiment du devoir accompli. Le fait notamment d'avoir été classé par l'hebdomadaire « Le Point » parmi les **25 premiers députés de la Majorité**, au plan de l'action parlementaire pour les années 1973 - 1978, me donnait la certitude d'avoir scrupuleusement rempli ma mission.

Toutefois ,devant la **gravité de la situation**, à la demande de Jaques CHIRAC et des plus hautes personnalités de la majorité, encouragé par mes amis, j'ai estimé de **mon devoir** de me représenter. En effet, jamais depuis vingt ans **la liberté et l'avenir économique de notre pays n'ont couru de si grands dangers.** Aussi ai-je décidé de m'opposer de toutes mes forces à de tels périls et de continuer mon action en faveur du Cantal et de ses habitants, à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

AGRICULTEURS :

Dans notre département **l'agriculture demeure notre meilleur atout.** La défense de l'**exploitation familiale** à laquelle nos paysans restent profondément attachés, l'élévation du niveau de vie des exploitants, des aides familiaux et des salariés agricoles, l'installation des jeunes, la **maîtrise du foncier**, resteront toujours au premier rang de mes préoccupations.

Je m'attacherai à l'amélioration des conditions d'existence de tous ceux qui participent au travail de la terre et **plus particulièrement des femmes.** Je veillerai à la poursuite de la politique en faveur de la montagne, lancée par Georges POMPIDOU, à la réalisation et au développement du programme spécial Massif-Central, à l'organisation des marchés agricoles, **à la revalorisation des productions animales.**

ARTISANS, COMMERÇANTS, PROFESSIONS LIBÉRALES :

Ayant participé **activement** à l'élaboration des différentes mesures prises en faveur des artisans et commerçants et en particulier de leurs épouses, je m'efforcerai d'en surveiller l'application et d'en améliorer les dispositions pour que soit pleinement réalisée **l'égalité fiscale et sociale** entre travailleurs indépendants et salariés. **Défenseur résolu de la libre entreprise**, je lutterai également pour le retour à la liberté des prix et l'humanisation des contrôles fiscaux.

OUVRIERS, EMPLOYÉS ET CADRES :

La lutte **contre le chômage**, la progression constante du niveau de vie, l'amélioration des conditions de travail et des conditions de **logement** pour lesquelles j'ai particulièrement œuvré, resteront pour moi prioritaires en cette période difficile. Il en sera de même de la **revalorisation du travail manuel.** Bien entendu, je resterai fidèle à la politique de **participation** qui est le fondement de la doctrine gaulliste.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DES COLLECTIVITÉS :

Partisan d'une **relance de la politique contractuelle**, je veillerai à ce que les droits des fonctionnaires soient respectés, leur sort amélioré et leur responsabilité accrue.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE :

Au cours de cette législature, plusieurs mesures ont été prises en leur faveur ; ceux de 39-45 ont eu leur retraite mise à **parité** avec celle de leurs camarades de 14-18. Retraite à 60 ans pour les anciens prisonniers de guerre. Amélioration de la situation des veuves. Reconnaisance du **titre d'Ancien Combattant** aux anciens d'A.F.N.. Il reste cependant à accélérer la publication des listes d'unités combattantes ; à assouplir les conditions de reconnaissance ; en même temps de leur attribuer les mêmes avantages que leurs camarades des précédents conflits. Je demanderai à ce que les crédits nécessaires soient dégagés pour l'application du **rapport constant.**

PERSONNES AGÉES ET HANDICAPÉS :

En tant que rapporteur du budget des charges communes, je n'ai cessé de défendre les intérêts des **retraités et des économiquement faibles** : intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le traitement pour le calcul des retraites, **abattement fiscal de 10 %, relèvement du minimum vieillesse** doublé au cours des trois dernières années, vote de la loi du 30 Juin 1975 en faveur des handicapés. Cette œuvre devra être poursuivie et amplifiée au cours de la prochaine législature, notamment dans le domaine de l'aide à domicile, des raccordements téléphoniques et des foyers restaurants et de la majoration du minimum vieillesse qui devra être portée rapidement à **40 F. par jour.**

NOS JEUNES :

Quant aux jeunes, **espoir de la France de demain**, je m'efforcerai de leur permettre de rester dans le pays qui les a vu naître et auquel ils restent profondément attachés, par la **création d'emplois** et le développement de la formation professionnelle.

COLLECTIVITÉS LOCALES ET ÉQUIPEMENTS PUBLICS :

Le mandat qui vient doit permettre d'assurer le **désenclavement du Cantal** par l'aménagement prioritaire de **l'axe Massiac - Maurs** avec engagement des travaux sur la partie **Aurillac - Maurs** dès l'achèvement des études en cours. Il faudra terminer les adductions d'eau, accélérer l'assainissement, poursuivre l'équipement téléphonique qui s'est développé considérablement grâce à l'effort des pouvoirs publics, renforcer les réseaux électriques. Je n'oublierai pas les équipements sportifs et sociaux-éducatifs, sans négliger les équipements urbains. Tout en me félicitant de la majoration du **F.S.I.R. Communal, je ne perdrai** pas de vue la **réforme des finances locales** qui s'impose d'urgence ainsi que l'accélération du **remboursement de la T.V.A..**

TOURISME :

L'intensification d'une politique touristique dynamique et l'étalement des vacances devront permettre à nos hôteliers, restaurateurs et commerçants de bénéficier d'une clientèle plus nombreuse et plus régulière.

C'est pour l'accomplissement de ce programme, c'est pour me tenir comme je l'ai toujours fait jusqu'ici à la disposition de mes concitoyens, pour les aider de mes conseils et de mon appui, c'est pour le maintien d'un climat de paix sociale, de progrès économique pour la **sauvegarde de toutes nos libertés**, c'est pour la **défense de la République et de la Nation**, qu'avec le concours de **mon suppléant Francis TOURDES,** je vous demande aujourd'hui de me renouveler votre confiance.

VIVE LE CANTAL ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !
VIVE LA FRANCE !

Augustin CHAUVET

DÉPUTÉ SORTANT

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Francis TOURDES

Docteur - Vétérinaire

Officier du Mérite Agricole

Conseiller Général de Vic-sur-Cère

Mauriac, imp. du « Réveil »

DÉPARTEMENT DU CANTAL

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION SAINT-FLOUR - MAURIAC

Electrices, Electeurs,

En 1969, alors que Georges Pompidou venait d'être élu Président de la République, vous m'accordiez votre confiance en m'élisant, dès le premier tour, Député de la deuxième Circonscription du Cantal. En 1973, vous me renouveliez cette confiance dans les mêmes conditions, c'est-à-dire massivement.

A travers cette élection et cette réélection, c'est bien sûr à mon illustre prédécesseur que vous exprimiez aussi votre attachement. Aujourd'hui, le Président Georges Pompidou n'est plus.

En sollicitant à nouveau vos suffrages le 12 Mars prochain, j'entends d'abord témoigner de ma loyauté envers celui qui m'avait fait l'honneur de son amitié et à qui vous m'aviez permis de succéder dans le Cantal. Je me présente avant tout, comme un homme de fidélité et de continuité. Pourquoi en effet, n'assumerais-je pas avec fierté, l'œuvre qu'il avait tracée, que nous avions accomplie en commun dans ce département et tout particulièrement dans les Arrondissements de ST-FLOUR et de MAURIAC.

Pour ma part, je pense avoir scrupuleusement, et au prix d'un travail de tous les jours, fait mon devoir de Député tout au long de cette dernière législature. Œuvrant dans les Groupes de travail et en Commission des Lois à la préparation des textes, je me suis efforcé dans mes interventions à la Tribune de faire prévaloir auprès du Gouvernement, les divers besoins et les aspirations légitimes de nos populations.

Ici même, tout en assurant mes propres responsabilités locales, je me suis tenu au contact étroit de mes Collègues, Maires ou Conseillers Généraux, et des Responsables Professionnels dans l'exercice de leurs fonctions, pour être leur relais auprès de la Haute Administration.

Disponible, je me suis constamment efforcé de l'être aussi à l'égard de chacun d'entre vous. dans la recherche de solutions adaptées aux nombreux problèmes qui sont les vôtres

La vie pour certains, n'a pas toujours été aisée, dans la crise mondiale que nous traversons. Et si, grâce à la stabilité des Institutions et aux acquis de la Ve République, grâce aux mesures prises, notre pays a fait front à la tempête monétaire et à la véritable guerre économique engagée, il reste encore à gagner définitivement le combat. C'est-à-dire : SORTIR LA FRANCE DE LA CRISE.

Aussi, doit-on éviter à tout prix le bouleversement et l'aventure que représenterait la mise en application du programme dit « commun » des socialistes et communistes dont l'objectif est l'instauration d'une société collectiviste et marxiste.

Le choix est grave. La Majorité, en même temps qu'elle apporte la solution aux grands problèmes économiques, propose au **Pays de nouvelles actions** tendant à donner à chacun, **davantage de mieux-vivre, davantage de sécurité, davantage de responsabilité et d'épanouissement individuel et familial**. **Son** programme est réaliste. **Le bilan considérable** de ce qui a été fait depuis 20 ans — que tout homme de bonne foi reconnaît — donne l'assurance que **ses engagements sont sérieux et qu'ils seront tenus.**

C'est tout le sens du combat qui s'engage au plan national et c'est pourquoi, à la demande de Jacques Chirac et de l'ensemble de la Majorité, j'ai décidé d'y apporter une nouvelle fois, mon concours.

Mon dévouement et ma volonté d'agir pour le bien public, en vous assurant le progrès et la sécurité, demeurent ma seule motivation. J'y ajoute **la conscience claire des changements nécessaires et mesurés** que vous attendez. Avec vous et en exerçant mon rôle législatif, j'entends continuer mon action en faveur de ce Département et des hommes et des femmes de chez vous, de tout âge et à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

AGRICULTEURS

L'agriculture qui représente 37 % de la population active. avec une production finale, en 1976, de 76 milliards d'anciens Francs, est bien l'activité économique essentielle de notre Département.

Ainsi que je l'ai souvent exprimé avec mon suppléant Pierre CHARLANNE, Agriculteur-Exploitant lui-même, notre action portera sur : le maintien et le renforcement de l'exploitation familiale, en opposition aux offices cantonaux conduisant à la collectivisation des Terres ; la maitrise du foncier, en le rendant plus accessible aux jeunes par le moyen d'une dotation globale et d'un crédit approprié ; l'accroissement de l'aide aux bâtiments d'exploitation ; une progression constante du revenu des productions, notamment pour le lait et la viande, en réclamant :

— **Pour le Lait :** un ajustement substantiel du franc vert et le démantèlement des montants compensatoires au niveau de l'Europe Agricole ; la taxation des matières grasses et végétales importées ; la participation des Producteurs à la gestion des marchés ; le soutien à l'action prioritaire que les responsables professionnels mènent dans notre Département en faveur de l'organisation économique du marché du fromage dans le cadre de l'Interprofession. Cette action vient d'ailleurs d'être reconnue et sera désormais aidée par le Gouvernement.

— **Pour la Viande** : les acquis des négociations européennes ne doivent pas être remis en cause. Les frontières de l'Europe des Neuf doivent être mieux protégées et l'intégration de nouveaux pays doit être conduite avec prudence ; la lutte contre la brucellose doit être intensifiée avec les moyens financiers nécessaires.

En bref, il faut promouvoir **une politique plus vigoureuse des prix et des débouchés** ainsi qu'une politique **d'encouragement à la qualité et à la transformation sur place des produits animaux et végétaux** — ceux de la forêt en particulier — afin d'apporter une valeur ajoutée toujours plus grande à ceux-ci.

LA VIE RURALE

Je m'attacherai en outre : à la poursuite des équipements ruraux encore nécessaires (adduction d'eau, assainissement, téléphone, électrification, suppression des zones d'ombres de la télévision, équipements socio-culturels et sportifs, etc...) ; à l'amélioration de l'habitat et au maintien de la prime de décohabitation ; à l'amélioration des services de remplacement ; au maintien des Services Publics ; à la formation des hommes par le renforcement constant d'un enseignement agricole spécifique public et privé.

Il faut aussi assurer une **véritable promotion de la femme** en reconnaissant à l'épouse, le titre d'Agriculteur, avec tous les droits juridiques s'y rattachant, en particulier, le droit à la retraite et aux pensions d'invalidité.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la politique de Rénovation Rurale et de la Montagne, engagée par le Président Pompidou. Elles ont été prolongées par le Plan Massif-Central élaboré par le Président Valéry Giscard d'Estaing et le Gouvernement de Jacques Chirac.

Cette action est orientée vers la compensation de handicaps naturels. Elle est destinée à maintenir d'abord, développer ensuite, la population de nos régions et leur économie.

COMMERÇANTS - ARTISANS - PROFESSIONS LIBERALES

Ayant participé à l'élaboration de différentes mesures prises en faveur des artisans et commerçants, je m'efforcerai d'améliorer ces dispositions en réclamant : une égalité fiscale réelle, avec la généralisation de l'abattement de 20 % ; l'harmonisation sociale complète des prestations et des retraites, identiques au régime général ; le retour à la liberté des prix ; l'humanisation des contrôles fiscaux ; la révision de la taxe professionnelle ; l'aide à l'installation des jeunes par des contrats d'épargne ; la reconnaissance du statut des femmes d'artisans et de commerçants comme collaboratrices à qui doit être accordé un salaire fiscal au moins égal au S.M.I.C.

— POUR LES P.M.E. : Trois orientations principales guideront mon action : réaffirmation absolue de la liberté d'entreprendre ; aménagement de l'assiette des cotisations sociales notamment pour les entreprises de main d'œuvre ; accès au crédit facilité ; péréquation entre les prix de l'essence, du gas-oil et du fuel pratiqués sur le sol national pour faire disparaître ces surcoûts économiques qui nous pénalisent injustement.

— POUR LES PROFESSIONS LIBERALES : Les lignes d'action de la Majorité sont connues : **maintien du libre-exercice** et du **libre-choix, refus de l'étatisation.**

SALARIES - L'EMPLOI

Avec l'amélioration des conditions de travail, les objectifs essentiels sont le retour au plein emploi et à la progression régulière du pouvoir d'achat en s'efforçant de favoriser plus particulièrement les bas salaires, de revaloriser le travail manuel. L'effort prioritaire déjà entrepris par les moyens des diverses aides à l'emploi doit être maintenu, spécialement pour les jeunes demandeurs d'emploi. A cet effet, il faut permettre le développement des activités existantes, inciter à la création de nouvelles entreprises, elles-mêmes créatrices d'emplois.

LES FONCTIONNAIRES ET AGENTS DES COLLECTIVITES

Dans le cadre de la politique contractuelle qui doit être relancée, les fonctionnaires verront leurs droits respectés, leur condition régulièrement améliorée — en particulier pour les plus modestes d'entre eux — et leur responsabilité accrue par davantage de participation.

LES JEUNES

Ils sont la force vive de la Nation. Ils souhaitent légitimement rester au pays. Il faut leur donner le droit à une meilleure insertion professionnelle, revoir l'orientation scolaire, développer les enseignements pré-professionnels et favoriser l'apprentissage direct.

Pour ceux qui sont à l'Université, l'enseignement dispensé doit être de nature à les conduire tout naturellement à la carrière de leur choix.

LA FAMILLE

Je m'attacherai à la défense de la famille qui doit rester **la cellule de base de la société.**

L'émancipation de la femme passe avant tout par la **revalorisation du statut de la mère de famille** qui aura le libre choix de se consacrer à ses enfants et à son foyer ou d'exercer une activité professionnelle adaptée à sa condition.

LES PERSONNES AGEES ET LES HANDICAPES

Les mesures adoptées durant la dernière législature en faveur des personnes âgées concernent principalement le régime des Retraites et Assurances Vieillesse : Intégration progressive de l'Indemnité de Résidence dans le traitement, pour le calcul des retraites ; abattement fiscal de 10 % ; relèvement du Minimum Vieillesse doublé au cours des trois dernières années.

Nous proposons que celui-ci soit indexé et qu'il **atteigne 40 francs** par jour en 1978. Nous demandons pour les **Veuves, le cumul automatique de la pension personnelle et celle de réversion.** J'agirai aussi pour un meilleur remboursement par la Sécurité Sociale des frais dentaires, d'opticien, d'acoustique et l'extension des aides à domicile.

La loi du 30 juin 1975 a amélioré le sort des Handicapés. Cette amélioration doit être poursuivie et amplifiée, notamment en ce qui concerne les équipements et les matériels spéciaux.

LES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Diverses mesures ont été prises en leur faveur au cours de la dernière législature : parité de la retraite entre ceux de 39-45 et leurs camarades de 14-18 ; retraite à 60 ans pour les Anciens Prisonniers de Guerre ; amélioration de la situation des veuves ; reconnaissance du titre d'Ancien Combattant aux Anciens d'A.F.N. pour qui la publication des listes d'unités combattantes doit être accélérée et les conditions de reconnaissance assouplies. Enfin les crédits doivent être dégagés pour une application toujours plus précise du rapport Constant.

LE DESENCLAVEMENT

Le désenclavement se poursuit. Deux milliards et demi d'anciens francs y ont été consacrés sur les grands axes en 1977. Jamais un tel volume de travaux n'avait été atteint jusque là. Ils ont porté pour nos Arrondissements sur les liaisons Massiac-Murat et sur les anciennes R.N. 121, 122 et 126. En outre, les programmes annuels seront poursuivis sur les R.N. 590, 678 et 679. Pour la R.N. 678, son inscription dans la catégorie des routes d'intérêt régional a fait l'objet d'une proposition au Conseil Régional émanant de vos Parlementaires. Elle sera effective prochainement.

Nous avons agi, enfin, pour que l'Autoroute A 71 ne souffre aucun retard.

De son côté, le Département maintiendra son effort sur les chemins départementaux auxquels il a consacré en 1977 un crédit équivalent à la totalité des impositions perçues.

L'automatisation du téléphone sera achevée cette année et permettra la satisfaction des demandes en instance.

COLLECTIVITES LOCALES ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS

Les équipements collectifs, bien avancés dans tous les domaines, seront poursuivis : réparations et constructions scolaires, aménagement de villages ; les contrats de Pays et les contrats Petites Villes y contribueront pour leur part. Les Collectivités Locales souhaitent davantage de liberté d'action et de responsabilité. Elles doivent recevoir les moyens de leur exercice.

Aussi la réforme des Finances Locales ne doit pas être perdue de vue. Le remboursement déjà amorcé de la T.V.A. sur les investissements communaux doit être mené à son terme d'ici 1980.

TOURISME

L'industrie touristique a bénéficié de mesures importantes. Elles doivent aider à un développement toujours accru et à un étalement des périodes touristiques ceci afin de répondre au dynamisme reconnu de nos hôteliers et restaurateurs.

Telles sont les grandes lignes de l'action que j'entends mener en collaboration étroite avec tous les Elus et tous les Responsables à tous les niveaux.

J'agirai avec vous, Electeurs, Electrices de notre Circonscription pour la sauvegarde de nos libertés :

- **Liberté d'entreprise,**
- **Liberté d'expression,**
- **Liberté dans l'Exploitation Agricole Familiale,**
- **Liberté dans le Commerce et l'Artisanat,**
- **Liberté de l'Enseignement.**

C'est la condition de la défense de la République et de la Nation.
C'est la condition d'un progrès social harmonieux dans la paix civile et l'unité nationale.
C'est la condition d'une France forte, prospère, indépendante et respectée.

VIVE LE CANTAL
VIVE LA REPUBLIQUE
VIVE LA FRANCE

Dr Pierre RAYNAL
DÉPUTÉ SORTANT
Maire de CHAUDES-AIGUES,
Président du CONSEIL GÉNÉRAL

Remplaçant éventuel :
Pierre CHARLANNE,
Conseiller Général de MAURIAC,
Maire de JALEYRAC.

CHARENTE

Première circonscription :

Cantons de : Angoulême-I, Angoulême-II, Aubeterre-sur-Dronne, Blanzac, Chalais, Montbron, Montmoreau, Villebois-Lavalette.

M. Jean-Michel BOUCHERON élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Baignes-Sainte-Radegonde, Barbezieux, Brossac, Châteauneuf-sur-Charente, Cognac, Hiersac, Jarnac, Rouillac, Segonzac.

M. Francis HARDY élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Aigre, Chabanais, Champagne-Mouton, Confolens-Nord, Confolens-Sud, Mansle, Montembœuf, La Rochefoucauld, Ruffec, Saint-Amand-de-Boixe, Saint-Claud, Villefagnan.

M. André SOURY élu au 2e tour.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

1re CIRCONSCRIPTION
de la CHARENTE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES de MARS 1978

Jean-Michel BOUCHERON
Candidat

Jean-Michel BOUCHERON

Candidat du PARTI SOCIALISTE

Union de la Gauche Socialiste et Démocratique

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Le vote que vous exprimerez les 12 et 19 Mars relève d'un choix POLITIQUE qui depuis 20 ans n'a jamais été aussi clairement défini.

La propagande « officielle » de l'actuelle majorité oubliant, quand cela la sert, 20 ans de pouvoir de 1958 à 1978, tente de faire croire que le bilan économique **n'est pas de sa responsabilité.**

La situation actuelle n'est que l'aboutissement de 20 ans d'un pouvoir centralisateur, s'appuyant sur une majorité SOUMISE.

Ce POUVOIR :

— qui accepte l'INJUSTICE FISCALE,
— qui maintient les PRIVILEGES des RICHES,
— qui mène une fausse politique de démocratisation de l'ENSEIGNEMENT et de la FORMATION,
— qui néglige le service public (téléphone, santé, etc...)

Tente maintenant de SURVIVRE à la CRISE dont il porte

LA PLUS GRANDE PART DE RESPONSABILITE

Au bout du chemin, loin de rendre des comptes, la majorité sortante ne trouve d'énergie que dans l'autosatisfaction quotidienne, l'invective et le mensonge, et ce, dans un seul but :

SE MAINTENIR, POUR SERVIR CEUX QUI LA SERVENT

à grands coups de publicité et de promesses.

LE CHOIX EST CLAIR

POUR CHANGER LA VIE

IL FAUT CHANGER LA POLITIQUE

JE VOUS PROPOSE CETTE POLITIQUE AVEC LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE ACTUALISÉ :

VIVRE MIEUX

- Des mesures sociales = SMIC à 2.400 F. Retraite à 60 et 55 ans, avec minimum à 1.300 F par mois ; allocations familiales augmentées de 50 % ; création de 500.000 emplois nouveaux.
- Santé = mise en place progressive de la gratuité totale dans un système réorganisé .
- Logement = mise en construction de 700.000 logements et amélioration de l'habitat existant.
- Qualité de la vie = 5e semaine de congés - plan de protection de la nature et lutte contre les pollutions.

VIVRE AUTREMENT

- Pour l'emploi (droit au travail pour tous et soutien prioritaire pour l'emploi des jeunes et des femmes).
- Pour le pouvoir d'achat augmentation prioritaire des bas salaires et lutte contre la hausse des prix.
- Dans l'entreprise = mesures de démocratisations dans l'organisation.
- Pour le commerce et l'artisanat = réforme de la fiscalité et mise en place d'une politique du crédit pour la défense des travailleurs indépendants et des P.M.E.

VIVRE ENSEMBLE

- Economie = nationalisation de 9 groupes industriels et du crédit, Nouvelle politique économique et énergétique.
- Droits et libertés = décentralisation et démocratisation de la vie collective, recherche d'une meilleure justice sociale.
- Enseignement = abrogation de la loi HABY et mise en place d'une véritable formation permanente.
- Défense nationale = réorganisation du service militaire, et recherche du désarmement général.

Docteur J. LACAMOIRE
Suppléant

CANDIDAT du PARTI SOCIALISTE et de l'UNION de la GAUCHE SOCIALISTE et DEMOCRATIQUE tels sont mes OBJECTIFS

SALARIES, AGRICULTEURS, COMMERÇANTS, ARTISANS, RETRAITES,

Vous voulez le changement,
Vous voulez retrouver le dynamisme économique,
LE CHOIX EST CLAIR,
Par votre suffrage SANS ABSTENTION, vous m'aiderez à redonner

L'ESPOIR pour les CHARENTAIS

Jean-Michel BOUCHERON

Maire d'Angoulême

Remplaçant éventuel, **Docteur Jean LACAMOIRE,** Maire de Chalais

Imp Landrevie - 16800 Soyaux

REPUBLIQUE FRANÇAISE

1re CIRCONSCRIPTION
de la CHARENTE

Elections Législatives

Jean-Michel BOUCHERON
Candidat

SCRUTIN de BALLOTTAGE du 19 MARS 1978

Jean-Michel BOUCHERON

Candidat d'UNION DE LA GAUCHE

Chères Electrices, chers Electeurs,

Je remercie toutes celles et tous ceux qui, en me manifestant leur confiance, **m'ont placé en tête de tous les candidats** avec **22.863** voix.

40.577, soit **51,2** % des électeurs ont **sanctionné** la politique de la Droite et exprimé leur **désir de changement.**

IL FAUT CONFIRMER CE CHOIX.

Appel du Docteur Louis FERRAND, *1ère Circonscription d'Angoulême.*

Le 12 Mars, **16.126 Electeurs** m'ont accordé leur confiance pour la réalisation intégrale du Programme Commun de la Gauche Unie, pour lequel notre Parti a, pendant de nombreuses années, consacré tous ses efforts.

La lutte n'est pas terminée. La majorité d'hier est mise en minorité.

La discipline républicaine de toutes les forces ouvrières et paysannes, démocratiques et nationales, **peut assurer sa défaite le 19 Mars.**

Conformément à l'accord national conclu le 13 Mars, entre nos Partis ; Communiste, Socialiste, Mouvement des Radicaux de Gauche, **j'appelle tous mes Electeurs,** à assurer ce dimanche 19 Mars, le succès de Jean-Michel BOUCHERON, **candidat d'Union de la Gauche et de tous les démocrates** pour l'application du Programme Commun de Gouvernement.

Louis FERRAND
Candidat du Parti Communiste Français

Le choix est plus clair que jamais.

● **Refusez que L'INJUSTICE SOCIALE ne dure plusieurs années encore.**

SEUL LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE peut vaincre la crise et CHANGER LA VIE !

Salariés, Agriculteurs, Artisans, Commerçants,
vous avez assez subi **les injustices de la droite, LIBEREZ-VOUS !**

Docteur J. LACAMOIRE
Suppléant

VOTEZ pour le candidat
d'UNION de la GAUCHE

Jean-Michel BOUCHERON

Maire d'Angoulême

et son suppléant

Jean LACAMOIRE
Maire de Chalais

IMP. LANDREVIE • 16800 SOYAUX

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SCRUTIN DU 12 MARS 1978

CIRCONSCRIPTION DE COGNAC

Charentaises, Charentais, mes amis,

Ne vous y trompez pas.
Nous sommes à la veille d'un de ces moments où se joue le destin de chacun d'entre nous.
En désignant le 12 mars le député de votre circonscription, vous allez, en fait, définir la forme de société dans laquelle vous vivrez demain.

Nos adversaires, vous les connaissez :
Pendant cinq ans, ils nous ont fait croire qu'ils pouvaient constituer une majorité de rechange et gouverner ensemble la France.
Pendant cinq ans, je n'ai cessé de vous dire que leur prétendue union n'était qu'un mensonge.
C'est eux-mêmes, aujourd'hui, qui vous en apportent la preuve.

Si demain, par malheur, ils arrivaient au pouvoir, la France connaîtrait :
— **la nationalisation de l'économie**, c'est-à-dire une société de fonctionnarisation, de bureaucratie et d'impuissance ;
— **la nationalisation de l'agriculture**, c'est-à-dire, sous diverses appellations d'Offices, la collectivisation des terres et la disparition des exploitations familiales ;
— **la nationalisation de l'enseignement**, c'est-à-dire la suppression de la liberté des familles de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix.
Et chacun sait que, lorsqu'on commence à toucher à une liberté, ce sont toutes les libertés qui sont menacées.

La crise économique mondiale ne laisse à notre pays, comme à tous les autres, qu'une marge de manœuvre très réduite. Quand la moindre erreur peut tout compromettre, l'heure n'est ni aux bouleversements ni aux expériences hasardeuses.
Tous les exemples connus de socialo-communisme offrent le spectacle de la contrainte sans la justice sociale et, toujours et partout, d'un niveau de vie plus bas.

Contrairement à ce que veulent nous faire croire communistes, socialistes et radicaux de gauche, ce qui importe, ce n'est pas de changer de société. Ce qui importe, c'est de changer dans la société ce qui ne va pas, c'est de l'améliorer sans cesse.
Ce changement-là, nous entendons le mener avec vous, grâce à vous. **Et tout ce que nous avons déjà accompli pour l'amélioration des conditions de vie des Français garantit le sérieux de nos engagements.**

Ensemble nous voulons :
— Augmenter la prospérité de tous ;
— Assurer la sécurité de chacun ;
— Aider les plus défavorisés, notamment les handicapés ;
— Soutenir les personnes âgées ;
— Encourager les artisans et les commerçants ;
— Réduire les écarts sociaux par une augmentation des bas salaires supportable pour les entreprises petites et moyennes ;
— Sauvegarder les libertés et promouvoir l'esprit d'initiative ;
— Bloquer les charges sociales et fiscales ;
— Mieux intégrer les jeunes dans la vie active ;
— Enfin et surtout, mener, par la relance de l'activité économique, la lutte contre le chômage.

Mais, le 12 mars, vous allez aussi choisir un homme, qui sera votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Qu'attendez-vous de votre député ?

— La disponibilité :

J'ai assumé pendant cinq années la défense des habitants de cette circonscription, aux prises avec la complexité des diverses réglementations ou placés dans des situations douloureuses. Des milliers d'interventions portent témoignage de mon souci d'aider tous ceux, connus ou inconnus, sans aucune discrimination, qui ont fait appel à moi.

— L'efficacité :

Tous les maires et tous les élus locaux sont témoins du combat que j'ai mené, à l'échelon communal, départemental, régional ou national, pour l'équipement de nos collectivités. J'ai notamment contribué à assurer le financement des déviations d'Hiersac et de Soubérac, et celui de l'hôpital de Barbezieux. J'ai obtenu de nombreuses subventions exceptionnelles et hors programme pour les syndicats d'adduction d'eau, la construction de centres de secours, la réfection de bâtiments communaux, l'implantation de piscines et de salles des fêtes, notamment à Châteauneuf, Baignes, Cognac, Jarnac, Segonzac... J'ai pu aussi grâce à l'attribution supplémentaire de logements sociaux à la Charente faire accélérer divers programmes H.L.M. et financer par ce moyen la construction de la caserne de Gendarmerie et du Foyer-Résidence des personnes âgées de Cognac.

Grâce à ma connaissance de la région et de ses problèmes, j'ai aussi plaidé inlassablement, souvent avec succès, les dossiers de la Charente, et plus particulièrement ceux de la circonscription. J'ai ainsi, parmi d'autres missions, mené à bien : en 1975, le dégrèvement exceptionnel d'impôts sur la récolte 1973 ; en 1976, l'adoption par le Parlement d'un amendement à la loi de finances dispensant le cognac de l'augmentation des droits sur les alcools ; en 1977, la réduction du taux de prestations d'alcool vinique.

Cette région, qui est la mienne et à laquelle je suis profondément attaché, traverse actuellement une crise. Notre devoir est d'y faire face et de mener un certain nombre d'actions dans le but de la résoudre.

— Pour la viticulture, il faut :

— Organiser le marché viticole de manière à tendre à l'augmentation du quota commercialisable, pour permettre de rentabiliser les exploitations et de maintenir les jeunes en milieu rural ;

— Mettre en place une politique vigoureuse de redressement des ventes, notamment par un effort en faveur des exportations et par la recherche de nouveaux débouchés ;

— Soutenir la viticulture par la consolidation et l'allègement des prêts.

Et non pas nationaliser l'ensemble de l'activité du cognac, comme le prévoit la proposition de loi n° 3412, déposée par les radicaux de gauche et les socialistes sur le bureau de l'Assemblée nationale le 20 décembre 1977, qui doit créer, si l'opposition l'emporte, un Office des Vins et des Alcools. (L'article 9 de cette même proposition de loi prévoit, par ailleurs, « l'uniformisation du taux des prestations d'alcool vinique à 10 % de la récolte globale de chaque producteur »).

— Pour l'agriculture, il faut :

La revalorisation des revenus agricoles, l'organisation des marchés, l'aide à l'installation des jeunes.

Et non pas la collectivisation des terres par la création, annoncée par nos adversaires, des Offices fonciers, qui ne peuvent que faire disparaître l'exploitation familiale.

— Pour l'emploi, il faut :

— D'abord, aider et consolider les activités traditionnelles actuellement en difficulté ;

— Mais aussi créer, dans notre région, de nouveaux emplois industriels. Cela suppose que l'on mène plusieurs types d'action, sur lesquels j'ai déjà insisté à maintes reprises auprès des Pouvoirs Publics : le développement des infrastructures routières, la mise en place d'une politique de réorientation des activités industrielles en faveur de l'Ouest et la lutte contre les concurrences abusives venant de l'Étranger.

L'enjeu, aujourd'hui, est trop important.

Il s'agit, en premier lieu, **du choix d'un homme** qui, pendant cinq années, assumera les responsabilités de cette circonscription.

Je suis sûr que les Charentaises et les Charentais porteront massivement leurs suffrages sur celui qui a fait depuis longtemps ses preuves au service de la Charente et qu'ils ne se laisseront pas abuser par des « oiseaux de passage » motivés par leur seule ambition personnelle et dont la prétendue indépendance cache la méconnaissance des problèmes de la région.

Mais il s'agit aussi et surtout d'un véritable **choix de société.**

Le 12 mars, il ne s'agira pas d'émettre, sous quelque forme que ce soit, un vote purement négatif pour exprimer le mécontentement ou la déception.

Il ne s'agira pas de se laisser aller à la tentation de changer pour le plaisir de changer.

Des hommes et des femmes responsables ne peuvent pas, ne doivent pas, jouer l'avenir de leur pays sur un coup de mauvaise humeur.

Et j'en suis sûr, je serai entendu dans notre circonscription de Charente, terre de mesure, de réalisme, d'équilibre et de bon sens.

Dès le premier tour, vous voterez massivement :

FRANCIS HARDY

Licencié en Droit
Négociant
Député de la Charente
Président du Conseil Régional du Poitou-Charentes
Président du CODAEC
Adjoint au maire de Cognac

Suppléant

PIERRE-RÉMY HOUSSIN

Licencié en Droit
Maire de Baignes
Conseiller Général
Conseiller Régional
Président de l'Office du Tourisme de la Charente

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SCRUTIN DU 19 MARS 1978

CIRCONSCRIPTION DE COGNAC

CHARENTAISES, CHARENTAIS, MES AMIS,

Merci aux 26.751 d'entre vous qui m'ont manifesté leur confiance, dès le premier tour.

Dimanche prochain, toutes les électrices, tous les électeurs de notre circonscription épris de liberté doivent confirmer et amplifier ce choix.

L'enjeu est clair, le péril plus menaçant que jamais.

En sabotant l'Union de la Gauche, les communistes ont gagné leur pari. Le parti socialiste est redevenu l'otage du P. C.

François Mitterrand, en s'inclinant lundi soir devant toutes les exigences de Georges Marchais, s'est livré pieds et poings liés au parti communiste.

Le voile est levé. Si, le 19 Mars, la gauche l'emporte, il y aura au gouvernement autant de ministres communistes que de ministres socialistes.

Le P. C. est le maître du jeu.

Face au péril communiste, tous ceux qui sont attachés à la société de liberté et de responsabilité savent qu'il est de leur devoir de se mobiliser et de s'unir.

Dans notre circonscription aussi le choix est clair.

Nous ne pouvons pas être défendus par un communiste qui a inscrit à son programme l'Office des Vins, la collectivisation des terres, la fin de la petite exploitation familiale et de la libre entreprise.

Il y va de l'avenir de notre région et de notre société.

DIMANCHE PROCHAIN, VOTRE VOTE SERA DÉCISIF.

Les divergences secondaires sont dépassées. Seule une très large union de toutes les femmes et de tous les hommes de cette circonscription assurera le triomphe du réalisme et du sérieux.

Avec le Président de la République, nous savons qu'on ne fait jamais appel en vain à l'intelligence et au bon sens des Français.

DIMANCHE, TOUTES LES VOIX COMPTERONT.

Ensemble, nous sauvegarderons nos libertés. Nous barrerons la voie au communisme.

Ne vous abstenez pas. Votez massivement

FRANCIS HARDY
Licencié en Droit
Négociant
Député de la Charente
Président du Conseil Régional du Poitou-Charentes
Président du CODAEC
Adjoint au maire de Cognac

Suppléant
PIERRE-RÉMY HOUSSIN
Licencié en Droit
Maire de Baignes
Conseiller Général
Conseiller Régional
Président de l'Office du Tourisme de la Charente

LITHO - NOUVELLE - COGNAC

CIRCONSCRIPTION DE CONFOLENS-RUFFEC

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - Scrutin du 12 mars 1978

André SOURY

Candidat pour l'union et le changement

présenté par le Parti Communiste Français

suppléante

Denise LAIDET

Electrices, Electeurs,

Nous voici au terme d'une longue campagne électorale.
J'ai parcouru nos cantons, visité nos communes.
Oui, tout confirme qu'il faut changer. La droite qui règne depuis 20 ans a fait trop de mal.

La vie est trop dure quand tant de salaires n'atteignent pas 200.000 AF, quand le chômage total ou partiel frappe tant de familles.

Denise LAIDET et moi, nous avons vu des mères de famille pleurer en nous expliquant que la viande, à la maison est réservée aux enfants.

Rien n'est plus déchirant que ces mamans qui vous conduisent leur fille en vous priant de bien vouloir lui trouver du travail, « n'importe quoi », quelle que soit sa formation.

Ah oui, face à tant de gens sans travail, le double emploi apparaît comme un défi, et comme le demandent les communistes, il faut le réglementer.

Je n'ai trouvé que des agriculteurs qui s'alarment en constatant que 1978 sera la cinquième année de baisse de leurs revenus.

Et comme si ça ne suffisait pas, d'autorité, par le biais de la taxe de coresponsabilité que M. **ALLONCLE a défendu jusqu'au Conseil Général, la majorité à laquelle il appartient veut soutirer 23 milliards d'AF aux producteurs de lait, et inflige 20 % d'augmentation des charges sociales agricoles.** Non ce n'est plus possible !

Je ne compte plus les artisans et commerçants qui, après mes réunions m'ont « soumis leur cas » comme ils disent. Et leur cas, c'est toujours les impôts, les charges sociales qui menacent l'existence de nombreux commerces et ateliers artisanaux.

J'ai vu combien de vieux papas, de vieilles mamans, loin, mais très loin, d'être des millionnaires dont parle le Président de la République en parlant de leurs retraites.

L'intérêt avec lequel ils attendent le mois d'avril où **les retraites les plus basses seront à 130.000 AF si les communistes sont au gouvernement, a constitué sans doute les moments les plus émouvants de cette campagne électorale.**

Je n'ai pas trouvé un seul maire, quelles que soient ses opinions politiques, qui ne m'ait dit que les communes sont à bout de souffle.

J'ai rencontré des chrétiens avec lesquels nos avons pu constater, une fois de plus, notre sensibilité commune à tant de difficultés que supportent trop de foyers modestes, et plus que jamais, **nous nous retrouvons avec la même ardeur pour secourir les plus déshérités, ce qui nous conduit à dire ensemble : « Il faut en finir ! ».**

Oui, il faut en finir !

★ ★

Je n'ai trouvé personne pour soutenir qu'il faut que « ça continue ». Et pourtant, réfléchissez. **Si la majorité giscardo-chiraquienne, qui a mis le pays dans cet état était reconduite, non seulement ça continuerait mais tout s'aggraverait. Comment pourraient-ils faire autre chose que ce qu'ils font depuis 20 ans !**

J'ai tellement été sensibilisé par ce que j'ai vu de près à vos contacts, que plutôt que de m'arrêter dans cette profession de foi, aux traditionnelles raisons « pour lesquelles on se présente à vos suffrages », **j'ai voulu, très directement vous livrer mes impressions, en vous disant ce que j'ai ressenti pendant cette campagne électorale.**

Oui, il faut changer !

★ ★

N'écoutez pas ceux qui vous disent que le Programme commun c'est le grand chambardement. Le chambardement, les abus, le chaos, mais nous les avons avec les usines qui ferment, partent à l'étranger, avec les impôts insupportables, avec les immenses fortunes d'un côté, et la misère de l'autre. C'est pour y mettre fin, pour rétablir un juste équilibre, que conformément aux engagements du Programme commun nous voulons mettre en œuvre une politique nouvelle.

★ ★

Je vous l'ai exposée dans mon dernier journal électoral. En voici les grandes lignes :

1. ● **Les salaires les plus bas à 240.000 AF ;**
   ● **Le droit à la retraite à 60 et 55 ans avec un minimum de 130.000 AF par mois ainsi qu'aux handicapés ;**
   ● **L'augmentation de 25 % des Allocations familiales dans l'immédiat et 25 % en plus fin 78 ;**
   ● **Moins d'impôts pour les petits contribuables n'atteignant pas 880.000 AF de revenus par mois pour un célibataire, et 2.500.000 AF pour un ménage, et davantage pour les plus gros et notamment par un impôt sur le capital et les fortunes dépassant 200 millions d'AF.**
2. ● **Fixer les prix agricoles sur la base des coûts de production, des mesures pour l'aménagement foncier, la réorganisation des marchés agricoles.**
3. ● **Diminuer sensiblement les impôts et charges sociales aux petites et moyennes entreprises, commerçants et artisans, et un crédit de 300 milliards d'AF en faveur des petites entreprises en 1978.**
4. ● **Une nouvelle politique en faveur de la jeunesse, pour l'emploi, la démocratisation de l'Education Nationale, la formation professionnelle, la progression vers le service militaire à 6 mois.**

★ ★

Cette politique sera mise en œuvre par un gouvernement de gauche comportant des ministres communistes. Si la gauche gagne, il y aura des ministres communistes.

Mais pour gagner il faut qu'elle soit unie.

C'est l'objet de nos propositions à François MITTERRAND pour une rencontre en vue d'un accord.

A l'heure où ces lignes sont écrites, F. MITTERRAND repousse ces propositions et dit : « Votons et ensuite nous nous rencontrerons ». Or, pour que la gauche gagne, il faut que les engagements soient pris *dans l'union, avant le vote.* C'est la garantie que *tous les engagements seront tenus,* c'est le moyen de *mettre toutes les chances du côté de la gauche unie.*

Electeurs, électrices, je vous le dis, tout est possible, tout peut être gagné. Mais pour cela, oui, il nous faut un accord avant le deuxième tour.

Alors votez pour l'union et ce Programme Gouvernemental. Aidez-nous à gagner la dernière bataille de l'union.

En vous appelant à voter communiste je ne vous engage pas à approuver toutes nos idées.

Vous qui comme nous, voulez le changement, vous n'avez pas d'autre moyen d'obtenir le programme du changement qu'en appuyant, par votre vote, les propositions d'union portées par le candidat du Parti communiste français.

VOTEZ POUR L'UNION EN VOTANT

André SOURY

Maire de Pressignac
Conseiller Général de Chabanais
Vice-président du SIVOM de Chabanais
Vice-président du Syndicat Mixte de la Charente-Limousine

et sa suppléante

Denise LAIDET

Institutrice à Ruffec
Responsable de la Commission Féminine de la Charente

Vu, le candidat

Imp. Générale Charent. 95-29-75

CIRCONSCRIPTION DE CONFOLENS-RUFFEC

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - Scrutin de ballottage du 19 mars 1978

André SOURY

CANDIDAT D'UNION DE LA GAUCHE

soutenu par le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche

Electrices, Electeurs,

Merci à tous les électeurs qui, en votant à gauche, dimanche dernier, se sont prononcés pour le changement. En me plaçant en tête de la gauche, le suffrage universel m'a confié la charge de porter l'espoir de l'Union au deuxième tour.

Avec près de 55 % des suffrages en faveur des candidats du changement le 12 mars, la circonscription a désavoué nettement la politique Giscardo-Chiraquienne, défendue par M. ALLONCLE, sans se laisser impressionner par la violente campagne qu'il a déployée contre toute la gauche avant le premier tour.

La puissante volonté de changement qui s'est exprimée constitue un succès de toutes les forces démocratiques et nationales.

Ainsi, la circonscription a contribué à mettre en minorité dans le pays, la coalition de droite qui depuis 20 ans a fait tant de mal.

Avec l'accord réalisé à l'échelle nationale par les partis signataires du Programme commun, l'espoir du changement est devenu une réalité.

Tout peut changer, tout peut s'améliorer dans quelques jours, si le deuxième tour renforce les progrès de la gauche de dimanche dernier, si un nombre suffisant de députés de gauche est élu.

C'est le sens de l'appel que vous adressent l'ensemble des forces démocratiques : Parti Communiste Français, Parti Socialiste, Mouvement des Radicaux de Gauche, Gaullistes de Progrès, Démocrates, pour renforcer votre propre succès du premier tour.

Le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche et leur candidat Jean REYRAT, appellent tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur André SOURY, devenu le candidat d'Union de la Gauche.

Je suis dans cette circonscription le porte parole de l'union comme l'est à Angoulême le candidat socialiste en tête au premier tour.

Confirmez votre vote à gauche pour aider le mouvement unitaire. Rejoignez ce mouvement quel que soit votre vote du premier tour.

Ainsi je m'adresse à vous, électeurs de la Démocratie Chrétienne qui avez refusé au premier tour d'accorder votre confiance à M. ALLONCLE.

Vous aussi vous voulez que ça change, et même si vous ne partagez pas toutes les options de la gauche, vous avez votre place dans cette large union pour une politique nouvelle.

Electrices, Electeurs,

Tous ensemble, pour le changement unissons-nous, en assurant le succès du candidat unique des forces de gauche et de progrès, de la démocratie et de la liberté.

André SOURY

Maire de Pressignac
Conseiller Général de Chabanais
Vice-président du SIVOM de Chabanais
Vice-président du Syndicat Mixte de la Charente-Limousine

et sa suppléante

Denise LAIDET

Institutrice à Ruffec
Responsable de la Commission Féminine de la Charente

APPEL DE JEAN REYRAT

Le 12 mars, 13.532 électeurs m'ont accordé leur confiance pour la réalisation du Programme Commun de la Gauche unie. La lutte n'est pas terminée. La majorité d'hier est mise en minorité.

Conformément à l'accord national conclu le 13 mars entre le Parti Communiste, le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche, j'appelle tous mes électeurs à assurer le 19 mars le succès d'André SOURY, candidat d'Union de la Gauche et de tous les Démocrates pour le changement et l'application du Programme Commun.

Jean REYRAT

Imp. Générale Charent. 95-29-75

Vu, le candidat

CHARENTE-MARITIME

Première circonscription :

Cantons de : Ars-en-Ré, La Jarrie, Marans, La Rochelle-Est, La Rochelle-Ouest, Saint-Martin-de-Ré. — **M. Michel CRÉPEAU** — élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Aigrefeuille-d'Aunis, Courçon, Rochefort-Nord, Rochefort-Sud, Surgères, Tonnay-Charente. — **M. Jean-Guy BRANGER** — élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Aulnay, Burie, Loulay, Matha, Saint-Hilaire, Saint-Jean-d'Angély, Saint-Porchaire, Saint-Savinien, Tonnay-Boutonne. — **M. Roland BEIX** — élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Archiac, Jonzac, Mirambeau, Montendre, Montguyon, Monlieu, Pons, Saint-Genis-de-Saintonge, Saintes-Nord, Saintes-Sud. — **M. Philippe MARCHAND** — élu au 2e tour.

Cinquième circonscription :

Cantons de : Le Château-d'Oléron, Cozes, Gémozac, Marennes, Royan, Saint-Agnan, Saint-Pierre-d'Oléron, Saujon, La Tremblade. — **M. Jean-Noël de LIPKOWSKY** — élu au 2e tour.

Gagnons ensemble

ELECTIONS LEGISLATIVES

1re circonscription - 1er tour

La Rochelle, Mars 1978.

Amis Rochelais,
Amis de l'Ile de Ré et de l'Aunis,

Nous partageons depuis longtemps les mêmes espérances, le même combat ;

Grâce à l'union des Radicaux de Gauche et des Socialistes au premier tour, à l'union de toute la gauche au second tour, nous avons, dès 1973, emporté la victoire dans la circonscription.

Aujourd'hui, plus que jamais, il faut que la gauche gagne : c'est la condition du changement.

Oublions donc le peu qui nous divise. Pensons d'abord à l'essentiel qui nous rassemble.

Le programme commun tel qu'il existe, avec les accords nouveaux intervenus sur des questions aussi essentielles que la qualité de la vie, l'écologie ou la marine marchande, par exemple, est la garantie de profondes réformes dans le sens de la justice, de la liberté, de l'efficacité et de la responsabilité.

Une autre politique est nécessaire pour la France comme pour notre région et pour nos villes ou nos communes.

Croyez-moi, la crise et les difficultés qu'elle engendre à La Rochelle et en Aunis ne peuvent être surmontées autrement.

La politique des gens en place à Paris depuis 20 ans a fait faillite. C'est l'évidence.

Alors il faut changer. Changer très vite, si nous voulons éviter que notre société bloquée par les grands privilèges, sclérosée par des inégalités scandaleuses, minée par le chômage et l'inflation, physiquement et moralement polluée, ne s'abime dans la décadence ou n'explose dans un déferlement que rien ni personne ne pourrait endiguer.

La révolte ne nait jamais que du refus des réformes. Voter à gauche est plus que jamais faire preuve de raison et de bon sens.

Notre génération doit avoir le courage de faire face et d'assumer son temps. Elle doit savoir créer, imaginer et construire.

Construire une société plus généreuse, plus fraternelle où chaque femme, chaque homme, jeune ou vieux, faible ou fort, riche ou modeste dispose à la fois du minimum de ce qui est indispensable sur le plan matériel, mais aussi de sa part légitime d'amitié, de tendresse et de joie.

Dans un monde cerné d'angoisse, de solitude et d'ennui, commençons donc par rendre à chacune et à chacun, à commencer par les plus démunis des raisons de travailler, d'entreprendre et d'apprendre.

Vivre c'est marcher. Marcher face au vent s'il le faut. Même si la route est longue. Même si elle est difficile.

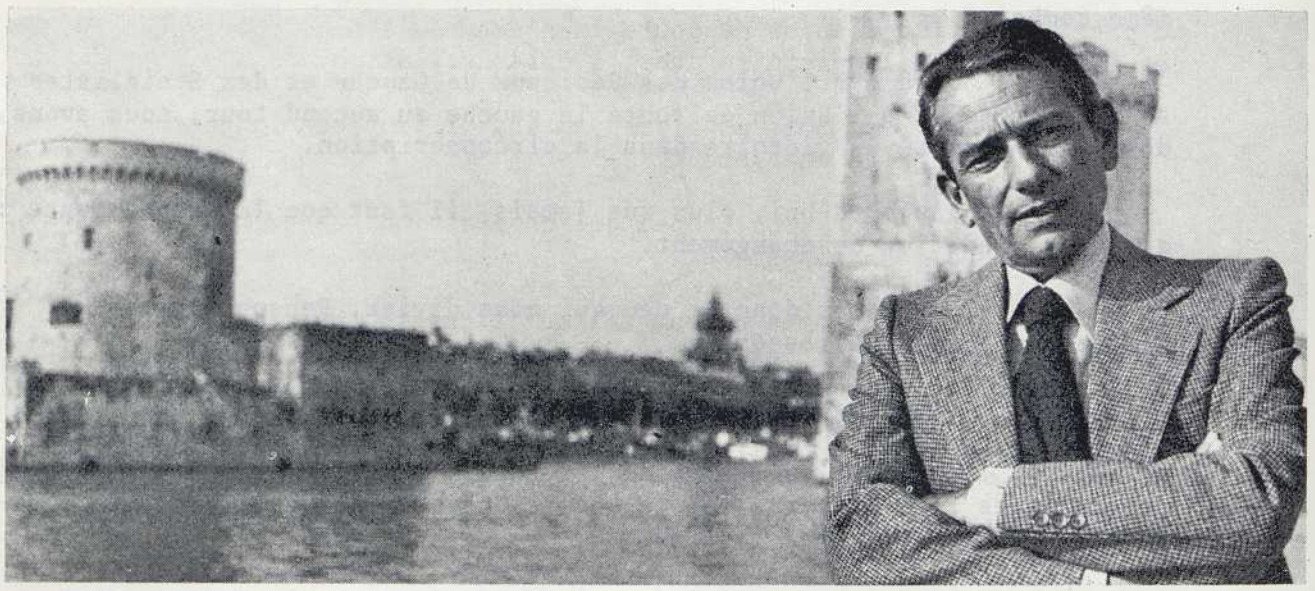
La Gauche n'aura pas de peine à faire mieux que la majorité en place depuis trop longtemps.

D'avance, je vous remercie de votre confiance et de votre fidèle soutien.

Vu, le suppléant :

Roland LE BIGOT
Docteur Vétérinaire
Conseiller Général de Marans

Michel CREPEAU
Candidat du MRG soutenu par le PS
Député sortant. Maire de La Rochelle



Dès le premier tour votez utilement
Ne gaspillez pas vos voix
Préparez la victoire de la Gauche

Pour :

- le SMIC à 2 400 F et l'augmentation substantielle des pensions des veuves et des retraités ;
- l'allègement des charges des petites entreprises et une répartition plus juste des impôts nationaux et locaux ;
- la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ;
- l'interdiction des cumuls abusifs, le développement de l'enseignement technique et la réhabilitation du travail manuel, afin de combattre le scandale du chômage. Seul, le travail crée la richesse d'un pays ;
- une relance de l'économie pour creer des emplois ;
- une politique de développement régional (industrialisation, transports ,pêche, construction navale, viticulture, passages d'eau) ;
- une vraie politique sociale du logement ;
- un moratoire nucléaire et une politique de sauvegarde de la nature et du littoral.

La Rochelle, ville écologique : Cette circulaire est imprimée sur papier récupéré et recyclé 100 %.
IMPRIMERIE ROCHELAISE - LA ROCHELLE

Gagnons ensemble

Michel CRÉPEAU
Député-Maire

2e tour — 1re circonscription

La Rochelle, Mars 1978.

Merci tout d'abord à toutes celles et tous ceux qui m'ont si largement soutenu, me plaçant en tête des dix candidats présents au ler tour.

La Gauche est largement majoritaire dans la circonscription.

Il lui reste à se rassembler pour battre le candidat de Chirac et de la droite.

Plus que jamais il faut nous unir, marcher au coude à coude, tous ensemble, d'un même pas, d'un même coeur, d'un même souffle, jusqu'au bout.

Je ne doute pas un instant de la discipline indispensable à la victoire.

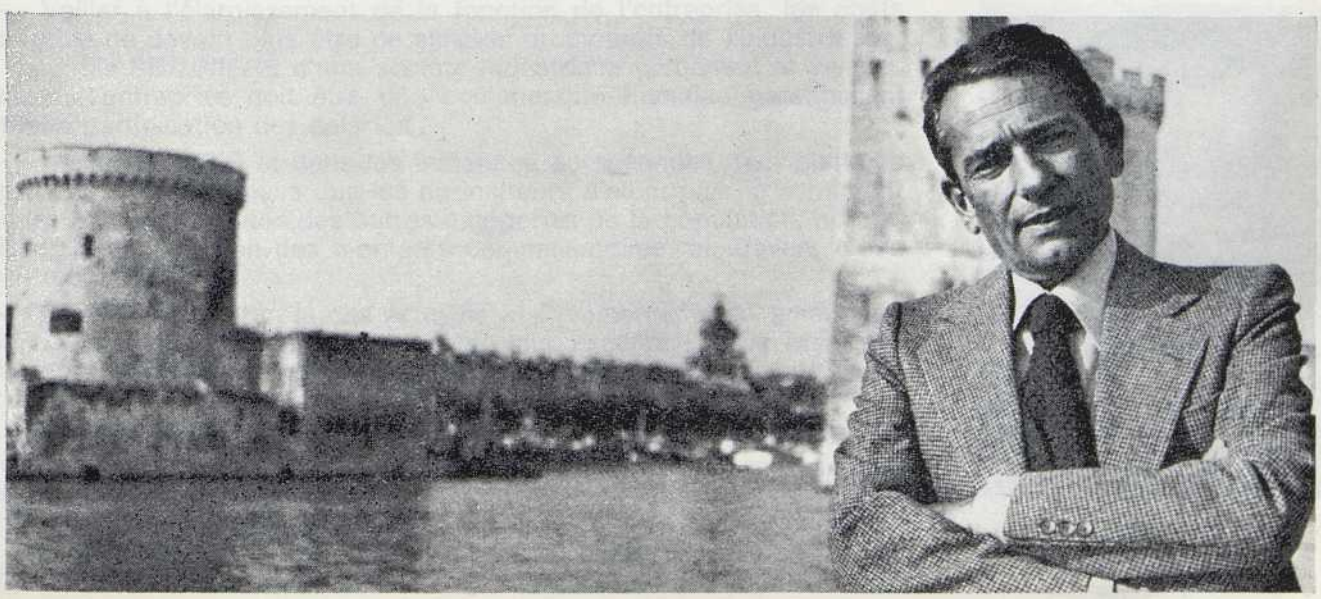
J'ai toujours été l'homme de l'union et je le resterai.

Plus notre victoire sera nette à La Rochelle, dans l'Ile de Ré et en Aunis et mieux je pourrai me faire entendre à Paris.

Mobilisons toutes nos forces. Sachons répondre à l'espérance et assurer le changement.

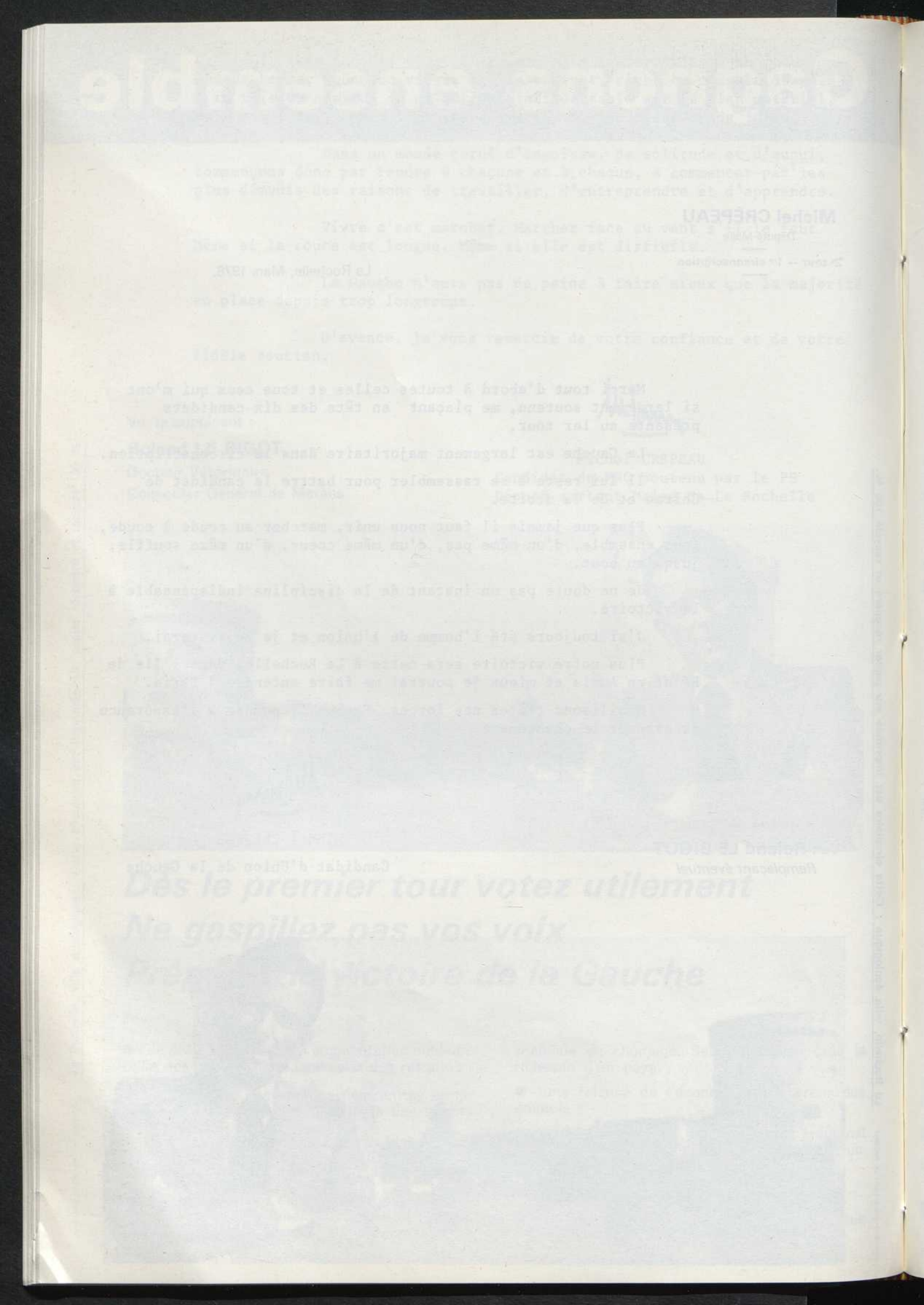
Michel CREPEAU
Candidat d'Union de la Gauche

Vu : **Roland LE BIGOT**
Remplaçant éventuel



La Rochelle, ville écologique : Cette circulaire est imprimée sur papier récupéré et recyclé 100 %.

IMPRIMERIE ROCHELAISE - LA ROCHELLE


Dès le premier tour votez utilement
Ne gaspillez pas vos voix
Victoire de la Gauche

Jean-Guy BRANGER
Professeur Ecole Industrie Laitière

Département de la Charente-Maritime

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

2me CIRCONSCRIPTION DE ROCHEFORT - COURÇON

Electrices, Electeurs,

La consultation électorale du 12 Mars 1978 revêt, dans la conjoncture présente, une importance capitale et fait appel à la plus sérieuse réflexion.

Par cette profession de foi, je pénètre dans votre foyer, non comme un étranger, mais comme un ami.

Vous me connaissez. Vous savez qui je suis. Vous savez dans quel esprit j'œuvre chaque jour dans les différentes instances où je vous représente.

Vous savez que, hommes ou femmes, ma porte vous est ouverte, quels que soient votre âge et votre milieu : professionnel, culturel ou politique. Vous savez que je suis le défenseur **TENACE de VOS INTERETS,** particuliers et collectifs, pour peu qu'ils dépassent l'égoïsme ou le sectarisme.

Vous savez que vous avez affaire à un homme libre, indépendant, honnête, disponible, avant tout soucieux du bien commun et désireux de servir et de travailler à un fraternel rapprochement.

Cet idéal, je le partage avec le Docteur Michel CANDAU, qui, comme moi, connaît bien vos problèmes pour les vivre chaque jour à vos côtés.

Malgré les indéniables progrès sociaux et économiques réalisés par notre pays depuis vingt ans, nous vivons dans un monde difficile où risque de se jouer le sort de notre société.

Aujourd'hui, deux types de sociétés s'affrontent et il faut choisir franchement entre elles. Il faut choisir entre la perspective d'une société collectivisée où l'Etat devient progressivement le maître souverain des corps, des esprits et des biens et une société HUMANISTE et LIBERALE où des hommes épris de **progrès** et de **justice,** peuvent donner au pays **une majorité ouverte et sociale.** J'ai choisi ce second type de société.

De tous côtés, fleurissent les promesses et agissent les séducteurs. Sachons garder la tête froide et rechercher loyalement ce qui est souhaitable, ce qui est possible, ce qui est raisonnable.

De ma part, pas de promesses inconsidérées, de surenchères scandaleuses, de vaines spéculations sur l'avenir. Je suis prêt à me consacrer **totalement** à un nouveau mandat, avec obstination et objectivité, avec le souci d'être utile à la Circonscription de ROCHEFORT-COURÇON et **de tous ses habitants.**

Il n'est pas dans mon intention de vous proposer un programme démagogique ou publicitaire. Mon objectif prioritaire, qui résume tous les autres, est que dans le progrès de notre société et dans la liberté, il y ait plus de justice dans la répartition des avantages.

NOUS VOULONS AU PLAN NATIONAL

— Assurer la relance dans tous les domaines et promouvoir l'expansion, dans le cadre d'une économie libérale soumise à une politique sociale qui développe la solidarité, la responsabilité, égalise les chances au départ, protège les plus défavorisés.

— Développer une politique de l'emploi où les jeunes doivent avoir une place privilégiée, en accroissant les stages en entreprises et la promotion sociale. Veiller à limiter les **écarts de salaires que, ni les connaissances,** le risque, ou simplement l'expérience, ne peuvent justifier.

— Veiller à l'élargissement de la fonction de l'entreprise, les chefs d'entreprise ne devant plus être de simples promoteurs de l'industrialisation, mais **les PIONNIERS** d'une société industrielle favorisant la vie des hommes ; l'entreprise doit être une communauté humaine **garantissant une réelle** participation des salariés..

— Mener à PARIS et dans les instances européennes, une politique des prix agricoles qui fasse que les agriculteurs n'aient plus le sentiment d'être les éternels assistés des autres catégories de la population, notamment par la suppression des montants compensatoires, au travers d'une Europe monétaire.

— Défendre les intérêts des Artisans et Commerçants en améliorant le régime de leurs charges sociales et de leur fiscalité ; lutter contre la concurrence déloyale et assurer un juste équilibre entre le petit commerce et les grandes surfaces.

— Garantir l'indépendance nationale par une politique de défense appropriée, fondée sur des moyens modernes de dissuasion, mais faisant la plus large place aux hommes par le maintien d'une armée de métier, **dont la situation matérielle doit être améliorée,** tout en continuant de faire appel au service national traditionnel, mais aussi sous des formes diversifiées, telles que le service dans la Gendarmerie, les services d'in-

SUPPLEANT
Michel CANDAU
Docteur en Médecine

cendie, les services de santé et d'Aménagement du Territoire.

— Que la Nation donne satisfaction aux justes revendications des Anciens Combattants, aux retraités Civils et Militaires.

— Elaborer un statut social de la femme, mère au foyer et garantir une meilleure égalité par les rémunérations pour les femmes travaillant hors de chez elles, avec une priorité aux conditions de vie des veuves civiles.

— Porter une attention toute particulière aux gens d'âge et aux handicapés, en assurant aux uns, une retraite permettant une vie décente et aux autres, les meilleures facultés d'insertion dans la vie.

— Une éducation qui donne à chacun ses chances, prépare à une vie responsable et épanouissante et respecte cette liberté fondamentale dont dépendent beaucoup d'autres : **la liberté de l'enseignement.**

— La recherche d'une qualité de vie qui allie le développement de la culture dans toutes les classes de la société ; la lutte contre la pollution et la violence sous toutes leurs formes ; la protection de l'environnement contre une urbanisation affairiste.

— Contribuer à la paix entre les peuples en affirmant la place de la FRANCE dans le concert des Nations, sans pour autant mener une politique ruineuse de prestige ; développer notre coopération avec les pays du Tiers Monde et notre aide en leur faveur.

AU PLAN RÉGIONAL, DÉPARTEMENTAL ET LOCAL

— Vous savez quelle a déjà été mon action au niveau du Parlement et dans les Ministères, pour préserver l'activité de nos principales industries : BOIS DEROULES OCEAN, ASTURONIA, SOCEA, ATELIERS DE LA CHARENTE, SSCM, Industries du Bâtiment etc...

Nous poursuivrons notre action avec détermination pour maintenir et développer ces activités **avec les élus locaux, les chefs d'entreprises, les oragnisations syndicales et le concours des administrations.** Nous ne relacherons pas nos efforts pour **aboutir à l'implantation de nouvelles industries.**

— La situation de l'emploi, spécialement à ROCHEFORT doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des Pouvoirs Publics alertés par mes soins dès 1976 : **j'y consacrerai toute mon énergie.**

Le désenclavement de notre région qui se poursulvra avec la mise en service de l'aéroport civil, actuellement en construction, devrait aller dans le sens souhaité et attirer de nouveaux Industriels.

— Les caractéristiques spécifiques de l'agriculture charentaise, doivent être reconnues et des adaptations trouvées, notamment en ce qui concerne la production laitière et la taxe de co-responsabilité, la viticulture et particulièrement les petits exploitants qui assurent la production de cognac, la mise en valeur du marais (culture légumière de plein champ qui doivent déboucher sur l'implantation d'industries agro-alimentaires, comme j'essaie de l'obtenir depuis plusieurs années).

— Le développement de la politique des contrats de pays, qui a pour but de maintenir les jeunes sur place surtout en zone rurale, fera de ma part l'objet d'une attention soutenue.

— Développer les activités ostréicoles, tant à FOURAS qu'à YVES, ce à quoi je m'emploie, depuis des années, et affirmer la vocation balnéaire de la seule station de cette circonscription.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Depuis une année, je vous représente à l'Assemblée Nationale et depuis 10 ans, je suis élu dans cette circonscription ; mon travail dans les différentes instances où je siège a été intense.

Soyez assurés que quand vous m'aurez réélu, JE CONTINUERAI MON ACTION INCESSANTE A VOTRE SERVICE.

C'est en toute confiance que je me présente à vos suffrages

Faites triompher les vraies valeurs

VOTEZ

JEAN-GUY BRANGER

DEPUTE SORTANT

Michel CANDAU

VU : LE CANDIDAT.

IMP. BOISMOREAU - ROCHEFORT

Jean-Guy BRANGER
Professeur Ecole Industrie Laitière

Département de la Charente-Maritime
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978
2me CIRCONSCRIPTION DE ROCHEFORT - COURÇON

Electrices, Electeurs,

Le 12 Mars, vous m'avez largement témoigné votre confiance en me plaçant en tête des candidats qui défendent les couleurs de la majorité.

Je vous en remercie très sincèrement étant heureux que vous ayez choisi l'un des vôtres pour défendre les intérêts de notre circonscription.

L'opposition du Programme Commun n'a, quant à elle, pu recueillir que 45,10 % des voix. Ce score qui est en nette régression par rapport aux dernières élections cantonales et municipales ne doit cependant pas vous faire perdre de vue que rien n'est encore joué et que tout dépendra de vous au second tour.

En effet, les partenaires du soi disant Programme Commun peuvent localement s'entendre en dépit de leurs querelles profondes à l'échelon national pour me mettre en échec le 19 Mars.

Et pourtant, nul n'ignore les profondes divergences et les tensions qui sont nées entre le parti socialiste et les radicaux de gauche, d'une part, et le parti communiste, d'autre part, qui démontrent à l'avance leur impossibilité de gouverner ensemble, ne serait-ce que quelques mois.

Dans la circonscription, ne lisait-on pas sur la profession de foi du candidat communiste au premier tour, que l'entente des partis de gauche ne pouvait se faire, je cite : « devant le refus obstiné du Parti Socialiste ». Parti Socialiste qui par la bouche de son premier secrétaire, Monsieur François MITTERRAND, prétendait obtenir 30% des voix le 12 Mars, alors qu'il n'atteint pas 25% sur le plan national et que Monsieur Michel FORT ne recueille que 23,3% des suffrages.

Alors, le choix pour vous doit être clair :

De mon côté, je vous ai dit avant le 12 Mars, quels étaient mes objectifs et je vous les rappelle brièvement :

SUR LE PLAN NATIONAL :

- **Augmenter les revenus modestes**
- **Créer des emplois par le progès économique**
- **Entamer une réforme fiscale et encourager l'épargne**
- **Garantir l'indépendance nationale et améliorer la condition militaire**
- **Donner satisfaction aux justes revendications des Anciens Combattants, aux retraités civils et militaires**
- **Défendre les intérêts des artisans et commerçants**
- **Donner la priorité aux familles**
- **Assurer la sécurité des Français**
- **Accroître la solidarité en faveur des personnes âgées et des handicapés**
- **Améliorer notre système éducatif dans le respect de la liberté de l'enseignement**
- **Développer la qualité de la vie.**

SUR LE PLAN REGIONAL, DEPARTEMENTAL ET LOCAL :

- **Poursuivre mon action pour le maintien des activités existantes**
- **Développer nos efforts pour l'implantation de nouvelles industries, en améliorant nos infrastructures**
- **Tenir compte des caractères spécifiques de l'agriculture charentaise**
- **Réexaminer la politique agricole communautaire en supprimant la taxe de coresponsabilité, annuler progressivement les montants compensatoires et dévaluer le franc vert**
- **Maintenir l'équilibre entre le petit commerce et les grandes surfaces**
- **Développer les activités ostréicoles**
- **Tenir compte de la nécessité de l'apport du tourisme pour notre département.**

Du côté de la gauche, vous ne trouverez que des objectifs imprécis ou démagogiques et irréalistes, quand ils sont chiffrés et surtout le risque d'une emprise colossale du parti communiste sur les affaires du pays.

Réfléchissez ! Mesurez les risques d'un changement qui pourrait être un réel bouleversement de votre vie et de vos libertés.

J'ai confiance en votre bon sens. Vous pouvez avoir confiance en moi.

Michel CANDAU
Docteur en Médecine
SUPPLEANT

Pour vous, deux hommes de chez nous

Votez Jean-Guy BRANGER - Michel CANDAU

Vu : Le Candidat

IMP. BOISMOREAU - ROCHEFORT

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

PARTI SOCIALISTE **RADICAUX DE GAUCHE**

ROLAND BEIX

Conseiller Général
Secrétaire
du Conseil Général
Secrétaire du Syndicat
d'Equipement
du Nord Saintonge

CLAUDE TARIN

Médecin accoucheur
à l'hôpital
de Saint-Jean-d'Angély

POUR L'AVENIR DE NOTRE REGION DES MESURES URGENTES S'IMPOSENT

Ne laissons pas passer mars 1978
le « coup prochain » il serait trop tard.

Redonner vie à la Saintonge
- C'est relever les prix agricoles pour les quantités livrées par l'exploitation familiale.

Redonner vie à la Saintonge
- c'est le salaire minimum à 2.400 F et l'allégement des charges sociales pour les employeurs de main-d'œuvre.

Redonner vie à la Saintonge
- c'est le déblocage de la situation catastrophique des petits et moyens viticulteurs.

Redonner vie à la Saintonge
- c'est la création d'emplois nouveaux par la décentralisation industrielle.

Redonner vie à la Saintonge
- c'est la hausse du pouvoir d'achat des familles et des revenus les plus bas.

Redonner vie à la Saintonge
- c'est pour les jeunes refuser l'exode rural et retrouver le droit au travail.

Redonner vie à la Saintonge
- c'est un système fiscal et social plus juste avec des mesures nouvelles : minimum vieillesse à 1.300 F soit + 1,3 % du budget de l'état ; la retraite à 55 et à 60 ans.

CELA EST POSSIBLE DEMAIN. **Ce seront les premières mesures.**

POUR LA JUSTICE SOCIALE, POUR LE RENOUVEAU DE LA REGION, DES ENGAGEMENTS CONNUS, COHERENTS, CHIFFRES, PRESENTES AVEC HONNETETE ET SERIEUX.

AVEC VOUS ET AVEC

ROLAND BEIX CLAUDE TARIN

Des hommes dévoués au service de la Saintonge, ils en font chaque jour la preuve

LES SEULS QUI PEUVENT BATTRE LA DROITE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

PARTI SOCIALISTE **RADICAUX DE GAUCHE**

pour changer pour l'avenir de notre région

L'action de la majorité sortante doit être jugée :

1973 - 1978 : UN BILAN

— la hausse des prix a été de 64 % ;
— l'augmentation du chômage a été de 234 % ;
— les revenus agricoles ont connu une baisse inquiétante ;
— le franc a perdu 40 % de sa valeur par rapport au mark ;
— le nombre des faillites et des liquidations judiciaires a été de plus de 10 000 par an (13 500 en 1977) ;
— les déséquilibres régionaux se sont accentués (notre région s'est dépeuplée, nos jeunes partent) ;

Mais • 400 000 Français ont des comptes en Suisse ;
• 10 % des Français possèdent 50 % du capital et 30 % des revenus.

1978 : LES CANDIDATS

La majorité sortante, sent la fin proche. Elle se présente aujourd'hui sous trois visages. Ils sont tous les trois les instruments d'une même politique qui a conduit les Françaises et les Français devant les pires difficultés.

ILS CONTINUERAIENT DEMAIN CE QU'ILS ONT HELAS COMMENCE HIER.

Les socialistes dès 1972 ont pris leurs responsabilités : ils ont signé un programme de gouvernement avec le Mouvement des Radicaux et le Parti Communiste. Ainsi répondaient-ils aux espoirs de millions de Français.

Les socialistes en 1978 demeurent fidèles à leurs engagements. Ils refusent les surenchères dangereuses pour assurer la réussite durable d'un gouvernement de gauche.

NOUS RÉPONDONS AINSI A LA CONFIANCE DE MILLIONS DE FRANÇAIS

Vous aussi, votez Socialiste au premier tour

vous assurerez la Victoire de la Gauche

IMP. ROUGER - 17 MATHA

ELECTIONS LEGISLATIVES — SCRUTIN DU 19 MARS 1978

Pour changer, ensemble
Pour l'avenir et le renouveau de la Saintonge

Electrices, Electeurs,

Vous avez décidé Dimanche 12 Mars de choisir le changement dans notre arrondissement. Chacun, à sa façon, a souhaité que recule le conservatisme qui a conduit notre pays à **l'anarchie** et au **désordre économique.**

Nous avons la responsabilité de construire ensemble notre avenir.

- ▶ **TOUT DOIT ÊTRE FAIT** pour mettre fin aux privilèges et à l'injustice.
- ▶ **TOUT DOIT ÊTRE FAIT** pour mettre fin à l'hémorragie économique qui ruine notre pays et notre région.
- ▶ **TOUT DOIT ÊTRE FAIT** pour redonner l'espoir aux femmes et aux hommes de la Saintonge.

L'Union nécessaire et retrouvée de toutes LES FORCES DE PROGRÈS SOCIAL est une réponse claire à votre volonté.

Ni rêve, ni cauchemar, ni enfer, ni paradis, mais TOUT SIMPLEMENT UN BESOIN DE LIBERTÉ, D'ÉGALITÉ, DE FRATERNITÉ.

Ceux qui partagen' chaque jour votre inquiétude et votre espoir sauront vous défendre.

AVEC DES MILLIONS DE FRANÇAIS, VOUS AUSSI
VOUS IREZ DANS LE SENS DE L'HISTOIRE

ROLAND BEIX

Conseiller Général - Secrétaire du Conseil Général
Secrétaire du Syndicat d'Equipement Nord-Saintonge

CLAUDE TARIN

Médecin Accoucheur
SUPPLÉANT

Parti Socialiste
UNION DE LA GAUCHE

IMP. ROUSER - 17 MATHA

Nous n'avons porté aucune attaque personnelle contre le candidat de la majorité sortante. Vous nous en avez été reconnaissants. Nous avons fait le choix de la dignité.

ELECTIONS LEGISLATIVES — SCRUTIN DU 19 MARS 1978

- **OUI** à la création de 390000 emplois avant la fin de l'année.
- **OUI** à la sauvegarde de l'exploitation familiale agricole par une véritable politique des prix.
- **OUI** à la relance économique qui sauvera le commerce et l'artisanat.
- **OUI** au SMIC à 2400 F et à la réforme des charges sociales qui le permettra.
- **OUI** à une véritable action en faveur des familles par des prestations sociales revalorisées et indexées sur le SMIC.
- **OUI** à un minimum vieillesse à 1300 F.
- **OUI** à la retraite à 55 et à 60 ans.
- **OUI** à l'indexation de la petite épargne.
- **OUI** à une meilleure formation des jeunes pour l'accès à l'emploi.
- **OUI** à la reconnaissance de l'égalité des droits pour les femmes.

CE SERONT LES PREMIÈRES MESURES

La Gauche est candidate au pouvoir

Elue, demain elle gouvernera. Elle en a les capacités

Elle le prouve chaque jour dans notre département

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

du 12 Mars 1978

CHARENTE - MARITIME

IVe CIRCONSCRIPTION

SAINTES-JONZAC

Me Philippe MARCHAND

Candidat du Parti Socialiste

Soutenu par le Mouvement des Radicaux de Gauche

Suppléant : Paul ROUSSET

Electrices, Electeurs,

Les Elections du 12 Mars sont décisives pour la France.

Vous allez pouvoir enfin sanctionner la Politique de la Droite et choisir les propositions novatrices du Programme Commun de la Gauche et du Parti Socialiste que je représente.

APRÈS 20 ANS DE POUVOIR, QUE NOUS OFFRE LA DROITE ?

- Le S.M.I.C. à 1800 F., l'injustice sociale qui frappe surtout les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les handicapés.
- L'inflation responsable de la dégradation du pouvoir d'achat.
- Les plans d'austérité qui reposent sur le chômage et n'assurent pas le droit au travail à des milliers de jeunes.
- La concentration industrielle aux dépens des P.M.E. (13.847 faillites en 1977).
- L'indépendance de la France compromise par un endettement extérieur de 60 milliards en 1977.

APRÈS 10 ANS DE MANDAT, QUE NOUS OFFRE LE CANDIDAT DE LA DROITE ?

- Un manque total de combattivité et un bilan négatif.
- Nos Communes rurales perdent peu à peu leur force vitale :

  Pertes de 22 % pour le Canton de Montendre de 1968 à 1975, de 19 % pour celui de Mirambeau.

  Vieillissement de la population : plus de 20 % de la population a plus de 65 ans dans les Cantons Sud (moyenne nationale 13,3 %).
- La moitié Sud de l'Arrondissement Saintes - Jonzac n'a reçu que 2,7 % des emplois créés dans le Département de 1965 à 1976.
- Baisse brutale des ventes de cognac de 30 % et chute des revenus agricoles.

"Une politique à court terme, moyen terme et long terme DOIT ÊTRE définie". Voilà ce qu'écrit le Docteur JOANNE après 10 ans de mandat parlementaire !.

Qui peut encore attendre ? Le 12 Mars, votre choix est clair :

LE CHANGEMENT.

NOUS VOUS PROPOSONS :

Au niveau national :

- L'application du Programme Commun de la Gauche et des propositions Socialistes sans surenchères partisanes.
- La réduction des inégalités.
- Une véritable décentralisation pour assurer un développement économique équilibré.
- La relance économique par la consommation des ménages, l'aide aux P.M.E. et aux Agriculteurs.
- La lutte contre les gaspillages, la fraude fiscale et la spéculation.
- La défense des libertés.
- L'indépendance de la France assurée par une politique de défense cohérente et démocratique.
- La lutte obstinée pour le désarmement.
- Une politique de coopération loyale avec les pays en voie de développement.

Au niveau de notre circonscription :

La Saintonge a été mal défendue.

Nous vous proposons d'agir pour la faire mieux connaître au dehors. Nos atouts sont réels :

- ◆ qualité de la production agricole et viticole
- ◆ richesse de notre milieu naturel qu'il convient de protéger
- ◆ potentiel touristique.

La Saintonge a été victime de l'exode rural et de la crise viticole.

Nous vous proposons d'agir avec vous, pour la faire revivre ;

en nous battant pour la défense des exploitations familiales, la promotion de l'artisanat et du commerce,

en nous battant pour améliorer les équipements : routes, téléphone, écoles maternelles, enseignement technique,

en nous battant pour un développement plus harmonieux entre le littoral Charentais et l'arrière-pays jusqu'ici trop négligé et pour la sauvegarde et le développement des entreprises industrielles.

LA SAINTONGE ASPIRE AU CHANGEMENT.

Pendant cette campagne, des milliers de Saintongeais nous ont manifesté leur soutien. De nombreux Maires et Conseillers Généraux nous apportent leur appui. Comme eux, nous avons la conviction que vous souhaitez le VRAI CHANGEMENT qui doit marquer l'avènement d'une Société plus juste et plus fraternelle.

ENSEMBLE, le 12 Mars, nous y parviendrons.

Paul ROUSSET
Viticulteur,
Maire de JUSSAS,
Président du SIVOM de Montendre,
CANDIDAT SUPPLÉANT.

Philippe MARCHAND
AVOCAT
39 ANS
Vice-Président du Conseil Général - 1er Adjoint au Maire de Saintes
Candidat du Parti Socialiste
Soutenu par le Mouvement des Radicaux de Gauche.

SAINTES - IMP. DE L'ÉTOILE, RUE DE LA FAUVETTE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SCRUTIN DE BALLOTTAGE
DU 19 MARS 1978

IVme CIRCONSCRIPTION SAINTES-JONZAC

Me Philippe MARCHAND
PARTI SOCIALISTE
Candidat de l'Union de la Gauche
Suppléant : Paul ROUSSET.

Electrices, Electeurs,

Je remercie les 18.097 d'entre vous qui m'ont, dès le premier tour, accordé leur confiance.

Dans la circonscription, la Gauche obtient 31.074 voix, la majorité sortante 27.134 voix.

Le député sortant, après dix années de Parlement marquées d'inefficacité, ne peut plus représenter valablement la Saintonge.

Au second tour, par l'application des accords et des engagements entre socialistes, communistes et radicaux de Gauche, je suis le candidat de l'Union de la Gauche, donc porteur d'une grande espérance.

J'appelle également au rassemblement sur ma candidature, tous ceux qui n'ont pas rejoint la Gauche au premier tour mais qui, opposés à la politique actuelle, veulent le progrès social, la démocratie économique et politique.

Notre choix est clair : l'application du Programme Commun de Gouvernement pour un véritable changement.

En votant pour le candidat unique de la Gauche, vous voterez pour vous.

Je mettrai toutes mes forces au service de tous et de notre région.

Philippe MARCHAND
Avocat, 39 ans
Vice-Président du Conseil Général - 1er Adjoint au Maire de Saintes
Parti Socialiste
Candidat de l'Union de la Gauche.

Suppléant : Paul ROUSSET
Viticulteur
Maire de Jussas
Président du S.I.V.O.M. de Montendre.

Vous avez jugé leur bilan...

Au niveau national entre 1973 et 1978 :

- Hausse des prix : 64 %
- Augmentation du chômage : 234 %
- Chute du franc : 40 %

Mais 10 % des Français possèdent 50 % du Capital national ; 400.000 Français ont des comptes en Suisse.

Dans notre circonscription :

Sur 100 emplois créés dans le Département entre 1965 et 1976 : 2,7 % dans le Sud.

Baisse de la population active agricole :

- Arrondissement de Jonzac : 56,1 %
- Arrondissement de Saintes : 55,4 %

Une crise viticole sans précédents.

Sans hésitation, vous confirmerez votre détermination le 19 Mars : seule l'application des mesures prévues au Programme Commun de Gouvernement redonnera vie à la France et à la Saintonge.

Seul, un député actif et efficace peut apporter à la Saintonge la place prépondérante qui doit lui revenir dans la région Poitou-Charentes et dans le pays.

Votez et faites voter en masse

pour

Philippe MARCHAND.

SAINTES - IMP. DE L'ETOILE, RUE DE LA MAUVETTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

5me Circonscription Royan-Marennes

Candidats R.P.R. pour l'Union de la Majorité

Jean de LIPKOWSKI
Ministre Plénipotentiaire - Conseiller Général
Officier de Parachutistes
dans les Forces Françaises Libres
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec Palmes

André BRILLOUET
Député Sortant - Conseiller Général
Maire de St-Romain de Benet
Chef d'Escadron de réserve
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Officier du Mérite Agricole

ELECTRICES, ELECTEURS,

L'OPPOSITION PROPOSE UN CHANGEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DONT LA FRANCE NE SE RELÈVERA PAS

Ce que nous avons accompli au cours de ces 20 dernières années est unique dans notre histoire !

Qui a soutenu sans défaillance l'oeuvre de redressement historique accomplie par De Gaulle ? Qui a doublé en vingt ans le pouvoir d'achat des salariés ? Qui a fait des Français le peuple dont la sécurité sociale est l'une des plus avancées qui soit ? Qui a bâti, en moins d'une génération, plus de cinq millions de logements sociaux ? C'est nous ! Qui a fait les lois d'orientation agricole ? Qui a défini et imposé la politique agricole commune ? Qui a étendu la sécurité sociale et les allocations familiales aux agriculteurs ? Qui a crée l'indemnité viagère de départ ? C'est nous ! Qui, en 20 ans, a crée un tel nombre d'écoles, de collèges, de lycées, de facultés ? Qui a relevé l'enseignement technique, développé les centres de formations professionnelles, qui a développé l'enseignement public agricole ? Qui a largement ouvert l'enseignement supérieur ? Qui a multiplié le nombre de bourses, fait progresser la gratuité, et organisé dans les faits, l'école unique pour tous ? C'est nous ! Qui, en 20 ans, a construit plus qu'en toute autre époque des hopitaux, des crèches et des maisons pour le troisième âge ? Qui a doublé le minimum vieillesse ? Qui a crée le réseau d'autoroutes ? Qui a modernisé nos aéroports et nos ports ? C'est nous ! Qui a voté les crédits pour la force nationale de dissuasion ? Qui a fait de la France un pays respecté dans le monde ? C'est nous !

Mais voici venu le temps de la croissance difficile. **Le monde entier est frappé par la crise qui provoque partout recession, inflation et chômage.**

La France doit désormais se battre sur deux fronts :

– Celui du pétrole dont le prix a été multiplié par cinq. Il nous faut exporter davantage pour payer cette facture de 40 milliards.
– Celui d'une concurrence internationale acharnée et aggravée par les pays du tiers monde qui viennent vendre chez nous à bas prix des produits qui mettent en danger des secteurs entiers de notre industrie (Textile, habillement, construction navale, etc . . .).

A ces défis nouveaux, le seul remède que nous propose l'opposition c'est la vieille recette marxiste qui toujours et partout a été une faillite sinistre.

Si l'opposition l'emporte, les Français entreront dans une économie et une société marxiste. Ils auront le contraire de la société qu'ils désirent.

Ils détestent les tracasseries administratives. *Ils seront sous la coupe d'une bureaucratie toute puissante.*
Ils veulent la décentralisation et moins de contrôle de l'État. *Ils verront s'alourdir la surveillance d'un Etat plus centralisateur que jamais.*
Ils veulent rester libres de choisir leur enseignement. *Ils verront la disparition de tout enseignement privé.*
Ils veulent qu'on respecte l'âme des enfants et des adolescents. *Ils verront les jeunes embrigadés par une politisation à outrance ;*
Ils veulent qu'on encourage l'initiative personnelle et protestent contre les charges qui accablent les travailleurs indépendants. *Ils verront disparaitre les entreprises privées mises à mort à coup d'impôts et de charges nouvelles, et bientôt nationalisées.*
Ils veulent plus de sécurité. *Ils auront une tornade d'inflation et un chômage accru.*
Ils aiment la liberté. *Le pouvoir politique et syndical leur imposera ses décisions et les mettra au pas.*

Dans l'union de la majorité avec Jacques CHIRAC

NOUS SOMMES DÉCIDÉS A BARRER LA ROUTE A L'AVENTURE **tout en adaptant la France à ce monde qui change.**

Il faut une nouvelle politique de l'économie qui accorde la priorité et relance l'investissement dans les secteurs productifs, où nous sommes bien placés : industries de pointe, P.M.E. ARTISANATS ET AGRICULTURE.

Pour rendre sa vitalité à l'économie française

IL FAUT TOURNER LE DOS AU PROGRAMME COMMUN. MAIS IL FAUT AUSSI :

– Cesser de dégoûter tous ceux qui veulent entreprendre
– Garantir aux artisans, aux commerçants, aux agriculteurs, aux professions libérales, qu'ils pourront se développer sans être traqués par les excès d'un système administratif et fiscal.
– Encourager les classes moyennes au lieu de les pénaliser.
– Réhabiliter la notion d'épargne et de profit issus du travail
– Redonner aux petites et moyennes entreprises les moyens de leur développement.
– Revenir progressivement à la liberté des prix.
– Alléger les charges sociales. Il n'est pas admissible de continuer à punir ceux qui créent ou maintiennent des emplois en les accablant de charges.

Notre système de cotisations sociales assises sur les salaires constitue un inadmissible impôt sur l'emploi. Commerçants, Artisans, Hôteliers, Ostréiculteurs, Agriculteurs, P.M.E. payent un pourcentage énorme par salarié et sont ainsi pénalisés. Il faut donc modifier l'assiette choisie pour les ressources de la sécurité sociale.

Il faut réviser les bases de la Taxe Professionnelle devenue elle aussi un injuste impôt sur le travail et l'emploi.

Une cure de liberté, d'initiative et de responsabilité , contribueront à retrouver croissance et emploi. Socialement et moralement **le chômage est intolérable.**

– Il faut une audacieuse politique de formation professionnelle pour que la jeunesse de ce pays trouve sa place dans la société. Il faut qu'elle cesse d'acquérir des diplômes qui parfois ne lui servent à rien.

– La prolongation de la scolarité jusqu'à 18 ans prévue par le programme commun est sûrement une erreur qui aggravera le chômage.

— Il faut revoir le problème de l'indemnisation du chomage afin de **payer les hommes pour travailler et non pour ne rien faire.**
— Il faut revaloriser le travail manuel pour reconquérir pour nos travailleurs certains secteurs de notre activité assumés aujourd'hui par des travailleurs étrangers.

Plus de justice sociale passe par une solidarité accrue en faveur :

— **Des bas salaires** qui doivent continuer à progresser plus vite que les autres revenus.
— **De la Famille** et notamment un statut complet de la mère de famille
— **Des personnes âgées dont le minimum vieillesse doit être indéxé et porté à 70 % du S.M.I.C.**
— **Des handicapés et des isolés.**
— **Des Femmes de travailleurs indépendants,** d'agriculteurs et d'ostréiculteurs qui doivent bénéficier d'un statut particulier.
— **La transformation de notre société ne passe pas par la lutte des classes mais par la participation.**

Droit de regard des salariés sur le profit, comme sur la prospérité, la participation prend sa source dans le partage des fruits de l'expansion et débouche sur le partage des responsabilités.

SUR LE PLAN LOCAL

L'opposition qui n'a jamais rien fait pour la région, a l'invraisemblable audace de nier **l'œuvre accomplie**

POUR ROYAN

Sous les deux municipalités que j'ai dirigées, :

Mille logements nouveaux dont 600 logements sociaux - Un nouveau quartier digne des travailleurs remplace la lamentable Cote 304 - Tous les grands équipements scolaires, lycées, écoles, constuits ou restaurés - L'hôpital rénové et les crédits obtenus pour sa modernisation complète - Les logements-foyers de l'Etang pour personnes âgées à revenu modeste - Le Foyer Rochedereux - La Maison des Jeunes - - Le Centre Audio-Visuel qui n'a pas coûté un sou à la ville - Le Palais des Congrès remis à neuf - Le Centre Hippique - Le Golf - La Piscine couverte - Les crédits pour le port de commerce obtenus. **Royan désenclavé et relié à Paris et à Bordeaux grâce à l'Autoroute.** - La piste de l'aérodrome construite. En tout, environ 2 MILLIARDS d'anciens francs de subventions.

POUR LES COMMUNES

La place nous manque pour rappeler les innombrables crédits obtenus. Donnons seulement quelques exemples parmi tant d'autres :

— **Assainissement de la Presqu'ile d'Arvert.** Le S.I.V.O.M. que j'ai créé a effectué une gigantesque œuvre d'assainissement **sauvant de la pollution** nos **plages et le bassin ostréicole.** Près de 5 milliards A.F. de travaux effectués, les usines de traitement des eaux construites à St. Palais, St. Georges-de-Didonne, La Tremblade, Cozes, une centaine de kilomètres de canalisations posées.

Rappelons aussi les crédits obtenus pour :

— L'assainissement de St. Georges d'Oléron, le Château d'Oléron, Marennes et Bourcefranc. - Notre lutte incessante contre la pollution et pour la protection de l'environnement a permis notamment d'empêcher la création d'un complexe pétro-chimique au Verdon - L'adduction d'eau du Syndicat de Montpellier de Médillan qui, avec 1 milliard A.F. de travaux, a terminé de desservir les 11 communes qui le composent. - Le canton de Cozes retenu comme Syndicat pilote pour l'électrification. - Aménagement des marais et des claires de Montportail - Port-des-Barques. - Assainissement du marais de Chenaumoine. - De nombreux crédits de voirie rurale, de remembrement notamment pour le S.I.V.O.M. de Gémozac, Arces, La Tremblade, Corme-Ecluse, etc ... - Village de vacances d'Etaules. - Foyer rural de Breuillet. - Foyer rural de Chaillevette. - Maison des Jeunes de St. Palais, Meschers. - Usine de traitement des ordures ménagères de l'Ile d'Oléron, de La Tremblade, etc ...

POUR L'OSTRÉICULTURE

Ostréiculteurs souvenez-vous : pendant 15 ans j'ai été à vos côtés, sans défaillance, chaque fois que la profession m'a demandé quelque chose je l'ai obtenu ! Souvenez vous de tous les combats que j'ai menés pour vous et que j'ai gagnés : âge de la retraite, abrogation de l'ordonnance de 58, financement par l'Etat de l'opération Resur, 10 milliards A.F. de prêts gouvernementaux avec différé d'amortissement et à bas taux d'intérêt, abattements fiscaux, participation de la marine marchande et de l'I.S.T.P.M. à la création du laboratoire de recherches de La Tremblade, 11 millions A.F. de crédits d'études obtenus pour la réforme de la commercialisation, etc ... Je viens d'obtenir un report d'un an de certains prêts sinistres pour alléger le remboursement de ceux qui, en raison des bas prix à la commercialisation, trouveraient cette année la charge trop lourde. **Bien entendu, cette facilité sera refusée aux débiteurs défaillants.** Les dossiers seront examinés cas par cas et seuls seront retenus ceux qui dans le passé auront effectué leurs remboursements. Ces précisions suffisent à ridiculiser ceux qui cherchent à faire croire que ces mesures profiteront à quelques privilégiés.

En période électorale, tous les moyens sont bons pour tenter de discréditer mon action au service de l'ostréiculture. Mais les ostréiculteurs savent bien que depuis 15 ans j'ai toujours et victorieusement défendu **les intérêts de l'ensemble** de la profession.

Je continuerai à le faire demain, notamment pour que : **les jeunes aient des facilités d'installation, par des crédits à long terme et à bas taux d'intérêt, pour que les anciens puissent bénéficier d'une formule analogue à l'I.V.D. agricole, et pour qu'un mécanisme de soutien des cours soit mis en place.**

POUR LA VITICULTURE

André BRILLOUET et MOI avons toujours obtenu ce que demandait la profession. Celle-ci, comme tous les viticulteurs, demandait des plantations nouvelles. Tout le monde reconnait aujourd'hui l'erreur commise, par des techniciens qui se sont trompés sur les prévisions de rendement. J'avais pourtant demandé et obtenu que ces plantations demeurent sous le contrôle de la profession qui devait n'accorder ces droits que selon les besoins. Depuis nous avons fait le maximum pour vous aider à traverser la crise. **Nous avons obtenu à la demande de la profession 700 millions A.F. pour l'opération SOFIDEC. 2 milliards A.F. de crédit du FORMA, pour aider les jeunes et les viticulteurs grâce à des bonifications d'intérêt ou la prise en charge d'annuités d'emprunt** Nous avons obtenu que les droits sur les cognacs ne soient pas augmentés, alors qu'ils l'ont été pour d'autres alcools. - Nous avons obtenu le report - sans pénalisation - des impôts 73 et 74, la réduction des prestations viniques de 6 % à 2 %, des crédits spéciaux pour les exportations. Nous avons obtenu que puissent être dégagés de nouveaux crédits pour la profession, afin de permettre une commercialisation des produits de nos crus.

Nous resterons comme par le passé à vos côtés pour vous aider à sortir de vos difficultés.

Je suis très heureux de refaire équipe avec André BRILLOUET. Sans cesse parmi vous, à l'écoute de tous vos problèmes, aidant sans relâche les uns et les autres, à force d'innombrables interventions, il a été un député accomplissant un travail harassant avec un dévouement et une efficacité exceptionnels. Je lui adresse ma profonde gratitude pour la manière exemplaire dont il a accompli son mandat au service de notre région.

Le 12 Mars, la France a rendez-vous avec son destin.

L'espérance n'est ni dans un régime dominé par l'arbitraire d'une classe ou d'une caste, ni dans l'étatisme mortel pour la liberté, des socialo-communistes.

L'espérance n'est pas dans une société qui laisse sombrer les valeurs qui ont fait la grandeur de notre peuple.

Une société qui excuse tous les dérèglements et toutes les désobéissances, qui confond liberté de pensée et licence, liberté de parole et appel à la subversion, mène à toutes les aventures.

L'espérance passe aussi par la fermeté et l'autorité de l'Etat Républicain à défaut desquelles le chaos et la dictature sont au bout de la route.

André BRILLOUET et MOI sommes les militants de cet idéal.

André BRILLOUET, suppléant

Jean de LIPKOWSKI

VU : les candidats.

IMP. F. FOUCHE - 17600 SAUJON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

5me Circonscription Royan-Marennes

Candidats R.P.R. pour l'Union de la Majorité

Jean de LIPKOWSKI

Ministre Plénipotentiaire - Conseiller Général
Officier de Parachutistes
dans les Forces Françaises Libres
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec Palmes

André BRILLOUET

Député Sortant - Conseiller Général
Maire de St-Romain de Benet
Chef d'Escadron de réserve
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Officier du Mérite Agricole

ELECTRICES, ELECTEURS,

Vous m'avez placé largement en tête de ce premier tour, avec 20 527 voix.
André Brillouet et moi adressons à tous l'expression de notre profonde gratitude pour ce témoignage de confiance et d'amitié qui nous touche infiniment.

Le choix est désormais clair.

D'un côté, les diverses tendances de la majorité sont rassemblées sur ma candidature. Le pacte de la majorité joue dans la loyauté et la clarté. Dominique Bussereau s'est en effet désisté pour moi et appelle à voter en ma faveur.

De l'autre côté, le Programme Commun, représenté par le candidat communiste. Ce programme trompe l'espérance de ceux qui, inspirés par un idéal social, ont été tentés de voter pour l'opposition. Les Socialo-Communistes sont en effet incapables de tenir leurs innombrables promesses parce qu'ils casseront la machine économique.

Comment croire que les français seront plus prospères dans une France devenue plus pauvre ?

La France sera plus pauvre parce que :

- Les nationalisations massives coûteront très cher au pays.
  Il n'y a pas une seule nationalisation qui rapporte.
- La France sera plus pauvre parce que, entreprises, commerçants, artisans, ostréiculteurs, agriculteurs, seront accablés de charges et d'impôts nouveaux.

Ce n'est pas le recrutement de 500 000 fonctionnaires de plus qui enrichira le pays.

La France sera plus pauvre car les Français verront leurs impôts doubler, un deficit massif, un franc effondré, une inflation galopante.

Les retraités et les personnes âgées seront les premiers à souffrir de la flambée des prix.

Les ostréiculteurs et les viticulteurs dont les charges augmenteront de 30 % ne parviendront à vendre ni leurs huîtres ni leur cognac dans un tel climat de faillite économique.

Les salariés ne trouveront pas plus facilement un emploi quand des milliers d'entreprises auront fermé leurs portes.

Le Programme Commun engagerait la France dans un engrenage collectiviste dont elle ne reviendrait plus.

Il n'y a pas de progrès social sans progrès économique.

POUR Y PARVENIR, IL FAUT :

- Cesser de dégoûter tous ceux qui veulent entreprendre.
- Garantir aux artisans, aux commerçants, aux agriculteurs, aux ostréiculteurs, aux professions libérales qu'ils pourront se développer sans être traqués par les excès d'un système administratif et fiscal.
- Alléger les charges sociales qui pénalisent les employeurs et les salariés.
  On augmentera les salaires en diminuant les charges sociales.
- Redonner aux petites et moyennes entreprises les moyens de leur développement.

PLUS DE JUSTICE SOCIALE PASSE AUSSI PAR :

- Une politique de la famille et notamment un statut complet de la mère de famille avec salaire familial.
- Une politique des personnes âgées dont le minimum vieillesse doit être indexé et porté à 70 % du SMIC.
- Une politique des femmes de travailleurs indépendants, d'agriculteurs et d'ostréiculteurs qui doivent bénéficier d'un statut particulier comportant notamment le salaire fiscal.
- La transformation de notre société ne passe pas par la lutte des classes mais par la participation.

Les aspirations comme les mauvaises humeurs qui ont été clairement exprimées par les Français au premier tour doivent être prises en compte.

Il faut désormais qu'une équipe renouvelée et déterminée réalise le progrès social dans l'autorité et le respect de la Vème République.

RIEN N'EST GAGNÉ. LE COLLECTIVISME EST A NOS PORTES.
TOUS CEUX QUI SOUTIENNENT NOTRE ACTION
DOIVENT SE MOBILISER AU DEUXIÈME TOUR.
L'AVENIR DU PAYS EST EN JEU.

André BRILLOUET
Suppléant

Jean de LIPKOWSKI

VU : les candidats.

IMP. F. FOUCHE - 17600 SAUJON

CHER

Première circonscription :

Cantons de : Les Aix-d'Angillon, Bourges, Châtrost, Henrichemont, Levet, Lignières, Saint-Martin-d'Auxigny. — **M. Jean-François DENIAU** — élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Argent-sur-Sauldre, Aubigny-sur-Nère, La Chapelle-d'Angillon, Gracay, Léré, Lury-sur-Arnon, Mehun-sur-Yèvre, Sancerre, Vailly-sur-Sauldre, Vierzon. — **M. Jean BOINVILLIERS** — élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Baugy, Charenton-du-Cher, Châteauneuf-sur-Cher, Châteaumeillant, Le Châtelet, Dun-sur-Auron, La Guerche-sur-l'Aubois, Nérondes, Saint-Amand-Mont-Rond, Sancergues, Sancoins, Saulzais-le-Potier. — **M. Maurice PAPON** — élu au 2e tour.

ELECTIONS LEGISLATIVES 1re Circonscription du Cher

Union de la Majorité pour l'Avenir de Bourges et du Cher

JEAN-FRANÇOIS DENIAU

Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères
Ancien Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
et au Développement Rural

et son suppléant

Docteur Henri MOULLE

Médecin du Travail à Bourges,
Maire d'Allogny

Madame, Monsieur,

Pour la France, et pour chacun d'entre nous, ces élections sont décisives.

L'ENJEU

Voter pour le candidat du Parti Communiste, Jacques RIMBAULT, ou pour le représentant de la fraction pro-communiste du P.S., Charles PARNET, c'est confier d'une manière irréversible le destin de chacun d'entre nous à des mouvements politiques qui ne se sont mis d'accord que pour la prise du pouvoir et l'installation **d'un état collectiviste, dirigiste, maître de tout et de tous.**

Disons la vérité.

L'application du programme commun, qu'il soit ou pas « actualisé », ce serait :

— une bureaucratisation envahissante ;
— le monopole de l'Etat dans tous les domaines : enseignement, crédit, sols, emplois, etc.
— la ruine de notre économie : « 300 000 petites et moyennes entreprises n'y résisteraient pas et nous aurions 1 million de chômeurs de plus » a dit Michel ROCARD, secrétaire national du Parti Socialiste ;
— la perte de notre indépendance ;
— le bouleversement de notre société.

N'oublions pas que Georges MARCHAIS, secrétaire du Parti Communiste, considère le Programme Commun : « Comme un pas en avant permettant de créer les conditions les plus favorables pour mettre les masses en mouvement, sur nos idées, nos solutions, nos objectifs » (Juin 72, rapport au Comité Central - dont est membre M. RIMBAULT, candidat du Parti Communiste de la 1re circonscription du Cher).

CE QUE NOUS VOULONS

C'est au contraire sortir de la crise dans **la liberté et le progrès social** — dans le cadre d'institutions démocratiques qui permettent **à chacun d'exercer ses propres choix et ses responsabilités individuelles et professionnelles.**

LE BON CHOIX SUR LE PLAN NATIONAL

- C'est garantir **l'emploi pour tous** par la relance de l'économie.
- C'est redoubler les **efforts en faveur des catégories les plus touchées et les plus défavorisées.**
- C'est **l'égalité fiscale et sociale.**
- C'est **agir contre la bureaucratisation et pour la suppression des privilèges de l'Etat.**
- C'est la **lutte contre la violence** sous toutes ses formes.

LE BON CHOIX A BOURGES ET DANS LE CHER

- C'est refaire du Centre de la France un véritable Centre par la priorité absolue à la **création d'emplois,** notamment féminins. et pour les jeunes.

- C'est **refaire de BOURGES une capitale** rénovée et humaine par l'amélioration de la circulation, par la restauration des vieux quartiers, par la création d'écoles et des services essentiels dans les nouveaux quartiers, par la mise en place d'équipements sportifs et sociaux.

- C'est inciter à **la création d'activités complémentaires aux activités agricoles dans les cantons ruraux.**

- C'est **aider les mouvements de jeunes et associations sportives.**

- **C'est, pour tous, mettre en place une politique active de protection et d'amélioration du cadre de vie et de l'environnement.**

L'HEURE DU CHOIX

Toutes les formations de la Majorité — Parti Radical et Radical Socialiste, Centre Démocrate et Social, Parti Républicain, Rassemblement pour la République — **soutiennent ma candidature.**

Trois Présidents de la République, le Général de Gaulle, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, **m'ont fait confiance.** Sous leur direction, j'ai exercé d'importantes responsabilités nationales et internationales.

Par mes activités antérieures, j'ai fait la preuve que j'étais efficacement au service de tous.

Avec vous, **je serai à Bourges et dans la 1re Circonscription du Cher** l'artisan d'un nouveau développement et d'un vrai progrès, le défenseur de la démocratie et des libertés, au service de tous.

Jean-François DENIAU,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Croix de guerre [illegible] T.O.E.
Commandeur du Mérite agricole

Vu le Candidat

Docteur Henri MOULLE.

Imp. Diaz - Bourges

1" CIRCONSCRIPTION DU CHER

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

Union de la Majorité pour l'Avenir de Bourges et du Cher

FRANÇAISES, FRANÇAIS,

Maintenant, le choix est clair. Le combat est décisif ; la victoire est essentielle pour chacun de nous et pour notre pays.

Au nom de l'Union de la Majorité pour l'avenir de Bourges et du Cher, je suis arrivé très largement en tête au premier tour, avec 44 % des voix, et je remercie tous ceux qui m'ont fait confiance.

Le candidat du Parti Communiste, M. RIMBAULT, est en seconde position avec 34,5 % des voix. Le candidat du Parti Socialiste, que le Parti Communiste a systématiquement et par écrit accusé de mensonge et de duplicité, n'a eu de ce fait que 16,25 % des voix.

– Il s'agit maintenant de savoir si les électeurs de Bourges et de la première Circonscription du Cher veulent confier leur destin au Parti Communiste, en la personne de M. RIMBAULT, ancien stagiaire à Moscou.

– Il s'agit de savoir s'ils veulent s'engager dans un système bureaucratique et dirigiste, de nature totalitaire, qui établira en tous domaines des monopoles d'Etat (enseignement, emploi, agriculture, syndicalisme, information...).

– Il s'agit de savoir de quel côté sont les libertés, et le progrès social dans la liberté.

Lors des élections municipales, il y a un an à Bourges, le Parti Communiste avait mis sur sa liste des candidats « indépendants » en soulignant que le P.C. n'aurait pas la majorité au Conseil municipal. Dans un tract diffusé par le Parti Communiste, trois d'entre eux ont appelé dès le premier tour à voter pour M. RIMBAULT, le masque est tombé : c'est l'aveu.

Que les habitants de Bourges, que les travailleurs qui ne souhaitent pas le collectivisme, que les Socialistes fidèles à la tradition française, ne tombent pas dans le piège.

Avec tous les Partis de la Majorité et le Parti Socialiste Démocrate, j'appelle solennellement toutes les Françaises et tous les Français épris de justice et de démocratie, soucieux du développement de leur région, à faire barrage à la main mise du Parti Communiste sur la première Circonscription du Cher.

Réfléchissons tous à l'avertissement du Président de la République, pour notre avenir et celui de notre Pays.

NON

à Jacques RIMBAULT
et au Parti Communiste

OUI

AU CHANGEMENT
mais pas n'importe lequel
et pas à la remorque
du Parti Communiste

Le 19 Mars, pour le progrès social dans la liberté, pour l'union, pour une ouverture de la Majorité démocratique, pour l'avenir de Bourges et du Cher,

Votez
Jean-François DENIAU

Secrétaire d'Etat

Suppléant :

Docteur Henri MOULLE

Médecin du Travail à Bourges
Maire d'Allogny

IMP. DIAZ, BOURGES - 24-17-92

Élections Législatives du 12 Mars 1978

Circonscription de VIERZON - SANCERRE

Jean BOINVILLIERS

Candidat unique de la MAJORITÉ

présenté par le R. P. R.

Jean BOINVILLIERS

Député sortant

Né en 1921, Jean Boinvilliers rejoint le général de Gaulle à Londres dès juin 1940 et s'engage à 19 ans dans les Forces Françaises Libres. Il participe à la campagne du Tchad avec le général Leclerc et termine la guerre dans la 2e D.B.

Il est décoré de la Croix de Guerre et de la Croix du Combattant Volontaire de la Résistance.

Il est marié et père de quatre enfants.

Elu député du Cher en 1958. Il est maire de Brinon-sur-Sauldre depuis 1959. Il fait partie de la Commission des Affaires Culturelles Familiales et Sociales de l'Assemblée Nationale.

Réélu député en 1962, 1967, 1968 et 1973, il est Président du Comité départemental d'Expansion Economique depuis 1965.

Il fut nommé parlementaire en mission auprès du Premier Ministre Jacques Chirac en 1975, et réélu Président de la Délégation parlementaire pour la Radio Télévision Française chaque fois que la présidence de cet organisme mixte Assemblée-Sénat revenait à un député. Il est Président du C.R.A.R. Sologne du Cher et Président de la Fondation Sologne.

Suppléant éventuel :

Pierre JACQUET

Principal du Collège Edouard-Vaillant de Vierzon

M. Pierre Jacquet, né le 3 août 1922 à Vierzon, fit ses études primaires à l'Ecole des Ponts, à Vierzon, ses études secondaires au Lycée Alain Fournier, à Bourges (le Lycée de Vierzon n'existait pas encore), puis ses études supérieures au Lycée Louis-le-Grand à Paris, et à la Sorbonne.

Licencié d'Anglais, diplômé d'Etudes Supérieures, il enseigna deux ans au Lycée Alain-Fournier avant d'être nommé en octobre 1946, professeur d'Anglais au Cours Secondaire de Vierzon, devenu maintenant Lycée nationalisé.

En 1968, il est nommé Principal du C.E.S. Albert-Camus de Vierzon-Bourgneuf. Depuis 1969, il est Principal du Collège Edouard-Vaillant.

C'est donc la trente-deuxième année que M. Jacquet exerce à Vierzon ses fonctions d'enseignant d'une manière qui lui vaut l'estime des Vierzonnais de tous les âges et de tous les milieux.

Il est Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques.

Chère Électrice, Cher Électeur,

Candidat unique des quatre formations de la Majorité, présenté par le Rassemblement pour la République, votre député sollicite à nouveau vos suffrages.

Le parti communiste fait courir un risque énorme à notre démocratie en voulant prendre le pouvoir et nous imposer des ministres communistes.

FACE A UN TEL PERIL, L'HEURE N'EST PAS AUX NOUVEAUTES, NI AUX VOTES DE MECONTENTEMENT.

POUR FAIRE ECHEC AU COMMUNISME,
UN SEUL CANDIDAT,

VOTRE DEPUTE :

Jean BOINVILLIERS
Maire de Brinon-sur-Sauldre
Croix de Guerre 39-45.

Je réponds ainsi à l'appel qu'ont bien voulu m'adresser des milliers d'entre vous, hommes et femmes, jeunes et adultes, personnes âgées, anciens combattants, salariés des usines ou des champs, employés du secteur privé ou du secteur public, commerçants ou artisans, cadres ou membres des professions libérales, exploitants agricoles. Je les remercie d'avoir tenu à marquer de la sorte que j'avais toujours rempli ma fonction au maximum de mes forces et de mes moyens, comme j'avais scrupuleusement respecté le contrat, qui cinq fois, nous a loyalement attachés.

Entre nous, chères électrices, chers électeurs, les présentations ne sont plus à faire. Chacune et chacun d'entre vous sait bien ce qui a été accompli en commun dans l'entente, la compréhension et l'amitié, sans barrière ni discrimination aucune.

Tant sur le plan de notre circonscription que sur le plan national, le bilan de nos actions conjuguées, les difficultés surmontées, les progrès accomplis, sont présents à toutes les mémoires.

Ce bilan est garant de ce que, une fois de plus, nous pouvons réaliser ensemble pour augmenter la prospérité de tous, pour accroître la sécurité de chacun, pour aider davantage les plus défavorisés, pour soutenir les personnes âgées, pour réduire les écarts sociaux par une augmentation des bas salaires, pour promouvoir la liberté d'entreprendre, enfin et surtout pour réaliser notre politique de lutte contre le chômage.

Nos volontés doivent, plus que jamais, être tournées vers l'avenir, afin de construire dans l'ordre, par la mise en œuvre de nouvelles réformes, une société française plus juste, plus libre, plus fraternelle dans laquelle chacun sera par la participation de plus en plus responsable.

Je pense présenter aux électrices et aux électeurs de ma circonscription un bilan et un programme :

UN BILAN

- **AGRICULTURE**
  - — la situation des agriculteurs âgés s'est améliorée;
  - — la productivité s'est développée ;
  - — l'installation des bâtiments d'élevage a été facilitée ;
  - — la formation des jeunes agriculteurs est devenue une priorité nationale ;
  - — le niveau de vie s'est élevé en milieu rural ;
  - — le dynamisme des agriculteurs s'est accru.
- **COMMERÇANTS ET ARTISANS**
  - — leur régime d'assurance sociale a été amélioré ;
  - — la contribution sociale de solidarité a été imposée aux grandes surfaces ;
  - — des aides spéciales ont été affectées aux commerçants âgés ;
  - — le régime d'imposition a été rapproché de celui des salariés.
- **POLITIQUE SOCIALE**
  - — développement de la participation et de la responsabilité des travailleurs ;
  - — renforcement de la politique contractuelle ;
  - — augmentation du minimum vieillesse ;
  - — revalorisation des prestations familiales ;
  - — allocation logement aux personnes âgées, aux handicapés, aux jeunes travailleurs (qui bénéficient d'une prime d'installation) ;
  - — formation permanente et professionnelle permettant à tout salarié d'obtenir un congé formation décisif pour sa promotion sociale.
- **POLITIQUE ECONOMIQUE ET INDUSTRIELLE**
  - — l'indice de la production industrielle a augmenté de 160 % par rapport à 1957.

UN PROGRAMME

Nous voulons :

- — une France indépendante sans compromis à l'égard de quiconque ;
- — une politique de l'économie qui s'appuie sur un plan démocratique incitatif et une croissance vigoureuse ;
- — rendre aux Français la liberté d'entreprendre ;
- — accélérer la mise en œuvre de la solidarité nationale par une législation sociale en faveur des personnes âgées, des handicapés et des plus défavorisés ;
- — un emploi pour tous et notamment pour les jeunes ;
- — la sécurité des biens et des personnes pour tous ;
- — une agriculture prospère, un commerce dynamique et une industrie puissante.

Le présent comme l'avenir de chacune et de chacun de vous, comme le présent et l'avenir de vos enfants, dépendent totalement du vote que vous émettrez le 12 mars prochain.

En dépit, en effet, de propagandes de toutes sortes dont nous abreuvent depuis des semaines la presse, la radio et la télévision, le choix offert démocratiquement aux citoyens et citoyennes, est clair et simple :

— La majorité des Françaises et des Français veut-elle que la France devienne comme les pays de l'Est, une « démocratie populaire » satellite de la Russie, tenue dans la main de fer du parti communiste auquel Mitterrand et Fabre auront fait la courte échelle pour spolier les entreprises, baillonner les libertés, mettre à terre l'économie, ruiner la monnaie ?

Vous savez bien que le seul rempart contre l'implantation d'un régime totalitaire est l'Union de la Majorité. Vous savez bien que la France doit rester libre et indépendante dans le cadre de l'Europe.

Alors électrices, électeurs, chers amis, TOUS AUX URNES LE 12 MARS :

— **pour la paix sociale ;**

— **pour l'indépendance nationale ;**

— **pour le progrès économique dans la confiance ;**

— **pour la liberté.**

Comme au 2e Tour de 1973

VOTEZ pour le candidat unique de la Majorité

Jean BOINVILLIERS

Député sortant - Maire de Brinon-sur-Sauldre - Croix de Guerre 1939-1945

REMPLAÇANT ÉVENTUEL : **Pierre JACQUET**

Principal du Collège Edouard Vaillant de Vierzon

Vu le Candidat :

IMP. TASSIN - VIERZON

PAPIER RECYCLÉ ET RECYCLABLE

Jean BOINVILLIERS
Député sortant

République Française — Liberté - Égalité - Fraternité

Élections Législatives du 19 Mars 1978

Circonscription de VIERZON - SANCERRE

Jean BOINVILLIERS

Candidat de la LIBERTÉ

AUX ÉLECTRICES ET AUX ÉLECTEURS SOCIALISTES DU PREMIER TOUR

Aujourd'hui étant donné la gravité extrême des conséquences qu'impliquera votre choix, je me permets de vous lancer à tous un appel solennel.

Vous avez toujours été d'ardents défenseurs de toutes les libertés et opposants farouches à tous les régimes de contraintes.

Vos Ainés, et parmi eux les plus prestigieux, ont refusé les expériences communistes.

Aujourd'hui, s'ils étaient encore là, ils refuseraient les dictats de Monsieur Marchais.

Je vous demande en souvenir de leur idéal de me mandater pour poursuivre, dans le respect de toutes vos libertés, une action continue vers plus de justice, de sécurité et de mieux-être pour vos familles.

J'espère avoir l'honneur de compter sur vous comme vous pourrez compter sur moi.

VOTRE DEPUTE : Jean BOINVILLIERS
Maire de Brinon-sur-Sauldre
Croix de Guerre 39-45.

Chère Électrice, Cher Électeur,

J'adresse l'expression de ma vive gratitude à tous ceux qui m'ont renouvelé leur confiance. Avec 26.559 Suffrages vous m'avez placé nettement en tête au premier tour.

- Mais la victoire n'est pas encore acquise.

- Elle ne sera obtenue le 19 Mars qu'en barrant la route au représentant du collectivisme.

Ce jour-là, c'est à un choix historique et irréversible que vous allez être confrontés, un choix qui conditionnera pour longtemps votre mode de vie et celui de vos descendants. Que la majorité perde ces élections, ne serait-ce que d'un seul siège, et dès le 20 Mars, ce sera la mise en œuvre du programme commun **(voir au verso).**

Que resterait-il de nos libertés, de l'indépendance de la France, du progrès économique et social qui a permis, au cours des vingt dernières années de doubler le niveau de vie des Français, de tripler le minimum vieillesse, de quadrupler les prestations sociales ?

Je sais pourtant que certains d'entre vous ont des raisons justifiées de mécontentement, je n'ai pas la prétention de dire que tous les problèmes ont été résolus, qu'il n'y a plus de difficultés à surmonter ou d'injustice à supprimer. Ce que je sais, c'est que toute mon action a toujours été tendue dans ce sens.

- Le Choix actuel est donc simple :

▶ Ou bien une Société de Liberté et de Progrès continu dans le respect de la Liberté de l'homme ;

▶ Ou bien une Société Marxiste, bureaucratique et contraignante.

Quelle que soit votre famille spirituelle, il y a place pour tous dans l'œuvre de redressement national en cours, qui continuera dans un esprit d'ouverture et de participation.

▶ ATTENTION ! s'abstenir, c'est faire le jeu de l'adversaire.

▶ Le 19 Mars, tout vous conduit à voter contre l'aventure et pour l'expansion dans la Sécurité.

VOTEZ POUR LA LIBERTÉ

Il est encore temps de lire le Programme Commun

Ceux qui l'ont lu ont pu constater qu'il prévoit tous les moyens nécessaires pour installer très rapidement un régime politico-économique marxiste en FRANCE.

VIE PROFESSIONNELLE ET SOCIALE COLLECTIVISEE par :

— Monopole de l'embauche détenu par l'Etat (page 57) qui sera ainsi seul maître des destinées des salariés.

— Monopole de la représentation des travailleurs par politisation des Syndicats à la solde de l'Etat (page 109).

— Suppression pure et simple des retraites complémentaires (page 63) - Ecrasement des Cadres.

— Fonctionnarisation de la Médecine.

EDUCATION ETATISEE par :

— Institution de Maisons de l'Enfance pour soustraire du milieu familial les enfants jusqu'à 6 ans (page 75).

— Suppression des Ecoles libres (page 77).
Les parents ne seront plus maîtres de l'éducation de leurs enfants.

ECONOMIE MONOPOLISEE PAR L'ETAT par :

— Les nationalisations systématiques des Entreprises et du Crédit (page 113 à 116) entraînant la suppression pure et simple de l'Entreprise privée, commerciale, artisanale ou agricole, seule vraie possibilité de promotion et d'indépendance pour les Salariés.

— Spoliation des Agriculteurs par l'instauration d'Offices fonciers cantonaux et départementaux (page 125).

LES DROITS DE L'HOMME AMPUTES par :

— La suppression de la garantie des droits de propriété et du libre accès aux fonctions publiques.

Il n'y aura pas de Marxisme à la française !

Il n'y a qu'un Marxiste international qui a conduit, sans exception, tous les Pays où il sévit à la pénurie dans la contrainte.

LE 19 MARS, VOUS REFUSEREZ A LA FRANCE CETTE EXPERIENCE DESASTREUSE QUI SERA PROBABLEMENT SANS RETOUR. SOUVENEZ-VOUS.

- Il y a 30 ans, c'était la TCHECOSLOVAQUIE qui succombait.
  Une révolte plus récente y fut écrasée par les tanks russes qui, par milliers, ne sont qu'à quelques centaines de kilomètres du Rhin...
- Il y a eu la HONGRIE avec BUDAPEST...
  Plus récemment, en juin 1975, les grévistes polonais en lutte contre la misère, se faisaient fusiller par centaines dans la rue.

LE 19 MARS, EN REFUSANT CE SYSTEME, VOUS MONTREREZ QUE LA FRANCE VEUT RESTER UN DES REMPARTS DE LA LIBERTE EN EUROPE !

LE 19 MARS, VOUS DIREZ NON AU COLLECTIVISME COMMUNISTE.

VOUS VOTEREZ POUR LA LIBERTE DE L'HOMME EN VOTANT...

Jean BOINVILLIERS

Député sortant - Maire de Brinon-sur-Sauldre - Croix de Guerre 1939-1945

REMPLAÇANT ÉVENTUEL : **Pierre JACQUET**

Principal du Collège Edouard Vaillant de Vierzon

Vu le Candidat .

IMP. TASSIN VIERZON

PAPIER RECUPÉRÉ ET RECYCLÉ

Maurice PAPON

Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de la Valeur Militaire
Chevalier du Mérite Agricole
Combattant Volontaire de la Résistance
Commandeur du Mérite sportif

Elections législatives du 12 mars 1978

3e Circonscription du Cher

Chères électrices,

Chers électeurs,

Certains s'emploient à convaincre les Français qu'il faut changer la vie, et dans ce but, changer de majorité.

Quel est donc le bilan de la Ve République ?

— une prospérité de 20 années, sans précédent dans notre histoire,

a changé la vie sans révolution ;

— le minimum vieillesse a été multiplié par plus de 10 ;
— le SMIC a été multiplié par plus de 7 ;
— les téléviseurs sont passés de 6,4 % des ménages en 1958 à 85 % en 1977 ; les réfrigérateurs de 17 à 90 % ;
— plus de 64 % des foyers possèdent une automobile ;
— 18 millions de logements construits et un ménage sur deux propriétaire de son habitation ;
— 4 400 km d'autoroutes ; sans parler des autres équipements publics, par exemple du plus grand effort de construction scolaire de notre histoire.

La majorité n'a pas à rougir d'une action qui a pu être continue et cohérente. Elle a su faire face à la récession économique de ces trois dernières années qui a frappé la France, en même temps que l'ensemble des nations industrielles. Par comparaison avec les restrictions imposées aux salariés par les Gouvernements socialistes d'Allemagne Fédérale et de Grande-Bretagne, la France a réussi à sauvegarder notre niveau de vie et à améliorer le sort des plus défavorisés.

On vous promet aujourd'hui, en plein effort de redressement, le SMIC à 2 400 F. C'est effectivement **un objectif à atteindre, mais non pas au prix de la faillite de 300 000 entreprises, de l'accentuation du chômage et du doublement des impôts.**

Les chiffrages publiés — d'ailleurs incomplets ou sous-évalués — entraîneraient des prélèvements tels sur l'économie et les patrimoines que ce serait la faillite de la France.

Que vaudrait alors le nouveau SMIC ?

Que deviendrait notre indépendance ?

Ces propositions, faites dans la hâte des échéances électorales sont hélas ! irréalistes et irréalisables. Elles témoignent de beaucoup d'irresponsabilité de la part de ceux qui s'offrent à gouverner.

Je vous propose, non la victoire en se trompant ou en trompant, mais la victoire de la vérité :

Pour dire non au chômage, engageons une nouvelle politique de l'économie qui permette :

— **à nos entreprises et nos commerces,** libérés des tutelles abusives de l'Etat, de reprendre leur élan et de créer des emplois ;

— **à notre agriculture,** de reprendre son souffle et de poursuivre sa marche en avant, après les années de difficultés qu'elle a subies ;

— **à notre jeunesse,** d'être formée en fonction des réalités d'aujourd'hui qui exigent avant tout des qualifications techniques.

Alors, nous aurons les moyens de développer la politique sociale, en particulier, de porter rapidement à 66 % le taux de reversion des pensions des veuves, à 2 400 F le niveau du SMIC payé **en vraie monnaie,** à 60 ans la possibilité pour chacun de prendre sa retraite.

Malgré les retombées de la crise, **le Berry** a traversé cette période défavorable mieux que d'autres provinces. Il s'agit pour demain de poursuivre avec obstination nos équipements collectifs, qui participent à une meilleure qualité de la vie, et la revitalisation de nos communes rurales.

Tout cela n'est pas au-dessus de nos forces.

Mais toutes ces ambitions seraient balayées si devait être atteint l'objectif fondamental du programme commun : changer notre Société.

Tel est l'enjeu de ce scrutin

Vous aurez donc à décider entre :

— un changement de société qui ouvre sans retour sur l'aventure collectiviste entraînant — et nous en sommes prévenus — une crise grave de nos institutions politiques ;

— ou bien, **une société de liberté et de progrès,** seule capable d'introduire sans détruire **les vrais changements** que vous souhaitez :

  — **plus de sécurité** pour les personnes et pour les biens, pour les foyers et les patrimoines, pour le travail et l'épargne ;

  — **plus d'initiative** dans notre travail et nos activités, plus de participation aux affaires de la collectivité ;

  — **plus de justice sans haine, plus d'égalité** dans les chances, **plus de respect** de la dignité de chacun.

Telle est notre espérance : elle inspire notre cœur autant qu'elle nourrit notre raison. Seule, L'UNION pourra la réaliser.

Dans ce but, votez pour le candidat unique de la majorité

Maurice PAPON

Député sortant
Rapporteur général de la Commission
des Finances, de l'Economie et du Plan
à l'Assemblée nationale

Suppléant :

René DUBREUIL

Maire, Conseiller général
du Châtelet-en-Berry

I.C.S.A. - 18200 SAINT-AMAND

Elections législatives du 19 mars 1978

3e Circonscription du Cher

Maurice PAPON

Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de la Valeur Militaire
Chevalier du Mérite Agricole
Combattant Volontaire de la Résistance
Commandeur du Mérite sportif

Chères électrices,

Chers électeurs,

Nous remercions **les 22 836 électrices et électeurs** qui ont manifesté, dès le premier tour, leur volonté d'union pour la victoire des libertés, en donnant au candidat unique de la Majorité et à son suppléant, une avance d'autant plus significative qu'ils avaient été abreuvés de promesses démagogiques.

Le nombre de suffrages obtenus témoigne que les électrices et les électeurs ont, dans leur majorité, pris conscience de la gravité de l'enjeu. **Ils entendent barrer la route à toute aventure totalitaire.**

Le combat continue : la victoire doit être parachevée dimanche prochain. L'union de tous les démocrates de la IIIe Circonscription du Cher doit signifier le refus de bouleverser notre société, de détruire notre économie, de confisquer nos libertés.

L'union de tous les démocrates de la IIIe Circonscription du Cher doit consacrer la volonté de changer la vie sans révolution et sans faillite, dans le libre exercice de nos institutions républicaines.

Tous les démocrates de la IIIe Circonscription du Cher doivent **se rassembler** désormais, quelles que soient leurs options personnelles, **autour de Maurice Papon et de René Dubreuil** qui ont toujours été fidèles à la République, pour donner au Berry toutes ses chances de développement et d'expansion **dans la sécurité** sous toutes ses formes.

Tous ceux qui sont épris de liberté et qui récusent toute emprise totalitaire se rallieront pour sauvegarder notre République et écarter d'elle toute menace.

Il s'agit cette fois, pour chacun, de voter en conscience pour ou contre la démocratie : **contre la démocratie populaire** qui instaure un régime encadré par le parti et la police ; **pour la démocratie des hommes libres :** elle est de notre côté.

Tous aux urnes : pas d'abstention.

C'est le sort du pays, c'est le sort de notre Circonscription qui est entre vos mains.

Votez pour Maurice PAPON

Il défendra vos libertés

Maurice PAPON

Député sortant
Rapporteur général de la Commission
des Finances, de l'Economie et du Plan
à l'Assemblée nationale

Suppléant :

René DUBREUIL

Maire, Conseiller général
du Châtelet-en-Berry

I.C.S.A. - 18200 SAINT-AMAND

VU LE CANDIDAT

CORRÈZE

Première circonscription :

Cantons de : Argentat, Lubersac, Mercœur, La Roche-Canillac, Seilhac, Tulle-Nord, Tulle-Sud, Uzerche, Vigeois.	**M. Jean-Pierre BECHTER**	élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Ayen, Beaulieu-sur-Dordogne, Beynat, Brive-la-Gaillarde-Nord, Brive-la-Gaillarde-Sud, Donzenac, Juillac, Larche, Meyssac.	**M. Jacques CHAMINADE**	élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Bort-les-Orgues, Bugeat, Corrèze, Egletons, Eygurande, Lapleau, Meymac, Neuvic, Saint-Privat, Sornac, Treignac, Ussel.	**M. Jacques CHIRAC**	élu au 1er tour.

1e CIRCONSCRIPTION - **TULLE**

ÉLECTION LÉGISLATIVE DU 12 MARS 1978

LA MAJORITÉ UNIE PRÉSENTE SES CANDIDATS

Jean-Pierre BECHTER

Né à Ussel voilà 33 ans, d'une famille de petits agriculteurs Corréziens, Jean-Pierre Bechter est Sous-Préfet, et fut pendant trois ans (1974-1977) Directeur du Cabinet du Préfet de la Corrèze.

Son père a appartenu au Bataillon "AS de Trèfle" de l'Armée Secrète de la Corrèze.

Jean-Pierre Bechter est Conseiller Technique auprès de Jacques Chirac depuis 1969, et il fut membre des Cabinets Ministériels de Jacques Chirac au Secrétariat à l'Économie et aux Finances, aux Relations avec le Parlement, au Ministère de l'Agriculture et de l'Intérieur puis à l'Hôtel de Ville de Paris.

Suppléant :

Jean TEILHET

55 ans, Conseiller Général de Mercœur, Chevalier de la Légion d'Honneur, Maire de Camps - St Mathurin Léobazel, Président de l'Association pour le développement de la Xaintrie.

Jean Teilhet appartient à une vieille famille d'agriculteurs-négociants et son père fut un des proches du Président Queuille et de Jean Montalat.

Les raisons de notre engagement :

• **AU PLAN ÉCONOMIQUE :** Le député communiste sortant n'a rien fait pour Tulle et la Moyenne-Corrèze où aucune entreprise n'a ouvert ses portes depuis 5 ans. Il faut rattraper le retard pris sur la Haute-Corrèze.

• **AU PLAN POLITIQUE :** Le député communiste sortant était minoritaire en 1973 car la majorité fut désunie. Aux élections municipales de mars 1977, les Tullistes ne l'ont pas voulu pour conseiller municipal tout comme les Uzerchois n'ont pas élu sa suppléante alors que le Maire d'Uzerche est communiste.

LE POUVOIR POLITIQUE DOIT REVENIR À CEUX QUI REPRÉSENTENT LA MAJORITÉ.

UN RAPIDE BILAN DE LA Ve RÉPUBLIQUE

La Ve République a apporté vingt années d'indépendance, de liberté et de paix. Cela ne s'était jamais produit à aucune période de notre histoire.

• AU PLAN SOCIAL : La Sécurité Sociale étendue à tous les Français, la 4e semaine de congés payés, les comités d'entreprises, le SMIC, les ASSEDIC, la semaine de travail réduite (41 heures), la participation, la mensualisation, la Formation Permanente, les indemnités de chômage, l'augmentation considérable du niveau de vie des travailleurs manuels, la prévention des accidents du travail, la construction de 8 millions de logements neufs, le fait que près de 16 millions de Français sont des propriétaires immobiliers, (contre 8 millions et demi en 1958), les prestations familiales les plus complètes qui soient au monde, l'abaissement de l'âge de la retraite pour certaines catégories socio-professionnelles, la législation sur l'avortement et la contraception, le droit de vote à 18 ans, la législation pour les handicapés, la loi Royer.

• AU PLAN AGRICOLE : Le fait que notre pays est le 2e pays exportateur de produits agricoles du monde (14e place en 1958), l'I.V.D. la zone de montagne, l'ONIBEV, les CUMA, les GAEC, les OGAF, les crédits pour la modernisation des exploitations familiales et des bâtiments d'élevage ou encore l'amélioration de l'habitat rural, la parité de protection sociale, la dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; amélioration du statut du fermage ; la création des SAFER.

• AU PLAN DE L'ENSEIGNEMENT : 21 % du budget en 1978, contre 9 % en 1958 - 715 000 enseignants en 1978 contre 210 000 en 1958.

• AU PLAN MILITAIRE : Le service ramené à 12 mois contre 28 mois (et parfois plus en 1958), un nouveau statut général des militaires.

• AU PLAN DES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS : Regardez autour de vous les hôpitaux, les routes, les adductions d'eau, le téléphone, les écoles, lycées, collèges et universités, les investissements des communes, les efforts pour les loisirs, la modernisation des transports, chaque année 350 000 ménages accèdent à la propriété d'un logement neuf, protection accrue contre les pollutions de toute nature...

CE BILAN EST LE GARANT DE NOS PROPOSITIONS .

L'ARDENTE NÉCESSITÉ DE POURSUIVRE CES EFFORTS.

NOS PROPOSITIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DE TULLE ET DE LA MOYENNE CORREZE :

• POUR L'AGRICULTURE : Améliorer les conditions d'installation des jeunes, davantage d'aides et de subventions pour les zones défavorisées dont la Moyenne-Corrèze ; revalorisation des retraites et de l'I.V.D. ; un statut pour les femmes d'agriculteurs ; une protection accrue contre les calamités ; revaloriser les productions animales par rapport aux productions végétales ; lutter contre les maladies du bétail ...

• POUR LES PERSONNES ÂGÉES : Un minimum vieillesse augmenté et indexé sur le SMIC ; cumul automatique pour les veuves de la pension personnelle et de la pension de réversion ; abattement forfaitaire de 10 % sur les retraites sans plafond ; l'installation gratuite du téléphone ; l'organisation de loisirs par la collectivité; l'amélioration des aides à domicile ...

• POUR LE COMMERCE ET L'ARTISANAT : L'égalité fiscale (abattement de 20 % ; salaire fiscal de la femme) ; parité en matière de protection sociale avec les autres catégories socio-professionnelles ; humanisation des contrôles fiscaux et administratifs ; paiement définitif, par l'État, des cotisations sociales des apprentis ; création d'aides nouvelles pour le commerce et l'artisanat des zones rurales défavorisées ; suppression de l'ordonnance de 1945 sur les prix ...

• POUR LES HANDICAPÉS : Revaloriser l'allocation pour l'éducation spéciale ; garantir une meilleure insertion professionnelle aux adultes et des ressources minimum pour les handicapés travailleurs ; concevoir des accès pour les handicapés.

• POUR LES ANCIENS COMBATTANTS : Poursuivre les efforts dans la voie de l'égalité entre les trois ''générations du feu''. Réaliser la parité des retraites ; améliorer le pouvoir d'achat des pensions et surtout celles des veuves.

• GARANTIR : La liberté d'enseignement ; la liberté en matière de choix de médecin, d'hôpital ou de clinique privée ; la liberté et la responsabilité des cadres d'entreprises publiques ; la liberté de la presse écrite ou télévisée. (Toutes ces libertés seraient immédiatement menacées par l'application du Programme Socialo-Marxiste).

• FAVORISER : La relance de l'économie par la consommation et le développement des équipements collectifs et des aides accrues à l'investissement et à la modernisation de nos petites et moyennes entreprises qui sont la richesse de notre industrie. Créer l'emploi en Moyenne-Corrèze pour retenir tous nos JEUNES qui veulent « vivre au pays ». Promouvoir l'expansion de Tulle.

MAINTENANT, LE CHOIX VOUS APPARTIENT

• Vous pouvez choisir entre notre société de liberté et une société bureaucratique et de contraintes.

• Vous pouvez choisir entre le candidat de Jacques Chirac qui a pour ambition de mettre en œuvre, en Moyenne-Corrèze, une politique économique nouvelle et dynamique et un député communiste sortant qui n'a rien fait pour la Moyenne-Corrèze.

• Vous pouvez choisir entre la poursuite du progrès économique et social que nous connaissons depuis 20 ans, et la récession économique due à l'application du Programme Commun.

• Vous pouvez choisir entre l'espérance et le désarroi.

• Vous pouvez choisir entre la paix et des troubles graves en matière de politique intérieure.

Jean-Pierre BECHTER
et
Jean TEILHET
VOUS FONT CONFIANCE

VOTEZ DÈS LE PREMIER TOUR DE SCRUTIN

Vu, les candidats

IMP. MAUGEIN-TULLE

1re CIRCONSCRIPTION - **TULLE**

ELECTION LEGISLATIVE DU 19 MARS 1978

(2e TOUR DE SCRUTIN)

Jean-Pierre Bechter et Jean Teilhet vous remercient chaleureusement

• **Pour la première fois** dans cette circonscription, **un candidat atteint 45 % des suffrages exprimés dès le premier tour de scrutin.** Que toutes celles et tous ceux qui nous ont fait confiance en soient remerciés car ils nous ont permis de remporter **un succès sans appel**, malgré les sondages et les cris indécents de victoire des marxistes.

• **Pour la première fois,** le député communiste sortant (avec 34,7 % des voix) est **en recul** par rapport à 1967 où il avait obtenu 36 % des voix. C'est-à-dire que l'électorat communiste a régressé dans cette circonscription, quelles que soient les statistiques du sortant, gonflées par la présence de 6 000 inscrits supplémentaires.

• **Pour la première fois,** depuis la Libération, le député communiste va affronter **non pas les,** mais **le** candidat de la majorité unie.

LE CHOIX EST CLAIR

• **Avec le député communiste sortant, la Moyenne-Corrèze ne peut pas rattraper son retard** sur la Haute-Corrèze car, en réalité, l'Union de la Gauche n'est plus crédible dans le pays. Elle sera battue dimanche et **la Moyenne-Corrèze ne peut plus se permettre de conserver un député d'opposition pendant cinq ans,** car il continuera à consacrer sa tâche à implanter le Parti Communiste et à faire reculer le Parti Socialiste et combattre les autres forces politiques.

La réélection de Pranchère, c'est la ruine de la Moyenne-Corrèze.

• **Avec une équipe jeune, nouvelle et dynamique qui travaillera étroitement avec Jacques Chirac, brillamment réélu, vous avez la certitude de revenir sur le chemin du progrès économique et social.**

IMP. MAUBLANC-TULLE

CETTE FOIS ENCORE, VO

AVEC LE PARTI COMMUNISTE

AU PLAN

- Nos libertés fondamentales seraient atteintes. Les libertés suivantes seraient immédiatement remises en cause : liberté de l'enseignement, liberté du choix du médecin ou des pharmaciens ; liberté de cultiver ou de commercer...
- Les Offices Fonciers seraient créés dès le mois d'Avril 1978 dans chaque canton.
- **Le Parti Communiste aurait la moitié des ministres du prochain gouvernement de la France, ce qui ne se serait jamais produit dans notre Histoire.** Cela signifie, qu'au minimum, les ministres du Commerce et de l'Artisanat, de l'Agriculture, du Travail, des Finances seraient des communistes. On imagine rapidement les conséquences sur notre vie quotidienne. On imagine le poids de la C.G.T. dans les entreprises et surtout chez les P.M.E.
- La politique rétrograde du Parti Communiste conduirait notre pays sur la voie de la récession économique et sociale. Notre position politique internationale serait affaiblie et notre pays connaîtrait vite la misère et les troubles extérieurs.

AU PLAN DE LA

- **Le Limousin, jadis Terre d'accueil pour le Parti Socialiste, a bien changé. Pour la première fois, sur les six circonscriptions de la Haute-Vienne et de la Corrèze, les six candidats du second tour sont des communistes. Voilà où se trouve le Parti Socialiste à la suite des erreurs de Mitterrand et de son alliance avec les communistes.** Si les socialistes veulent reconquérir leur électorat, il leur faut éliminer les communistes qui, eux, une fois élus, ne s'occupent plus que du Parti Communiste, de son implantation et de rien d'autre.
- **Le député communiste sortant n'a rien fait pour la Moyenne Corrèze** et les Tullistes, voilà un an, n'ont pas voulu qu'il devienne conseiller municipal de Tulle.

S ETES LIBRES DE CHOISIR

AVEC Jean-Pierre BECHTER, Jean TEILHET ET LA MAJORITE

NATIONAL

- Vous défendrez la paix, l'indépendance nationale et toutes nos libertés auxquelles vous êtes légitimement attachés.
- Vous bénéficierez d'une amélioration constante de nos conditions de vie si vous êtes anciens combattants, handicapés ou personnes âgées.
- Vous obtiendrez une amélioration certaine, avec de l'argent qui a une véritable valeur, de votre niveau de vie.
- Vous protègerez l'existence de l'agriculture personnelle, du petit commerce et de l'artisanat, des professions libérales que veulent faire disparaître les communistes.
- Vous favoriserez la relance de l'économie et la mise en place d'une nouvelle politique économique ayant pour seul objectif une lutte efficace contre le chômage.

OYENNE CORREZE

- Après l'élection magistrale de Jacques Chirac en Haute Corrèze ; après les résultats flatteurs de la Majorité tant en Corrèze qu'au plan national, **il faut que la Moyenne Corrèze ait un député appartenant à la Majorité actuelle qui va conserver le pouvoir.**

  Réélire, pendant cinq ans encore, un communiste, c'est condamner, au niveau économique et politique, la Moyenne Corrèze.

- **NOUS VOUS PROPOSONS :**
  - — La Défense de notre Agriculture familiale à responsabilité personnelle et surtout celle de nos zones les plus défavorisées.
  - — La Promotion du Commerce et de l'Artisanat ; l'application de toutes les mesures prévues par la loi Royer et la parité en matière de protection sociale avec les autres catégories socio-professionnelles.
  - — L'amélioration des conditions de travail des professions libérales et la protection des cadres dont les communistes veulent supprimer les régimes de retraites complémentaires.
  - — Le Développement harmonieux de la Moyenne Corrèze pour rattraper le retard pris, en matière d'équipements collectifs, sur la Haute Corrèze.

Le choix décisif
vous appartient

Vous élisez définitivement
votre Député le 19 Mars

Refusez le communisme
et la récession
Choisissez le progrès et la paix

Jean-Pierre Bechter et
Jean Teilhet vous font confiance

Vu les Candidats.

IMP. MAUGEIN-TULLE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ - EGALITÉ - FRATERNITÉ

2me CIRCONSCRIPTION DE LA CORRÈZE — BRIVE

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Jacques CHAMINADE

Conseiller général

de la Corrèze

candidat du

PARTI COMMUNISTE

FRANÇAIS

pour l'Union

et le Changement

ROGER LAJOINIE

Technicien agricole - Membre du Conseil Economique et Social du Limousin
Expert auprès du Bureau International du Travail
SUPPLÉANT

Madame, Monsieur,

A la veille de ce scrutin si important du 12 mars, je voudrais m'adresser à vous bien simplement, à chacune, à chacun d'entre vous, parce qu'il s'agit de votre avenir, mais d'abord de votre vie présente.

Car je sais, pour le voir chaque jour dans mon activité d'élu, où sont les difficultés, le malheur, la misère, le drame souvent.

Il faut, comme je le fais, aller dans les cités H.L.M., dans les foyers ouvriers, dans les fermes de notre Basse-Corrèze, pour voir combien ce présent est difficile, combien l'avenir est sombre pour des milliers d'entre vous.

Combien êtes-vous, femmes, mères, qui comptez, recomptez, vous creusez la tête chaque mois pour joindre les deux bouts, et qui n'y arrivez pas ?

Quel est celui, celle d'entre vous qui n'est pas frappé par ce fléau qu'est le chômage, soit directement, soit pour ses enfants, soit dans sa famille, soit chez ses amis ? Qui n'a pas au cœur l'inquiétude sur ce que sera demain ?

Quel est le cultivateur, resté accroché à sa terre qu'il aime tant, qui ne s'interroge anxieusement sur ce que sera demain, pour lui, pour sa famille, pour sa terre ?

Et pourtant, l'austérité n'est pas fatale et vous avez raison d'être des milliers et des milliers dans cette circonscription à vouloir le changement.

Tout le monde aujourd'hui vous parle du changement.

Mais quel est le candidat, en dehors du candidat communiste que je suis, qui n'assortit pas le changement dont il parle, de réserves, de limites, de flou, ou n'évoque le changement que pour mieux vous tromper, vous qui attendez tant de ce changement ?

Le présent accuse ceux qui dirigent la France depuis 20 ans, et ceux, sur la circonscription, qui représentent, défendent cette politique.

Vous voulez changer... Vous avez raison !

Vous ne pouvez mieux le dire, sans vous tromper, et sans risque d'être trompés, qu'en votant pour le candidat communiste que je suis.

L'intégrité, la loyauté, l'efficacité sont synonymes de communiste. Dans cette élection, voter pour le candidat communiste, c'est voter avec certitude contre la crise, contre la politique d'austérité de la coalition giscardienne ou tout autre politique d'austérité. **C'est voter, de façon sûre, en faveur d'une grande politique économique et sociale dont, seuls, nous présentons le contenu et les moyens pour la réaliser.**

Voter pour le candidat communiste, c'est pour vous la façon sûre et efficace de voter pour le S.M.I.C. à 2 400 F avec une monnaie stable, pour l'augmentation des salaires conservant leur valeur ; c'est voter pour toutes les mesures sociales que nous entendons faire appliquer dès le mois d'avril, car vous ne pouvez pas attendre.

Voter pour le candidat communiste, c'est voter pour l'extension de la démocratie, pour les libertés, pour des droits nouveaux pour les travailleurs ; c'est voter pour assurer l'indépendance de la France.

Voter pour le candidat communiste, c'est voter pour des prix garantis en agriculture, pour une organisation des marchés, pour une véritable caisse de calamités agricoles, pour la terre à celui qui la travaille.

Voter pour le candidat communiste, c'est dire clairement qu'il faut faire payer les riches, c'est voter pour que soient créés les moyens de les faire payer (nationalisations, impôt sur les grosses fortunes et impôt sur le capital qui ne soient pas symboliques), c'est voter pour avoir les moyens du changement, sans quoi il n'y aura pas de changement.

Enfin, voter pour le candidat communiste, c'est voter pour l'union et le vrai changement.

Le changement ! Vous savez qu'il faut, pour l'avoir, un accord sur un bon programme définissant une bonne politique pour vous et le pays. Il faut que le Parti socialiste revienne au programme commun qu'il a vidé de ses moyens d'être efficace. Il faut un gouvernement d'union avec des ministres communistes chargés de l'appliquer.

Devant le refus obstiné du Parti socialiste à faire sans ambiguïté ce qu'il faut pour avoir ce bon accord et ce gouvernement avec des ministres communistes, vous qui voulez le changement, le vrai changement, même si vous ne partagez pas toutes nos idées, vous avez un moyen efficace, un seul : c'est celui de voter pour le candidat communiste que je suis. Il ne s'agit pas pour vous de donner un chèque en blanc à quiconque et de voir appliquer demain une politique que vous n'aurez pas voulue.

Chaque voix qui se portera sur mon nom, c'est une voix pour l'union, pour le vrai changement, dans la circonscription, dans le pays.

Chaque voix qui se portera sur mon nom, c'est une voix pour un bon programme, pour des ministres communistes au gouvernement. Chaque voix pèsera au niveau national pour faire pencher la balance du bon côté de l'union et du progrès. D'accord ou pas avec les communistes sur les autres points de leur politique, tous ceux qui veulent peser de tout leur poids personnel afin que l'accord soit conclu à temps disposeront, le 12 mars, de leur vote en ma faveur pour affirmer leur volonté d'union.

Chaque voix communiste dans la circonscription comptera pour l'élection d'un élu dont on est sûr qu'il représentera par sa politique, son activité, sa disponibilité, son dévouement, un changement par rapport au passé.

Si, le 12 mars, le Parti communiste, dans la circonscription de Brive et dans le pays, renforce sensiblement ses positions, alors, le 13 mars, ce sera la discussion avec nos partenaires pour une bonne politique et le gouvernement qui l'appliquera ; le 19, ce sera la victoire... et, alors, votre vie commencera à changer.

Voilà, Madame, Monsieur, ce que je tenais à vous dire à quelques jours du scrutin, après que vous ayez eu sans doute connaissance de nos propositions pour la France, pour le pays de Brive. J'ai une grande confiance dans votre bon sens, dans votre désir que change vraiment votre vie et je vous remercie d'avoir eu la patience de me lire jusqu'au bout.

I.M.L. Malemort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ - EGALITÉ - **FRATERNITÉ**

2me CIRCONSCRIPTION DE LA CORRÈZE — BRIVE

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

(Scrutin de ballottage)

Jacques CHAMINADE

Conseiller général de la Corrèze

Candidat de l'Union de la Gauche et de tous les Démocrates

ROGER LAJOINIE

Technicien agricole - Membre du Conseil Economique et Social du Limousin

Expert auprès du Bureau International du Travail

SUPPLÉANT

Je remercie les 15 443 électrices et électeurs de la circonscription de Brive qui, en s'exprimant sur mon nom et celui de Roger LAJOINIE, m'ont placé pour rassembler victorieusement au deuxième tour les 42 084 suffrages qui se sont exprimés en faveur du changement, du progrès social, de l'indépendance nationale.

Le candidat de la coalition giscardienne pour la poursuite de la politique de régression économique et sociale, de liquidation de l'indépendance nationale, qui a fait le plein des voix de droite, n'a pu recueillir que 20 482 voix.

Le fait dominant du premier tour des élections, c'est que, pour la première fois depuis 30 ans, les Françaises et les Français viennent d'apporter en majorité leurs suffrages à la Gauche.

Ce résultat traduit la volonté de changement du pays, l'espoir d'une politique nouvelle qui en finisse avec la crise, les difficultés à vivre, les injustices et les abandons qui caractérisent la politique de la droite.

Aujourd'hui, à partir de cette volonté de changement qui se manifeste avec une force tranquille, à partir de l'élan populaire créé par l'accord politique des partis de gauche, à partir des désistements réciproques, le succès doit être consacré dimanche dans le pays de Brive et dans tout le pays, ouvrant la voie à un avenir meilleur pour tous les Français.

Je suis sûr que, dans l'union la plus large et pour le bien commun du peuple et de la nation, vous rassemblerez vos suffrages sur ma candidature, devenue celle de tous les travailleurs, démocrates et patriotes animés du souci de l'intérêt national.

Je suis confiant et vous dit : ensemble, nous bâtirons un avenir de liberté, de bonheur, de progrès et de paix.

Vous y contribuerez en votant dimanche Jacques CHAMINADE et Roger LAJOINIE.

Remerciements et désistement de Jean-Claude CASSAING - Pierre BLAYAC

Nous adressons nos remerciements aux 13 366 électrices et électeurs de la circonscription de Brive qui nous ont marqué leur confiance et qui ont voté socialiste.

Le nombre de voix obtenues par les candidats du P.S. confirme la solidité du Parti Socialiste dans la circonscription, malgré les moyens démesurés employés par certains candidats.

Avec 13 366 voix, le P.S. enregistre un progrès de 2 182 voix par rapport aux élections législatives de 1973 ; en pourcentage, la progression est de 1,12 % (21,36 au lieu de 20,24).

Nous sommes sûrs que le travail des militants et des sympathisants socialistes et que la confiance des électeurs ont permis une nouvelle avancée des idées socialistes.

Il s'agit maintenant d'assurer la victoire du candidat unique de l'Union de la Gauche : nous invitons les électrices et les électeurs qui nous ont marqué leur confiance à rassembler leurs suffrages sur Jacques CHAMINADE, devenu le candidat de toute la Gauche.

La Fédération du P.S.U. de la Corrèze appelle à voter pour Jacques CHAMINADE, candidat d'union de toute la Gauche.

Denise GAUTHIER,
Secrétaire de la Fédération de la Corrèze
du P.S.U.

I.M.L. Malemort

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté-Égalité-Fraternité

DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE
3e CIRCONSCRIPTION — USSEL

ÉLECTION LÉGISLATIVE

SCRUTIN DU 12 MARS 1978

Chers Compatriotes,

Voici onze ans, le Docteur Belcour et moi-même, sollicitions pour la première fois vos suffrages. Mais, en ces temps-là, sous la haute autorité du Général de Gaulle et de Georges Pompidou, les fondements mêmes de notre société n'étaient pas en cause. Seule comptait l'aspiration des habitantes et des habitants de la Haute-Corrèze à vivre mieux et à voir leur pays se développer après plusieurs dizaines d'années de régression économique, sociale et de pertes en hommes et en énergie.

Le Docteur Belcour et moi-même nous étions engagés à réaliser un important effort de création et de modernisation des équipements collectifs.

Avec le concours de vos Conseillers Généraux qui soutiennent mon action au sein de l'Assemblée Départementale, avec le concours des Maires et des Conseillers Municipaux nous avons, non seulement tenu nos promesses, mais aussi adapté notre programme de 1967 à l'évolution de l'économie de la Haute-Corrèze et aux besoins de nos compatriotes.

Vous le savez, en 10 ans, plus de 80 milliards d'anciens francs de travaux ont été subventionnés et réalisés dans notre circonscription et pour la première fois, depuis un siècle, le nombre des habitants a cessé de diminuer. Nous avons, par notre action commune, stoppé l'hémorragie en hommes qui pénalisait notre région. Nous avons créé plus de 2 000 emplois nouveaux grâce notamment à plus de 7 milliards d'investissements industriels qui ont permi à de nombreux jeunes de pouvoir ''vivre au pays''

Enfin, par la mise en œuvre d'une véritable politique agricole au plan national (création de l'I.V.D. ; de la zone de montagne ; de l'O.N.I.B.E.V. ; de la dotation ''jeunes agriculteurs'' ; des CUMA, des GAEC ; l'augmentation du nombre des primes de bâtiment d'élevage et d'habitat rural ...) et par le développement des infrastructures agricoles au plan local (adduction d'eau ; électrification rurale ; voirie ; remembrement ; téléphone ...) nous avons considérablement modifié la vie dans la zone rurale de la circonscription.

DEPUIS 1967, LA HAUTE - CORRÈZE S'EST DONC RÉSOLUMENT TOURNÉE VERS L'AVENIR

Mais, si nous n'y prenons garde, tout peut être rapidement remis en cause.

En quelques mois, tout ce que la Ve République a apporté à la France pourrait être anéanti.

Pour cette raison, le choix proposé aux Françaises et aux Français en mars prochain sera décisif.

Du côté des partisans d'une société socialo-communiste, quelles que soient la démagogie et la surenchère de leurs responsables politiques qui promettent trop pour inspirer confiance, **nous sommes menacés** d'étouffement par la prolifération de la bureaucratie, d'incohérence dans la gestion économique et sociale de la France et de la main-mise de l'État sur nos libertés et notre vie quotidienne.

Je me suis battu, pendant cette campagne électorale, conduite à travers toute la France, pour ouvrir une nouvelle voie - qui n'est pas celle de la facilité - où apparaît la perspective d'un monde plus solidaire et plus généreux ; un monde dans lequel chaque personne humaine serait libre de choisir sa vie.

Toute mon action passée porte témoignage de ma volonté de progrès.

En nous apportant vos suffrages vous indiquerez clairement votre choix :

pour une France libre et indépendante
pour une plus grande justice sociale
pour des institutions stables
pour une nouvelle période de progrès économique et social.

En nous apportant vos suffrages vous soulignerez votre volonté que soient poursuivis, en Hau te-Corrèze, nos efforts :

• **Pour de nouvelles créations d'emplois,** qui maintiennent sur place nos jeunes et s'inscrivent dan notre programme qui a depuis 10 ans permi de créer plus de 2 000 emplois nouveaux.
Les problèmes d'emplois des jeunes et des femmes sont au cœur de nos préoccupations.

• **Pour la poursuite du développement de l'agriculture et de l'économie forestière.** L'élevage qui de meure l'activité prépondérante dans notre région doit bénéficier d'un nouvel effort : améliorations d l'habitat, facilités accrues pour l'installation des jeunes agriculteurs, augmentation de l'aide à l'agri culture de montagne ; soutien des cours ; modernisation des structures foncières et des bâtiment d'élevage ...
Enfin, nous continuerons à apporter notre concours à l'économie forestière qui doit rester u élément important de notre activité régionale.

• **Pour une politique plus dynamique en faveur du commerce et de l'artisanat dans les zones rurales.** faut que le commerce et l'artisanat, facteurs essentiels de l'animation des communes rurales, soien défendus et encouragés par la suppression des interventions abusives et tatillonnes de l'Administra tion et par une politique d'aide et d'incitation. Par ailleurs, après avoir adopté des mesures favorable au salaire fiscal de leurs épouses, nous œuvrerons ardemment pour que les commerçants et les arti sans puissent bénéficier d'un régime de protection sociale identique à celui des autres catégorie socio-professionnelles, notamment en matière de retraites.

• **Pour l'amélioration permanente de la situation des personnes âgées, des handicapés et des an ciens combattants.** Nous devons encore poursuivre les efforts de solidarité en leur faveur afin d'amé liorer leurs conditions de vie, revaloriser leurs retraites et pensions et développer les services qui leur sont rendus, qu'ils habitent chez eux ou dans des maisons qui leurs sont réservées.

• **Pour la préservation de notre cadre de vie.** La Corrèze et notre circonscription plus particulière ment, bénéficient d'un potentiel naturel qu'il convient non seulement de préserver, mais aussi de met tre en valeur car il permet le développement des activités touristiques déjà largement entrepris. Par ail leurs, dans nos communes, de nouveaux équipements devront être réalisés pour améliorer la qualit de la vie et celle des femmes en particulier. L'effort déjà engagé sera systèmatiquement poursuivi en étroite collaboration avec toutes les municipalités et associations compétentes.

ENSEMBLE NOUS ACCOMPLIRONS DE NOUVEAUX PAS SUR LE CHEMIN DU DÉVELOPPEMENT D LA HAUTE-CORRÈZE.

Chaque voix est indispensable dès le premier tour
Chaque voix peut être déterminante.

POUR VOTRE AVENIR ET CELUI DE VOS ENFANTS

LE 12 MARS PROCHAIN,
VOTEZ MASSIVEMENT,
VOTEZ DÈS LE PREMIER TOUR,

VOTEZ Jacques CHIRAC et Henri BELCOUR (SUPPLÉANT

Vu, les candidat

ISSEL - IMP. LOMBARTEIX et Fils

CORSE-DU-SUD

Première circonscription :

Cantons de : Ajaccio-I, Ajaccio-II, Ajaccio-III, Ajaccio-IV, Ajaccio-V, Bastelica, Celavo-Mezzana, Cruzini-Cinarca, Les Deux-Sevi, Les Deux-Sorru, Santa-Maria-Siché, Zicavo.

M. Jean BOZZI élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Bonifacio, Figari, Levie, Olmeto, Petreto-Bicchisano, Porto-Vecchio, Sartène, Tallano-Scopamène.

M. Jean-Paul de ROCCA SERRA élu au 1er tour.

ELECTIONS LEGISLATIVES des 12 et 19 MARS 1978

CIRCONSCRIPTION d'AJACCIO

RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE

Citoyennes, Citoyens,

Candidat investi par le Rassemblement Pour la République, soutenu aussi par le Parti Bonapartiste, le Maire et le Conseil Municipal d'Ajaccio, je me bats aux côtés de Jacques CHIRAC pour assurer le succès de la majorité.

Si j'avais à nouveau l'honneur de vous représenter á l'Assemblée Nationale, voici quels objectifs j'assignerais à mon action :

- AU PLAN NATIONAL,

J'adhère au Manifeste de la Majorité. En effet, il définit des orientations qui me paraissent propres à garantir :
- A l'Etat, la stabilité et l'autorité ;
- A la Nation, son unité et son indépendance, son rang dans le monde, sa puissance économique et la solidité de sa monnaie ;
- Aux Françaises et aux Français enfin, plus de libertés concrêtes, de responsabilité, de justice sociale, de solidarité.

J'adhère de même aux « objectifs d'action pour la liberté et la justice » proposés à Blois par le premier ministre, M. Raymond BARRE. Ils s'inspirent en effet largement des « propositions pour la France » présentées par le R.P.R., qui tendent, en outre, à assurer la participation dans l'entreprise ainsi qu'une plus forte croissance économique, condition nécessaire d'un progrès social continu et du retour au plein emploi.

Nous entendons par ailleurs, mon suppléant, le Docteur Marc MARCANGELI et moi-même, lutter pour endiguer le flot montant des violences de toute nature, pour arrêter le lent glissement de notre société vers le désordre intellectuel et la décadence morale, enfin pour mettre un terme aux entreprises ouvertes ou sournoises qui visent à disloquer la nation.

L'amour de la patrie et le respect de son armée, le culte de la famille, celui des valeurs spirituelles, notions que voici quelques décennies on enseignait à l'école communale et au catéchisme doivent être remises à l'honneur.

- AU PLAN CORSE,

Je m'attacherai à résoudre au fond le problème des transports et celui de l'emploi, inséparable de la révitalisation de l'intérieur.

Pour que nous soyons enfin placés sur un pied d'égalité avec les autres Français, en matière de fréquence, de commodité et de coût des transports, il faut tirer les conséquences du principe de la continuité territoriale et l'étendre aux liaisons aériennes dont les tarifs doivent être substantiellement abaissés.

La lutte pour l'emploi appelle une série d'actions convergentes :
- création d'une société de développement régional dotée de moyens importants et de règles de fonctionnement adaptées aux caractéristiques de l'économie insulaire, afin que ceux qui veulent entreprendre et créer ne se heurtent plus à l'obstacle paralysant d'un crédit trop rare et trop cher ;
- institution d'un fonds régional de l'emploi qui permette à la Région de devenir l'échelon normal d'attribution des aides à la création d'emploi ;

Enfin, pour préparer aux emplois du tourisme, ouverture d'une école nationale hôtelière.

Par ailleurs, un dialogue doit s'instaurer entre les élus de la Corse et l'Etat afin d'amener celui-ci d'une part, à inciter des entreprises industrielles à décentraliser en Corse leur implantation, d'autre part, à y transférer certains de ses propres services, tels que, par exemple, des éléments du CENTRE NATIONAL D'EXPLORATION des OCEANS, mais aussi un Institut REGIONAL d'Administration, organismes dont les activités seraient associées à celles de l'université de Corte.

La revitalisation de l'intérieur doit être envisagée dans une perspective qui englobe à la fois les problèmes de l'exploitation agricole et ceux des conditions générales de vie. Celles-ci sont elles mêmes liées au niveau des équipements et des services publics : écoles, gendarmeries, perceptions.... dont il faut absolument arrêter le transfert vers le littoral.

Mais le renouveau de l'intérieur n'est pas concevable sans un minimum de production agricole et d'élevage. Les aides diverses de l'Etat tendant à encourager l'une et l'autre doivent être maintenues, et les règles de leur attribution adaptées aux conditions locales. Je proposerai que cet ajustement des textes réglementaires appelés à retentir sur le développement soit opéré à l'initiative des élus de la région préalablement à leur publication.

Ainsi serait amorcée, à partir des réalités et des faits, l'adaptation des structures administratives aux spécificités de la Corse en mutation.

Le développement d'Ajaccio, notre capitale régionale, déjà largement amorcé, par les initiatives des élus bonapartistes, paraît désormais assuré pour une assez longue période, grâce à l'heureuse conclusion entre la ville et l'Etat d'un « contrat de ville moyenne ».

Pour que se concrétisent ces progrès, qui sont nécessaires et possibles, et dont toutes les composantes de la communauté insulaire doivent être les artisans et les bénéficiaires, il faut que vienne enfin **l'apaisement** tant souhaité par l'immense majorité des habitants de notre île, qui aspirent à retrouver, quelle que soit leur origine, les relations confiantes de naguère, ainsi que la sécurité des personnes et des biens.

Nous voici à la vieille d'une consultation dont le Président de la République, dans la haute conscience de ses responsabilités, a solennellement souligné l'exceptionnelle importance.

Le choix que vous ferez engagera votre avenir pour une longue période. Ce choix est entre, d'une part, les sombres perspectives qu'ouvrirait au pays la victoire de la coalition radicalo-socialo-communiste : effondrement économique, débâcle financière, troubles sociaux, crise politique enfin ayant les institutions pour enjeu, et, d'autre part, le progrès mesuré, mais réel et continu que vous propose la majorité, dont la politique à permis de doubler, au cours des vingt dernière années, le niveau de vie des Français.

Jean BOZZI
Préfet
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de la Valeur Militaire

Docteur Marc MARCANGELI
Conseiller Municipal Bonapartiste d'Ajaccio

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

Circonscription d'Ajaccio

Union pour la majorité

Citoyennes, citoyens,

Le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche divisés sur des options essentielles quant à l'avenir du pays ont bâclé un accord électoral destiné à leur assurer la victoire le 19 mars prochain, c'est-à-dire la main-mise sur la République.

Vous avez entendu le Président de la République :

la victoire des tenants du Programme Commun entraînerait une crise de régime, l'effondrement économique, la débacle financière, l'abaissement du rang de la France dans le monde et la confiscation de libertés essentielles.

Les données de votre choix sont désormais encore plus claires.

CHAQUE SIEGE GAGNE OU PERDU DECIDERA DE L'AVENIR DU PAYS.

C'est donc à vous, électrices, électeurs de la circonscription d'Ajaccio d'émettre, dimanche, sans autre considération que celle des intérêts supérieurs de la nation, LE VOTE DECISIF qui vous incombe.

Jean BOZZI
Préfet
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de la Valeur Militaire

Docteur Marc MARCANGELI
Conseiller Municipal
Bonapartiste d'Ajaccio

ELECTIONS LEGISLATIVES des 12 et 19 mars 1978

CIRCONSCRIPTION DE SARTENE

RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE POUR L'UNION DE LA MAJORITE

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Investis par le Rassemblement pour la République, seuls candidats présentés par les formations de la Majorité, nous venons solliciter de vos suffrages l'honneur de représenter la Circonscription de SARTENE.

L'enjeu des prochaines élections est d'une importance exceptionnelle. En effet, il ne s'agit pas seulement du sort d'une majorité parlementaire et de la désignation d'un nouveau Gouvernement. Les Français, placés devant un véritable choix de société, décideront s'ils veulent la société de liberté, de justice et de progrès que nous défendons, ou s'ils acceptent la contrainte, la bureaucratie, la récession et l'aventure auxquelles les conduiraient inéluctablement les tenants du collectivisme.

Quant à nous, notre engagement est clair, sans ambiguités.

AU PLAN NATIONAL, approuvant le manifeste de la Majorité et les objectifs precisés par le Rassemblement pour la République, nous voulons :

- défendre les Institutions de la Ve République que le Peuple Français s'est données à l'appel du Général de Gaulle, dont la clé de voûte est le Président de la République élu au Suffrage Universel.
- préserver l'Indépendance de la Nation grâce à une défense nationale forte, moderne et efficace.
- garantir aux Français leurs libertés, leur sécurité.
- mettre en œuvre une politique de l'économie basée sur une planification démocratique et une croissance vigoureuse.
- améliorer la justice sociale par une meilleure répartition des fruits de l'expansion.
- développer la participation et la responsabilité des travailleurs.
- revaloriser les prestations familiales et les aides aux personnes âgées et aux handicapés.
- reconnaître et assurer à tous les Français, et notamment aux Jeunes le droit au travail.
- améliorer le revenu agricole.
- rendre aux Français la liberté d'entreprendre.
- améliorer la loi d'indemnisation des rapatriés.

AU PLAN REGIONAL, nous entendons poursuivre et achever l'application intégrale de la charte de Développement Economique et Social de la Corse. Elle doit assurer la croissance rapide du revenu insulaire, son rééquilibrage au profit de l'intérieur, la création d'emplois notamment pour les jeunes, la protection de son patrimoine naturel et la sauvegarde de son identité culturelle.

Aux grands projets déjà réalisés ou programmés dans le domaine des infrastructures routières, portuaires, et aéroportuaires, de l'Hydraulique, de l'Energie, des zones industrielles, de l'Université, de la Formation Professionnelle, etc..., doivent s'ajouter diverses mesures tendant à accélérer le décollage économique de notre île, l'insertion dans la vie active d'une jeunesse ardente qui manifeste de plus en plus son souci d'enracinement dans son île natale.

Dans cette perspective, nous insistons sur l'importance des actions suivantes :

1° Amélioration de la politique des transports maritimes, dont les résultats actuels ne sont pas à la mesure des aides importantes consenties dans le cadre de la continuité territoriale.

2° Abaissement indispensable des tarifs aériens.

3° Création d'une société de Developpement Régional mobilisant notre épargne et l'associant au développement de l'agriculture, de l'artisanat, de l'hôtellerie et à la création d'industries légères dans notre île.

4° Amélioration du régime fiscal par des disposition ayant un caractère plus incitatif.

5° Accentuation des aides au profit de la Corse de l'intérieur : desenclavement, rénovation rurale, aide à l'hôtellerie familiale et à l'artisanat, soutien des activités agricoles traditionnelles (élevage, oléïculture, châtaigneraies, politique de la qualité.)

6° Accentuation des actions déjà entreprises dans le domaine de l'Université, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

7° Politique de l'environnement et de la protection de notre patrimoine esthétique, objectifs déjà pris en compte par le Parc naturel Régional et le Conservatoire du littoral.

L'effort de décentralisation et de déconcentration qui a abouti à la réforme régionale doit être poursuivi. Il ne doit connaître de limites que le maintien de la solidarité nationale et la préservation de l'unité de la nation qui demeurent pour tous les français une inpérieuse nécessité.

La reconnaissance de la spécificité insulaire a déjà abouti à de très importantes dispositions particulières dans le domaine économique (transports, fiscalité, aides au développement) le domaine culturel et le budget régional.

La Région Corse est la seule de France à bénéficier d'importants transferts de ressources de l'Etat, et elle doit, parallèlement, disposer d'un Conseil Régional plus représentatif, assurant une gestion plus efficace et une programmation plus démocratique. C'est pourquoi, nous sommes résolument partisans de l'élection du Conseil Régional au Suffrage Universel.

AU PLAN DE L'ARRONDISSEMENT DE SARTENE, Notre action s'inspire de deux principes fondamentaux : **développement et sauvegarde.**

Nous entendons

- mener une politique d'accompagnement dans les secteurs en expansion du littoral (ports de plaisance de PROPRIANO, PORTO-VECCHIO, BONIFACIO, SOLENZARA, FIGARI, aérodromes de FIGARI et de PROPRIANO, zones industrielles de PROPRIANO, PORTO-VECCHIO et SARTENE)
- actions de diversifications et de modernisation de notre agriculture notamment au profit des productions traditionnelles et de l'élevage en accentuant les orientations nouvelles de la SOMIVAC.
- aides à la reconversion de la viticulture pour une politique de la qualité.
- politique d'aide à la montagne : désenclavement de l'ALTA ROCCA et de la région d'OLIVESE, rénovation rurale, aménagement hydraulique de tous les bassins versants pour l'irrigation et l'alimentation en eau potable (TARAVO, RIZZANESE, ORTOLO, SUD-EST.)
- consolidation du secteur tertiaire à SARTENE, notamment par transfert des services publics qui font actuellement défaut (Organismes Sociaux, Equipement, Agriculture, etc...)
- création d'un collège agricole à Sartène.
- mise en valeur des incomparables richesses archéologiques de notre arrondissement.

En somme, entre les pôles de développement que constituent désormais PROPRIANO et le VALINCO d'une part, PORTO-VECCHIO, FIGARI et BONIFACIO d'autre part, rééquilibrer l'économie du Sartenais par des actions spécifiques au profit de l'intérieur et de SARTENE qui, non seulement doit bénéficier des emplois tertiaires que lui vaut sa fonction de chef-lieu, mais qui doit aussi retrouver la prospérité par une mise en valeur de son incomparable potentiel agricole et touristique.

Voici brièvement définies quelles seront, au plan national, les lignes directrices de notre action, et aux plans régional et départemental les solutions concrètes que nous vous proposons.

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire que notre île retrouve un climat de sérénité et de fraternité auquel aspire l'immense majorité de nos populations.

Profondément attachés à notre île natale et à l'unité de la Nation, fiers d'être Corses et fiers d'être Français, nous nous efforcerons de répondre à votre confiance.

Vive SARTENE, vive la CORSE, vive la REPUBLIQUE, vive la FRANCE.

Docteur Jean-Paul de ROCCA-SERRA
Député Sortant
Maire de Porto-Vecchio
Président du Conseil Général de la Corse du Sud
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec Palme

Remplaçant Eventuel : Monsieur Jacques MATTEACCIOLI
Inspecteur des Impôts au Ministère des Finances.

HAUTE-CORSE

Première circonscription :

Cantons de : Alto-di-Casaconi, Bastia-I, Bastia-II, Bastia-III, Bastia-IV, Bastia-V, Borgo, Campoloro-di-Moriani, Capobianco, La Conca-d'Oro, Fiumalto-d'Ampugnani, Le Haut-Nebbio, Sagro-di-Santa-Giulia, San-Martino-di-Lota, Vescovato.

M. Pierre GIACOMI élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Belgodère, Bustanico, Calenzana, Calvi, Castifao-Morosaglia, Corte, Ghisoni, L'Ile-Rousse, Moïta-Verde, Nioulu-Omessa, Orezza-Alesani, Prunelli-di-Fiumorbo, Venacco, Vezzani.

M. Pierre PASQUINI élu au 2e tour.

Aux électrices et électeurs de la circonscription de Bastia

Face à une coalition de gauche de caractère purement électoral tendant à mettre en œuvre un programme dit commun qui conduirait chez nous à un régime de servitude et de régression économique et sociale, instaurant une société de contrainte et d'autorité bureaucratique, je suis à nouveau candidat aux élections législatives, investi par les instances nationales du Rassemblement pour la République. Dans le cadre de la Majorité Présidentielle, j'ai choisi, comme suppléant éventuel, le Docteur Jean MARZOCCHI, Président de la Caisse d'Allocations Familiales de Haute-Corse, Administrateur de l'Office Municipal des H.L.M. de Bastia. Délégué Départemental à l'Emploi.

Médecin en Corse depuis trente années, je connais les problèmes quotidiens de notre population. Pour ce pays, déchiré par l'impossibilité de nourrir tous les siens, j'ai œuvré pendant mon mandat de Député de 1968 à 1973, pour résoudre le problème de l'indispensable essor économique et culturel de notre île. Entre autres mesures, j'ai obtenu une diminution de 50 % de la T.V.A., la reconnaissance de la langue Corse comme langue régionale, et j'ai défendu le projet de bidépartementalisation.

QUE VOULONS-NOUS ?

— SUR LE PLAN LOCAL :

Poursuivre obstinément cette œuvre jusqu'à ce que notre île ait résolu ses problèmes :

— Demander que la Corse soit traitée en région insulaire,

— résoudre définitivement le problème des transports et provoquer une baisse réelle du coût de la vie en Corse, en appliquant une continuité territoriale efficace et sélective pour le fret maritime et une diminution des tarifs aériens en les alignant sur les tarifs internationaux.

— Améliorer le statut fiscal particulier à la Corse :

- respect des arrêtés Miot avec maintien du système actuel des droits de succession.
- suppression totale de la T.V.A. sauf sur les produits de luxe.

— Créer 5.000 emplois pour le maintien en Corse de notre jeunesse, par une industrialisation équilibrée et orientée, non polluante et implantée surtout dans les vallées du Golo, du Fiumalto et du Tavignano (industries agro-alimentaires, industries du bois, industries électroniques et de précision, cimenterie, tuilerie, briqueterie). Pour favoriser ces créations d'industries il faut :

- faire entrer la Corse dans le cadre Européen des régions défavorisées.
- mettre en place des mesures fiscales incitant l'investissement et la rentabilisation des entreprises :
  - — exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés réinvesti sur place,
  - — attribution de prêts bonifiés pour permettre l'extension des entreprises et leur adaptation au Marché.
  - — diminution de 50 % des charges sociales des entreprises pour assurer leur compétitivité.
  - — généralisation des contrats emploi-formation.
- inciter les capitaux corses à participer sur place à la création de la SOCIETE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL.

— Orienter l'agriculture de plaine vers la polyculture, favoriser l'élevage en montagne, aider au maintien de la population de l'intérieur par la rénovation rurale.

— Améliorer l'infrastructure hospitalière au niveau des services de spécialités (rein artificiel, chirurgie infantile, ramassage des blessés de la route par un service spécialisé privé ou public).

— Promouvoir et structurer le tourisme, notamment en Montagne. Financement de la création de centres touristiques développant les activités économiques de l'intérieur (petits commerces et artisanats).

T.S.V.P.

- Création d'un institut universitaire de technologie de tourisme à vocation méditerranéenne.
- Création d'une école hôtelière.

— Mettre en œuvre les moyens financiers pour un démarrage immédiat des travaux de construction de l'Université de CORTE :

- Confirmation de l'identité culturelle Corse.
- Création au sein de l'Université de Section en rapport avec le milieu et l'économie locale.

— Protéger notre environnement :

- protection efficace des sites et du littoral.
- réduction des pollutions atmosphériques (centrales thermiques).
- création de routes forestières et pare-feux.
- reboisement.

— Attribution de crédits de rattrapages pour les équipements collectifs permettant le plein emploi des entreprises de travaux publics.

SUR LE PLAN NATIONAL

Nous voulons : une France indépendante, forte et respectée. Une politique audacieuse et novatrice pour permettre le progrès économique et social. Une démocratie qui respecte et applique strictement la loi au lieu d'un laxisme généralisé de l'autorité, de la protection des personnes et des biens, de la justice et des mœurs, qui ne peut conduire qu'à la décadence.

Nous voulons protéger et promouvoir la cellule familiale qui doit rester le fondement de notre société.

Voilà chers compatriotes ce que nous sommes et voilà les objectifs sur lesquels nous ferons porter nos efforts si votre confiance nous appelle à représenter la CORSE au Parlement. Nous nous engageons à mettre toute notre énergie au service de la Corse, de la France, de la République, et des institutions républicaines.

Docteur GIACOMI.
Docteur MARZOCCHI

Imp. Bastiaise

M. Pierre Giacomi n'a pas fait paraître de profession de foi au deuxième tour.

RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE
ET POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

CANDIDATS : Député Pierre PASQUINI

Pupille de la Nation.
Marié, deux enfants : Jean-François Orso et Lætitia.
Catholique.
Titres militaires :
Engagé volontaire à 19 ans, comme 2e classe dans les Forces Françaises Libres.
Termine la guerre : Capitaine.
Campagnes : Tripolitaine, Tunisie, Italie, débarquement de France.
Campagne d'Algérie à titre volontaire au 14e Régiment de Parachutistes.
Chef de Bataillon de Réserve. Invalide de guerre à 40 %.
Décorations :
Officier de la Légion d'Honneur à titre militaire. Commandeur de l'Ordre National du Mérite.
Croix de Guerre (quatre citations). Croix du Combattant de la Résistance.
Bronze Star Medal. Croix de Guerre Polonaise.
Titres civils :
Licencié ès Lettres. Licencié en Droit. Avocat.
Titres politiques :
Conseiller Municipal de Nice à 25 ans et pendant 18 ans.
Député à 36 ans et pendant 10 ans.
Vice-Président de l'Assemblée Nationale à 40 ans pendant 5 ans.
Maire de l'Ile-Rousse depuis 7 ans.
Chef de la Première Mission Parlementaire envoyée en Chine Populaire par Charles de Gaulle.
Signe particulier : A servi pendant 30 ans le même idéal « Une certaine idée de la France ».
Ambition : Voudrait servir « Une certaine idée de la Corse ».

Député suppléant
Dr Jean COLONNA

Etudes de médecin à Montpellier (lauréat de la Faculté de Médecine).
Marié, sans enfant.
Conseiller Général depuis 1967.
Secrétaire du Conseil Général.
Titulaire du Mérite Agricole.
Médaillé de la Jeunesse et des Sports.
Président de l'Association des Amis de l'Université de Corte.
Médaille du Conseil de l'Université.
Expert au Centre de réforme.

Nous avons deux objectifs :

1. Battre la Gauche d'abord.
2. Travailler ensuite de toute nos forces pour la CORSE.

BATTRE LA GAUCHE

Qui nous amènerait, par l'application du programme commun, à la misère économique,
Qui ferait de la France une République Populaire semblable à la Hongrie, à la Bulgarie, à la Roumanie et à la Pologne, où les libertés démocratiques ont été écrasées par les chars russes,
Qui nous priverait des libertés fondamentales qui font de la France, depuis 1789, la « terre des libertés » sur laquelle veulent venir et viennent tous ceux qui n'en ont pas chez eux.

TRAVAILLER POUR LA CORSE

Ile exaltante à laquelle la nature a donné tant de beauté et aux Hommes et Femmes qui y vivent tant de qualités, mais qui reste dépeuplée, sous-développée, faute d'infrastructure permettant à ses enfants d'y vivre heureux dans des conditions normales.
Ile malheureuse dans la mesure où tant de ses Fils, si aptes qu'ils aient été pendant des Générations à conduire les affaires de l'Etat, à administrer son Empire colonial, et à commander ce qui fut son Armée, ne se sont point souciés d'amener cet Etat dont ils ont si souvent tenu les rennes, à créer les débouchés et les équipements, conditions d'une vie meilleure.
Ile de progrès immédiat dès lors que la fraude électorale dénoncée et condamnée aura laissé le pas à la libre concurrence des Elites et dès lors que les Hommes des Clans seront obligés à délaisser le service de leurs intérêts privés au seul profit des intérêts de la Collectivité toute entière.
Ile d'avenir incomparable dans la mesure où si peu ayant été fait, tant de choses restent à faire pour que des Hommes tolérants, conciliants et raisonnables s'emploient avec fermeté à y ramener la paix sociale et mieux y entreprendre un vaste plan constructif.

Il y a en Corse des milliers de problèmes à régler. Certaines Communes n'ont pas d'eau, d'autres pas de téléphone, d'autres par d'électricité. Les villages de montagne sont désertifiés. Des régions n'ont pas de lycée ou pas de collège. D'autres n'ont point d'hôpitaux ou même d'antennes médicales. La Continuité Territoriale est à améliorer dans des conditions importantes. La châtaigneraie est malade.

L'agriculture, la viticulture, les agrumes souffrent de graves problèmes et ne sont point concurrentiels sur les marchés de vente.

Nous n'avons pas d'industrie, nous importons notre fourrage, notre ciment... nous n'avons pas d'école hôtelière, pas d'école d'agriculture, alors que tant d'Elus ont promis tout cela depuis tant d'années.

COMMENT PEUT-ON MODIFIER UN ETAT DE CHOSES QUI NE CHANGENT PAS, SANS CHANGER LES HOMMES QUI N'ONT PAS SU LE FAIRE ?

DANS UN VOTE MUNICIPAL OU CANTONNAL, ON PEUT VOTER PAR AMITIÉ OU EN RECONNAISSANCE D'UN SERVICE RENDU.

DANS UN VOTE LEGISLATIF, ON PEUT FAIRE DE MEME MAIS ALORS, ON PERD LE DROIT DE SE PLAINDRE.

UNE ELECTION LEGISLATIVE EST UNE ELECTION NATIONALE : ON DOIT VOTER DANS L'INTERET DU PAYS.

"Nous voulons offrir à nos enfants des conditions de vie meilleures que celles que nous avons connues"

Pierre PASQUINI

Dr Jean COLONNA

IMPRIMERIE MATTEI, L'ILE-ROUSSE

POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

Pierre PASQUINI

SUPPLÉANT :

Jean COLONNA

AUX HOMMES ET AUX FEMMES CORSES
du CORTENAIS, de BALAGNE et de PLAINE ORIENTALE

NOS REMERCIEMENTS

Oui, nos remerciements les plus sincères à toutes Celles et à tous Ceux qui ont compris notre effort et sa portée, et à tous Ceux qui nous ont soutenus de leur généreux appui.

Nous remercions tout autant Celles et Ceux qui ont secondé l'action des docteurs GERONIMI et MASSIMI. Notre combat était le même. Nous avons été des alliés et des amis ; nous saurons le rester jusqu'au bout.

Puisque la faveur du scrutin nous a donné l'avantage et fait de nous les héritiers de leur entreprise, nous n'en devrons tant à eux-mêmes qu'à leurs amis, que plus de reconnaissance.

LES ENSEIGNEMENTS DU SCRUTIN

Les résultats qui ont été obtenus tant par eux-mêmes que par nous, dépassent de loin les prévisions des experts. Malgré la pauvreté de nos moyens, face aux moyens infiniment plus puissants de GIACCOBI et de ROSSI, nous l'avons emporté.

Oui, nous avons gagné une belle victoire, sans les énormes moyens financiers de nos adversaires, sans avoir fait venir un seul avion du Continent, alors qu'en face on mobilisait une escadrille aérienne. Nos voix sont essentiellement les voix de l'Ile et la volonté qu'elles ont exprimée est une volonté insulaire. La dignité de la réponse du scrutin est un enseignement.

Nous totalisons un chiffre de voix très supérieur au total de F. GIACCOBI qui avait annoncé publiquement son élection au premier tour. F. GIACCOBI ne pourra compter au second tour que sur les voix de la gauche, s'ils acceptent tous de le suivre et il ne pourrait être qu'un élu de la gauche.

Pour autant un nombre appréciable de suffrages qui se sont portés sur les candidats de la gauche, ne sont pas toutes, tant s'en faut, des voix de gauche. Il y avait quelquefois les voix de la sympathie et certaines voix de l'espoir d'une jeunesse lasse d'un état sans solution.

D'autres, enfin, sont autonomistes : elles voient, comme elles le souhaitaient, mise en échec, dans les conditions les plus nettes, la politique du Président du Conseil général. Il appartient à ces voix là d'aller jusqu'au bout. Elles se sont manifestées au premier tour. Elles doivent le faire au second.

Qu'elles ne nous opposent pas à l'avance d'être les représentants d'un état centralisateur. Ces reproches ne seraient pas de bonne foi.

Pierre PASQUINI est un homme qui reste fidèle à l'attitude d'un de ces ancêtres qui fut membre de la CONSULTA de CORTE en 1794. Il connaît les problèmes corses, il n'est pas des hommes qui « se couchent », son passé en témoigne. Son désir de concertation et de changement à imposer a été sans cesse renouvelé.

UNE ESPÉRANCE EST NÉE

Une démonstration s'est faite au premier tour et elle est éclatante : les Corses du Cortenais, de la Balagne et de la Plaine Orientale veulent un changement ; ils estiment que F. GIACCOBI peut sans doute se satisfaire des nombreux mandats qu'il détient déjà depuis si longtemps, laissant à un autre la possibilité d'apporter des vues nouvelles au problèmes nationaux et plus sûrement encore aux problèmes corses qui nécessitent un plan de réalisations positives dans la paix sociale.

Oui, une grande espérance est née. Celle des Femmes et des Hommes de cette Ile qui sont conscients de posséder les moyens d'une vie meilleure à la condition de s'écarter d'un système électoral qui a négligé l'intérêt général au profit du clan et a, par la même, provoqué les colères légitimes qui engendrent les violences néfastes et désastreuses.

Nous nous offrons, en hommes de transition, sur le long chemin de l'existence de notre Ile et en hommes de bonne foi totale, pour être ceux qui s'efforceront de corriger ce système, au besoin avec rigueur et intransigeance.

Nous faisons appel à toutes Celles et à tous Ceux qui ont voté par sympathie, par amitié, souvent contre leurs sentiments profonds et nous leur demandons de nous rejoindre dans le grand courant qui commence à animer l'Ile.

Nous mesurons l'espérance que nous avons fait naître et nous saurons, le cas échéant, en être dignes. En cas de succès nous nous engageons à aller à la concertation et au dialogue avec tous les hommes de bonne foi ; nous essaierons de déterminer un plan d'ensemble des mesures qui seront soumises aux organismes compétents pour parvenir, par une politique globale, à une amélioration de nos conditions de vie.

Pour autant, nous sommes conscients que rien ne pourra se faire si les efforts tentés le sont dans un climat de violence si néfaste à notre Ile et à ses possibilités de devenir. Nous appelons et nous appellerons chaque jour davantage ceux qui voudront nous comprendre à un effort et un désir de fraternité dans la concorde et dans la paix.

"UNE CERTAINE IDÉE DE LA CORSE"

On peut avoir « une certaine idée de la Corse » sans la détruire, c'est là l'effort que nous nous proposons et pour lequel nous travaillerons dès demain.

Nous appelons toute Celles et tous Ceux qui souhaitent un changement définitif à nous apporter leur aide la plus massive, la plus totale et, ensemble, nous irons à ce qui peut être non pas la victoire de Jean COLONNA et de Pierre PASQUINI, mais une victoire de la Corse sur elle-même.

Pierre PASQUINI

Jean COLONNA

IMPRIMERIE MATTEI, L'ILE ROUSSE

COTE-D'OR

Première circonscription :

Cantons de : Auxonne, Dijon-Sud, Dijon-Ouest, Genlis, Gevrey-Chambertin.

M. Robert POUJADE élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Dijon-Nord, Dijon-Est, Fontaine-Française, Grancey-le-Château, Is-sur-Tille, Mirebeau, Pontailler-sur-Saône, Selongey.

M. Henry BERGER élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Arnay-le-Duc, Beaune-Nord, Beaune-Sud, Bligny-sur-Ouche, Liernais, Nolay, Nuits-Saint-Georges, Pouilly-en-Auxois, Saint-Jean-de-Losne, Seurre.

M. Jean-Philippe LECAT élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Aignay-le-Duc, Baigneux-les-Juifs, Châtillon-sur-Seine, Laignes, Montbard, Montigny-sur-Aube, Précy-sous-Thil, Recey-sur-Ource, Saint-Seine-l'Abbaye, Saulieu, Semur-en-Auxois, Sombernon, Venarey, Vitteaux.

M. Gilbert MATHIEU élu au 2e tour.

Robert POUJADE

Mars 1978. Il faut à la France un gouvernement solide et stable, une économie en vigoureuse croissance. C'est à ces conditions que chacune et chacun d'entre vous vivra mieux.

Mars 1978. Il faut à notre circonscription un élu efficace, un représentant compétent. C'est à cette condition que notre région sera écoutée.

Deux voies pour la France :

Vous allez choisir entre la démocratie libérale et le programme commun.

La démocratie libérale dans laquelle nous vivons est un régime imparfait, mais un régime de liberté : liberté d'opinion, d'entreprise, d'enseignement, liberté syndicale.

N'oublions pas ses résultats économiques et sociaux : en vingt ans la France a changé. Le niveau de vie a doublé, et la plupart des hôpitaux modernes, des autoroutes, des centraux téléphoniques, des collèges, des équipements sportifs ont été alors réalisés.

Deux millions d'emplois ont été créés. La France, à la surprise de l'étranger, est devenue le quatrième exportateur mondial, l'agriculture française est passée au troisième rang mondial (rendements et exportation). 8 millions de logements ont été construits. 9 millions de Français sont devenus propriétaires de leur chez-soi.

Voilà ce que peut faire, et ce que pourra faire une libre démocratie, pour nous et nos enfants.

Le socialisme ? Il n'a réussi nulle part. Il n'existe pas de modèle de société socialiste. Ce qu'il y a de meilleur dans l'espérance socialiste, la France l'a pris à son compte : elle détient le record des charges sociales, de l'effort social.

La fatalité du socialisme, c'est la bureaucratie, la technocratie qui stérilise industrie et commerce, produit moins, ne répartit pas mieux.

Il étouffe des libertés essentielles. Il est l'ennemi naturel de toute initiative privée, des P.M.E., des professions libérales, de l'agriculture familiale, du syndicalisme apolitique, du libre choix de l'école ou du métier.

Sa dernière et plus grave erreur est le « Programme commun » qui rendra tout gouvernement impossible. Le duel Mitterrand-Marchais dans une campagne électorale, passe encore. Mais à l'Elysée, au Conseil des Ministres, quel gâchis ! Que deviendrait l'autorité de l'Etat ? Quelle économie y résisterait ?

L'anarchie ou le totalitarisme seraient au bout du chemin. Restons sur la voie de la démocratie.

Le progrès dans la justice et la liberté :

C'est le choix que je vous propose, le meilleur choix pour la France. Bien sûr, la crise du pétrole nous a durement frappés. Tous les pays d'Europe (y compris l'Allemagne et l'Angleterre socialistes) connaissent exactement les mêmes problèmes.

Mais nous avons su réagir. Nos résultats en matière de prix et d'emploi le prouvent. La reprise économique — si demain nous ne jetons pas le pays dans le chaos politique — devient certaine.

Un fort redémarrage industriel est plus utile qu'un grand chambardement de nationalisations. L'expansion est le seul moyen d'augmenter rapidement le niveau de vie.

Soyons sérieux et honnêtes. Je laisse à d'autres les promesses démesurées. Seuls des impôts écrasants pour les moyens et même les petits permettraient d'en payer la facture.

Donnons-nous des priorités : le droit au travail pour les jeunes, d'abord. Puis l'augmentation rapide des plus faibles revenus (le S.M.I.C. en particulier), un nouveau doublement du minimum vieillesse. L'augmentation substantielle des allocations familiales.

Un élu efficace au service de tous :

Ce n'est pas un hasard si la crise a moins frappé la Côte-d'Or que d'autres régions. A la différence de ceux qui bavardent sur l'emploi, sans en avoir créé ni sauvé un seul, j'ai travaillé sans relâche pour l'économie régionale et locale :

— en favorisant la réalisation de grands équipements publics qui sont les clefs de l'avenir : trois autoroutes, la desserte de Dijon par le T.G.V., le canal à grand gabarit, la zone industrielle la plus moderne de Côte-d'Or. J'ai participé à la création de très nombreux emplois industriels et tertiaires ;

— à Dijon en « six ans qui ont changé la ville », j'ai tenu à associer développement économique et qualité de vie. A Chenôve, j'ai participé à la création de la plupart des équipements publics. Dans les autres communes je n'ai pas ménagé ma peine, pour les collectivités et les particuliers (27.000 dossiers traités) ;

— fidèle à ses idées, un député ne doit pas être le rouage d'un parti politique. Responsable devant vous seuls, au service de tous, je ne serai jamais l'élu d'un clan ;

— les idées d'avenir, les idées neuves que j'ai aidé à faire avancer : participation, concertation, écologie, je les défendrai au Parlement.

Pour une France respectée :

Votre vote marquera aussi votre volonté de défendre notre politique étrangère, notre politique de défense et notre indépendance nationale incompatibles avec le Programme commun, de maintenir les institutions de la Ve République, l'autorité du Président élu du peuple. Ne ruinons pas vingt ans d'efforts pour redonner à la France, dans le monde, sa dignité de nation indépendante et respectée.

N'abandonnez pas le pays à l'aventure puis au désordre.

Poursuivons le progrès sans ruiner l'économie,
Réduisons l'inégalité sans menacer la liberté,
Construisons l'avenir sans détruire la France.

Remplaçant éventuel:

Pierre BARBIER

Président de la Commission départementale du Conseil Général de la Côte-d'Or

ROBERT POUJADE

Maire de Dijon
Conseiller Général de la Côte-d'Or
Premier Vice-Président du Conseil Régional de Bourgogne

Candidat unique de la Majorité

Imp. BERTHIER & Cie - DIJON

Robert POUJADE

Dimanche, vous allez décider de l'avenir de la France, de son économie, de ses libertés, pour longtemps !...

Jamais une élection législative n'aura tant compté dans la vie d'une Nation.

Je remercie d'abord, et de tout cœur, les 35.939 électeurs qui m'ont fait confiance dès le premier tour.

Résolu à être, plus que jamais, **l'élu au service de tous**, sans distinction de parti, je demande à chacune et chacun d'entre vous de réfléchir. **Souhaitez-vous vraiment une expérience marxiste ?** Elle n'a réussi nulle part, ni à l'économie, ni au bonheur, ni aux libertés des citoyens.

Le « **programme commun** » plongerait la France dans des difficultés politiques et économiques interminables : il ne repose sur aucun accord solide, mais sur des faux-fuyants et des arrière-pensées.

Ce que vous recherchez : plus de justice, plus d'égalité, plus de participation, une nouvelle croissance respectant la nature et la vie, c'est ce pourquoi je n'ai cessé de me battre.

En face de ceux dont la démagogie risque de ruiner l'économie, j'ai conscience de représenter les vrais intérêts de tous ceux qui vivent et travaillent dans la circonscription. **Mieux que d'autres, je défends et je défendrai la progression de leur niveau de vie.**

VOUS AVEZ BESOIN D'UN ÉLU SÉRIEUX ET RESPONSABLE.

L'aventure est toujours pour les peuples le chemin du malheur.

Dimanche, jour décisif... Choisissons la voie du progrès dans la liberté.
Maintenons les institutions de la Ve République,
l'autorité du Président élu du Peuple,
l'indépendance nationale d'une France respectée.

Remplaçant éventuel :

Pierre BARBIER

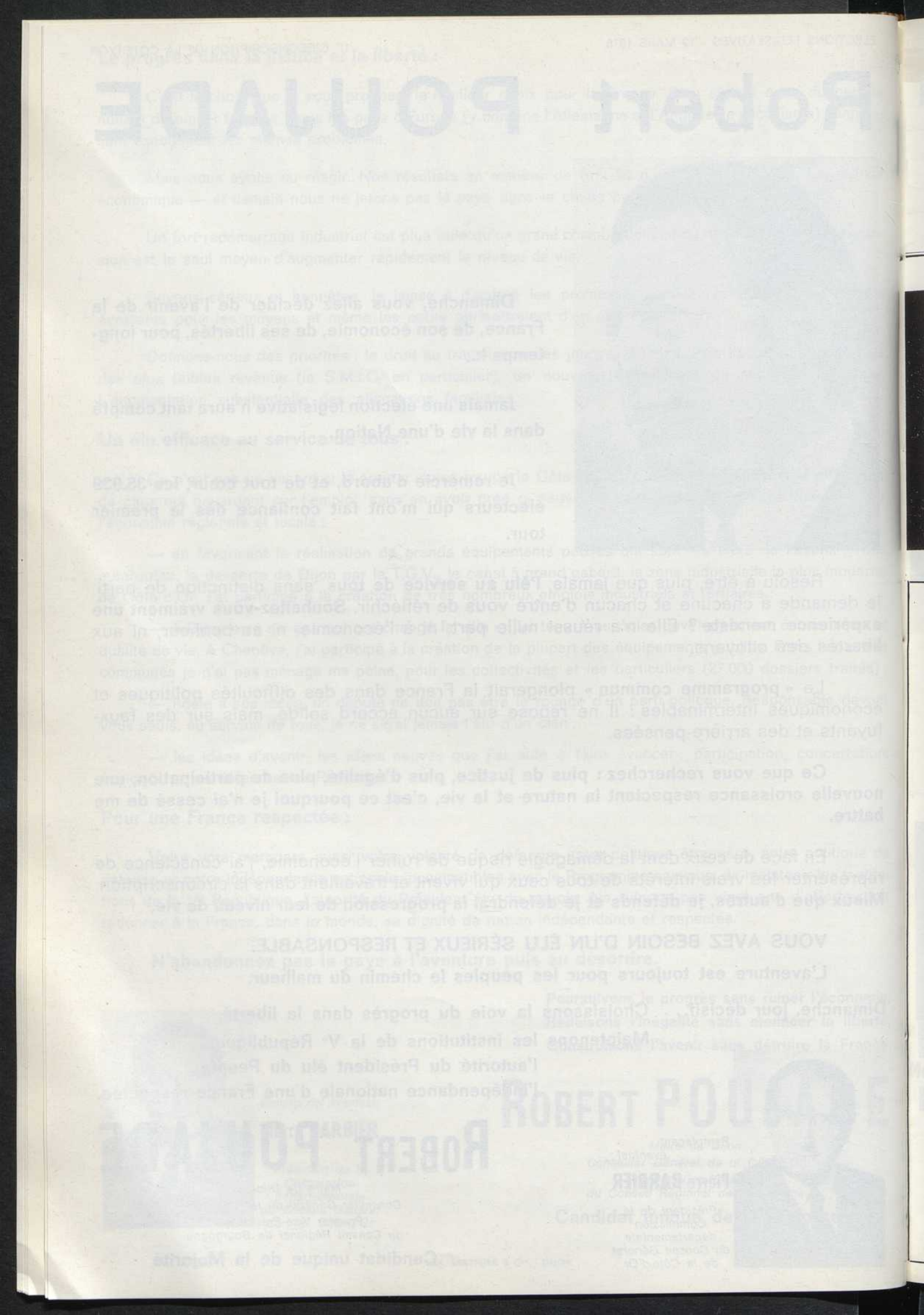
Président de la Commission départementale du Conseil Général de la Côte-d'Or

ROBERT POUJADE

Maire de Dijon
Conseiller Général de la Côte-d'Or
Premier Vice-Président du Conseil Régional de Bourgogne

Candidat unique de la Majorité

Imp. BERTHIER & Cie - DIJON



Dr Henry BERGER

CANDIDAT R.P.R. POUR L'UNION DE LA MAJORITE

Le Docteur Henry Berger est né en 1920 à Rivières-les-Fosses (Haute-Marne). Il a commencé ses études de médecine à Dijon et les a poursuivies à Paris.

Il s'installe en 1945 comme médecin à Fontaine-Française. Il gagne rapidement la confiance de tous ceux qu'il soigne, devient conseiller municipal en 1951, conseiller général du canton en 1958, maire de Fontaine-Française en 1959.

Elu député U.D.R. de la 2e circonscription en 1962, il est réélu en 1967 et en 1968. Président de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale depuis octobre 1972, à ce titre, il a amendé et fait voter toutes les lois sur la famille, l'emploi, l'éducation, les affaires culturelles, les anciens combattants, le logement social...

Vice-Président du Conseil Général de la Côte-d'Or, il dirige aussi la Commission des Affaires sociales du département et il a la charge du budget de l'Action sanitaire et sociale qui représente presque la moitié du budget départemental.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Soutenu par l'ensemble des formations de la Majorité, je sollicite à nouveau vos suffrages. Entre nous, les présentations ne sont plus à faire. Chacune et chacun d'entre vous sait ce qui a été réalisé, tant à DIJON que dans les cantons ruraux, en bonne entente avec les élus locaux et avec vous, sans discrimination aucune.

Sur le plan de notre circonscription comme sur le plan national, le bilan des progrès accomplis peut être fait facilement par chacune et par chacun. Il suffit de se souvenir — ou, pour les plus jeunes, d'interroger.

OUI, la France et la vie des Français ont changé au cours de ces vingt années, plus qu'en un siècle avant.

Jamais on n'avait tant construit d'équipements publics. Presque tous les établissements d'enseignement secondaire, les universités, les piscines, les salles de sport, une grande partie des hôpitaux, tout le réseau d'autoroutes ont été réalisés depuis 1958.

Nous avons vaincu la pénurie.

Le pouvoir d'achat des Français a doublé depuis 15 ans.

Mieux logé, souvent propriétaire de son logement, le Français est mieux équipé dans sa vie quotidienne. L'auto, la machine à laver, le réfrigérateur, qui étaient le privilège de quelques-uns sont largement démocratisés, et le genre de vie s'uniformise.

Remplaçant éventuel:

Maurice LOMBARD

Professeur d'Histoire

Premier Adjoint au Maire de Dijon.

Représentant de Dijon au Conseil Régional de Bourgogne.

Chevalier de la Légion d'Honneur.

Croix de guerre.

Médaillé de la Résistance.

Officier des palmes académiques.

Un immense effort de solidarité nationale

a redistribué aux plus défavorisés une partie importante du produit de l'expansion économique, en particulier aux personnes âgées, aux handicapés.

Notre système de protection sociale est devenu le plus avancé du monde.

Malgré la crise économique internationale, les progrès ont été poursuivis.

Certes, il reste beaucoup de fléaux à vaincre :

- l'inflation,
- le chômage,
- les injustices, les inégalités,
- l'insécurité.

Ce sera l'objectif de notre action au cours de la prochaine législature.

On connaît cette vieille question de bon sens : pour que chacun obtienne satisfaction, faut-il se quereller sur l'épaisseur des tranches du saucisson familial, ou faut-il élever un porc supplémentaire ?

Nous choisissons en priorité la seconde solution.

Pour donner du travail à tous — et en particulier aux jeunes — pour poursuivre le progrès social, il faut **relancer l'activité économique.**

- par l'investissement et le développement des secteurs de pointe,
- par l'innovation et la recherche,
- par une formation professionnelle permanente qui permette aux travailleurs de réactualiser leurs connaissances techniques et d'améliorer leur situation.

Sur les bases d'une économie saine, **nous donnerons un nouvel élan au progrès social,**

- à la progression **réelle** du pouvoir d'achat des salaires les plus bas,
- à l'amélioration des conditions de vie des familles,
- à la participation des salariés aux bénéfices et à la vie des entreprises,
- à la sécurité des Français.

Les socialistes et les communistes promettent des solutions miraculeuses — sur lesquelles ils sont d'ailleurs en désaccord. Partout où elles ont été expérimentées, elles ont conduit à la pénurie.

C'est la grande illusion.

La réalité de leur programme, c'est la promesse de contrôles, de surveillances bureaucratiques et policières qui n'épargneraient personne. Et nous nous dressons contre ces menaces qui conduisent à terme au **totalitarisme.**

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

avec nous, vous choisirez

le progrès économique dans la confiance,
le véritable progrès social,
la défense de nos libertés,

et vous voterez le 12 mars :

HENRY BERGER
MAURICE LOMBARD

Imp. BERTHIER & Cie - DIJON

Dr Henry BERGER

CANDIDAT **R.P.R.** POUR L'UNION DE LA MAJORITE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les 31.260 électeurs qui ont porté leurs suffrages sur mon nom m'ont placé largement en tête du scrutin du premier tour. Je les remercie de leur confiance.

Mais l'élection du député de la deuxième circonscription se jouera dimanche prochain.

Les électrices et les électeurs auront à choisir entre deux candidats, et au-delà de ces deux candidats, entre deux systèmes de société.

Le C.E.R.E.S., auquel appartient Monsieur Vouillot, est plus qu'une faction du parti socialiste.

C'est un véritable parti à l'intérieur du P.S., avec ses propres structures parallèles et sa doctrine. C'est un parti révolutionnaire qui tente de déborder le parti communiste sur sa gauche. François Mitterrand l'a éloigné des postes de responsabilité au niveau national, mais le CERES a pris en main la fédération socialiste de la Côte-d'Or et a écarté les éléments les plus modérés. Les électeurs de la deuxième circonscription doivent en être informés. S'ils portaient leurs voix dimanche prochain sur le candidat socialiste, ils renforceraient la tendance la plus dure, la plus révolutionnaire de la gauche.

Le socialisme dont il se réclame n'a réussi nulle part.

Et pourtant, il vous propose d'en tenter l'expérience... pour changer ! ! !

Au premier tour, chacun a voté selon son cœur.

Le 19 mars, vous repousserez l'aventure qui conduit au désordre économique, à la régression puis au totalitarisme.

VOUS CHOISIREZ LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE, RÉGIME DE LIBERTÉ, DE PROGRÈS SOCIAL ET D'EFFICACITÉ.

VOUS VOTEREZ

HENRY BERGER

Député sortant

Président de la Commission des Affaires Culturelles, Familiales et Sociales de l'Assemblée Nationale

Conseiller Général et Maire de Fontaine-Française

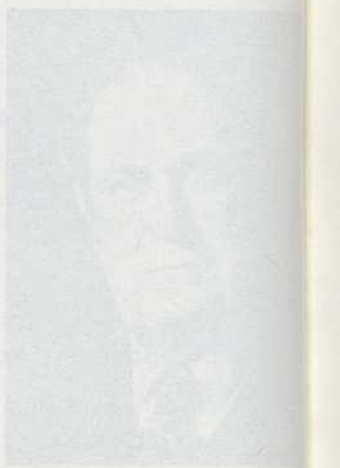
Remplaçant éventuel :

Maurice LOMBARD

Premier Adjoint au Maire de Dijon

Conseiller Général de Dijon VII

Imp. BERTHIER & Cie - DIJON



ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

3eme Circonscription de la Côte-d'Or

UNION DE LA MAJORITE

J.-Ph. LECAT

Né à Dijon, en 1935, marié, 2 enfants.

Ancien Combattant d'Algérie.

Maître des Requêtes au Conseil d'Etat.

Député de la circonscription de 1968 à 1972. Réélu en 1973.

Membres des gouvernements de Jacques CHABAN-DELMAS et Pierre MESSMER.

Conseiller Général de Nolay en 1970. Réélu en 1976.

Conseiller Régional de Bourgogne.

Porte-Parole du Président de la République.

Remplaçant éventuel :

L. JACOB

Né à Beaune, en 1930, marié, 4 enfants.

A repris l'exploitation de ses parents.

Maire d'Echevronne.

Président du Comité d'Aménagement des Hautes-Côtes et de la Vallée de l'Ouche.

Membre élu d'organisations professionnelles et de défense agricole.

Responsable à l'échelon national de l'Aménagement rural.

ILS PROMETTENT CE QU'ILS PEUVENT TENIR.

Nous vous rencontrons dans vos communes, vos organisations professionnelles, sur votre lieu de travail. Nous avons cherché à DIALOGUER, depuis plusieurs mois, avec le plus grand nombre d'entre vous.

NOUS SOMMES TOUS DEUX, SOLIDEMENT, DE CETTE REGION. Elus locaux, nous connaissons cet arrondissement de Beaune, commune par commune, quartier par quartier. Vous êtes des milliers à nous avoir rencontrés, à avoir exprimé vos problèmes et vos inquiétudes - à nous avoir confié des dossiers.

Nous avons décidé de travailler en équipe. Vous avez besoin de représentants EFFICACES ET DISPONIBLES, acharnés à défendre ce à quoi vous tenez et à faire aboutir les réformes que vous exigez.

VOUS ALLEZ CHOISIR ENTRE LES CANDIDATS ET LES PROGRAMMES.

POUR NOTRE REGION,
POUR VOUS-MEME,
POUR LA FRANCE.

Tous les candidats assurent vouloir respecter les libertés et l'indépendance de la France. Tous les programmes ont les mêmes ambitions de justice sociale, d'amélioration du sort des plus défavorisés, de lutte pour l'emploi.

NOUS SOMMES VOS CANDIDATS PARCE QUE :

NOUS NE PROMETTONS QUE CE QUE NOUS POUVONS TENIR.

VU LE CANDIDAT : JEAN-PHILIPPE LECAT. LUCIEN JACOB.

Imp. S.A. Beaune-Informations

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

3eme Circonscription de la Côte-d'Or

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Si vous avez voté, dès le premier tour, pour les candidats d'Union de la Majorité

NOUS COMPTONS SUR VOTRE DETERMINATION

Si vous avez au 1er tour, exprimé une volonté :

— de défense des libertés professionelles
— de protection de notre environnement
— de restauration de la responsabilité du citoyen
— de soutien pour un des candidats qui disaient exprimer les sentiments généreux de la gauche traditionnelle.

NOUS AVONS ENTENDU VOTRE MESSAGE

TOUS ENSEMBLE,
VOUS ETES LA MAJORITE DU PEUPLE FRANÇAIS

RASSEMBLEZ-VOUS

dans une Majorité ouverte à tous les Français

— pour refuser la division du pays

— pour lui redonner confiance en lui-même

— pour transformer, vers plus de justice, les conditions sociales

— pour développer notre région pour qu'il y fasse bon vivre.

VOTEZ

Jean-Philippe LECAT

suppléant éventuel

Lucien JACOB

ILS PROMETTENT CE QU'ILS PEUVENT TENIR

Vu le candidat Jean-Philippe LECAT Lucien JACOB

Imp. S.A. Beaune-Informations

Gilbert MATHIEU

Candidat MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

*Nos objectifs d' **ACTIONS***
*pour les **LIBERTÉS***
*et le **PROGRÈS***

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Un choix décisif pour la France s'ouvre devant nous. Il ne s'agit pas seulement d'élire une nouvelle Assemblée mais de choisir pour nos enfants et pour nous une certaine forme de société en même temps qu'un idéal d'action.

D'un côté, les marchands d'illusions collectivistes, socialistes et communistes font miroiter l'irréalisable. Leurs montagnes de promesses sont aussi fallacieuses que contradictoires : ils veulent relancer l'activité mais en même temps aggraver les coûts de production, augmenter la dépense sans accroître les impôts. Ils croient préserver les libertés au moment où ils veulent enserrer l'économie dans les contraintes d'une planification autoritaire.

Les Français ne doivent pas s'y tromper : c'est un chèque en blanc que leur demande l'opposition. Ses divisions éclatantes d'aujourd'hui annoncent son impuissance de demain et les déchirements auxquels elle conduirait notre peuple.

L'autre alternative, celle que je vous propose, c'est une société de progrès, une démocratie libérale et pluraliste, en un mot un régime qui corresponde aux aspirations de la masse des Français :

D'ABORD PROTÉGER LES FRANÇAIS & GARANTIR LEURS DROITS

Renforcer les droits des citoyens face à la toute puissance de l'Administration.

Développer les pouvoirs des collectivités locales, faire bénéficier les communes d'ici 1981 de la totalité du remboursement de la T.V.A. payée sur leurs équipements ; faire progresser leurs ressources parallèlement à celles que produit la T.V.A.

Accroître la sécurité des Français. Renforcer les différents corps qui veillent à la paix publique. Leur donner pour mission première de prévenir la délinquance.

POURSUIVRE LE REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

La France ne peut se développer qu'en restant ouverte sur l'Europe et sur le monde. Elle ne peut accepter de se « mettre en congé » du Marché Commun, comme le voudrait une certaine gauche.

Pour réactiver notre économie, il faut :

- réaliser une pause des charges sociales et fiscales ;
- revenir à la vérité et à la stabilité des prix ;
- faire participer les P.M.E. et l'artisanat à la modernisation de notre appareil productif ;
- en un mot développer notre activité économique au service de l'emploi.

Pour GARANTIR l'AVENIR de notre AGRICULTURE il importe de lui assurer :

- **l'expansion** en faisant porter l'effort sur l'innovation technologique et l'encouragement à l'exportation par la suppression progressive des entraves introduites par les montants compensatoires monétaires ;
- **la liberté** indispensable pour conserver à l'exploitation familiale sa place prépondérante. Une des conditions du maintien de cette liberté repose sur le vote urgent d'une loi-cadre qui permette aux producteurs de résoudre les problèmes de financement et d'investissement auxquels ils sont confrontés.
- **la solidarité,** afin de compenser les handicaps dont souffrent certains secteurs et d'améliorer les conditions d'existence des agriculteurs, spécialement des femmes d'exploitants dont le statut est en cours d'élaboration.

Pour mieux DEFENDRE LES RURAUX, INTENSIFIER la POLITIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Les zones rurales et plus généralement les villes moyennes et petites bénéficieront d'une priorité absolue pour l'implantation d'activités nouvelles ou à décentraliser.

- Les services publics existants seront maintenus dans nos campagnes.
- Les contrats de pays seront développés.
- Le nombre des téléphones sera doublé en 5 ans.

METTRE LA SOLIDARITE AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE

Maintenir le niveau de vie et augmenter les revenus les plus modestes. Le S.M.I.C. progressera plus rapidement que la moyenne des salaires, en vue de poursuivre le mouvement de réduction des inégalités.

Aider les familles et plus particulièrement les familles nombreuses par une progression du pouvoir d'achat des allocations familiales.

A compétence égale, réaliser un nivellement des salaires masculins et féminins.

Mieux protéger les femmes contre les conséquences du veuvage et du divorce. D'une façon générale faciliter l'emploi à temps partiel.

Renforcer la solidarité en faveur des personnes âgées.

Harmoniser les différents régimes d'aide aux personnes privées d'emploi et les rendre plus incitatifs à la reprise de l'activité.

ELEVER LA QUALITE DE LA VIE

Appliquer la Charte Nationale préconisée par le Président de la République.

Protéger l'environnement, sauvegarder le patrimoine naturel, lutter contre les pollutions et les nuisances, mieux aider les associations sportives, en un mot contribuer à rendre la vie de chacun plus riche, plus intéressante et plus digne d'être vécue.

***

Apparemment divisés, les Français sont d'accord sur l'essentiel : conserver les institutions qui nous ont valu la stabilité, défendre toutes les libertés (liberté d'expression, liberté d'entreprendre, liberté de l'enseignement).

L'indépendance politique à laquelle nous tenons ne doit pas signifier l'isolement. Une solidarité européenne accrue s'impose notamment pour assurer une politique communautaire de l'énergie et arriver à l'unité monétaire.

La France d'aujourd'hui, si elle dispose d'incontestables atouts, doit cependant faire face à trois dangers : le bouleversement de l'équilibre mondial, l'anonymat et l'irresponsabilité des sociétés de masse, l'exaspération des divisions entre Français.

LE CHOIX DE LA FACILITE CONDUIRAIT A LA DEPENDANCE VIS-A-VIS DE L'EXTERIEUR, A LA BUREAUCRATIE ET A L'APPAUVRISSEMENT INTERIEUR ET, POUR NOTRE PEUPLE, AU DECHIREMENT ET AU DECLIN.

IL FAUT PAR UN AUTRE CHOIX PARER A CES MENACES :

- CHOISIR LA VERITE DANS LA CONDUITE DE NOTRE ECONOMIE.
- LA LIBERTE DANS L'APPROFONDISSEMENT DE NOTRE DEMOCRATIE.
- L'UNITE DANS LA JUSTICE QUI SEULE NOUS PERMETTRA D'ASSUMER NOTRE DESTIN.

Gilbert MATHIEU

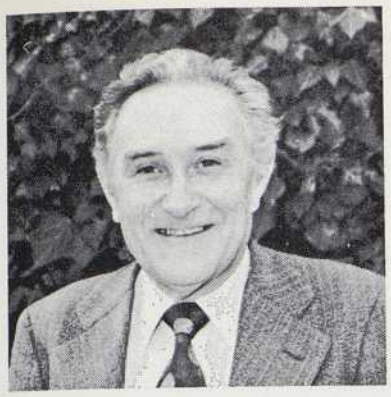
Conseiller Général
Maire de Vitteaux
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Maurice DABÉ

Maire de Sainte-Colombe-sur-Seine

IMP. BORDOT - 21140 SEMUR



République Française

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

CIRCONSCRIPTION DE MONTBARD

Gilbert MATHIEU

Majorité Présidentielle

Je remercie les Electrices et Electeurs qui m'ont témoigné leur confiance en me plaçant en tête des candidats de la 4eme circonscription avec près de 48 % des suffrages.

A celles et ceux qui ont voté pour moi dès le 1er tour, je demande **de rester vigilants.**

A celles et ceux qui n'ont pas voté pour moi ou se sont abstenus, je demande de réfléchir à **l'enjeu** du 2e tour et leur dis :

VOTEZ POUR LA LIBERTE
LA SECURITE
LE PROGRES ECONOMIQUE
ET LA JUSTICE SOCIALE

Votez :

Gilbert MATHIEU

Député Sortant
Maire de Vitteaux

SUPPLEANT

Maurice DABE

Maire de Sainte-Colombe-en-Auxois

Vu : le Candidat.

IMP. BORDOT 21140 SEMUR - EN - AUXOIS

COTES-DU-NORD

Première circonscription :

Cantons de : Etables-sur-Mer, Lamballe, Pléneuf, Ploeuc, Quintin, Saint-Brieuc-Nord, Saint-Brieuc-Sud.

M. Sébastien COUEPEL élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Broons, Caulnes, Dinan-Est, Dinan-Ouest, Evran, Jugon, Matignon, Plancoët, Plélan-le-Petit, Ploubalay.

M. René BENOIT élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : La Chèze, Collinée, Corlay, Gouarec, déac, Merdrignac, Moncontour, Mur-de-Bretagne, Plouguenast, Rostrenen, Saint-Nicolas-du-Pélem, Uzel.

Mme Marie-Madeleine DIENESCH élue au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Bégard, Belle-Isle-en-Terre, Bourbriac, Callac, Châtelaudren, Guingamp, Lanvollon, Maël-Carhaix, Plouagat, Plouha, Pontrieux,

M. François LEIZOUR élu au 2e tour.

Cinquième circonscription :

Cantons de : Lannion, Lézardrieux, Paimpol, Perros-Guirec, Plestin-les-Grèves, Plouaret, La Roche-Derrien, Tréguier.

M. Pierre JAGORET élu au 2e tour.

Elections Législatives - 12 Mars 1978 - 1er Circonscription de St-Brieuc

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Le 12 Mars prochain vous êtes appelés à élire votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Jamais un scrutin n'aura été aussi décisif pour l'avenir de la FRANCE :

IL IMPORTE DONC DE FAIRE LE "BON CHOIX".

Souhaitez-vous, avec les candidats «d'un certain programme commun», une société de type bureaucratique, véritable danger pour notre économie, une société où les libertés sont bafouées ?

Ou au contraire souhaitez-vous avec moi, une société qui mette l'accent sur **l'homme et ses responsabilités,** où **la famille** tient une place prépondérante, où **l'initiative privée** est encouragée ?

Entre ces deux types de société, votre choix se portera, je n'en doute pas, sur celle qui respecte toutes les valeurs auxquelles vous êtes profondément attachés et qui a déjà permis à la France de se situer au premier rang des pays de liberté et de progrès.

Certes, notre société n'est pas encore parfaite, aussi nous devrons continuer à agir **pour une plus grande justice,** et **pour une plus grande égalité des chances** de chacun.

Pour cela j'ai besoin de votre confiance.

DYNAMIQUE, HOMME de PROGRÈS et de DIALOGUE,

Je pense l'avoir été depuis 13 ans dans l'exercice de mes responsabilités de Maire puis de Conseiller Général. Aussi, fort de cette expérience au service de la collectivité, je m'engage à œuvrer au service de tous :

POUR LA RECHERCHE DE NOUVEAUX EMPLOIS.

Tout le monde souhaite l'installation de nouvelles industries, mais le dire ne suffit pas !

Il faut susciter les initiatives personnelles, et les aider à la réalisation de leur objectif. Votre voix je la recevrai comme un encouragement à travailler dans ce sens afin de :

— garder les jeunes trop souvent contraints à quitter leur région ;
(Un jeune qui trouve un emploi sur place, c'est un salaire de plus, et donc une famille à nourrir, à loger, à équiper, une voiture à réparer, etc...)

— **maintenir et développer l'Agriculture, la Pêche, le Commerce et l'Artisanat de notre région.**

— mieux valoriser les productions de la pêche et de l'agriculture en les transformant sur place.

— aider au maintien des emplois actuels, comme j'ai déjà pu le faire en tant que Conseiller général.

— encourager tous les équipements, permettant le développement du tourisme.

POUR LA DEFENSE DES LIBERTES FONDAMENTALES

y compris la liberté scolaire.

POUR LA REDUCTION DES INEGALITES SOCIALES

— en assurant une progression du pouvoir d'achat du SMIC permettant ainsi de tendre vers une réduction des écarts entre les hauts et les bas salaires.

— en revalorisant plus spécialement le travail manuel.

— en assurant le plein exercice des Responsabilités et des droits de la femme.

— en favorisant l'intégration professionnelle et la protection sociale des épouses d'artisans et commerçants.

Pour une politique des jeunes

— en suscitant l'égalité des chances pour les jeunes.

— développement des « prêts étudiants » remboursables après l'intégration professionnelle.

— en développant la possibilité d'un service civique déduit de la durée du service militaire pour l'encadrement des colonies de vacances, des centres de personnes âgées, des inadaptés, des fédérations sportives...

Pour une véritable politique en faveur de la famille

— Par l'**augmentation du pouvoir d'achat** des allocations familiales.

— Par la **création d'un revenu minimum** en faveur des familles d'au moins 3 enfants.

— Par le **renforcement de la protection sociale** de la future mère et le statut social de la mère de famille.

— En **encourageant** et en **aidant** le maximum de familles à devenir propriétaires de leur logement.

Pour une politique du 3e Age

qui devra permettre d'améliorer l'ensemble des conditions d'existence de nos anciens, et plus particulièrement des plus défavorisés ce qui suppose :

— l'augmentation du pouvoir d'achat du minimum vieillesse ;

— le développement de l'aide ménagère à domicile.

Pour renforcer l'autonomie des collectivités locales

en mettant à leur disposition, un certain nombre de moyens

— pour **assurer** la formation des responsables,

— pour **financer** les investissements,

— pour **alléger** leurs charges.

Telles sont les idées fondamentales et réalistes que je vous propose et, que je m'engage à défendre.

En face, les tenants du Programme commun cultivent des solutions chimériques, à travers l'escalade de la démagogie. Chaque jour qui passe nous renforce dans l'idée qu'ils sont incapables de gouverner ensemble, tellement leurs dissensions sont profondes.

Ne vous laissez pas influencer ! vous êtes des gens de bon sens, **faites confiance** à un **candidat qui a déjà fait ses preuves** en exerçant des responsabilités depuis de nombreuses années.

Je m'engage, si vous m'accordez vos suffrages à organiser tous les ans, une réunion d'information dans chaque canton, réunion au cours de laquelle je vous rendrai compte de mon mandat.

avec Pierre ECOBICHON

mon suppléant, nous garantissons que nos efforts tendront, au cours des cinq prochaines années, **vers le progrès et le développement économique et social** de toute la circonscription de SAINT-BRIEUC.

Pour atteindre cet objectif :

VOTEZ

Sébastien COUËPEL

Candidat Majorité Présidentielle

Union pour la Démocratie Française - U.D.F.

Imprimerie Laperche - Lamballe

Elections Législatives - 19 Mars 1978 - 1re Circonscription - St-BRIEUC

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Je tiens tout d'abord à **remercier** les **électrices** et les **électeurs** qui, en m'accordant leur confiance, m'ont placé en **tête pour le scrutin de ballottage.**

Le **combat** n'est cependant **pas terminé** et chacun doit se sentir à nouveau mobilisé pour que Dimanche prochain nous **assurions la Victoire.**

Nous n'avons cessé de répéter tout au long de cette campagne électorale l'importance de l'enjeu. Chacun l'a compris puisque tant au niveau de la circonscription de SAINT-BRIEUC qu'à l'échelon national, la participation a été importante.

L'Enjeu, le Choix de Société,

VOILA BIEN CE QUI DOIT NOUS FAIRE REFLECHIR.

Vous ne pouvez pas voter pour un parti, en l'occurrence le parti communiste qui, par son idéologie et ses méthodes, conduirait notre Région et notre Pays au suicide économique, à la perte de nos libertés fondamentales.

Le « Programme Commun », belle façade électorale pour appâter les électeurs, n'est plus crédible depuis belle lurette, et même s'il y a un semblant d'accord entre les deux tours, vous savez que l'entente est parfaitement artificielle.

Ils ne sont pas faits pour s'entendre.

alors qu'adviendrait-il de notre pays en cas de victoire de la gauche?

Cela mérite une profonde réflexion, et faisant référence à tout ce que je vous ai développé, au cours des nombreuses réunions, dans un souci de vérité et d'authenticité, je vous demande de m'accorder à nouveau votre confiance.

Pour le **Progrès économique et social,**
DE NOTRE RÉGION ET DE NOTRE PAYS,

Pour la **Garantie** de toutes nos **libertés,**

Pour une **Recherche** toujours plus grande de la justice sociale.

Pour l'**Epanouissement** de la personne humaine,
dans sa vie de travail, de loisirs et à travers tout ce qui fait la vie associative.

NOUS PARTAGEONS LES MÊMES SOUCIS, LES MÊMES PRÉOCCUPATIONS.

Alors, sans hésiter,

VOTEZ **Sébastien COUËPEL**
Candidat Majorité Présidentielle

Union pour la Démocratie Française - U.D.F.

Imprimerie Laperche - Lamballe

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

CIRCONSCRIPTION DE DINAN

Le bon choix pour la France

•

René BENOIT
41 ans, né à Dinan
Professeur d'éducation physique
1er adjoint au Maire de Dinan
Conseiller Général

Henri QUINQUENEL
47 ans, né à Trémeur
Agriculteur
Suppléant

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous allez élire votre député. Il sera votre représentant et devra défendre vos intérêts et ceux de la France.

Votre **choix** cette fois **sera capital.**
Vous allez devoir dire dans quel type de société vous voulez vivre.
Si, comme moi, vous voulez que la France

achève son redressement
qu'elle soit gouvernée
qu'elle poursuive son rôle dans le monde

Si, comme moi, vous voulez toujours plus de justice et de liberté, vous devez choisir avec moi le changement et le progrès sans le bouleversement.

Dites non aux propositions socialistes et communistes
non à l'aventure économique
non au désordre social
non à l'impuissance politique

Socialistes et Communistes prétendent vouloir demain gouverner la France **Ils vous trompent, ne les suivez pas.**

Je veux pour vous autre chose

Je veux un progrès économique et social qui favorise l'emploi, aide la famille, conforte les libertés et améliore la qualité de la vie.

Ma volonté est la vôtre.
Pour la défense de votre idéal.

FAITES LE BON CHOIX POUR LA FRANCE

René BENOIT

Candidat Républicain. Union pour la Démocratie Française

et Henri QUINQUENEL

Pour changer la Vie et croire en l'Avenir

René BENOIT propose de

- **Simplifier** les relations entre l'administration et les citoyens
- **Assurer** la défense de la croissance du pouvoir d'achat des plus défavorisés
  Augmenter les bas salaires
- **Aider** la reprise par une pause des charges sociales et fiscales
- **Favoriser** la création d'entreprises génératrices d'emplois

- **Donner** une priorité nationale au 1er emploi des jeunes
- **Favoriser** l'apprentissage des jeunes
- **Egaliser** les salaires des travailleurs manuels et non manuels
- **Elaborer** un véritable statut fiscal et social des femmes de commerçants, d'artisans, d'agriculteurs

- **Développer** le travail à temps partiel
- **Poursuivre** l'effort entrepris en faveur du 3eme âge (retraite, soins, logement, téléphone)
- **Encourager** l'épargne et l'aide à l'acquisition d'un logement
- **Assurer** la sécurité des Français
- **Défendre** la liberté de l'enseignement

Pour notre région

- **Favoriser** l'installation et le développement des activités artisanales et industrielles à dimensions humaines
- **Jouer** la carte agricole au niveau de l'installation des jeunes de l'amélioration de la production et de la transformation sur place des produits et de l'élevage
- **Accélérer** le désenclavement routier de Dinan, notamment les travaux de la déviation et poursuivre la politique d'équipement
- **Défendre** l'environnement et faire respecter le cadre de vie
- **Soutenir** l'activité de la pêche et des marins

Ayez confiance votez René BENOIT

Henri QUINQUENEL

VU LES CANDIDATS

IMP. PEIGNÉ - DINAN

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

CIRCONSCRIPTION DE DINAN

Le bon choix pour la France

•

René BENOIT
41 ans, né à Dinan
Professeur d'éducation physique
1er adjoint au Maire de Dinan
Conseiller Général

Henri QUINQUENEL
47 ans, né à Trémeur
Agriculteur
Suppléant

LA VICTOIRE EST POUR Dimanche

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

MERCI à tous ceux qui nous ont aidé avec enthousiasme, ainsi qu'à ceux qui vont nous comprendre et nous rejoindre.

MERCI à tous ceux qui vont se rassembler dimanche pour assurer la **Victoire de la LIBERTÉ, de la JUSTICE et du PROGRÈS.**

L'Avenir de la France et de nos institutions est entre vos mains

L'Avenir de notre Circonscription aussi

VOUS NE VOULEZ PAS ÊTRE TROMPÉS

VOUS NE VOULEZ PAS d'un Député dont les engagements sont incertains, dangereux et qui joue le double jeu à gauche comme à droite.

VOUS VOULEZ **un Député sérieux dont les engagements, sont nets, précis, sans ambiguité.**

VOUS FEREZ **donc le BON CHOIX pour**

◆ **La France - La Circonscription**
La Liberté - La Justice

Avec René BENOIT
Candidat Républicain. Union pour la Démocratie Française
et Henri QUINQUENEL

Pour changer la Vie et croire en l'Avenir

René BENOIT propose de

- **Simplifier** les relations entre l'administration et les citoyens
- **Assurer** la défense de la croissance du pouvoir d'achat des plus défavorisés
  Augmenter les bas salaires
- **Aider** la reprise par une pause des charges sociales et fiscales
- **Favoriser** la création d'entreprises génératrices d'emplois

- **Donner** une priorité nationale au 1er empioi des jeunes
- **Favoriser** l'apprentissage des jeunes
- **Egaliser** les salaires des travailleurs manuels et non manuels
- **Elaborer** un véritable statut fiscal et social des femmes de commerçants, d'artisans, d'agriculteurs

- **Développer** le travail partiel
- **Poursuivre** l'effort entrepris en faveur du 3eme âge (retraite, soins, logement, téléphone)
- **Encourager** l'épargne et l'aide à l'acquisition d'un logement
- **Assurer** la sécurité des Français
- **Défendre** la liberté de l'enseignement

Pour notre région

- **Favoriser** l'installation et le développement des activités artisanales et industrielles à dimensions humaines
- **Jouer** la carte agricole au niveau de l'installation des jeunes de l'amélioration de la production et de la transformation sur place des produits et de l'élevage
- **Accélérer** le désenclavement routier de Dinan, notamment les travaux de la déviation et poursuivre la politique d'équipement
- **Défendre** l'environnement et faire respecter le cadre de vie
- **Soutenir** l'activité de la pêche et des marins

Ayez confiance
votez René BENOIT

Henri QUINQUENEL

VU LES CANDIDATS

ELECTIONS LEGISLATIVES du 12 MARS 1978 - 3ème Circonscription (Loudéac)

Marie - Madeleine DIENESCH

- Professeur agrégé de l'Université
- Ancien Ministre
- Conseiller Général de Plouguenast

Candidate d'Union de la Majorité

SUPPLÉANT : **Bernard SOHIER**

Conseiller général - Maire de Merdrignac

Chères Electrices, chers Electeurs,

DES LIENS TRES PROFONDS D'AMITIÉ ET DE CONFIANCE NOUS UNISSENT J'AI RENONCÉ A MON POSTE D'AMBASSADEUR POUR REPRENDRE AVEC VOUS LE COMBAT A UN MOMENT DECISIF POUR NOTRE PAYS ET POUR LA BRETAGNE

Les familles de Bretagne me connaissent. Les deux années passées au service de la République comme Ambassadeur de la France à Luxembourg ne nous ont pas séparés. Vous m'avez élue, avec fidélité continue, conseiller général de Plouguenast en Mars 1976.

Jamais le dialogue n'a cessé avec vos responsables professionnels, vos associations, avec les femmes et les hommes de tous les horizons politiques qui viennent à mes permanences ou m'écrivent pour m'exposer les difficultés de leur vie quotidienne.

QUEL EST L'ENJEU DU MOIS DE MARS ?

Depuis des semaines, vous êtes soumis à des slogans et des contre vérités. L'opposition vous dit que la Majorité n'a rien fait.

DEPUIS 20 ANS NOUS AVONS EQUIPÉ LA BRETAGNE INTERIEURE

Vous êtes tous témoins des efforts entrepris ensemble pour les routes modernes, pour le téléphone, l'assainissement, les H.L.M., locatives ou en propriété, les maisons de retraite ou de soins, I.M.E. et I.M. Pro, les foyers-logements, la restructuration et l'aménagement rural. Sans parler du « BOOM » extraordinaire dans le domaine de la construction (maisons individuelles, modernisation des bâtiments d'élevage, rénovation de l'habitat).

TOUT LE MONDE PEUT CONSTATER LA PROGRESSION DU NIVEAU DE VIE

Voyez l'exemple de Loudéac, hier capitale du « désert » breton, aujourd'hui capitale de l'agro-alimentaire ! Les retombées de cet indiscutable succès sont ressenties dans toutes les communes aux alentours.

IL RESTE BEAUCOUP A FAIRE

Par ailleurs, l'exemple du Mené a su démontrer que le courage pouvait vaincre la résignation. Cette petite région si défavorisée, bénéficie aujourd'hui d'un plan d'aménagement rural, espère un contrat de pays. Nos amis de Rostrenen, avec l'ADEPRO, entendent suivre cet exemple. Nous sommes aux côtés de tous ceux qui sont décidés à reprendre l'initiative.

LE VISAGE DE NOTRE REGION SE TRANSFORME

OUI on peut vivre heureux en Bretagne, OUI les Bretons sont capables de faire en sorte de l'être plus encore dans la société de demain, une société évolutive, celle que nous préconisons et qui n'est pas du tout du même type que celle proposée par nos concurrents socialistes et communistes. Il s'agit avant tout de continuer ce qui a été entrepris CHEZ NOUS.

PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET PERMANENTE

Ramassage scolaire - pré-scolarisation en milieu rural - médecine scolaire - effort particulier en faveur de l'enseignement agricole - accélération de la réalisation des équipements sportifs et des loisirs.

AU SERVICE DU 3e AGE ET DE LA FAMILLE

Maisons de retraite - foyers-logements - aides ménagères - aide accrue aux associations familiales pour le développement des services d'aide à domicile.

POUR L'AGRICULTURE

Incitations nouvelles à l'installation des jeunes et aux ateliers hors sol - prêts bonifiés - D.J.A. - plans de développement - extensions et renforcement des réseaux électriques - aménagement foncier - actualisation de l'I.V.D.

POUR L'ARTISANAT ET LES P.M.E.

Création de zones artisanales permettant le développement d'activités nouvelles.

POUR TOUS

Mise en œuvre d'une politique concertée de l'AMENAGEMENT de l'espace rural.

LA CRISE INTERNATIONALE NOUS FRAPPE

La crise nous atteint brutalement, nos progrès sont menacés. Une jeunesse sensible s'interroge. Son inquiétude est bien compréhensible pour l'emploi, pour une meilleure qualité de la vie, pour un idéal de justice fraternelle.

VERS QUEL CHANGEMENT SE TOURNER ?

La solution nouvelle pour nos problèmes n'est pas dans les recettes d'un programme marxiste, vieux de 5 ans, que persistent à défendre, en se disputant, le M.R.G., le P.S. et le P.C. Ils ne sont pas nouveaux, hélas, les régimes qui préconisent une pensée unique, une laïcité totalitaire, une économie monopolisée par l'Etat et sa bureaucratie étouffante, **ruineuse pour l'économie.**

POUR UNE SOCIETE AVEC PLUS DE JUSTICE ET PLUS DE LIBERTE

C'est le changement que nous voulons. La liberté permet l'épanouissement des citoyens et la vitalité économique d'un pays : liberté de notre pensée, de choisir son syndicat, son enseignement, liberté d'entreprendre. Nous voulons le pluralisme et non la lutte des classes !

DE GRANDES LOIS SOCIALES ONT FAIT PROGRESSER LA JUSTICE

Nous n'avons pas eu besoin de nous proclamer « socialistes » pour mettre en place de grandes lois sociales (sécurité sociale, allocations familiales, coopération et mutualité, etc...).

Au Parlement comme au Gouvernement, j'ai eu moi-même une action décisive en faveur de l'enfance, des personnes âgées, des handicapés.

DEVANT LE PERIL DE L'INFLATION

Le Gouvernement les a défendus **par priorité,** ainsi que les salariés dont le SMIC devra atteindre 2.400 F. dans les plus brefs délais compatibles avec la **santé de notre économie.** Nous avons déjà amélioré les conditions de travail (mensualisation, réduction des horaires, la participation à l'entreprise).

Nous n'avons pas oublié les familles, les femmes, les veuves, ainsi que les retraités de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat (loi ROYER, l'aide au logement, les allocations, le complément familial, etc...).

POUR REPONDRE AUX EVOLUTIONS DES SOCIETES MODERNES DEMAIN D'AUTRES OBJECTIFS QU'IL FAUT POURSUIVRE

1°) Une politique offensive de l'emploi pour les jeunes et accroître la lutte contre l'inflation.

2°) L'indépendance économique par le renforcement de notre agriculture dans le cadre de nos exploitations familiales, l'organisation de l'interprofession et des groupements de producteurs. Il faut accroître nos exportations et supprimer les « montants compensatoires » pour une meilleure solidarité européenne.

Il faut inciter les entreprises et l'artisanat à créer des emplois, à innover sans contrainte tatillonne. Nous nous sommes engagés à la pause des charges sociales et fiscales et à renforcer les aides pour l'insertion des jeunes.

Afin de permettre plus de responsabilités personnelles et de libertés, il faut améliorer nos structures régionales, faire toute sa place à notre culture bretonne, veiller à la sécurité des citoyens, face à la violence ou à l'arbitraire (un médiateur dans chaque département).

MAINTENIR LES INSTITUTIONS DE LA Ve REPUBLIQUE MISES EN PLACE PAR LE GENERAL DE GAULLE

3°) L'indépendance et la sécurité de la France qui, la première, s'est ouverte aux pays pauvres du tiers monde.

TRES NOMBREUX SONT LES GENS QUI SOUHAITENT AU FOND D'EUX-MEME CES OBJECTIFS, BIEN AU-DELA DES FRONTIERES DES PARTIS POLITIQUES.

MA CANDIDATURE N'A QU'UN SENS, CELUI DE **L'UNION, DU DIALOGUE SINCERE ET DE L'ACTION.**

AVEC VOUS, AVEC VOS ELUS DYNAMIQUES, NOUS POURRONS DOMINER LA CRISE, RETROUVER TOUS ENSEMBLE NOTRE CONFIANCE DANS L'AVENIR ET REDONNER AUX JEUNES L'**ESPERANCE.**

Vive la Bretagne ! Vive la République ! Vive la France !

Marie-Madeleine DIENESCH

Bernard SOHIER

Marie - Madeleine DIENESCH

- Professeur agrégé de l'Université
- Ancien Ministre
- Conseiller Général de Plouguenast

Candidate d'Union de la Majorité

SUPPLÉANT : **Bernard SOHIER**

Conseiller général - Maire de Merdrignac

Chères Electrices, chers Electeurs,

Je vous remercie de la confiance massive que vous m'avez témoignée et qui m'a placée en tête de tous les candidats, avec un score jamais atteint, de plus de 27.000 voix.

LE PAYS A RÉAGI CONTRE LE PROGRAMME COMMUN.

Nous avons frôlé la victoire, mais il faut, au second tour, un nouvel effort de tous **pour le succès définitif** contre le candidat de la gauche.

Lundi soir, un accord solennel a été conclu entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste pour se renforcer, nationaliser toute l'économie et se partager les portefeuilles, aux ordres de Marchais **qui dicte sa loi.**

Dans notre arrondissement, la situation est donc très claire. D'un côté Didier CHOUAT, candidat du Programme Commun, qui se soumet, quoiqu'il en dise, à toutes les conséquences inéluctables de ce programme, avec son cortège de bureaucratie et de contrôles étatiques. Il ne peut plus vous dissimuler maintenant sous des propos alléchants la réalité **des objectifs aberrants de la coalition à laquelle il est LIÉ.**

Depuis lundi soir, l'illusion n'est plus possible. **Les risques sont immenses** pour notre Economie, notre Monnaie et notre Sécurité.

Une fois le doigt dans l'engrenage, la main, puis le bras y passent. Il n'y a aucun pays européen où l'accord du Parti Socialiste et du Parti Communiste pour gouverner ensemble ne soit un marché de dupe. Il a toujours conduit à un régime **d'oppression irréversible.**

Je suis persuadée que dans notre pays et particulièrement dans cette circonscription de **LOUDEAC-ROSTRENEN,** un très grand nombre d'hommes et de femmes, dans tous les partis et de toute tendance, ne veulent pas le bouleversement de notre façon de vivre et la remise en cause de nos libertés.

Comme eux, nous voulons la Fraternité entre tous, la promotion et la responsabilité de chacun dans son travail et dans sa vie de famille. Nous refusons le capitalisme sauvage ou l'autoritarisme étouffant.

LE TRAVAIL CONSIDÉRABLE DE LA MAJORITÉ dans le domaine social a permis d'accomplir, année après année, dans la stabilité, des progrès que personne ne peut nier. C'est le plus sûr garant de notre avenir.

Vous savez tous que je ne suis pas une femme d'esprit partisan ni sectaire. Je suis profondément désireuse de dialogue avec tous. Il faut Dimanche :

L'UNION DE TOUS CEUX QUI TIENNENT AUX LIBERTÉS, A LA JUSTICE ET A LA PAIX.

Comme le **Président de la République** vous y a invité, je compte sur votre sagesse et votre bon sens.

PENSEZ A NOTRE BRETAGNE, PENSEZ A LA FRANCE.

Marie-Madeleine DIENESCH

Bernard SOHIER

LE COURRIER INDÉPENDANT - LOUDEAC

Elections législatives du 12 Mars 1978

François LEIZOUR

Félix LEYZOUR
Suppléant

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je voudrais en m'adressant personnellement à chacune et à chacun d'entre vous, situer l'enjeu des élections législatives et appeler votre attention sur l'importance décisive du 1er tour.

Le 12 mars il faut en effet voter utile et efficace pour créer les conditions du vrai changement que vous souhaitez

- Pour un programme commun bien actualisé.
- Pour une union de la gauche claire, loyale, solide.
- Pour la présence de ministres communistes au gouvernement sans lesquels il n'y aurait pas de changement.
- Pour qu'il y ait aussi des députés communistes en Bretagne.
- Pour la victoire dans la circonscription de Guingamp.

Conseiller général, maire de Guingamp, chef-lieu d'arrondissement, ville centre de la circonscription, j'ai pour suppléant mon ami **Félix LEYZOUR**, conseiller général du canton de Callac, conseiller régional.

Nous sommes, l'un et l'autre, bien placés pour connaître les problèmes qui se posent dans le pays de l'Armor et de l'Argoat, pour mesurer les difficultés qui assaillent bon nombre de familles, bon nombre de travailleurs en activité ou en retraite, une multitude de jeunes.

Aux postes que nous occupons, nous faisons tout ce qu'il est possible de faire pour défendre les intérêts de notre région et de sa population. Nous connaissons la nature et les dimensions des problèmes à résoudre et je puis vous dire, traduisant un sentiment partagé certainement par la majorité de la population de la circonscription : « Oui, il faut que ça change, il faut changer de politique ».

***

Une politique qui secrète le chômage, qui se nourrit de l'austérité imposée aux travailleurs, qui produit les injustices, les inégalités criantes constatées tous les jours, qui met en péril l'économie de régions entières comme la Bretagne, est une politique qui a fait son temps, plus que son temps. Mise en œuvre par la coalition Giscardienne, elle est soutenue par le député sortant de la Circonscription, M. OLLIVRO et par Me PASQUIOU:

Oui changer, mais quel changement ?

Pour nous, changer c'est améliorer immédiatement et durablement la vie des travailleurs, c'est porter le SMIC à 2400 F par mois, relever les salaires les plus bas, les prestations sociales de 50 % et réduire les inégalités ;

C'est assurer la sécurité de l'emploi pour tous, garantir des prix agricoles correspondant aux coûts de production, c'est réduire les charges écrasantes qui pèsent sur les travailleurs indépendants et redonner vie aux activités de la mer ; c'est permettre à chacun de bien se soigner, de s'instruire, de se cultiver, de participer à la vie démocratique, d'être réellement libre, de vivre heureux.

Pour nous, changer, c'est donner la possibilité à toutes et à tous de vivre et travailler au pays. Partisans d'une politique de décentralisation régionale, nous voulons que la Bretagne devienne une terre de progrès économique, social et culturel, dans une France démocratique.

***

Votre espoir, vous l'avez comme nous, placé dans la politique nouvelle qu'apporterait l'application du programme commun bien actualisé. Vous avez raison. Et c'est pour cela qu'il faut aujourd'hui défendre ce programme en veillant à se donner les moyens d'appliquer les grandes mesures sociales qu'il prévoit.

Se donner les moyens, c'est nationaliser les trusts et leurs filiales, c'est imposer le capital et les grosses fortunes, c'est développer la démocratie, étendre les libertés.

Nous sommes sincèrement préoccupés par l'attitude du parti socialiste qui au moment où l'on va toucher au but, recule, remet en cause ses engagements, refuse de s'attaquer aux gros. Il ne suffit pas de se rallier maintenant au SMIC à 2400 F et à d'autres objectifs sociaux si on garde le silence sur les moyens permettant de les atteindre. Nous ne sommes pas d'accord quand François MITTERRAND, évoquant l'arrivée de la Gauche au pouvoir, déclare : « *nous les socialistes, serons plus à l'aise pour demander des sacrifices aux travailleurs* ». Ce serait la poursuite de la politique actuelle dont vous ne voulez plus.

Alors qu'il faut, comme nous le demandons, un bon accord portant sur la politique à mettre en œuvre, sur le gouvernement, sur les désistements, le Parti Socialiste refuse de s'engager sur un bon programme, sur les moyens de l'appliquer, sur la présence de ministres communistes au gouvernement. Il ne parle que de désistement, comme si son seul souci était de faire élire les siens et de ne pas être tenu par des engagements.

L'accord que nous n'avons pu obtenir avant le 1er tour, nous voulons le rendre possible au lendemain du 12 Mars. Parce que nous sommes des lutteurs, des passionnés de l'union, **nous sommes convaincus que tout reste possible, à condition que celles et ceux qui ne veulent pas cette fois être frustrés de leur victoire, nous appuient de toutes leurs forces, même s'ils ne sont pas d'accord avec nous sur tout.**

Tout reste possible à condition que le Parti Communiste que j'ai l'honneur de représenter dans la circonscription de GUINGAMP puisse se réclamer dès le 1er tour de votre soutien massif, à condition que vous imposiez par votre vote la présence de ministres communistes au gouvernement.

***

Le militant communiste que je suis n'a jamais nourri aucune ambition personnelle, sinon celle de bien servir les intérêts de la collectivité. Je suis toujours resté fidèle à mes engagements et je n'en dévierai pas.

Je vous dis tout simplement : **NOUS POUVONS GAGNER ENSEMBLE, C'EST NÉCESSAIRE ET C'EST POSSIBLE**

• **Le changement est nécessaire.**— En se portant sur mon nom, votre voix y contribuera efficacement. Elle fera pencher la balance du bon côté, au plan national et au plan de la circonscription de Guingamp. Notre circonscription en effet, est l'une de celles où l'on peut réparer cette injustice qui fait que depuis 20 ans, nous sommes la seule force politique en Bretagne à n'avoir aucun député. **La Bretagne et sa population laborieuse ont besoin de députés communistes.**

• **Le changement est possible.**— La politique du programme commun a déjà obtenu la majorité dans notre circonscription. Chacun sait que nous y avons contribué efficacement, sans arrière pensée, lors de l'élection présidentielle. En retour, l'union de la gauche, une union loyale et bien comprise doit se traduire ici par l'élection d'un député communiste.

Mon ami Félix LEYZOUR et moi-même, nous apportons la preuve avec beaucoup d'autres, que les candidats communistes ont vocation de rassembleurs et peuvent être élus. Déjà en 1973, les électrices et les électeurs de la circonscription m'avaient, avec 37 % des voix, placé au 1er tour largement en tête d'une gauche majoritaire. Il faut confirmer, amplifier ce résultat le 12 Mars et créer ainsi les conditions de la victoire au 2e tour.

Les résultats que nous avons obtenus depuis 1973, Félix LEYZOUR dans le canton de Callac, réélu conseiller général dès le 1er tour avec 75 % des voix et moi-même dans le canton et dans la ville de Guingamp, où j'ai conduit la liste d'union de la gauche qui a battu le député-maire E. OLLIVRO, montrent que c'est avec nous que vous pouvez gagner, gagner pour changer vraiment.

Nous avons confiance, car nous avons confiance en vous.

François LEIZOUR.

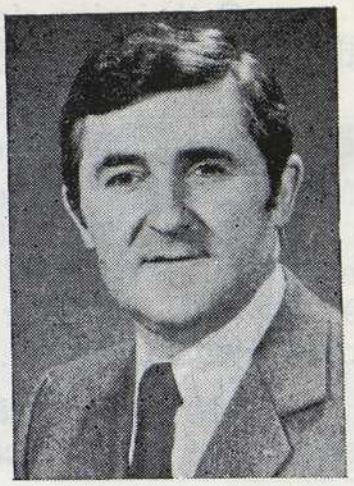
Vu les candidats : **François LEIZOUR** et **Félix LEYZOUR**

IMP. ANGER et Cie — GUINGAMP

Elections Législatives

du 19 MARS 1978

Scrutin de ballotage



François LEIZOUR

CANDIDAT D'UNION
DE TOUTE LA GAUCHE

François LEIZOUR
Maire de GUINGAMP
Conseiller général

Félix LEYZOUR
Vice-Président du Conseil Général
Conseiller Général
Candidat suppléant

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Au lendemain du premier tour, je veux remercier les 16.938 électrices et électeurs qui, en m'accordant leurs suffrages, m'ont désigné pour représenter toute la gauche et la conduire à la **victoire** au second tour.

Dans notre circonscription, la droite est en recul. La gauche y obtient une majorité renforcée. Que soient félicités tous ceux et toutes celles qui, par leur vote, ont contribué à cette avancée de la gauche.

Dimanche prochain il faut confirmer et renforcer cette majorité en battant la droite et en assurant l'élection du candidat d'union de toute la gauche.

Le sort de la majorité de gauche à l'Assemblée se joue dans toutes les circonscriptions. Il faut donc que nous gagnions ensemble, ici comme partout où la victoire est possible.

Pas une voix ne doit manquer au candidat d'union de toute la gauche.

Depuis le 12 Mars, en France un fait nouveau, d'une grande importance s'est produit : le 13, l'Union des Partis signataires du Programme Commun s'est réalisée, ouvrant la perspective d'une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

L'accord est donc signé. Il rappelle les grandes mesures sociales que devrait prendre un gouvernement d'Union de la Gauche. Il en précise les moyens économiques et financiers. Il réaffirme l'importance des droits démocratiques pour les travailleurs ainsi que la place accordée aux libertés individuelles et collectives.

Les partis s'engagent à gouverner ensemble dans un gouvernement dont la composition respectera la volonté du suffrage universel et dont l'activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs.

Enfin, le Parti Socialiste, le Parti Communiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour.

Cette union s'est prolongée aussitôt par un accord correspondant dans notre département. Cet accord départemental stipule :

Dans les Côtes-du-Nord, pour le second tour, il y aura dans chacune des 5 circonscriptions un candidat d'Union de la Gauche.

Maurice BRIAND se désiste à GUINGAMP en faveur de François LEIZOUR

Christiane NENNOT, à DINAN en faveur de Charles JOSSELIN ; Yvon RENAULT et Bernard MOTREFF à LOUDÉAC en faveur de Didier CHOUAT ; Jean LE LAGADEC à LANNION en faveur de Pierre JAGORET ; Yves DOLLO à SAINT-BRIEUC en faveur d'Edouard QUEMPER.

Les trois partis s'engagent à tout mettre en œuvre pour battre la droite en faisant élire les candidats d'union de toute la gauche.

Ils appellent tous les électeurs qui veulent le changement à se rassembler massivement pour assurer la victoire le 19 Mars.

Je me réjouis également que l'U.D.B. appelle tous ceux qui lors du premier tour lui ont fait confiance à reporter leurs voix sur mon nom ; je partage profondément sa conviction qu'avec la victoire de la gauche, sera mise en place pour la fin 1978, une assemblée régionale élue à la proportionnelle et au suffrage universel.

Dimanche prochain, il faut tout faire pour battre la droite au pouvoir depuis de longues années, responsable des gâchis, des injustices sociales, de l'affaiblissement de la France.

C'est un devoir pour tous ceux qui ont soutenu le Programme Commun de Gouvernement.

C'est aussi le devoir de tous ceux qui, démocrates de toutes tendances, ne partagent pas toutes les positions des trois grands partis de la gauche, mais qui ne veulent plus de la domination des puissances de l'argent, d'une Bretagne vouée à la mort lente, attachés comme nous à la défense du cadre de vie, à la lutte contre les pollutions et les nuisances.

C'est encore le devoir des Résistants, des patriotes, quelles que soient leurs convictions religieuses ou philosophiques, qui partagent en commun le souci de l'indépendance nationale.

C'est pour cette œuvre de véritable changement, de progrès et de justice sociale que je vous convie dimanche prochain à battre le représentant de la droite , Edouard OLLIVRO en votant pour

le candidat d'Union de toute la Gauche

François LEIZOUR

Maire de GUINGAMP
Conseiller Général

Le Parti Socialiste et ses candidats Maurice BRIAND et Raymond BOIZARD, le Mouvement des Radicaux de Gauche, appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 Mars à rassembler leurs suffrages le 19 sur François LEIZOUR, devenu le candidat d'Union de toute la Gauche.

/u les candidats

IMP. ANGER et Cie — GUINGAMP

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Pierre **JAGORET**

Ve CIRCONSCRIPTION

LANNION - PAIMPOL

Jean-Yves **SIMON**

Electrices, Electeurs,

Le changement, c'est possible

Jamais, sans doute, le choix n'a été aussi simple.

Jamais vous n'avez eu autant de chance de changer vraiment, si vous le voulez, les **conditions sociales et économiques** de ce pays, de cette circonscription, de votre famille.

Depuis 20 ans, la seule règle qui préside aux destinées du pays, c'est : LA RECHERCHE DU PLUS GRAND PROFIT.

A QUI PROFITE LE TRAVAIL DES TRAVAILLEURS ?

PAS A VOUS OUVRIERS ET EMPLOYÉS qui gagnez 1.750 F par mois quand d'autres encaissent 40 fois plus.

PAS A VOUS AGRICULTEURS qui devez vous endetter pour survivre, sans garantie pour votre avenir ou celui de vos enfants.

PAS A VOUS COMMERÇANTS ET ARTISANS à qui une fiscalité injuste, un régime de protection social inefficace ôtent toute chance de survie face à la concurrence du grand capital.

PAS A VOUS MARINS que l'imprévoyance du gouvernement prive d'emploi, alors que le maintien de vos droits est remis en cause.

PAS A VOUS PÊCHEURS dont les droits sont bafoués.

PAS A VOUS RETRAITÉS qui connaissez des fins de mois difficiles.

Tous, savez que la crise, dans le système politique et économique actuel, ne frappe pas les privilégiés (notamment pas mal de députés de l'actuelle majorité), mais qu'elle appauvrit tous les autres.

LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE AVANCÉE n'est ni la sécurité, ni la liberté
C'EST LA LOI DU PLUS FORT, C'EST LA LOI DU PLUS RICHE

OU EST LA LIBERTÉ ? quand la gratuité de l'école est un leurre, quand la santé coûte si cher aux malades, quand les revenus sont si maigres, **QUAND LA JUSTICE EST BAFOUÉE...**

OU EST LA SÉCURITÉ ? quand les personnes âgées et les veuves n'ont pas de retraite décente, quand les handicapés sont sans secours, quand les jeunes sont sans emploi, quand **PERSONNE N'EST A L'ABRI DU CHOMAGE...**

Le maintien de la seule règle du profit ne permettra jamais au **TRÉGOR-GOËLO** de sortir de la crise, de recevoir les emplois qui manquent à ses enfants.

Pour que chacun puisse vivre au pays,

Pour que chacun puisse vivre décemment

Choisissez ***LE SOCIALISME,***

Choisissez ***LE PROGRAMME COMMUN de GOUVERNEMENT***

CAR LA VRAIE SÉCURITÉ C'EST LE SOCIALISME

Le Programme Commun garantit le développement des petites et moyennes entreprises, des exploitations agricoles.

Le Programme Commun met l'économie au service de tous les travailleurs et de toutes les régions.

CAR LA VRAIE LIBERTÉ C'EST LE SOCIALISME

La régionalisation, la revitalisation des communes, la démocratie dans l'entreprise ; l'autogestion, l'information et la formation de tous garantiront les moyens de votre responsabilité.

Ne vous laissez pas abuser une fois de plus par les épouvantails que la droite agite sous vos yeux chaque fois qu'elle est menacée.

Puisque le 12 mars l'occasion vous est donnée de vous prononcer sur un choix de société, n'hésitez plus !

— pour vivre mieux,
— pour vivre au pays,
— pour changer votre vie,

VOTEZ UTILE

FAITES CONFIANCE AU CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE

Votez Pierre JAGORET

49 ans
Maire de Lannion
Conseiller régional
Vice-président du Conseil Général

Suppléant :

Jean-Yves SIMON

36 ans
Pharmacien
Maire-adjoint de Pleubian
Conseiller général du canton de Lézardrieux

Vu : **Les candidats**

impram lannion

ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin de Ballottage du 19 Mars 1978

Ve CIRCONSCRIPTION LANNION - PAIMPOL

Pierre JAGORET

Électrices, Électeurs,

AVEC VOUS DIMANCHE TOUT EST POSSIBLE !

En portant, nombreux, vos voix sur les candidats de la Gauche, VOUS AVEZ VOTÉ POUR LE CHANGEMENT, et nous vous remercions de nous avoir fait confiance.

Dans votre majorité, vous ne voulez plus de la politique d'injustice sociale et des échecs économiques de la droite qui gouverne notre pays depuis 20 ans.

NON ! vous ne voulez plus d'une politique qui fabrique des chômeurs.

Vous ne supportez plus la vie chère et la dégradation de votre pouvoir d'achat.

Jean-Yves SIMON

Vous ne voulez plus des salaires de misère.

Vous n'acceptez pas que la France détienne le record des inégalités parmi les pays développés.

Vous ne voulez plus être tenus à l'écart des décisions qui vous concernent.

Vous n'acceptez pas la liquidation de l'artisanat, la fermeture des petites entreprises, la disparition des exploitations familiales agricoles.

Vous n'acceptez plus les atteintes de plus en plus nombreuses à votre cadre de vie, et le saccage des milieux naturels.

Vous n'acceptez pas que la vieillesse soit synonyme d'isolement et de misère.

Vous n'acceptez pas que les femmes, premières victimes de la société capitaliste, soient toujours sous payées, vouées aux tâches répétitives, condamnées à des emplois précaires.

Vous n'acceptez pas la disparition progressive de votre flottille de pêche au profit des grosses unités capitalistes internationales.

Vous n'acceptez pas la diminution du tonnage national de la flotte marchande, la multiplication des bâtiments sous pavillons de complaisance.

OUI ! vous voulez que ça change vraiment.

Vous voulez une autre politique qui réalise une véritable décentralisation et vous rende le droit à la parole.

Vous voulez une autre politique qui réduise les inégalités et développe les libertés.

Vous voulez une autre politique qui vous donne enfin le temps de vivre.

VOUS VOULEZ VIVRE AU PAYS, EN BRETAGNE.

Vous voulez le droit au travail pour tous.

Vous voulez que soient données à nos anciens des conditions de vie heureuses et amplement méritées.

Vous voulez que la dignité de la femme soit reconnue au travail mais aussi au foyer.

Vous voulez sauvegarder et promouvoir les valeurs culturelles bretonnes.

Seule l'application du programme commun de gouvernement de la gauche peut rendre cette politique possible.

Le Parti Communiste et son candidat Jean LE LAGADEC appellent toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19, sur Pierre JAGORET, DEVENU CANDIDAT DE L'UNION DE TOUTE LA GAUCHE.

L'accord politique de Gouvernement conclu le 13 mars, entre les partis de l'Union de la Gauche, crée les conditions du changement et d'une victoire du peuple français sur la droite.

Daniel GIRAUDON et Roger PERROT, candidats de l'Union Démocratique Bretonne, demandent aux électeurs qui se sont rassemblés sur leur nom, à apporter leurs voix à Pierre JAGORET, ARDENT DÉFENSEUR DU POUVOIR RÉGIONAL ET DE L'IDENTITÉ BRETONNE.

Apportez vos suffrages au candidat de la gauche unie

Votez Pierre JAGORET

49 ans
Maire de Lannion
Conseiller régional
Vice-président du Conseil Général

Suppléant :

Jean-Yves SIMON

36 ans
Pharmacien
Maire-adjoint de Pleubian
Conseiller général du canton de Lézardrieux

Vu : **Les candidats**

impram lannion

CREUSE

Première circonscription :

Cantons de : Ahun, Auzances, Bellegarde-en-Marche, Boussac, Chambon-sur-Voueize, Châtelus-Malvaleix, Chénérailles, La Courtine, Crocq, Evaux-les-Bains, Guéret, Jarnages.

M. Jean-Claude PASTY élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Aubusson, Bénévent-l'Abbaye, Bonnat, Bourganeuf, Dun-le-Palestel, Felletin, Gentioux, Le Grand-Bourg, Pontarion, Royère, Saint-Sulpice-les-Champs, Saint-Vaury, La Souterraine.

M. André CHANDERNAGOR élu au 2e tour.

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

J.-C. PASTY

CREUSOISES, CREUSOIS, *mes Compatriotes,*

C'est un des vôtres, fils d'agriculteurs, connaissant bien vos problèmes qui s'adresse à vous, à la veille d'un scrutin décisif qui fixera le destin de la France et de la Creuse, pour vous faire connaître comment il entend agir pour notre pays, si vous voulez bien lui accorder votre confiance.

X. LANSADE

Mars 1978 : Un choix de société

En Mars 1978, vous aurez à choisir entre deux formes de société, qui sont incompatibles, puisque l'une repose sur les libertés, l'esprit d'initiative, le dynamisme des individus et des groupes, alors que l'autre ne peut être fondée durablement que sur l'intolérance, la contrainte et la servitude.

Les Françaises et les Français sont acculés à ce choix depuis qu'en 1972 socialistes et communistes ont signé le programme commun de Gouvernement. **Derrière un paravent de promesses illusoires, ces partis n'ont en réalité d'autre objectif que de mettre en place un type de société qui établira définitivement la domination de l'Etat sur les individus, les familles, les syndicats et les organisations professionnelles.**

Ne cédons pas au mirage de la facilité

Tout le monde ne peut qu'être d'accord sur la nécessité d'augmenter les bas salaires, d'instaurer une plus grande justice sociale en faveur des familles, des handicapés et des personnes âgées, d'améliorer les conditions de travail, notamment en en réduisant la durée et la pénibilité, et c'est ce que les Gouvernements de la Ve République se sont résolument attachés à réaliser depuis vingt ans.

Mais pour atteindre ces objectifs généreux, **il est nécessaire de rétablir dans le pays un climat de confiance et de cohésion sociale, d'encourager les initiatives et les efforts productifs,** car ce n'est de toute évidence qu'en produisant davantage de richesses que l'on pourra surmonter les difficultés nées d'une crise internationale sans précédent et accroître le niveau de vie de l'ensemble des Français et notamment des catégories les plus défavorisées.

Prétendre que l'on peut tout apporter sans contre partie, sans effort national, sans sacrifice, alors que nous sommes engagés dans une guerre monétaire, économique et commerciale, relève d'une escroquerie politique qu'il est de mon devoir de dénoncer.

Priorité à l'emploi

La priorité doit être donnée au problème de l'emploi, car il n'est pas admissible que la jeunesse de ce pays, qui porte nos espoirs soit condamnée malgré elle à l'oisiveté.

Encore faut-il que ces jeunes gens et ces jeunes filles soient orientés vers des tâches socialement utiles et non vers des voies sans issue. On ne peut qu'être inquiet des propositions socialistes visant à prolonger jusqu'à 18 ans la scolarité obligatoire, ce qui revient à condamner l'apprentissage et toute possibilité d'embauche des jeunes avant leur départ pour le service national et donc à accroître le nombre des chômeurs. **Le cumul d'une retraite et d'une activité professionnelle doit être réglementé.**

Le seul moyen efficace de lutter contre la crise est de nous fixer un objectif de croissance, permettant le plein emploi de tous.

Des droits égaux pour tous

La croissance retrouvée de notre économie permettra seule de parfaire l'œuvre de solidarité qui a fortement marquée ces vingt dernières années.

— Une attention prioritaire devra être apportée au problème de la famille, afin d'assurer à notre pays une expansion démographique régulière.

— Les droits de la mère de famille doivent être reconnus et la femme qui se consacre totalement à l'éducation de ses enfants **doit bénéficier d'une couverture sociale propre et notamment d'un droit à la retraite,** comme si elle exerçait une activité professionnelle.

— L'harmonisation des prestations sociales entre salariés, agriculteurs, commerçants, artisans et membres des professions libérales, déjà engagée devra être menée à son terme.

— Les femmes d'agriculteurs, de commerçants, d'artisans et de travailleurs indépendants devront pouvoir bénéficier, si elles le désirent **d'un statut professionnel correspondant à leur participation effective dans la gestion de l'entreprise familiale.**

Rendre leur liberté aux entreprises

La liberté d'entreprendre devra être stimulée par des mesures visant à humaniser les rapports entre les citoyens et les administrations. A cet effet, **les agents de l'Etat et des services publics doivent recevoir plus de responsabilités** leur permettant d'apprécier avec équité tous les cas individuels, qu'une réglementation tatillonne ne peut pas prévoir par avance, notamment en matière fiscale.

Il faut réconcilier les Français avec leur administration en rendant celle-ci plus proche d'eux et leur donner la possibilité d'exercer un recours lorsqu'ils ont le sentiment d'être victimes d'une injustice.

Afin de stimuler le développement des petites et moyennes entreprises, les réglementations qui leur sont applicables doivent être simplifiées et **les charges fiscales et sociales qui pèsent sur elles, notamment dans les régions à faible densité, comme la Creuse, doivent être allégées.**

L'Agriculture doit être encouragée, car elle représente " le pétrole " de la France

— Dans le secteur agricole, **l'installation d'un maximum de jeunes agriculteurs doit être favorisée** par l'actualisation du montant de la dotation d'installation, par l'encouragement à la constitution de groupements fonciers agricoles et de groupements agricoles d'exploitation en commun entre père et fils, ainsi que par l'accès aux prêts spéciaux du Crédit Agricole.

— Les productions creusoises et notamment les produits de l'élevage et de la forêt doivent faire l'objet d'une meilleure valorisation sur place, permettant de **créer des emplois nouveaux dans les industries de transformation liées à l'agriculture.**

— Le Gouvernement devra s'attacher à défendre l'organisation des marchés agricoles au niveau européen et proposera d'en améliorer les mécanismes lorsque ceux-ci n'assurent qu'une protection encore insuffisante du revenu agricole.

— Il ne saurait être question notamment que soit remise en cause l'intervention permanente sur le marché de la viande bovine, obtenue par Jacques CHIRAC lorsqu'il était Ministre de l'Agriculture et la protection du marché de la viande ovine contre les importations abusives.

— Les races à viande doivent être encouragées par **l'octroi au niveau communautaire d'une prime à la vache allaitante et par l'institution d'une marque collective d'origine** permettant une meilleure valorisation des produits de qualité.

OUI à l'exploitation familiale

L'exploitation agricole familiale à responsabilité personnelle doit rester la structure de base de notre agriculture, car elle est celle **qui assure à la fois le meilleur épanouissement des individus et offre la meilleure garantie d'efficacité au consommateur.**

NON aux offices fonciers et à la mainmise de l'Etat sur l'Agriculture

Les agriculteurs ne veulent pas être des assistés, mais pouvoir vivre du produit de leur travail. Ils ne souhaitent pas davantage être soumis à la tutelle d'offices fonciers cantonaux qui, de façon bureaucratique interviendraient non seulement dans les cessions de terres mais également dans les locations, voire dans les successions, partages et donations (avant projet de loi socialiste sur la terre), ni à celle d'offices régionaux par produits qui leur imposeraient de façon autoritaire les productions qu'ils doivent faire.

Pour la participation des salariés à la vie de l'entreprise

Dans les entreprises une politique de formation et de promotion devra **permettre aux salariés d'être associés à la gestion** afin de compléter les mesures déjà intervenues sous la Vᵉ République, en matière de participation des salariés aux fruits de l'expansion et à l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises.

Un plan de développement " pour que vive la Creuse "

Ce n'est que dans un climat général de liberté, de développement des responsabilités et de participation de chacun au grand dessein du renouveau de la France, que la Creuse, qui connaît actuellement une grave crise de dépopulation pourra rétablir sa situation et **permettre à tous ses enfants qui le désirent de rester travailler au pays.** Pour cela il faut mettre en place, rapidement et avec vigueur, un plan de développement portant sur trois priorités :

— **l'achèvement du désenclavement de la Creuse** (routes, liaisons ferroviaires, téléphone) ;

— **la création d'emplois** par le développement des activités agricoles, industrielles, artisanales, commerciales ou de service en s'appuyant notamment sur les entreprises existantes et qui sont les plus aptes à se développer ;

— **l'amélioration du cadre de vie** ; équipements collectifs (adduction d'eau, électrification, voirie), logements en qualité et en nombre suffisant, pour les jeunes, les familles, les personnes âgées, équipements sportifs et culturels.

Un combat politique pour la Creuse

Je n'ai d'autre ambition que d'agir afin que vive la Creuse, en continuant l'œuvre entreprise par Olivier de PIERREBOURG qui avait su si bien traduire vos aspirations, sa disparition ayant laissé un grand vide dans le département.

Fort de votre confiance, je serai votre médiateur auprès de toutes les autorités responsables, au niveau régional, national ou européen afin que la Creuse sorte de l'ombre où elle est aujourd'hui plongée.

La Creuse dispose de nombreux atouts : sa relative proximité de Paris et des grandes métropoles régionales de Limoges et Clermont-Ferrand, la compétence de ses agriculteurs, de ses industriels, de ses commerçants et de ses artisans. Tous ces points de lumière peuvent et doivent être mis en valeur **à condition que les Creusois reprennent confiance en leur avenir, qu'ils forment des projets et que grâce à ces projets, la Creuse soit mieux connue à l'extérieur.**

L'œuvre à accomplir est immense, mais nous pourrons y parvenir tous ensemble si nous le voulons.

Pour que VIVE la Creuse, votez le 12 Mars prochain pour :

JEAN-CLAUDE PASTY

Directeur des Affaires Sociales au Ministère de l'Agriculture

Rassemblement Pour la République

SUPPLÉANT : XAVIER LANSADE *Commerçant Conseiller Municipal de GUÉRET*

CANDIDATS POUR L'UNION DE LA MAJORITÉ

GUÉRET — IMPRIMERIE LECANTE

Vu les Candidats,

J.-C. PASTY

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin de Ballottage du 19 Mars 1978

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

CREUSOISES, CREUSOIS,

X. LANSADE

15.957 d'entre vous m'ont manifesté leur confiance dès le premier tour, me plaçant ainsi largement en tête de tous les candidats et ceci dans la **TOTALITE** *des cantons de la circonscription ; je vous en remercie de tout cœur.*

Grâce au soutien massif de ceux qui m'ont déjà exprimé leur confiance et de tous ceux qui ne manqueront pas de les rejoindre dimanche prochain, il sera enfin possible de donner à cette circonscription un véritable député, apte à prendre en charge son avenir, ce qui n'a pas été le cas depuis 1973.

Comment, en effet, un député qui a attendu les six derniers mois de son mandat pour visiter les communes de sa circonscription, pourrait-il être à l'écoute des besoins et des aspirations de ses concitoyens ?

Comment, en effet, considérer comme un compte rendu de mandat valable, de simples discours prononcés à la tribune de l'Assemblée, ou à la clôture de banquets ?

Alors qu'Olivier de PIERREBOURG avait défendu des projets locaux et obtenu notamment la prise en charge par l'Etat d'établissements d'enseignement, la décentralisation d'activités créatrices d'emploi, et soutenu de nombreux projets intéressant les communes, le député sortant n'a attaché son nom à aucune réalisation.

D'ailleurs en 1978, comme en 1973, sa profession de foi ne comporte aucune allusion aux problèmes creusois et ne propose aucun projet.

Mon concurrent dissimule sa propre carence derrière le programme socialiste qui, par un coup de baguette magique, serait seul susceptible de régler à la fois les problèmes creusois et nationaux.

Or, une lecture attentive de ce programme révèle qu'il s'agit d'un catalogue de promesses ambiguës et illusoires dans la mesure où les moyens permettant d'atteindre les objectifs ne sont pas clairement précisés.

Par ailleurs, les chiffres avancés par le Parti Socialiste sont incohérents et sont dénoncés à la fois par les formations de la Majorité et par le Parti Communiste.

Alors que la très grande majorité des Français reste attachée à la propriété individuelle et familiale (logement, exploitation agricole, etc...), les théoriciens du Parti Socialiste proposent la collectivisation des terres, par des offices fonciers et une lourde imposition de celles-ci afin de contraindre leurs détenteurs à les vendre à ces offices.

Sur des questions essentielles pour la Nation comme les problèmes de défense, l'avenir énergétique de notre pays et l'indépendance nationale, le Parti Socialiste n'a aucune position claire.

Vous ne pouvez donner vos voix au représentant d'un parti qui au niveau local comme au niveau national est incapable de prendre un engagement clair.

POUR NE PAS ETRE TROMPES, NE VOUS TROMPEZ PAS SUR LE CHOIX QUE VOUS AUREZ A FAIRE LE 19 MARS,

Votez efficace

Ne vous abstenez pas

POUR L'AVENIR DE LA CREUSE, POUR L'AVENIR DE LA FRANCE ASSUREZ DIMANCHE PROCHAIN LA VICTOIRE D'UNE EQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE.

EN VOTANT POUR :

Jean-Claude PASTY

Directeur des Affaires Sociales au Ministère de l'Agriculture

Rassemblement Pour la République

SUPPLÉANT : **Xavier LANSADE** *Commerçant Conseiller Municipal de GUÉRET*

CANDIDATS D'UNION DE LA MAJORITÉ

GUÉRET — IMPRIMERIE LECANTE

Vu les Candidats

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de la Creuse — **Deuxième circonscription AUBUSSON**

ELECTIONS LÉGISLATIVES

DU 12 MARS 1978

Electrices, Electeurs,

Cinq fois, vous m'avez accordé votre confiance, et je me suis efforcé, par l'assiduité de mon travail, de m'en montrer digne.

Député, président du Conseil Régional, président du Conseil Général, j'assume de lourdes responsabilités. Elles convergent toutes vers **un objectif essentiel : servir, au meilleur niveau d'efficacité, l'intérêt de la Creuse et des Creusois.**

Des candidats-miracle, parachutés l'espace d'un scrutin, font miroiter monts et merveilles. D'autres proposent « un plan pour la Creuse »...

En vérité, il y a plusieurs années qu'à mon initiative, le Conseil Général a fixé nos objectifs prioritaires : **désenclaver le département, l'équiper, valoriser ses ressources, le faire mieux connaître et apprécier, l'animer.** L'essentiel de mon activité vise à les atteindre.

Voici quelques réalisations achevées ou en cours :

— **20 milliards d'anciens francs (Etat, Département, Région) ont été consacrés à nos principaux axes routiers** et leur amélioration est spectaculaire; **la desserte ferroviaire Paris-La Souterraine** a été considérablement améliorée; l'acquisition des terrains du **futur aérodrome de Lépaud** est en cours.

— **Le Centre de Formation Professionnelle pour Adultes** ouvre ces jours-ci.

— **Un Centre Expérimental de l'Eau,** premier établissement d'enseignement supérieur en Creuse, sera prochainement construit à LA SOUTERRAINE.

— **Une Ecole départementale de Musique** a été créée.

— **Le futur Centre Culturel et Artistique d'Aubusson** est à l'étude.

— Notre **accueil touristique** s'améliore (fléchage des circuits, aire d'accueil de Nouhant, aide aux Gîtes ruraux et à la petite hôtellerie).

— Des **efforts de relations publiques** importants sont accomplis par le **Comité Creuse Expansion - Tourisme,** pour faire mieux connaître la Creuse et la présenter à des investisseurs ou clients éventuels.

Tout cela représente, compte tenu de la modicité de nos ressources, un effort sans précédent de notre département. Effort indispensable — car sans infrastructures modernes, il n'est pas de développement possible — mais dont nous savons bien qu'il ne peut suffire à lui seul à enrayer le dépérissement dont nous souffrons.

Nous butons, à cet égard, sur deux obstacles essentiels : la crise et l'**inefficacité de la politique actuelle d'aménagement du territoire.**

Chaque création d'emploi dans la capitale ou sa banlieue coûte deux à trois fois plus cher qu'en province. Néanmoins, l'écart s'accroît entre régions riches et régions pauvres, au point que la Délégation Nationale à l'Aménagement du Territoire redoute que les deux tiers de la population soient concentrés sur un quart du territoire en l'an 2000, le reste (dont nous sommes) se trouvant ainsi voué au désert.

Il faut résolument renverser cette tendance. Le combat pour la survie de la Creuse est, à cet égard, étroitement dépendant du résultat des élections législatives.

***

Le bilan catastrophique de la Droite

Sous les deux gouvernements CHIRAC et BARRE, **les prix ont augmenté de 63 %, le chômage de 185 %, le déficit extérieur de 37 milliards, le déficit budgétaire de plus de 65 milliards, l'endettement extérieur de la France de plus de 100 milliards. Le Franc ne cesse de se dévaluer. Le nombre des faillites s'accroît.**

Les réformes promises (réduction des inégalités, réforme de la fiscalité, des Collectivités locales, de l'aménagement du territoire, de l'entreprise, des circuits de distribution, etc...) sont constamment remises. On en parle à la télévision; on constitue un groupe de travail, on désigne un rapporteur... et puis, plus rien !

Les tares dont souffre notre Société s'aggravent : inégalités **de ressources** (de 1 à 105 après impôts), **de fortunes** (4,5 % des ménages possèdent 50 % du patrimoine), injustice **fiscale** (en 15 ans, l'impôt sur les sociétés a progressé deux fois moins vite que l'impôt sur les revenus), injustice **sociale** (les différences sont sensibles d'un régime d'assurance maladie à l'autre et considérables entre les retraites), inégalités **entre les régions.**

Pour sortir de la crise, du chômage, de l'injustice, que propose la Droite ? rien d'autre que ce qu'elle a déjà fait, dont l'échec est évident.

Aussi, malgré la propagande d'une télévision très orientée, malgré le chantage à la peur du lendemain, vous êtes sans cesse plus nombreux à constater la nocivité de la politique actuelle, l'usure des équipes au pouvoir et l'impérieuse nécessité de changements profonds.

Les propositions socialistes

En voici l'essentiel :

1° **Créer des emplois** publics et privés notamment **en abaissant l'âge du droit à la retraite** (60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes), **en relançant la consommation populaire par une série de mesures améliorant le sort des plus défavorisés** (SMIC à 2 400 F, relèvement des allocations familiales de 50 % en un an, relèvement à 1 300 F par mois du minimum vieillesse et de l'allocation aux handicapés adultes).

2° **Rendre à la Nation la maîtrise de sa politique industrielle,** par la nationalisation du crédit et des neuf grands groupes, une planification démocratiquement élaborée, une aide subtantielle aux P.M.E., (notamment, réforme de l'assiette des cotisations sociales pour soulager les industries de main d'œuvre, l'artisanat et le petit commerce).

3° **Réformer la fiscalité :** impôt sur les fortunes de plus de 200 millions d'anciens francs et sur l'actif net des sociétés.

4° **Réformer la Sécurité Sociale :** remboursement effectif à 80 % et 100 % des dépenses de maladie. Harmonisation puis unification des divers régimes.

5° **Démocratiser l'économie,** en accroissant les droits des travailleurs dans les entreprises.

6° **Assurer aux agriculteurs la sécurité du lendemain** en organisant **un véritable office de la viande et du lait,** des **prix garantis et indexés,** en exigeant de l'Europe verte une nouvelle hiérarchie des prix conforme à la réalité des besoins, en garantissant un revenu minimum aux agriculteurs des régions déshéritées.

7° **Aménager réellement le territoire** par une action volontaire de développement des régions déprimées du Centre et de l'Ouest; par la fixation de critères d'implantation industrielle aux grandes entreprises; par la mise à la charge des entreprises des coûts sociaux considérables qu'entraîne, pour la collectivité, leur concentration dans les régions à forte population.

8° **Décentraliser l'Etat** en conférant aux communes, départements, régions, une réelle autonomie de gestion et les moyens de l'exercer : désignation démocratique de leur exécutif; remboursement de la T.V.A.; augmentation de 19 à 30 % de leur part dans les ressources fiscales de la Nation.

Les Collectivités locales doivent devenir un des échelons indispensables de l'**autogestion** que les Socialistes entendent développer.

***

Le changement est possible

Seule, la Gauche est en mesure de l'apporter.

Qui oserait faire manquer cette chance, prolonger l'angoisse des jeunes sans emploi, des familles dans la gêne, des vieillards démunis ?

A vous tous, Electrices et Electeurs de notre pays, le Parti Socialiste s'adresse solennellement. Il vous dit :

— Le Programme Commun de la Gauche existe. Il n'a pas encore été appliqué : appliquons-le : tout le Programme Commun, rien que le Programme Commun, ainsi qu'il avait été convenu en 1972. Un parti responsable ne promet que ce qu'il peut tenir.

— Pour le second tour, discipline républicaine : le désistement sans condition pour le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour.

Le Parti Socialiste n'a, pour sa part, jamais mis de conditions à l'application de cette règle, même lorsque il n'était pas le parti le plus important de la Gauche.

Comment un parti de Gauche pourrait-il jouer le sort des travailleurs sur 1 ou 2 % de voix en plus ou en moins pour lui-même ?

— Après la victoire, Gouvernement d'union de toute la Gauche.

Le Parti Socialiste est prêt, quant à lui, à assumer ses responsabilités. Il a fait la preuve de sa capacité à gouverner : personne n'a oublié qu'en 1936, le Gouvernement **Léon BLUM** a, en quelques semaines, réalisé des réformes sociales considérables.

Tout se jouera le 12 mars. Si, comme il est dès maintenant permis de le penser, le succès du Parti Socialiste est éclatant au premier tour, alors le mouvement sera irrésistible. Alors, la Gauche gagnera le deuxième tour. Alors, enfin, le changement sera possible!

Ce n'est pas « au coup suivant », dans cinq ans ou plus tard, c'est maintenant qu'il doit se réaliser. Cela dépend de vous.

Remplaçant éventuel :

Docteur William CHERVY

Médecin

Conseiller général

Adjoint au Maire de Saint-Vaury

André CHANDERNAGOR

Député sortant

Président du Conseil Général de la Creuse

Président du Conseil Régional du Limousin

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE

LES PRESSES DU MASSIF CENTRAL, GUÉRET

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION — AUBUSSON

ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin de ballottage du 19 Mars 1978

Electrices, Electeurs,

Merci de tout cœur aux 14 894 d'entre vous qui, au premier tour, m'ont accordé leur confiance, me plaçant en tête des candidats de la Gauche.

Le total des voix obtenues par ces candidats au premier tour, dans notre circonscription, est voisin de 30 000. Ce chiffre, comparé aux 16 537 voix du candidat unique de la droite, nous dicte notre devoir : **pas une voix ne doit être perdue pour la gauche ; tout doit être fait, et partout, pour battre la droite.**

Conformément à la déclaration des trois partis signataires du Programme commun, **je deviens, au second tour,** du fait du désistement en ma faveur de Raymond LABROUSSE, **le candidat d'Union de toute la Gauche.**

En cette qualité, j'adresse un pressant appel à toutes les électrices et à tous les électeurs de gauche, ainsi qu'à tous les républicains et à tous les démocrates désireux d'un profond changement de politique que seule la Gauche est en mesure d'offrir.

La victoire est à notre portée, non seulement dans cette circonscription, mais dans l'ensemble du pays.

Vive la Creuse ! Vive la République !

André CHANDERNAGOR

Candidat d'Union de toute la Gauche

Suppléant éventuel : **Docteur William CHERVY**

Le Parti communiste et son candidat Raymond LABROUSSE appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur André CHANDERNAGOR, devenu le candidat d'Union de toute la Gauche.

Au nom du Mouvement des Radicaux de Gauche, Jean-Paul BRANA, secrétaire départemental des Radicaux de Gauche, invite tous les Radicaux et les Républicains à porter leurs suffrages le 19 mars sur André CHANDERNAGOR, candidat d'Union de toute la Gauche.

Déclaration des trois partis signataires du Programme commun

Pour la première fois depuis plus de trente ans, les Françaises et les Français viennent d'apporter en majorité leurs suffrages à la gauche. C'est le fait dominant du premier tour des élections législatives. Il traduit la volonté de changement du pays, l'espoir d'une politique nouvelle qui en finisse avec la crise, les difficultés de vivre, les injustices et les abandons qui caractérisent la politique de la droite. Cette réalité, malgré les énormes moyens de propagande utilisés par les Partis au pouvoir et les manipulations des statistiques officielles, ne peut être dissimulée. Elle ouvre la perspective d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, dimanche prochain, afin d'assurer l'avènement d'un gouvernement d'union de la gauche et d'une politique de progrès et de justice sociale, de décentralisation, de liberté, de coopération dans l'indépendance, de paix.

Les partis de gauche affirment solennellement leur volonté de tout mettre en œuvre pour aboutir à la constitution d'une majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun de la gauche.

Dans cet esprit, dès lors que le pays leur aura accordé sa confiance, ils s'engageront à poursuivre, à partir de l'acquis que représentent le programme commun de 1972 et les dispositions déjà adoptées dans le cadre des travaux conduits en 1977, la négociation visant à mettre au point le programme qui deviendra le contrat de législature que le gouvernement d'union de la gauche sera chargé d'appliquer.

La première tâche du nouveau gouvernement sera de répondre à l'attente légitime des travailleurs et des familles en adoptant les importantes mesures sociales qui apporteront à ceux-ci l'amélioration indispensable des conditions et du cadre de leur existence.

Dès les premiers jours de son installation, il décidera la fixation du S.M.I.C. à 2 400 F pour 40 heures de travail hebdomadaires ; le relèvement des allocations familiales — avec versement dès le premier enfant — de 50 % d'ici au 1er janvier 1979, et d'au moins la moitié de ce montant dès le mois d'avril ; la fixation à 1 300 F du minimum vieillesse et de l'allocation pour handicapés adultes ; une revalorisation de 15 % en moyenne des retraites et pensions ; la fixation des allocations minimales de chômage à deux tiers du S.M.I.C. quand le chômeur est le seul salarié de la famille, et à 50 % dans les autres cas, y compris pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Ces mesures seront assorties, en fonction des besoins, d'un allègement des charges pour les petites entreprises, du commerce, de l'artisanat et, d'une manière générale, des industries de main-d'œuvre.

Dans le même temps, le gouvernement prendra les dispositions pour que s'engage une négociation avec les organisations syndicales et professionnelles sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la hiérarchie. Dans cette négociation, il préconisera : une hausse différenciée du pouvoir d'achat des salaires ; le retour rapide aux 40 heures en 5 jours ; l'amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ; la suppression des discriminations qui frappent les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés ; la création de 500 000 emplois nouveaux, dont 210 000 dans le secteur public la première année, ainsi que toutes autres mesures visant à faire reculer le chômage.

Une négociation sera engagée avec les organisations agricoles en vue d'assurer la garantie et l'amélioration des revenus des exploitants agricoles familiaux grâce à la fixation de prix à la production tenant compte de l'évolution des charges d'exploitation, à l'organisation des marchés, à la lutte contre la spéculation foncière, et à la discussion avec nos partenaires d'une nouvelle politique agricole commune.

Le gouvernement soumettra au Parlement dès sa première session des projets de lois et dispositions budgétaires concernant : l'abaissement de l'âge ouvrant droit à une retraite avec pension complète à 60 ans en règle générale et à 55 ans pour les femmes et les travailleurs occupants un emploi pénible ; la cinquième semaine de congés payés ; l'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale ; l'action en faveur de la santé ; l'action en faveur du logement social ; une politique équitable de loyers et des charges locatives ; la démocratisation de l'enseignement et le développement de la formation permanente ; des équipements pour l'enfance ; une juste indemnisation pour les rapatriés.

Des initiatives seront prises et des moyens dégagés afin de donner l'impulsion à une politique hardie de lutte pour la protection du cadre de vie, contre la pollution et les nuisances.

La réalisation et la poursuite efficace de cet indispensable effort social exigent que soient appliquées les réformes qui en fourniront les moyens économiques, financiers et politiques indispensables. Il s'agit notamment des nationalisations du secteur bancaire et financier et des groupes industriels qui seront soumises au Parlement dès sa première session ; de l'indexation de l'épargne ; de la réforme de la fiscalité comportant en particulier la création d'un impôt sur les grandes fortunes et d'un impôt sur le capital des sociétés ; de l'élaboration d'un plan démocratique de développement ; de la mise en route de politiques nouvelles en matière industrielle, agricole, maritime, d'aménagement du territoire et d'échanges extérieurs.

L'extension des droits démocratiques des travailleurs et de leurs organisations, les mesures pour l'égalité des femmes dans tous les domaines et favorisant l'évolution des mentalités, la décentralisation des pouvoirs notamment par l'élection d'assemblées régionales au suffrage universel à la proportionnelle et la suppression des tutelles sur les communes, feront l'objet de mesures rapidement engagées. Les trois partis attachent une importance particulière à la garantie et à l'extension des libertés individuelles et collectives.

Les problèmes des D.O.M.-T.O.M. seront réglés avec les populations concernées sur la base du droit à l'autodétermination.

Le gouvernement prendra toutes les initiatives appropriées en vue de garantir l'indépendance du pays, d'assurer le développement de la coopération de la France dans le Marché commun ainsi qu'avec tous les pays qui le souhaitent, de progresser dans la voie du désarmement général.

Pour appliquer cette grande politique nouvelle, les partis de gauche s'engagent à gouverner ensemble en prenant leur place dans un gouvernement d'Union de la gauche dont la composition respectera la volonté du suffrage universel et dont l'activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité.

Le Parti socialiste, le Parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour. Ce désistement nominatif figurera sur la circulaire et sera diffusé par voie d'affiche. Les candidats se désistant participeront aux réunions publiques organisées en vue d'assurer le succès des candidats d'Union de la gauche. Les trois partis demandent à leurs organisations départementales de se rencontrer en vue d'assurer l'application de toutes ces dispositions dans le meilleur esprit de loyale coopération.

Les trois partis appellent leurs candidats et leurs militants à se mobiliser pour rassembler dans le même combat toutes celles et tous ceux qui aspirent à un véritable changement. Pas une voix ne doit être perdue pour la gauche. Tout doit être fait et partout pour battre la droite.

Les Presses du Massif Central — Guéret

DORDOGNE

Première circonscription :

Cantons de : Montpon-sur-l'Isle, Mussidan, Neuvic, Périgueux, Saint-Astier, Saint-Pierre-de-Chignac. — **M. Yves GUÉNA** — élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Beaumont, Bergerac, Cadouin, Eymet, Issigeac, Laforce, Lalinde, Monpazier, Sigoulès, Vélines, Villamblard, Villefranche-de-Lonchat. — **M. Michel MANET** — élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Brantôme, Bussière-Badil, Champagnac-de-Belair, Excideuil, Jumilhac-le-Grand, Lanouaille, Mareuil, Montagrier, Nontron, Ribérac, Saint-Aulaye, Saint-Pardoux-la-Rivière, Thiviers, Verteillac. — **M. Alain BONNET** — élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Belvès, Le Bugue, Carlux, Domme, Hautefort, Montignac, Saint-Alvère, Saint-Cyprien, Salignac, Sarlat, Savignac-les-Eglises, Terrasson, Thenon, Vergt, Villefranche-du-Périgord. — **M. Lucien DUTARD** — élu au 2e tour.

Déclaration des trois partis signataires du Programme commun

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE
UNION DE LA MAJORITÉ

ELECTRICES, ELECTEURS,

Toute élection législative implique un choix, un choix réfléchi car toute élection législative a pour enjeu un changement possible de la majorité et donc de l'orientation du gouvernement.

Cette élection de mars 1978 va plus loin. De l'aveu même de nos concurrents, elle ouvrirait la porte à un changement de société, à un véritable bouleversement, peut-être sans esprit de retour.

L'élection du 12 Mars, c'est d'abord un choix politique

D'UN COTÉ, vous êtes l'objet de folles promesses ; on vous annonce la revalorisation massive, immédiate et globale des salaires, des retraites, des allocations... Mais on se garde bien de vous en dévoiler les conséquences. Elles sont pourtant inscrites dans les faits. Ce seraient :

- — **Le désordre économique** avec des hausses vertigineuses de prix qui réduiraient bien vite à néant les avantages accordés.
- — **Le désordre politique** : comment pourraient gouverner ensemble des partis qui s'invectivent, qui remettent en cause un programme « commun » dont ils faisaient hier leur guide, qui ne s'accordent ni sur le coût réel des mesures proposées, ni sur la façon de couvrir les dépenses qu'elles entraîneraient ? Comment pourraient cohabiter un Président de la République élu pour une certaine politique et un gouvernement appliquant une toute autre politique ? La France irait vers un affrontement des pouvoirs et une grave crise institutionnelle ; notre pays n'en a guère besoin.
- — **Les atteintes aux libertés** : nous disons **non aux offices fonciers,** première étape de la collectivisation des terres; nous disons **non à la suppression de la liberté de l'enseignement;** nous disons **non aux nationalisations massives** et anarchiques. Nous mettons aussi en garde les Français contre la présence aux leviers de commande de l'Etat de communistes dont le comportement en France comme ailleurs démontre le peu de cas qu'ils font des libertés.

DE L'AUTRE COTÉ, du côté de la majorité dont je suis le candidat unique au titre du RPR, nous présentons un bilan positif.

L'acquis de vingt années de Ve République n'a pas été dissipé par la crise :

- — Un pays redressé et respecté.
- — Le pouvoir d'achat des salariés doublé.
- — La situation des agriculteurs — notamment au point de vue social — améliorée.
- — Les équipements publics (scolaires, sportifs, culturels, sociaux) multipliés.
- — Un développement sans précédent de l'accession à la propriété pour tous, avec notamment en Dordogne le doublement en quinze ans du nombre des logements.

*
**

Certes, la crise nous a frappés et l'économie de notre pays connaît un passage difficile. **Certes le chômage pèse trop lourd** sur les hommes, les femmes et les jeunes de ce pays.

Nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour le réduire par **une nouvelle politique de l'économie visant en priorité le plein emploi.**

Nous nous engageons, à partir d'une relance de l'économie et dès le début de cette relance, à **poursuivre l'œuvre de progrès social** que nous avons engagée.

— POUR LES SALARIÉS	Relèvement prioritaire des salaires les plus modestes. Développement de l'intéressement et de la participation.
— POUR LES AGRICULTEURS	Revalorisation des prix agricoles et suppression des montants compensatoires. Facilités pour l'installation des jeunes à la terre.

— POUR LES COMMERÇANTS ET LES ARTISANS	:	Parité sociale avec les autres catégories de Français. Opposition à l'extension des grandes surfaces.
— POUR LES FAMILLES	:	Aide accrue pour les mères au foyer, développement des crèches et des écoles maternelles.
— POUR LES JEUNES	:	Effort de formation professionnelle, meilleure orientation, facilités accrues pour le premier emploi. Action en faveur des sports et de la culture.
— POUR LES PERSONNES AGÉES	:	Meilleure insertion dans le cadre de vie avec des foyers-logements (dont un projet est en cours à Périgueux).
— POUR LES ANCIENS COMBATTANTS	:	Revalorisation des pensions et des prestations.

Nous disons non au bouleversement, oui au vrai progrès

***

Une élection, c'est aussi le choix d'un homme

Depuis quinze ans que vous m'avez élu, depuis quinze ans que vous me confirmez régulièrement votre confiance,

J'ai toujours fait mon devoir de député, présent parmi mes électeurs, disponible pour tous sans distinction d'opinion.

J'ai aussi, avec votre concours, contribué au développement de ma circonscription et du département :

— Classement de la Dordogne en zone de rénovation rurale.

— Adductions d'eau achevées grâce à des subventions exceptionnelles.

— Améliorations substantielles du cadre de vie grâce à des interventions vigoureuses :
  — Implantations scolaires, hospitalières, sportives;
  — Automatisation du téléphone;
  — Logements sociaux.

— Industrialisation de la Dordogne :
  — Imprimerie du Timbre (700 emplois);
  — Usine des Signaux (300 emplois);
  — Centre de formation professionnelle des adultes (3.154 stagiaires depuis sa création);
  — Maintien et renforcement des Ateliers de la SNCF à Périgueux;
  — Primes de développement industriel alignées sur la Gironde.

J'assume aussi des responsabilités nationales,

Lorsque j'ai eu des postes ministériels, j'ai rempli chaque fois ma mission avec honneur et je n'ai jamais oublié ma circonscription ni mes électeurs.

J'ai choisi de nouveau comme suppléant, **Jean Lovato,** conseiller général, que vous avez déjà élu avec moi en 1973, puis en 1974, et qui m'a remplacé comme député durant cette législature, lorsque j'étais au gouvernement.

***

Nous voici à l'heure décisive du choix.

Je vous demande de choisir la majorité et le Rassemblement pour la République.

Je vous demande de choisir un homme dont vous connaissez la fidélité à ses électeurs, à ses convictions, à ses engagements, dont vous connaissez la capacité à vous représenter et à vous défendre.

YVES GUÉNA

Député sortant,
Conseiller général — Maire de Périgueux,
Ancien Ministre,
Commandeur de la Légion d'honneur,
Croix de Guerre, Médaille de la Résistance.

Suppléant éventuel :

JEAN LOVATO

Ancien député,
Conseiller général,
Exploitant agricole,
Chevalier de la Légion d'honneur.

VU LE CANDIDAT.

Imp. Joucla, Périgueux

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIERE CIRCONSCRIPTION DE LA DORDOGNE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978

Rassemblement Pour la République
Union de la Majorité

Electrices, Electeurs,

Au premier tour de ces élections législatives, vous m'avez placé très largement en tête avec 30.903 voix. Je vous remercie vivement de cette nouvelle preuve de confiance.

Vous m'avez donné ainsi une avance de plus de 12.000 voix sur le candidat communiste. Et une fois de plus c'est entre le communiste et moi que se jouera cette élection. C'est la même chose depuis quinze ans et à chaque fois je l'ai emporté.

***

Au plan national, vous savez que le parti communiste, en échange de son désistement en faveur des candidats de gauche mieux placés, a obtenu de ses partenaires des engagements sur un prétendu programme commun dont nous avons tout au long de la campagne dénoncé les effets nocifs pour la prospérité du pays et le bien-être des Français ; il a obtenu aussi la promesse de postes ministériels nombreux et importants dans un éventuel gouvernement de gauche, ce qui aurait pour effet de mettre l'Etat entre les mains du parti communiste.

Cela vous ne le voulez pas. Vous savez que face à cette coalition hier divisée, aujourd'hui regroupée à la hâte pour franchir l'obstacle du second tour, il faut que la majorité gagne.

Mais la majorité peut dépendre de quelques sièges.

Au-delà des nuances d'opinion ou des mécontentements passagers qui ont pu vous faire émettre un vote différent au premier tour, je demande à tous les bons républicains, en assurant ma réélection, de contribuer à la sauvegarde de la démocratie et de nos libertés.

Electrices, Electeurs,

Vous qui vous êtes abstenus au premier tour devant la multiplicité des candidatures, maintenant le choix est clair. Je vous demande de dire non au communisme. **Je vous demande vos suffrages dimanche prochain.**

Vous qui ne m'avez pas donné votre voix dimanche dernier, pour marquer votre désapprobation sur tel ou tel point particulier, **je vous demande de vous déterminer maintenant en considération de l'intérêt national.**

Vous qui avez voté socialiste, par tradition, mais qui ne souhaitez pas faire le jeu du parti communiste, **rejoignez-moi dans ce scrutin comme vous l'avez déjà fait naguère.**

Depuis 15 ans, je suis votre député, le député de tous, et je n'ai jamais failli à ma mission.

Allons ensemble vers la victoire dans l'intérêt de la Dordogne et de la France.

Dimanche, dans ce **scrutin historique**, *je serai le candidat de la Liberté et de la République.*

Yves GUÉNA

Député sortant
Maire de Périgueux — Conseiller Général
Ancien Ministre
Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre, Médaille de la Résistance

SUPPLÉANT EVENTUEL :

Jean LOVATO

Conseiller Général
Ancien Député
Exploitant Agricole
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Candidat.

Imp. Joucla, Périgueux

Michel MANET
Maire
Conseiller général de Bergerac

ELECTIONS LEGISLATIVES
du 12 mars 1978

2e CIRCONSCRIPTION DE BERGERAC

Jean-Pierre VAUBAL
Maire de FAUX
Conseiller Général d'Issigeac

PARTI SOCIALISTE – RADICAUX DE GAUCHE

ELECTRICES, ELECTEURS, CHERS AMIS,

Les 12 et 19 mars, les élections seront à la fois un choix de politique et un choix d'hommes.

Le bilan de la dernière législature est **accablant** pour la majorité sortante (hausse des prix 64 %, augmentation du chômage 234 %, déficit budgétaire 60 milliards, dépréciation du franc par rapport au mark 40 %, nombre des faillites et de liquidations judiciaires 63 000). **C'est un échec d'une ampleur exceptionnelle.** Et les bilans respectifs de MM. CHIRAC et BARRE sont aussi décevants que ceux de leurs prédécesseurs.

Les Français voient l'asphyxie gagner tous les secteurs économiques, nos campagnes perdre leurs agriculteurs, les inégalités et les injustices sociales se développer de plus en plus, la violence et l'insécurité s'étendre chaque jour. Pourquoi voteraient-ils pour la majorité sortante ?

Le discours de BLOIS ? les engagements pris ?

Pourquoi ce gouvernement de droite ferait-il demain ce qu'il n'a pas été capable de faire hier malgré ses promesses ?

Pourquoi le discours de BLOIS serait-il plus suivi d'effets que celui de PROVINS en 1973 ?

Nous avons, nous socialistes et radicaux de gauche, une autre politique à proposer à la FRANCE. Et d'abord, une relance sélective de l'économie, pour sortir du marasme, éviter la faillite qui nous guette, réduire le chômage et faire revivre notre agriculture.

LES CANDIDATS, VOUS LES CONNAISSEZ :

- Michel MANET, né à LA FORCE en 1924, Ingénieur Divisionnaire de l'équipement est **un gestionnaire et un technicien.** Maire de BERGERAC, Conseiller Général de BERGERAC I, il est Président de la Commission de l'Equipement de l'Assemblée Départementale.
- Jean-Pierre VAUBAL, né à BERGERAC en 1946, est **le brillant élu d'un canton agricole.** Conseiller Général d'ISSIGEAC et Maire de FAUX, il est le benjamin de l'Assemblée Départementale où il siège dans la Commission de l'Agriculture.

Ces deux candidats socialiste, porte-parole du Parti Socialiste et du Mouvement des Radicaux de Gauche, veulent avec vous changer la vie pour ouvrir la voie à un véritable renouveau de la France. Ils veulent défendre notre Bergeracois, sans sectarisme, sans démagogie, avec honnêteté et raison.

Dés le premier tour, votez utile, votez efficace.

VOTEZ POUR Michel MANET et son suppléant Jean-Pierre VAUBAL

Vu : les Candidats,

CE QUE PROPOSENT LES SOCIALISTES POUR UN PROGRAMME COMMUN ACTUALISE

VIVRE MIEUX

MESURES SOCIALES :

- Pas de salaires inférieurs à 2 400 francs ;
- Minimum vieillesse à 1 300 francs par mois ;
- Augmentation de 50 % des allocations familiales ;
- Répartition plus juste de l'impôt ;
- Abaissement de l'âge de la retraite ;
- Création de 390 000 emplois nouveaux en 1978 ;
- Justice pour les anciens combattants, victimes de guerre, rapatriés, handicapés.

SANTE ET SECURITE SOCIALE :

- Une médecine de qualité à la portée de tous ;
- Amélioration des services hospitaliers et médicaux ;
- Mise en place progressive de la gratuité des soins.

LOGEMENT

- Mise en chantier de logements sociaux ;
- Amélioration et réhabilitation de l'habitat existant.

QUALITE DE LA VIE :

- Cinq semaines de congé payé ;
- Priorité aux transports en commun ;
- Un véritable plan de lutte contre la pollution et les nuisances ;
- Plan de protection de la nature.

VIVRE AUTREMENT

POUR L'EMPLOI :

- Droit au travail pour tous ;
- Soutien prioritaire pour l'emploi des jeunes et des femmes.

POUR LE POUVOIR D'ACHAT :

- Lutte contre la hausse des prix ;
- Augmentation prioritaire des bas salaires.

DANS L'AGRICULTURE :

- Assurer à tous les agriculteurs la rémunération équitable de leur activité (prix garantis, régionalisés et révisés annuellement, offices...) et amélioration de leurs conditions de vie et de travail ;
- Permettre aux agriculteurs d'acquérir ou de conserver leur outil de travail (terre, crédit, équipements ...).

POUR LE COMMERCE, L'ARTISANAT ET L'ENTREPRISE :

- Réforme de la fiscalité, modification de l'assiette des cotisations sociales pour l'allègement des charges et nouvelle politique du crédit pour la défense des travailleurs indépendants et des P.M.E.

VIVRE ENSEMBLE

ECONOMIE :

- Nationalisation des neuf grands groupes industriels et du crédit ;
- Politique industrielle équilibrée et diversifiée dans nos régions ;
- Redressement de la balance commerciale et des paiements extérieurs ;
- Politique nouvelle de l'énergie.

DROITS ET LIBERTES :

- Une charte des libertés individuelles et collectives ;
- Décentralisation complète ;
- Démocratisation de la vie collective ;
- Sécurité des citoyens par une meilleure protection.

ENSEIGNEMENT :

- Un enseignement qui donne ses chances à chacun et qui débouche sur l'emploi ;
- Droit à la formation permanente.

DEFENSE NATIONALE :

- Conférence mondiale pour l'arrêt de la course aux armements ;
- Réorganisation du service militaire national obligatoire et égal pour tous.

IMPRIMERIE TRILLAUD — TYPO-OFFSET — BERGERAC

ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin de Ballottage du 19 mars 1978

2e CIRCONSCRIPTION DE BERGERAC

Michel MANET
Maire
Conseiller général de Bergerac

Jean-Pierre VAUBAL
Maire de Faux
Conseiller général d'Issigeac

ELECTRICES, ELECTEURS, CHERS AMIS,

Dimanche dernier, plus de 20 000 d'entre vous nous ont placés largement en tête de tous les candidats, et nous les en remercions.

Malgré une publicité tapageuse, preuve de moyens financiers insolites, et malgré des arguments mensongers (tracts, affiches...), vous avez donné le témoignage de votre maturité politique. En effet, la Gauche a rassemblé dans notre circonscription plus de 60 % des suffrages exprimés. Soyez-en félicités.

Les choses sont désormais nettes pour le second tour :

A DROITE, M. de FAUBOURNET de MONTFERRAND, représentant du conservatisme et défenseur des privilèges.

A GAUCHE, Michel MANET et son suppléant Jean-Pierre VAUBAL qui deviennent, parce que vous l'avez voulu, les candidats uniques de toute la Gauche, seule porteuse d'espérance.

En application des accords de désistement entre socialistes, communistes et radicaux de gauche, nous adressons un pressant appel à toutes les électrices et électeurs de gauche et à tous les républicains et démocrates qui souhaitent une politique nouvelle, dans le cadre du Programme commun, pour plus d'égalité et plus de justice.

Nous vous appelons tous, pour le second tour, au même combat pour le véritable changement. Tous les électeurs et électrices de gauche, tous ceux qui n'ont pas rejoint la gauche au premier tour mais qui, opposés à la politique actuelle, veulent le progrès social et la démocratie, doivent soutenir massivement notre candidature.

Pas une voie ne doit être perdue pour battre la droite.

Vous voudrez tous apporter à votre futur député la très forte majorité qui lui donnera l'autorité nécessaire pour être votre porte-parole.

AUJOURD'HUI, UNISSONS-NOUS ET LA VICTOIRE EST ASSURÉE,
POUR QUE VIVE ET PROSPÈRE NOTRE ARRONDISSEMENT.

Michel MANET
Maire
Conseiller général de Bergerac
Président de la Commission de l'Equipement du Conseil général

Jean-Pierre VAUBAL
Maire de Faux
Conseiller général d'Issigeac

Candidats de la Gauche unie et de tous les démocrates

Imprimerie Tri

LE CANDIDAT :

Alain BONNET

Avocat à la Cour

Député de la Dordogne

Président départemental des Syndicats de Communes

Vice-Président de l'Union des Maires

Conseiller Général de Champagnac-de-Bélair

Maire de Brantôme
44 ans, marié, deux enfants

LE SUPPLEANT :

René JOIN

Directeur-adjoint de Collège

Maire de Nontron

Officier des Palmes Académiques

Candidats du M.R.G. et P.S.

Elections Législatives du 12 Mars 1978

3e CIRCONSCRIPTION

Mesdames, Mesdemoiselles, chers Amis,

Il y a cinq ans déjà vous nous aviez élus, mon regretté ami Georges Trijoulet et moi-même, dans un élan unitaire magnifique, avec 60% des suffrages. Nous vous avions promis d'être présents, efficaces, au service de tous.

Présents, nous l'avons été en assistant à toutes les manifestations ou séances de travail, organisées par les élus, les responsables d'associations agricoles, commerciales, industrielles, culturelles et sportives. Cette présence a montré l'intérêt et le soutien que votre parlementaire se doit d'apporter à toutes celles et à tous ceux qui se dévouent pour que vive notre Région. Cela m'a permis de connaître à fond les difficultés de nos administrés et d'essayer d'apporter, en collaboration avec tous, des solutions à leurs problèmes difficiles de tous les jours. C'est là que réside en partie l'efficacité d'un député de l'opposition, face à un pouvoir technocratique de plus en plus envahissant et oppresseur. Cette efficacité, nous avons essayé de la traduire à l'Assemblée Nationale en contrôlant l'action du Gouvernement.

Votre député a siégé en permanence à l'importante Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, a assuré la Vice-Présidence de 2 importantes commissions d'enquête, a rapporté de très nombreux budgets, a interpellé les Ministres responsables sur l'emploi, la hausse des prix, l'inflation, le dépeuplement de nos campagnes, l'éducation, la santé, les équipements collectifs, l'indexation de l'épargne populaire...

Par ailleurs votre député a posé des centaines de questions écrites, maintes questions orales ou d'actualité dont la presse nationale et la télévision se sont fait l'écho. Cette action a été complétée au Conseil Régional et au Conseil Général, toujours dans le même souci: la défense de nos compatriotes.

Personnellement cet important travail parlementaire m'a permis d'être classé parmi les 12 députés de l'opposition qui travaillent le plus. J'ai voté sans exception avec mes collègues de la gauche. En Dordogne, je suis resté avec mes collaborateurs, sans sectarisme, au service de tous. Nous avons traité dans nos permanences de Nontron, Riberac, Thiviers, Brantôme, St Aulaye et Périgueux plus de 7000 dossiers et réalisé un courrier de 40.000 lettres.

Nous nous sommes battus en permanence pour défendre l'emploi, et nous avons pu faire classer notre Département zone de rénovation rurale et zone défavorisée. Ce même combat, nous l'avons mené, pour l'amélioration des routes, l'extension et le renforcement des réseaux d'eau et d'électricité, du téléphone, de nos finances locales. Nous nous sommes occupés de défendre toutes les victimes de la politique actuelle.

Ce travail, nous l'avons réalisé en nous heurtant à l'incompréhension d'un pouvoir défenseur d'une catégorie de privilégiés.

Ensemble, nous le continuerons, mon ami René Join, Maire de Nontron et moi-même, pour que notre Dordogne retrouve sa vraie place, pour que la vie de chacun change vraiment, avec le programme de la gauche.

Tout cela est réalisable, quoi qu'en dise le pouvoir usé et défait, car nous bénéficierons de ce qui leur manque le plus: votre soutien.

Espérant ne pas vous avoir déçus, nous attendons avec calme, en dehors des agitations et des menaces de la droite, votre verdict: nous sommes sûrs qu'il sera celui de la sagesse, de la justice et de la liberté et que le 12 mars, vous nous renouvellerez votre confiance,

pour que Vive la Dordogne
Vive la République
et que Vive la France.

Alain Paul Dumont

Imp. Joucla, Périgueux

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin du 19 Mars 1978

(TROISIEME CIRCONSCRIPTION)

Electrices, Electeurs,

Chers Amis,

Dimanche dernier, vous nous avez placés largement en tête des candidats de l'opposition.

Nous remercions chaleureusement les 19 461 électeurs qui nous ont apporté leurs suffrages, témoignant ainsi de leur volonté de changement, volonté qui s'est exprimée dans le pays tout entier.

Faisons ensemble une analyse du scrutin dans notre troisième circonscription.

En 1973, la « majorité » présentait deux candidats qui totalisèrent près de 42 % des voix.

En 1978, la « majorité », avec un candidat unique, n'obtient plus que 38 % des voix, soit une perte de 4 %.

PAR CONTRE LA GAUCHE QUI AVAIT 57 % DES VOIX EN 1973 VIENT D'OBTENIR DIMANCHE 62 % DES SUFFRAGES EXPRIMES.

En ce qui nous concerne, nous sommes passés de 16 752 voix à 19 461 voix, soit à 33 % : le travail et l'efficacité de votre député sortant ont été ainsi reconnus.

Ces résultats démontrent, s'il en était besoin, que les électrices et les électeurs de notre circonscription ne font plus confiance au candidat de la droite pour les représenter valablement, qu'ils condamnent de façon ferme la politique du gouvernement actuel dont les résultats néfastes se font plus particulièrement sentir dans notre Département.

36 462 Périgourdins viennent d'approuver dans la circonscription de Nontron - Ribérac le programme de gouvernement de la gauche toute entière qui représente pour eux :

— le respect des institutions et de tous les travailleurs;

— l'application des mesures sociales prévues dans notre programme actualisé;

— la défense de nos campagnes en arrêtant l'exode rural;

— le redéploiement industriel pour notre circonscription en défendant les petites et moyennes entreprises;

— le droit au travail pour toutes et pour tous;

— davantage de crédits pour nos équipements collectifs;

— la réforme de la fiscalité injuste que nous subissons;

— la réduction des inégalités en matière de salaires et de revenus;

— un sort meilleur pour les personnes âgées, les anciens combattants et les handicapés;

— l'égalité des salaires masculins - féminins;

— la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes.

DANS UN MÊME ÉLAN UNITAIRE, PORTEUR D'ESPÉRANCE,
POUR QUE VOTRE DÉPUTÉ SOIT ENCORE PLUS FORT ET REPRÉSENTATIF,

VOUS VOTEREZ et FEREZ VOTER

pour Alain BONNET et René JOIN

CANDIDATS UNIQUES DE TOUTE LA GAUCHE ET DE TOUS LES DÉMOCRATES

Vive notre Circonscription ! Vive la République ! Vive la France !

Alain BONNET
Avocat à la Cour
Député de la Dordogne
Vice-Président du Conseil Général
Maire de Brantôme

SUPPLÉANT ÉVENTUEL :
René JOIN
Maire de Nontron
Directeur Adjoint de Collège
Officier des Palmes Académiques

Vu le Candidat.

Imp. Joucla, Périgueux

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE — 4e CIRCONSCRIPTION (SARLAT)

Elections Législatives du 12 Mars 1978

Lucien DUTARD — **Louis DELMON**

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans l'enveloppe que vous venez d'ouvrir, vous avez trouvé huit circulaires.

Elles arrivent à la fin d'une campagne où documents et discours n'ont déjà point manqué...

Je veux donc me borner ici à rappeler simplement, en quelques mots, nos propositions, que nous avons plus longuement exposées dans nos journaux, dans nos réunions publiques dans chaque commune et dans le contact permanent que Louis DELMON, mon suppléant, Maire de SARLAT, et moi-même avons eu avec vous tous ces dernières semaines, comme tout au long des cinq années écoulées.

Le Parti Communiste veut de toutes ses forces et dès ce mois de mars 1978, en finir avec le pouvoir des seigneurs de l'argent et sa politique, qui créé le malheur du pays et de ses habitants, les difficultés pour les salariés du secteur public ou privé au pouvoir d'achat insuffisant et chaque année rogné par la hausse des prix, les difficultés insurmontables pour ceux qui doivent faire vivre leur famille avec le S.M.I.C., la misère pour les chômeurs, le drame pour tous ces jeunes à l'avenir bouché qui ont tant de mal à trouver un premier emploi, l'angoisse du lendemain pour les femmes, pour les mères de famille, la situation intolérable des personnes âgées, la baisse continuelle du revenu pour les agriculteurs, le marasme des artisans, commerçants et petits entrepreneurs qui souffrent de la politique .d'austérité.

Je parle de cette réalité en parfaite connaissance de cause, pour la vivre chaque jour à vos côtés, pour avoir consacré mon mandat, en totale conformité avec les engagements que j'avais pris devant vous en 1973, à défendre la population de cette circonscription, à intervenir sans relâche en sa faveur, à soutenir sans défaillance toutes celles et tous ceux qui luttaient pour défendre leurs conditions de vie, leur droit à la dignité humaine.

Certes, tout le monde n'est pas frappé de manière égale par cette désastreuse politique ; certains d'entre vous en subissent moins cruellement les effets. Mais, vous êtes tous révoltés par les énormes inégalités qui s'étalent et s'aggravent, et qui font que quelques milliardaires peuvent dépenser en une journée deux fois plus qu'un travailleur ne gagne en une année. On voit bien là qui porte la responsabilité de la situation actuelle : les hommes des grands trusts multinationaux qui accaparent les richesses du pays, et les politiciens de droite qui gouvernent à leur profit exclusif.

C'EST CELA QU'IL FAUT CHANGER, VRAIMENT ET VITE.

C'EST CELA L'ENJEU CAPITAL DU 12 MARS.

En préconisant l'application du Programme Commun de la Gauche, bien actualisé, le Parti Communiste ouvre la voie de ce changement.

Ce que nous proposons, ce sont :

— de très importantes mesures sociales (dès le mois d'avril, le S.M.I.G. à 2.400 F par mois pour 40 heures ; le relèvement de tous les bas salaires ; l'augmentation de 50 % des Allocations Familiales ; le minimum vieillesse porté de suite à 1 300 F par mois pour atteindre ensuite 80 % du S.M.I.C. ; la création dès 1978 de 500 000 emplois nouveaux, etc.)

— la défense et l'extention de toutes les libertés.

— un grand souffle de démocratie qui permette à chaque femme, à chaque homme, au travail et dans la cité, de jouer pleinement son rôle de citoyen libre et responsable.

— une politique résolue d'indépendance nationale ; c'est en France que doit se décider la politique de la France.

Il est clair que pour réaliser ces objectifs, **il faut s'en donner les moyens.**

C'est ce que font les communistes.

Le financement de ce programme sera assuré par les nationalisations démocratiques, la fin du gâchis qu'engendre le système, la relance économique, un impôt sur les grosses fortunes (supérieures à 2 millions de francs lourds), pour s'en tenir à l'essentiel.

Or, et la source des problèmes actuels de la gauche est là, le Parti Socialiste, en abandonnant les dispositions essentielles du Programme Commun, se refuse à adopter les moyens indispensables d'une politique nouvelle. Trop souvent dans le passé, les français, après avoir voté à gauche, ont été gouvernés à droite, pour autoriser le renouvellement d'une aussi amère expérience.

Nous affirmons :

il faut dire clairement ce qu'on fera et comment on le fera.

Cela suppose un accord des partis de gauche sur un bon programme, sur le gouvernement d'Union de la Gauche, avec des ministres communistes, chargé d'appliquer ce programme, et cela va de soi, sur les désistements. Cette volonté ardente guide les appels que le Parti Communiste renouvèle à ses partenaires depuis la rupture des négociations, le 22 septembre 1977.

Devant le refus répété du Parti Socialiste, jusqu'à ce jour où ces lignes sont écrites, vous qui voulez le changement, vous avez un moyen efficace, un seul, voter pour le candidat communiste.

Chaque voix pour le Parti Communiste, c'est une voix pour l'union et le changement.

Même si vous ne partagez pas toutes nos idées, quelles que soient vos opinions, en nous apportant votre soutien, vous dites simplement « je veux que ça change ».

Le courant que je sens grandir depuis quelques semaines et notamment ces derniers jours, un courant qui va bien au-delà de l'influence communiste habituelle, les appels émanant de personnes parfois loin de nous jusque-là, me donnent confiance : la balance penchera du bon côté.

S'il en est ainsi, le 12 mars, et j'en ai la conviction profonde, alors le 13 mars, ce sera la discussion, le 19 ce sera la victoire et **votre vie commencera à changer.**

Lucien DUTARD

Député

Candidat du Parti Communiste Français pour l'Union et le changement

SUPPLEANT EVENTUEL :

Louis DELMON

Maire de Sarlat — Conseiller Général

Vu : Les Candidats

PÉRIGUEUX - IMP. MODERNE, 39, RUE DES JACOBINS

4· CIRCONSCRIPTION

Scrutin de Ballottage du 19 Mars 1978

Lucien DUTARD

Louis DELMON

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je vous remercie. 19.138 d'entre vous m'ont accordé leur confiance dimanche dernier. Ce résultat représente un progrès de 5.394 voix et de 5,8 % par rapport à 1973.

Je considère que ce grand succès est dû pour une part à l'activité permanente que j'ai menée dans la circonscription, au service des travailleurs de toutes catégories durant les cinq années écoulées et ceci en totale fidélité aux engagements que j'avais pris devant vous en 1973. Avec la collaboration de mon ami Louis DELMON, c'est de la même manière que je continuerai à agir.

Ce soutien se caractérise par une forte progression d'ensemble de la gauche qui totalise 58,9 % des suffrages dans notre circonscription et fait apparaître un net recul de la droite qui perd 5,5 % sur 1973. C'est là le témoignage du rejet de la politique imposée au pays par les milliardaires et leur pouvoir. L'ensemble des travailleurs, les salariés, les agriculteurs, les commerçants, artisans et les personnes âgées, les jeunes, les femmes ont ainsi dit avec force : « Nous en avons assez, il faut que ça change ».

Ce changement est aujourd'hui possible.

Les trois formations signataires du Programme Commun, le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche et le Parti Communiste Français ont conclu un bon accord sur le Programme et le Gouvernement d'Union de la Gauche chargé d'appliquer ce programme, si le 19 mars, les Français en décident ainsi. Ce Programme prévoit les mesures sociales fondamentales et urgentes dont notre peuple a besoin et les moyens de les réaliser.

Vous avez pris connaissance par ailleurs du contenu de cet accord. Aussi ne m'étendrai-je pas.

Le rassemblement enthousiaste que suscite cet accord doit donner la victoire à la gauche et ouvrir la voie du changement.

Le résultat du premier tour fait que je deviens, dans la circonscription de SARLAT, le candidat d'Union de toute la Gauche.

Je sais que je peux compter sur les électeurs socialistes et radicaux.

Je veux aussi en appeler à toutes celles et tous ceux qui ont pu, dimanche dernier encore, être abusés par la droite : leur intérêt profond est de nous rejoindre, de soutenir notre action pour aller aux transformations auxquelles, tous, nous aspirons.

TOUS AVEC LA GAUCHE UNIE ! ET LA VIE CHANGERA !

Lucien DUTARD

DEPUTE

Membre du Bureau de l'Assemblée Nationale

CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

SUPPLEANT EVENTUEL :

Louis DELMON

Conseiller Général
Maire de SARLAT

DÉSISTEMENTS ET APPEL

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats, **Pierre MERLHIOT et J. MARGAT** appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur **Lucien DUTARD,** devenu le **Candidat d'Union de toute la Gauche.**

PÉRIGUEUX - IMP. MODERNE, 29, RUE DES JACOBINS

DOUBS

Première circonscription :

Cantons de : Audeux, Besançon-Nord, Besançon-Sud, Boussières, Marchaux, Ornans, Quingey, Roulans.	**M. Raymond TOURRAIN**	élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Audincourt, Baume-les-Dames, Clerval, Hérimoncourt, L'Isle-sur-le-Doubs, Montbéliard, Pont-de-Roide, Rougemont, Saint-Hippolyte.	**M. Guy BÈCHE** (1)	élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Amancey, Levier, Maiche, Montbenoit, Morteau, Mouthe, Pierrefontaine-les-Varans, Pontarlier, Le Russey, Vercel.	**M. Edgar FAURE**	élu au 1er tour.

(1) Suppléant de M. André Boulloche, décédé le 16 mars 1978.

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 78

1ère CIRCONSCRIPTION DU DOUBS

Raymond TOURRAIN

VICE-PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DU DOUBS

CANDIDAT DU **RPR**

Mes chers compatriotes,

Il paraît, à entendre et à lire nos adversaires, que nombreux seraient ceux parmi vous qui aspirent à changer de société.

Il paraît, selon les mêmes, que « vingt ans ça suffit ».

Eh bien, s'il en était ainsi, je douterais de notre pays et de notre peuple.

Laquelle, lequel d'entre vous, sauf assurément les plus jeunes, s'aventureraient de bonne foi et avec une conscience assurée, à **comparer la France de 1978 à celle de 1958 ?**

Il y a vingt ans, dans un « sauve qui peut » **indécent et méprisable,** François MITTERAND et ses amis abandonnaient à DE GAULLE une France **ruinée, déshonorée, humiliée,** ne parvenant à survivre qu'au prix des aumônes qu'on allait mendier en Amérique et jusqu'en Allemagne pour assurer des fins de mois « **impossibles** ». Une France aussi, et surtout, au bord de la guerre civile.

Laquelle, lequel d'entre vous pourraient de bonne foi et avec une conscience assurée, nier l'œuvre de redressement et de rénovation réalisée durant ces vingt ans et, grâce à laquelle, nous sommes passés du temps de la **honte à celui de la fierté** ; du temps **de l'abaissement à celui de la dignité** ; du temps de la **dépendance et de la soumission à celui de l'indépendance et de la sécurité** ; du temps de la **banqueroute à celui de la prospérité** ; du temps du **désordre à celui de la paix** ; du temps de **l'instabilité à celui de la continuité** ; du temps **de la décadence à celui de la grandeur.**

Oui, je douterais de notre Pays et de son Peuple s'ils n'avaient retenu de l'Histoire de ces vingt dernières années que les lacunes inévitables attachées à toute œuvre humaine, que les imperfections inhérentes à toute Société, que ce qui reste à faire **par rapport à tout ce qui a été fait, qui est considérable et exemplaire.**

Oui, je douterais de notre Pays et de son Peuple, s'ils ne se rappelaient pas qu'au jour de ses obsèques, **LE MONDE ENTIER S'EST RASSEMBLE, DANS LA TRISTESSE ET LES LARMES, POUR DIRE A DE GAULLE QU'IL AVAIT FAIT DE LA FRANCE UN ETAT, UNE NATION, UNE PATRIE, UNIVERSELLEMENT RESPECTES APRES QUE FRANÇOIS MITTERAND, ET SES AMIS L'AIENT RIDICULISEE ET CONDUITE A L'ABIME.**

Mes chers compatriotes, si je suis candidat à cette élection, si grave dans son enjeu, si lourde de conséquences pour notre avenir et déjà pour notre présent, c'est justement parce que je suis sûr que vous n'êtes prêts ni pour l'oubli, ni pour la lâcheté.

Secondé par Gilbert BRENET, Maire de MAMIROLLE, dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'expérience, la compétence et le dévouement, je travaillerai à consolider votre avenir et celui de vos enfants.

La crise mondiale a durement frappé notre économie, engendré un chômage douloureux pour ceux, trop nombreux, qui en subissent les effets, affaibli nos entreprises, diminué nos ressources.

BESANÇON, pour sa part, connaît de difficiles problèmes dus, d'évidence, à des défaillances industrielles, **mais surtout à l'inaptitude d'une Municipalité divisée et passive qui a complaisamment laissé ternir la renommée de notre capitale régionale au point qu'aucune Entreprise n'est tentée de s'y installer.**

A travers les messages que je vous ai adressés et les articles du « Progrès Comtois », vous connaissez maintenant, dans le détail, l'action que je déploierai au service de cette circonscription, de ses aspirations, de mes compatriotes.

J'ai fixé à cette action des priorités : **LE DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS, LA SECURITE POUR TOUS, L'ADMINISTRATION AU SERVICE DE TOUS.** J'ai désigné mes adversaires. Ils se nomment : **LA BUREAUCRATIE, LES INEGALITES, LA DESHUMANISATION, LA DISCRIMINATION, L'INTOLERANCE.**

Comme je l'ai indiqué et souligné, je veux être le candidat d'une « certaine idée de la France »

Voici venu le moment du choix.

Sa gravité est reconnue de tous.

Vous mesurez vous même le poids attaché au bulletin que vous déposerez dans l'urne le 12 Ma-

Dites à nos jeunes ce qu'a été notre honte avant 1958.

Dites leur, avec moi, notre espérance aujourd'hui.

Allons, la victoire est à la portée de notre volonté et de notre loyauté

Vive BESANÇON et sa circonscription. Vive notre France !

Acceptez que je vous dise, à toutes et à tous, en même temps que ma confiance, mes sentiments de sincère amitié.

R. TOURRAIN.

Vu le Candidat

IMP. H. ROBERET S.A. - BESANÇON

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 78
1ère CIRCONSCRIPTION DU DOUBS

Raymond TOURRAIN

VICE-PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DU DOUBS

CANDIDAT DE L'UNION POUR LA MAJORITE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Votre vote de dimanche fixera irrémédiablement le destin de la France et celui de notre région en grand péril économique.

Vous avez le choix entre une société de liberté et de progrès, et un état bureaucratique, où l'emprise collectiviste ne tolèrerait plus aucune liberté, sauf celle de s'incliner.

La démonstration est déjà faite : le Parti Socialiste a cédé à l'ultimatum du P. C. : la moitié des ministres serait communiste. Ce choix sera irréversible.

J'assume dans notre circonscription, la lourde responsabilité de représenter la majorité élargie et unie, avec le soutien loyal et actif du Docteur BITTARD qui demande à ses électrices et électeurs, pour la défense des libertés, de reporter leurs suffrages sur mon nom.

Ensemble, le Parti Républicain, le Centre des Démocrates Sociaux, le Parti Radical et le R.P.R. appuient, sans réserve, ma candidature.

Nous poursuivrons l'action du Président de la République Valéry GISCARD d'ESTAING pour une société de Justice, de Solidarité, de Participation et de Libertés.

Votre vote est déterminant. NE VOUS ABSTENEZ PAS, vous le regretteriez, et vos enfants plus encore.

A Dimanche !

Madame, Mademoiselle, Monsieur, je vous dis ma confiance et mes sentiments dévoués.

Raymond TOURRAIN.

.../...

Pour BESANÇON et sa RÉGION

L'emploi est menacé la décadence économique nous guette.

La situation ne pourra être redressée et l'avenir assuré que par le **retour de la confiance.**

La Municipalité a démontré son incapacité à gérer :

- *Pas de terrains pour la construction de logements sociaux.*
- *Pas d'étude sérieuse de l'emplacement où se construit l'hôpital, d'où un retard important dans sa réalisation.*
- *Gestion désastreuse du CAT.*
- *Pas de politique réelle d'implantation d'usines nouvelles.*

Les socialo-communistes font preuve d'une complaisance coupable envers les illégalités et les excès de l'affaire LIP.

Il est temps de mettre en place des gestionnaires compétents et efficaces.

Vu le Candidat

IMP. H. ROBERET S.A. BESANÇON

André BOULLOCHE

Candidat du Parti Socialiste

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Les circonstances sont aujourd'hui exceptionnelles. La gauche peut gagner et, si elle gagne, sa victoire apportera pour vous des améliorations immédiates et importantes.

En même temps, cette victoire permettra d'engager des transformations profondes vers une société plus juste et plus solidaire.

Beaucoup d'entre vous, sans doute, ont déjà fait leur choix. D'autres hésitent encore ; les uns sont troublés par le spectacle d'une gauche qui apparaît comme divisée, les autres se demandent si la gauche est capable de gouverner la France au mieux des intérêts de la population.

Aux premiers, je dirai que chacun des partenaires de l'union de la gauche cherche à recueillir le 12 mars le maximum de voix, et que le succès croissant du Parti Socialiste le désigne de ce fait aux flèches de la critique, mais que le sens des réalités triomphera à nouveau, une fois que le peuple se sera prononcé le 12 mars, et que c'est sur la base de la décision populaire ainsi exprimée que l'Union de la Gauche s'affermira sans aucun doute.

Aux seconds, je rappellerai l'exemple d'excellente gestion au service de toute la population que donnent tant de collectivités locales où les hommes et les femmes de gauche, qu'il s'agisse du Parti Socialiste ou de l'Union de la Gauche, travaillent au coude à coude. Je dirai aussi l'activité inlassable et féconde de nos commissions d'étude du Parti Socialiste qui, dans l'hypothèse d'une victoire de l union de la

gauche, tiennent prêts des centaines de dossiers sur les multiples problèmes qui se poseront au Gouvernement.

Le programme commun de la gauche est un bon programme qui répond aux aspirations de la majorité des Français. Les propositions d'actualisation que le Parti Socialiste y apporte sont sérieuses et raisonnables et confirment son engagement de 1972.

Le parti socialiste est devenu le premier parti de France ; un nombre croissant de Françaises et de Français lui font en effet confiance, parce qu'ils sont convaincus de sa volonté de transformation et qu'ils connaissent son attachement intransigeant à la liberté. Cette force du Parti Socialiste constitue pour vous la garantie de l'application honnête du programme commun.

Mon suppléant était jusqu'ici mon ami Marcel Domon. Il a demandé à être déchargé de cette responsabilité pour des raisons de santé, et aussi parce qu'il souhaitait voir le Parti Socialiste affirmer sa capacité de renouvellement.

Nous vous proposons donc de reporter votre confiance sur Guy Bêche, dont les 32 ans allient leur dynamisme à une précoce maturité de jugement et symbolisent la nouvelle jeunesse du Parti Socialiste.

Quant à moi, mon action a été placée sous le double signe du sérieux et de l'efficacité et menée dans le sens du développement harmonieux de la région, comme dans l'intérêt de toute la population et d'abord des plus défavorisés, ainsi qu'en témoigne par exemple la création des transports urbains.

Au plan national, cela fait maintenant onze ans que je suis votre député. Vous avez eu le temps de me juger sur mon action. Je me suis efforcé de faire honneur à la deuxième circonscription du Doubs et un test récent a montré que j'y étais parvenu.

Je n'ai pas oublié que le député est le représentant de la nation toute entière. Aussi ne m'avez-vous pas entendu porter nos problèmes particuliers à la tribune de l'Assemblée, ce qui ne m'a pas empêché d'agir de multiples façons pour les régler. Je suis prêt à continuer si vous me renouvelez votre confiance. C'est elle qui me donne la force de soutenir le combat que je mène en votre nom contre l'inégalité, l'injustice et la domination d'une droite égoïste.

Aujourd'hui ce combat peut réussir. Donc, il doit réussir. Il nous faut pour cela la confiance permanente et active d'une vaste majorité de travailleurs, qu'il s'agisse de ceux de l'agriculture ou de ceux de l'industrie, du secteur public ou du secteur privé, des manuels ou des intellectuels, et cela dans la France entière. Je souhaite que la circonscription de Montbéliard donne l'exemple de cette confiance.

Suppléant

Guy BECHE

Technicien
Maire Adjoint de Montbéliard
Membre du Conseil du District Urbain

André BOULLOCHE

Ingénieur Général des Ponts et Chaussées
Député sortant
Maire de Montbéliard
Président du District Urbain

Vu : les Candidats.

Imp. SMI «Presses de l'Est» Montbéliard

André BOULLOCHE

Candidat du Parti Socialiste

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

En portant leurs suffrages sur mon nom et celui de mon suppléant, 29.614 électeurs nous ont placés très largement en tête de tous les candidats manifestant ainsi clairement leur volonté.

Le désistement du Parti Communiste et de son candidat Serge Paganelli fait de notre candidature, **la candidature unique de la gauche** pour le 19 mars.

En effet, un accord d'une grande importance a été conclu le 13 mars entre les trois formations de l'Union de la Gauche.

Cet accord qui prévoit l'application de la discipline républicaine donne les bases précises à partir desquelles les trois formations mettront définitivement au point, dès le lendemain du scrutin, le programme commun de gouvernement.

Il concrétise, conformément au vœu du Parti Socialiste, **la volonté d'union** de l'immense majorité des travailleurs.

L'objectif de battre la droite apparaît comme réalisable, malgré le déchaînement d'une propagande dont la campagne menée par les candidats de droite a montré à quel pauvre niveau elle se situait.

L'apeurement des petites gens l'intoxication par le mensonge, le colportage de rumeurs absurdes qui ne se sont jamais reprises après les élections, les attaques personnelles dénuées de tout fondement, les calomnies, sont les armes que la droite a utilisées pour chercher à affaiblir le Parti Socialiste et ses candidats.

La maison Peugeot elle-même, qui prétendait jusqu'ici se tenir à l'écart de la politique, est intervenue sans aucune vergogne contre la gauche et contre le Parti Socialiste.

Quant à nous, en dépit de tant de coups bas, nous avons constamment cherché à élever le niveau du débat démocratique et **nous regrettons que nos adversaires n'aient pas eu le même respect de la dignité des électeurs.**

Malgré les attaques, **le socialisme se porte bien dans la circonscription de Montbéliard** et il est fier d'être le porte-drapeau de l'Union de la gauche.

Les travailleurs savent que seule celle-ci peut leur apporter immédiatement la satisfaction de leurs revendications les plus pressantes, qu'elle seule peut relancer une économie maintenue en hibernation par la droite et dont les profits sont confisqués par les privilégiés, qu'elle seule peut apporter les changements dont notre pays a le plus urgent besoin.

Battre la droite le 19 Mars dans la circonscription comme partout en France, tel est l'objectif sur lequel doivent se mobiliser les Françaises et les Français.

Suppléant

Guy BECHE

Technicien
Maire Adjoint de Montbéliard
Membre du Conseil du District Urbain

André BOULLOCHE

Ingénieur Général des Ponts et Chaussées
Député sortant
Maire de Montbéliard
Président du District Urbain

Vu : les Candidats.

Imp. SMI «Presses de l'Est» Montbéliard

Elections Législatives de Mars 1978

3e Circonscription du Doubs

Vous me connaissez. Vous m'avez vu à l'œuvre. Vous savez que je mérite votre confiance. Le passé est garant de l'avenir.

LES EQUIPEMENTS

Vous pouvez constater, dans votre vie quotidienne, en regardant autour de vous, tous les progrès qui ont été faits au cours de ces dernières années. Regardez les routes : pour aller à Besançon et pour en revenir, n'est-ce pas beaucoup plus facile et plus rapide ?

Il reste encore, naturellement, des points faibles : la 437, par exemple. Il faudra aussi que le département prenne à sa charge plusieurs chemins de grande communication. Nous allons y veiller.

Prenez le téléphone : un très gros effort a été fait, presque partout vous avez l'automatique. Naturellement il y a encore des insuffisances. Dans certains cantons on a mal calculé les besoins, il y a des demandes en attente, il faut rajouter de nouveaux équipements. Cela est maintenant prévu. C'est l'affaire de quelques mois.

Voyez les établissements d'éducation, les nouveaux collèges, les hôpitaux. A Pontarlier, le C.H.U., entièrement rénové, fonctionne bien. A Morteau, la Maternité.

Les équipements traditionnels : adduction d'eau, électricité, assainissement, sont exécutés dans beaucoup de communes. Il faut maintenant assurer l'eau dans les écarts, dans les fermes isolées, aider un certain nombre de communes pour l'assainissement, pour les ordures ménagères, etc. Vos maires savent qu'ils peuvent s'adresser à moi et que je les aiderai toujours.

L'AGRICULTURE

Il faut sauvegarder notre agriculture, permettre aux exploitants de vivre, aider les jeunes à s'installer.

Vous savez que j'ai déjà beaucoup travaillé pour vous. J'ai pu obtenir pour la zone de montagne l'indemnité spéciale par U.G.B. et pour le ramassage. Certaines communes de la circonscription sont demeurées en dehors, je ne l'ignore pas, mais elles vont recevoir désormais des avantages au titre de *la zone de Piémont* qui a enfin été créée.

Je sais que certains d'entre vous se posent des questions ; ne sont-ils pas des « assistés » ? Je les rassure. Ce ne sont pas les producteurs qui sont assistés, ce sont *les consommateurs* car si les prix étaient à leur taux normal, ces mesures ne seraient pas nécessaires.

En ce qui concerne justement ces problèmes de prix, j'ai pu obtenir, en liaison avec vos organisations professionnelles, une augmentation spéciale pour notre fromage de montagne, Comté et Emmenthal grand crû, produit de grande qualité. 6 % au 1er février, 8 % au 1er avril.

De même, en collaboration avec la Chambre d'Agriculture, j'ai pu obtenir la reprise des exportations vers l'Algérie de nos vaches montbéliardes.

L'INDUSTRIE. LES EMPLOIS

Je suis intervenu à maintes reprises pour notre industrie horlogère, notamment pour une libération du prix des montres, sans quoi un certain nombre d'entreprises *auraient connu de graves difficultés,* créant ainsi du *chômage.* Le gouvernement a accepté de faire un grand effort pour cette industrie et de prévoir des crédits. *Rien ne sera décidé sans une consultation de tous les intéressés.* Il faut que nous puissions tenir tête à la concurrence étrangère. Je vous y aiderai de toutes mes forces.

Grâce à la création du *Fonds Régional de l'Emploi* dont j'ai pris l'initiative, plusieurs communes ont pu être aidées à maintenir ou à créer des emplois dans nos petites villes et dans nos campagnes. La Franche-Comté est dans ce domaine une région pilote. Sur notre demande, le gouvernement a accepté un système de cautionnement régional qui nous permettra d'amplifier notre aide à l'animation de notre économie rurale.

NOS COMMUNES

doivent affronter de lourdes charges. Nous demandons au Ministère de l'Intérieur une subvention exceptionnelle pour le déneigement. Le principe en est accordé. Nous insistons pour un chiffre substantiel.

Nous demandons le remboursement de la T.V.A. pour les collectivités locales.

M. BARRE a donné son accord dans le programme de Blois mais il prévoit des étapes. Nous demandons que la première étape comprenne justement les *communes rurales.*

Certaines communes se dépeuplent. Il faut arrêter l'exode. D'autres voient s'accroître leur population : il faut donc accroître leurs ressources en augmentant dans ce cas les V.R.T.S. (voir notre proposition).

Il faut aider les communes les plus pauvres à terminer leurs équipements par des aides plus importantes.

Il faut également prévoir un programme supplémentaire pour les installations nécessaires à un certain bien-être. *La Région participe aux investissements des clubs du 3e âge* et nous lui demanderons d'en faire autant pour les *salles polyvalentes,* les structures d'accueil pour la jeunesse, les installations sportives, *l'organisation des sports de neige.*

NOTRE PROGRAMME NATIONAL

s'appuie sur le programme de M. BARRE (objectifs de Blois) et sur *les propositions complémentaires* que nous avons déposées à l'Assemblée nationale.

Défense et promotion de la ruralité n° 3420

Il faut arrêter les *fermetures d'écoles et de classes,* de perceptions, de recettes, de postes, etc.

Il faut assurer la gratuité des transports scolaires, non seulement quotidiens, mais *hebdomadaires* et ne pas désavantager les élèves de *l'école libre.* Il faut revoir entièrement le système des bourses, en supprimant les *barèmes actuels* qui aboutissent à trop d'anomalies.

Il faut permettre l'inscription des enfants qui n'auront 6 ans que *dans le cours de l'année scolaire.*

Il faut faciliter l'installation des jeunes agriculteurs en supprimant certaines bizarreries bureaucratiques et en étendant les prêts (en montant et en date) aux acquisitions complémentaires de l'installation initiale.

Il faut faciliter l'équipement des *petites coopératives* au lieu de subordonner les subventions à *un chiffre de dépenses élevé,* ce qui est absurde.

MESURES SOCIALES

Il faut *unifier le taux de toutes les retraites* et l'indexer sur le S.M.I.C. Les retraites des *agriculteurs et des travailleurs indépendants* doivent être placées au même niveau que celles du régime général.

La nouvelle législature devra voter le *statut* de la femme de *l'artisan et du commerçant* et celui de la femme de *l'exploitant agricole.*

L'égalité fiscale doit être assurée.

Les artisans et commerçants ruraux doivent être dégagés de l'obligation de s'adresser à un centre comptable agréé qui leur impose des dérangements et des dépenses :

Les *forfaits* doivent être actualisés, ainsi que l'I.V.D. pour les agriculteurs.

AUTRES PROPOSITIONS DE LOI PRESENTEES PAR NOUS

— l'indexation pour les petites épargnes, proposition n° 3422,

— un encouragement pour l'épargne investie dans des placements économiquement utiles (projet étudié avec la Confédération des Cadres) n° 3421.

— mesures nouvelles en faveur de l'emploi des jeunes - proposition n° 3423 (service régional vocationnel) ; enfin,

— *question très importante*

modifier le financement actuel de la Sécurité sociale qui pèse trop lourdement sur *les entreprises de main-d'œuvre* - proposition n° 3419.

LES SALAIRES

Il faut favoriser l'augmentation des salaires les moins élevés. M. BARRE l'a amorcé en précisant que le S.M.I.C. serait augmenté *plus vite que la moyenne des salaires.* L'augmentation des petits salaires sera facilitée par les modifications que nous proposons pour les charges sociales.

UN CHOIX DECISIF :

IL FAUT REFUSER LE PROGRAMME COMMUN

Les mesures que nous proposons permettront de grands progrès sociaux sans mettre en péril *l'économie.* Ce sont des mesures sérieuses et raisonnables.

Les Français doivent refuser l'aventure du Programme commun *qui propose d'augmenter tous les salaires et toutes les charges en bloquant tous les prix,* ce qui entraînerait des faillites en chaîne et des nationalisations ruineuses.

Le Programme commun nous engagerait irréversiblement dans la voie qui conduit au collectivisme, destructeur des libertés.

Le Parti socialiste propose de supprimer la liberté de l'enseignement et a fait obstruction à la loi qui permet la survie des écoles libres. Il propose de supprimer, pour certaines catégories de biens, le droit d'héritage pour les héritiers majeurs.

Les propositions du Parti socialiste sont aussi dangereuses que celles du Parti communiste. Ces deux partis, malgré leur querelle, plus ou moins authentique, sont décidés à gouverner ensemble. La France est le seul pays où le Parti socialiste a accepté de se souder au Parti communiste, comme ce fut le cas au Chili avec les résultats que l'on sait.

Aux apôtres de la lutte des classes, nous devons opposer la solidarité des Français et l'idéal gaulliste de la participation.

Au dogme du matérialisme marxiste, nous devons opposer la tradition et l'idéal de l'humanisme français.

Le choix est décisif.

Il est irréversible.

Candidat unique de la majorité, face aux tenants du Programme commun, je vous apporte mon entier dévouement, ma force de travail, ma conviction passionnée.

Si vous approuvez mon action, si vous partagez mon idéal, je vous demande de m'accorder en grand nombre vos suffrages afin de me donner tout le crédit nécessaire en France et dans le monde.

POUR QUE VIVE LE HAUT DOUBS,

POUR QUE VIVE LA FRANCE QUE VOUS REPRESENTEZ SI DIGNEMENT,

POUR VOUS AIDER DE TOUTES MES FORCES !

Vu, le Candidat,

EDGAR FAURE

Député sortant — Président de l'Assemblée nationale

Candidat d'Unité de la Majorité

SUPPLEANT : *Christian GENEVARD,* Maire de Morteau, Président du District.

Imp. du Courrier — Pontarlier

DROME

Première circonscription :

Cantons de : Chabeuil, La Chapelle-en-Vercors, Châtillon-en-Diois, Crest-Nord, Crest-Sud, Die, Luc-en-Diois, Saillans, Valence-Nord, Valence-Sud.

M. Rodolphe PESCE élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Bourdeaux, Buis-les-Baronnies, Dieulefit, Grignan, Loriol-sur-Drôme, Marsanne, Montélimar, La Motte-Chalançon, Nyons, Pierrelatte, Rémuzat, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Séderon.

M. Henri MICHEL élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Bourg-de-Péage, Le Grand-Serre, Romans-sur-Isère, Saint-Donat-sur-l'Herbasse, Saint-Jean-en-Royans, Saint-Vallier, Tain-l'Hermitage.

M. Georges FILLIOUD élu au 2e tour.

Pour la VICTOIRE DE LA GAUCHE

AVEC VOUS

DEUX ELUS COMPETENTS
qui représentent **TOUTE** la circonscription

Rodolphe PESCE

MAIRE DE VALENCE

Rapporteur du budget du Conseil Général de la Drôme

SUPPLÉANT :

Marcel BONNIOT

MAIRE DE DIE

---

10 des 13 Conseillers Généraux de la circonscription vous appellent à VOTER SOCIALISTE

Louis Puech (Valence II)	**M. Vérillon** (Die)
G. Dragon (Valence I)	**H. Galland** (Luc en Diois)
R. Pesce (Valence III)	**M. Rambaud** (Chatillon-en-Diois)
G. Gaud (Bourg-lès-Valence)	**M. Liotard** (Saillans)
J.-P. Tabardel (Crest-Sud)	**A. Revol** (La Chapelle-en-Vercors)

11 candidats, mais...

— 2 seulement resteront vraisemblablement au 2ème tour. Ne dispersez pas vos voix

— Dès le 12 Mars votez pour le candidat que vous souhaitez voir élire :

Rodolphe PESCE

IMP. REYNE & DELDON • VALENCE

Rodolphe PESCE
Maire de VALENCE

Marcel BONNIOT
Maire de DIE

le 1er Mars 1978.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous connaissez l'importance et les enjeux du vote du 12 Mars. Depuis le début de la Campagne, nous avons dialogué avec beaucoup d'entre vous. Nous voudrions reprendre brièvement ici les questions qui nous ont été le plus souvent posées.

QUELLES MESURES SOCIALES IMMEDIATES PRENDRA UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE ?

Le S.M.I.C. à 2 400 Francs, les allocations familiales augmentées de 50 % en 2 étapes, le minimum vieillesse porté à 1 300 Francs, la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.

COMMENT SORTIR DE LA CRISE, ET D'ABORD COMMENT AMELIORER LA SITUATION DE L'EMPLOI ?

La relance de la consommation grâce à l'amélioration du pouvoir d'achat, la relance sélective des investissements, une maîtrise plus grande de l'économie par des nationalisations et une planification démocratique, la création d'emplois pour améliorer les services publics, une aide aux petites et moyennes entreprises, la garantie des prix agricoles, sont les éléments essentiels de notre politique pour sortir de la crise et améliorer la situation de l'emploi.

Cette relance immédiate de la consommation populaire doit s'accompagner d'une nouvelle politique de développement prenant en compte les économies de matières premières, d'énergie, la priorité aux transports en commun, le contrôle de la publicité dont le rôle ne doit pas être de créer des besoins artificiels.

PEUT-IL Y AVOIR DE CHANGEMENTS VRAIMENT IMPORTANTS ?

OUI, et un certain nombre de choix peuvent être faits immédiatement comme les mesures sociales annoncées plus haut. Mais tout ne peut être fait tout de suite. La gravité de la crise ne s'atténuera pas d'un coup. L'effet de réformes profondes se traduira progressivement. Le programme commun et les propositions socialistes d'actualisation doivent s'appliquer sur 5 ans.

LA GAUCHE PEUT-ELLE GAGNER ?

La majorité actuelle a montré son incapacité à sortir la France de la crise. La Gauche et notamment le Parti Socialiste avancent des propositions cohérentes et adaptées à la situation actuelle. Nous voulons un accord avec nos partenaires pour gagner les Elections et pour gouverner ensemble, chance historique qui s'offre au Peuple Français.

QUEL EST L'AVENIR DE NOTRE REGION ?

Actuellement, il est sombre, très sombre : le chômage croît dans l'agglomération valentinoise ; les agriculteurs de la plaine sont de plus en plus endettés et tout l'arrière pays continue à se dépeupler. La Vallée du Rhône n'est toujours qu'un lieu de passage, où viennent s'accumuler les centrales nucléaires. Il faut là aussi changer grâce à une autre politique d'aménagement du territoire, appuyée sur les nationalisations et une planification démocratique.

QUEL DOIT ETRE LE ROLE DU DEPUTE ?

Son rôle essentiel est de défendre une politique en votant des lois, mais il doit être aussi le défenseur et l'animateur de sa circonscription au niveau régional et national.

Avec l'équipe qui nous entoure, nous vous disons : il faut changer de politique, changer les hommes en place. Sans démagogie, avec sérénité, nous vous disons :
"ENSEMBLE NOUS POUVONS COMMENCER A CHANGER LA VIE, ET CECI DES LE 12 MARS".

Nous comptons sur vous.

Rodolphe Pesce

Marcel Bonniot

■ Le 19 mars, **ENFIN,**
le changement est possible
en France et dans notre circonscription.

■ Pour battre R. Ribadeau-Dumas,
représentant de la droite.

Pas une voix ne doit manquer

AUX CANDIDATS
D'UNION DE LA GAUCHE

Rodolphe PESCE

MAIRE DE VALENCE
Rapporteur du budget du Conseil Général

SUPPLÉANT :

Marcel BONNIOT

MAIRE DE DIE

VU : Les Candidats

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous remercions les électrices et les électeurs de notre circonscription, qui, au 1er tour, nous ont placés en tête de tous les candidats, avec plus de 21.000 suffrages.

Pour le 2ème tour, nous sommes les candidats d'Union de toute la Gauche. Votre vote en faveur d'un changement véritable est indispensable pour battre les candidats R.P.R., déjà battus aux élections cantonales de 1973 et 1976 et aux municipales de 1977 à VALENCE. Si vous voulez montrer votre volonté de changement sur la base d'un programme politique clair, appliqué par des hommes nouveaux, dites-le le Dimanche 19 Mars.

Nous comptons sur vous.

Vous voterez pour l'Union de la Gauche

● Si vous en avez assez d'un gouvernement :

— Qui ne fait rien contre la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, y compris en milieu rural
— qui a laissé le chômage s'aggraver, en particulier pour les femmes et les jeunes
— qui a laissé s'aggraver les inégalités de revenus et les conditions de vie
— qui n'empêche pas les intérêts capitalistes de viser le seul profit en investissant à l'étranger au détriment des entreprises locales
— qui accentue le déséquilibre entre les villes et les campagnes en fermant les services publics en milieu rural
— qui impose une politique nucléaire à courte vue, sans concertation avec la population
— qui accélère le gaspillage des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement

● Si vous voulez enfin :

— l'application du programme commun de 1972 et de la déclaration commune des 3 partis de gauche du 13 Mars, en particulier :
  ✶ le S.M.I.C. à 2.400 F.
  ✶ Les allocations familiales augmentées de 50 % d'ici le 1er janvier 1979
  ✶ la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes
  ✶ la revalorisation des retraites, allocations pour handicapés et indemnités de chômage
— une planification élaborée démocratiquement, permettant une production sans gaspillage et sauvegardant le cadre de vie ; la maîtrise de l'économie par des mesures de nationalisation
— des mesures en faveur des agriculteurs par la garantie des prix à la production, l'organisation des marchés et la lutte contre la spéculation foncière
— une politique énergétique de diversification et de recherche d'énergies nouvelles
— la démocratisation de la vie locale par la décentralisation du pouvoir, la réforme des finances locales et le développement de la vie associative

Pour la victoire de **Rodolphe PESCE** et **Marcel BONNIOT**

CANDIDATS DE L'UNION DE LA GAUCHE

Le Parti Communiste et ses candidats, Yvonne ALLEGRET et J.-P. BASSET

appellent toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 Mars à rassembler leurs suffrages le 19 Mars sur R. PESCE et M. BONNIOT devenus les **CANDIDATS D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE**

Le Parti Socialiste et ses nombreux élus

appellent les électrices et les électeurs à apporter massivement leurs suffrages à R. PESCE et M. BONNIOT.

Le Mouvement des Radicaux de Gauche

appelle tous les démocrates et républicains à voter pour R. PESCE et M. BONNIOT, **CANDIDATS D'UNION DE LA GAUCHE**

IMP. REYNE & DELDON - VALENCE

Citoyennes, Citoyens, Chers Amis,

20 ans, ça suffit.

1978 doit être l'année du **CHANGEMENT.**

La **NATION,** dans son ensemble, ne veut plus de la politique d'injustice, d'impuissance économique et de désordre politique.

Le **PROGRAMME DE BLOIS,** digne successeur de celui de PROVINS, ne mérite que haussement d'épaules.

Le **CHANGEMENT,** c'est la Gauche, et d'abord le Parti Socialiste qui le rend crédible et efficace.

Le **CHANGEMENT,** c'est le Programme Commun que nous défendons et actualisons.

TOUT SE JOUERA LE 12 MARS

Si le succès du Parti Socialiste est éclatant, comme on peut s'y attendre, le courant pour l'UNION sera irrésistible.

Alors, grâce à vous, le changement sera possible.

- **Pour la justice sociale et le plein emploi,**
- **Pour les libertés et la décentralisatisation,**
- **Pour la nationalisation du secteur bancaire et des neuf groupes-clefs de l'économie nationale,**
- **Pour des initiatives de désarmement, contre la menace de la guerre nucléaire,**
- **Pour une agriculture prospère,**
- **Pour l'indépendance nationale et la Paix,**

POUR CHANGER LA VIE

VOTEZ UTILE

VOTEZ EFFICACE

VOTEZ POUR L'UNION DE LA GAUCHE

VOTEZ SOCIALISTE

Henri MICHEL

SUPPLÉANT : **Henri SAUVINET**

S.E.I.M. - Montélimar - Tél. 01.20.64

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

2e Circonscription de la Drôme : MONTÉLIMAR - NYONS

PARTI SOCIALISTE

UNION DE LA GAUCHE

●

Henri MICHEL

suppléant : **Henri SAUVINET**

Les Electrices et les Electeurs dès le premier tour de Scrutin, ont massivement désigné notre candidat pour être, le 19 MARS, celui de l'UNION DE LA GAUCHE.

En effet les résultats du 12 MARS sont clairs

Henri MICHEL, Député sortant, avec 19143 voix distance le second de plus de 4000 voix Il est en tête dans 11 Cantons sur 14, dans 6 villes sur 7 de plus de 2000 habitants et dans plus de 110 Communes.

LA VOLONTÉ DES ELECTRICES ET ELECTEURS EST INDISCUTABLE

Nous disons à toutes et à tous un grand merci.

APPEL

Il faut PARFAIRE le résultat du 12 MARS.

Henri MICHEL, candidat de l'UNION DE LA GAUCHE, sera l'élu du second tour.

Au nom de la GRANDE MAJORITE des Elus de la Circonscription, **Elus Municipaux, Maires et Conseillers Généraux,** nous appelons à voter pour lui.

Maurice VERILLON
Sénateur de la Drôme,
Premier Vice-Président du Conseil Général.

Maurice PIC
Sénateur-Maire de MONTÉLIMAR,
Président du Conseil Général - Ancien Ministre.

Michèle CHANCEL - Delphi ANDRÉOLÉTY - Jean CLÉMENT - Gabriel MOURRIER
Conseillers Généraux,

UNE DÉCLARATION D'HAROUN TAZIEFF

Dans le Journal "L'UNITE" N° 286 du 10 Mars 1978, HAROUN TAZIEFF, Vulcanologue et Ecologiste écrit «Je souhaite la victoire du P. S. pour lequel je vote». Comme lui, tous les défenseurs de la nature et de l'environnement apporteront leur voix à HENRI MICHEL.

LA MAJORITE SORTANTE EST RESPONSABLE

- du chômage,
- de la hausse des prix,
- d'une politique nucléaire de danger et de gaspillage,
- de la dégradation de tous les Services Publics,
- des difficultés de vivre de tous les Français,
- etc...

LE SUCCES DE L'UNION DE LA GAUCHE VOUS APPORTERA:

- **l'amélioration des conditions de vie**
  (S.M.I.C. à 2.400 fr., revenu agricole assuré, allocations familiales augmentées, retraites revalorisées, etc...)
- **le grand effort social attendu,**
- **les libertés démocratiques retrouvées,**
- **la défense de l'environnement** contre TOUTES les pollutions.

VOTEZ MASSIVEMENT
PAS UNE VOIX NE DOIT MANQUER A

HENRI MICHEL

suppléant HENRI SAUVINET

Candidat de
l'Union de la Gauche

APPEL

le Parti Communiste et son candidat Michel SEYVE, appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 MARS à rassembler leurs suffrages le 19 MARS prochain sur :

HENRI MICHEL

devenu le candidat de l'Union de toute la Gauche

Vu, les candidats SEIM-Montélimar

georges fillioud

député de la drôme
maire de romans

Madame, Monsieur,

Deux minutes ! C'est ce qu'il vous faudra pour lire cette lettre, arrivée avec de nombreux autres papiers. Nous voudrions pouvoir retenir votre attention ce court moment avant que vous arrêtiez votre choix pour voter dimanche prochain.

Tant de choses, et des plus importantes, vont en effet, dépendre de ce que décideront les Français ce jour là. De ce que vous déciderez vous-même.

Ou bien tout continuera, comme aujourd'hui, comme hier... se remettra alors à tourner pour longtemps le manège où passe et repasse notre vie sans jamais s'arrêter. Ou bien quelque chose d'autre et de neuf nous arrivera huit jours plus tard, avec la venue du printemps, juste au lendemain du second tour.

Il faut pour cela que le dimanche qui vient fasse se lever l'espérance dont le socialisme porte la promesse. A part quelques seigneurs des féodalités bourgeoises et industrielles, et quelques conformistes figés dans l'égoisme de leurs habitudes, personne ne peut se satisfaire de la société française, telle qu'elle est en mars 1978. On peut, en revanche, et de bonne foi, s'interroger sur la nature des réformes à promouvoir et les moyens de les réaliser.

La voie que, pour notre part, nous proposons, est celle du socialisme dans l'union de la gauche. Aucune autre ne nous paraît actuellement ouverte. En tout cas, celle qui a été depuis tant d'années suivie, se termine en impasse. Le chômage, l'inflation, les inégalités insolentes, le sort accablant des paysans, des artisans, des petits commerçants, des personnes âgées, des handicapés, sont les signes évidents de ce "mal français" que la majorité finissante n'a pas pu guérir.

Et l'on sait maintenant qu'elle n'en connaît pas le remède. Le moment est donc venu d'un autre choix. Celui qu'offre à la France une idée qui a déjà fait son chemin : celle du socialisme. Faute d'arguments valables pour contredire cette idée, nos adversaires n'ont plus recours qu'à la stratégie de la peur, sur le thème usé des libertés. Comme si le monde entier ne savait pas, instruit par une longue histoire, que le socialisme à la Française est synonyme d'humanisme et de liberté. C'est dans cette tradition que s'inscrit la démarche des socialistes d'aujourd'hui.

1 rue de mars
téléphone 02-26-8(

..../..

../...

Il s'agit d'apporter des réponses immédiates aux problèmes les plus aigus de notre temps : salaires, garantie de l'emploi, sécurité, pensions et retraites, allocations familiales, revenus agricoles... Ce sont là nos propositions pour plus de justice sociale. Mais le socialisme est aussi porteur d'un projet de société aux ambitions plus vastes : le temps de vivre... et une autre façon de vivre pour l'homme parmi les hommes... en protégeant la nature...

Nous considérons que le Programme Commun est une première étape sur cette route que nous aurons à parcourir ensemble. C'est donc ce programme que nous sommes décidés à appliquer. Celui-là, tout entier, mais pas un autre. Pas le programme des autres. Ce sont ces propositions et ce projet qui inspireront l'action du gouvernement de demain si vous donnez votre confiance au socialisme.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à nos sentiments dévoués.

André BRUNET

Georges FILLIOUD

Vous savez que, partout où il n'arrivera pas en tête, le P.S. respectera la règle du désistement à gauche, condition indispensable à la victoire commune.
Vous savez bien, aussi, que dans cette circonscription, ce sont les socialistes qui portent les chances de l'union et du changement. Elles se joueront au premier tour.

G F.

DEVAL ROMANS

georges fillioud
député de la drôme
maire de romans

Romans, le 14 mars 1978

Madame, Monsieur,

Quelles que soient vos convictions personnelles, nous nous permettons de vous demander un instant d'attention pour la lecture de cette lettre, seul moyen de communication directe avec l'ensemble des électrices et des électeurs de la circonscription entre les deux tours des élections législatives. Si vous ne partagez pas nos idées, sachez que nous respectons les vôtres. Nous ne réclamons en retour que la reconnaissance de notre bonne foi et la prise en compte de nos arguments, même si, réflexion faite, vous décidez de ne pas les retenir.

A quelques jours d'un vote décisif, aboutissement d'une trop longue campagne, on peut penser que tout a été dit. Pourtant, l'enjeu est si important qu'il faut tout de même laisser parler un peu le coeur, aprés tant de discours de la raison. Ceux-ci ont assez développé les propositions de la gauche pour que chacun soit bien informé des changements devenus possibles et soit ainsi en mesure de juger leurs conséquences dans sa vie personnelle, familiale, professionnelle et sociale.

Il est naturel que les bénéficiaires du régime actuel aient le désir de préserver les avantages de leur situation présente. Cela en fait nos adversaires, mais non point nos ennemis, car nous ne sommes pas animés par un esprit de revanche. Ils doivent cependant comprendre que tous les autres - qui sont le plus grand nombre - puissent aspirer à un autre ordre économique, social et politique.

Cette transformation de la société est aujourd'hui offerte à la France, pour la première fois depuis plus de 40 ans, et il est probable que pareille chance ne repassera plus pour les hommes et les femmes de notre génération. C'est pourquoi nous pensons qu'il est tellement important de la saisir dimanche prochain.

1 rue de mars
téléphone 02-26-86

.../..

../....

Dans tout le pays, comme chez nous, le problème est le même. Rien n'est encore joué mais tout est possible. Et le tout dépend de la position individuelle de chacun. Donc de la vôtre. Que tous les partisans du changement se reconnaissent et se rassemblent, et ils gagneront ensemble. Qu'ils se désunissent ou refusent de se retrouver sur l'essentiel, et nous perdrons tous. L'occasion sera ainsi manquée. Pour combien de temps ?

Ici, ce sont les candidats socialistes qui portent désormais les promesses de la gauche, de l'union, du changement, des nouvelles espérances. Ailleurs les chances peuvent avoir un autre visage. L'important est de partout se retrouver sur ce qui réunit. Aujourd'hui ce qui nous différencie et peut nous séparer ne vaut guère par rapport à ce qui compte. Ce qui compte maintenant, c'est d'engager le mouvement vers une autre société, plus juste, plus humaine, plus solidaire ; où la liberté cessera d'être un mot ; où l'égalité cessera d'être un rêve ; où l'argent, la productivité, le gaspillage cesseront d'être les règles du développement ; où le compte sera pris de l'homme , des hommes, et de la nature.

Bien sûr, il faudra du temps pour réaliser de telles ambitions. Raison de plus pour commencer sans attendre. Ici et maintenant.

Oui... tout dépend de vous.
Sentiments très dévoués

André BRUNET

Georges FILLIOUD

DEVAL ROMANS

ESSONNE

Première circonscription :

Cantons de : Brunoy, Corbeil-Nord (moins communes de Bondoufle, Courcouronnes, Echarcon, Evry, Lisses, Ris-Orangis), Montgeron.

Communes de : Corbeil, Morsang-sur-Seine, Saint-Pierre-du-Perray, Saintry-sur-Seine.

M. Roger COMBRISSON élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Arpajon, Corbeil-Sud (moins communes de Corbeil, Morsang-sur-Seine, Saint-Pierre-du-Perray, Saintry-sur-Seine), Etampes, La Ferté-Alais, Méréville, Milly-la-Forêt.

Communes de : Bondoufle, Courcouronnes, Echarcon, Evry, Lisses, Ris-Orangis.

M. Bernard PONS élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Athis-Mons, Juvisy, Longjumeau, Massy, Savigny.

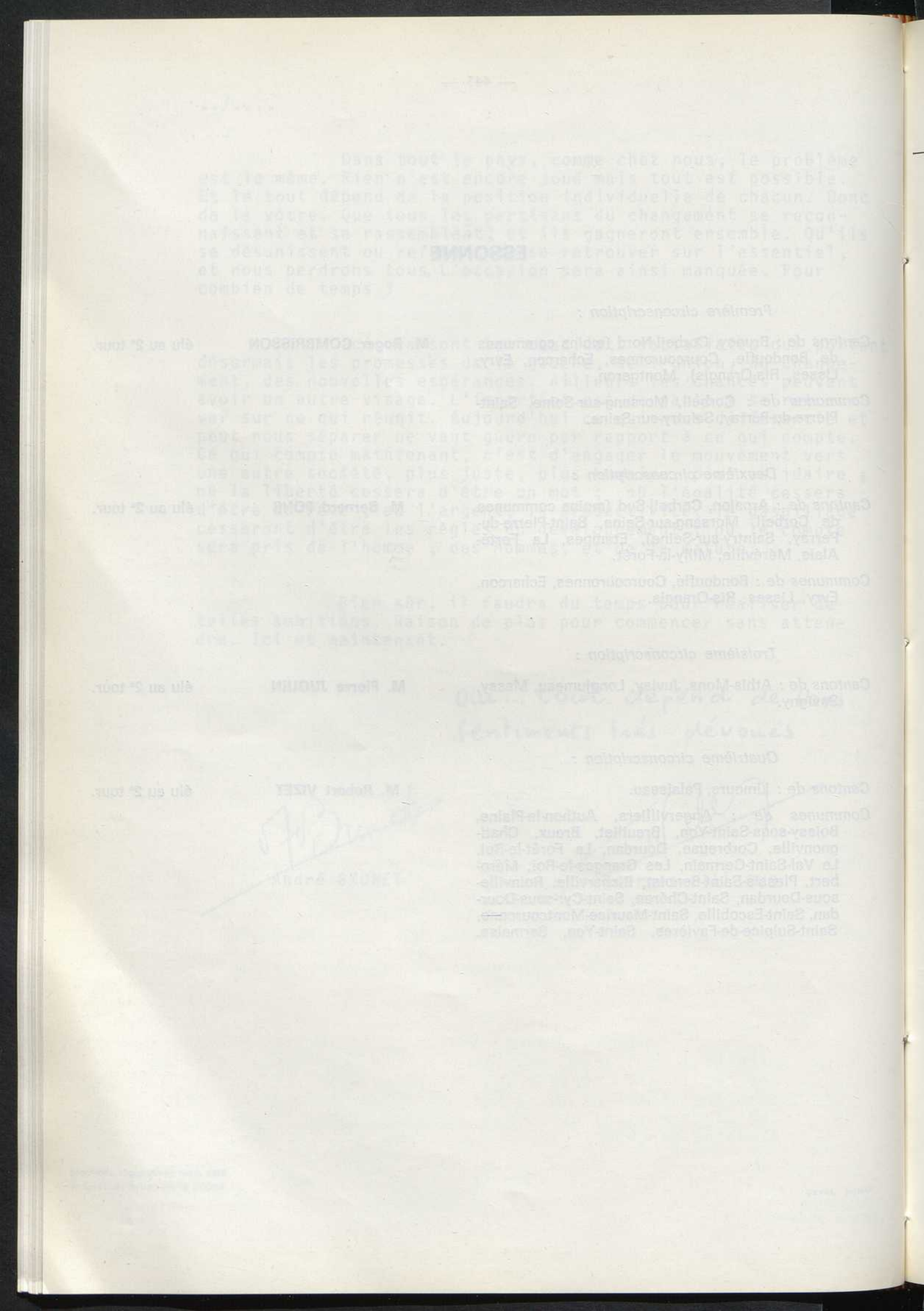
M. Pierre JUQUIN élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Limours, Palaiseau.

Communes de : Angervilliers, Authon-la-Plaine, Boissy-sous-Saint-Yon, Breuillet, Breux, Chatignonville, Corbreuse, Dourdan, La Forêt-le-Roi, Le Val-Saint-Germain, Les Granges-le-Roi, Mérobert, Plessis-Saint-Benoist, Richarville, Roinville-sous-Dourdan, Saint-Chéron, Saint-Cyr-sous-Dourdan, Saint-Escobille, Saint-Maurice-Montcouronne, Saint-Sulpice-de-Favières, Saint-Yon, Sermaise.

M. Robert VIZET élu au 2e tour.



République Française

Elections législatives du 12 Mars 1978 - 1re circonscription de l'Essonne

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Au cours de cette campagne, vous avez pris connaissance des déclarations des candidats et des partis politiques.

Voici venu le moment du choix.

Vous me connaissez. Vous connaissez mon suppléant, Pierre BONNINGUE Maire d'Epinay-sous-Sénart. Vous connaissez les communistes. Tous les jours, vous voyez leurs élus à l'œuvre, à vos côtés, dans les mairies, au Conseil Général. Leurs engagements ... **vous savez qu'ils les tiennent.**

Ce que je propose est clair.

● Je vous propose le CHANGEMENT, LE VRAI CHANGEMENT.

• Dès fin mars, nous pouvons mettre fin à la pauvreté, aux inégalités, aux gâchis.

• Dès fin mars, nous pouvons ouvrir largement les portes à la LIBERTE, à la DEMOCRATIE et à l'AUTOGESTION, à l'INDEPENDANCE NATIONALE.

LES MOYENS EXISTENT pour cette grande politique. Il suffit de FAIRE PAYER LES **PLUS** RICHES, de **TAXER le grand capital.**

● Je vous propose l'UNION.

Il faut que les partis de gauche réalisent un accord sur un BON PROGRAMME définissant une BONNE POLITIQUE pour les travailleurs, les familles ET sur un gouvernement d'union avec des ministres communistes chargés de l'appliquer.

Ainsi l'immense espoir ouvert par la signature du programme commun pourra se concrétiser.

ENSEMBLE NOUS POUVONS GAGNER !!!

• En m'accordant votre suffrage le 12 mars vous CONFIRMEREZ votre confiance à l'égard des élus communistes.

• En votant communiste le 12 mars il ne s'agit pas d'une adhésion à tout ce que fait et pense le Parti Communiste Français.

Il s'agit de bien autre chose ...

IL S'AGIT DE VOUS ... de VOS ESPOIRS ... **de VOTRE VIE VRAIMENT TRANSFORMEE dès fin mars.**

Voilà l'enjeu .....

Ce n'est donc pas simplement pour assurer la réélection de votre député, mais c'est aussi, plus encore, pour gagner cette bataille de l'espérance, cette bataille de l'Homme contre l'argent-roi que je vous demande de me soutenir le 12 mars.

Chaque voix qui se portera sur mon nom le 12 mars, ce sera

- **un OUI au CHANGEMENT**
- **un OUI à l'UNION le 13 mars**
- **un OUI à la VICTOIRE le 19 mars.**

Roger COMBRISSON

Député, maire de Corbeil-Essonnes, conseiller régional

Votez Roger COMBRISSON

Vu le candidat.

Roger COMBRISSON
Député
Maire de Corbeil-Essonnes
Conseiller Régional

Roger COMBRISSON

CANDIDAT

D'UNION DE LA GAUCHE

soutenu par

Le parti communiste français
Le parti socialiste
Le mouvement des radicaux de gauche
Les gaullistes d'opposition

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans notre circonscription, plus de 60 % d'entre vous ont rejeté la politique de la majorité.

Je remercie celles et ceux qui l'on fait en me plaçant en tête de tous les candidats.

Pour le second tour, les candidats du Parti Socialiste, Madame Renée ESPINASSE, et du Mouvement des Radicaux de gauche, le Docteur JACOB, ainsi que la candidate du Parti Socialiste Unifié et du Front autogestionnaire, Madame Monique SMOLAR, appellent leurs électrices et électeurs, **A SE RASSEMBLER SUR MON NOM POUR BATTRE LA DROITE.**

je suis donc, au second tour, le représentant de toute la gauche, de tous ceux qui veulent le changement, de tous ceux qui veulent faire de la France une démocratie moderne

Comme je vous en avais donné l'assurance, les dirigeants des Partis de gauche, F. MITTERRAND, G. MARCHAIS, R. FABRE, se sont rencontrés lundi et ont signé l'accord.

LES PORTES DE L'ESPOIR SONT DESORMAIS OUVERTES !!

Pour la première fois depuis plus de trente ans, la gauche unie peut être majoritaire à l'Assemblée Nationale. Un Gouvernement d'union de la gauche peut appliquer la politique nouvelle à laquelle vous aspirez.

Chaque voix pour réélire le député d'union de la gauche va donc peser pour donner à la France une majorité commune, sur un programme commun, pour un gouvernement commun.

JE FAIS SOLENNELLEMENT APPEL A CHACUNE ET CHACUN DE VOUS.

● **Il faut** battre le candidat des milliardaires.

● **Il faut gagner** pour que votre vie puisse changer TOUT DE SUITE.

● **Il faut** que, dès les prochaines semaines, un gouvernement d'union fasse enfin passer vos intérêts, vos conditions de vie et de travail, vos droits et vos libertés, le respect des hommes et de la nature, l'indépendance de la France, avant les privilèges d'une minorité égoïste.

TOUTES ET TOUS, dans la diversité de nos opinions, de nos sensibilités,de nos croyances, nous éprouvons aujourd'hui un besoin commun de justice, de dignité, de dialogue.

Pour chaque femme et chaque homme, nous voulons le droit d'être consulté, écouté, associé aux décisions dans les entreprises, les communes, les régions, la Nation.

Nous voulons que la France permette à tous de vivre de leur travail, qu'elle se donne une économie d'un type nouveau, faite pour l'Homme.

Nous voulons une France libre, amicale, respectée dans le Monde.

Pour la première fois nous pouvons réaliser cela ensemble.

Amis de gauche, et vous si nombreux qui voulez le changement unissons-nous tous.

Réélisez votre député Roger COMBRISSON,

Suppléant Pierre BONNINGUE

Vu le candidat

Le Parti Socialiste et sa candidate, Madame Renée ESPINASSE, appellent toutes les électrices, tous les électeurs, qui leur ont fait confiance le 12 Mars, à rassembler leurs suffrages le 19 sur Roger COMBRISSON devenu le candidat d'Union de toute la gauche.

Le Mouvement des Radicaux de Gauche et son candidat, le Docteur JACOB, appellent tous les citoyens qui leur ont apporté leurs suffrages le 12 Mars, à bloquer toutes leurs voix, le 19 Mars, sur Roger COMBRISSON qui devient le candidat d'union de toute la gauche.

C'est en prenant toute sa place dans le combat contre la droite, que le courant socialiste, écologique et autogestionnaire pourra s'imposer et ainsi changer la politique.

C'est pourquoi le Front Autogestionnaire appelle à voter pour le candidat unique de la gauche Roger COMBRISSON.

Mme SMOLAR

République Française

ELECTIONS LEGISLATIVES - 2e CIRCONSCRIPTION de l'ESSONNE

RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE

CANDIDAT D'UNION DE LA MAJORITE

Bernard PONS

Docteur en Médecine
Député - Ancien Ministre

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Dans quelques jours vous allez, comme tous les Français, élire votre député.

Le choix que vous ferez est un acte important et grave dans la vie d'un pays démocratique puisque c'est celui par lequel s'exprime le pouvoir souverain du suffrage universel. Peut-être votre décision est-elle déjà prise au terme d'une campagne électorale longue et animée au cours de laquelle tous les arguments ont pu être avancés ou réfutés. Qu'il me soit cependant permis d'apporter cette ultime contribution à vos réflexions et de vous dire très simplement et très brièvement quel est, au niveau local et au niveau national, le double enjeu de ce scrutin.

Le département de l'Essonne est un département jeune qui se développe rapidement, mais qui est secoué par des mutations profondes et, de ce fait, confronté à des problèmes spécifiques. Notre circonscription est une parfaite illustration de cette situation : banlieue-dortoir de Paris, sa population s'est considérablement accrue, sans que pour autant soient réunies toutes les conditions de son épanouissement. Ecartelée entre le Nord qui connaît une urbanisation contestable et souvent inhumaine et le Sud qui éprouve le sentiment d'avoir été oublié, voire sacrifié, elle refuse ce déséquilibre, en éprouve un réel malaise et s'interroge sur le sort qui lui est promis. Il faut donc rétablir un climat de confiance et s'efforcer d'apporter à chacun ce qu'il est en droit d'exiger pour son logement, pour son travail, pour ses déplacements, pour son cadre de vie. C'est vers ces objectifs que devront tendre demain les efforts de votre député. En ce qui me concerne, les actions que j'ai menées dans le passé, au Parlement ou au Gouvernement, seront, à vos yeux — du moins je l'espère — la garantie de ce que je suis en mesure de faire pour la solution des problèmes d'emploi, de logement, de transport ou d'environnement qui vous préoccupent à juste titre.

Mais l'enjeu du scrutin des 12 et 19 mars dépasse largement le cadre de ces questions d'intérêt local, si importantes soient-elles. Comme chaque Français, vous aurez, en effet, à décider dans quelle société vous vivrez demain. Les formations politiques d'inspiration marxiste vous proposent un modèle, un programme où, sous le couvert de mesures sociales parfaitement illusoires, dont on ne sait toujours pas comment elles seront financées et qui n'auraient d'autre effet que de provoquer le désordre et la faillite de notre économie, transparait à chaque ligne la volonté de vous enfermer dans un carcan bureaucratique et d'imposer la mainmise de l'Etat sur tous les actes de votre vie.

Au contraire, les formations politiques de la majorité vous proposent de poursuivre l'œuvre considérable de développement, de progrès et de rénovation que conduisent depuis vingt ans les Gouvernements de la Ve Répulblique dans une société de liberté. Il s'agit aujourd'hui de corriger les imperfections de cette société et de la faire évoluer dans le sens de la justice, de la solidarité et de la sécurité. Il s'agit aussi et surtout de sauvegarder les valeurs essentielles sur lesquelles elle se fonde : liberté individuelle, liberté d'entreprendre, liberté de pensée et d'expression, liberté de religion et d'éducation, liberté de réunion et d'association.

Je me présente à vos suffrages au nom du Rassemblement pour la République qui est certainement, de toutes les formations de la majorité, celle qui a l'assise populaire la plus large. De ce fait, elle apparait comme la plus solide, la plus capable de constituer pour nos institutions, pour nos libertés, pour notre sécurité, pour notre avenir, un rempart contre les assauts que leur livre la coalition marxiste.

Votre vote va donc avoir une signification exceptionnelle et capitale. Par-delà nos querelles quotidiennes, par-delà toutes les tendances qui composent l'opinion publique française, je vous invite à vous rassembler, à nous rejoindre et à rejeter par un vote massif l'entreprise d'asservissement qui nous menace.

POUR QUE VIVE LA FRANCE
ET VIVE LA REPUBLIQUE

Bernard PONS

Docteur en Médecine
Député - Ancien Ministre

SUPPLEANT :
Jean COULOMBEL

Directeur de Société Coopérative
Maire de MORIGNY-CHAMPIGNY
Membre du Bureau de l'Union des Maires de l'Essonne

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 2e CIRCONSCRIPTION DE L'ESSONNE
SCRUTIN DE BALLOTAGE

RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE

CANDIDAT D'UNION DE LA MAJORITE

Bernard PONS

Docteur en Médecine
Député - Ancien Ministre

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Au lendemain du premier tour des élections législatives, j'exprime aux 28.757 électrices et électeurs de la 2e circonscription de l'Essonne qui m'ont accordé leur confiance, ma gratitude et ma reconnaissance.

Dans une compétition à laquelle participaient onze candidats, ce résultat, qui représente près du quart des votants est en lui-même tout à la fois un succès non négligeable et un précieux encouragement à poursuivre notre combat.

Mais ce succès, si remarquable soit-il, ne suffit pas à écarter la menace d'une domination totale du Parti Communiste sur le département de l'Essonne. Je m'adresse donc à toutes celles et à tous ceux qui m'ont déjà fait confiance et leur demande un soutien accru, des efforts redoublés, une mobilisation générale au service d'une cause qui nous est commune et dont ils savent que c'est une juste cause.

Je m'adresse également à celles et à ceux qui, au premier tour, ont manifesté une préférence pour le candidat d'une autre tendance de la majorité : je les invite à nous rejoindre massivement et sans réticence puisque rien d'essentiel ne nous sépare et qu'il nous faut aujourd'hui impérativement nous unir pour défendre les principes fondamentaux sur lesquels repose notre société.

Je m'adresse enfin à celles et à ceux qui, le 12 mars, ont exprimé leur angoisse, leur irritation devant les difficultés du moment, leur mécontentement souvent justifié, et qui l'ont fait en accordant leurs suffrages à tel ou tel candidat de l'opposition. Je les adjure de se ressaisir, je fais appel à leur sagesse, à leur raison. Les promesses illusoires de nos adversaires ne peuvent apporter de solution à leurs problèmes particuliers. En revanche, elles aboutiraient à brève échéance à la faillite de notre économie et à la disparition de nos libertés.

A tous les démocrates, à tous les libéraux, nous proposons sans esprit partisan, sans sectarisme, de nous aider à constituer une majorité rénovée capable de promouvoir dans la paix et la liberté les réformes dont notre pays a besoin, de poursuivre notre redressement économique et de continuer à avancer dans la voie du progrès et de la justice.

Le choix qui vous est offert le 19 mars est singulièrement simplifié. Le changement que vous promet inlassablement le Parti Communiste ressemble étrangement à l'infinie tristesse dans laquelle sont ensevelies les démocraties populaires.

Vous aurez à cœur de refuser cette sinistre perspective pour l'Essonne et pour la France.

Vous ne regretterez pas de nous avoir fait confiance.

Bernard PONS

Docteur en Médecine
Député - Ancien Ministre

SUPPLEANT :
Jean COULOMBEL

Directeur de Société Coopérative
Maire de MORIGNY-CHAMPIGNY
Membre du Bureau de l'Union des Maires de l'Essonne

C.P.I. 677.22.34.

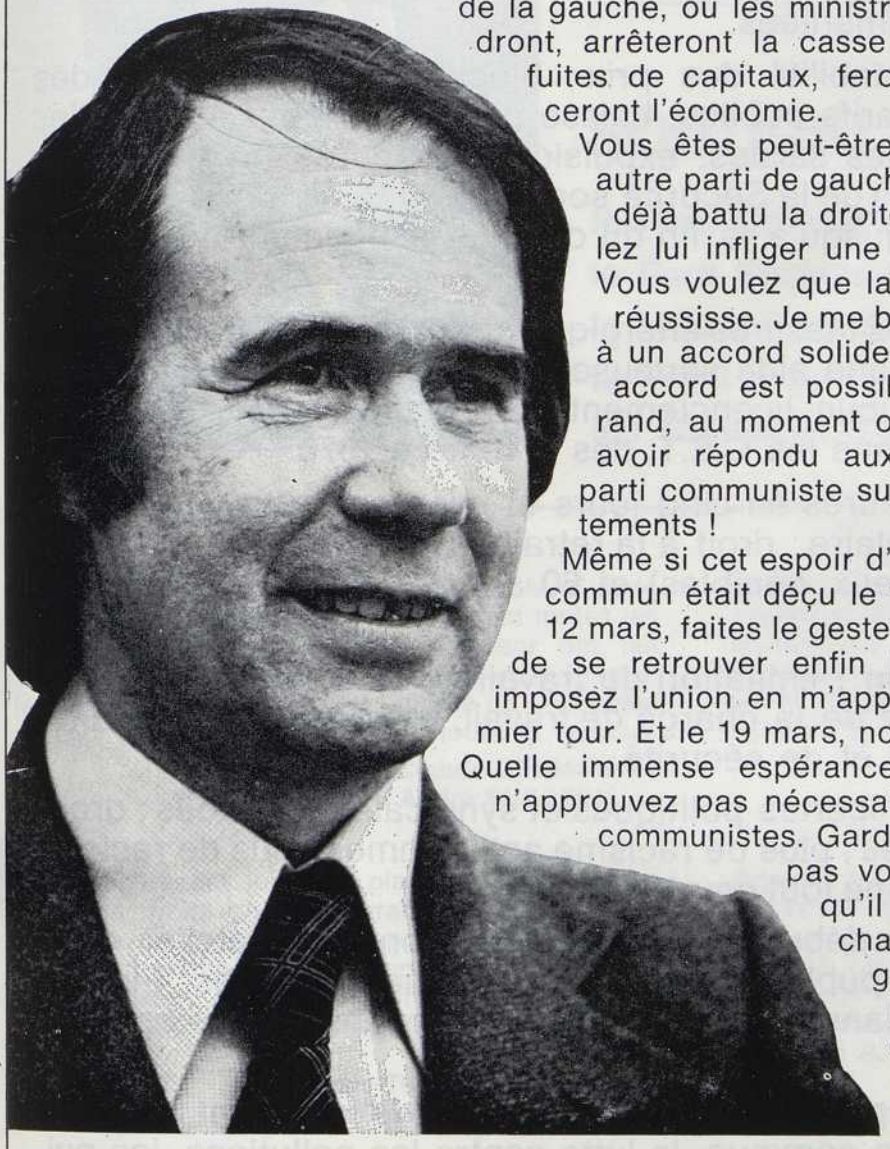
Vu le candidat

VOTRE vie peut changer dès les prochains jours. A condition de battre la droite. A condition de se donner la garantie d'une vraie politique de gauche.

En réélisant votre député, vous direz aux politiciens R.P.R. et giscardiens que vous en avez assez de toutes les injustices.

Vous direz que la gauche doit satisfaire sans délai vos revendications urgentes, donner ses droits au monde ouvrier et des libertés sans précédent aux citoyens, faire payer ceux qui se sont enrichis sur votre dos, assurer l'indépendance de la France.

Vous direz que vous voulez, pour accomplir ce grand travail, un gouvernement d'union de la gauche, où les ministres communistes vous défendront, arrêteront la casse des usines, bloqueront les fuites de capitaux, feront fabriquer français, relanceront l'économie.



Vous êtes peut-être électrice ou électeur d'un autre parti de gauche. Ici, ensemble, nous avons déjà battu la droite à deux reprises. Vous voulez lui infliger une nouvelle défaite exemplaire. Vous voulez que la gauche gagne, gouverne et réussisse. Je me bats pour ce seul but : aboutir à un accord solide avec le parti socialiste. Cet accord est possible. Puisse François Mitterrand, au moment où vous recevrez cette lettre, avoir répondu aux propositions d'entente du parti communiste sur le programme et les désistements !

Même si cet espoir d'accord, votre espoir, l'espoir commun était déçu le 11, vous avez un recours : le 12 mars, faites le geste qui va permettre à la gauche de se retrouver enfin pour vaincre. Cette fois-ci, imposez l'union en m'apportant votre voix dès le premier tour. Et le 19 mars, nous gagnerons ensemble.

Quelle immense espérance est offerte à tous ! Vous n'approuvez pas nécessairement tout ce que font les communistes. Gardez vos idées, mais ne perdez pas votre voix. Faites vraiment ce qu'il faut pour que ça change : chaque bulletin à mon nom fera grandir vos chances.

Le 12 mars, la victoire est entre vos mains.

Pierre JUQUIN,
Agrégé de l'Université, député.

PIERRE JUQUIN
pour l'union et le changement

SYLVIE JAN suppléante

25 ans, employée,
secrétaire nationale du Mouvement de la jeunesse communiste

« Nous sommes des milliers de femmes, de jeunes. Ces élections sont une chance extraordinaire. Ne la laissons pas passer. »

EN AVRIL NOUS DECIDERONS :

Un bond en avant du pouvoir d'achat : SMIC à 2400 francs ; hausse des salaires en donnant le plus à ceux qui ont le moins ; échelle mobile ; allocations familiales augmentées de 50 % et versées dès le premier enfant ; minimum pour les retraités et les handicapés adultes élevé à 1300 francs ; retraites et pensions augmentées.

La vie moins chère : stabilité des prix ; blocage des loyers et des charges, ainsi que des tarifs publics; baisse des loyers pour les familles modestes ; interdiction des saisies, expulsions, coupures de gaz et de courant ; remboursements de la Sécurité sociale à 80 % et 100 % ; gratuité totale pour les écoliers jusqu'à la fin du collège ; allègement des impôts pour les gens modestes.

La lutte anti-chômage : des mesures énergiques pour créer 500000 emplois nouveaux dans l'année ; une aide sérieuse à tous les hommes et femmes privés d'emploi ; plus aucun licenciement sans reclassement préalable ; 100000 jeunes de plus dans les C.E.T. dès la rentrée 1978.

Le temps de vivre : 40 heures en cinq jours et mise en route vers les 35 heures, sans perte de salaire ; droit à la retraite avec pension complète à 55 ans (femmes et travaux pénibles) et 60 ans ; 5e semaine de congés payés.

Le travail moins inhumain : limitation du travail au rendement, du travail de nuit, des cadences et de la charge de travail, en premier lieu pour les O.S. ; mesures d'hygiène et de sécurité.

La liberté pour chacun : libertés politiques et syndicales pour tous ; droits nouveaux pour les salariés ; plus de racisme anti-femmes, plus de racisme anti-jeunes, plus de racisme tout court !

La démocratie à la base : début de l'autogestion (conseils d'atelier et de service) dans le secteur public et les entreprises nationalisées. Plus de préfets ! Le pouvoir réel, dans les communes, aux citoyens, à leurs associations et aux élus locaux.

Des premiers crédits supplémentaires pour : l'école, le logement, la santé, le sport, les transports en commun, la lutte contre les pollutions, les nuisances, le bruit.

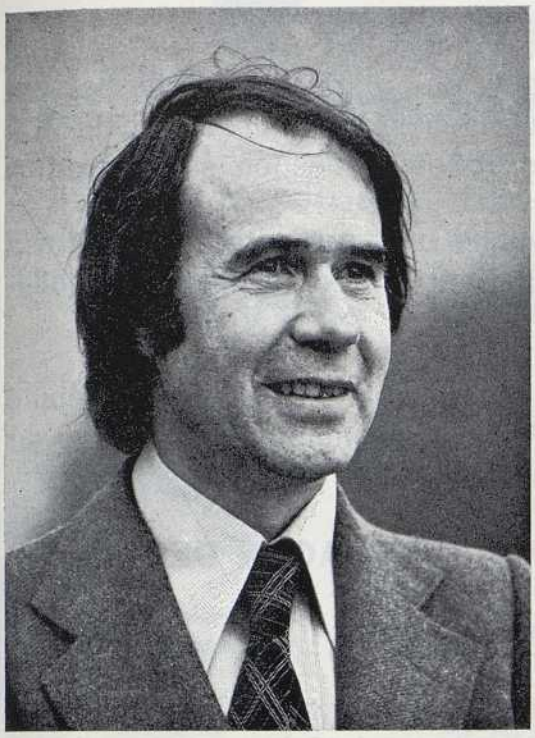
Nous, nos comptes sont équilibrés. Nous proposons un impôt sur le capital des sociétés, un impôt sur les grosses fortunes, un nouveau barème de l'impôt sur le revenu (près de 2 millions de familles n'en paieront plus, mais les revenus supérieurs à 5 millions d'anciens francs par mois paieront 85 %), etc.

Vu : le candidat.

LE 12 MARS, VOTER POUR PIERRE JUQUIN
C'EST VOTER POUR REALISER TOUT CELA

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

7, avenue Vernier 92120 Montrouge



PIERRE JUQUIN

47 ans, agrégé de l'Université, député

Candidat de l'Union de la Gauche

SOUTENU par

le Parti Communiste Français
le Parti Socialiste
le Mouvement des Radicaux de Gauche
le Front Auto-Gestionnaire (P.S.U.)
les Gaullistes d'Opposition

Le Parti Socialiste et ses candidats, MM. Claude GERMON et André BUSSERY, appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages, le 19, sur M. Pierre JUQUIN, député de l'Essonne, devenu le candidat d'union de toute la gauche.

Claude GERMON
André BUSSERY

Le Mouvement des Radicaux de gauche et ses candidats, MM. Alain FORGET et Jean LIMONIER, invitent tous les citoyens qui leur ont apporté leurs suffrages le 12 mars à bloquer leurs voix le 19 sur M. Pierre JUQUIN, devenu le candidat d'union de toute la gauche.

Alain FORGET
Jean LIMONIER

C'est en prenant toute sa place dans le combat contre la droite que le courant socialiste, écologiste et autogestionnaire pourra s'imposer à gauche et changer ainsi la politique. C'est pourquoi le Front Autogestionnaire appelle à voter pour le candidat d'union de la gauche : Pierre JUQUIN.

Marie-Thérèse CUFFINI
Gérard LUCAS

Attaché à l'indépendance nationale, à la réforme de l'Etat dans le cadre des institutions, à la participation, le Mouvement des Gaullistes d'Opposition (Jean Charbonnel, Léo Hamon) appelle tous ceux qui restent fidèles à l'idéal dont ils se réclament à voter au deuxième tour pour M. Pierre JUQUIN.

Dr Robert BORDES
Béatrice POISSON

Electrice, Electeur,

Dans notre circonscription, plus de 60 % d'entre vous ont rejeté la politique de la « majorité ». Je remercie celles et ceux qui l'ont fait en me plaçant en tête.

Pour le second tour, les candidats du Parti Socialiste, M. Claude GERMON, du Mouvement des Radicaux de Gauche, M. Alain FORGET, ainsi que Madame Marie-Thérèse CUFFINI, du Mouvement Autogestionnaire, et M. Robert BORDES, des Gaullistes d'Opposition, appellent leurs électeurs et électrices à se rassembler sur mon nom. En respectant l'engagement d'apolitisme de M. Jean EMIN, candidat écologiste, je réaffirme mon appui aux grandes idées qu'il a défendues dans sa campagne.

Pour battre la droite, je suis donc, au second tour, le représentant de toute la gauche, de tous ceux qui veulent le changement, de tous ceux qui veulent faire de la France une démocratie moderne.

Comme je vous en avais donné l'assurance, les dirigeants des partis de gauche se sont rencontrés dès lundi. Je viens de participer à la signature de l'accord entre François MITTERRAND, Georges MARCHAIS et Robert FABRE. Les portes de l'espoir sont ouvertes.

Pour la première fois depuis plus de trente ans, la gauche unie peut être majoritaire à l'Assemblée nationale. Un gouvernement d'union de la gauche peut appliquer la politique nouvelle à laquelle vous aspirez.

Chaque siège va compter. Dans notre circonscription, chaque voix pour réélire le député de l'union de la gauche va peser pour donner à la France une majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun.

JE FAIS SOLENNELLEMENT APPEL A CHACUNE ET CHACUN DE VOUS

Il faut battre les politiciens du passé, battre le candidat de M. CHIRAC.

Il faut gagner pour que votre vie puisse changer tout de suite. Il faut que, dès les prochaines semaines, un gouvernement d'union fasse enfin passer vos intérêts, vos conditions de vie et de travail, vos droits et vos libertés, le respect des êtres humains et de la nature, l'indépendance de la France avant les privilèges d'une minorité égoïste.

Toutes et tous, dans la diversité de nos opinions, de nos sensibilités, de nos croyances, nous éprouvons aujourd'hui un besoin commun de justice, de dignité, de dialogue. Pour chaque femme, chaque homme, nous voulons le droit d'être consulté, écouté, associé aux décisions, dans l'entreprise, la commune, la région, la nation. Nous voulons que la France permette à tous de vivre de leur travail, qu'elle se donne une économie d'un type nouveau, faite pour l'Homme. Nous voulons une France libre, amicale, respectée dans le monde.

Pour la première fois, nous pouvons réaliser cela ensemble.

Amis de la gauche, et vous si nombreux qui voulez aussi le changement,

UNISSONS-NOUS TOUS

Réélisez votre député

PIERRE JUQUIN

SUPPLEANTE : **Sylvie JAN**

Vu, le candidat

République Française

Département de l'Essonne - Elections législatives du 12 mars 1978 - 4e circonscription

ROBERT VIZET
CLAUDE SCHUHL

Candidats du Parti Communiste Français

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Robert VIZET

Député-Maire de Palaiseau.
Conseiller général.
Résistant.

Claude SCHUHL

Suppléant.
Ingénieur E.P.C.I.
Docteur ès sciences.
Maire adjoint de Bures-sur-Yvette.

Robert VIZET s'adresse à vous

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous connaissez les déclarations des candidats et des partis politiques. Vous en êtes donc au moment où vous allez faire votre choix.

Vous me connaissez ainsi que mon suppléant Claude SCHUHL avec lequel nous formons équipe depuis cinq ans, avec vous et pour vous.

Vous connaissez les communistes, leurs élus vous les voyez tous les jours à vos côtés, dans les mairies, au Conseil Général. Vous savez que les engagements qu'ils prennent, ils les tiennent.

Ce que je propose est clair.

Je vous propose d'abord le changement, un vrai changement : *le progrès social, de grandes réformes économiques, la démocratie et l'autogestion, l'indépendance nationale. Pour cela les moyens existent, j'ai eu de nombreuses occasions de le montrer, de le dire, de l'écrire, d'en débattre, peut-être avec vous même comme avec des milliers de personnes au cours des derniers mois.*

Je vous propose l'Union, un bon accord de toute la gauche *pour définir ensemble la politique nouvelle que vous souhaitez. Comme par le passé, je ne ménagerai aucun effort pour y parvenir.*

Je vous propose la victoire : *une nouvelle majorité à l'Assemblée Nationale, un gouvernement d'union de la gauche avec des ministres communistes.*

En m'accordant votre suffrage le 12 mars, vous confirmerez votre confiance à l'égard des candidats et des élus communistes.

En m'accordant votre suffrage dès le premier tour, que vous partagiez ou que vous ne partagiez pas toutes mes opinions, vous ferez pencher la balance du bon côté.

Chaque vote qui se portera sur mon nom le 12 MARS,

— ce sera un OUI à l'Union le 13 MARS,

— un OUI à la victoire le 19 MARS.

Je suis certain que vous saurez choisir et décider pour que vos espérances se réalisent et que l'avenir de notre pays connaisse la prospérité et la justice sociale.

Vu : LES CANDIDATS.

dès avril 78 votre vie peut changer avec des ministres communistes

Le changement, c'est tout de suite. Parce que les travailleurs, les pauvres ne peuvent pas attendre plus. Parce que la résistance des grands patrons doit être immédiatement brisée. Si le 12 mars les électeurs poussent dans le bon sens, le 13 l'accord est possible, le 19 la victoire est assurée. Avec des ministres communistes, le gouvernement se met au travail. Selon un calendrier. Comme celui que les communistes ont proposé et que leurs partenaires ont refusé de discuter en juin dernier.

Mais pour que ça change tout de suite, voilà ce qui est nécessaire dans les vingt premiers jours.

les 20 premiers jours

Dès sa première réunion, le gouvernement peut décider : le SMIC à 2.400 F. Les allocations familiales relevées de 25 %. L'allocation chômage fixée à la moitié du SMIC. L'allocation vieillesse et celle aux handicapés portée à 1.300 F par mois. Les remboursements de Sécurité sociale rétablis à 80 et 100 %.

La cinquième semaine de congés payés. Le blocage des prix essentiels pour six mois. Le renforcement du contrôle des changes et des mouvements de fonds. Dans les premiers jours, le gouvernement proposera : l'ouverture de négociations sur les salaires, l'emploi, la durée et les conditions de travail, la grille unique, la retraite.

Il recommandera : une hausse différenciée de 4 % du pouvoir d'achat pour les salaires de 2.400 à 9.600 F.

Le maintien du pouvoir d'achat de 9.600 à 12.000 F.

au parlement

Le 3 avril, le Parlement se réunit. Il devra accomplir rapidement les formalités pour voter les lois nécessaires à l'application immédiate du programme commun. Nul besoin d'attendre. En 1936, le Parlement a voté des mesures sociales importantes en trois semaines. Il est possible de voter rapidement :

La nationalisation des banques et monopoles industriels. La démocratisation de la gestion des entreprises nationales. L'extension des droits syndicaux et politiques sur le lieu du travail. La création de 100.000 emplois dans les services publics et la titularisation de 150.000 auxiliaires. La construction de 100.000 logements H.L.M. La loi concernant la retraite complète à 60 ans et 55 ans pour les femmes. La création de l'impôt sur les fortunes, de l'impôt sur le capital, du prélèvement supplémentaire sur les hauts revenus. Suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité et sa hausse sur les produits de luxe.

En outre, l'allongement du congé de maternité à 18 semaines, la gratuité scolaire à la rentrée 1978, l'indexation du livret A de Caisse d'épargne, le commencement de l'indemnisation des petits actionnaires des entreprises nationalisées figurent dans ce premier programme.

les premières semaines

Elaboration d'un programme de 12 mois soumis au vote de l'Assemblée : relance sélective de la consommation et des investissements (500.000 emplois nouveaux, retour aux 40 heures). Mesures de soutien à la sidérurgie, la machine-outil, le textile. Organisation du marché agricole. Négociation de nouveaux accords de coopération économique et technique. Lancement de la préparation du plan de développement économique, social, culturel et d'aménagement du territoire.

Adhésion aux traités de limitation de la course aux armements et initiatives en faveur du désarmement.

Ce n'est là qu'une vue partielle de ce calendrier qu'il faut consulter au complet dans « Programme commun de gouvernement actualisé » (Editions Sociales). De plus, il se prolonge au-delà de la première année de gouvernement. Mais ces premières semaines doivent témoigner du changement. Pour qu'il en soit ainsi, le vote communiste du 12 mars sera décisif.

VOTEZ
FAITES VOTER

ROBERT VIZET

Imp. Robert - 567-16-97

Robert VIZET

Député-Maire, Conseiller Général

CANDIDAT D'UNION DE LA GAUCHE

soutenu par

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
LE PARTI SOCIALISTE
LE MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE
LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE
LE PARTI SOCIALISTE UNIFIE
LES GAULLISTES D'OPPOSITION

Ils appellent à voter Robert VIZET

- **Le Parti Socialiste et ses candidats Yves TAVERNIER et Paul LORIDANT, invitent tous les citoyens qui leur ont apporté leurs suffrages le 12 mars à bloquer toutes leurs voix le 19 mars sur Robert VIZET, devenu le candidat d'Union de toute la Gauche.**

- **Le Mouvement des Radicaux de Gauche et ses candidats Georges DORTET et Annick JOSSEAUME, invitent tous les citoyens qui leur ont apporté leurs suffrages le 12 mars à bloquer toutes leurs voix le 19 mars sur Robert VIZET, devenu le candidat d'Union de toute la Gauche.**

- **C'est en prenant toute sa place dans le combat contre la droite que le courant socialiste, écologiste et autogestionnaire pourra s'imposer à gauche et changer ainsi la politique.**

  C'est pourquoi le Front Autogestionnaire appelle à voter pour le candidat d'Union de la Gauche : Robert VIZET.

Electrices, Electeurs,

Dans notre circonscription, 60 % d'entre vous ont rejeté la politique de la « majorité ».

Je remercie celles et ceux qui l'ont fait en me plaçant en tête de tous les candidats.

Pour le second tour, les candidats du Parti Socialiste, M. Yves TAVERNIER du Mouvement des Radicaux de Gauche, M. Georges DORTET ainsi que M. Jean-Claude LE SCORNET du Front Autogestionnaire appellent leurs électrices et électeurs à se rassembler sur mon nom pour battre la droite. Je suis donc au second tour le représentant de toute la gauche, de tous ceux qui veulent le changement, de tous ceux qui veulent faire de la France une démocratie moderne.

Comme je vous en avais donné l'assurance, les dirigeants des partis de gauche se sont rencontrés dès

lundi. Au moment même où je remets ce texte à l'imprimeur, l'accord est conclu entre François MITTERRAND, Georges MARCHAIS et Robert FABRE. Les portes de l'espoir sont désormais ouvertes.
Pour la première fois depuis plus de trente ans, la gauche unie peut être majoritaire à l'Assemblée nationale. Un Gouvernement d'Union de la Gauche peut appliquer la politique nouvelle à laquelle vous aspirez.

Chaque siège va compter.

Dans notre circonscription, chaque voix pour réélire le député d'Union de la Gauche va donc peser pour donner à la France une majorité, sur un programme commun, pour un gouvernement commun.

Je fais solennellement appel à chacune et à chacun de vous.

IL FAUT battre les politiciens du passé.

IL FAUT battre les candidats de MM. Giscard, Barre, Lecanuet.

IL FAUT gagner pour que votre vie puisse changer tout de suite.

IL FAUT que, dès les prochaines semaines, un gouvernement d'union fasse enfin passer vos intérêts, vos conditions de vie et de travail, vos droits et vos libertés, le respect des hommes et de la nature, l'indépendance de la France, avant les privilèges d'une minorité égoïste.

Toutes et tous, dans la diversité de nos opinions, de nos sensibilités, de nos croyances, nous éprouvons aujourd'hui un besoin commun de justice, de dignité, de dialogue.

Pour chaque femme, et chaque homme, nous voulons le droit d'être consulté, écouté, associé aux décisions dans les entreprises, les communes, les régions, la Nation.

Nous voulons que la FRANCE permette à tous de vivre de leur travail, quelle se donne une économie d'un type nouveau, faite pour l'Homme.

Nous voulons une France libre, amicale, respectée dans le monde.
Pour la première fois, nous pouvons réaliser cela ensemble.
Amis de gauche, et vous si nombreux qui voulez aussi le changement,

suppléant

Claude SCHUHL

UNISSONS-NOUS TOUS
réélisez votre Député

Robert VIZET

Imp. Robert - 567-16-87

Vu : LE CANDIDAT.

EURE

Première circonscription :

Cantons de : Breteuil, Conches-en-Ouche, Damville, Evreux-Nord, Evreux-Sud, Nonancourt, Rugles, Saint-André-de-l'Eure, Verneuil-sur-Avre.

M. Pierre MONFRAIS élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Beaumesnil, Bernay, Beuzeville, Broglie, Cormeilles, Montfort-sur-Risle, Pont-Audemer, Quillebeuf-sur-Seine, Routot, Saint-Georges-du-Vièvre, Thiberville.

M. Claude MICHEL élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Amfreville-la-Campagne, Beaumont-le-Roger, Bourgthéroulde, Brionne, Gaillon, Louviers, Le Neubourg, Pont-de-l'Arche.

M. Rémy MONTAGNE élu au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Les Andelys, Ecos, Etrépagny, Fleury-sur-Andelle, Gisors, Lyons-la-Forêt, Pacy-sur-Eure, Vernon.

M. René TOMASINI élu au 2e tour.

PIERRE MONFRAIS — **BERNARD BLOIS**

Député sortant

Électrices,
Électeurs,
Chers Amis,

VOICI

L'HEURE DU CHOIX

Dimanche 12 Mars, les Françaises et les Français, voteront en leur âme et conscience, pour un *CHOIX DE SOCIÉTÉ.*

Je me présente à vos suffrages parce que *je suis le député sortant*. Soutenant à l'Assemblée Nationale le *Gouvernement de RAYMOND BARRE* - l'Homme de Confiance de la FRANCE -, je veux que son action soit poursuivie.

Sur le plan local, je suis celui qui connait le mieux vos problèmes. Je travaille pour cette première Circonscription de l'EURE depuis des années et avec une intensité particulière depuis 15 mois.

A l'exemple de VALÉRY GISCARD D'ESTAING, *libéral et modéré,* je veux participer de toutes mes forces à la réconciliation des Français.

Pour y parvenir, j'adhère pleinement au Programme du PARTI RÉPUBLICAIN et aux *objectifs présentés par le Premier Ministre.*

DES IDÉES SIMPLES
ET
RÉALISABLES

6 ACTIONS DE BASE

— Donner la priorité à la politique familiale.
— Privilégier les rapports du citoyen avec la Justice.
— Confirmer et prolonger les statuts de toutes les Femmes.
— Associer les Jeunes à la société.
— Intégrer les Personnes Agées à la vie de la Nation.
— Préserver le choix de l'Education des Enfants.

6 ACTIONS ÉCONOMIQUES

— Défendre l'Emploi et le Niveau de Vie.
— Rémunérer la Formation Professionnelle des Jeunes.
— Equilibrer les revenus et réformer la fiscalité.
— Revaloriser les produits agricoles.
— Mettre en valeur le Travail Manuel.
— Promouvoir le Petit Commerce et accroître sa protection sociale.

6 ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT

— Faciliter l'accession à la propriété de son logement.
— Développer les emplois en milieu rural.
— Créer de nouveaux emplois par de nouvelles entreprises.
— Développer la Formation Professionnelle.
— Aider les Jeunes Agriculteurs à s'installer.
— Soutenir les secteurs en expansion par des prêts à long terme.

Ce sont des idées simples, très éloignées des *idées utopiques du Programme Commun.*

En cas de victoire collectiviste, le retour en arrière sera impossible : L'ALTERNANCE EST INTERDITE PAR LA PRÉSENCE DE COMMUNISTES AU POUVOIR.

La responsabilité des dirigeants actuels du Parti Socialiste, est engagée de façon dramatique, devant l'Histoire, pour avoir pactisé avec le Parti Communiste.

Ayant de longue date formé *équipe solide avec BERNARD BLOIS,* qui plonge également ses racines dans votre région, je suis le seul à même de concilier la défense de notre circonscription et de réaliser les objectifs nationaux voulus par le Président de la République.

Je compte sur vous,
Comptez sur moi

PIERRE MONFRAIS
Député sortant

Candidat du P.R. soutenu par le C.D.S. et le Parti Radical Socialiste
Dans L'UNION POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE

VOTER PIERRE MONFRAIS AU PREMIER TOUR,
C'EST VOTER CONTRE LA GAUCHE AU SECOND TOUR.

IMPRIMERIE HÉRISSEY — ÉVREUX

L'HEURE DU CHOIX

Électrices, Électeurs, Chers Amis,

Face à onze candidats, vous avez, en me plaçant nettement en tête au premier tour, décidé, comme il y a cinq ans, de votre choix en faveur d'une société de liberté, de justice et de progrès.

Mené par le même candidat communiste, voici le dernier et rude assaut que vont livrer, dimanche, les tenants directs ou camouflés de l'action révolutionnaire. Sur la brèche depuis des mois, des années, il nous faut à tout prix arracher encore cette victoire-là.

A ceux qui ont soutenu notre effort — et que je remercie — comme à ceux qui n'auraient pas été voter, je demande d'être bien conscients de la persistance des dangers que court la République et qui menacent nos libertés.

L'action communiste est toujours la même. Elle vise à l'étouffement de la personne humaine, à la destruction de la famille, à l'intoxication de la jeunesse, à la confiscation de nos droits.

Aux Gaullistes, je dis ceci :

Vous avez exprimé vos préférences et cela est parfaitement naturel. Mais vous ne pouvez accepter l'aventure. Et aujourd'hui, je suis le seul, dans cette circonscription à pouvoir y faire échec.

Depuis vingt ans, vous aviez toujours soutenu fidèlement Jean de BROGLIE, ancien Ministre du Général de GAULLE. Il m'avait choisi comme suppléant. J'ai tenté de le remplacer. Une grande partie des électeurs ont donc confirmé son choix.

Comme lui, j'ai besoin de vos voix pour que gagne la Majorité. Mais, comme lui, je serai à votre écoute, toujours proche de vous — je vous le promets —.

Aux vrais Socialistes, je dis ceci :

En assurant, vous également, *l'échec final d'une coalition immorale — que vous ne pouvez réellement approuver dans le fond de vous-même — vous préparez pour l'avenir les chances du vrai socialisme démocratique, qui est le vôtre. Vous reprendrez alors place dans le débat réel des Français, qui veulent l'évolution de leur société, mais refusent une aventure qui risque de leur coûter la perte de toutes leurs libertés.*

A TOUS

Il faut que nous démontrions dimanche prochain l'échec formel de toute opération dont le but est de transformer notre Pays en un Etat communiste.

Mais, je vous demande aussi de m'aider à unir, à rassembler les femmes et hommes de bonne volonté afin que disparaissent, non pas nos dissemblances si essentielles à notre tempérament de Français, mais ces clivages arbitraires qui nous minent.

Tel est l'enjeu du second tour. En nous unissant tous pour ce seul objectif, nous rendrons service à notre Jeunesse, à la Nation, à l'Europe et au Monde — qui nous regardent —, à la Paix.

PIERRE MONFRAIS
Député
CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITÉ

PIERRE MONFRAIS, BERNARD BLOIS
LE BON CHOIX POUR TOUS.

Imp. Hérissey

Elections Législatives du 12 Mars 1978 - Circonscription de Bernay

Le Parti Socialiste
et le
Mouvement des Radicaux de Gauche

vous présentent leurs candidats

Claude MICHEL

39 ans, DÉPUTÉ DE L'EURE

Conseil régional

Conseiller Général de Routot

Jean-Claude LECUREUR

41 ans, Exploitant agricole

Conseiller municipal
de St Samson de la Roque

Chères Électrices, chers Électeurs,

Lorsqu'en 1973, notre circonscription s'est donné un député socialiste, plus de la moitié d'entre vous furent surpris. Certains crièrent au scandale. Pour mes amis, pour Rémi LECASBLE, mon suppléant d'alors et pour moi-même, les choses furent plus simples: le suffrage universel s'était exprimé et avait rendu son verdict.

Le 12 mars prochain, vous ferez de même pour le bien de la République, de ses institutions et de la démocratie.

Depuis 73, dans l'opposition à PARIS, j'ai eu également à combattre l'hostilité des notables locaux et d'une partie de l'administration préfectorale. Nul ne s'en étonnera. Que pouvais-je attendre de mieux de la part de personnalités au comportement sectaire et inféodées au pouvoir en place. Mais quelle excellente chose, pour s'aguerrir et s'affirmer comme le défenseur des classes sociales les plus brimées: salariés, petits commerçants et artisans, petits et moyens exploitants agricoles. C'est bien face aux difficultés et aux embûches que l'on forge sa foi et que l'on donne ses preuves. C'est à partir de là que j'ai su que je représentais dignement la circonscription, puisque j'ai pu mesurer mon efficacité.

Dès 73, de l'hostilité et la méfiance, sont nées la sympathie et la confiance. Deux permanences à BERNAY et PONT-AUDEMER recevaient les citoyens et les élus pour des problèmes personnels ou collectifs. Tous ceux qui, depuis, ont eu recours à mon secrétariat, peuvent attester des interventions que nous avons faites à tous les niveaux pour obtenir des solutions favorables à vos problèmes.

Quelle récompense pour un élu que de voir naître l'amitié autour de lui ! Quelle réponse aux adversaires ! Les électeurs du canton de ROUTOT ne s'y sont pas trompés en m'élisant Conseiller Général en 1976, pas plus que ceux de BERNAY en m'élisant Conseiller Municipal en 1977.

En cette fin de mandat, merci à tous ceux qui m'ayant approché à des moments divers, m'ont témoigné confiance et amitié.

C'est grâce à vous tous et parce que la tâche est encore rude et difficile, qu'au nom du PARTI SOCIALISTE, j'ai l'honneur de solliciter vos suffrages pour un nouveau mandat. Mon suppléant, Radical de Gauche, est Jean-Claude LECUREUR, exploitant agricole à Saint-Samson-de-La-Roque et Conseiller Municipal. Nous formons une équipe jeune, comme le sont nos deux formations politiques. Le PARTI SOCIALISTE est aujourd'hui le premier Parti de France. Garant des libertés démocratiques, il forme l'ossature de la nouvelle majorité de Gauche.

C'est pourquoi le dimanche 12 mars 1978, dès le 1er tour du scrutin, vous voterez d'une manière utile et efficace en accordant massivement votre confiance aux candidats du PARTI SOCIALISTE et du MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE.

Claude MICHEL, Jean-Claude LECUREUR vous en remercient bien sincèrement.

La force du pouvoir giscardien, c'est celle de sa propagande. Les pressions incessantes sur la presse, la radio, la télévision, cherchent à donner une image démesurée de l'action du Gouvernement, et à étendre sur l'opposition le silence ou la calomnie.

Le parti gouvernemental paraît disposer de ressources sans limites. D'où vient tout cet argent ? Des fonds secrets, ou bien d'étranges facilités accordées par des groupes financiers douteux ?

Françaises, Français, face à ce redoublement de propagande et à ce déferlement de l'argent, nous nous devons de vous dire ce que nous rejetons, ce que nous voulons, ce que nous ferons.

Tous les indices prouvent la faillite de la politique du Président de la République et de son premier ministre, et la dégradation constante de l'économie. Aujourd'hui, toute illusion envolée, nous ne pouvons que constater :

— l'accélération de la hausse des prix, et la diminution du pouvoir d'achat des familles ;
— l'injustice de la répartition des revenus, de la fiscalité ;
— les restrictions apportées aux avantages sociaux, la limitation des bourses ;
— les difficultés grandissantes de l'emploi, et l'augmentation du chômage total ou partiel, en particulier le chômage des jeunes ;
— la diminution constante du revenu des agriculteurs et l'augmentation du nombre des faillites des commerçants et artisans ;
— le scandale constant de la collusion entre le pouvoir et les puissances d'argent, et le copinage entre ministres et tenants du pouvoir en place ;
— la perte de prestige international de la France et la méfiance à notre égard de nos partenaires européens.

Ce que nous voulons, ce que nous ferons, dans un gouvernement d'Union de la Gauche, pendant la législature, le voici, au moins pour ce qui est des objectifs essentiels :

Objectifs sociaux :

— retraite à 60 ans (55 ans pour les femmes), avec pension portée rapidement à 75 % du SMIC, puis à 80 % ;
— SMIC à 2.400 F ;
— revalorisation de 50 % des Allocations Familiales immédiate ; extension des bourses ;
— allocation aux handicapés revalorisée ;
— remboursement effectif à 80 % des dépenses de santé, avec objectif la gratuité ;
— unification des régimes de Sécurité Sociale ;
— réforme de l'impôt, dégrèvement des contribuables modestes et suppression des privilèges ; dont bénéficient les revenus du capital ;
— gratuité réelle de l'enseignement et de ses services annexes ;
— revalorisation des Pensions d'Anciens Combattants.

Objectifs économiques :

— construction de 700.000 logements sociaux ;
— nationalisation des banques, des entreprises ayant une position stratégique dans l'économie de notre pays ;
— nationalisation du crédit ;
— extension des droits syndicaux dans l'entreprise, et association étroite des salariés à la gestion de l'entreprise ;
— garantie des revenus agricoles par une politique de prix qui tienne compte des coûts de productions, et de la rémunération du travail ;
— aide aux jeunes agriculteurs en stoppant la concentration foncière ;
— sauvegarde de l'ensemble du potentiel de production agricole ;
— création d'offices par production ;
— création de 500.000 emplois dans le secteur privé, de 150.000 emplois dans les services publics et de 60.000 dans les collectivités locales ;
— retour aux 40 heures ;
— aides aux P.M.E., au commerce, à l'artisanat, par allégement des charges, par obtention de prêts et primes facilitant leur développement ;
— réorganisation de l'enseignement pour qu'il donne ses chances à chacun et débouche sur l'emploi ;
— droit à la formation permanente.

Objectifs politiques :

— garantir et développer les libertés, suppression de toutes les législations et tribunaux d'exception ;
— autonomie réelle des collectivités locales (Régions, Départements, Communes, SIVOM, SAFER) avec moyens financiers nouveaux ;
— respect, défense et extension des droits de l'homme dans tous les pays ;
— proposition pour le désarmement et la détente ;
— redressement de la balance commerciale.

.....

imp. BERNAYENNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

2ème Circonscription de l'Eure

UNION DE LA GAUCHE

et de tous les Démocrates

Claude MICHEL

39 ans, DÉPUTÉ DE L'EURE
Conseil régional
Conseiller Général de Routot
Délégué National du
PARTI SOCIALISTE

Chers amis,

Je vous remercie de la confiance que vous avez bien voulu m'accorder dès le premier tour de scrutin.

Je vis parmi vous depuis plus de 20 ans et vous savez que ce ne sont ni l'ambition ni l'argent qui guide mon action.

Je me bats pour plus de justice, d'égalité et de liberté dans notre circonscription comme dans notre pays.

J'ai confiance en votre vote.

Votre dévoué,

Claude Michel

Jean-Claude LECUREUR

41 ans, Exploitant agricole
Conseiller municipal
de St Samson de la Roque
Membre du Mouvement des
Radicaux de Gauche

Claude Michel et moi même n'avons qu'un seul but, combattre la droite qui asservit les différentes catégories de travailleurs de la ville et de la campagne.

Votre stratégie : l'union de la gauche

Votre programme : le programme commun de gouvernement

C'est pour tout cela que nous vous demandons vos suffrages

Heureux

Chères Électrices, Chers Électeurs,

Les électrices et les électeurs de notre circonscription ont nettement manifesté dimanche dernier 12 Mars leur décision. Avec 25.908 voix, la Gauche l'emporte sur la circonscription de BERNAY-PONT-AUDEMER, atteignant 51,4 %. Ici comme ailleurs, la Majorité n'est déjà plus la majorité. Plus de la moitié des électeurs ont refusé leur confiance aux tenants de la politique giscardienne.

Les conditions pour le second tour sont différentes. Il doit être l'occasion de confirmer avec éclat la volonté de changement exprimée le 12 Mars.

Sur le plan national également, la majorité du passé n'est déjà plus majorité. Jamais les chances n'ont été aussi réelles et aussi proches d'entrer dans la nouvelle voie. Le premier succès de dimanche, le net recul de la droite et de ses alliés, les progrès de l'opposition de gauche, la montée importante des socialistes sont autant de raisons de croire que

« TOUT EST POSSIBLE »

Cela dépend en particulier de vous qui lisez ces lignes. C'est pourquoi je m'adresse personnellement à vous avec gravité.

Avec ceux qui ont déjà choisi la Gauche, quelle que soit leur famille politique, nous n'avons pas seulement à nous féliciter des résultats déjà obtenus ensemble, mais à poursuivre l'action commune : aucune voix ne doit manquer. Et il faut en gagner de nouvelles.

Quant à ceux qui ont voté autrement le 12 Mars, leur sens critique et leur conscience les guideront : le candidat parachuté par les états-majors a bénéficié d'un déploiement extraordinaire de moyens financiers, de telle façon que ses partenaires, traités avec mépris par sa presse et ses hommes, n'ont pu ni s'exprimer librement, ni défendre leurs objectifs.

L'analyse des résultats du 1er tour montre d'autre part que trop d'agriculteurs se sont encore laissés abuser par une propagande qui nous présente comme leurs adversaires. Nous proposons, bien au contraire, la seule vraie politique qui permette la survie des exploitations familiales par l'établissement de prix garantis, et par des aides à l'exploitation.

Je tiens à vous dire à tous - y compris à nos adversaires les plus résolus et qui ne sont pas pour autant nos ennemis - que notre action s'inscrira toujours dans le respect des libertés, dans la volonté d'en étendre le champ d'application, et d'en garantir l'exercice.

Les droits de l'homme seront mieux assurés dans une société plus juste, décidée à échapper à la loi du plus fort qui aujourd'hui commande, au nom d'une fausse démocratie, et qui légitime la dictature d'une classe de privilégiés.

Je vous prie de croire à mes sentiments sincères et dévoués.

Le Parti Communiste, son Candidat Denis Saint-Thaurin et Guy Blin appellent toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 Mars à rassembler leurs suffrages le 19 Mars sur CLAUDE MICHEL Député sortant et JEAN-CLAUDE LECUREUR
Candidats d'Union de toute la Gauche

POUR LA LIBERTÉ – L'ÉGALITÉ – LA FRATERNITÉ
POUR LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

VOTEZ Claude MICHEL
et Jean - Claude LECUREUR

Vu le Candidat.

Élections Législatives du 12 Mars 1978
Département de l'Eure - Circonscription de Louviers

Pour la France, pour l'Eure, une équipe efficace.

Rémy
Montagne

Philippe
Pontet

Député. *Conseiller Général. Chevalier de la Légion d'Honneur. Croix de Guerre 39-45 avec Palme. Médaille militaire. Mutilé de guerre à 75%.*

Suppléant. *Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes. Ancien Directeur du Cabinet des Ministres du Commerce Extérieur et des P.T.T. Vice-Président des Clubs Perspectives et Réalités.*

En votant le 12 Mars, vous n'élirez pas seulement un député ! Vous choisirez pour vous et vos enfants une certaine forme de société et un certain idéal de pensée et de vie.

Nous voulons :

- **des Français libres,** et mieux protégés contre les délinquances de toute sorte ce qui signifie une justice plus sévère et un renforcement des moyens de sécurité.

- **une famille mieux aidée** par la garantie du pouvoir d'achat des allocations familiales, une revalorisation des prestations familiales, l'instauration d'un revenu familial minimum pour les familles.

– **une vieillesse plus heureuse** par une diminution de l'âge de la retraite, l'instauration de la retraite en fonction des années de travail, l'augmentation à 15 000 F des allocations versées aux plus défavorisés, la généralisation des soins médicaux et de l'aide ménagère à domicile et l'obligation de relogement sur place en cas de rénovation urbaine, des transports en commun plus accessibles aux personnes âgées.

– **une vie plus facile pour les femmes** par le développement du travail à temps partiel et des horaires à la carte, l'augmentation du congé-maternité, l'instauration d'un stage de recyclage rémunéré pour les femmes ayant arrêté leur travail et d'une véritable indemnité de la mère au foyer ainsi qu'un statut social de la mère de famille qui doit lui ouvrir des droits à une retraite.

– **une vie professionnelle plus épanouie** par un abaissement de la durée hebdomadaire du travail, la généralisation progressive de la 5e semaine de congés payés, en fonction des possibilités économiques de chaque entreprise et avec une harmonisation européenne, la poursuite de l'augmentation des rémunérations notamment les plus modestes, le développement de la promotion interne qui doit permettre à chacun de s'élever dans la hiérarchie en fonction de ses qualifications.

– **la possibilité pour tous les Français de détenir un patrimoine** par un accès à la propriété plus facile et mieux aidé, par une meilleure protection de l'épargne populaire grâce à l'indexation.

– **des entreprises industrielles, artisanales et commerciales compétitives** par une pause des charges sociales et fiscales pendant les prochaines années et le retour à la liberté des prix.

Nos priorités :

- **l'emploi et spécialement pour les jeunes.** L'accès des jeunes au premier emploi sera facilité par une formation rémunérée.
- le maintien de la **petite entreprise** familiale à l'image de l'équilibre harmonieux de notre beau département.
- le renforcement de **l'agriculture** pour permettre aux agriculteurs un revenu et une protection sociale comparables à ceux des autres secteurs.
- une meilleure **qualité de vie** grâce à la sauvegarde de notre patrimoine naturel et artistique : rivières, forêts et bocages normands.
- **le retour à l'unité de la Normandie.**

Pour la France et pour l'Eure, l'arrivée des alliés Sociale-communistes au pouvoir, c'est l'aventure économique, l'impuissance politique et le début d'instauration d'une société collectiviste.

Nous refusons :

– la société collectiviste, les contrôles et les contraintes prévus par le Programme Commun et les atteintes irréversibles à nos libertés.

– des entreprises paralysées par les nationalisations et par l'autogestion.

– une économie démantelée par le Programme Commun qui provoquera l'inflation galopante, l'effondrement du franc, le déficit du commerce extérieur et l'impossibilité d'importer le pétrole dont nous avons besoin et, très vite, l'augmentation considérable du chômage par suite des faillites en cascade.

Nous dénonçons :

– les promesses illusoires du Programme de la Gauche : les promesses socialistes coûtent à elles seules près de 127 milliards de nos francs, dès 1978, sans compter le coût des nationalisations des entreprises et des écoles libres. Et nous ne parlons pas du chiffrage communiste! En fait, ce sont des millions de ménages qui seraient frappés pour payer la note. Pour financer, sans inflation, le programme socialiste, il faudrait, disent les experts, doubler l'impôt sur le revenu.

Nous craignons :

– des Ministres communistes au Gouvernement pour la France et les Français.

– l'impuissance politique. Les curieux alliés que sont les radicaux de gauche, les socialistes et les communistes ne sont même pas d'accord avant d'arriver au pouvoir. Comment pourraient-ils gouverner ensemble? La raison des plus forts, les communistes, l'emportera alors.

Vous ne devez pas vous tromper,
nos adversaires vous demandent un chèque en blanc.

Pour la France et pour l'Eure, votez Montagne-Pontet.

Élections Législatives du 19 Mars 1978
Département de l'Eure - Circonscription de Louviers

Pour la France et la Liberté

Rémy
Montagne

Philippe
Pontet

Chères Électrices, Chers Électeurs,

Nos premiers mots seront naturellement pour remercier cordialement toutes celles et tous ceux qui, dès le premier tour, ont bien voulu nous témoigner leur confiance. Nous en avons été profondément touchés.

Beaucoup, je le sais, auraient souhaité faire de même, mais pour des raisons fort diverses, ont préféré soit exprimer leur désir d'une plus grande fermeté de l'Autorité, soit manifester leur mécontentement à l'encontre des comportements et carences de l'Administratrion.

Nous arrivons maintenant au **moment décisif,** celui du second tour, où il convient non plus d'exprimer un souhait, mais d'écarter les plus grands périls pour notre Pays.

Car **la situation est claire :**

- D'un côté, se trouvent les femmes et les hommes qui avec des orientations diverses, sont opposés à la haine entre les catégories sociales et attachés aux valeurs nationales, à la Patrie, et au Progrès Social dans l'Ordre.

  On peut situer sous cette définition :

  20.431 voix qui ont voté MONTAGNE
  6.164 voix qui ont voté Dr DESBORDES
  2.882 voix qui ont voté DELAHAYE

- Enfin, quatre candidats (BENAMOU, BIENAIMÉ, LECLERC, LERICK) se sont partagés 4.092 voix ; le plus important, Monsieur BENAMOU, candidat écologiste, a défendu des thèses qui sont les nôtres depuis 1958.

- De l'autre côté, se sont placés les partisans de l'alliance Socialo-Communiste :

  14.775 voix qui ont voté LONCLE
  11.820 voix qui ont voté BINAY.

I

Aux électeurs de Rémy MONTAGNE, nous demandons de persévérer avec discipline et amitié.

Aux électeurs du Dr DESBORDES, nous disons que s'il peut exister des nuances et même parfois des différences dans nos positions, rien ne nous oppose sur les principes fondamentaux de la vie en société. Nous sommes pour le respect des institutions de la Vème République, et pour la grandeur de la France ; nous voulons le progrès social basé sur le développement économique, et l'accès démocratique de tous les citoyens aux avantages croissants d'une société en pleine évolution, en commençant par les plus défavorisés.

De ce côté, l'union doit être facile.

Aux électeurs de Monsieur DELAHAYE, nous disons qu'il n'est pas possible que des divergences de personnes compromettent l'avenir national et la liberté.

Le sens patriotique et l'attachement à l'indépendance nationale que nous leur connaissons nous obligent à penser qu'ils joindront leurs bulletins à ceux de la majorité pour éviter de basculer dans l'aventure collectiviste.

Rien ne peut empêcher les honnêtes gens qui ont voté pour Monsieur DELAHAYE de voter pour nous.

II

Aux électeurs de Monsieur BENAMOU, nous rappelons que nous avons pris à notre compte un grand nombre des revendications qu'ils ont exprimées en faveur de la qualité de l'environnement.

Sur les problèmes des sablières, dans la lutte contre la pollution de l'eau et de l'air, faut-il rappeler les interventions répétées de Rémy MONTAGNE : « réforme du code minier, modifications des conditions de production de la SICA d'ALIZAY, règles imposées à l'usine PROTAVIC à AUTHEUIL-AUTHOUILLET, Ru Saint-Ouen.

Cette semaine encore, nous avons reçu une lettre qui confirme des décisions demandées il y a longtemps au gouvernement pour la protection de l'environnement, lettre publiée par la presse.

Monsieur LONCLE a cru devoir dire à la réunion publique de LOUVIERS que Monsieur BENAMOU était un candidat suscité par nous. Ce qui était faux, mais qui peut s'expliquer par la proximité de nos positions.

III

Nous avons maintenant le devoir de nous adresser à ceux qui, au premier tour, ont voulu souligner leurs difficultés, ont cru bien faire « en votant pour l'opposition socialo-communiste du programme commun... ».

Nous savons, parce que nous les connaissons bien et connaissons bien leurs problèmes, que beaucoup d'entre eux sont également de Bons Français.

Nous leur disons ceci :

Depuis des années, **nous dénonçons comme un péril grave la coupure de notre Pays en deux blocs.** A chaque occasion nous avons tendu la main aux socialistes qui récusent le marxisme communiste.

Certains, nous le savons, ont répondu à notre appel. Force nous est de constater que d'autres ont malheureusement préféré aller du côté de M. MARCHAIS plutôt que d'aider les démocrates réformateurs que nous sommes.

Dimanche 19 Mars sera pour les socialistes humanistes qui craignent l'engrenage marxiste et collectiviste, le moment de la décision ultime.

Que M. MARCHAIS fasse voter pour M. LONCLE ne peut que confirmer ce que nous avons dit !

En effet, Monsieur LONCLE, sans attendre, s'est engagé **dès le départ** à faire en sorte que la FRANCE soit sous la co-direction du parti communiste. Pour accéder à une parcelle du pouvoir, il a accepté les ministres communistes aux postes clés. Lui et ses semblables nous placent directement au cœur du péril totalitaire rouge ; d'ailleurs le meeting de LOUVIERS organisé par M. LONCLE s'est terminé aux accents de l'Internationale...

Les choses sont donc claires et quel que soit l'avenir, vous vous souviendrez de l'avertissement solennel que nous avons lancé !

DÉSORMAIS,

Voter LONCLE, c'est voter pour l'alliance communiste, pour l'arrivée des communistes au pouvoir, pour la main mise communiste sur la FRANCE.

Si ce malheur arrivait, n'oubliez jamais quels en ont été les responsables !

Voter Montagne-Pontet, c'est voter pour la Liberté des Français et de la France.

Votre avenir dépend de votre vote.

Vive la République - Vive la France.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

4me CIRCONSCRIPTION DE L'EURE

« Une seule cause : celle de l'homme,
« Une seule nécessité : celle du Progrès social,
« Un seul devoir : celui de la Paix »

Général de Gaulle

Electrices,
Electeurs,
Mes Chers Amis,

Candidat de l'UNION de la MAJORITÉ, ayant adhéré au PACTE et au MANIFESTE signé par les instances responsables du C.N.I., du P.R., du C.D.S. et du R.P.R., j'ai l'honneur de solliciter de nouveau votre bulletin de vote.

Vous me connaissez : entre nous, chères Electrices, chers Electeurs, les présentations ne sont plus à faire... alors que c'est le cas pour d'autres candidats. Depuis 32 ans que je demeure, que je vis et que je travaille au milieu de vous, vous avez pu juger, en me voyant agir quotidiennement, AU SERVICE DE TOUS, si j'ai la capacité, la compétence et le sérieux nécessaires pour vous représenter au Parlement, et continuer à défendre vos intérêts, ceux de nos communes et ceux du Pays.

Vous savez que ce n'est ni pour satisfaire des ambitions politiques, ni pour en tirer des profits personnels que je vous demande votre suffrage. Si je le fais c'est :

— d'une part pour répondre à l'appel qu'ont bien voulu m'adresser des milliers d'entre vous, hommes et femmes, jeunes et adultes, personnes âgées, camarades anciens combattants, travailleurs salariés des usines et des champs (ouvriers, employés, cadres), travailleurs indépendants (commerçants, artisans, agriculteurs, membres des professions libérales, etc...),

— d'autre part pour poursuivre mon action au service de cette « certaine idée de la France » que nous a enseignée le Libérateur de la Patrie en participant, au Parlement, à la construction, dans l'ordre, de la société de Liberté, de Justice et de Responsabilité à laquelle, après le Général de GAULLE et Georges POMPIDOU, le Président Valéry GISCARD d'ESTAING consacre tous ses efforts.

Toutes celles et tous ceux d'entre vous qui ne sont aveuglés ni par la passion partisane, ni par l'antipathie viscérale, savent bien ce qui a été accompli en commun, sans discrimination d'aucune sorte, dans l'entente, la compréhension, la solidarité et la dignité, même si beaucoup reste encore à faire pour plus de liberté, plus de justice, plus d'égalité et plus de fraternité, en un mot pour plus de bonheur.

Ils savent aussi, non seulement les difficultés surmontées et les progrès accomplis depuis vingt ans dans tous les domaines, mais encore avec quelle vigueur et quelle opiniâtreté la population, les collectivités locales et le Pays ont été aidés et défendus par tous ceux qui, comme moi, sont dans l'UNION de la MAJORITÉ.

Ils savent également qu'en organisant méthodiquement mes nombreuses et diverses tâches j'ai constamment assumé mes responsabilités, à tous les niveaux, au maximum de mes forces et de mes moyens, comme ils sont conscients que j'ai toujours respecté les engagements que j'avais pris, et que j'ai rempli sans défaillance la triple mission de député que la grande majorité d'entre vous m'a, à cinq reprises, confiée :

— être l'intercesseur vigilant, énergique et efficace entre les administrés et les Pouvoirs Publics;

— participer au Parlement à l'élaboration de lois traduisant notre volonté de continuer à bâtir, sans bouleversement, par la mise en œuvre de nouvelles réformes, une société française libre, indépendante et tolérante, toujours plus juste, plus humaine, plus fraternelle, dans laquelle chacun sera, par la PARTICIPATION, de plus en plus responsable;

— contrôler l'action et les méthodes du Gouvernement.

Durant plusieurs mois, jour après jour, vous avez été largement informés sur le choix

simple et clair que vous aurez à effectuer le 12 mars. Chacune de vous, chacun de vous prendra, en son âme et conscience de citoyenne, de citoyen libre d'un grand pays démocratique, la responsabilité de décider par son bulletin de vote :

— ou bien de continuer de vivre dans un régime républicain — quelles que soient ses imperfections et ses lacunes — fondé sur le respect des libertés publiques et individuelles, sur le libéralisme économique, sur une politique de progrès social compatible avec une nouvelles croissance économique, sur une politique plus active de lutte contre le chômage, sur une monnaie solide;

— ou bien d'instaurer en France la « démocratie populaire » que nous a longuement décrite M. MARCHAIS, satellite de la Russie Soviétique, tenue dans la main de fer du Parti Communiste, auquel ses complices, MM. MITTERRAND et FABRE auront fait la courte échelle pour détruire l'économie, abolir la liberté d'entreprendre, supprimer la propriété privée, aggraver le chômage, ruiner la monnaie, spolier les entreprises, baîllonner les libertés.

VOUS SAVEZ TOUT CELA, comme vous savez qu'il ne s'agit pas, en élisant une nouvelle Assemblée Nationale, de se prononcer pour ou contre l'alternance. S'il n'était question, en effet, que de hisser au pouvoir telle ou telle formation politique à la place de telle ou telle autre, les conséquences n'en seraient sans doute dramatiques ni pour les Français, ni pour la France puisque nous en avons l'exemple dans d'autres démocraties occidentales comme la Grande-Bretagne ou les U.S.A.

Chez nous, en France, il ne pourrait en être ainsi en raison du poids considérable du Parti Communiste dans le « programme commun de gouvernement ». Chacun sait que la puissance soit directe, soit indirecte par toutes ses filiales — à commencer par la C.G.T. — du Parti Communiste est, dans notre Pays, sans commune mesure avec ce qu'elle est dans les autres Nations occidentales où ce parti est autorisé.

Ce n'est donc pas l'alternance au pouvoir qui est en cause. Ce qui est en jeu c'est le CHANGEMENT DE RÉGIME par un GRAND CHAMBARDEMENT, un SAUT DANS L'INCONNU, une AVENTURE qui créera une situation IRREVERSIBLE.

Je sais que confiance peut être faite au bon sens des Françaises et des Français et à leur détermination de repousser les marchands d'illusions pour soutenir, au contraire, les porteurs d'espérance qui sont « le BON CHOIX ». Pour ma part, je vous exprime, avec force, ma volonté, si vous m'accordez ou me renouvelez votre confiance, de continuer l'action que j'ai entreprise AVEC VOUS ET POUR VOUS.

Alors, Electrices, Electeurs, tous aux urnes le 12 MARS 1978 :

— pour la LIBERTÉ
— pour la PAIX
— pour la poursuite de la LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS
— pour la SÉCURITÉ DE L'EMPLOI
— pour l'INDÉPENDANCE NATIONALE DANS UNE EUROPE EUROPÉENNE
— pour le PROGRÈS ET LA JUSTICE SOCIALE
— pour la QUALITÉ DE LA VIE

Recevez, mes chers amis, l'assurance de mes sentiments tout dévoués.

René TOMASINI

Ancien Ministre
Conseiller Général — Maire des ANDELYS
Chevalier de la Légion d'Honneur à titre Militaire
Croix de Guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance
Chevalier du Mérite Agricole

Remplaçant éventuel :

Jérôme BOSSUYT

Exploitant Agricole
Membre de Section au Conseil Economique et Social
Maire de NEUILLY
Président de l'Association des Maires du Canton de PACY-SUR-EURE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole
Médaille de la Jeunesse et des Sports

Imp. BRIARD S.A. - Les Andelys

René TOMASINI

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

4e Circonscription de l'Eure

Electrices,

Electeurs,

Mes Chers Amis,

J'adresse mes plus vifs remerciements et ma profonde gratitude à toutes celles et à tous ceux d'entre vous qui, au nombre de 25.561, m'ont accordé ou renouvelé leur confiance en votant pour moi, dès le premier tour de scrutin.

Néanmoins ce résultat, qui m'a placé nettement en tête de tous les candidats, n'a pas permis d'assurer notre succès dimanche dernier. Cela est dû non seulement à la dispersion des voix provoquée par la présence de 10 candidats dans notre circonscription, mais encore à la pression considérable et aux manipulations éhontées exercées par le candidat communiste sur certaines couches d'électeurs comprises notamment dans les 13.000 nouveaux inscrits.

Comme il est de règle dans une République vivante, toutes les nuances du choix des votants ont eu toute possibilité de se manifester le 12 mars en fonction de leur préférence vis-à-vis de tel ou tel candidat.

Dimanche prochain, vous aurez à vous déterminer d'une manière plus précise et plus ferme. En Citoyennes et Citoyens responsables vous aurez à décider si vous voulez que votre député :

— soit votre représentant et votre défenseur dans le cadre des Institutions de la DÉMOCRATIE LIBÉRALE qui est le nôtre,

— ou si, au contraire, vous préférez que, fonctionnaire du Parti Communiste, il soit avant tout l'agent actif de l'instauration, chez nous, d'un SYSTÈME POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DICTATORIAL identique à ceux qui sévissent dans les Pays de l'Est de l'Europe, car le « communisme aux couleurs de la France » fait partie de la panoplie des slogans destinés à piéger l'électeur.

La grande majorité d'entre vous, qu'ils soient JEUNES ou moins jeunes, — dont j'ai pu apprécier le bon sens, le civisme et la clairvoyance — veut, assurément, que S'ACCÉLÈRE LE CHANGEMENT DANS L'ORDRE ET LA SÉCURITÉ. C'est le seul moyen — car vous savez bien qu'il n'y a pas de miracle — pour que, dans le cadre de l'Europe Européenne, les Françaises et les Français soient plus libres, plus heureux, plus responsables, plus fraternels dans une France en paix, indépendante des Etats-Unis d'Amérique et de la Russie Soviétique.

Face au danger mortel que constituerait pour chaque famille comme pour notre Nation une victoire des marxistes, c'est-à-dire l'instauration de la dictature du parti communiste avec toutes ses conséquences,

tous les Républicains de Progrès, tous les démocrates sincères

savent qu'il est de leur devoir de se rassembler.

Soucieux des intérêts moraux et matériels de notre peuple, ainsi que de ceux de notre Pays, ils surmonteront des divergences mineures de points de vues pour rejoindre, le 19 mars, les 25.561 d'entre eux qui m'ont fait l'honneur de m'apporter leur voix dimanche.

De la sorte, nous aurons la possibilité de continuer à travailler ensemble, avec une ardeur renouvelée, au mieux-être des habitants de notre circonscription comme au développement des communes dont je n'ai cessé d'être l'infatigable défenseur des intérêts généraux ou particuliers.

TOUS UNIS, D'UN MÊME CŒUR, D'UNE MÊME ESPÉRANCE, D'UNE MÊME FOI EN LA FRANCE ET EN LA RÉPUBLIQUE,

— nous barrerons la route au candidat communiste,
— nous surmonterons la crise économique par une nouvelle croissance,
— nous assurerons du travail et de meilleurs revenus à tous par une relance de l'économie,
— nous développerons la liberté d'entreprendre,
— nous assurerons la SÉCURITÉ à chaque Française et à chaque Français.

Veuillez agréer, mes chers Amis, l'assurance renouvelée de mes tout dévoués sentiments.

René TOMASINI

Ancien Ministre
Conseiller Général — Maire des ANDELYS
Chevalier de la Légion d'Honneur à titre Militaire
Croix de Guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance
Chevalier du Mérite Agricole

Suppléant :

Jérôme BOSSUYT

Exploitant Agricole
Membre de Section au Conseil Economique et Social
Maire de NEUILLY
Président de l'Association des Maires du Canton de PACY-SUR-EURE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole
Médaille de la Jeunesse et des Sports

Imp. BRIARD S.A. - Les Andelys

EURE-ET-LOIR

Première circonscription :

Cantons de : Auneau, Chartres-Nord, Chartres-Sud, Janville, Orgères-en-Beauce, Voves.

M. Georges LEMOINE élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Anet, Brézolles, Châteauneuf-en-Thymerais, Courville-sur-Eure, Dreux, La Ferté-Vidame, Maintenon, Nogent-le-Roi, Senonches.

M. Martial TAUGOURDEAU élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Authon-du-Perche, Bonneval, Brou, Châteaudun, Cloyes-sur-le-Loir, Illiers, La Loupe, Nogent-le-Rotrou, Thiron.

M. Maurice DOUSSET élu au 2e tour.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES **12 MARS 1978**

Première Circonscription de Chartres

Georges LEMOINE

43 ans - Marié - 3 enfants

Maire de Chartres

Vice-Président du Conseil Général

Conseiller régional

Membre du comité directeur de l'association des maires de France

présenté par

le Parti Socialiste

et

les Radicaux de Gauche

SUPPLÉANT :

Jean GALLET

61 ans - Marié - 4 enfants

Agriculteur - Maire d'Allonnes

Ancien Champion de France d'athlétisme - Ancien International
Président du Comité Départemental d'Athlétisme
Vice-président de la Fédération Française d'Athlétisme
Vice-président des Combattants Volontaires de la Résistance
Croix de Guerre 1939-45
Médaille de la Résistance
Chevalier du Mérite National

Mademoiselle, Madame, Monsieur,

Peut-être avez-vous fait confiance jusqu'à présent aux partis de droite et vous mesurez aujourd'hui leur incapacité à apporter une réponse aux graves problèmes du chômage et de l'inflation.

Dans leur grande majorité, nos concitoyens aspirent à un changement profond. Les plus défavorisés ne peuvent plus attendre. Ils savent que la Gauche est seule capable d'apporter l'égalité des droits et des chances, de développer le sens de la responsabilité, de prendre dès maintenant les mesures économiques pour répondre à leurs besoins, sans pour autant faire preuve de démagogie.

POUR VIVRE MIEUX :

Il faut appliquer des mesures sociales dynamiques et immédiates :

- pas de salaires inférieurs à 2.400 F,
- minimum vieillesse à 1.300 F par mois,
- augmentation de 50 % des allocations familiales,
- une répartition plus juste de l'impôt,
- la création d'emplois nouveaux.

POUR VIVRE AUTREMENT :

Il faut assurer le droit au travail pour tous

- défendre le pouvoir d'achat,
- renforcer les droits et compétences des salariés,
- développer l'initiative et les responsabilités des cadres,
- réformer la fiscalité et promouvoir une nouvelle politique du crédit pour la défense des travailleurs indépendants et des P.M.E.,
- défendre la petite et moyenne exploitation agricole en renforçant le rôle des S.A.F.E.R. et en garantissant les prix à la production.

Nous voulons **vivre ensemble,** dans une communauté libre, généreuse et fraternelle, comme le prévoit le programme de gouvernement de la Gauche, actualisé par le Parti Socialiste.

Dans notre circonscription, nous devons rechercher un équilibre entre l'agglomération chartraine qui reste encore le pôle d'attraction pour ceux qui recherchent du travail, et les autres cantons ruraux : Orgères, Janville, Auneau et Voves. Dans beaucoup de nos villages, seule l'arrivée des résidents secondaires a sauvé des maisons de la ruine. Mais cette arrivée n'a pas compensé le départ des jeunes ménages et les personnes âgées se sentent de plus en plus isolées.

Les Maires et leurs Conseillers Municipaux ont de plus en plus des difficultés à équilibrer leur budget et à faire les équipements nécessaires.

C'est à la fois d'une politique nationale nouvelle et d'une autre conception de l'aménagement du territoire dont vous avez besoin.

Comme des millions de Françaises et de Français,

vous ferez confiance, dès le 12 mars, au Parti Socialiste, en votant pour **Georges LEMOINE** et **Jean GALLET**

Nous vous assurons de nos sentiments dévoués.

Choisissez un Député jeune, dynamique, accessible à tous et proche de vous.

VOTER SOCIALISTE, C'EST VOTER POUR VOUS

" Georges LEMOINE appartient à une génération politique nouvelle. J'ai beaucoup de considération pour ses qualités ".

François MITTERRAND à Chartres,
le 24 février 1978

Imprimerie CHARRON - Chartres - Tél. 21.09.52

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES **19 MARS 1978**

Première Circonscription de Chartres

Georges LEMOINE

43 ans - Marié - 3 enfants

Maire de Chartres

Vice-Président du Conseil Général

Conseiller régional

Membre du comité directeur de l'association des maires de France

présenté par

le Parti Socialiste

et

les Radicaux de Gauche

Candidat d'union de la gauche

SUPPLÉANT :

Jean GALLET

61 ans - Marié - 4 enfants

Agriculteur - Maire d'Allonnes

Ancien Champion de France d'athlétisme - Ancien international
Président du Comité Départemental d'Athlétisme
Vice-président de la Fédération Française d'Athlétisme
Vice-président des Combattants Volontaires de la Résistance
Croix de Guerre 1939-45
Médaille de la Résistance
Chevalier du Mérite National

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le premier tour de scrutin a démontré que la circonscription de Chartres était prête à nous faire largement confiance puisque nous sommes à égalité de voix avec le député sortant.

Nous avons mené une campagne exemplaire, en défendant
le **PROGRES**, la **JUSTICE** et les **LIBERTÉS**.

Aujourd'hui, nous répétons que des mesures sociales et immédiates sont nécessaires :

- **pas de salaires inférieurs à 2.400 F par mois,**
- **minimum vieillesse à 1.300 F par mois,**
- **augmentation de 50 % des allocations familiales,**
- **une répartition plus juste de l'impôt,**
- **la création d'emplois nouveaux.**

Comme l'a écrit M. CASTAING, dans sa profession de foi du 12 mars, face au candidat de **" la droite classique ",** les forces de progrès doivent se regrouper **dimanche prochain** autour de nos propositions.

Pas une voix républicaine et démocrate ne doit manquer dans ce vaste regroupement des forces vives qui assurera la VICTOIRE.

● **POUR** le changement dans le calme,

● **POUR** la justice sociale,

● **POUR** des réformes dans notre économie,

vous ferez confiance, le 19 mars, au Parti Socialiste et à la gauche en votant pour Georges LEMOINE et Jean GALLET

Choisissez un Député jeune, dynamique, accessible à tous et proche de vous.

VOTER SOCIALISTE, C'EST VOTER POUR VOUS

" Georges LEMOINE appartient à une génération politique nouvelle. J'ai beaucoup de considération pour ses qualités ".

François MITTERRAND à Chartres,
le 24 février 1978

Imprimerie CHARRON - Chartres - Tél. 21.09.52

VU, LES CANDIDATS

Martial TAUGOURDEAU

Docteur en médecine
Père de huit enfants
Maire de TREMBLAY- LES -VILLAGES

Administrateur de la Caisse de Sécurité Sociale
Administrateur des Hôpitaux de Dreux et de Nogent-le-Roi
Président du Syndicat des Médecins d'Eure-et-Loir
Vice-Président de la Commission d'Hygiène Départementale
Administrateur de l'Office Départemental d'H.L.M.
Ancien Membre du Comité Economique et Social de la Région Centre

Candidat d'UNION DE LA MAJORITÉ

présenté par le

RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

REMPLAÇANT EVENTUEL

René-Jean FONTANILLE

28 ans
Avocat à DREUX

OUI

AU BON CHOIX POUR LA FRANCE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vivant quotidiennement parmi vous, je connais bien les problèmes qui se posent aujourd'hui aux différentes catégories sociales de ma circonscription. Ceux qui me connaissent savent que je suis un homme de conciliation et d'ouverture au service de tous.

Dénué d'ambition personnelle, je ne suis pas l'homme des grands discours ni des promesses démagogiques. Mon seul souci est l'efficacité.

Ma candidature est un combat contre un Parti Socialiste collectiviste prisonnier d'un Parti Communiste stalinien et totalitaire.

C'est pourquoi **je défendrai** :

— les institutions de la Ve République ;
— l'indépendance nationale ;
— une société de liberté et de progrès social ;
— des réformes sociales et fiscales en faveur des personnes âgées, des familles, des jeunes, des commerçants, des artisans, des agriculteurs et des salariés.

C'est pourquoi **je soutiendrai :**

— l'action de Jacques CHIRAC,
— le Président de la République.

C'est pourquoi, le 12 mars prochain, vous direz avec moi
« OUI AU BON CHOIX POUR LA FRANCE »

Martial TAUGOURDEAU.

Votez : Martial TAUGOURDEAU

René-Jean FONTANILLE, remplaçant éventuel

Imp. du Bois-Merrain - Chartres

Vu : le Candidat

Martial TAUGOURDEAU

Docteur en médecine
Père de huit enfants
Maire de TREMBLAY- LES -VILLAGES

Administrateur de la Caisse de Sécurité Sociale
Administrateur des Hôpitaux de Dreux et de Nogent-le-Roi
Président du Syndicat des Médecins d'Eure-et-Loir
Vice-Président de la Commission d'Hygiène Départementale
Administrateur de l'Office Départemental d'H.L.M.
Ancien Membre du Comité Economique et Social de la Région Centre

UNION DE LA MAJORITÉ
Pour le Soutien au Président de la République

REMPLAÇANT EVENTUEL

René-Jean FONTANILLE

28 ans
Avocat à DREUX

OUI

AU BON CHOIX POUR LA FRANCE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Merci aux 16.008 Electrices et Electeurs qui m'ont accordé leurs suffrages.

Merci à **Yves CAUCHON** et **Louis STURBOIS** pour leur désistement loyal en ma faveur.

Tous ensemble nous devons faire échec au candidat socialo-communiste.

70,99 % des votants ont dit NON à Maurice LEGENDRE.

La victoire de la Majorité est possible.

Le 12 Mars vous avez choisi le candidat de vos idées.

Le 19 Mars vous aurez à choisir votre société de demain.

Votre choix sera entre la Société de Liberté et de Progrès Social que j'incarne et la Société Collectiviste que représente Maurice LEGENDRE.

Pour éviter à la France l'aventure collectiviste.

Pour préserver une France Libre et Indépendante.

Pour soutenir l'action de réforme du Président de la République.

Pour une Majorité unie et capable de gouverner la France.

LE 19 MARS VOTEZ MARTIAL TAUGOURDEAU.

VOTEZ :

Martial TAUGOURDEAU

René-Jean FONTANILLE, remplaçant éventuel

Imp. du Bois-Merrain - Chartres

Vu : le Candidat.

Maurice DOUSSET

CANDIDAT D'UNION POUR LE SOUTIEN
A L'ACTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

48 ans
MAIRE DE LUTZ-EN-DUNOIS
DEPUTE SORTANT

Remplaçant éventuel :

Patrick HOGUET

38 ans
SUPPLEANT SORTANT

Depuis cinq ans avec dynamisme, compétence et efficacité, Maurice Dousset a rempli son mandat, jour après jour. Par ses contacts, sa disponibilité à tous, sa connaissance des dossiers, il ne vous a pas déçus. Faites lui confiance une nouvelle fois.

IL VOUS PROPOSE :

■ *UN NOUVEAU CONTRAT POUR LA FRANCE :*

Afin que par sa stabilité et l'équilibre de ses institutions, par l'indépendance de sa diplomatie, elle puisse continuer à jouer un rôle actif au service de la PAIX et de la construction européenne.

■ *UN NOUVEAU CONTRAT POUR LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET POUR LES FRANÇAIS :*

Afin de sauvegarder le libéralisme, le pluralisme, la diversité des croyances et des enseignements, la LIBRE expression des opinions, la LIBRE entreprise.

Afin de lutter contre la violence, d'accroître la SÉCURITÉ des Français et d'assurer une meilleure QUALITÉ de la VIE.

Afin d'accentuer l'amélioration des conditions de vie et de travail des différentes catégories sociales et professionnelles, de poursuivre activement la RÉDUCTION DES INÉGALITÉS.

■ *UN NOUVEAU CONTRAT POUR NOTRE CIRCONSCRIPTION :*

Afin de contribuer au DÉVELOPPEMENT DES ZONES RURALES, de maintenir le maximum d'activité dans les petites communes, de favoriser LA CREATION D'EMPLOIS nouveaux et l'essor des centres urbains et de valoriser le tourisme dans notre région.

Ce nouveau contrat que nous vous proposons, NOUS POUVONS le réaliser :

- Il est applicable sans surcharge fiscale ni risque de faillite.
- Il est fondé sur la reprise économique et le refus de l'aventure.

IL CONCERNE :

Les salariés

— Incitation à la création d'emplois nouveaux.
— Augmentation du pouvoir d'achat des diverses catégories de Français.
— Progression plus rapide du S.M.I.C. que de la moyenne des salaires.
— Suppression de l'écart des salaires entre travailleurs manuels et travailleurs non manuels.
— Réduction de la durée légale du travail pour les emplois pénibles, à 38 h. par semaine.
— Extension progressive de la retraite à 60 ans.
— Développement des congés de formation.

Les artisans, commerçants, travailleurs indépendants, professions libérales

— Harmonisation de leur situation fiscale avec celle des salariés.
— Aide à l'installation des jeunes.
— Statut de la femme des commerçants et artisans.
— Maintien des caractères essentiels des professions libérales.

Les agriculteurs

— Défense de l'exploitation familiale.
— Aide à l'installation des jeunes.
— Mise en œuvre de mesures nouvelles dans le domaine foncier.
— Statut de la femme de l'exploitant.

Les Anciens Combattants, Anciens Prisonniers et les Rapatriés

— Poursuite de l'effort entrepris :
Pour la reconnaissance de leurs droits.
Pour l'amélioration de leur retraite.
— Indemnisation rapide des rapatriés.

Les handicapés

— Intensification de l'action :
Pour leur assurer des ressources décentes.
Pour leur réinsertion sociale.
Pour leur accès aux connaissances, au travail et à la vie sociale.

Les personnes âgées

— Augmentation du minimum vieillesse à 40 F. par jour en 1979, et gratuité de leurs soins médicaux.
— Aide ménagère et soins à domicile en cas de maladie ou d'invalidité.
— Protection de l'épargne en vue de la retraite.
— Renforcement des mesures tendant à assurer leur sécurité.
— Mise en place du réseau national de télé-alarme.

Les familles

— Garantie de la progression du pouvoir d'achat des allocations familiales à 1,5 % par an minimum.
— Revalorisation de l'ensemble des prestations familiales, le minimum pour une famille de 3 enfants étant porté à 1.000 F. par mois au 1/7/79.
— Elargissement des droits des mères de famille en matière d'assurance vieillesse.

Les femmes

— Développement du travail à temps partiel.
— Augmentation de 3 mois du congé de maternité.
— Possibilité supplémentaire pour les veuves de recevoir à la fois leur propre retraite et une pension de reversion.
— Egalité réelle des salaires masculins et féminins.

Les jeunes

— Priorité au premier emploi : par l'institution d'un droit à une formation professionnelle rémunérée par une amélioration du système de l'orientation.
— Facilité d'embauche des jeunes de 18 à 26 ans par une exonération pour les P.M.E. et artisans de 50 % des cotisations sociales.
— Poursuite de la mise en application de la réforme de l'enseignement.
— Renforcement de l'égalité des chances entre les élèves.
— Aménagement du service militaire.
— Aide accrue pour les clubs sportifs et les associations de jeunes.

Pour la réalisation de ce programme et la sauvegarde de nos libertés.
Pour le bonheur et la promotion sociale de chacun.
Pour la prospérité de notre circonscription.

VOTEZ Maurice DOUSSET

Suppléant : Patrick HOGUET.

Vu : le Candidat.

Imp. du Bois-Merrain .- Chartres

Maurice DOUSSET

Député sortant

Maire de Lutz-en-Dunois

Candidat d'Union pour le soutien à l'action du Président de la République

Electrices, Electeurs,

C'est de tout cœur que je remercie les 25.679 d'entre vous qui m'ont accordé leur confiance. Ils ont ainsi reconnu l'action accomplie pendant ces cinq années, et manifesté leur volonté de la voir se poursuivre.

Fort de cette confiance, je leur demande de rester vigilants et de m'aider à remporter la victoire. Que tous ceux qui, au premier tour, ont voulu exprimer certaines divergences, viennent sans hésitation nous rejoindre.

Ils partagent avec nous l'essentiel, c'est-à-dire la volonté de liberté, de progrès, le souci de réforme et de réduction des inégalités, mais cela sans bouleversement ni désordre. Ils doivent s'opposer au candidat du Programme commun et à une alliance dominée par le Parti communiste.

Votre vote du 19 mars sera donc décisif pour l'avenir de la France.

SUPPLÉANT

Patrick HOGUET

Si vous m'accordez vos suffrages

NOUS AGIRONS ENSEMBLE

POUR DÉFENDRE

— **Nos libertés et en particulier la liberté d'entreprise, la liberté de l'enseignement, la liberté d'expression menacées par le programme commun de la gauche.**

— **Les Français contre la violence.**

POUR ACCENTUER

— **La progression du pouvoir d'achat.**

— **La réduction des inégalités et l'augmentation des bas salaires.**

— **La solidarité entre toutes les catégories sociales.**

POUR PROMOUVOIR

— **L'expansion économique afin d'aboutir au progrès social et au plein emploi.**

— **Une politique familiale plus hardie.**

POUR ASSURER

— **Le développement de notre circonscription en luttant contre l'exode rural, en créant de nouveaux emplois et en accroissant les moyens financiers des communes.**

POUR SAUVEGARDER

— **La stabilité de nos Institutions et la position de la France en Europe et dans le Monde.**

Faites de nouveau confiance à

MAURICE DOUSSET

suppléant : **Patrick HOGUET**

Vu, le Candidat.

IMPRIMERIE DU BOIS-MERRAIN - 28004 CHARTRES

FINISTÈRE

Première circonscription :		
Cantons de : Fouesnant, Pont-l'Abbé, Quimper.	**M. Marc BÉCAM**	élu au 1er tour.
Deuxième circonscription :		
Cantons de : Brest-I, Brest-II, Brest-III.	**M. Eugène BEREST**	élu au 2e tour.
Troisième circonscription :		
Cantons de : Landerneau, Lannilis, Ouessant, Plabennec, Ploudalmézeau, Saint-Renan.	**M. Jean-Louis GOASDUFF**	élu au 2e tour.
Quatrième circonscription :		
Cantons de : Huelgoat, Lanmeur, Morlaix, Plouigneau, Saint-Pol-de-Léon, Taulé.	**Mme Marie JACQ**	élue au 2e tour.
Cinquième circonscription :		
Cantons de : Daoulas, Landivisiau, Lesneven, Ploudiry, Plouescat, Plouzévédé, Saint-Thégonnec, Sizun.	**M. Charles MIOSSEC**	élu au 2e tour.
Sixième circonscription :		
Cantons de : Carhaix, Châteaulin, Châteauneuf-du-Faou, Crozon, Le Faou, Pleyben.	**M. Jean CRENN**	élu au 2e tour.
Septième circonscription :		
Cantons de : Briec, Douarnenez, Plogastel-Saint-Germain, Pont-Croix.	**M. Guy GUERMEUR**	élu au 2e tour.
Huitième circonscription :		
Cantons de : Arzano, Bannalec, Concarneau, Pont-Aven, Quimperlé, Rosporden, Scaër.	**M. Louis LE PENSEC**	élu au 2e tour.

Si vous m'accordez vos suffrages

NOUS AGIRONS ENSEMBLE

POUR DÉFENDRE

— Nos libertés et en particulier la liberté d'entreprise, la liberté de l'enseignement, la liberté d'expression menacées par le programme commun de la gauche.

— [illegible] contre la violence.

POUR ACCENTUER

— La progression du pouvoir d'achat.

— La réduction des inégalités et l'augmentation des bas salaires.

— La solidarité entre toutes les catégories sociales.

POUR PROMOUVOIR

— L'expansion économique afin d'aboutir au progrès social et au plein emploi.

— Une politique familiale plus hardie.

POUR ASSURER

— Le développement de notre circonscription en luttant contre l'exode rural en créant de nouveaux emplois et en accroissant les moyens financiers des communes.

POUR SAUVEGARDER

— La stabilité de nos institutions et le [illegible]

Faites de nouveau confiance à

MAURICE DOUSSET

suppléant : Patrick HOGUET

Vu, le Candidat

[illegible]

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1978

1ère Circonscription du Finistère

CANDIDATS D'UNION DE LA MAJORITÉ

Marc BECAM

ET

Alain GÉRARD

PRÉSENTÉS PAR

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE ET SOUTENUS PAR LE CENTRE DES DÉMOCRATES SOCIAUX, LE CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS, LE PARTI RADICAL ET LE PARTI RÉPUBLICAIN.

Madame, Mademoiselle, Monsieur;

DIMANCHE 12 MARS vous êtes appelés à élire votre député; depuis 1967, la Majorité d'entre vous m'avez fait confiance,

- POUR **SOUTENIR LA POLITIQUE DE NOTRE PAYS,**
- POUR **AIDER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL, CULTUREL** DE LA **CORNOUAILLE** ET DU FINISTÈRE,
- POUR VOUS **APPORTER MON AIDE** DANS LA SOLUTION DE VOS PROBLÈMES PERSONNELS.

Je vous remercie de porter attention à ce texte qu'il est convenu d'appeler ma « Profession de foi », essentielle pour votre décision de vote. J'espère être assez persuasif pour emporter votre conviction et votre adhésion.

POUR VOUS, J'AI UNE AMBITION

Je suis à votre écoute, je connais vos préoccupations, je suis prêt à vous apporter mon aide, comme par le passé.

MON AMBITION c'est de poursuivre POUR VOUS ET AVEC VOUS L'EFFORT auquel je vous convie afin de :

- Protéger nos LIBERTÉS
- Promouvoir sans cesse LA JUSTICE
- MIEUX VIVRE ENSEMBLE

POUR MA PART, J'AI DEUX CERTITUDES

— **LA PREMIÈRE**, c'est que le marxisme bureaucratique ou le socialisme collectiviste s'opposent au maintien d'une DÉMOCRATIE que les fondateurs de la République avaient définie, dans la devise toujours gravée au fronton de nos MAIRIES :

« LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ ».

Il est essentiel de comprendre que le collectivisme, la bureaucratie, les nationalisations aveugles, la technocratie tatillonne, la pesanteur des appareils de partis, sont, non seulement incapables d'assurer le développement de notre Société, mais entraînent inéluctablement des périodes de désordre ou de dictature comme d'autres peuples en font en ce moment la triste expérience. Ceux qui disent le contraire sont des inconscients ou des irresponsables, ou les deux à la fois.

— **LA DEUXIÈME CERTITUDE** découle de la première : seule la MAJORITÉ est garante du **NOUVEAU CONTRAT DE PROGRÈS** qu'elle a la volonté et les moyens d'établir avec vous.

CE NOUVEAU CONTRAT DE PROGRÈS, c'est celui :

— **DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**, continu et progressif. Celui qui s'établit, à coup sûr, dans un libéralisme participatif, étranger à la fois au collectivisme bureaucratique et au capitalisme outrancier.

— **DE L'HARMONIE SOCIALE** ardemment recherchée et possible grâce à la croissance économique.

C'est le rapprochement des conditions de vie des

/...

citoyens, le rétrécissement de l'éventail des salaires, le droit au travail, l'augmentation du pouvoir d'achat pour tous.

— **DU BONHEUR PARTAGÉ** dans la compréhension entre les générations, dans une meilleure qualité de la vie, dans le respect d'une nature dont nous devons être les « garants » parce que sa beauté, son équilibre, sont vitaux pour nous et parce que nous en sommes comptables vis à vis de nos enfants.

La condition du progrès que nous connaîtrons ensemble, c'est la sauvegarde de l'héritage que le Général de GAULLE nous a laissé, un héritage que le Président de la République, Valéry GISCARD-D'ESTAING, le Premier Ministre Raymond BARRE à la tête du gouvernement et les chefs des différentes formations de la majorité, ont su adopter, adapter quand il le fallait et faire fructifier.

JE PRENDS VIS A VIS DE VOUS TROIS ENGAGEMENTS

— **C'est d'ABORD** d'être au service de tous et en particulier des plus anciens souvent désarmés devant la complexité des démarches administratives et aussi des jeunes qui souffrent parfois d'incompréhension, des handicapés qui ont tant de mal à s'insérer dans la vie professionnelle et qui demandent plus de justice et moins de charité.

Nous sommes exigeants dans la conduite de nos affaires personnelles et professionnelles et nous avons raison; mais la plus élémentaire justice veut que les droits de chacun soient examinés avec soin.

J'ai été à maintes reprises votre conseiller et votre interlocuteur et j'espère avoir répondu à votre attente.

Avec votre confiance, je serai à nouveau votre interprète, quelles que soient vos convictions politiques.

— **C'est ENSUITE** de promouvoir le développement de la Cornouaille

Les dossiers d'intérêt général de la Cornouaille doivent être plaidés efficacement, là où se préparent les solutions, là où se prennent les décisions.

Je n'ai pas ménagé mes efforts pour convaincre et je poursuivrai dans cette voie.

J'œuvrerai, je vous en donne l'assurance, pour que l'activité économique de la Cornouaille progresse toujours; pour que se créent de nouvelles entreprises et donc des emplois; pour que les transformations d'activités qui s'avèreraient inéluctables se fassent sans dommage pour les salariés; pour que les jeunes trouvent sur place leur insertion dans la vie économique pour que le niveau de vie des moins favorisés d'entre vous soit largement amélioré.

Je refuse le conservatisme et ce n'est pas parce que je refuse également la démagogie que j'accepte la fatalité dans le domaine économique et social.

Pour vous les Agriculteurs, j'ai soutenu vos démarches pour donner à notre agriculture finistérienne, grâce à votre dynamisme, le premier rang en France.

J'ai été et je demeure votre fidèle défenseur dans la négociation permanente que nécessite l'insertion de notre agriculture, désormais modernisée et compétitive dans les structures du marché commun Européen.

Mais que personne ne se méprenne : les excès, le non respect des autres que traduit le recours à certains moyens, desservant la cause qu'on prétend défendre; aucune faiblesse n'est à attendre de ma part.

Pour vous les pêcheurs, travailleurs de la mer, j'ai répondu chaque fois à votre appel, j'ai défendu avec force les positions de la pêche bretonne. J'ai contribué à opposer aux prétentions britanniques le veto le plus formel. Je n'accepterai pas que soient remises en question les dispositions communautaires. La grande amitié du monde de la pêche à PENMARC'H comme au GUILVINEC, à LESCONIL comme à LOCTUDY est ce qui m'est le plus précieux pour poursuivre l'effort afin de conforter l'extraordinaire développement qu'ont connu nos ports bigoudens depuis 1967, malgré les difficultés qu'on peut ressentir en fonction de la conjoncture internationale.

Pour vous enfin, Chefs d'Entreprise, Commerçants, Artisans sur qui repose la responsabilité de notre production comme de nos exportations, j'ai plaidé des dossiers essentiels. Je le ferai à nouveau car c'est sur vous que repose le développement de notre économie.

— **C'est ENFIN** mon troisième engagement, je le prends pour **notre** Pays. La FRANCE a des Institutions lui assurant la stabilité et lui permettant de traverser, avec la certitude de parvenir au port, les orages de la crise économique internationale.

J'ai participé à la Conférence Mondiale sur le Droit de la Mer, à la Conférence Européenne sur les Collectivités Locales : j'ai compris combien notre Pays était envié et respecté.

La France fait de l'indépendance nationale l'un des dogmes de sa politique étrangère. Libre de ses alliances maîtresse de son destin, sensible à son rayonnement dans le monde, attentive aux besoins des pays du Tiers Monde, elle vit en paix et en bonne entente avec toutes les nations.

Elle apparait aussi loin que l'on remonte dans son passé comme la PATRIE DE LA TOLÉRANCE. Qui, mieux qu'Edmond MICHELET auquel je dois tant et dont je vénère la mémoire, sut dans l'épreuve de la déportation et dans une vie de dévouement au service des autres et de fidélité à ses convictions, en porter le témoignage ? Pour lui, invective, sectarisme et racisme étaient profondément haïssables.

La FRANCE, enfin, est et entend demeurer TERRE DE JUSTICE ET DE LIBERTÉS, et ce n'est pas par hasard que ces mots symbolisent le programme de Gouvernement que le Premier Ministre vient de présenter à BLOIS.

Le Premier Ministre, M. Raymond BARRE, m'a appellé à faire partie de son gouvernement. J'ai alors mesuré davantage l'importance capitale de l'enjeu qui s'offre à nous aujourd'hui.

La mission qui m'a été confiée, en qualité de Secrétaire d'État aux Collectivités Locales, m'a convaincu, s'il en était besoin, de la vanité des querelles de partis, de la nocivité des positions systématiquement négatives quand il s'agit de faire face aux problèmes quotidiens de nos communes.

Les contacts, très nombreux que j'ai eus avec les élus et les habitants de nombreuses Régions m'ont conforté dans l'idée que la FRANCE n'était pas réellement « coupée en deux » mais qu'il existe, pour l'essentiel, un large accord des femmes et des hommes de ce pays.

Madame, Mademoiselle, Monsieur, c'est le même accord que je vous demande de manifester en m'exprimant votre confiance ainsi qu'à Alain GÉRARD, mon suppléant.

Je vous demande de le faire massivement dès le premier tour pour m'encourager dans la poursuite de mon action et pour démontrer l'importance du courant majoritaire au plan local comme au plan national.

Je suis convaincu que c'est possible.

Vous avez à faire un choix décisif pour votre avenir - Faites le bon choix.

Ainsi vous aurez, dès le 12 mars, un député pour vous, pour la Cornouaille et pour la FRANCE.

Imp. du Marin

Vu les Candidats.

BREST - BOHARS - GOUESNOU - GUILERS

Je ne m'adresse pas à ceux qui croient tout savoir. Je m'adresse à celles et à ceux qui ne savent pas encore, à ceux qui écoutent, à ceux qui se taisent, à ceux qui voteront pour la première fois, à toutes celles et à tous ceux qui voudraient être sûrs de bien choisir.

GOUVERNER LA FRANCE

Les socialistes et les communistes se lancent des accusations et des insultes. Ils sont en désaccord quand ils promettent.

Comment pourraient-ils se mettre d'accord pour GOUVERNER ?...

Les socialistes ne pourront pas GOUVERNER seuls : c'est évident !

Ou bien ils auront contre eux les communistes, ou bien ils seront leurs otages.

La majorité présidentielle a su GOUVERNER la France malgré la crise. Unie sur l'essentiel, groupée autour du Président de la République elle assurera à la France un gouvernement stable.

LE CHANGEMENT

Il ne faut jamais croire ceux qui disent que tout est possible tout de suite. Vous ne les croyez pas dans votre vie privée : ne les croyez pas quand il s'agit de la vie publique. Les socialistes et les communistes promettent beaucoup : leurs promesses entraîneront l'augmentation des impôts, la hausse du coût de la vie.

Ce ne sont pas les «GROS» qui paieront, mais les «PETITS».

Le CHANGEMENT qu'ils promettent est mauvais, pire! il est redoutable.

Et pourtant, je suis pour le CHANGEMENT. Vous avez conscience, comme moi, de ce qui a déjà été fait pour les familles, pour les personnes âgées, pour les plus défavorisés, contre le chômage, contre la hausse des prix.

Il faut aller plus loin !... Voilà le CHANGEMENT !

LE CHOIX

Dans notre circonscription, c'est la guerre à couteau tiré entre le socialiste et le communiste. Se mettront-ils d'accord pour le second tour ?... Rien n'est moins sûr : en tout cas ils ne le disent pas.

Mais ce qui compte, c'est de les battre !...

Pour cela, il faut, dès le premier tour, voter pour le seul candidat, capable au second tour, de réunir toutes les voix de la majorité.

Votez

Eugène BEREST

Parti Républicain

Remplaçant

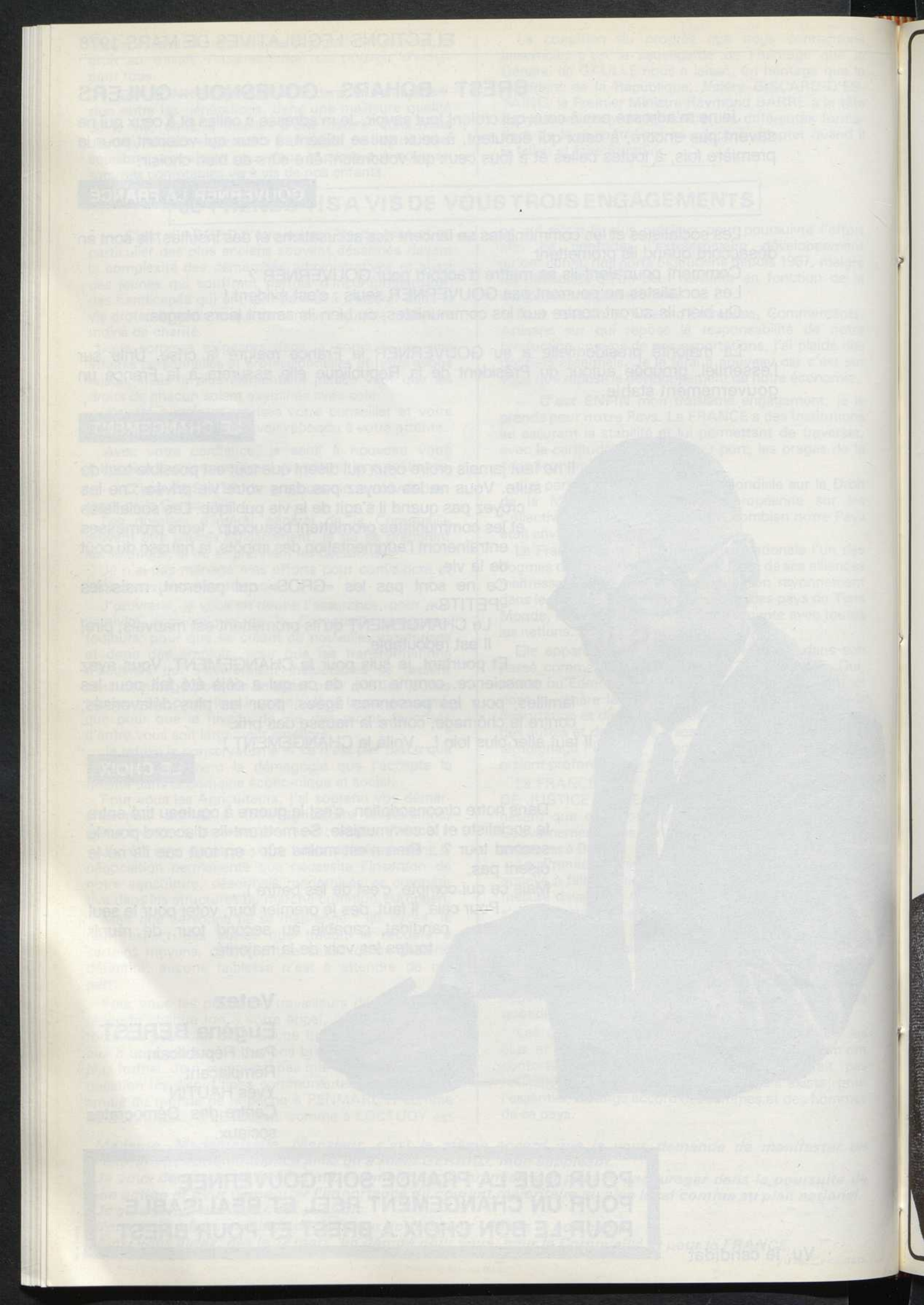
Yves HAUTIN

Centre des Démocrates sociaux.

POUR QUE LA FRANCE SOIT GOUVERNEE
POUR UN CHANGEMENT REEL ET REALISABLE
POUR LE BON CHOIX A BREST ET POUR BREST

Vu, le candidat

pam brest



EN AVANT

APRES LE PREMIER TOUR

Electrices et électeurs de Brest, Bohars, Gouesnou, Guilers, vous m'avez choisi pour être le candidat unique de la majorité au second tour : je vous remercie de m'avoir fait confiance.

Dès le soir du 12 mars, Monsieur de Bennetot m'a fait savoir qu'il se retirait en ma faveur. Il a immédiatement rendu publique cette décision. Je l'en remercie.

TOUS UNIS

A ceux qui, au premier tour, m'ont apporté leurs voix, vont s'ajouter, dimanche, ceux qui ont manifesté leur préférence pour un autre candidat de la majorité : pas une voix ne doit manquer pour combattre l'adversaire commun.

Vous qui, au premier tour, avez voulu marquer votre mécontentement en votant pour un candidat de l'opposition, rejoignez-nous. Ce qui nous unit est plus important que ce qui nous sépare.

CONTRE L'AVENTURE

Vous voulez que la France soit gouvernée , vous voulez que l'économie soit redressée , vous voulez plus de justice , vous voulez réduire les inégalités : c'est cela que vous assurera une majorité renouvelée. En face, c'est l'aventure : des partis incapables de gouverner ensemble qui plongeraient notre pays dans le désordre politique et détruiraient sans remède notre économie.

CHAQUE VOTE COMPTE

A un moment dramatique de l'histoire de notre pays, personne n'a le droit de dire : «Après tout, une voix de plus ou de moins, cela n'a pas beaucoup d'importance». Aujourd'hui plus que jamais, toutes les voix vont compter : ce serait trop tard, après le 19 mars, pour dire : «Si j'avais su...»

Chacun doit se mobiliser contre l'aventure pour la justice et les libertés

pam. brest

Eugène BEREST
Yves HAUTIN, suppléant

Vu, le candidat,

EN AVANT

Chacun doit
se mobiliser
contre l'aventure
pour la justice
et les libertés

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

3e Circonscription du Finistère

CANDIDATS DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

Louis GOASDUFF

Maire de Plabennec
Vice-Président du Conseil Général

Remplaçant :

Michel BRIANT

Adjoint au Maire de Guipavas
Conseiller Général

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE m'a choisi pour être le représentant de la majorité dans votre circonscription à la suite de M. Gabriel de POULPIQUET à qui vous avez massivement accordé vos suffrages depuis 20 ans.

Maire de PLABENNEC, Vice-Président du Conseil Général, ardemment encouragé par une très grande majorité des maires et des élus de vos communes, conscient personnellement de n'avoir pas démérité devant les tâches que mes électeurs m'ont confiées, j'ai décidé de briguer vos suffrages pour une mission nationale.

A l'heure du choix qui sera déterminant pour l'avenir de la France, l'effort accompli depuis vingt ans, les résultats obtenus et les mesures préconisées par le RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE inspirent une grande espérance à nos compatriotes qui refusent l'aventure collectiviste.

TRAVAILLEURS, AGRICULTEURS, ENTREPRENEURS, JEUNES, MARINS, PROFESSIONS INDÉPENDANTES, RETRAITÉS, PERSONNES AGÉES,

L'échéance de mars 1978 implique un choix qui engage votre avenir d'une façon décisive.

Le défi qui nous est lancé sera l'occasion de conduire la FRANCE sur la voie d'une profonde transformation dans la Liberté et la Justice.

Avec tous ceux qui ont cette ambition pour la France, m'appuyant résolument sur un certain nombre de valeurs traditionnelles et fondamentales de notre civilisation,

- je marque mon attachement aux principes essentiels du Général de Gaulle, aux institutions de la Ve République,
- je m'engage à soutenir les objectifs que Jacques CHIRAC propose à la Nation,

contre les tenants du Programme Commun qui n'auraient d'autres recours que l'application des mesures totalitaires d'inspiration marxiste, entraînant à terme la disparition des libertés de la démocratie et de la propriété privée.

La politique que conduit le Premier Ministre Raymond BARRE, sous l'autorité du Président de la République, tend à sortir notre économie de la crise grave qui sévit sur l'Europe entière.

Cet effort sert avant tout les Françaises et les Français dans leur vie de chaque jour. Les utopies et les promesses gratuites du Programme «Commun» (!) ne peuvent conduire qu'aux désordres économiques sans résoudre vos difficultés quotidiennes.

Nous nous étions habitués à une croissance rapide du niveau de vie : pour ne pas régresser, notre économie doit rester dynamique, compétitive, ouverte sur l'extérieur. Nous écartons le repli de la FRANCE sur elle-même, isolement où nous conduiraient inéluctablement les signataires du Programme Commun.

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE propose d'instaurer une planification démocratique de l'Économie :

- pour assurer le plein emploi des ressources humaines de la nation et résorber le chômage ;
- pour réorienter l'économie en fonction de ce but prioritaire, mais aussi en fonction des contraintes et des défis de la crise énergétique et d'un monde qui se transforme ;
- pour que cette économie puissante et vivante soit capable de supporter la charge du progrès social qui est l'objectif de toute action, qu'elle permette une solidarité plus complète envers les catégories défavorisées ;
- pour une agriculture prospère, premier atout de notre région.

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE propose, avec les formations de la majorité UNE SOCIÉTÉ DE LIBERTÉ

où les règles permanentes doivent être :

- le droit au travail ;
- la liberté d'entreprendre ;
- la justice, indépendante de toutes contraintes ;
- l'administration au service des citoyens ;
- la liberté de l'enseignement (garantie de la paix scolaire) ;
- le pluralisme syndical.

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE propose UNE SOCIÉTÉ DE JUSTICE

- l'égalité des chances, en allant vers plus de justice et de solidarité ;
- la refonte du système fiscal, tendant à le rendre plus équitable ;
- la politique familiale dans un esprit de justice et dans le souci d'encourager la natalité en développant l'allocation pour les mères au foyer, et en améliorant la condition féminine ;
- la politique de l'Éducation qui doit promouvoir l'égalité des chances par une aide accrue et plus équitable (attribution de bourse, prêts aux étudiants) ;
- la politique de la santé, axée sur la médecine préventive et donnant une priorité à la recherche médicale ;
- la continuité d'une action globale en faveur des personnes âgées et des handicapés ;
- la défense des droits légitimes des anciens combattants ;
- la simplification des procédures et la clarification de la législation sociale.

TEL EST NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ POUR LA FRANCE

SUR LE PLAN DE NOTRE RÉGION, j'engagerai mon action en faveur

- de l'agriculture ;
- du commerce et de l'artisanat ;
- des équipements portuaires et de la pêche ;
- de l'industrialisation (industries légères et agro-alimentaires) ;
- de la construction navale ;
- de tous équipements, source d'expansion et de création d'emplois ;
- de la simplification des règles d'urbanisme et des nombreux problèmes de la vie quotidienne des Bretons.

Je mettrai à votre disposition tout mon temps et toute mon énergie pour vous entendre dans ma circonscription et être votre porte-parole fidèle à l'Assemblée Nationale.

Nous disons «**PRIORITÉ A LA PERSONNE, A LA LIBERTÉ, A LA JUSTICE**».

Je suis sûr que ces objectifs clairs rassembleront assez de femmes et d'hommes responsables pour faire échec à une coalition qui menace notre avenir et nos libertés.

Avec Louis GOASDUFF

pour une SOCIÉTÉ DE LIBERTÉ

Vu : Les Candidats.

CIP - Landerneau

CANDIDAT DE L'UNION POUR LA MAJORITÉ
présenté par le Rassemblement Pour la République

Louis GOASDUFF

Maire de Plabennec
Vice-Président du Conseil Général

Remplaçant :

Michel BRIANT

Adjoint au Maire de Guipavas
Conseiller Général

Électrices, Électeurs,

Au scrutin de dimanche dernier, vos suffrages m'ont placé largement en tête de tous les candidats.

En mon nom et en celui de Monsieur BRIANT, je tiens à vous exprimer ma vive gratitude.

Au deuxième tour, vous avez à choisir entre :

— un candidat socialo-communiste, partisan du collectivisme,
— et un représentant de la Majorité, qui s'est engagé à soutenir l'action du Président de la République et à défendre les principes de la Ve République.

Si dimanche vous m'apportez vos suffrages, je poursuivrai dans cette circonscription le travail accompli par **Monsieur Gabriel de POULPIQUET** qui m'a donné sa caution sans réserve. A son exemple, je me tiendrai à la disposition de tous, sans distinction d'opinion ou d'intérêt.

Jamais, depuis le début de la Ve République, le risque d'un bouleversement de notre Société n'a été aussi menaçant.

Que la Majorité perde ces élections législatives - ne serait-ce que d'un seul siège - et dès le lundi 20 mars, ce sera la mise en œuvre du Programme Commun de la Gauche.

Que resterait-il de nos libertés, de l'indépendance de la France, du progrès économique et social qui a permis, au cours des vingt dernières années de doubler le niveau de vie des Français, de tripler le minimum vieillesse, de quadrupler les prestations sociales ?

Ce serait la mise en place d'une société bureaucratique qui pénalisera tout ce qui est en France **initiative, liberté et responsabilité.**

Même votre vie de tous les jours sera bouleversée. Votre embauche dans une entreprise, votre nomination, vos fonctions dépendront du bon vouloir d'organisations partisanes. Tout cela est prévu expressément dans le texte du Programme Commun et sera effectivement appliqué.

Voter socialiste, c'est signer un pacte avec les communistes qui ne tarderaient pas, arrivés au pouvoir, à prendre en mains les postes-clés du Gouvernement, à neutraliser leurs alliés d'aujourd'hui, à détruire les institutions de la Ve République, à engager le pays dans une aventure collectiviste, d'inspiration marxiste.

C'est ce que les socialo-communistes appellent changer la vie.

Ne nous laissons pas abuser par les promesses qui ne peuvent que ruiner les espérances des travailleurs, des agriculteurs, des commerçants et artisans, des entrepreneurs, des jeunes, des retraités.

Le marxisme est la doctrine fondamentale du Programme Commun, c'est François Mitterrand qui l'a affirmé.

★ ★ ★

Il faut choisir pour la France :

Contre le COLLECTIVISME :

- **une société de liberté.**

Contre la rupture brutale de notre économie :

- **une planification démocratique ;**
- **une politique offensive de l'emploi ;**
- **une assurance d'un progrès social soutenu.**

Contre les dangereuses illusions du Programme Commun :

- **l'indépendance qui n'est ni la solitude, ni le repli sur soi.**

Contre les menaces de l'appareil des partis marxistes :

- **la défense des institutions de la Ve République.**

Contre l'asservissement des travailleurs :

- **la participation des salariés à la vie de l'entreprise.**

Contre l'aliénation des esprits :

- **la primauté aux droits de l'homme à la liberté politique et individuelle.**

Si le Programme Commun était mis en œuvre :

- nos libertés seraient gravement menacées ;
- notre progrès économique et social irrémédiablement compromis ;
- notre indépendance nationale définitivement aliénée.

★ ★ ★

Il existe pour la France une autre voie que celle du marxisme.

Le RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE QUI M'A CHOISI POUR ETRE LE CANDIDAT DE LA MAJORITÉ a présenté des propositions pour la France que j'ai eu l'honneur de vous exposer dans ma précédente profession de foi et au cours des réunions électorales des dernières semaines.

Dimanche 19 mars, le choix est simple, fondamental et sans appel.

Un seul candidat vous propose de sauvegarder la société de liberté et de responsabilité à laquelle vous êtes attaché.

Vous abstenir, ce serait laisser aux autres la responsabilité de choisir le destin de la France, le vôtre et celui de vos enfants, car chaque voix sera comptabilisée au plan national.

NE VOUS ABSTENEZ PAS, VOTEZ DIMANCHE,

VOTEZ LOUIS GOASDUFF

Suppléant Michel BRIANT

POUR LA LIBERTE, LA SECURITE ET LE PROGRES

CIP - Landerneau

Vu : le candidat

PARTI SOCIALISTE

Electrices, Electeurs,

Les Elections législatives du 12 Mars sont d'une importance capitale. Vous ne pouvez y restez indifférents. De votre choix dépendra l'avenir de chacun, l'avenir de la circonscription, l'avenir du pays.

C'EST A VOUS DE DECIDER.

Si vous nous accordez votre confiance, nous nous engageons à nous mettre au service de toute la population et, plus particulièrement, au service de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, se voient privés des droits les plus fondamentaux : droit de l'homme et de la femme au travail, à la santé, au repos, droit à l'instruction, au logement, aux équipements collectifs, droit à la nature...

Regardons et écoutons autour de nous :

- cet enfant en situation d'échec scolaire, et promis, à l'âge de 7 ans, aux filières sans débouchés ;
- cet adolescent, fier de son CAP récent, à la difficile recherche d'un premier emploi et d'une nécessaire indépendance ;
- cette famille, en quête de revenus décents ;
- cette femme âgée trop souvent seule et déracinée.

L'homme aspire à une société plus juste, plus fraternelle. Ces objectifs ne seront pas atteints par des "déclarations d'intentions". Il faut une politique cohérente et vigoureuse, telle qu'elle est définie par le programme commun et par le Parti Socialiste.

Nous nous engageons à entretenir avec tous les habitants une collaboration étroite et permanente, dans un souci d'information mutuelle. Il faut donner aux hommes les moyens de prendre des responsabilités. C'est dans l'entreprise, dans le quartier, le village, la commune, la région que se fonde la démocratie. Nous nous engageons à être présents et actifs partout où les hommes vivent.

.../...

Voici venu le temps du changement. Mais on ne change pas les choses sans changer les hommes. Là est votre choix du dimanche 12 Mars. Comment faire confiance à ceux qui vous annoncent pour demain ce qu'ils n'ont pu ni voulu faire depuis vingt ans ?

LA VIE DOIT CHANGER, LA VIE PEUT CHANGER,
ICI ET MAINTENANT

Nous croyons dans votre volonté réfléchie et résolue. Il faut voter, voter au premier tour pour le candidat socialiste, voter au second tour pour le candidat de la gauche le mieux placé.

Votez massivement pour que le Peuple l'emporte.

MARIE JACQ
La Candidate,

PIERRE BARBIER
Le Remplaçant,

CHANGER LA VIE DÈS MAINTENANT AVEC LE PARTI SOCIALISTE

dans un Gouvernement de Gauche, pour l'application du Programme Commun

VOTRE POUVOIR D'ACHAT

- SMIC à 2 400 Francs.
- Augmentation des Allocations Familiales de 50 % en un an.
- Retraites et pensions à 75 % du salaire.
- Revalorisation des pensions et allocations aux personnes âgées et handicapées ; minimum vieillesse à 80 % du SMIC à terme (1 300 Francs mensuels dans l'immédiat).
- Indexation de l'Epargne.
- Réduction des inégalités. Impôt sur le capital et les grosses fortunes.

LE TEMPS DE VIVRE

- 5e semaine de congés payés. Droit à la retraite à 55 et 60 ans.
- Congés de maternité de 18 semaines.
- Loisirs et Culture accessibles à tous .
- Sauvegarde du Cadre de Vie. Lutte contre le gaspillage. Diversification des énergies.

VIVRE AU PAYS

- Décentralisation avec pouvoirs importants aux régions.
- Politique d'Aménagement du Territoire où la Bretagne fera partie des régions à privilégier.
- Maîtrise du développement économique par la planification, la nationalisation du crédit, la nationalisation des neufs grands groupes industriels et de leurs actifs.
- Mesures de relance en faveur des PME et de l'Artisanat.
- Reconnaissance des Langues et Cultures Régionales.

VIVRE MIEUX

- Véritable politique de l'emploi par la relance de la consommation populaire, par la réduction du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite.
- Amélioration et développement des Services Publics, dans les communes rurales notamment.
- Extension des pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise.
- Service National à six mois..
- Revalorisation du métier d'agriculture par une garantie des revenus et la protection de l'exploitation familiale.
- Promotion de la Pêche par une nouvelle politique de la mer.

POUR UNE PAIX MONDIALE

- Arrêt immédiat des expériences nucléaires.
- Action internationale pour un désarmement général, universel et contrôlé.

GWELLOC'H AR VUHEZ GANT AR SOSIALISTED

MARIE JACQ
Candidate

- *58 ans, mère de deux enfants, secrétaire d'entreprise.*
- *Maire de sa commune d'origine, HENVIC.*
- *Présidente du S.I.V.O.M. (Syndicat intercommunal à vocation multiple) du FROUT.*
- *Membre du Bureau Fédéral du Parti Socialiste.*

PIERRE BARBIER
Remplaçant

- *32 ans, marié, père de deux enfants, professeur de Sciences Economiques et Sociales au Lycée de MORLAIX.*
- *Militant syndicaliste.*
- *Maire de PLOURIN-LES-MORLAIX.*
- *Membre de la Commission Exécutive Fédérale du Parti Socialiste.*

VOTEZ pour les candidats du PARTI SOCIALISTE

Prendre la parole. Décider nous-mêmes. Libérer nos vies des chaines de l'argent. Écrire notre histoire à la première personne. Être enfin des hommes et non des instruments... (Hymne socialiste).

Imprimerie Nouvelle, Morlaix photo michel follorou *Vu : les Candidats.*

Parti Socialiste

Électrices, Électeurs,

Nous remercions les 14 841 électrices et électeurs qui, dès le 12 mars, nous ont accordé leur confiance, nous plaçant en tête de tous les candidats de la circonscription.

Par ce vote, ils ont manifesté leur refus de la situation actuelle et exprimé leur volonté d'un changement réel.

CES ÉLECTIONS SONT IMPORTANTES, ESSENTIELLES : LA MAJORITÉ PEUT CHANGER. LES RÉSULTATS DU PREMIER TOUR VIENNENT DE LE MONTRER.

DANS NOTRE CIRCONSCRIPTION, LA VICTOIRE EST POSSIBLE. TOUS CEUX QUI VEULENT LE CHANGEMENT DOIVENT SE MOBILISER.

Vous élirez un député socialiste le 19 mars et ainsi vous contribuerez à instituer une société plus juste au service de l'ensemble de la population.

NON à un Programme de redressement économique qui passe par le sacrifice des bas salaires, des bas revenus.

OUI à une augmentation du Pouvoir d'Achat de ceux qui savent vraiment dans leur vie de tous les jours ce que veulent dire les mots : CRISE, CHOMAGE, HAUSSE DES PRIX.

OUI à un Programme qui prenne enfin en compte les efforts quotidiens des femmes et des hommes qui créent la richesse si mal partagée de notre pays.

Le capitalisme ne connaît qu'une loi, celle du profit. Il a souillé l'eau, l'air, le sol, ruiné la végétation, saccagé la nature, cadre irremplaçable de la vie humaine.

Le capitalisme ne pouvait donner naissance à rien d'autre. Ses injustices sont devenues insupportables.

Parce que l'héritage est lourd et lourdes les habitudes, parce que les privilégiés sont forts et résolus à se battre pour sauver leurs privilèges, nous savons que la tâche ne sera pas facile. Nous le savons et nous le disons.

NOUS VOUS PROPOSONS LE CHANGEMENT DANS LA JUSTICE ET LA LIBERTÉ.

Nous vous proposons un contrat de cinq ans pour l'application d'un Programme Commun de Gouvernement de la Gauche. Au terme de ces cinq ans, vous pourrez décider à nouveau si vous voulez continuer la route avec nous.

Émus par la confiance populaire que nous avons reçue, en union avec les formations de gauche qui nous soutiennent, nous nous engageons à être présents et actifs partout où les hommes vivent.

NOUS NOUS ENGAGEONS A AGIR POUR QUE LE PEUPLE L'EMPORTE.

MARIE JACQ,
la candidate.

PIERRE BARBIER,
le suppléant.

En application de l'accord signé entre les partenaires du Programme Commun, j'appelle mes électeurs à reporter leurs suffrages sur Marie JACQ et Pierre BARBIER.

A. DAVID

Les candidats du P.S.U., les candidats de l'U.D.B. se désistent en faveur des candidats de gauche les mieux placés. Ils appellent tous leurs électeurs à voter au second tour pour Marie JACQ et Pierre BARBIER.

POUR LA VICTOIRE DE LA GAUCHE

Votez

Marie JACQ Pierre BARBIER

Vu : les Candidats.

Imprimerie Nouvelle, Morlaix

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

5e CIRCONSCRIPTION DU FINISTERE

Le Rassemblement Pour la République

PRÉSENTE

Charles MIOSSEC

39 ans – Cadre Commercial
Conseiller Municipal de Loc-Eguiner-Saint-Thégonnec

Madame Marguerite CAILL

49 ans – MAIRE DE PLOUZÉVÉDÉ – Remplaçant

"En notre temps, la seule querelle qui vaille est celle de l'homme. C'est l'homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer".

Charles DE GAULLE

ELECTRICES, ELECTEURS,

C'est ce combat pour l'homme, le seul qui vaille en effet, qui constitue notre ambition et sera l'enjeu des élections du 12 mars.

Des progrès considérables ont été accomplis par la 5e République depuis 20 ans, plus qu'en un siècle auparavant :

- équipements routiers, hospitaliers, téléphoniques, sportifs, culturels,
- modernisation de notre industrie et de notre agriculture,
- protection sociale, mensualisation,
- amélioration de la condition des personnes âgées, etc...

Ces progrès continuent malgré les difficultés dûes à la crise mondiale qui, par l'augmentation du prix des matières, et en particulier du pétrole, a frappé en premier lieu les pays industrialisés comme la FRANCE.

Certes, il reste beaucoup à faire, car l'impatience va plus vite souvent que la réalisation.

NOUS SOMMES DÉTERMINÉS à poursuivre l'oeuvre de RÉNOVATION SOCIALE entreprise, par la PARTICIPATION, car c'est la chance de la liberté pour la FRANCE.

Nos Objectifs - Ils sont de 3 ordres :

Pour notre Circonscription :

- **Etre au service de tous**, comme par le passé et notre présence effective "sur le terrain" est une garantie supplémentaire d'efficacité,
- **Etre l'interlocuteur** des collectivités locales sans exclusive pour les aider à résoudre leurs nombreux problèmes et leur permettre un développement harmonieux et continu. Appartenir à un mouvement fort et déterminé est aussi un facteur d'efficacité,
- **Prendre en compte** les intérêts des différentes catégories sociales, des divers organismes ou associations afin de faire avancer leurs justes revendications.

Pour notre Région :

– Susciter et encourager une nouvelle GRANDE AMBITION POUR LA REGION en s'appuyant sur la volonté et le dynamisme de tous les responsables locaux,
– **Maintenir notre jeunesse** sur place par une industrie de transformation adaptée à nos productions et qui préserve la qualité de notre environnement,
– **Préserver l'originalité de la BRETAGNE** par un développement équilibré des diverses formes de notre culture,
– **Favoriser une urbanisation** harmonieuse seule capable d'empêcher la désertion de nos campagnes.

Pour la France :

Notre action s'inspirera de l'IDÉAL GAULLISTE auquel nous sommes profondément attachés :
– Stabilité des institutions – Indépendance Nationale – Participation.
Cette action s'inscrit résolument dans le cadre de la Majorité, par le soutien au Président de la République, seul élu par le peuple tout entier.

Nos préoccupations immédiates :
– écarter définitivement la menace du collectivisme par une action sociale hardie en faveur des plus défavorisés,
– relancer l'économie par des investissements créateurs d'emplois et faire du «NON AU CHOMAGE», notre priorité,
– préserver les libertés quelles qu'elles soient, et en particulier la liberté d'enseignement,
– réduire les inégalités par une fiscalité plus juste,
– favoriser l'épanouissement de la famille par une politique généreuse en matière de logement et de prestations familiales,
– revaloriser les pensions civiles et militaires pour donner aux personnes âgées les moyens de vivre pleinement leur vie de retraités,
– renforcer la solidarité nationale en faveur des personnes seules et des handicapés pour leur assurer une vie libre et digne,
– améliorer notre politique de santé, en particulier dans son aspect préventif,
– continuer notre effort d'équipement et d'aménagement du territoire,
– favoriser la création d'entreprises nouvelles par une aide basée sur la compétence et non plus sur les garanties financières, éliminant les plus démunis,
– ELIMINER enfin tout affrontement de classes, **dans un sens ou dans l'autre par la PARTICIPATION**, seule ambition à la mesure de la tradition française de **liberté** et de **dignité**.

Françaises, Français,

Quelle que soit l'issue de cette consultation électorale, le pays aura besoin d'un groupe GAULLISTE fort et déterminé à l'Assemblée Nationale parce que seul porteur d'un grand espoir pour la FRANCE et seul capable de dire NON au compromis, NON à l'abandon.

Vous ne disperserez pas vos suffrages, mais au contraire, vous les porterez massivement au 1er tour sur les candidats du courage et de la volonté, ceux qui par leurs racines, leur passé et leur exemple, sont les authentiques représentants de la population de cette 5e circonscription du Finistère.

Vive la BRETAGNE, Vive la REPUBLIQUE, et Vive la FRANCE.

Dans l'intérêt de la Majorité,
VOTEZ

Charles MIOSSEC

Conseiller Municipal de Loc-Eguiner-Saint-Thégonnec

CANDIDAT du
Rassemblement Pour la République

Madame Marguerite CAILL

MAIRE DE PLOUZÉVÉDÉ – *(Remplaçant)*

VU : LES CANDIDATS.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE — DÉPARTEMENT DU FINISTERE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978

5e CIRCONSCRIPTION DU FINISTERE

Charles MIOSSEC

39 ans – Conseiller Municipal de Loc-Eguiner-Saint-Thégonnec

Candidat unique de la Majorité

Madame Marguerite CAILL

49 ans – MAIRE DE PLOUZÉVÉDÉ – Remplaçant

Madame, Mademoiselle, Monsieur, Chers Amis,

Merci, merci de tout cœur à vous toutes et à vous tous qui avez marqué votre confiance à l'équipe que nous formons, qui avez ainsi témoigné votre reconnaissance à l'action entreprise dans cette circonscription, voici 16 ans par Antoine CAILL et, qui entendez voir maintenir ce cap.

En nous plaçant très largement en tête de ce premier tour, vous avez clairement affirmé votre volonté de voir ce siège conservé au premier Mouvement de FRANCE, le Rassemblement Pour la République.

Vous aviez un large choix au premier tour. Par votre vote, vous avez marqué résolument votre volonté d'aller dans la voie de la clarté, de la détermination et de la liberté.

Par l'application loyale et franche du pacte majoritaire, il vous faut maintenant concrétiser cet avantage dimanche prochain, pour nous permettre de nous atteler à la tâche dès lundi matin.

Avec Madame CAILL, dont chacun connaît la parfaite intégrité et le dévouement désintéressé, nous avons besoin de votre soutien pour poursuivre l'œuvre de rénovation nationale dans le sens de la participation, telle que nous vous l'avons proposée au cours de notre campagne.

Notre action au service de la région sera guidée par notre souci de promouvoir les emplois nécessaires, au maintien de notre jeunesse et à son plein épanouissement dans l'une des plus belles régions de France.

Dans l'intérêt de notre Pays, Pour le bien de la Bretagne, Au service de notre Circonscription

VOTER Charles MIOSSEC et Madame CAILL

(investis par le RPR, le Parti Républicain, le CDS, le CNI, la Démocratie Chrétienne)

c'est soutenir l'action du Président de la République.

Vu, les Candidats.

TYPO-OFFSET I.M.L. OLLIVIER LANDIVISIAU

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

6e Circonscription du Finistère

CANDIDATS DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

Jean CRENN

CONSEILLER GÉNÉRAL

DÉPUTÉ SORTANT

Suppléant

René CHEVALIER

Maire de Plonévez-Porzay

Boulanger

Électrices, Électeurs,

Tout le monde connaît le formidable enjeu des prochaines élections.

Tout le monde voit aussi les efforts incroyables de la Gauche pour l'emporter. De la Gauche, union factice de frères ennemis qui ne se réconcilient que pour attaquer et tenter de battre la Majorité, à laquelle ils imputent toutes les difficultés de la situation actuelle, sans accepter de reconnaître que, face à la crise qui frappe le monde entier, la France, de l'avis de ses partenaires, fait bonne figure.

A entendre nos adversaires, la Majorité serait responsable de toutes les difficultés du moment, petites et grandes. Par contre, c'est en vain que l'on chercherait, tant dans leurs propos que dans leurs écrits, le moindre hommage à l'œuvre qu'elle a accomplie depuis vingt ans, transformant la France en s'inspirant de la pensée du Général de GAULLE affirmant que « ... le seul combat qui soit digne d'être mené, c'est le combat pour l'homme ... ».

Devenu député le 14 mai 1973, quand Madame PLOUX devint Ministre, je me présente à vos suffrages avec confiance.

Membre actif du R.P.R., RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE, Mouvement fortement structuré et supérieurement dirigé, j'ai conscience d'avoir agi avec efficacité dans ma sphère d'activité, ainsi qu'en témoignent les électrices et électeurs de la Circonscription, venus nombreux à ma Permanence. Ces témoignages ont été pleinement confirmés par mon élection au Conseil Général en mars 1976, élection à un score, véritablement test, jamais jusqu'alors atteint dans le canton du FAOU.

Demain comme hier, avec le R.P.R. et Jacques CHIRAC, «meilleur Ministre français de l'Agriculture», cultivateur moi-même, je lutterai pour le plein épanouissement de l'**agriculture,** espoir de la France selon le Présisident de la République, et à laquelle la loi GUERMEUR sur la liberté de l'enseignement apporte un sérieux réconfort et un précieux appui par son aide à l'enseignement agricole privé.

Attentifs aux difficultés de la **Pêche Maritime** qui touchent lourdement MORGAT et CAMARET, nous intervenons tant pour la défense de droits anciens que pour l'aide au renouvellement et à la modernisation de nos bateaux. Il s'agit en effet d'une industrie qui doit non seulement survivre, mais se développer en se rajeunissant, conservant ainsi à la Presqu'île de CROZON, avec les succès de la **Plaisance,** l'apport nullement négligeable du **Tourisme.**

Les T.N.S. ou Travailleurs non Salariés, qui connaissent aussi bien des déboires, ont suivi avec attention et apprécié les nouvelles mesures d'aide aux commerçants et artisans âgés, concernant l'aide spéciale compensatrice à ceux qui se retirent, avec possibilité de présenter une demande RÉTROACTIVE.

C'est là, toucher au problème plus général

- **des personnes âgées,**
- **des retraités,**
- **et des pensionnés,**
- **sans oublier les anciens combattants,**

qui, tous, apprécient l'effort consenti en leur faveur et qui, bien entendu, sera continué.

Nous n'oublions pas les **salariés,** si nombreux et si actifs dans nos rangs :

- amélioration accélérée **des plus bas salaires,**
- révision des échelles,
- mise à jour du système des garanties sociales ;
- nouveau barème de l'impôt sur les revenus ;

nous continuerons nos efforts dans tous ces domaines avec le concours de responsables conscients des véritables possibilités pour améliorer constamment le sort des moins favorisés.

Électrices, Électeurs, avec **René CHEVALIER, Maire de PLONÉVEZ-PORZAY, Boulanger,** mon suppléant, je vous appelle à voter pour nous dès le premier tour, afin de nous permettre de continuer à œuvrer pour vous, **pour l'INDÉPENDANCE de la France, pour la PAIX et pour la LIBERTÉ.**

VIVE LA FRANCE.

VOTEZ Jean CRENN

Vu, le Candida

rimerie LE SCAON - Châteaulin

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

6e Circonscription du Finistère

UNION POUR LA MAJORITÉ

Jean CRENN

CONSEILLER GÉNÉRAL

DÉPUTÉ SORTANT

Suppléant

René CHEVALIER

Maire de Plonévez-Porzay

Boulanger

Électrices, Électeurs,

Conscient de l'effort considérable de la Majorité et de la réussite de la FRANCE au cours des vingt dernières années, conscient aussi de ce que le R.P.R. est le levain de cette Majorité, je me suis donc présenté avec confiance à vos suffrages. Mon espérance n'a pas été déçue et je remercie de tout cœur tous ceux qui m'ont accordé leur confiance.

Aujourd'hui, il nous reste à parfaire notre travail du premier tour, ce que nous ferons avec le concours actif de tous nos partenaires de la Majorité.

Je ne m'étends pas sur notre Programme, connu de tous. Jacques CHIRAC donne la priorité à l'Emploi, c'est-à-dire à la résorption du chômage. Nous gardons les directives du Général de Gaulle sur la PARTICIPATION et l'aide aux plus défavorisés. ICI, chez nous, nous finirons le Plan Routier Breton déjà très avancé. Nous ferons appliquer la Charte Culturelle Bretonne et nous poursuivrons le développement ÉCONOMIQUE, SOCIAL et AGRICOLE, sans oublier la revalorisation du Travail Manuel avec l'amélioration du niveau de vie de tous les TRAVAILLEURS.

TOUS UNIS, DANS LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE,

Dimanche prochain, nous nous battrons,

ET ENSEMBLE, AVEC VOS VOIX, NOUS GAGNERONS.

VIVE LA FRANCE.

VOTEZ MASSIVEMENT Jean CRENN

Vu, le Candidat .

Imprimerie LE SCAON - Châteaulin

Guy GUERMEUR
Jean SERGENT

DOUARNENEZ, le 1er Mars 1978

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

C'est vous qui allez décider du destin de la FRANCE.

Le 12 Mars, tous les bruits, les disputes, les sondages auront enfin cessé. Vous aurez alors à choisir vous-même, librement.

Certains, dit-on, se préparent à voter contre la majorité parce qu'ils sont mécontents ; mais ont-ils pensé qu'ils voteraient ainsi pour un régime totalement étranger à nos traditions de démocratie et de liberté ? Souhaitons qu'ils y réfléchissent à nouveau pendant qu'il en est encore temps.

Ici, chez nous, le choix est simple :

- **ou bien la gauche communiste**
- **ou bien l'équipe de la majorité que vous avez élue massivement en 1973.**

Avec Jean SERGENT, j'ai rempli ma mission au service du pays. J'ai soutenu loyalement l'action de la Ve République conduite par M. POMPIDOU, M. GISCARD d'ESTAING, M. CHIRAC et M. BARRE.

Nous avons travaillé à garder aux familles la liberté de l'Éducation pour leurs enfants.

Au bureau du Conseil Régional de BRETAGNE, dont j'ai été élu Vice-Président, je représente le FINISTERE avec le Président André COLIN et nous défendons ensemble notre département.

Nos aînés du 3e âge savent que j'ai fait adopter avec mes collègues du Mouvement, la réduction des impôts sur les retraites. Jean SERGENT et moi-même faisons construire dans le Pays d'Armor, des dizaines de maisons pour les personnes âgées.

Avec les 28 Maires de ce Pays, en dehors de toute *«politique»*, nous avons lancé une action de développement pour donner des emplois aux jeunes qui ont préparé un métier.

Nous avons lutté sans trève aux côtés des marins-pêcheurs, ils le savent bien.

J'ai préparé personnellement avec le Ministre Jean ROYER la loi en faveur des artisans et des commerçants.

Les officiers-mariniers, les anciens d'ALGÉRIE connaissent par leur journal mon action nationale pour leurs justes revendications.

Les agriculteurs ont eu le soutien de Jean SERGENT et le mien pour des prix justes et contre la taxe de coresponsabilité ; contre les montants compensatoires que j'ai refusés au nom des 170 députés de mon groupe.

Nous allons continuer, c'est notre devoir.

Le travail sera dur, vous le savez, car seuls les rêveurs peuvent croire que demain la vie coulera sans effort, dans la facilité. Mais ensemble, avec votre aide, nous allons redresser le pays frappé par la crise, reprendre la lutte contre les inégalités ; offrir aux entreprises, aux artisans, aux commerçants une cure de liberté, donner une chance nouvelle à ceux qui l'espèrent et d'abord aux jeunes.

Enfin, nous voulons faire cesser cette hargne attisée par les partis entre les Français qui n'ont pas les mêmes idées.

Il est temps de rassembler la FRANCE.

Avec mon ami, Jean SERGENT, avec vous, je suis prêt à prendre ma part de cette mission.

Croyez Madame, Mademoiselle, Monsieur, à mes sentiments les plus dévoués.

Guy GUERMEUR
Député du Finistère

NOUS L'AVONS FAIT AVEC

POUR LA NATION

- Loi «Guermeur» pour la Liberté de l'Enseignement, la justice pour les Maîtres.
- Loi «Guermeur» pour l'enseignement agricole privé.
- Loi «Guermeur» pour la moralisation des sondages.
- Loi «Royer» et abattement fiscal pour le Commerce et l'Artisanat - Lutte contre les «grandes surfaces» - Prêts d'installation.
- Un nouveau statut du fermage.
- Une loi plus correcte pour les SAFER.
- Lutte pour les marins-pêcheurs - Aide au carburant - Aide aux jeunes patrons - Droits de pêche défendus.
- Mensualisation des salaires - Échelle mobile du SMIC - Participation.
- Augmentation continue du niveau de vie.
- Loi sur l'adoption.
- Loi pour les handicapés.
- Nouvelles prestations familiales.
- De nouveaux droits pour les femmes - Une meilleure protection de l'enfance.
- Carte du combattant d'Algérie.
- Revalorisation de la condition militaire.
- Lutte pour les officiers-mariniers et les veuves.
- Loi contre la pollution pétrolière.
- Réduction d'impôts sur les retraites.
- Retraite sur les 10 meilleures années.
- Retraite à 60 ans pour les anciens prisonniers de guerre.
- Un revenu plus juste pour les personnes âgées.

POUR LA RÉGION

- Cale de Radoub à Brest.
- Doublement du réseau téléphonique.
- Réseau breton de gaz naturel.
- Réseau routier régional Nord-Sud.
- Aide aux zones industrielles.
- Construction d'Écoles publiques et privées.
- Culture et langue bretonnes.
- Lutte contre les grands barrages - (Langolen).
- Contrat de Pays d'Armor, 28 communes:
  - Programme routier :
    - Quimper - Douarnenez - Pointe du Raz ;
    - Quimper - Plonéour ;
    - Douarnenez - Pouldreuzic.
  - Ports : Bestrée ; Le Loch, Poulgoazec ; Sein.
  - «Plan de Pouldreuzic» pour le sauvetage en mer : un grand canot à Sein, un hélicoptère - Alouette III.
  - 240 maisons (3e âge - jeunes ménages).
  - Opérations «grand site» pour le Cap.
  - Plan d'aménagement rural.
  - Adduction d'eau - Beuzec Poullan ...
  - Assainissement.
  - Usine de Pont-Croix maintenue.
- Douarnenez :
  - Lancement des études du port de commerce.
  - Équipement école de pêche.
  - Financement principal du pont sur le Port-Rhu.
  - H.L.M.
  - Financement État pour l'Habitat rural.
  - Financement contre les inondations de Pouldavid.
  - Aide à la «Stella Maris».
  - Commandes pour emplois à la C.T.D.

GUY GUERMEUR AVE

VOUS NOUS LE FERONS

UNE CURE DE LIBERTÉ

- Sauvegarder l'indépendance nationale.
- Conforter la liberté de l'enseignement contre les projets de nationalisation des écoles privées par le programme commun.
- Empêcher la politique à l'école.
- Une offensive pour l'emploi.
- Un meilleur accueil des jeunes dans la vie.
- Bloquer les charges sociales et fiscales des entreprises, de l'artisanat et du commerce.
- Lutter contre la bureaucratie et la paperasserie.
- Donner la responsabilité aux citoyens, aux élus.
- Éliminer la politique des syndicats.
- Développer les clubs du 3e âge du Pays d'Armor et du canton de Briec.
- L'accès à la culture bretonne.
- Une assemblée régionale plus responsable.

UNE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS

- Imposer les grosses fortunes scandaleuses.
- Renforcer l'égalité des chances.
- Préparer les jeunes à des emplois qui existent.
- Donner à la mère de famille le vrai choix du travail à la maison ou au-dehors, sans sacrifice.
- Assurer le bien-être aux personnes âgées.
- Élever le taux de pension de reversion des veuves.
- Améliorer les retraites des travailleurs indépendants.
- Élever le SMIC sans étouffer les entreprises.
- Mieux accueillir des handicapés.
- Humaniser encore les hôpitaux.
- Soutenir davantage les régions défavorisées.
- Aider activement les petites communes.
- Réformer la fiscalité des marins-pêcheurs.

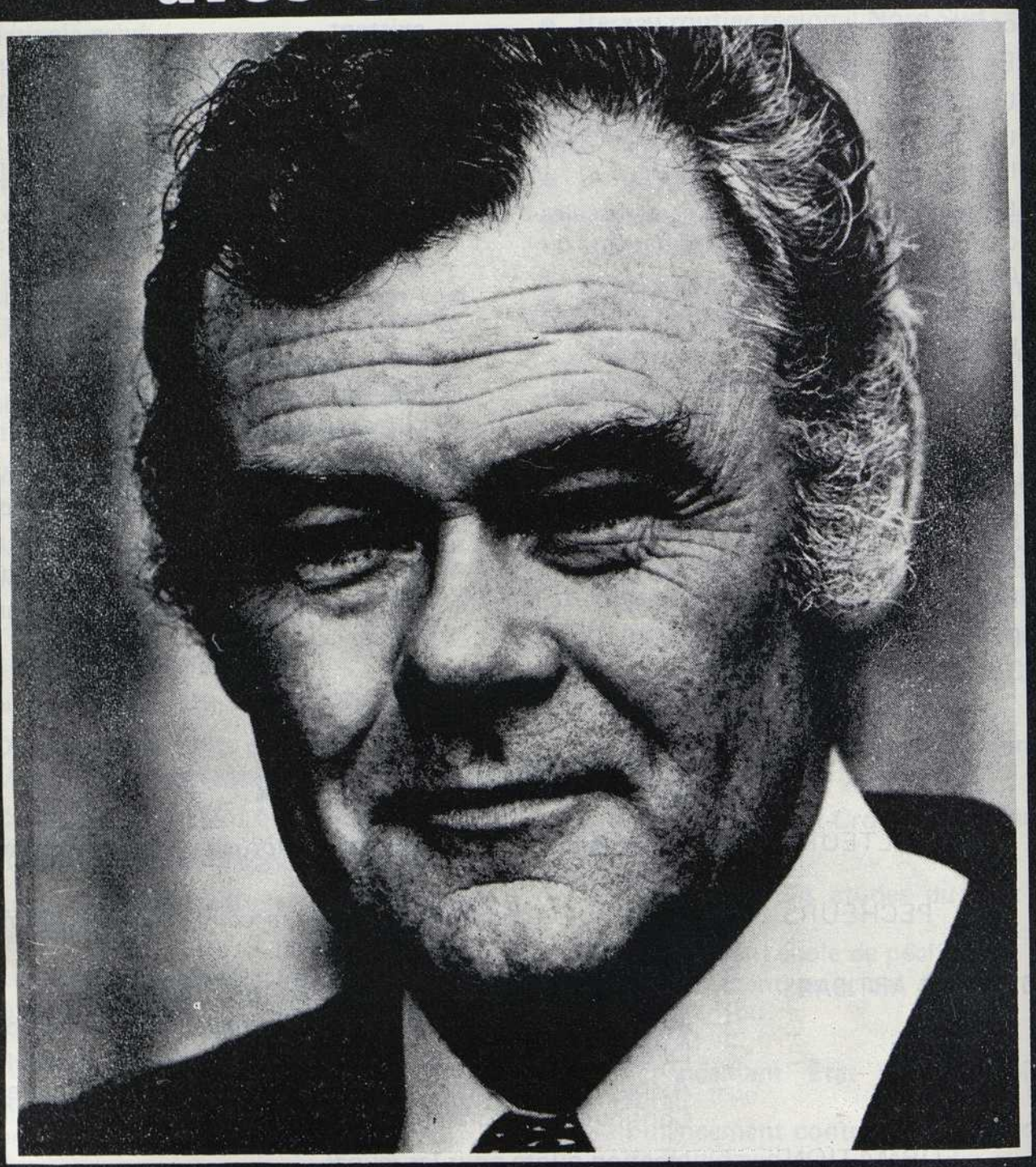
UNE BATAILLE POUR LE REVENU

AGRICULTEURS	— Un revenu normal - Des prix - Non aux montants compensatoires.
PECHEURS	— Un gas-oil abordable - Le libre accès aux eaux communautaires - Une fiscalité plus juste.
INDUSTRIE - ARTISANS	— Équiper les zones industrielles du Pays d'Armor. — Mieux utiliser la chance des échangeurs routiers pour l'emploi. — Assouplir la construction en zone rurale avec les maires - Continuer le programme de logements Pays d'Armor.
FORMATION	— L'action-pilote pour les jeunes.
COMMERÇANTS	— Une révision des charges.

VOUS JEAN SERGENT

GUY GUERMEUR

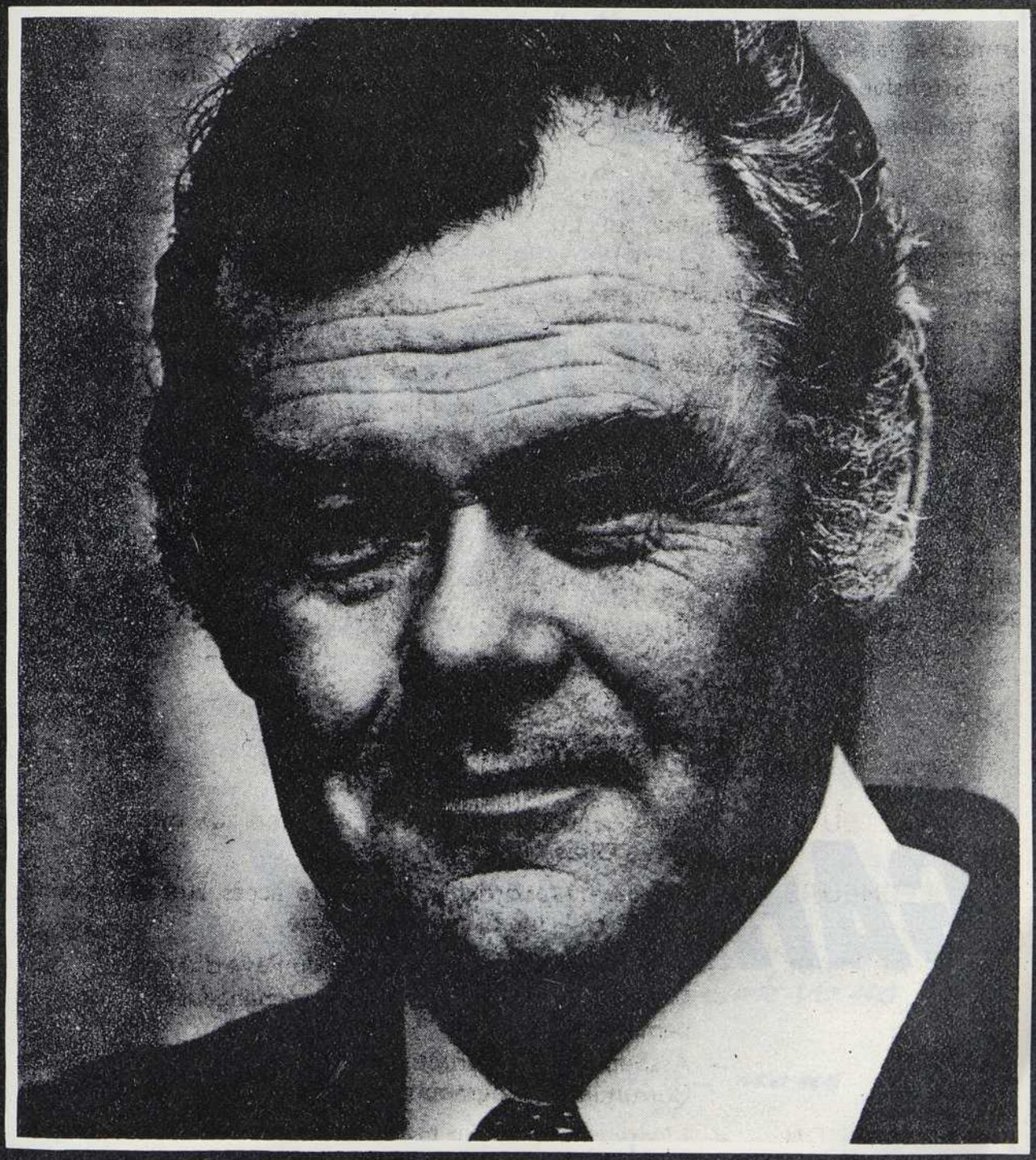
avec Jean SERGENT



VOTRE DÉPUTÉ DANS LA MAJORITÉ

GUY GUERMEUR

avec Jean SERGENT



VOTRE DÉPUTÉ DANS LA MAJORITÉ

NOUS AVONS

LA LIBERTÉ.

GARDONS-LA !

Guy GUERMEUR
Jean SERGENT

Douarnenez, le 13 Mars 1978

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Merci.

Merci de votre confiance renouvelée.

Vous nous avez confirmé votre soutien, massivement, loin devant les autres candidats de tous les partis.

Vous nous désignez maintenant tous les deux, Guy GUERMEUR et Jean SERGENT, pour faire face au danger communiste.

C'est là une lourde mission que vous nous confiez : nous l'accomplirons.

Nous voulons lutter de toutes nos forces, de tout notre cœur pour garder cette région à la Majorité, pour empêcher le Parti communiste de faire main basse sur la France, pour sauver la liberté - la nôtre et celle de nos enfants - pour préserver le bien acquis par le travail des familles, pour conduire le pays hors de la crise, pour reprendre ensemble la marche du progrès que nous avons connu pendant 20 ans, pour ouvrir aux Français l'égalité des chances et la Sécurité, pour donner au Président de la République les moyens de guider la Nation vers plus de Justice.

C'est la Majorité tout entière qui doit maintenant se rassembler.

Nous avons besoin de toutes les volontés.

Aucune voix ne doit manquer Dimanche.

L'enjeu est capital.

Pour la France, il faut gagner.

Nous avons besoin de vous,
Aidez-nous

I Stermeur

PARTI SOCIALISTE

Louis LE PENSEC

candidat - député
conseiller général - maire de Mellac

Raymond LE SAUX

suppléant - maire d'Elliant

Voici donc venu pour vous le moment de décider. **VOTRE CHOIX,** à la fois d'une politique et d'hommes pour l'appliquer **SERA DECISIF** pour le sort des Français, pour l'avenir de notre circonscription.

Le Bilan de la Droite, vous le constatez

Depuis 20 ans la droite jouit en France d'un pouvoir pratiquement sans contrôle.
Aujourd'hui règnent, toute illusion dissipée :

- La hausse des prix (+ 63,98 % pour cette législature)
- Les difficultés de l'emploi (+ 233,69 % d'augmentation du chômage en 5 ans)
- Le déficit du commerce extérieur
- L'injustice de la répartition des revenus, des avantages sociaux, de la fiscalité, des bourses scolaires.
- La concentration croissante du pouvoir et des richesses.

L'ECHEC DE CETTE POLITIQUE EST ACCABLANT.

Dans leur grande majorité les Français aspirent à un changement profond et les plus défavorisés ne peuvent plus l'attendre.

LE PARTI SOCIALISTE VOUS OFFRE LA MEILLEURE CHANCE DE SORTIR DE LA SITUATION ACTUELLE.

PARCE QU'IL

est fidèle à ses engagements :

— sur le programme commun
— sur la discipline républicaine du désistement
— sur le gouvernement d'union de la gauche.

PARCE QU'IL

fait des propositions dans tous les domaines qui touchent à notre vie quotidienne : logements, travail, environnement, éducation...

PARCE QU'IL

est un parti de gouvernement, un parti responsable qui ne promet que ce qu'il peut tenir.

LE CHANGEMENT SANS RISQUE PASSE AUJOURD'HUI PAR LE PARTI SOCIALISTE.

Nos Candidats, vous les connaissez

LOUIS LE PENSEC

est, depuis 1973, l'élu de cette circonscription.
41 ans, marié, 1 enfant.

Il est issu d'une famille ouvrière de 8 enfants de Mellac. Après des études supérieures d'économie politique et de sociologie aux universités de Rennes et de Paris, il travaille dans l'industrie puis enseigne à la faculté des Sciences Economiques de Rennes.

MILITANT ACTIF

il est porte-parole des socialistes bretons, délégué national aux régions du Parti Socialiste et siège au comité directeur du P.S.

PARLEMENTAIRE

IL A PRIS UNE PART ACTIVE aux débats et travaux parlementaires qui ont marqué la législature.
DEPOSE diverses propositions de loi se rapportant aux domaines sociaux, économiques et régionaux.
ETE LE RAPPORTEUR du budget des Universités à l'Assemblée depuis 1974.
CONSACRE une bonne part de son énergie aux problèmes économiques de la circonscription et de la Bretagne.

PRESIDENT

du Comité d'Expansion Economique de la Cornouaille (C.E.C.O.R.), il a défini ce que devaient être les axes d'un développement économique de notre région.

RAYMOND LE SAUX

est beaucoup plus qu'un suppléant.
47 ans, marié, 3 enfants.

C'est un spécialiste des questions sociales : conseiller technique adjoint au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ; et un gestionnaire : maire d'Elliant, Président de la zone industrielle Rosporden-Elliant.

AVEC LES SOCIALISTES, VOUS POUVEZ

Vivre Mieux

MESURES SOCIALES

- Pas de salaires inférieurs à 2 400 F
- Augmentation de 50 % des allocations familiales
- minimum vieillesse à 1300 F/mois
- Allocation handicapés : 1 300 F
- Abaissement de l'âge de la retraite (55 et 60 ans)
- Répartition plus juste de l'impôt pour réduire les inégalités
- Revalorisation des droits des Anciens Combattants

LOGEMENT

- Mise en chantier de 700 000 logements sociaux
- Amélioration et réhabilitation de l'habitat existant

QUALITE DE LA VIE

- 5e semaine de congés payés
- Amélioration des services publics
- Sauvegarde du cadre de vie et préservation de nos ressources naturelles
- Plan de lutte contre la pollution et les nuisances

SANTE ET SECURITE SOCIALE

- Une médecine de qualité à la portée de tous
- Mise en place progressive de la gratuité des soins

Vivre Autrement

POUR L'EMPLOI

- Véritable politique de l'emploi
- Soutien prioritaire pour l'emploi des jeunes et des femmes
- Création de 400 000 emplois nouveaux en 1978
- Extension des pouvoirs des salariés dans l'entreprise

FEMMES

- Nouveau statut libérant des oppressions subies en tant que femmes et travailleuses

POUR L'ECONOMIE

- Nationalisation du crédit et des 9 grands groupes industriels avec tous leurs actifs
- Réforme de la fiscalité et nouvelle politique du crédit pour la défense des P.M.E. et de l'artisanat
- Politique nouvelle de l'énergie

EDUCATION

- Mise en place d'un vaste plan éducatif dans le cadre d'un grand service public, démocratisé de l'éducation

Vivre au Pays

- Décentralisation hardie avec pouvoirs économiques aux régions
- promotion de la langue et culture bretonnes
- protection et gestion du patrimoine naturel et artistique de la Bretagne
- Politique d'aménagement du Territoire en faveur de la Bretagne
- Promotion de la pêche côtière et industrielle par une nouvelle politique de la mer
- Valorisation du métier d'agriculteur par une garantie des revenus et la protection de l'exploitation familiale

Avec nous changez la Vie

CHOISISSEZ LA VRAIE SECURITE, LA VRAIE LIBERTE,
DIMANCHE 12 MARS *Votez Socialiste*

CHOISISSEZ LA COMPETENCE ET LE SERIEUX
AU SERVICE DE LA CIRCONSCRIPTION
DIMANCHE 12 MARS

Votez Louis LE PENSEC

Imp. LE PESQUE - Rosporden

PARTI SOCIALISTE

Louis LE PENSEC

CANDIDAT - DÉPUTÉ

CONSEILLER GÉNÉRAL - MAIRE DE MELLAC

Raymond LE SAUX

SUPPLÉANT - MAIRE D'ELLIANT

CANDIDATS DE LA GAUCHE

Electrices, Electeurs,

Merci de tout cœur aux 25276 d'entre vous qui ont apporté leur voix au candidat socialiste et l'ont ainsi placé en tête au premier tour comme en 1973 mais avec un appréciable gain de 7568 voix.

Le candidat de la majorité sortante perd plus de 5 % des suffrages par rapport à 1973.

Ainsi le corps électoral a rendu justice au travail sérieusement accompli en même temps qu'il a rejeté la Droite dont le candidat unique ne présentait aucun réel programme.

La Gauche dans notre circonscription, a rassemblé sur ses candidats un nombre de voix considérable, représentant plus de 61,5 % des suffrages exprimés.

Le deuxième tour doit être l'occasion de confirmer avec éclat la volonté de changement exprimée le 12 mars. La plus large union doit se faire sur le candidat unique de la gauche.

Nous adressons donc un pressant appel à toutes les électrices et à tous les électeurs de gauche, ainsi qu'à tous les républicains, à tous les démocrates désireux d'un profond changement de politique que seule la gauche est désormais en mesure d'offrir.

Que chacun fasse son devoir et la victoire est à notre portée non seulement dans cette circonscription mais dans l'ensemble du pays.

Le SUCCÈS de Louis LE PENSEC

41 ans, marié, 1 enfant, issu d'une famille ouvrière de 8 enfants de MELLAC. Président du C.E.C.O.R. (Comité d'Expansion Economique de Cornouaille) et de l'I.U.T. (Institut Universitaire de Technologie) de Quimper, porte-parole des socialistes bretons, délégué national aux régions. Elu de cette circonscription depuis 1973 il s'est révélé un parlementaire actif qui :

- **a déposé diverses propositions de loi se rapportant aux domaines sociaux, économiques et régionaux ;**
- **a été le rapporteur du budget des universités depuis 1974 ;**
- **a participé constamment aux luttes pour la défense de l'emploi et des conditions de vie ;**
- **a proposé des solutions pour sortir la pêche de la crise ;**
- **a été dans toutes les instances un ardent défenseur du revenu agricole et des possibilités d'installation pour les jeunes :**
- **a prôné, à l'assemblée et dans notre circonscription, une politique du troisième âge, dynamique, généreuse et solidaire.**

et Raymond LE SAUX

47 ans, marié, 3 enfants, suppléant. Un spécialiste des questions sociales et un gestionnaire : maire d'Elliant, président de la zone industrielle Rosporden-Elliant.

sera la VICTOIRE de tous ceux qui sont décidés à lutter contre les inégalités et pour plus de justice.

LA GAUCHE PROPOSE

— A tous ceux qui aspirent à une vie meilleure

— A tous les travailleurs

— A tous ceux qui souffrent d'une politique économique injuste et inadaptée au monde moderne

— A la jeunesse sans horizon

— Aux anciennes et anciens trop souvent oubliés

— Aux agriculteurs brimés par le régime

— Aux marins et au monde de la pêche inquiets pour l'avenir

— Aux commerçants et artisans écrasés par les charges.

A toutes et à tous
une politique nouvelle

DES MESURES SOCIALES

— S.M.I.C. à 2 400 F

— Augmentation des allocations familiales de 50 % en un an

— Minimum vieillesse à 1 300 F par mois

— Allocation handicapés : 1 300 F

— Abaissement de l'âge de la retraite (55 et 60 ans)

— 5e semaine de congés payés

DES MESURES ECONOMIQUES

— Nationalisation du secteur bancaire et des grandes compagnies d'assurance

— Nationalisation des 9 principaux groupes industriels et de la totalité de leurs biens contormément au programme commun de gouvernement

— Création d'emplois nouveaux et mise en place d'une véritable politique de l'emploi

— Politique d'aménagement du territoire en faveur de la Bretagne

— Aide au commerce et à l'artisanat par allègement de la charge fiscale et sociale

— Impôt sur le capital et les grosses fortunes

— Planification démocratique à l'échelon national et régional.

DES MESURES POLITIQUES

— Décentralisation hardie avec pouvoirs réels aux régions, départements et communes

— Garantie et développement des libertés par suppression des législations et tribunaux d'exception

— Promotion de la langue et culture bretonnes

— Un nouveau statut pour les femmes visant à libérer des oppressions subies en tant que femmes et travailleuses

— Politique de défense du cadre de vie et de sauvegarde du milieu naturel qui est à la base de l'économie dans notre région.

- Pour mettre fin à un régime de crise économique et d'injustices sociales
- Pour dénoncer une Droite des privilèges et des trucages
- Pour condamner un centralisme abusif qui ignore les problèmes locaux
- Pour que les besoins de notre circonscription soient pris en considération
- Pour que les travailleuses et travailleurs de toutes catégories, accèdent à la justice sociale dans la liberté

• Pour la VICTOIRE de la GAUCHE et des OPTIONS du PROGRAMME COMMUN de Gouvernement

VOTEZ Louis LE PENSEC

Imp. Le Pesque, Rosporden.

Vu les candidats.

GARD

Première circonscription :

Cantons de : Nîmes-I, Nîmes-II, Nîmes-III, Saint-Mamert-du-Gard. — **M. Emile JOURDAN** — élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Aigues-Mortes, Aramon, Bagnols-sur-Cèze, Beaucaire, Marguerittes, Remoulins, Roquemaure, Saint-Chaptes, Saint-Gilles-du-Gard, Sommières, Uzès, Vauvert, Villeneuve-lès-Avignon. — **M. Bernard DESCHAMPS** — élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Alès-Est, Barjac, Bessèges, Genolhac, La Grand-Combe, Lussan, Pont-Saint-Esprit, Saint-Ambroix. — **Mme Adrienne HORVATH** — élue au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Alès-Ouest, Alzon, Anduze, Lasalle, Lédignan, Quissac, Saint-André-de-Valborgne, Saint-Hippolyte-du-Fort, Saint-Jean-du-Gard, Sauve, Sumène, Trèves, Valleraugue, Vézénobres, Le Vigan. — **M. Gilbert MILLET** — élu au 2e tour.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU GARD

ELECTIONS LEGISLATIVES MARS 1978

Première circonscription

Emile JOURDAN
Maire de Nîmes, Député sortant

Emile JOURDAN

Dr Colette ATTIA

Suppléant éventuel

Dr Colette ATTIA
Adjoint au Maire de Nîmes

CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT,

VOUS PARLE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je le sais : depuis de longues semaines, prises de positions, professions de foi, promesses, programmes, vous sont assénés à la radio et à la télévision, dans les réunions publiques, par voie d'affiches ...
On me dit : n' en ajoutez pas encore ... C'est la saturation .... Eh bien ! en conscience des responsabilités que nous vous demandons de nous confier, le Docteur Colette ATTIA et moi-même, nous allons — encore — vous parler de politique. Aussi simplement que possible. Avec notre raison et notre cœur. Parlant à des hommes et des femmes, de tous âges, de toutes origines, de toutes conditions, de toutes confessions, des hommes et des femmes, faits de cœur et de raison.
Vous parler de quoi ? De trois choses simplement.
D'abord, de l'enjeu de cette élection législative. **Ensuite**, du vrai changement, pour lequel nous combattons . **Enfin**, du respect des engagements pris, de l'Union, ce à quoi, l'un comme l'autre, nous tenons comme à la prunelle de nos yeux. Nous vous remercions de prendre le temps de nous lire.

L'ENJEU : il est clair, il est net, il est simple.

Ou bien nous allons poursuivre dans le sens de la politique actuelle, dont vous subissez les conséquences, tous les jours.

Ou bien, nous allons changer.

Autrement dit : **d'un côté**, l'austérité renforcée, le chômage, les privations, voire la misère.

De l'autre, la possibilité de vivre mieux, de vivre libre, de vivre dans l'indépendance et la paix.

LE VRAI CHANGEMENT :

Qu'est-ce que ça veut dire, pour vous ? Qu'est-ce que ça veut dire la gauche au Gouvernement ; un Programme Commun bien actualisé, des ministres communistes ...

Tout simplement ceci :

- le salaire minimum porté à 2 400 F par mois ;
- le relèvement de 50% des Allocations Familiales ;
- le minimum-vieillesse à 1 300 F par mois ;
- le blocage des loyers ;
- la création de 500.000 emplois dès la première année ; la semaine de travail à 40 h ; le droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ; cinq semaines de congés payés ; le congé maternité porté à 18 semaines ;
- l'amélioration sensible de la situation des exploitants agricoles, des commerçants et artisans, des professions libérales.

.../...

.../...

- la démocratie dans l'entreprise, la commune, la région, l'Etat.
- l'indépendance, la coopération avec les autres peuples, la paix.

La réalisation de ces mesures sociales que nous préconisons, suppose qu'on s'en donne les moyens. Ce sont :

- la suppression de la fraude fiscale et l'impôt sur les fortunes ;
- l'impôt sur le capital et les sociétés.

Ce qui passe par :

- la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier et des neuf groupes industriels définis dans le Programme Commun de 1972, plus la sidérurgie, Peugeot-Citroën et la Compagnie Française des Pétroles.

L'UNION, LE RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS :

Vous connaissez les communistes : ILS N'ONT QU'UNE PAROLE, QU'UN VISAGE, QU'UN SEUL BUT : VOUS COMPRENDRE, VOUS AIDER, VOUS SERVIR.

SEULS durant de longues années, ils ont combattu pour l'union des forces de gauche sur un Programme Commun

SEULS, aujourd'hui, ils vous proposent une politique de réel progrès social, économiquement équilibrée, une politique de vraie liberté ; une politique de réelle indépendance. Ils en prévoient — minutieusement — les moyens.

LES COMMUNISTES, QUE VOUS SOYEZ OU NON D'ACCORD AVEC EUX, SONT DES GENS FIDELES
ILS RESPECTENT LES ENGAGEMENTS PRIS. C'EST UNE GARANTIE N'EST-CE PAS ?

*

Emile JOURDAN

Vous le connaissez . C'est un homme de chez nous. Un bon Maire pour tous les Nîmois ; affable, ouvert, simple, compréhensif, humain. Un député au service de tous, et qui l'a prouvé.

Dr Colette ATTIA

Son suppléant éventuel : un jeune médecin, adjoint au Maire qui s'occupe des questions de l'enfance et de la jeunesse.

UNE EQUIPE EN QUI VOUS POUVEZ AVOIR UNE CONFIANCE RAISONNEE

LE 12 MARS, UN CHOIX SIMPLE, EFFICACE, LUCIDE

VOTEZ, FAITES VOTER: Emile JOURDAN
Dr Colette ATTIA

Vu les candidats

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU GARD

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

Première circonscription

Scrutin de ballottage du 19 Mars 1978

Emile JOURDAN

Maire de NIMES

Suppléant éventuel

Dr Colette ATTIA

Adjoint au Maire de NIMES

CANDIDATS D'UNION DE LA GAUCHE

SOUTENUS PAR :

LE PARTI COMMUNISTE, LE PARTI SOCIALISTE, LE MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE.

Electrices, Electeurs,

Dimanche dernier, vous avez par votre vote, placé Emile JOURDAN, en tête de tous les candidats aux Elections Législatives dans notre circonscription. Nous vous en remercions.

Vous avez, dans votre diversité, manifesté clairement et tout à la fois, votre rejet de la politique anti-sociale, autoritaire et d'abandon national pratiquée par la droite depuis vingt ans, et votre volonté d'un changement véritable qui rendrait la vie plus libre, meilleure et plus heureuse pour chacune et chacun de nous.

L'accord politique conclu entre les partis de gauche ouvre cette perspective d'un vrai changement.

Le 19 Mars, en élisant une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale, c'est la voie ouverte à un gouvernement d'union de la gauche, mettant en œuvre une politique de progrès et de justice sociale, de décentralisation , de liberté, de coopération dans l'indépendance, de paix.

Dans notre circonscription, c'est Emile JOURDAN qui devient, au terme de cet accord, le candidat d'union de la gauche, soutenu par le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche.

Electrices, Electeurs,

Ensemble, par notre vote massif, le 19 MARS, concrétisons l'immense espoir qui s'est levé dans notre pays, parmi les travailleurs manuels et intellectuels, à la ville et au village...

Ensemble, par notre vote massif, le 19 MARS, conservons à notre circonscription un député de gauche, qui, comme par le passé, saura défendre nos intérêts et contribuer à la construction d'un avenir de progrès, de liberté et de paix pour tous.

*

D'autre part.

Le Parti Socialiste et son candidat Jean MATOUK,
Le Mouvement des Radicaux de Gauche,
appellent toutes les électrices et les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 Mars, à rassembler leurs suffrages le 19 Mars, sur Emile JOURDAN devenu candidat d'Union de toute la Gauche.

Le Front autogestionnaire et son candidat Jacques COMPERE-ROUSSEY soucieux de l'Union de toutes les forces populaires, demandent aux électrices et aux électeurs qui leur ont manifesté leur confiance, d'apporter leurs voix le 19 MARS à Emile JOURDAN, Maire de NIMES

Le Front Autogestionnaire

LE 19 MARS,

POUR BATTRE LA DROITE

POUR LA VICTOIRE DU VRAI CHANGEMENT

TOUS ENSEMBLE AVEC

LE CANDIDAT DE LA GAUCHE UNIE

VOTEZ MASSIVEMENT

Emile JOURDAN

Suppléant éventuel **Dr Colette ATTIA**

Vu le candidat

*

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU GARD

ELECTIONS LEGISLATIVES MARS 1978

2ème CIRCONSCRIPTION

Bernard DESCHAMPS

Candidat

Michel ROUX

Suppléant,
Maire Adjoint de BAGNOLS sur CEZE

CANDIDATS POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Présentés par le

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

« ÇA NE PEUT PLUS DURER ... IL FAUT QUE ÇA CHANGE ! »

Cette exigence c'est la vôtre et celle de la majorité des Françaises et des Français.

Vous avez raison.

Nous vous comprenons et nous luttons pour que le changement se fasse dès cette année, en 1978.

Le 12 MARS, vous allez voter pour élire votre député. L'enjeu de ce scrutin est capital. Il pourrait se résumer ainsi : changer ou ne pas changer.

Or, vous voulez en finir avec les difficultés qui vous assaillent.

En finir avec la misère et la pauvreté, avec la gêne des fins de mois et les sacrifices tout au long de l'année. Oui, tout cela est **insupportable.**

Pendant que vous devez vous restreindre toujours plus même sur la nourriture, les dépenses nécessaires aux enfants, des privilégiés vivent dans le luxe ; ils profitent des richesses créées par votre travail. **Il faut en finir avec ce scandale** : 10% des familles se partagent 400 milliards de revenus.

En finir avec des conditions de travail toujours plus dures , avec le cadre et la qualité de la vie dégradés, avec les inégalités sociales aggravées, avec les atteintes aux libertés.

La désespérance des jeunes sans travail et sans horizon comme la détresse de tant de personnes âgées ou handicapés sont **inadmissibles.**

Dans notre région, la politique du Pouvoir Giscardien se traduit par des fermetures d'usines, des réductions d'horaires, l'exode rural.

Les bas revenus et les difficultés assaillent les familles de viticulteurs et d'exploitants agricoles de la vallée du Rhône.

Notre position sur l'Europe est claire : nous refusons l'entrée de l'Espagne, de la Grêce et du Portu gal dans le Marché Commun.

«Volem Viure al païs», ce n'est pas un slogan, c'est une volonté qui monte et qui unit pour le changement.

.../...

.../...

VOUS VOULEZ VIVRE MIEUX, VIVRE AUTREMENT, VIVRE AU PAYS.

C'EST POSSIBLE dès AVRIL prochain avec des ministres communistes.

Avec des ministres communistes, **dès avril prochain :**

- Le S.M.I.C. sera porté à 2 400 F et les salaires augmentés en priorité les plus bas.
- Les Allocations Familiales augmentées de 50% immédiatement.
- Le minimum vieillesse sera porté à 1 300 F.

Avec des ministres communistes , **dès cette année :**

- 500.000 emplois seront créés.
- La semaine de travail sera fixée à 40 heures en 5 jours.
- La retraite complète à 60 ans et 55 ans.
- 5 semaines de congés payés et 18 semaines de congés maternité.
- La garantie et la progression du pouvoir d'achat aux agriculteurs.

C'est possible à condition de s'attaquer à la racine du mal, à la domination d'une poignée de géants de la finance et de l'industrie.

Nous ne proposons pas la lune !

N'écoutez pas tous ceux qui vous font des promesses électorales sans vouloir faire payer les milliardaires.

Nous, nous prenons des engagements et nous les tiendrons car nous nous en donnons les moyens :

- en créant un **impôt efficace** sur le capital et les grosses fortunes.
- en **nationalisant** franchement et démocratiquement les grandes féodalités.
- en confiant **aux travailleurs des droits et des pouvoirs nouveaux** à tous les niveaux.
- en garantissant **l'indépendance et la souveraineté nationales.**

Tous ces objectifs sont conformes au Programme Commun élaboré en 1972. Seul, le Parti Communiste ne les a pas abandonnés.

VOUS VOTEREZ BERNARD DESCHAMPS LE 12 MARS, POUR L'UNION ET LE VRAI CHANGEMENT.

Pour que le Programme Commun bien actualisé devienne enfin réalité, il est indispensable que vous mettiez **tout le poids de votre espérance du bon côté de la balance.**

Nous voulons fermement l'union pour changer véritablement. Quelles que soient vos convictions, vos croyances, même si vous n'approuvez pas toutes nos idées, **vous avez un moyen efficace un seul, votez Bernard DESCHAMPS le 12 MARS.**

Ainsi vous exprimerez votre volonté **d'en finir** avec les privations, la gêne, les retards de loyer, les coupures de courant ou les expulsions.

Ainsi vous contribuerez personnellement à sauver l'union, à imposer le changement.

Tout est encore possible. C'est vous qui allez décider.

Nous comptons sur vous.

VOTEZ EFFICACE, VOTEZ UTILE,

VOTEZ ET FAITES VOTER

Bernard DESCHAMPS

Michel ROUX

CANDIDATS POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT PRESENTES PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DANS LA 2ème CIRCONSCRIPTION

Vu les candidats

— Imp Offset Avenir NIMES —

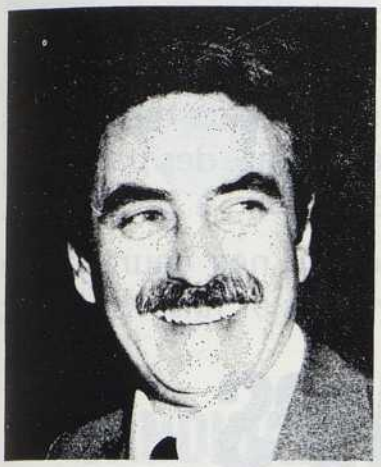
REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU GARD

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

2ème circonscription

scrutin de ballottage



Bernard DESCHAMPS

Candidat

Michel ROUX

Suppléant

Maire adjoint de BAGNOLS sur CEZE

CANDIDATS D'UNION DE LA GAUCHE

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

L'accord conclu le 13 Mars entre les partis signataires du Programme Commun de la Gauche soulève une immense espérance.

Il est désormais possible de gagner et de changer !

De changer vraiment, grâce à une politique audacieuse de progrès social, démocratique et indépendante que mettra en œuvre un gouvernement d'union de la gauche.

Voilà l'enjeu de ce deuxième tour de scrutin.

Voilà pourquoi, nous vous appelons à voter massivement à gauche le 19 MARS, à voter pour Bernard DESCHAMPS et Michel ROUX, qui sont aujourd'hui, conformément à l'accord national, les candidats de toute la gauche, clairement désignés par le suffrage universel qui les a placés en tête.

Bernard DESCHAMPS et Michel ROUX, portent donc les espoirs de tous ceux qui peinent, de tous ceux qui souffrent.

Ils portent les espoirs de toutes celles et de tous ceux qui veulent VIVRE et TRAVAILLER AL PAIS.

Dans cette circonscription, 54% des électrices et des électeurs — en votant pour les candidats de gauche — se sont prononcés, dimanche dernier, pour le changement.

Les électeurs écologistes, eux mêmes, à leur façon ont exprimé leur inquiètude devant une société qui mutile l'homme et dégrade le milieu naturel.

.../...

.../...

Par contre, les politiciens réactionnaires essuyent un sérieux échec, puisque la droite dans son ensemble, recule dans la circonscription, **mais ne nous y trompons pas, elle va essayer d'empêcher la victoire de la gauche !**

Nous vous appelons donc à voter massivement — comme il y a cinq ans — pour les candidats d'union de la gauche.

Que pas une voix ne manque !

Bernard DESCHAMPS et Michel ROUX sont aujourd'hui, les candidats de tous les démocrates, des communistes, des socialistes, des radicaux de gauche, des patriotes, des gaullistes de progrès, de tous ceux qui aspirent à vivre mieux, à vivre libre.

Ensemble, dans la riche diversité de nos origines sociales et de nos courants de pensée, DIMANCHE 19 MARS pour gagner et pour changer, votons et faisons voter :

Bernard DESCHAMPS

Michel ROUX

CANDIDATS D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

«Le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats Gérard CHAYNE et Hervé ABRIEU appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 Mars, à rassembler leurs suffrages le 19 Mars sur :

Bernard DESCHAMPS et Michel ROUX devenus les candidats de toute la gauche»

Vu les candidats

Vu les candidats

— Imp. Offset Arnaud NIMES —

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU GARD

3ème CIRCONSCRIPTION
ELECTIONS LEGISLATIVES MARS 1978

Adrienne HORVATH

Maire de SAINT MARTIN DE VALGALGUES

Daniel VERDELHAN

Suppléant
Maire adjoint
Conseiller général ALES SUD-EST

CANDIDATS POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT,

PRESENTES PAR LE

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Notre ami Roger ROUCAUTE a demandé à être relevé de ses responsabilités de Député. Pour lui succéder, le choix des communistes gardois s'est porté sur une femme, Adrienne HORVATH, Maire de Saint MARTIN de VALGALGUES. A ce poste, elle déploie ses qualités d'excellent administrateur local, fait preuve d'un sens élevé de l'humain au service de la population et d'une connaissance profonde des problèmes des familles, des travailleurs, des jeunes, en bute aux plus grandes difficultés. C'est Daniel VERDELHAN, Professeur, Maire adjoint, Conseiller général qui est son suppléant.

Electrices, électeurs,

Notre belle région, riche en ressources humaines et naturelles, est aujourd'hui un pays où l'on vit mal, où le chômage et les bas salaires, le manque d'équipements sociaux plongent tout un peuple dans la misère et les difficultés.

Importantes sont les ressources minières, mais GISCARD, BARRE, CHIRAC ferment un à un les puits de mines.

Nos agriculteurs, malgré de gros efforts consentis, connaissent de graves difficultés.

Combien de petites et moyennes entreprises notamment dans le textile, la chaussure, le bâtiment, ont dû cesser leur activité.

Combien d'autres comme VALLOUREC, LA CERAMIQUE à Alès, GARD à POTELIERES ont dû faute de débouchés, réduire leur activité, aggravant une situation de l'emploi déjà insupportable.

Regardez nos villages, vides de toutes leurs forces vives, abandonnés par toute la jeunesse, alors que grandit la volonté de VIVRE et TRAVAILLER au PAYS.

Cela vous n'en voulez plus. Vous exigez une vie nouvelle, plus juste, plus humaine, plus fraternelle.

Vivre mieux, vivre autrement, cela est possible, cela dépend de vous, dès lors que le poids de vos espérances fera pencher la balance du bon côté du changement.

Au soir du 12 MARS, chaque voix, votre voix, pour le PARTI COMMUNISTE FRANCAIS comptera.

Voter pour le Parti Communiste Français, c'est exiger un accord sur un bon programme commun bien actualisé.

VOTEZ, FAITES VOTER Adrienne HORVATH

.../...

.../...

CHANGER CELA VEUT DIRE

- S M I C à 2 400 F
- Augmenter les Allocations Familiales de 50 %.
- La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
- Créer 500.000 emplois par an.
- Un minimum vieillesse à 1 300 F par mois.
- Un revenu agricole accru.

C'est possible dès le lendemain de la victoire, dès AVRIL, dès lors que l'on se donne les moyens de financer ces mesures sociales. **POUR CELA IL FAUT :**

- Un impôt sur le capital.
- Un impôt sur les grandes fortunes.
- Nationaliser les groupes financiers et industriels prévus dans le Programme Commun auquel nous proposons d'ajouter la sidérurgie.

Pour garantir ce changement, il faut des ministres communistes dans un gouvernement de large union.

Voter pour les candidats communistes, c'est sauver le bassin minier, sauvegarder votre agriculture, dire non à l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché Commun.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

C'est vous qui allez décider du sort de la France.
Votre vote du 12 MARS exprimera au travers d'une vaste pétition nationale, vos exigences de progrès social, de démocratie, votre souci de l'indépendance nationale.

Même si vous ne partagez pas toutes nos idées, nos conceptions. Quelles que soient vos croyances, vos convictions,

FAITES DU 1er TOUR UN GRAND SUCCES

VOTEZ, FAITES VOTER

Adrienne HORVATH Daniel VERDELHAN

CANDIDATS DE L'UNION ET DU CHANGEMENT.

Électrices, électeurs,

Vous êtes certainement informés des raisons qui ont déterminé ma décision de ne pas solliciter, en 1978, le renouvellement du mandat que vous m'avez confié depuis 15 ans.

A toutes celles et à tous ceux qui m'ont témoigné leur confiance, en les remerciant, je leur demande de la reporter sur le nom de Adrienne HORVATH, candidate du Parti Communiste Français

R. ROUCAUTE

Vu les candidats

— Imp. Offset Avenir NIMES —

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU GARD

3ème CIRCONSCRIPTION
ELECTIONS LEGISLATIVES MARS 1978

Adrienne HORVATH

Maire de SAINT MARTIN DE VALGALGUES

Daniel VERDELHAN

Suppléant
Maire adjoint
Conseiller général ALES SUD-EST

CANDIDATS D'UNION de la GAUCHE

soutenus par

le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français

et le Mouvement des Radicaux de Gauche

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

L'accord conclu le 13 mars entre les partis signataires du programme commun soulève un immense espoir.

Il est désormais possible de gagner et de changer.

De changer vraiment votre vie de tous les jours, grâce à une grande politique de progrès social, de démocratie et d'indépendance nationale que mettra en œuvre un gouvernement d'union de la gauche.

Voilà l'enjeu de ce deuxième tour.

VOILA POURQUOI NOUS VOUS APPELONS A VOTER MASSIVEMENT A GAUCHE LE 19 MARS, A VOTER POUR ADRIENNE HORVATH ET DANIEL VERDELHAN QUI SONT AUJOURD'HUI CONFORMÉMENT A L'ACCORD NATIONAL, LES CANDIDATS DE TOUTE LA GAUCHE CLAIREMENT DÉSIGNÉS PAR LE SUFFRAGE UNIVERSEL QUI LES A PLACÉS EN TETE.

Adrienne HORVATH et Daniel VERDELHAN portent donc les espoirs de tous ceux qui peinent et qui souffrent.

Dans cette circonscription 65, 70 % des électrices et des électeurs — en votant massivement pour les candidats de gauche — se sont prononcés dimanche dernier pour le changement.

Par contre, les politiciens réactionnaires essuient un sérieux échec puisque la droite recule dans la circonscription.

ENSEMBLE, DIMANCHE 19 MARS, IL FAUT CONFIRMER ET AMPLIFIER CE SUCCES DE LA GAUCHE.

Pour que ça change enfin pour vous tous, il faut une majorité de gauche à l'assemblée nationale.

Adrienne HORVATH et Daniel VERDELHAN sont aujourd'hui les candidats de tous les démocrates, des communistes, des socialistes, des radicaux de gauche, des patriotes, des gaullistes de progrès, de tous ceux qui aspirent à vivre mieux, à vivre libres.

Ensemble, dans la riche diversité de nos origines sociales et de nos courants de pensée, DIMANCHE 19 MARS, VOTONS et faisons VOTER :

Adrienne HORVATH Daniel VERDELHAN

candidats d'Union de toute la Gauche

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats

Gilbert BAUMET et Jean VALCROSE

appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages sur

Adrienne HORVATH

Daniel VERDELHAN

devenus les candidats de toute la gauche.

Le Front Autogestionnaire et son candidat Janine ROUSSEAU vous appellent à voter le 19 mars pour le candidat de la gauche Adrienne HORVATH

Vu les candidats

Imp. Offset Avenir NIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU GARD

4ème CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES MARS 1978

CANDIDATURE

Dr Gilbert MILLET

Député sortant

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Suppléant **Fernand BALEZ** Maire de Saint Christol les Alès, Conseiller général ALES-OUEST

Electrices, Electeurs,

Depuis 1973 j'ai l'honneur de représenter cette circonscription à l'Assemblée Nationale.

Au cours de cinq années de mandat, j'ai essayé de traduire au parlement les intérêts des diverses couches de la population.

L'action parlementaire prolongeait les contacts fructueux et amicaux avec les élus, les responsables d'Associations, les travailleurs, la population dans son ensemble.

Aujourd'hui, les difficultés, la misère, la pauvreté sont le lot de la grande majorité des familles ouvrières, des paysans de la région.

Comment vivre décemment avec bien souvent moins de 2 000 F par mois, alors que dans le même temps, une poignée de grands groupes industriels et financiers ont mis la main sur les richesses du pays.

VOUS VOULEZ VIVRE MIEUX VIVRE AUTREMENT, VIVRE AU PAYS

Vous voulez en finir avec le chômage, la misère, les fermetures des puits de mine, d'entreprises du textile, de la bonnéterie ou de la chaussure. Vous voulez en finir avec la mévente du vin, la menace d'arrachage des vignes et la désertification des Cévennes.

Il faut vraiment changer tout cela ; et c'est possible en accordant aux candidats communistes un vote massif, dès le premier tour, pour qu'il y ait des ministres communistes au gouvernement garants du changement et de l'union.

.../...

Imp. Offset Avenir Nîmes

.../...

VOTER COMMUNISTE, c'est notamment voter pour

- le S.M.I.C. à 2 400 F
- les Allocations Familiales augmentées de 50%
- 1 300 F par mois pour les handicapés adultes et les personnes âgées
- retour au remboursement à 80% et 100% en matière de Sécurité Sociale
- interdiction des saisies et des expulsions pour les familles en difficultés
- 500.000 emplois nouveaux créés tout de suite
- des prix agricoles rémunérateurs par rapport aux charges

VOTER pour le candidat communiste, c'est **VOTER** pour faire payer les riches par un impôt sur le capital, les grosses fortunes ; c'est **VOTER** pour les nationalisations prévues au Programme Commun qu'il convient d'actualiser ; c'est **VOTER** pour que les orientations politiques se déterminent à PARIS et non à BRUXELLES ou ailleurs sans pression extérieure.

Le 12 MARS en votant pour le candidat communiste vous exprimez votre ferme volonté d'une union retrouvée sur un bon programme pour vivre mieux au pays, dans d'autres conditions.

Je ne vous demande pas un chèque en blanc.

J'ai toujours cherché à vous associer aux décisions et aux luttes indispensables pour que votre voix soit entendue.

En votant Gilbert MILLET — et son suppléant Fernand BALEZ — les idées de démocratie, de participation et d'autogestion seront encore développées.

Alors le 12 MARS, ne dispersez pas vos suffrages, votez pour sauver l'union, pour le changement.

VOTEZ Gilbert MILLET

Député sortant

Fernand BALEZ

Maire de Saint Christol les Alès, Conseiller général ALES-OUEST

Vu le candidat

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU GARD

4ème CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES MARS 1978

CANDIDATURE

Dr Gilbert MILLET

Député sortant

Suppléant **Fernand BALEZ** Maire de Saint Christol les Alès, Conseiller général ALES-OUEST

CANDIDATS D'UNION de la GAUCHE

soutenus par

le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français et le Mouvement des Radicaux de Gauche

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

La victoire de la gauche est désormais possible.

En effet l'accord réalisé par les partis de gauche, ouvre des perspectives réelles de changement pour les travailleurs et pour la France.

Dimanche dernier 17 001 électrices et électeurs de la 4ème circonscription du Gard ont placé **Gilbert MILLET** et **Fernand BALEZ** largement en tête de tous les candidats.

Ils les ont ainsi clairement désigné comme les candidats d'Union pour le scrutin du 19 mars.

Conformément à l'accord national et l'accord départemental conclu entre les partis de gauche

Gilbert MILLET et Fernand BALEZ sont donc désormais les candidats d'union de la gauche.

Ils portent les espoirs de tous ceux qui peinent, tous ceux qui souffrent.

Dans cette circonscription une majorité d'électrices et d'électeurs se sont prononcés dimanche pour le changement en votant pour les candidats de gauche.

Dimanche prochain par votre vote massif la gauche doit être majoritaire dans le pays et alors, oui il sera possible de vivre mieux.

Pas une voix de gauche ne doit manquer sur les candidats d'union.

Dans votre diversité, sociale, philosophique vous tous qui voulez que ça change, vous êtes comptable de votre avenir

Votez et faites voter.

Gilbert MILLET
Député sortant

Fernand BALEZ
Maire de Saint Christol les Alès, Conseiller général
ALES-OUEST

candidats d'Union de toute la Gauche

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats

Alain JOURNET et Jean SIRVIN

appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages sur

Dr Gilbert MILLET

Député sortant

Fernand BALEZ Suppléant

devenus les candidats de toute la gauche.

Vu les candidats

– Imp. Offset Avenir NIMES –

GARONNE (HAUTE)

Première circonscription :		
Cantons de : Fronton, Toulouse-Nord, Villemur-sur-Tarn.	**M. Alain SAVARY**	élu au 2e tour.
Deuxième circonscription :		
Cantons de : Montastruc-la-Conseillère, Toulouse-Centre, Verfeil.	**M. Gérard BAPT**	élu au 2e tour.
Troisième circonscription :		
Cantons de : Caraman, Lanta, Revel, Toulouse-Sud.	**M. Maurice ANDRIEU**	élu au 2e tour.
Quatrième circonscription :		
Cantons de : Cadours, Grenade-sur-Garonne, Léguevin, Toulouse-Ouest.	**M. Alex RAYMOND**	élu au 2e tour.
Cinquième circonscription :		
Cantons de : Auterive, Carbonne, Castanet-Tolosan, Cazères, Cintegabelle, Le Fousseret, Montesquieu-Volvestre, Montgiscard, Muret, Nailloux, Rieumes, Rieux, Saint-Lys, Villefranche-de-Lauragais.	**M. Gérard HOUTEER**	élu au 2e tour.
Sixième circonscription :		
Cantons de : Aspet, Aurignac, Bagnères-de-Luchon, Barbazan, Bologne - sur - Gesse, L'Isle-en-Dodon, Montréjeau, Saint-Béat, Saint-Gaudens, Saint-Martory, Saliès-du-Salat.	**M. Maurice MASQUÈRE**	élu au 2e tour.

ELECTIONS LEGISLATIVES des 12 et 19 MARS 1978 — Première circonscription (Hte-Gne)

alain savary

madeleine ripert

Parti Socialiste

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Voici cinq ans, la majorité des électeurs de cette circonscription me désignait pour vous représenter au Parlement. Peu après, les Conseillers régionaux de Midi-Pyrénées me confiaient la présidence de leur Assemblée.

Membre de la Commission des Finances à l'Assemblée Nationale, je me suis particulièrement attaché au contrôle des fonds publics consacrés aux interventions économiques et sociales de l'Etat. Cela m'a permis de suivre les problèmes de la construction aéronautique, de l'informatique et de la chimie, secteurs si importants pour notre Région de Toulouse et de dénoncer les incohérences de la politique gouvernementale qui s'est traduite par la baisse constante des effectifs.

J'ai été amené à intervenir dans d'autres débats, sur le budget de la culture par exemple, ou récemment sur le projet d'indemnisation des rapatriés d'Afrique du Nord.

Dans tous ces domaines vous pouvez constater l'immense décalage entre les promesses de la majorité sortante et la manière dont elles ont été tenues. Ce qui n'empêche pas ses représentants aujourd'hui, à la veille des élections, de promettre à nouveau ce qu'ils n'ont pas tenu depuis vingt ans.

Mon action a été essentiellement consacrée à notre circonscription et notre région. La situation économique, particulièrement grave, aurait requis la mise en œuvre du plan spécial que nous avons élaboré. A cet égard, nous avons fait des propositions précises et constructives, notamment pour la défense de l'emploi industriel et pour le développement de notre agriculture.

Nous avons, quant à nous, assumé pleinement nos responsabilités au Conseil Régional. Mais cette action régionale ne saurait remédier aux défaillances de l'Etat ni corriger les erreurs des politiques menées depuis trop longtemps.

Nous avons donc combattu le Gouvernement pour l'insuffisance des crédits publics affectés à la Région. Ainsi en est-il en matière d'éducation où les possibilités de construction d'établissements scolaires sont très inférieures aux besoins ; ne sont même pas programmés le C.E.S. de Fronton, celui de Lespinasse-Gagnac-Fenouillet-Saint-Jory et celui des Sept-Deniers.

Les inégalités se perpétuent en France. Trop de jeunes sont laissés en marge de la vie active. Trop de femmes ne peuvent trouver un travail normalement rémunéré. Près de 1 500 emplois ont été supprimés dans notre circonscription, notamment par la fermeture des Etablissements des Ponts-Jumeaux, de Lacourtensourt et de Fenouillet.

Il faut que cela change. Il faut que chacun puisse trouver à Toulouse ou dans son pays le travail auquel il aspire ; il faut que tous puissent recevoir un salaire ou une retraite leur permettant de se loger et de mieux vivre.

C'est pourquoi nous plaçons en toute première priorité la réduction des inégalités, le maintien et la création d'emplois pour résorber le chômage.

Il faut que chacun, à chaque niveau, puisse prendre en main son avenir grâce à une décentralisation réelle et dans le cadre d'une planification démocratique qui assure l'expansion économique, dans la justice et la liberté.

Le Parti Socialiste vous propose le Programme Commun de Gouvernement de la Gauche, dont il a formulé l'actualisation.

Ainsi avec une nouvelle politique nationale dans le respect des diversités régionales, Toulouse et sa Région se donneront les moyens de maîtriser leur avenir et d'offrir à chacun les chances auxquelles il a droit.

Le Parti Socialiste, fidèle à la Gauche et à ses engagements, avec sa propre personnalité, vous y invite.

Le 12 MARS nous comptons sur votre vote.

alain savary

Député sortant
Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées
Ancien Ministre
Compagnon de la Libération - Economiste

SUPPLEANT

madeleine ripert

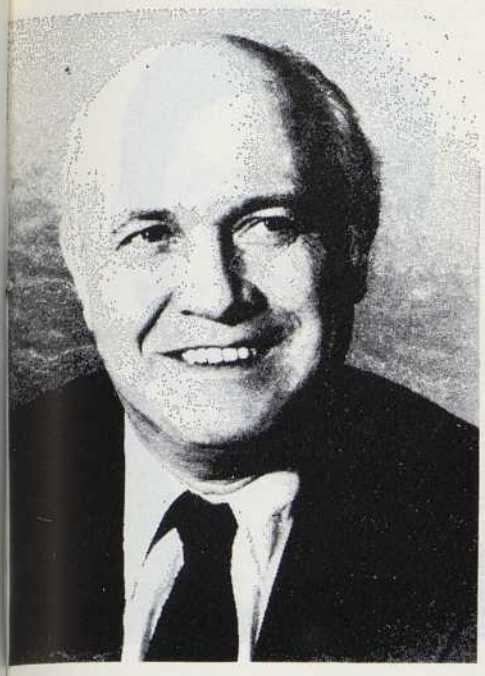
Maire de Lespinasse - Institutrice

Pour notre région
Pour la gauche
avec le Parti Socialiste
et son Programme Commun actualisé

Vu, le candidat.

Les Presses du Languedoc - Toulouse

ELECTIONS LEGISLATIVES des 12 et 19 MARS 1978 — Première circonscription (Hte-Gne)



alain savary

madeleine ripert

Parti Socialiste

Candidats de l'Union de la Gauche

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je remercie toutes celles et tous ceux, encore plus nombreux qu'il y a cinq ans, qui m'ont accordé leurs suffrages dès le premier tour. Ils ont fait de ma candidature celle de l'Union de la Gauche.

La Droite régresse dans cette circonscription. Elle n'atteint pas 45 % des suffrages exprimés, malgré la manipulation qui consiste à y faire voter, massivement, par procuration et souvent à leur insu , des Français résidant au Gabon ou ailleurs à l'étranger.

A tous ceux et à toutes celles qui, par leur vote du premier tour, ont préféré mettre un accent plus particulier sur les thèmes qui leur tiennent à cœur, je rappelle les lourdes responsabilités de la majorité sortante. Le choix est clair : il convient de faire obstacle au représentant d'une Droite sans âme, sans projet, sans espérance.

Vous pouvez provoquer le changement nécessaire, avec l'Union de la Gauche, pour mettre en œuvre démocratiquement son Programme de Gouvernement.

Pour que chacun, homme ou femme, jeune ou moins jeune, puisse trouver dans sa région le travail auquel il aspire,

Pour que tous puissent recevoir une rémunération ou une retraite leur permettant de se loger et de mieux vivre,

Pour que le progrès économique et social assure le respect des équilibres de la nature et du cadre de vie,

Pour que les libertés ne soient pas le privilège des riches et des forts,

Pour que nous puissions ensemble organiser notre avenir, dans le cadre d'une société plus décentralisée, plus responsable, respectueuse des identités régionales,

Pour pouvoir continuer l'action entreprise dans notre Région Midi-Pyrénées et dans notre circonscription,

Avec ma suppléante Madeleine RIPERT, maire de commune rurale, je vous demande de nous apporter vos suffrages. Nous mettrons notre dévouement à votre service dans la fidélité aux engagements pris.

APPEL AU DESISTEMENT

Le Parti Communiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats Nicole LEDROIT et Gérard FOLUS appellent toutes les Electrices, tous les Electeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages le 19 sur Alain SAVARY, devenu le candidat d'Union de toute la Gauche.

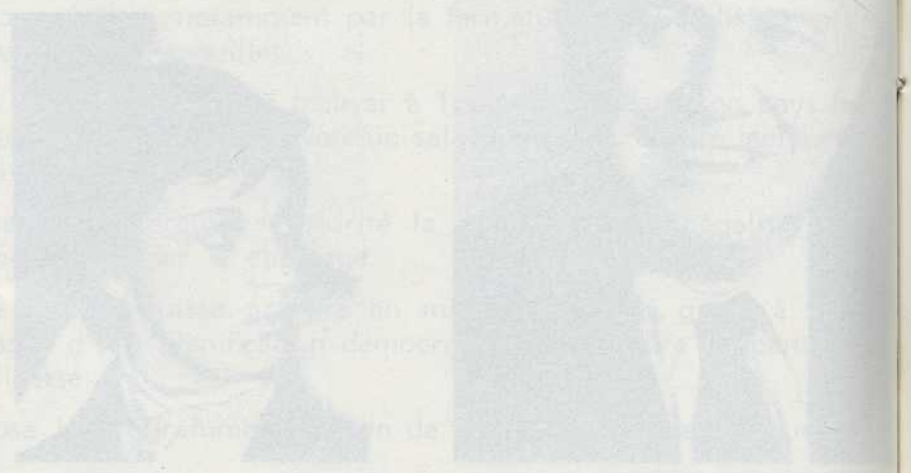
alain savary

Député sortant
Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées
Ancien Ministre
Compagnon de la Libération - Economiste

SUPPLEANT

madeleine ripert

Maire de Lespinasse - Institutrice



Docteur G. BAPT

ELECTIONS LEGISLATIVES

12 MARS 1978

Deuxième circonscription (Hte-Gne)

PARTI SOCIALISTE

Candidats soutenus par
le Mouvement des Radicaux de Gauche

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Voici donc venu pour vous le moment de décider. Il s'agit à la fois d'un choix de politique, et d'un choix d'hommes.

Toutes et tous, mesurent aujourd'hui l'**incapacité de la droite** qui gouverne depuis **tant d'années.**

Le bilan de la Législature est accablant pour la majorité sortante dont fait partie M. Baudis : de 1973 à 1977, la **hausse des prix** a été de 64 %, le **chômage** a augmenté de 234 %, le franc a perdu 40 % de sa valeur par rapport au mark allemand, le nombre des **faillites** de petites entreprises a été de 63 000.

C'est un échec d'une ampleur exceptionnelle qui atteint de plein fouet la région Midi-Pyrénées.

De nombreuses familles connaissent à nouveau la **misère**, trop de jeunes le **chômage**, **l'exode rural** s'accélère.

Les **inégalités sont les plus graves** de toute l'Europe, qu'il s'agisse des inégalités de revenus, de celles existant entre hommes et femmes.

Le **cadre de vie est dégradé,** aussi bien dans l'agglomération toulousaine que dans l'espace rural, par la course au profit et la spéculation.

Le **pouvoir du citoyen est confisqué** par la **technocratie** au service de la **droite, les libertés** publiques et syndicales **sont mises en cause.**

Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à renouveler votre confiance au député sortant, candidat de la droite ?

Le programme de Blois ? Pourquoi le Gouvernement ferait-il demain ce qu'il n'a pas voulu faire durant tant d'années ?

La droite c'est **l'échec,** et pour demain, **l'aventure.**

LA DROITE ÇA SUFFIT !

Une autre politique est possible :

— **Pour changer la vie,** il faut, dans le cadre de l'Union de la Gauche, appliquer le **Programme Commun de Gouvernement.**

— **Pour le changement,** il faut une **nouvelle majorité** où le poids du Parti Socialiste sera la meilleure garantie des engagements pris, du développement des libertés, et qui assurera l'évolution sans violences de notre société en lui ouvrant des perspectives nouvelles.

Pour vivre autrement, les Socialistes et les Radicaux de Gauche vous invitent à **voter G. Bapt et J. Montel.**

VIVE LA REPUBLIQUE ET LA DEMOCRATIE !

SUPPLEANT

Jean MONTEL

Salarié à la S.N.I.A.S.
Syndicaliste
Conseiller Municipal
de Saint-Jean

Gérard BAPT

Cardiologue - Chef de Clinique
Assistant des Hôpitaux
Conseiller Général
Président Départemental
des Elus Socialistes et Républicains

Vu les candidats.

Les Presses du Languedoc - Toulouse

Gérard BAPT

Jean MONTEL
Salarié à la S.N.I.A.S.
Syndicaliste
Conseiller Municipal
de Saint-Jean

PARTI SOCIALISTE

CANDIDATS UNIQUES DE TOUTE LA GAUCHE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Permettez-nous, tout d'abord, de remercier les 16 767 électrices et électeurs qui nous ont manifesté leur soutien dès le 1er tour. Avec le désistement de l'Union des Gaullistes de Progrès et de **M. TEULE**, celui du candidat Radical **M. MEROUANI**, avec l'appel du **Parti Communiste** et de **R. PIQUET** à toutes celles et à tous ceux qui leur ont fait confiance le 12 Mars à **rassembler leurs suffrages** le 19 Mars sur **G. BAPT** devenu le **CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE**, nous sommes en bonne place pour l'emporter au second tour sur le candidat de la Droite.

Comment pourrait-il en être autrement, puisque une majorité d'électeurs de notre circonscription **ne se reconnaît plus** dans la **politique** du **député sortant** ? puisque chacune et chacun ressent la nécessité d'une **nouvelle politique**, qui soit **au service** de ceux qui aspirent à une **vie meilleure**, à un emploi stable ?

La Droite, frappée d'incapacité, n'a plus rien à proposer. Elle en vient à développer une propagande **mensongère** pour **garder le pouvoir** : ainsi accuse-t-elle la Gauche de vouloir doubler les impôts ! En réalité, nous voulons les diminuer pour les tranches les plus basses, c'est-à-dire pour la majorité des Français !

Est-il démagogique de vouloir fixer à **1 300 F par mois** en avril 78 le **minimum vital** pour les **personnes âgées**, et à **2 400 F le S.M.I.C.** ?

Est-il déraisonnable de vouloir **protéger les agriculteurs brimés** par le régime, **les commerçants** et **artisans écrasés** par les charges et la loi des puissances financières ?

LA DROITE C'EST L'ECHEC... ET DEMAIN L'AVENTURE !

Le changement est possible et nécessaire.

Il faut **appliquer le Programme Commun**, développer une **politique de progrès social**, lutter contre toutes les inégalités et contre les discriminations touchant la condition féminine.

Il faut inventer un **nouveau modèle de croissance** qui respecte la personne humaine et son **cadre de vie**, la nature.

POUR VIVRE MIEUX ET AUTREMENT,

POUR LE DEVELOPPEMENT DES LIBERTES, ET LA DECENTRALISATION,

VOTEZ POUR LE CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE :

Gérard BAPT

Cardiologue - Chef de Clinique
Assistant des Hôpitaux
Conseiller Général
Président Départemental
des Elus Socialistes et Républicains

Vu les candidats.

Les Presses du Languedoc - Toulouse

ELECTIONS LEGISLATIVES

12 MARS 1978

Troisième Circonscription (Hte-Gne)

PARTI SOCIALISTE

Chère Electrice,

Cher Electeur,

Il y a cinq ans, la majorité d'entre vous m'a apporté ses suffrages.

Devenu ainsi pour la première fois, député, grâce à votre confiance, mes votes à l'Assemblée Nationale ont toujours traduit **la fidélité de mes engagements politiques à l'Union de la Gauche**

J'ai voulu également être le **Député de tous,** ceci sans aucun sectarisme, avec la seule volonté d'aider de mon mieux tous ceux qui sont venus me confier leurs soucis, leurs difficultés

La désespérance des uns, la misère souvent cachée des autres frappèrent à ma porte : personnes âgées sollicitant une aide sociale pour survivre, nombreux jeunes, handicapés, veuves privées brutalement du salaire du chef de famille nécessaire pour élever leurs enfants, chômeurs dont ceux de 40 à 55 ans licenciés pour cause économique et difficilement recyclables : tous à la recherche d'un emploi.

Tous les efforts que j'ai déployés, ne pouvaient, à eux seuls, remédier aux effets d'une crise profonde. Les Gouvernements de Droite qui se sont succédés depuis 20 ans, en sont les seuls responsables, même si certains candidats, aujourd'hui, tentent de camoufler leur appartenance avec une telle politique.

C'est pour combattre tant d'inégalités dans ce pays, que le Parti Socialiste propose **une redistribution plus équitable du revenu national.**

Nous prendrons dès lors si, grâce à vous, nous accédons aux responsabilités du Pouvoir, des mesures immédiates à l'égard des plus défavorisés, avec pour les travailleurs l'assurance d'un salaire minimum de 2 400 francs par mois

Une politique économique nouvelle luttera efficacement contre le chômage.

Dans Toulouse et notre Région, si lourdement touchées, un effort prioritaire sera entrepris pour maintenir et développer nos industries menacées, dont l'aéronautique, la chimie, l'électronique... etc.

Un remodelage de nos structures financières, industrielles et commerciales **redonnera ses chances au petit commerce et à l'artisanat.**

Les exploitants agricoles du Lauragais notamment, verront les prix de leur production garantis selon leurs coûts, avec l'institution d'un **« quantum social »,** tandis qu'une aide sera apportée à l'octroi de crédits à très long terme pour l'installation des jeunes agriculteurs, Nos communes rurales avec des moyens accrus retrouveront ainsi leur animation.

La nature et le cadre de vie, jalousement sauvegardés, à travers un habitat social de qualité, permettront l'épanouissement de l'homme qui pourra par ailleurs accéder à une formation culturelle débarrassée des contraintes du Pouvoir.

La **Recherche** se développera dans le seul but du progrès social.

Les travailleurs auront une meilleure part de responsabilités dans la gestion de leur outil de travail.

Une vraie décentralisation régionale démocratique redonnera ses chances d'expansion et son identité de langage **à notre Pays d'Oc.**

Les femmes, elles-mêmes, disposeront d'une égalité de droits.

Ce changement, que vous souhaitez tous, s'opérera, je vous en donne la formelle assurance, dans le respect de toutes les libertés. Les Socialistes en demeurent les défenseurs intransigeants.

Je vous demande, le 12 MARS, de **renouveler votre confiance à votre Député,** qui n'a eu pour **seule ambition que de « servir »...** oui, bien simplement... mais avec toute sa conscience. Vous rejoindrez aussi tous ceux qui, sans cesse plus nombreux, veulent **le triomphe du Socialisme pour garantir la victoire de la Gauche.**

Un socialisme qui porte en lui l'**humanisme de Jean JAURES,** avec l'idéal de liberté de nos ancêtres et toute la générosité de notre jeunesse.

Ce SOCIALISME, j'en suis sûr, reste l'immense espérance des hommes d'aujourd'hui.

Maurice ANDRIEU

Député sortant

Conseiller Général - Docteur en Droit

Candidat suppléant :

LOUIS LARENG

Professeur de Médecine

Membre du Comité Economique et Social

Vu les candidats.

Les Presses du Languedoc - Toulouse

ELECTIONS LEGISLATIVES
19 MARS 1978

Troisième circonscription (Hte-Gne)

PARTI SOCIALISTE

Candidats de l'Union de la Gauche

CHERE ELECTRICE,

CHER ELECTEUR,

Je remercie du fond du cœur tous ceux qui nous ont apporté dès le premier tour massivement leurs suffrages.

Ils ont voulu témoigner ainsi **leur adhésion au Socialisme** mais également, semble-t-il, signifier aussi leur approbation pour mon activité parlementaire durant ces cinq dernières années.

Je n'ai cependant fait que mon devoir, avec sans doute davantage le désir d'être beaucoup plus attentif aux nombreuses difficultés des plus malheureux.

Placé, grâce à votre confiance, en tête des candidats de Gauche, me voici pour ce deuxième tour **porteur de cette grande espérance populaire.**

En 1972, l'Union des Partis de Gauche, respectant le pluralisme et reconnaissant à chacun sa propre identité devait établir une ligne de convergences pour aboutir à un Programme Commun de Gouvernement.

Ainsi devenait possible l'alternance, véritable réponse démocratique à plus de vingt ans de pouvoir sans partage.

Pour garder ce dernier, nos adversaires prophétisent les pires conséquences.

Qu'il me suffise de rappeler l'Histoire : celle du Front populaire qui, bien que très courte, laissa aux travailleurs et aux agriculteurs les congés payés, les conventions collectives et l'office du blé.

Demain, ne serions-nous pas capables de promouvoir pour notre Pays que nous aimons, et dont nous voulons garantir l'indépendance, une politique qui apporterait les changements nécessaires **dans l'ordre et le respect de toutes nos libertés.**

D'abord, **assurer une vie décente** pour les plus faibles, les agriculteurs de la petite exploitation et les travailleurs de toutes conditions.

Lutter contre ce chômage avilissant frappant principalement les femmes et les jeunes.

Prendre ensuite le temps de vivre, en réconciliant l'Homme avec la Nature, mise en péril par notre Société de consommation à outrance, faite de gaspillages et dévoreuse d'énergies inutiles.

Vivre enfin autrement et ensemble.

Redonner à l'Homme sa dignité. Qu'il soit créateur et porteur de nouvelles valeurs, d'un autre et plus haut savoir.

L'épanouir dans l'entreprise, la vie communale et dans la Famille, cellule de base irremplaçable.

Voilà le langage de demain.

L'Union est en marche.

Pierre SICRE, au nom du Mouvement des Radicaux de Gauche, Jacqueline GESTA, candidate du Parti Communiste, ont demandé à leurs Electrices et Electeurs de m'apporter leurs suffrages à la suite de leurs désistements.

Dès lors, **vous vous rassemblerez nombreux dimanche** pour élargir cette Union à toutes les forces de Progrès.

Jamais je n'ai ressenti en moi-même une si grande émotion à l'approche de **cette Victoire, empreinte de tant de Fraternité, qui sera celle du Peuple de France.**

Saint Exupéry écrivait : **« Il faut être un jour, seul, perdu dans le désert, où l'immensité de Dieu vous enveloppe, pour trouver dans le scintillement des étoiles le reflet de cette fraternité qui demain deviendra réalité. »**

Maurice ANDRIEU

Député sortant

Conseiller Général - Docteur en Droit

Candidat suppléant :

Louis LARENG

Professeur de Médecine

Membre du Comité Economique et Social de Midi-Pyrénées

Vu les candidats.

Les Presses du Languedoc - Toulouse

Elections législatives du 12 mars 1978

Parti Socialiste

4e CIRCONSCRIPTION

Cantons de Toulouse, Cadours, Grenade, Léguevin

Alex RAYMOND

Député sortant

Habitants de la 4e Circonscription,

Le 12 mars 1978, vous aurez à désigner votre Député. Nombreux sont ceux qui sollicitent vos suffrages - 11 candidats

En bons démocrates, mais en d'autres périodes, nous aurions été tentés de vous dire : « Vous avez le choix... et nous en reparlerons au 2e tour de scrutin... ».

Aujourd'hui, nous vous disons : **« Votez massivement dès le 12 mars,** pour les candidats du **Parti Socialiste. »**

Le mois de mars 78 marquera, en effet, un tournant politique important dans notre pays qui ne peut plus se permettre de jouer avec le temps car les problèmes économiques et sociaux exigent des solutions urgentes. **Il y va de notre avenir.**

Vous connaissez tous les grandes options du programme commun de gouvernement, pour que je ne vous lasse pas avec des énumérations qui ne seraient que répétitions.

Tous les Français aspirent à un changement.

Le Parti Socialiste est en mesure de répondre à ce désir.

Vous pouvez lui en donner la possibilité en votant socialiste **afin que la gauche**, devenant majoritaire à l'Assemblée Nationale, **puisse faire prévaloir ses thèses.**

Pour ma part, je m'engage à poursuivre et à renforcer l'action que j'ai menée ces dernières années, et ensemble, nous ferons en sorte que la France retrouve les grands moments de son Histoire.

Jean VAUCHERE

Suppléant

NOUS VOUS FAISONS CONFIANCE ET, PAR AVANCE, VOUS REMERCIONS.

Le 12 mars 1978 . . . pas d'abstention

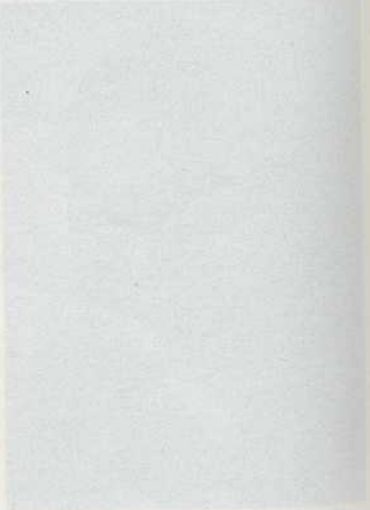
Alex RAYMOND

Candidat titulaire.

Jean VAUCHERE

Suppléant.

S.G.I. - Toulouse



Elections législatives du 19 mars 1978

4e CIRCONSCRIPTION

Parti Socialiste

Candidature de la Gauche unie

Alex RAYMOND

Electrices, Electeurs,

Je vous remercie tout d'abord de m'avoir placé dimanche dernier en tête de 11 candidats dans 124 bureaux de vote sur 127, apportant ainsi 32 000 voix à ma candidature.

Vous devrez, **DIMANCHE 19 MARS**, redoubler d'efforts pour parfaire la victoire de la gauche, permettant ainsi à cette dernière de procéder aux réformes indispensables réclamées par tous.

N'êtes-vous pas d'accord, en effet, pour relancer la consommation par l'augmentation des bas salaires et des allocations, qu'elles soient familiales ou de retraite ?

Quel est le contribuable qui ne réclame pas une modification profonde de la fiscalité ?

Quels sont les élus locaux, et à travers eux, ces mêmes contribuables, qui ne réclament pas une refonte des finances communales, lesquelles ont une action directe sur les impôts locaux, si lourds dans toutes nos collectivités ?

Quels sont les commerçants et artisans qui ne réclament pas une réforme de la taxe professionnelle, et une meilleure couverture sociale ?

Quel est le citoyen vivant du fruit de son travail, à la campagne ou à la ville, qui ne réclame pas une garantie plus réelle de son salaire et une meilleure stabilité dans l'emploi ?

Quel est celui qui ne réclame pas..... mais la liste serait longue !!

Alors, pourquoi accorderiez-vous votre confiance aux représentants de ceux qui nous gouvernent depuis des années, et qui n'ont pas su améliorer votre vie quotidienne ?

Jean VAUCHERE

La Gauche vous propose un Programme Commun de Gouvernement qui répond à vos espoirs. **L'expérience ne vaut-elle pas la peine d'être tentée ?**

Dans votre intérêt, confirmant massivement votre récent vote, et avec l'appui des forces de gauche unies,

Vous voterez et ferez voter, le 19 mars, pour le Candidat de la Gauche

Alex RAYMOND

Député sortant

Jean VAUCHERE

Suppléant

S.G.I. - Toulouse

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978

5e Circonscription de la HAUTE-GARONNE

MURET - VILLEFRANCHE

Gérard HOUTEER

candidat du **PARTI SOCIALISTE**

élu le 11 mars 1973

Marie GIOUDES

remplaçante éventuelle

Pourquoi la Droite ferait-elle demain ce qu'elle n'a pas fait hier, si elle restait au Pouvoir ? Parce que les intérêts qu'elle défend s'y opposent !

Son bilan de Mars 1973 à Décembre 1977 est accablant :

- La hausse des prix a été de 64 %.
- L'augmentation du chômage a atteint 234 %.
- Le déficit budgétaire s'est élevé à 60 milliards.
- Le déficit de la Balance Commerciale a dépassé 42 milliards.
- Le Franc a perdu plus de 40 % par rapport au Mark.
- Plus de 10 000 faillites ou liquidations judiciaires par an.

C'est un échec d'une ampleur exceptionnelle.

10 % de Français vivent avec 50 % de la fortune de la France.
50 % de Français vivent avec 10 % de la fortune de la France.
Est-ce juste ?

En restructurant et en opérant les transferts nécessaires par une révision fiscale,

les SOCIALISTES proposent :

- Minimum vieillesse à 1 300 F par mois.
- Augmentation de 50 % des allocations familiales.
- Création de 500 000 emplois nouveaux.
- Pas de salaire inférieur à 2 400 F.
- CINQ semaines de congés payés.
- Abaissement de l'âge de la retraite.
- Un soutien prioritaire à l'emploi des jeunes et des femmes.
- Un revenu enfin décent pour nos agriculteurs.
- Moins de charges pour les commerçants et artisans.
- La révision de la récente loi d'Indemnisation des Rapatriés.
- Répartition plus juste de l'impôt.
- Un véritable plan de lutte contre la pollution et les nuisances.

et toutes les dispositions du Programme Commun.

Les SOCIALISTES proposent. Ils tiendront parole, si le peuple leur fait confiance.

La Droite tente tout ce qui est en son pouvoir pour conserver ses privilèges exorbitants et empêcher la Gauche Française d'arriver aux Responsabilités directes du Pays.

La politique anti-sociale qui s'est aggravée ces dernières années ne connaît plus de frein. C'est maintenant que le changement peut et doit se réaliser.

Le vrai débat se situe au niveau National et non dans les mesquines querelles locales.

En 1973, j'avais promis de rendre compte publiquement du mandat qui m'avait été confié, de tenir mon rôle à l'Assemblée Nationale et en Commission des Lois, d'être à la disposition des Maires et de leur Conseil Municipal, de soutenir les travailleurs en lutte, de tenir un maximum de permanences, (plus de 3 000 dossiers).
Dans tout ce qui représente la fonction Parlementaire,

J'ai tenu parole.

Depuis 20 ans, ce sont les mêmes équipes, les mêmes hommes, les mêmes classes sociales, les mêmes intérêts qui ont dirigé le Pays.

La réalité économique est étroitement liée aux structures politiques.

Nul n'aura le droit, désormais, s'il reconduit l'actuelle Majorité, de se plaindre.

C'est le moment, ensemble, de promouvoir une Société Socialiste nouvelle. C'est le moment de prendre en mains notre destin. C'est le moment du refus définitif à la classe dominante.

Votez pour le PARTI SOCIALISTE

Votez pour Gérard HOUTEER

et Marie GIOUDES

Vu, le Candidat

IMPRIMERIE CAZAUX - MURET Tél. : 51. 15. 88.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978

5e Circonscription de la HAUTE-GARONNE

MURET - VILLEFRANCHE

Gérard HOUTEER

PARTI SOCIALISTE

Candidature de la GAUCHE UNIE

Marie GIOUDES
remplaçante éventuelle

Madame, Monsieur,

Mes sincères remerciements vont aux 23 662 électrices et électeurs qui m'ont témoigné leur confiance au premier tour des élections.

Ce résultat laisse entrevoir la victoire dimanche prochain : celle de la GAUCHE UNIE et, à travers ma candidature, celle du Parti Socialiste.

Depuis 20 ans, les mêmes hommes, les mêmes équipes, les mêmes classes sociales ont dirigé la France. Qu'en ont-ils fait ?

Le bilan de la Droite au Pouvoir est particulièrement accablant : hausse des prix, chômage, déficit budgétaire et commercial, faiblesse de la monnaie, faillites, etc. L'échec est constaté par tous, mais toujours supporté par les mêmes.

Chaque jour, davantage, se creuse le fossé qui sépare ceux qui profitent des richesses du pays et ceux qui n'en sont que les instruments.

Pendant que 10 % de Français vivant avec 50 % de la Fortune de la France étalent un luxe indécent, voire insultant, des **personnes âgées** vivent dans la misère, des **agriculteurs** s'endettent, des **commerçants et artisans** vivent dans la crainte du lendemain, les **salariés** constatent une baisse sensible de leur Pouvoir d'achat.

La situation est trop injuste.

Notre jeunesse, privée de perspectives s'étiole. Il nous faut rallumer son enthousiasme, son ardeur et sa foi. C'est notre rôle primordial pour la France de demain.

Halte au pillage de nos ressources, au gaspillage d'énergie, aux villes-dortoirs, au béton envahissant. En un mot : **OUI à la Qualité de la vie.**

Chacun connait les propositions de la Gauche pour résoudre les problèmes de la France et des Français.

Venez vous joindre à nous pour assurer la victoire de la Justice Sociale et de la Liberté Démocratique.

C'est le moment, ensemble, de promouvoir une Société Socialiste Nouvelle. Un grand dessein pour la France.

VOTEZ

pour la Candidature de la GAUCHE UNIE

Gérard HOUTEER

Marie GIOUDES

Appel aux Electeurs ! . .

Le Parti Communiste Français et son Candidat **Jacques AGRAIN**,
Le MRG et son Candidat **Jean CASSAN**,

appellent toutes les Electrices, tous les Electeurs, qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur **Gérard HOUTEER** devenu le Candidat d'Union de toute la Gauche.

- IMPRIMERIE CAZAUX - MURET Tél. : 51. 15. 88.

ELECTIONS LEGISLATIVES des 12 et 19 Mars 1978

6e Circonscription

PARTI SOCIALISTE

Commingeoises et Commingeois,

A la fin d'un long périple qui m'aura permis avec René ARNAUD de visiter chacune des 240 Communes ou sections de Communes de l'arrondissement de Saint-GAUDENS et de tenir dans chacune une réunion débat, je voudrais succintement exprimer les sentiments que nous ont inspiré ces contacts utiles, tous empreints de sympathie et de confiance.

Je voudrais remercier encore les maires, les conseillers municipaux qui nous ont d'une manière unanime chaleureusement reçus ainsi que les nombreux Commingeois qui, malgré des horaires souvent peu opportuns, ont participé à ces échanges d'idées de la manière la plus cordiale et la plus fructueuse.

Nous avons ainsi conscience d'avoir manifesté notre souci d'apporter une information large, loyale et objective, d'y avoir consacré tous nos modestes moyens et surtout toute notre foi avec cette équipe admirable de militants, d'élus locaux, de conseillers généraux, qui constitue dans ce Comminges la structure politique la mieux organisée, la plus fraternelle et la plus efficace.

Cette campagne dynamique (qui n'a pas été financée par les fonds secrets de l'Etat) nous avons pu l'animer grâce surtout à la volonté et à l'ardeur des hommes et des femmes qui m'entourent et qui prouvent bien que le Parti Socialiste mérite d'être devenu le Premier Parti de France, porteur de l'espérance de millions de Français.

Partout nous avons constaté cette volonté de changement, partout où nous avons débattu des problèmes concernant autant la vie du Comminges que celle de la France, nous avons ressenti que dépassant le stade de la résignation, du découragement, voire de la désespérance les Commingeois, dans leur immense majorité, s'ouvraient à cet espoir, à cette certitude du changement qu'apportera à la France et au Comminges la victoire du Parti Socialiste et de toute la gauche.

Dr Maurice MASQUERE

Député sortant
Conseiller Général de Salies du Salat
Président de la Fédération Départementale des Foyers Ruraux
Maire de Mane

René ARNAUD

Conseiller Général de Barbazan
Président du Syndicat de Rénovation Rurale en montagne
Maire de Gourdan Polignan

Imp. LARUE S.A.R.L. Saint-Gaudens

ELECTIONS LÉGISLATIVES (Scrutin de ballottage du 19 Mars 1978)

6ème Circonscription de la Haute-Garonne

PARTI SOCIALISTE

Dr Maurice MASQUERE

Suppléant :

René ARNAUD

Commingeoises, Commingeois, chers Amis,

Merci aux 18.724 électrices et électeurs qui ont accordé leur voix au Parti Socialiste.

Le Parti Socialiste reste fidèle à ses engagements au programme commun de gouvernement et à la discipline républicaine.

Nul doute que dimanche prochain, l'union des forces de gauche conforte cette victoire attendue dont les populations du Comminges et la masse des travailleurs de France ne veulent pas être frustrées.

Dans le Comminges plus de 62 % des électeurs (31.150 voix) ont repoussé la politique conservatrice que nous subissons depuis bientôt deux décennies malgré les promesses du dernier moment, malgré la pression inadmissible des moyens d'information et de propagande du gouvernement, malgré les mensonges, les insultes dont nos adversaires ont usé en guise d'argumentation.

30.000 électeurs représentant 60 % des suffrages exprimés ont apporté leur soutien aux partis se réclamant du programme commun de gouvernement.

La majorité sortante, recule dans le Comminges et passe de 39 % à 37,75 %.

Mais dimanche prochain il est indispensable que notre victoire, que votre victoire soit totale.

Ce sera celle de l'Union de la Gauche exprimant votre ferme volonté du changement pour le progrès, pour la justice, pour la liberté et pour la paix.

Fort de votre confiance dont je n'ai jamais douté, vous pouvez compter sur moi pour défendre le Comminges et la France.

Dr Maurice MASQUERE

Député sortant
Conseiller Général de Salies du Salat
Président de la Fédération Départementale des Foyers Ruraux
Maire de Mane

Suppléant :

René ARNAUD

Conseiller Général de Barbazan
Président du Syndicat de Rénovation Rurale en montagne
Maire de Gourdan Polignan

Imp. LARUE S.A.R.L. Saint-Gaudens

GERS

Première circonscription :

Cantons de : Aignan, Auch-Nord, Auch-Sud, Jegun, Lombez, Marciac, Masseuble, Miélan, Mirande, Montesquiou, Plaisance, Riscle, Samatan, Saramon, Vic-Fezensac.

M. Jean LABORDE élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Cazaubon, Cologne, Condom, Eauze, Fleurance, Gimont, L'Isle-Jourdain, Lectoure, Mauvezin, Miradoux, Montréal-du-Gers, Nogaro, Saint-Clar, Valence-sur-Baïse.

M. André CELLARD élu au 2e tour (1).

(1) Election annulée par décision du Conseil constitutionnel (14 juin 1978). Réélu le 20 août 1978.

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Première Circonscription

Candidat de l'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate

Parti Socialiste et Mouvement des Radicaux de Gauche

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Voici cinq ans que vous m'avez chargé de vous représenter à l'Assemblée Nationale. Nous avons eu, depuis, bien des occasions de faire connaissance et il n'est plus utile que je me présente à vous.

Je crois avoir rempli de mon mieux le mandat que vous m'avez confié. Je l'ai fait en respectant mes engagements politiques et en m'efforçant, à côté de ma mission parlementaire, d'apporter à chacun l'aide qu'il attendait de moi.

Je n'ai cessé pendant ces cinq ans de défendre les intérêts de notre département et de ses collectivités.

Les élus m'ont toujours trouvé attentif à leurs problèmes, prêt à faciliter leurs démarches et jamais je ne leur ai ménagé mon appui.

Les responsables de la vie économique ou de la vie sociale ont pu compter sur mon soutien et je les remercie de la confiance qu'ils m'ont toujours témoignée.

Voici venue l'heure d'une nouvelle consultation. Vous devez tous en évaluer la portée. Une chance se présente à notre pays de parvenir au changement qu'il souhaite et que, plus que d'autres peut-être, vous attendez.

Le pouvoir qui depuis 20 ans gouverne sans partage s'épuise dans une crise chaque jour aggravée. L'inflation et le chômage accentuent les inégalités. Notre département connait hélas le sort que le libéralisme réserve aux faibles et aux handicapés.

Il faut à la FRANCE une nouvelle politique pour maîtriser la crise qui ronge son économie.

Il faut à la FRANCE une nouvelle politique pour mettre fin aux injustices sociales qu'elle accumule

Il faut à la FRANCE une nouvelle politique pour que l'horizon de sa jeunesse s'éclaire.

Il faut à la FRANCE une nouvelle politique pour qu'au terme d'une vie de travail chacun puisse connaître une vieillesse heureuse.

Le Parti Socialiste répond à ces espoirs.

Il vous propose une société où chacun trouvera sa raison de vivre dans la dignité de sa condition.

Son programme vise à assurer la prospérité, la liberté, la sécurité, l'indépendance de notre pays et aussi à répartir équitablement ses richesses.

— en garantissant à tous les Français un pouvoir d'achat à la mesure du progrès économique dont ils doivent bénéficier,

— en leur permettant de trouver leur place dans la vie professionnelle et de participer à toutes les activités sociales.

Ce programme permettra à notre DEPARTEMENT de surmonter ses difficultés car il prévoit :

— un aménagement équilibré du territoire qui corrige les disparités régionales,

— une décentralisation industrielle créatrice d'emplois dans les régions défavorisées,

— une politique agricole qui encourage l'exploitation familiale, garantit le droit à la terre, assure un juste revenu et facilite l'installation des jeunes,

— une aide aux petites et aux moyennes entreprises, aux commerçants, aux artisans indispensables à la vie du monde rural,

— un développement des équipements collectifs, notamment des réseaux de communication et un renforcement des services publics,

— une augmentation des ressources des collectivités locales et un allègement de leur tutelle administrative.

GERSOISES, GERSOIS, vous le savez, votre avenir dépend d'une nouvelle orientation de notre politique nationale. Il faut que celle-ci soit au service des Hommes et non de puissances capitalistes qui se soucient peu de leur sort, qu'elle s'inspire d'un souci de solidarité et de justice sociale.

Je suis convaincu que la consultation qui vous est offerte renforcera la confiance qui s'est établie depuis cinq ans entre nous.

Jean LABORDE

Député Sortant,
Maire d'AUCH,
Président du Conseil Général

SUPPLEANT

Jean-Jacques LASSAVE

Agriculteur,
Maire de LOMBEZ

Imp. Moderne - Auch

ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin de Ballottage du 19 Mars 1978

Première circonscription

Candidat d'Union de toute la Gauche

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je tiens tout d'abord à vous remercier de la confiance que vous m'avez témoignée en me portant nettement en tête des nombreux candidats qui se sont présentés dimanche à vos suffrages.

Cette confiance répond à celle que j'avais moi-même placée en vous, en votre sens de la justice et de la vérité que les calomnies et les mensonges d'un adversaire sans scrupules ont vainement tenté d'abuser.

J'ai été particulièrement sensible à celle que m'ont manifestée les Auscitains ; elle sera pour moi un précieux encouragement dans la tâche que nous avons à poursuivre pour effacer les séquelles de cruelles épreuves que certains semblent avoir un peu vite oubliées.

Cette confiance a surtout une signification politique et elle répond à votre ardent désir de changement. Vous avez compris que seules les forces de gauche prenant la relève d'un pouvoir discrédité pourraient apporter les solutions attendues aux graves problèmes qui se posent à notre département et à notre pays.

Ces forces de gauche sont les forces de progrès qui bâtiront dans une prospérité retrouvée une société plus juste et plus solidaire. Ce sont les forces du travail, de l'esprit, de la jeunesse face à un régime conservateur protecteur des privilèges et sous lequel toute différence fait naître une inégalité. Ce n'est pas un désir de revanche qui les anime mais le souci de rechercher équitablement le bien de tous.

Après le désistement en ma faveur de Joseph LAMOTHE, me voici aujourd'hui le seul candidat de la gauche.

Tout en restant fidèle à mes engagements politiques dans l'exercice de mon mandat parlementaire, je continuerai à être le député de tous.

Ma porte sera toujours ouverte à ceux qui viendront solliciter mon aide.

J'emploierai toute mon énergie à défendre et à promouvoir ce département qui m'est cher.

Avec obstination mais sans démagogie, je poursuivrai mes efforts pour améliorer la vie de sa population.

Je remercie tous ceux qui, en me renouvelant leur confiance, me permettront de réussir.

Jean LABORDE

Docteur en médecine

Député sortant

Maire d'AUCH

Président du Conseil Général

SUPPLEANT EVENTUEL :

Jean-Jacques LASSAVE

Agriculteur

Maire de LOMBEZ

Le Parti Communiste et son candidat Joseph LAMOTHE appellent toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur Jean LABORDE devenu le candidat d'Union de toute la Gauche.

Imp. Moderne - AUCH - Tél. : 05-07-21

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Deuxième Circonscription : **CONDOM - LECTOURE**

PARTI SOCIALISTE

André CELLARD

Avocat
Maire de Saint-Clar
Combattant volontaire de la Résistance
Diplômé d'Etudes Supérieures
Ex Premier Secrétaire Général Adjoint de la F.G.D.S.
Ex Membre du Contre-Gouvernement (Emploi)

Remplaçante éventuelle :
Lydie DUPUY

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Votre choix, le 12 mars prochain, **sera décisif !**

Mais ceux qui soutiennent depuis vingt ans la politique gouvernementale et ont ainsi contribué à faire de notre département un désert ne sont pas qualifiés pour vous dire quel est « le bon choix ».

Ne leur accordez pas un sursis de cinq ans !

Par votre vote, constituez un **Gouvernement de Gauche,** s'appuyant sur le **Programme Commun !**

Depuis plus de dix ans, je me bats pour l'Union, sans laquelle rien n'est possible. Aidez-moi à mener ce combat jusqu'à la **Victoire.**

En 1973, vous m'avez apporté 48 % de suffrages ; les cantonales de 76 et, plus près de nous, les municipales, ont confirmé votre désir de changement, votre volonté de voir s'instaurer l'alternance.

Le 12 mars, vous m'accorderez votre confiance, pour que le Gers vive, bien sûr ! mais surtout **Pour y vivre mieux, pour y vivre ensemble !**

Les promesses orales s'envolent d'autant plus vite qu'elles sont improvisées et ne s'appuient sur aucun programme précis.

L'action que vous propose le Parti Socialiste a été clairement définie dans la brochure publiée au début de l'année :

« LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE »
(Propositions Socialistes pour l'actualisation) - (Ed. Flammarion).

Aussi, nous ne rappellerons ici que quelques-unes des premières mesures que prendrait un gouvernement de Gauche :

— Amélioration du revenu agricole par l'organisation d'offices **par produit** (vin, viande, lait...), la démocratisation des SAFER, l'augmentation substantielle des retraites et la création du Fonds National pour les Calamités Agricoles.

— Nationalisation du crédit pour alléger le boulet que traînent de trop nombreux agriculteurs et éviter que les jeunes soient obligés de se recycler dans des emplois éphémères et sous payés.

— Revalorisation du minimum vieillesse (1.300 F. par mois) et des allocations familiales (50 % en deux temps).

— SMIC à 2.400 F., avec allègements sociaux et fiscaux pour les artisans, commerçants et petites entreprises.

— Attribution de la moitié du SMIC à tous les chômeurs indemnisés (2/3 aux chômeurs chefs de famille).

— Création de 500.000 emplois dont 150.000 dans le secteur public et 60.000 pour les collectivités locales.

— Offrir aux jeunes autre chose que des « réformettes », mais une véritable rénovation de notre système d'éducation pour qu'il débouche, enfin, sur des emplois et non sur des impasses.

— Réduire à un maximum de six mois la durée du Service National dont il faut d'ailleurs envisager la réorganisation totale dès cette législature.

Pour la **paix,** la **justice,** la **liberté,**

Pour une **Gauche forte,**

Votez SOCIALISTE

Votez André CELLARD

Lydie DUPUY

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - Scrutin de ballottage du 19 mars 1978

Deuxième Circonscription : **CONDOM - LECTOURE**

Candidat d'UNION de TOUTE la GAUCHE

André CELLARD

Avocat
Maire de Saint-Clar
Combattant volontaire de la Résistance
Diplômé d'Etudes Supérieures
Ex Premier Secrétaire Général Adjoint de la F.G.D.S.
Ex Membre du Contre-Gouvernement (Emploi)

Remplaçante éventuelle :

Lydie DUPUY

Chères Electrices, Chers Electeurs,

L'Union de la Gauche est retrouvée ! Une majorité nouvelle pourra, dès le 20 mars 1978, entreprendre le relèvement de la France. Ce relèvement passe impérativement par la suppression des inégalités. L'intérêt des travailleurs, qu'ils soient de la campagne ou de la ville rejoint celui du pays ; l'économie dirigée au seul profit de quelques-uns en imposant l'austérité au plus grand nombre a créé le chômage et l'inflation.

En s'attaquant aux causes du mal, en changeant la société, les partis de la Gauche réussiront à relever cette économie chancelante. La relance de l'activité passe par le relèvement des revenus les plus bas. Artisans et commerçants savent qui sont les responsables de la situation actuelle ; seule cette relance peut assurer le redressement de leur propre revenu ; les remèdes que lui proposent la Droite et l'apolitisme ne sont que des paliatifs !

La valeur des propositions de la Gauche, ce sont nos adversaires eux-mêmes qui la reconnaissent. Regardez leurs promesses : ils les ont prises dans ce programme qu'ils critiquent, eux dont le seul programme a toujours consisté à parer — bien mal ! — au plus pressé.

Dans la deuxième circonscription du Gers, le débat est le même : la Droite multiplie les promesses impossibles à tenir et affirme sans preuves. Elle représente le Pouvoir qui, en abandonnant notre département, est responsable de la baisse des revenus agricoles, ainsi que des contrôles fiscaux contre lesquels ses représentants protestent ! Comment ceux-ci pourraient-ils changer demain une situation voulue par eux ?

Ils ont fait la preuve de leur impuissance et de leur imprévoyance et proposent, trop tard, des mesures que seule la Gauche est capable d'appliquer ; ce sont les mesures que nous réclamons depuis la signature du Programme Commun de Gouvernement de la Gauche en 1972 et que les trois partis rappellent dans leur déclaration commune du 13 mars 1978.

Nous ne donnerons ici que les plus urgentes pour sortir le Gers du marasme :

— garantie et amélioration des revenus des exploitants agricoles ;

— lutte contre la spéculation foncière pour garder la terre à ceux qui la travaillent ;

— relèvement des allocations familiales de 50 % d'ici au 1er janvier 79 et fixation à 1.300 F. du minimum vieillesse et de l'allocation pour handicapés adultes ;

— création des emplois nécessaires par un nouvel aménagement du territoire et de la politique industrielle (secteur agro-alimentaire en particulier) ;

— allègement fiscal pour les petits commerçants et artisans ;

— politique équitable des loyers et des charges locatives, juste indemnisation pour les rapatriés.

Le 19 mars 1978 — à CONDOM comme partout en France — vous voterez massivement pour battre les candidats de la Droite.

Dans le même élan qu'en 1973 et qu'aux Municipales, vous nous apporterez les quelques centaines de voix qui nous manquent pour assurer, dans l'alternance démocratique, la Victoire d'une nouvelle Majorité en votant et en faisant voter pour le candidat de l'Union de TOUTE la Gauche :

André CELLARD

Le Parti Communiste et son candidat, Gérard LACAZE appellent toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leur suffrages le 19 mars sur André CELLARD devenu le candidat d'Union de toute la Gauche.

Gérard LACAZE

Michel GHIRARDI, candidat du Front auto-gestionnaire, appelle tous les électeurs qui ont bien voulu lui faire confiance le 12 mars à reporter leurs suffrages sur André CELLARD, candidat d'Union de la Gauche.

Michel GHIRARDI

Imp. C. Proust - Condom

GIRONDE

Première circonscription :		
Cantons de : Bordeaux-I (moins la commune de Bruges), Bordeaux-II.	**M. Jean VALLEIX**	élu au 2e tour.
Deuxième circonscription :		
Cantons de : Bordeaux-III, Bordeaux-IV (moins la commune de Talence).	**M. Jacques CHABAN-DELMAS**	élu au 1er tour.
Troisième circonscription :		
Cantons de : Bordeaux-V, Bordeaux-VI (moins la commune de Bègles); commune de Talence.	**M. Henri DESCHAMPS**	élu au 2e tour.
Quatrième circonscription :		
Cantons de : Bordeaux-VII, Carbon-Blanc, Créon.	**M. Philippe MADRELLE**	élu au 2e tour.
Cinquième circonscription :		
Cantons de : Blanquefort, Castelnau-de-Médoc, Lesparre-Médoc, Pauillac, Saint-Laurent-et-Benon, Saint-Vivien-de-Médoc ; commune de Bruges.	**M. Raymond JULIEN**	élu au 2e tour.
Sixième circonscription :		
Cantons de : Mérignac, Pessac ; commune de Bègles.	**M. Michel SAINTE-MARIE**	élu au 2e tour.
Septième circonscription :		
Cantons de : Arcachon, Audenge, Bazas, Belin, Captieux, Grignols, Labrède, Saint-Symphorien, La Teste, Villandraut.	**M. Pierre LATAILLADE**	élu au 2e tour.
Huitième circonscription :		
Cantons de : Auros, Branne, Cadillac, Langon, Monségur, Pellegrue, Pondensac, La Réole, Saint-Macaire, Sauveterre-de-Guyenne, Targon.	**M. Pierre LAGORCE**	élu au 2e tour.
Neuvième circonscription :		
Cantons de : Castillon-la-Bataille, Coutras, Libourne, Lussac, Pujols, Sainte-Foy-la-Grande.	**M. Robert BOULIN**	élu au 2e tour.
Dixième circonscription :		
Cantons de : Blaye-et-Sainte-Luce, Bourg, Fronsac, Guîtres, Saint-André-de-Cubzac, Saint-Ciers-sur-Gironde, Saint-Savin.	**M. Bernard MADRELLE**	élu au 2e tour.

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE - 1re CIRCONSCRIPTION
ELECTIONS LEGISLATIVES - MARS 1978

DEPUTE DE LA GIRONDE
Rapporteur du budget de l'Equipement
Vice-Président de l'Union de l'Europe occidentale
Délégué au Conseil de l'Europe
Officier de réserve
Marié, trois enfants

Jean VALLEIX

CANDIDAT D'UNION POUR LA MAJORITÉ

R.P.R. - P.R. - C.D.S. - C.N.I.P.

LIBRES, allons plus loin

LIBRES

LA FRANCE, libre, grâce à l'effort de tout un peuple, a pu devenir l'une des quatre premières puissances industrielles du monde, effort inspiré et orienté par les Gouvernements de la Ve République.

Dans ce climat de liberté, en vingt ans, **la VIE des FRANÇAIS s'est transformée.** Les changements sont étonnants : niveau de vie, équipements sociaux, industrialisation, protection sociale, culture, loisirs...

POURTANT CE PROGRÈS EST MENACÉ

par le piège d'un socialisme qui s'est fait doucereux : une rose apparemment sans épines dissimule, entretient et favorise **l'implacable mécanisme du marxisme totalitaire.** Les démocraties populaires sont toutes nées de la complicité socialo-communiste. Pas une seule n'a retrouvé l'espérance de la liberté.

IL FAUT SAUVER LA LIBERTÉ

ALLONS PLUS LOIN

Il faut, par une concertation toujours plus grande, permettre la participation de tous.

Il faut, par des actions toujours plus audacieuses, toujours mieux coordonnées, animées d'un souffle toujours plus généreux et réfléchi :

- **réaliser une meilleure égalité des chances,**
- **supprimer les injustices qui subsistent,**
- **reconnaître à chacun sa dignité et le rendre responsable.**

UFI - PESSAC

AGISSONS

- Pour une nouvelle politique de l'économie préconisant l'expansion par la liberté et la participation sans contrainte.
- Pour le droit au travail, en particulier pour les jeunes et les handicapés ; pour le respect de la liberté du travail.
- Pour la solidarité et la justice, envers tous les défavorisés, les jeunes et les anciens.
- Pour un statut social de la mère de famille, pour la reconnaissance d'un salaire maternel.
- Pour une meilleure qualité de la vie, de l'environnement, du logement.
- Pour une éducation garantissant un épanouissement sans contrainte de la personnalité de nos enfants.
- Pour le rayonnement dans le monde de notre FRANCE, toujours plus humaine, pour une EUROPE confédérale et indépendante.
- Pour la sécurité des citoyens, de leurs biens et du pays.

ENSEMBLE

TOUT CELA EST POSSIBLE AVEC VOUS

Dans l'esprit voulu par le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, un accord a été conclu dans notre circonscription sous l'égide de **Jacques CHABAN-DELMAS,** entre les formations :

R.P.R. - P.R. - C.D.S. - C.N.I.P.

POUR
BORDEAUX
CAUDÉRAN
LE BOUSCAT
POUR
LA FRANCE

AVEC
SIMONE
SUPPLEANT

NOAILLES

Educatrice Spécialisée
Adjoint au Maire de Bordeaux
pour l'Action Sociale
Conseiller Général du 2e Canton

NOUS FORMONS UNE ÉQUIPE

Avec vous, allons plus loin vers de nouvelles espérances

Vu : LE CANDIDAT

Votez Jean VALLEIX

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE - 1re CIRCONSCRIPTION
ELECTIONS LEGISLATIVES - MARS 1978

DEPUTE DE LA GIRONDE
Rapporteur du budget de l'Equipement
Vice-Président de l'Union de l'Europe occidentale
Délégué au Conseil de l'Europe
Officier de réserve
Marié, trois enfants

Jean VALLEIX

UNION DE LA MAJORITÉ

pour une société toujours plus juste et plus humaine

Entre vos mains, LE CHOIX D'UN AVENIR LIBRE

27 387 électrices et électeurs, dans la même volonté d'un avenir libre, ont donné un premier coup d'arrêt au marxisme dans notre circonscription. Je vous remercie de votre confiance ; j'en ressens avec Simone NOAILLES toute la responsabilité.

Aujourd'hui je m'adresse à vous **TOUTES ET TOUS QUEL QUE SOIT VOTRE VOTE DU PREMIER TOUR :**

A VOUS qui croyez à un avenir plus juste parce que l'injustice vous est insupportable.

A VOUS qui croyez à un avenir plus humain parce que vous êtes attachés au respect de la dignité de l'homme.

A VOUS TOUS QUI ETES D'ACCORD SUR L'ESSENTIEL et qui croyez au changement sans révolution dans la liberté.

DEPUIS LUNDI UN NOUVEAU DANGER...

UFI - PESSAC

Lundi 13 mars

REUNION DU SOMMET DE LA GAUCHE.

Mitterrand a cédé sur tout.

Pour obtenir les voix communistes sans lesquelles il ne peut rien, F. Mitterrand s'est plié à toutes les exigences du Parti communiste, plus que jamais en position de force pour imposer sa loi.

QUEL CYNISME : **L'AVENIR DES FRANÇAIS ET DE LA FRANCE A ETE BACLE EN MOINS DE 3 HEURES.**

Dans la première Circonscription le candidat socialiste a déjà installé les communistes au Bouscat, a voulu imposer la domination marxiste à la Communauté urbaine de Bordeaux ; comme tous les socialistes il a besoin des voix communistes.
IL EST L'OTAGE DU PARTI COMMUNISTE.

ENSEMBLE, ALLONS PLUS LOIN

- Pour vaincre la crise et assurer le plein emploi.
- Pour relancer l'économie et la liberté d'entreprendre.
- Pour améliorer les conditions de vie, de travail, de loisir.
- Pour défendre la qualité de la vie.
- Pour promouvoir la famille, gardienne des valeurs civiques et morales.

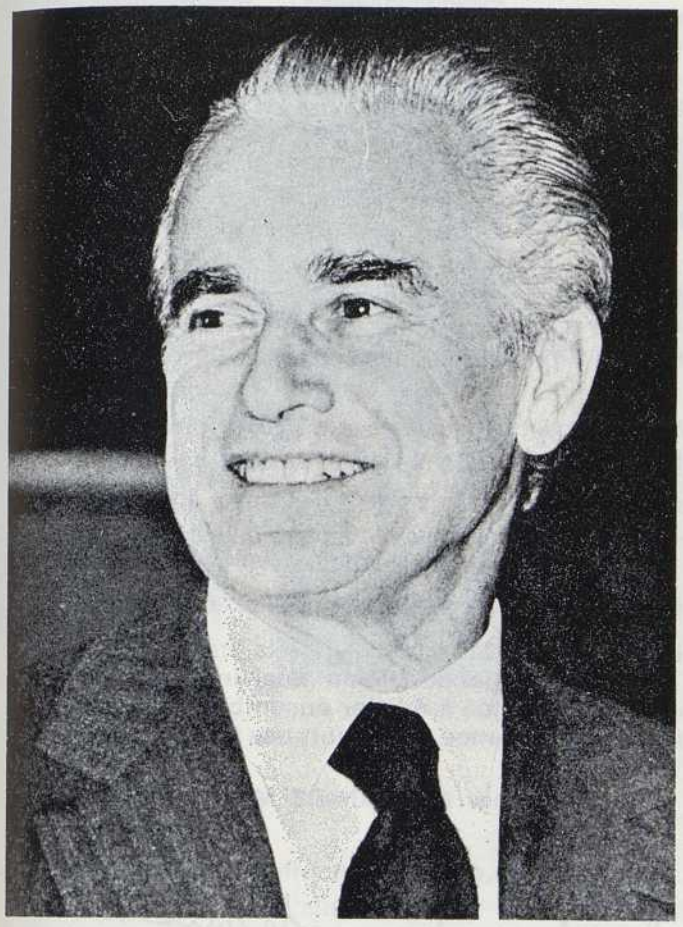
Pour Bordeaux, Caudéran, Le Bouscat.

Pour la France, libre et indépendante.

Jean VALLEIX

Simone NOAILLES
SUPPLEANTE

Votez Jean VALLEIX



Ensemble pour Bordeaux et pour la France

Le destin de la nation et l'avenir de chacun et chacune d'entre nous se déterminent une fois encore à l'occasion de ces élections législatives. Nous ne laisserons pas détruire le bénéfice de nos efforts tout en étant lucides et conscients du chemin qui nous reste à parcourir vers une **société plus libre, plus solidaire et plus juste.**

La société que nous voulons

L'ordre républicain doit être maintenu rigoureusement, garde-fou indispensable contre le désordre et l'aventure. **Le respect des institutions** permettant la nécessaire stabilité politique et dont le Président de la République est le garant, est la condition indispensable d'une œuvre de longue haleine. **La sécurité des personnes et des biens**, spécialement dans les villes, à une époque où la montée de la violence devient inquiétante, doit être assurée. **La liberté des consciences et de l'enseignement** est un des éléments essentiels de l'épanouissement de chacun que le collectivisme élimine à jamais pour le remplacer par la grisaille du parti unique, de l'opinion unanime, officielle et obligatoire.

Ces valeurs fondamentales pour que notre pays subsiste en lui-même comme dans le monde, découlent des grandes orientations définies par le Général de Gaulle. Le maintien de **l'indépendance nationale** qui entraîne que toutes les décisions concernant la France soient prises en France et nulle part ailleurs, nécessite la modernisation incessante de notre appareil militaire, même si le désarmement général doit être l'objectif de tous.

Enfin, **l'Europe unie** est la seule construction qui va permettre de faire équilibre aux superpuissances et de nous défendre contre les attaques économiques dont nous sommes et serons l'objet.

C'est dans ce cadre que la France pourra poursuivre et accomplir sa mission d'humanité vis-à-vis du Tiers Monde dont la population a plus que jamais besoin de solidarité, de soutien, et de notre **coopération**.

Un nouvel essor économique pour assurer le progrès social

Notre pays subit la brutale transformation de l'économie mondiale. C'est une imposture de vouloir faire croire qu'il s'agit d'une situation essentiellement française. Il nous faut faire face aux nouvelles conditions économiques provenant essentiellement du prix des matières premières. Les outils de la **nouvelle croissance** sont **l'initiative individuelle**, la **petite et moyenne entreprise**, la **libre concurrence** : ils ne sont pas compatibles avec la mainmise de l'Etat sur notre vie quotidienne.

Il faut, sans relâche, accroître la capacité concurrentielle de notre pays, **réduire l'inflation** qui dévore les augmentations de salaire, de retraite, de pension et d'aide de toutes sortes. A cet égard, l'action du gouvernement de Raymond BARRE a été salutaire et il serait injuste de ne pas le reconnaître.

Il faut que nous aidions les **jeunes** à trouver un **premier emploi** à la mesure de la formation professionnelle qu'ils ont reçue. Il faut que tous puissent avoir accès à de nouvelles chances : c'est le but de la **formation permanente** que j'ai instituée lorsque j'étais Premier Ministre. De la même façon, nous devons laisser chacun libre de **choisir**, dans des limites raisonnables, le moment de son **départ à la retraite**.

Gardons-nous des mirages du programme commun communiste ou socialiste. Ces illusions seraient balayées en quelques mois, entraînant une débâcle économique dont chacun de nous constituerait la victime impuissante. Toute atteinte au potentiel économique du pays rendrait impossible la prise en charge des difficultés de tous les défavorisés et empêcherait le développement de la solidarité.

Pour Bordeaux, l'Aquitaine et la France

Notre ville et notre région, au développement desquelles, vous le savez, j'ai toujours apporté une attention de tous les instants, sont réputées pour le **cadre de vie** qu'elles proposent. Il nous appartient sans cesse de l'améliorer afin que **Bordeaux** conserve son rang de **première des grandes villes pour l'écologie** et la **qualité de la vie**.

Mais ce cadre de vie ne correspondrait à rien si le développement économique et la **réduction des inégalités et des injustices** n'assuraient à chacun la certitude d'une vie plus heureuse.

Vous savez que cela a toujours été mon souci et je continuerai avec acharnement à contribuer à **l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés**. J'ai la certitude, pour cela, d'être aidé par vous tous grâce à la concertation que j'ai toujours organisée entre nous et qu'il faut, sans cesse, développer.

Ces grandes lignes directrices des actions que je vous propose, sont garanties par les résultats déjà obtenus.

La **Nouvelle Société** que je vous ai proposée pour assurer notre destin et celui de la France ne peut s'établir qu'avec l'adhésion de chacun de nous. **Seule capable de relancer l'élan vital indispensable à notre peuple, cette Nouvelle Société, que nous avons commencé à édifier ensemble, ici à Bordeaux, est plus nécessaire que jamais pour faire se lever une espérance qui ne soit pas un mensonge.**

Jacques CHABAN-DELMAS.

J. Chaban-Delmas

Jacques CHABAN-DELMAS

maire de bordeaux

commandeur de la légion d'honneur, compagnon de la libération

remplaçant éventuel :

Jacques VALADE

professeur à l'université de bordeaux

chevalier de la légion d'honneur

VU : LE CANDIDAT

U.F.I. - PESSAC

Département de la GIRONDE - ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

TROISIEME CIRCONSCRIPTION

PARTI SOCIALISTE

CANDIDATURE

Henri DESCHAMPS

Député de la Gironde, maire de Talence,

2e vice-président de la Communauté urbaine de Bordeaux

Remplaçant éventuel

Docteur René BACH

Médecin attaché à l'Hôpital
des Enfants de Bordeaux,
Ancien chef de clinique adjoint
de la Faculté de Médecine.

Chère électrice, cher électeur,

Répondant à l'affectueuse pression de mes camarades du PARTI SOCIALISTE de Bordeaux et de Talence, et à celle, aussi pressante, de mon ami François MITTERRAND, j'ai accepté de venir vous demander une fois de plus votre amitié et votre confiance.

Nous sommes à l'heure du choix et les scrutins des 12 et 19 mars prochains décideront pour de longues années du sort de notre pays. Allons-nous réélire ceux qui ont conduit depuis 20 ans une politique d'erreurs, d'échecs, de faillite et de misère ? **ou allons-nous changer de cap pour changer la vie,** vivre mieux et ensemble ?

Le choix vous appartient, en toute souveraineté.

Le bilan de faillite de la Droite : Giscard, Chirac et Barre, 20 années de pouvoir absolu : 20 années d'échecs tous azimuths. Seuls gagnants : les Privilégiés de la fortune et de la naissance.

Ces échecs s'appellent : inflation galopante, hausse ininterrompue des prix, diminution du pouvoir d'achat, vie chère, **un chômage grandissant qui va bientôt frapper 1 500 000 travailleurs.**

Ajoutez à ce sombre tableau **des impôts écrasants et injustes, des centaines de milliers de jeunes sans travail** et prêts à la révolte, une expansion économique lymphatique dont tous les profits sont réservés à une infime minorité de gros possédants.

Allons jusqu'à la fin du voyage au bout de la nuit. Voici la longue cohorte des **commerçants et des artisans éliminés du circuit économique** et celle des millions de vieillards aux retraites de misère et de honte pour notre société de consommation.

Et, en face, triomphante, **l'insolence des profits des riches et des puissants.** Plus grande est la misère, plus confortables sont leurs revenus !

IL FAUT QUE ÇA CHANGE !

Changer de cap pour changer la vie et vivre mieux

Les JUSTES et EFFICACES SOLUTIONS du PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

Dans le cadre très restreint de cette circulaire, nous ne pouvons que résumer les dispositions essentielles de ce Programme Commun :

- **Le S.M.I.C. à 2 400 F par mois ;**
- **l'augmentation** en un temps **de 50 % pour les allocations familiales ;**
- **la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes ;**
- la 5e semaine de congés payés ;
- la fixation à 50 % du S.M.I.C. des allocations de chômage et au 2/3 de ce salaire lorsque le chômeur est le seul salarié de la famille ;
- **l'augmentation généralisée des pensions et retraites par référence au S.M.I.C. en ce qui** concerne le minimum vieillesse ;
- la relance de la consommation populaire par l'augmentation du niveau de vie ;
- l'abaissement ou la suppression de la T.V.A., notamment sur les produits de grande consommation ;
- la création de plus de 150 000 emplois publics et de 60 000 emplois à la disposition des associations locales ;
- la réforme des collectivités locales et la création d'une banque nationale et de banques régionales d'investissement ;
- **la nationalisation de 9 groupes industriels, du secteur bancaire et du secteur du crédit ;**
- l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise ;
- l'augmentation de 19 à 30 % de la part des collectivités locales dans l'ensemble des ressources publiques fiscales.

VOUS AUREZ A CHOISIR

— Entre une société au service de L'ARGENT ou une société au service de L'HOMME, la nôtre.

— Un socialisme à visage humain et le droit au bonheur dépendent de vous.

Ouvrez toutes grandes les portes à l'Espérance et à la Vie.

Henri DESCHAMPS

Député de la Gironde - Maire de Talence

2e vice-président de la Communauté urbaine de Bordeaux,
Président de la Commission d'administration générale de la C.U.B.,
Conseiller régional d'Aquitaine

REMPLAÇANT EVENTUEL :

DOCTEUR RENÉ BACH

Médecin attaché à l'Hôpital des Enfants de Bordeaux,
Ancien chef de clinique adjoint à la Faculté de Médecine de Bordeaux.

Imp. Alex JARLET - Bordeaux

Vu les Candidats,

Département de la Gironde — Élections législatives

TROISIEME CIRCONSCRIPTION

SCRUTIN DE BALLOTTAGE DU 19 MARS 1978

CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

Henri DESCHAMPS

Député de la Gironde, maire de Talence,
2e vice-président de la Communauté urbaine de Bordeaux

Remplaçant éventuel

Docteur René BACH

Médecin attaché à l'Hôpital des Enfants de Bordeaux
Ancien chef de clinique adjoint de la faculté de Médecine

POUR l'UNION de TOUTES les FORCES de la GAUCHE

MOBILISATION GENERALE !

Chères Électrices, Chers Électeurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier de m'avoir placé très largement en tête des 9 candidats qui sollicitaient vos suffrages. Cette marque de confiance est pour l'homme simple et sensible que je suis une inestimable récompense qui me fait chaud au cœur.

POUR DIMANCHE PROCHAIN UN PREMIER OBJECTIF, UN PREMIER MOT D'ORDRE :

UNION TOTALE DES FORCES DE LA GAUCHE
POUR BATTRE LE PARACHUTISTE CHIRAQUIEN R.P.R.

Le scrutin de ballottage est très favorable à la Gauche, les 3 candidats de la Droite réactionnaire : R.P.R., P.R. et C.D.S. ne totalisant que 16 000 voix sur 38 000 suffrages exprimés. Restent donc 22 000 voix qui ont refusé de cautionner la Droite. Sur ces 22 000 voix, 12 185 m'ont déjà fait confiance. Les autres, à part quelques centaines, sont femmes et hommes de Gauche. Grâce à l'accord signé entre le Parti Socialiste, le Parti Communiste et les Radicaux de Gauche, la victoire ne saurait nous échapper dimanche prochain.

Aujourd'hui candidat de l'Union de la Gauche, je pourrai donc, grâce à vous toutes et tous, battre le candidat de la Droite réactionnaire, candidat du Rassemblement de tous les conservateurs.

Mais cette union des 3 partis signataires du Programme commun de gouvernement n'est pas seulement une opération électorale.

C'EST AUSSI UNE UNION POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME COMMUN.

Du côté de la Droite conservatrice, l'inflation, la hausse des prix, les bas salaires, un chômage sans cesse croissant, une jeunesse sans espérance, des millions de vieillards réduits à des retraites de misère, c'est leur bilan.

UN RÉGIME RÉACTIONNAIRE AU SERVICE DES PUISSANCES DE L'ARGENT !

AU CONTRAIRE, DU CÔTÉ DE LA GAUCHE UNIE, NOUS VOULONS CHANGER DE CAP POUR CHANGER LA VIE, VIVRE MIEUX ET ENSEMBLE grâce au Programme commun dont voici les grandes options :

— Le S.M.I.C. à 2 400 F au moins, et la participation des travailleurs aux produits de l'expansion ;
— 50 % d'augmentation des allocations familiales sur un an, une retraite décente pour nos anciens ;
— Le droit à la retraite à 55 et 60 ans ;
— La cinquième semaine de congés payés ;
— La relance économique grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat ;
— L'extension du secteur public par la nationalisation intégrale des neuf grands groupes industriels et celle des banques privées.

En votant pour le candidat de l'Union de la Gauche, vous ouvrirez toutes grandes les portes à l'espérance.

— L'espérance de tout un peuple, qui depuis des millénaires, attend de pouvoir prendre en main son destin.

— Une espérance qui demain sera une réalité.

Je compte sur vous. Tous unis nous vaincrons.

Henri DESCHAMPS

Député de la Gironde, Maire de Talence,

2e vice-président de la Communauté urbaine de Bordeaux,

Président de la Commission d'administration générale de la Communauté urbaine de Bordeaux,

Conseiller régional.

CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

Vu les Candidats,

Imp. Alex JARLET, Bordeaux

PARTI SOCIALISTE

Philippe MADRELLE

CANDIDAT

Maire de Carbon-Blanc - Président du Conseil Général

DÉPUTÉ

Pierre GARMENDIA

Suppléant

Maire-Adjoint de Cenon - Cadre Administratif

Chers Concitoyens.

Lorsque j'ai sollicité vos suffrages, en 1968, comme second de **René CASSAGNE** et, en 1973, comme candidat titulaire, j'ai pris l'engagement de défendre, partout et en toutes circonstances, **L'UNION DE LA GAUCHE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME COMMUN.**

J'ai scrupuleusement tenu mes engagements et, chacun peut le constater en lisant mes interventions à l'Assemblée Nationale ou au Conseil Général, sans oublier les nombreuses fois où j'ai dû prendre la parole dans des manifestations organisées en Gironde par les municipalités, les associations, les syndicats, les formations politiques de la gauche, etc.

Je vous avais également promis d'être **à la disposition de tous et de chacun :** tous ceux qui m'ont écrit ont reçu une réponse et le maximum a été fait pour les aider, de même que j'ai reçu toutes les personnes qui m'ont demandé rendez-vous dans mes permanences, à la mairie de Carbon-Blanc, à mon cabinet de la présidence du Conseil Général, dans diverses mairies où je me trouvais d'aller, parfois même, de jour comme de nuit, à mon propre domicile.

Mais comme la majorité d'entre vous, mes Chers Concitoyens, j'attends aussi le verdict de l'ensemble du Peuple Français.

J'attends de nos compatriotes un jugement sévère sur la gestion de la majorité sortante : depuis les dernières élections législatives de 1973, les prix ont augmenté de près de 60 % malgré tant de plans et de contre-plans anti-inflation de MM. CHIRAC, BARRE ; le chômage a progressé, il y a bien longtemps que **le million de chômeurs est dépassé ; plus de 62 500 petites entreprises** commerciales et artisanales ont disparu en cinq ans par faillite ou liquidation judiciaire ; en franc corrigé de l'inflation, le revenu agricole a diminué de 40 % ; **nos villes, nos campagnes, sont marquées par l'insécurité et la violence,** qui sont les conséquences de la misère, du chômage des jeunes, des craintes du lendemain, sans oublier les malheurs cachés, les handicapés qui attendent justice, les personnes âgées et malades qui attendent mieux-être et considération.

Aujourd'hui, la France connaît le scandale de l'injustice, du bonheur pour quelques-uns et du malheur pour le plus grand nombre.

Comme nous tous, comme en 1973 mais plus encore, car la situation s'est aggravée, **VOUS VOULEZ LE CHANGEMENT.**

CE CHANGEMENT, SEULE LA GAUCHE ET SON PROGRAMME GENEREUX DE JUSTICE ET DE PROGRES, PEUT VOUS L'APPORTER.

CE SONT DES MESURES IMMEDIATES QUI SERONT PRISES SI, DEMAIN ET A PARTIR DU 3 AVRIL 1978, LES SOCIALISTES ET LEURS PARTENAIRES ONT LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE :

— **LE S.M.I.C. à 2 400 francs** pour 40 heures de travail par semaine et une aide aux petites entreprises et aux petits agriculteurs pour supporter sans difficultés les charges résultant de cette augmentation des bas salaires.

— **La retraite dès 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes** et les emplois pénibles, au taux applicable à 65 ans.

— **La 5e semaine de congés payés,** l'allongement du **congé maternité,** une augmentation en un an de 50 % des **allocations familiales** dont 25 % dès le 1er avril.

— La fixation du **minimum vieillesse** pour toutes les catégories (salariés, commerçants, artisans, agriculteurs, etc.) à 1 300 francs par mois pour le porter progressivement à 80 % du S.M.I.C.

— Réorganisation du service militaire national obligatoire et égal pour tous.

— **La justice** pour les handicapés, des emplois publics et privés pour résorber le chômage, les libertés rétablies et défendues, la réforme des finances des collectivités locales pour donner aux communes, aux départements, aux régions les moyens de satisfaire vos besoins.

— Nationalisation des neuf grands groupes industriels et de crédit.

— **Une grande réforme économique** qui donne à l'Etat, par la planification, les moyens d'engager une nouvelle politique tout en défendant les petites et moyennes entreprises, la liberté d'entreprendre, la petite propriété.

— Un enseignement qui donne ses chances à chacun et qui débouche sur l'emploi.

— Droit à la formation permanente.

— **L'équité pour les rapatriés, les anciens combattants trompés depuis si longtemps** par les gouvernements de la droite, **la garantie d'un revenu rémunérateur aux paysans** mieux protégés par les offices, par produits, les Safer réformées et le Crédit Agricole redevenu mutualiste.

— Un véritable **plan de lutte contre la pollution et les nuisances.**

— **Plan de protection de la Nature.**

TOUT CECI EST INDISPENSABLE POUR VIVRE MIEUX EN FRANCE, EN AQUITAINE, EN GIRONDE, SUR NOTRE CHERE RIVE DROITE où nous avons déjà tant fait et où il reste encore tant à faire dans les domaines culturel, industriel, hospitalier, agricole, dans celui du logement et des équipements collectifs. **Il n'est pas normal qu'il m'ait fallu plus de 5 ans pour obtenir enfin la construction de l'hôpital de Lormont.**

C'EST AUJOURD'HUI QUE VOUS DEVEZ CHOISIR UNE AUTRE POLITIQUE, UN AUTRE PROGRAMME, D'AUTRES HOMMES.

CAR AUJOURD'HUI, TOUT PEUT ENCORE CHANGER MALGRE LE BILAN DESASTREUX, LES CAISSES VIDES QUE NOUS ALLONS TROUVER SI LA GAUCUE VICTORIEUSE PREND BIENTOT LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT DE LA FRANCE.

MAIS NOUS AVONS LES MOYENS DE FAIRE FACE GRACE AUX DISPOSITIONS DE NOTRE PROGRAMME, A LA DISPONIBILITE DE NOS RESPONSABLES, A LEUR SENS DE L'INTERET GENERAL, A LEUR DESINTERESSEMENT ET A LEUR DEVOUEMENT.

ET LE MEILLEUR DES MOYENS, CELUI QUI NOUS DONNERA LE COURAGE ET LA FORCE D'ENGAGER LES REFORMES PROFONDES QUE LE PAYS ATTEND, C'EST LA CONFIANCE MASSIVE DES MILLIONS DE CITOYENNES ET DE CITOYENS QUI EN ONT ASSEZ DE LA DROITE ; DES INJUSTICES, DE LA RECESSION, DE LA VIE DANS L'INQUIETUDE DU LENDEMAIN.

MES CHERS CONCITOYENS, depuis bientôt dix années, j'ai l'honneur et la charge de vous représenter à l'Assemblée Nationale. Vous savez tout ce que j'ai tenté de faire pour vous, tout ce que j'ai pu réussir dans cette circonscription : et pourtant j'étais dans l'opposition au Parlement ! ! !

Si demain j'appartiens à la majorité de gauche, fort de votre confiance, fort de celle des millions de Françaises et de Français qui se seront reconnus **dans le combat de la gauche,** je ferai plus encore pour que

VIVE LA 4e CIRCONSCRIPTION !
VIVE NOS CHERS CANTONS DE BORDEAUX-BASTIDE, CARBON-BLANC, CENON ET CREON !
VIVE LA REPUBLIQUE ET VIVE LA FRANCE !
DANS LA JUSTICE SOCIALE, LE PROGRES ET LA LIBERTE !

avec

Philippe MADRELLE

et Pierre GARMENDIA

changez la vie !

Le Parti Socialiste et les Radicaux de Gauche vous appellent à vous retrouver plus de **sept millions** au soir du 1er tour pour assurer la victoire de la Gauche et ouvrir à la France la voie d'un véritable renouveau.

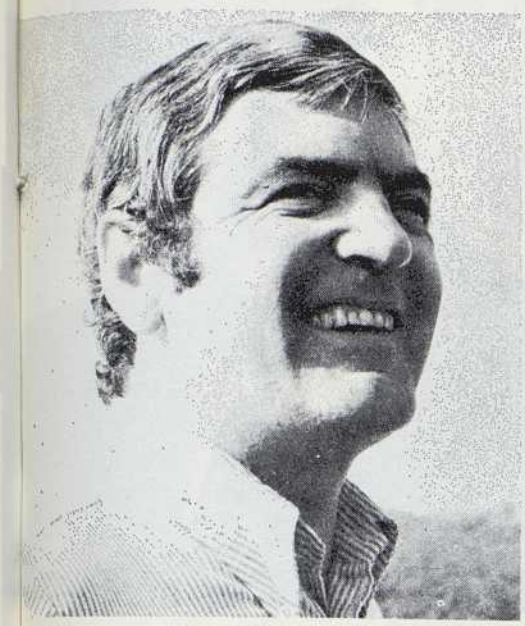
Votez et faites voter pour les candidats du changement !

Philippe Madrelle et Pierre Garmendia

VU, LES CANDIDATS.

Imp. des Quatre-Pavillons — 33150 CENON.

Candidat d'Union de toute la Gauche



Philippe MADRELLE

DÉPUTÉ SORTANT

Maire de Carbon-Blanc - Président du Conseil Général de la Gironde

Remplaçant éventuel :

Pierre GARMENDIA

Maire-Adjoint de Cenon - Cadre Administratif

présentés par le **PARTI SOCIALISTE**

Electrices, Electeurs, Chers Amis,

Merci de tout cœur aux 28 973 d'entre vous qui m'ont placé **TRES LARGEMENT EN TETE AU PREMIER TOUR, DANS TOUTES LES COMMUNES DE LA CIRCONSCRIPTION,** avec six mille voix de plus qu'en 1973 et dix-sept mille voix d'avance sur le représentant chiraquien.

Le corps électoral a ainsi rendu justice au travail sérieusement accompli, en même temps qu'il a fait échec aux insinuations perfides et mensongères.

La gauche, dans notre circonscription, a rassemblé sur ses candidats un nombre de voix considérable, représentant plus de **SOIXANTE-CINQ POUR CENT** des suffrages exprimés. C'est un très grand succès, qui augure bien des résultats de dimanche prochain.

Conformément aux accords passés entre le Parti Socialiste, les Radicaux de Gauche et le Parti Communiste, je deviens, au second tour, du fait du désistement en ma faveur de Michel BROQUA, le **CANDIDAT UNIQUE DE TOUTE LA GAUCHE ET DE TOUS LES AUTRES DEMOCRATES POUR L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN.**

En cette qualité, je sollicite la confiance de tous les électeurs et électrices de gauche, ainsi que celle de tous les républicains et démocrates désireux d'un profond changement de politique que seule la gauche est désormais en mesure d'offrir.

Que chacun fasse son devoir et la victoire est à notre portée, non seulement dans cette circonscription, mais dans l'ensemble du pays.

Vive la Gironde ! Vive la République !

Philippe MADRELLE

Député sortant,
Président du Conseil Général de la Gironde, maire de Carbon-Blanc,
Candidat d'Union de toute la Gauche.

Remplaçant éventuel :

Pierre GARMENDIA
Maire adjoint de Cenon, cadre administratif.

Le Parti Communiste et son candidat *Michel BROQUA* appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur *Philippe MADRELLE* devenu **le CANDIDAT d'UNION de TOUTE la GAUCHE.**

VU, LES CANDIDATS.

IMPRIMERIE DES QUATRE-PAVILLONS - 33 - CENON

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

5e CIRCONSCRIPTION DE LA GIRONDE

Dr Raymond-Georges JULIEN

Conseiller général du canton de Blanquefort
Président du Mouvement des Radicaux de Gauche de la Gironde
Membre du Bureau national
Chevalier de l'ordre national du Mérite

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE ET DES RADICAUX DE GAUCHE

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Bernard BAZINGETTE

Maire-adjoint de Lesparre
Parti Socialiste

Chère électrice, cher électeur,

1973 - Qui se souvient du programme de PROVINS ?

1974 - Dès son élection, V. Giscard d'Estaing déclare : « Vous m'avez élu pour que je conduise le changement. Vous ne serez pas déçus ». On sait la suite...

1978 - Le programme de Blois n'est autre que celui de M. Ceyrac et du grand patronat.

Ne soyez pas dupes une nouvelle fois de l'illusionnisme de la droite. Son bilan est lourd.

Le plan Barre, en voulant lutter contre l'inflation et le chômage par la récession, renouvelle l'erreur historique de la droite entre les deux guerres. C'est l'échec.

La hausse des prix se maintient (9 % malgré une baisse de la T.V.A.).

Le chômage bat tous les records malgré les manipulations des indices.

Le franc accélère sa dégringolade (5 % par rapport au mark allemand en 3 semaines).

Le déficit du commerce extérieur dépassera 15 milliards, malgré la diminution des importations due à la récession et au sous-emploi.

La production chute de 5,2 % à 2,5 %. Et sourd à tout cela, M. Barre précise son intention de continuer. Ce serait donc, avec lui, la poursuite de l'inflation, de la baisse du pouvoir d'achat, la fin de tout espoir pour les demandeurs d'emploi.

Par contre, c'est la promesse de super-bénéfices pour les trusts (profits en augmentation de 30 à 60 % en 1977).

Tel est le résultat de la logique capitaliste du profit à court terme, avec le **sacrifice de l'homme et de son environnement** aux grands intérêts financiers dont la droite au pouvoir est le porte-parole.

1978 doit être l'année d'un changement profond.

Seule, la Gauche est en mesure de l'apporter.

Les solutions sont **celles du Programme Commun.** Sur les points qui restent en divergence, les électeurs au 1er tour se prononceront. Au 2e tour, une seule règle : désistement pour le candidat d'Union de la Gauche arrivé en tête au 1er tour.

Sans pouvoir ici développer l'ensemble, voter **UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE ET DEMOCRATE,** c'est notamment :

- Le S.M.I.G. à 2 400 F. L'Etat finançant 200 F de charges sociales par salarié et par mois pour atténuer l'effet de cette mesure sur les comptes des entreprises.

- *La revalorisation du minimum vieillesse à 1 300 F par mois, et les allocations familiales (50 % en deux temps).*
- *L'attribution de la moitié du S.M.I.G. à tous les chômeurs indemnisés, et des deux tiers aux chômeurs chefs de famille.*
- *La création de 400 000 emplois en 1978.*
- *La retraite possible à taux plein à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.*
- *Le blocage temporaire des prix.*
- *La nationalisation du crédit et des neuf groupes industriels inscrits dans le texte de 1972.*
- *L'impôt sur les fortunes dépassant 2 millions de francs.*
- *L'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale.*
- *Une qualité nouvelle de la vie.*
- *La promotion de la femme, de la jeunesse, un effort accru en faveur du troisième âge.*
- *La défense des droits des anciens combattants, des rapatriés.*
- *La démocratie dans l'entreprise avec une perspective autogestionnaire.*
- *Le développement régional.*
- *La défense des P.M.E.*
- *Une politique agricole équitable.*
- *La réforme fiscale.*
- *La protection de l'épargne populaire.*
- *Le développement de la coopération internationale.*
- *La défense des libertés.*

Malgré tous les ministres du département **le Médoc a été ignoré dans le 7e plan.**

Ses problèmes ne peuvent trouver leur solution qu'avec une majorité de Gauche, réalisant une **authentique décentralisation,** donnant les pouvoirs indispensables aux communes, aux départements, aux régions. Et avec des hommes décidés à agir au niveau national dans ce sens.

C'est le désenclavement, le franchissement du fleuve, le développement du port du Verdon, une industrialisation non polluante, réclamant de la main-d'œuvre, et **respectant le cadre et la qualité de la vie,** la voie rapide en tenant compte de l'avis des communes concernées.

C'est l'effort persévérant, à tous les niveaux (et nous nous y employons) pour sauvegarder les entreprises en difficulté, notamment la S.E.D.A.M., pour développer l'emploi en Médoc. C'est la poursuite de l'assainissement, des grands travaux nécessaires.

VOUS ALLEZ FAIRE VOTRE CHOIX

Ceux qui prétendent se situer au Centre Gauche, ou dessiner des ententes hétéroclites aux contours incompréhensibles, veulent vous duper.

Le R.P.R. avec Chirac a son candidat. Les Gaullistes de gauche ont le leur. Et M. Achille-Fould, qui voulait se situer partout et nulle part, est relégué dans « ce pâté réduit à la cuisson » où se trouvent, pour la circonstance, pêle-mêle MM. J.-J. S.-S., Lecanuet, Soisson et compagnie.

A GAUCHE TOUT EST CLAIR

Raymond-Georges JULIEN

est le candidat commun au Parti Socialiste et aux Radicaux de Gauche.

le candidat de F. MITTERAND et de R. FABRE

Les sections socialistes du Médoc ont porté leur choix sur **B. BAZINGETTE** maire-adjoint de Lesparre pour être son suppléant.

Le Socialisme est une idée qui fait son chemin.

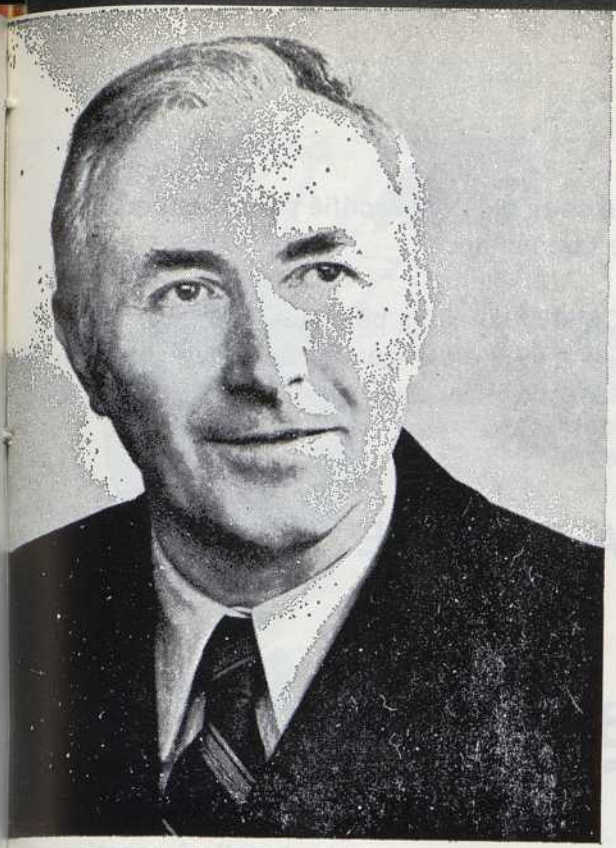
en votant pour R.-G. JULIEN et B. BAZINGETTE

vous tranformerez en victoire la grande espérance de millions de Français ;

vous ouvrirez la voie à une vie meilleure.

Imp. Alex JARLET - Bordeaux

Vu : Les Candidats.



DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

SCRUTIN DE BALLOTTAGE

5e CIRCONSCRIPTION

Dr Raymond-Georges JULIEN

Conseiller général du canton de Blanquefort

CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Bernard BAZINGETTE

Maire adjoint de Lesparre

Chère Électrice, Cher Électeur,

Pour la première fois, l'addition des voix de Gauche exprimées au 1er tour, où chacun vote selon sa préférence parmi l'éventail des candidats, est largement majoritaire en MÉDOC (plus de 4 000 voix).

Placé en tête des candidats de Gauche, je mesure le poids de ma responsabilité puisque, en application de l'accord signé entre le P.S., le P.C. et le M.R.G., je suis maintenant le **CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE** au 2e tour des élections.

L'enjeu est historique. Si chacun en a pleinement conscience, la majorité des voix obtenues au 1er tour débouchera le 19 sur la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale. Cette victoire qui doit prendre date dans les luttes de la Gauche contre le conservatisme de la Droite au pouvoir actuellement, peut tenir à quelques sièges. Celui du MÉDOC doit y contribuer. Il sera gagné si chacun fait son devoir. Pour cela pas une voix ne doit être perdue par la Gauche.

Une seule règle : **L'UNION ;**
Un seul moyen : **Le PROGRAMME COMMUN ;**
Une seule fin : **Le GOUVERNEMENT DE LA GAUCHE UNIE.**

Ainsi serons-nous dignes de l'immense espérance qui est née au cœur des Françaises et des Français victimes de la politique du pouvoir au service des intérêts de la grande bourgeoisie et au détriment des travailleurs.

Il n'est plus possible de laisser le MÉDOC aux mains de ceux qui l'ont sacrifié par la politique des grands intérêts capitalistes, masquée par un paternalisme de circonstance.

La droite unie avec A. ACHILLE-FOULD et J.-P. DELHOMME veut vous persuader que les choses ne peuvent pas aller mieux, et ne vous offre comme perspective que la prolongation de la crise avec son cortège d'injustices et d'inégalités. Cette droite est minoritaire dans le pays. Le 1er tour vient de le prouver. Il serait suicidaire de l'oublier.

L'UNION DE TOUTE LA GAUCHE AVEC

R.-G. JULIEN et B. BAZINGETTE

vous appelle à sanctionner les responsables d'une situation aussi déplorable. Par votre vote du 19 mars vous contribuerez à changer la vie de chacun, et à élever l'image de la France dans le monde.

A l'heure où le destin oscille, nous vous demandons gravement de réfléchir. Aujourd'hui tout est possible. Demain il sera trop tard.

VU : Les candidats.

Imp. Alex Jarlet, Bordeaux.

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978
SIXIEME CIRCONSCRIPTION

Michel SAINTE-MARIE

Député sortant - Maire de MERIGNAC
Président de la Communauté urbaine

REMPLAÇANT EVENTUEL :

André PUJOL

Maire de PESSAC

Présentés par le **PARTI SOCIALISTE**

Le 12 mars, les élections seront à la fois un choix de politique et un choix d'hommes.

Elles doivent vous permettre de manifester clairement votre profond désir de changement.

A la fin d'une législature, les députés doivent être jugés sur les résultats de l'action gouvernementale qu'ils ont approuvée s'ils appartiennent à la majorité, ou qu'ils ont condamnée par leurs votes pendant cinq ans s'ils appartiennent à l'opposition, ce qui est mon cas en tant que député socialiste.

Le bilan de la législature de mars 1973 à décembre 1977 est accablant pour la majorité sortante.

* La hausse des prix a été de 63,98 %.
* L'augmentation du chômage a atteint 233,69 %.
* Le déficit budgétaire s'est élevé à 60 milliards.
* Le déficit de la balance du commerce extérieur a dépassé 42 milliards.
* Le franc a perdu plus de 40 % de sa valeur par rapport au Deutsch Mark.
* Le nombre des faillites et des liquidations judiciaires a été de 62 197, soit plus de 10 000 par an.

C'est un échec d'une ampleur exceptionnelle.

Les bilans respectifs de MM. CHIRAC et BARRE ne sont pas plus brillants que ceux de leurs prédécesseurs.

Qu'est-ce qui pourrait inciter les Français qui voient l'asphyxie gagner tous les secteurs économiques, les inégalités et les injustices sociales se développer de plus en plus, la violence et l'insécurité s'étendre chaque jour, à voter pour les candidats de la majorité sortante ?

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fait ce qu'il lui paraît maintenant naturel de promettre ?

Pourquoi le gouvernement ferait-il demain ce qu'il n'a pas été capable de faire hier ?

Pourquoi les Français le croiraient-ils ?

Pourquoi le discours de Blois serait-il plus suivi d'effets que celui de Provins prononcé dans les mêmes conditions en 1973 ?

Nous avons, nous, socialistes et radicaux de gauche, une autre politique à proposer à la France (vous en trouverez les grandes lignes exposées au verso, sous forme de tableaux). Et d'abord une politique de relance sélective de l'économie pour sortir du marasme, éviter la faillite qui nous guette, réduire le chômage.

Le Programme commun existe. Il faut l'appliquer.

Vos candidats :

Michel Sainte-Marie, maire de MERIGNAC, est depuis cinq ans député de la sixième circonscription, c'est-à-dire de Bègles, Villenave-d'Ornon, Gradignan, Canéjan, Cestas, Pessac, Mérignac, Saint-Jean-d'Illac, Martignas. Agé de 39 ans,il fait partie de la nouvelle génération des responsables socialistes qui bâtissent autour de François MITTERRAND un grand Parti Socialiste.

En Gironde, les progrès du Parti Socialiste ont amené un socialiste à la présidence du Conseil général, Philippe MADRELLE, et un socialiste, votre député, à la présidence du Conseil de la Communauté urbaine.

A Paris, **Michel SAINTE-MARIE** continuera, avec des possibilités accrues, à travailler pour la défense des intérêts de notre circonscription et de l'ensemble de l'agglomération bordelaise.

André Pujol : élu en mars 1977 maire de PESSAC à la tête de la liste de Gauche, il travaille avec acharnement et un grand sens de l'humain, à redresser une situation difficile après vingt années de gestion de la droite. Sa carrière dans la S.N.C.F. lui a permis de connaître les conditions de vie des travailleurs et de comprendre leur aspiration au changement.

Ce que proposent les Socialistes

Vivre mieux

MESURES SOCIALES :

* Pas de salaires inférieurs à 2 400 F.
* Minimum vieillesse à 1 300 F par mois.
* Augmentation de 50 % des allocations familiales.
* Répartition plus juste de l'impôt.
* Abaissement de l'âge de la retraite : droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
* Création de 500 000 emplois nouveaux.

SANTE ET SECURITE SOCIALE :

* Une médecine de qualité à la portée de tous.
* Amélioration des services hospitaliers et médicaux.
* Mise en place progressive de la gratuité des soins.

LOGEMENT :

* Mise en chantier de 700 000 logements sociaux.
* Amélioration et réhabilitation de l'habitat existant.

QUALITE DE LA VIE :

* Cinq semaines de congés payés.
* Priorité aux transports en commun.
* Un véritable plan de lutte contre la pollution et les nuisances.
* Plan de protection de la nature.

Vivre autrement

POUR L'EMPLOI :

* Droit au travail pour tous : limitation du droit de licenciement.
* Soutien prioritaire pour l'emploi des jeunes et des femmes.

POUR LE POUVOIR D'ACHAT :

* Lutte contre la hausse des prix, notamment par des économies dans la production.

DANS L'ENTREPRISE :

* Renforcement des droits et compétences des salariés.
* Elargissement de l'initiative et des responsabilités des cadres.

POUR LE COMMERCE ET L'ARTISANAT :

* Réforme de la fiscalité et nouvelle politique du crédit pour la défense des travailleurs indépendants et des P.M.E.

Vivre ensemble

ECONOMIE :

* Nationalisation des neuf grands groupes industriels et du crédit.
* Une politique industrielle équilibrée et diversifiée dans nos régions.
* Redressement de la balance commerciale et des paiements extérieurs.
* Une politique nouvelle de l'énergie.

DROITS ET LIBERTES :

* Une charte des libertés individuelles et collectives.
* Décentralisation complète.
* Démocratisation de la vie collective par l'autogestion et la concertation.
* Sécurité des citoyens par une meilleure justice sociale.

ENSEIGNEMENTS :

* Un enseignement qui donne ses chances à chacun et qui débouche sur l'emploi.
* Droit à la formation permanente.

DEFENSE NATIONALE :

* Conférence mondiale pour l'arrêt de la course aux armements.
* Réorganisation du service militaire national obligatoire et égal pour tous.

Avec nous, changez la vie

Le 12 mars, votez et faites voter pour les candidats du changement afin d'assurer la victoire de la Gauche et ouvrir à la France la voie d'un véritable renouveau

Michel SAINTE-MARIE

André PUJOL

Impr. Alex JARLET - Bx

Vu : LES CANDIDATS

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978
SIXIEME CIRCONSCRIPTION

PARTI SOCIALISTE

Michel SAINTE-MARIE

Député sortant - Maire de MERIGNAC
Président de la Communauté urbaine

REMPLAÇANT EVENTUEL :

André PUJOL

Maire de PESSAC

candidats d'union de toute la Gauche

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les électrices et les électeurs de notre circonscription ont nettement manifesté dimanche dernier leur décision en refusant massivement leur confiance au candidat de droite en se prononçant largement pour le succès de la Gauche.

Vous m'avez placé, avec 32 298 voix, soit 37,07 % des suffrages, nettement en tête des candidats du premier tour, ce dont je vous remercie sincèrement.

L'accord politique conclu avec nos partenaires de l'Union de la Gauche fait aujourd'hui de moi, dans cette sixième circonscription, le candidat d'union de toute la Gauche.

J'ai donc l'honneur de représenter, comme en 1973, le Programme commun de gouvernement face à la droite, dont la politique a coûté si cher aux travailleurs.

Mais, à la différence de 1973, le premier tour a montré que désormais, la Gauche est majoritaire en France : les partis de Gauche ont affirmé solennellement au lendemain du premier tour leur volonté de tout mettre en œuvre pour aboutir à la constitution d'une majorité commune pour un gouvernement commun de la Gauche.

C'est donc une mobilisation générale de toute la Gauche, de tous nos électeurs, de tous les travailleurs qui doit permettre d'obtenir le changement.

En bloquant dimanche vos suffrages, sur notre candidature, vous affirmerez la force du grand courant populaire indispensable pour « changer la vie » dès le lendemain de notre victoire.

Pas une voix ne doit être perdue pour la Gauche.

Tout doit être fait pour battre la droite.

En répondant à notre appel, vous nous donnerez les moyens de poursuivre ardemment notre travail pour la défense des intérêts de notre circonscription et de toute l'agglomération bordelaise.

Dimanche, votez pour

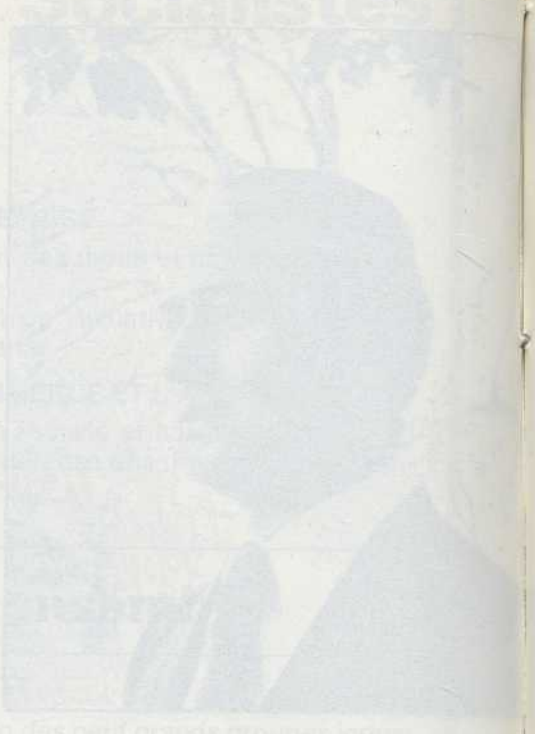
Michel SAINTE-MARIE

et André PUJOL,

candidats d'union de toute la Gauche

VU : LES CANDIDATS

Impr. Alex JARLET ax



RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

Pierre LATAILLADE

Licencié ès Lettres - Professeur certifié
Ancien élève de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux - Adjoint au Maire d'Arcachon
Président de Commission du District Arcachon - La Teste - Gujan-Mestras - Le Teich
Conseiller du Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon - Officier de réserve
Président de société sportive - Médaille d'Honneur de la Jeunesse et des Sports.

Remplaçant éventuel :

Pierre ESPAGNET

Entrepreneur de travaux forestiers et agricoles - Conseiller Général
Maire de Lerm-et-Musset - Président Syndicats Intercommunaux D.F.C.I. et des Eaux
Délégué Cantonal de la Mutualité Sociale Agricole - Ancien Combattant 1re Armée Française
Rhin et Danube - Président de société sportive.

Electrices, Electeurs,

L'avenir de chacune et de chacun de vous, comme l'avenir de vos enfants, dépend totalement de votre vote le 12 Mars prochain.

Avec vous, nous ne voulons pas du bouleversement intégral, nous voulons le progrès, la liberté et la paix.

En effet, en dépit de propagandes de toutes sortes dont nous abreuvent depuis des semaines la presse, la radio et la télévision, le choix offert démocratiquement aux citoyens et citoyennes est clair et simple :

La majorité des Françaises et des Français veut-elle que la France devienne, comme les pays de l'Est, une "démocratie populaire" soumise au collectivisme marxiste qui spolie les entreprises, baillonne les libertés, met l'économie à terre, ruine la monnaie, appauvrit tous ceux qui travaillent ?

Vous savez que le seul et véritable rempart contre l'implantation d'un dirigisme totalitaire est le **Rassemblement pour la République** au sein d'une **Majorité rénovée et volontaire.**

Le Rassemblement pour la République vous apporte l'alternative en assurant :

– l'indépendance nationale,

– le progrès social indispensable dans un pays moderne et fort,

– la liberté et la sécurité.

Ce sont les conditions nécessaires au bonheur et à l'épanouissement de tous.

.../...

Il faut donc choisir, **au delà des passions du moment,** des hommes **compétents,** informés des problèmes, et **prêts à y faire face** avec sérieux.

Hommes de cette circonscription où nous sommes nés, où nous travaillons comme élus au service de tous, nous sommes conscients avec vous des difficultés qui se présentent dans le pays et dans notre région.

Avec vous, vos élus, vos représentants socio-professionnels, nous voulons forger le meilleur avenir indispensable à notre circonscription.

A nous tous, ouvriers, agriculteurs, marins, ostréiculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprises, cadres, fonctionnaires, retraités, jeunes et moins jeunes, les mesures prises au plan national doivent apporter l'assurance d'une vie meilleure et, à notre région, la place dont elle est digne.

En votant pour **Pierre LATAILLADE** et **Pierre ESPAGNET,** Gaullistes de toujours, vous savez que vous voterez non seulement pour **des hommes déjà soutenus au niveau national et régional,** mais aussi pour **des hommes de chez vous,** dévoués, fidèles et efficaces.

Vous saurez ainsi par votre choix,

– affirmer votre volonté d'une France libre et indépendante,

– assurer le progrès dans votre circonscription.

Vive la Septième Circonscription !

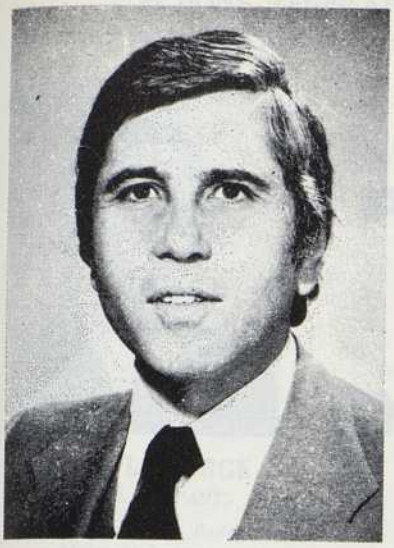
Vive la République !

Vive la France !

Pierre LATAILLADE

Vu : les candidats

impr. monar arcachon



CANDIDAT D'UNION DE LA MAJORITÉ

pour une Société toujours plus juste et toujours plus libre,
contre une société collectiviste d'inspiration marxiste.

Pierre LATAILLADE

Licencié ès Lettres - Professeur certifié
Ancien élève de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux - Adjoint au Maire d'Arcachon
Président de Commission du District Arcachon - La Teste - Gujan-Mestras - Le Teich
Conseiller du Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon - Officier de réserve
Président de société sportive - Médaille d'Honneur de la Jeunesse et des Sports.

Remplaçant éventuel : **Pierre ESPAGNET**

Entrepreneur de travaux forestiers et agricoles - Conseiller Général
Maire de Lerm-et-Musset - Président Syndicats Intercommunaux D.F.C.I. et des Eaux
Délégué Cantonal de la Mutualité Sociale Agricole - Ancien Combattant 1re Armée Française
Rhin et Danube - Président de société sportive.

Electrices, Electeurs,

Merci pour votre vote et votre soutien dans ce scrutin capital pour la France.

Plus que jamais, en effet, l'Union de tous est indispensable pour repousser le danger d'une société collectiviste d'inspiration marxiste.

Soutenus par toutes les formations de la Majorité, sans exception, **nous faisons appel à toutes celles et à tous ceux qui refusent le risque du danger totalitaire.**

Avec vous, nous ne voulons pas du bouleversement intégral, nous voulons le progrès, la liberté et la paix.

Bénéficiant du désistement des autres candidats de la Majorité au premier tour, c'est à cette action que nous vous invitons.

Ainsi, nous pourrons travailler ensemble au progrès dans notre circonscription et au succès de la France.

Unis, nous le pouvons.

Unis, nous le devons.

Vive la Septième Circonscription !
Vive la République !
Vive la France !

Pierre LATAILLADE

Vu : les candidat

impr. monar arcachon

Pierre LAGORCE

DEPUTE SORTANT,
Conseiller général de Podensac,
Maire de Langon,
Licencié ès lettres,
Administrateur, Chef de division à l'Assemblée nationale,
Ancien combattant,
Prisonnier de guerre,
Chevalier de la Légion d'honneur (à titre militaire),
Croix de Guerre 1939-1945,
Chevalier du Mérite social.

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

PARTI SOCIALISTE

Candidature

Pierre LAGORCE

Député sortant

Remplaçant éventuel :

Robert SERVANT

Robert SERVANT

Professeur de collège,
Maire de Monségur,
Conseiller général du canton de Monségur,
Médaille d'Honneur de la Jeunesse et des Sports.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Avec sérénité, sans forfanterie comme sans fausse modestie, je crois pouvoir dire que J'AI BIEN REMPLI LE MANDAT que vous m'avez confié il y a cinq ans. Le PARTI SOCIALISTE m'ayant une fois de plus demandé de le représenter dans la huitième circonscription, je sollicite le renouvellement de ce mandat, mon suppléant étant mon ami ROBERT SERVANT, CONSEILLER GENERAL ET MAIRE DE MONSEGUR.

Le très sérieux INSTITUT DE MESURE DE L'ACTIVITE PARLEMENTAIRE, en me classant, au terme de cette législature, le PREMIER DES DIX DEPUTES DE LA GIRONDE, a consacré le TRAVAIL que j'ai accompli à l'Assemblée nationale, dans le contexte pourtant difficile de la SITUATION DEPLORABLE où nous ont conduits VINGT ANS DE GOUVERNEMENT DE LA DROITE.

En effet, l'INFLATION continue de rogner les revenus modestes, sans qu'on voie encore « le bout du tunnel », promis si souvent et depuis si longtemps.

La situation de l'EMPLOI ne s'est pas améliorée, malgré les manipulations des statistiques destinées à diminuer les chiffres du CHOMAGE.

Rien n'a été fait pour freiner l'EXODE RURAL et enrayer le déclin de nos villages. Les JEUNES AGRICULTEURS, moins aidés que les gros exploitants ou acheteurs étrangers, sont désarmés devant la SPECULATION FONCIERE qui leur interdit de s'installer.

Des dizaines de milliers d'entreprises du COMMERCE et de l'ARTISANAT ont disparu.

La valeur du FRANC s'est dangereusement dégradée, à cause de la SPECULATION contre laquelle le gouvernement, soucieux de ne faire aucune peine, même légère, aux capitalistes qui le soutiennent n'a pas réagi.

Malgré les statistiques complaisantes, les chiffres truqués, il s'agit bien d'un bilan négatif, d'un BILAN d'ECHEC, sur lequel on pourrait s'étendre bien davantage.

Une double constatation s'impose à qui veut bien réfléchir : IL EST IMPOSSIBLE DE FAIRE PLUS MAL que la Droite et il faut, enfin, que cela CHANGE.

Ce CHANGEMENT, tant attendu, tant espéré de tous — sauf de ceux qui profitent de l'état des choses actuel — il est maintenant A PORTEE DE VOTRE MAIN.

Ce changement, c'est le Parti Socialiste qui va vous l'apporter, grâce à la mise en œuvre du PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT signé en 1972 et auquel il est TOUJOURS RESTE FIDELE, ACTUALISE par les PROPOSITIONS NOUVELLES qu'il a présentées à ses partenaires de la Gauche, et dont je ne peux ici que résumer l'esprit.

L'AUSTERITE qu'a institué le plan Barre n'atteint que les travailleurs, et particulièrement les plus modestes, et non les privilégiés du régime, tels Dassault et consorts dont le Parti Socialiste entend bien, demain, IMPOSER légitimement LES SUPER-BENEFICES.

Le Parti Socialiste veut, au contraire, AUGMENTER LA CONSOMMATION POPULAIRE par une REVALORISATION des salaires et d'abord du S.M.I.C. qui sera porté à 2 400 francs. (Savez-vous qu'il est supérieur à ce chiffre dans la plupart des pays d'Europe et notamment en Allemagne fédérale où il atteint 3 300 francs ?)

Il est bien entendu — cela, nos adversaires oublient de le dire — que les COMPENSATIONS NECESSAIRES (réduction substantielle de la fiscalité et des charges sociales par exemple) sont prévues pour permettre aux PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, aux EXPLOITANTS AGRICOLES, aux COMMERÇANTS ET ARTISANS qui, par ailleurs profiteront de cette relance de la consommation donc de la production, de payer ces salaires revalorisés.

La NATIONALISATION des NEUF GROUPES industriels les plus importants, ainsi que des SECTEURS BANCAIRE et du CREDIT, permettra à la fois de RESTRUCTURER L'ECONOMIE FRANÇAISE pour la rendre plus compétitive et de CREER DES EMPLOIS, donc de résorber enfin le chômage — surtout avec la RETRAITE à 60 ANS pour les hommes et à 55 ANS pour les femmes que nous voulons instaurer.

Dans le domaine de l'AGRICULTURE, le Parti Socialiste veut tout mettre en œuvre pour GARANTIR LES REVENUS des agriculteurs, par une politique des PRIX tenant compte des COUTS DE PRODUCTION — dont l'évolution sera contrôlée — et grâce à la mise en place d'OFFICES PAR PRODUIT (comme l'Office du blé) et moyennant la REFORME, qui s'impose, DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE EUROPEENNE.

Les JEUNES AGRICULTEURS seront aidés moyennant une meilleure utilisation et une démocratisation des SAFER et du CREDIT AGRICOLE. Les PETITES EXPLOITATIONS FAMILIALES seront maintenues et défendues car elles font partie de la « QUALITE DE LA VIE » propre à notre Aquitaine que contribueront encore à améliorer la protection de notre ENVIRONNEMENT, la lutte contre toutes les POLLUTIONS et la proposition d'un MORATOIRE dans le domaine du NUCLEAIRE.

Le Parti Socialiste ne veut pas oublier non plus les PERSONNES AGEES dont les RETRAITES seront augmentées par référence au S.M.I.C., ni les FEMMES qui devront en tous domaines avoir les mêmes droits que les hommes, ni les FAMILLES qui verraient les ALLOCATIONS FAMILIALES REEVALUEES sensiblement.

Le contentieux opposant depuis si longtemps le monde ANCIEN COMBATTANT à l'Etat sera réglé.

Enfin — et c'est un Maire qui parle — une véritable REFORME DES FINANCES LOCALES (REMBOURSEMENT DE LA T.V.A. sur les travaux faits par les communes, notamment) permettra d'améliorer la gestion des collectivités locales.

Telles sont, très sommairement exposées, les grandes lignes du PROGRAMME COMMUN ACTUALISE que le Parti Socialiste vous propose pour CHANGER VOTRE VIE.

APPEL DU COMITÉ ÉLECTORAL

Pour le véritable changement qui est à votre portée

votez honnête, sérieux, efficace

Votez et faites voter DÈS LE 1ER TOUR

le 12 Mars prochain pour

Pierre LAGORCE

votre DÉPUTÉ SORTANT

et son remplaçant éventuel

Robert SERVANT

Conseiller Général, Maire de Monségur

LA RÉOLE - IMP. VIGOUROUX

Pierre LAGORCE
DÉPUTÉ SORTANT
Conseiller général de Podensac,
Maire de Langon,
Licencié ès lettres,
Administrateur, Chef de division à l'Assemblée nationale,
Ancien combattant,
Prisonnier de guerre,
Chevalier de la Légion d'honneur (à titre militaire),
Croix de guerre 1939-1945,
Chevalier du Mérite social.

Huitième Circonscription

Union de la Gauche

(Parti Socialiste)

Candidature

Pierre LAGORCE

Député sortant

Remplaçant éventuel :

Robert SERVANT

Robert SERVANT
Professeur de collège,
Maire de Monségur,
Conseiller général du canton de Monségur,
Médaille d'Honneur de la Jeunesse et des Sports.

Électrices, Électeurs

Le 12 Mars, 20.801 d'entre vous m'ont donné ou renouvelé leur confiance, m'ont " **choisi** " pour être leur Député, puisque, selon la vieille formule : " au premier tour on choisit, au deuxième on élimine ". C'est là **un chiffre** (**3.546 voix de plus qu'en 1973**) encore **jamais atteint** par un candidat au premier tour.

J'en suis légitimement **heureux** et **fier**, et je vous en remercie de tout mon cœur, pour moi, personnellement, comme pour le **Parti Socialiste**, au nom duquel je me présentais devant vous.

Un accord a été signé le 13 Mars par les **3 formations de la Gauche : P.S. - P.C. - M.R.G.**

En vertu de cet accord a été adopté le principe du désistement automatique des candidats de la Gauche au profit de celui d'entre eux qui est arrivé en tête au premier tour.

Dans la Huitième Circonscription, **38,01 %** des suffrages se sont portés sur **mon nom,** me donnant **largement** la première place.

Devenu le candidat **unique** de la Gauche, je dois donc recueillir au deuxième tour, les **voix de toute la Gauche**, ainsi que celles de **tous les autres démocrates** qui aspirent à un véritable changement de leur condition, c'est-à-dire à plus de liberté et de démocratie dans le fonctionnement des pouvoirs publics, à plus de justice sociale, à la réduction des inégalités, à la suppression des privilèges, à la **fraternité** et à la **paix.**

Je lance un appel à tous mes amis très chers qui ont voté pour moi, et à tous les autres démocrates qui veulent un véritable changement.

Ne vous laissez pas démobiliser, la Gauche dans cette circonscription comme dans toute la France, a besoin de toutes vos voix pour assurer son autorité.

Electrices, Electeurs de la 8eme Circonscription :

vous assurerez donc la victoire le 19 Mars,

vous voterez et ferez voter **massivement**, sans **abstention**, pour le candidat unique de la Gauche

Pierre LAGORCE

votre DÉPUTÉ SORTANT

et son remplaçant éventuel

Robert SERVANT

VIVE LA 8eme CIRCONSCRIPTION
VIVE LA REPUBLIQUE, VIVE LA FRANCE

Vu : les Candidats

LA REOLE, Imp. VIGOUROUX

SCRUTIN DU 12 MARS 1978

Robert BOULIN

R. P. R., Candidat

Suppléant

Gérard CÉSAR

CANDIDATS DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

Electrices et Electeurs de la 9ème Circonscription.

Voici un constat, une analyse, une espérance.

Je les ai voulus lucides, chiffrés et précis.

EN 20 ANS LE REVENU MOYEN DES FRANÇAIS A ETE MULTIPLIE PAR 2.

Par rapport à tous les pays d'Europe, la France est en tête depuis 1960 avec une croissance en volume de plus de 5% par an, contre 4,4% en Italie, 3,8% en Allemagne, 2,5% en Grande-Bretagne.

En 1958, la France formait 49.000 bacheliers par an : elle en forme aujourd'hui 200.000. Il y avait, en 1958, 200.000 étudiants dans l'enseignement supérieur ; il y en a aujourd'hui 1 million. En 1958, il y avait 128 km d'autoroute ; il y en aujourd'hui 4 764 km.

Depuis la naissance de la Vème République, la France a créé 2 500 000 emplois nouveaux, c'est-à-dire beaucoup plus qu'elle n'en avait créés depuis le début du siècle. Le minimum vieillesse qui était de 14,40 F par jour en 1974 est aujourd'hui de 30 F par jour. Le S.M.I.C. horaire est passé de 5,60 F en 1974 à 10,06 F aujourd'hui, soit 80% d'augmentation, soit 1 743 Francs par mois et il progressera encore de 12% en 1978.

Les retraites entre 1974 et 1977 ont été revalorisées de 58% ; le complément familial porté à 340 F par mois et le revenu minimum familial porté à 1 536 F pour un enfant, plus 384 F par enfant supplémentaire.

Certes, beaucoup reste à faire, mais **la transformation de ce pays depuis 20 ans, grâce à la stabilité politique a été spectaculaire** et aucun de nos partenaires européens n'en doute.

LA CRISE

L'opposition dit : la crise actuelle est la faute du Gouvernement. C'est là une présentation démagogique des choses.

Nous vivons une crise internationale générale comme nous n'en avions pas connu depuis 1930, provenant du relèvement du prix du pétrole et des matières premières, et de la concurrence des pays sous-développés.

Cette crise secoue l'Europe entière et la situation de nos partenaires est la suivante :

La France a aujourd'hui environ 1 000 000 de demandeurs d'emploi, la République Fédérale Allemande 1 100 000, l'Italie 1 111 000, la Grande-Bretagne 1 518 000.

C'est la France qui, avec 3%, **a l'activité la plus forte** contre 2,5% en Allemagne et en Hollande, 0% en Grande-Bretagne, -2,5% en Italie.

Certes, nous sommes dans la difficulté internationale et nous le serons encore en 1978, mais l'effort de redressement est entrepris et notre pays a parfaitement la capacité de s'en sortir s'il est assuré de la stabilité politique.

LE PROGRAMME COMMUN, C'EST LA RUINE DE LA FRANCE.

Lisez le Programme commun, édité par le Parti socialiste. Vous y verrez :

— EXPROPRIATION FORCEE

« La Collectivité locale s'assurera la maîtrise des sols... par une politique foncière, permettant l'appropriation des terrains nécessaires » (Programme commun, p. 21)

En agriculture, il est créé des offices fonciers cantonaux ou départementaux, gérés démocratiquement, qui auront priorité pour tout achat de terre à utilisation agricole (Programme commun, p. 56).

Par ailleurs, le marché commun agricole sera remis entièrement en cause (Programme commun, p. 57).

— 40% D'AUGMENTATION DES CHARGES SOCIALES - BLOCAGE DES PRIX

Pour les petits commerçants et artisans, l'augmentation des charges sociales, S.M.I.C., Allocations Familiales, retraites vieillesse, aboutira à une surcharge estimée par Monsieur BOULLOCHE à 113 Milliards de Francs, soit 40% d'augmentation des charges sociales, tandis que les prix, selon le même programme commun seront bloqués. (rapport BOULLOCHE, page 6).

— NATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE

L'enseignement libre sera nationalisé (Programme commun, p. 28), les parents pouvant faire donner à leurs enfants « en dehors des locaux scolaires et **sans le concours des fonds publics,** l'éducation religieuse de leur choix ».

C'est l'école libre pour les riches.

ET AUSSI

— Pour les professions libérales, suppression des retraites complémentaires et intégration dans le régime général (Programme commun, p. 18, 19).

— Pour l'entreprise, l'auto-financement sera limité (Programme commun, p. 63).

— DIMINUTION DES POUVOIRS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Les institutions elles-mêmes sont remises en cause par la modification de la Constitution, et les pouvoirs du Président de la République. Il est proposé de modifier l'article 20 et l'article 16 de la Constitution (Programme commun p. 70), le Président de la République étant chargé d'inaugurer les chrysanthèmes.

A la vérité, **ces promesses démagogiques aboutiraient à la ruine de l'économie française à bref délai et à la perte irrémédiable de nos libertés.**

LA MAJORITE: UN PROGRAMME HONNETE, UNE ATTITUDE OUVERTE.

Face à cela, le programme que nous vous proposons est un programme honnête et réaliste qui ne dissimule pas les difficultés dans lesquelles se trouve la France encore pour plusieurs mois, mais pour lesquelles un effort de redressement est entrepris et commence à faire sentir ses premiers résultats.

Soucieux d'adapter notre société moderne aux évolutions nécessaires, **j'ai proposé que la majorité actuelle soit élargie,** que soit pratiquée l'ouverture et que la politique de demain s'adapte aux changements et aux transformations nécessaires dans notre pays.

Nous sommes pour l'indépendance nationale, mais dans le cadre **d'une Europe** que nous devons construire avec ardeur. Nous avons choisi le progrès et l'expansion dans la liberté et la libre entreprise. Nous voulons que s'exprime la solidarité des Européens.

Il faut que soient maintenues nos institutions, ce qui implique le soutien à l'action du Président de la République garant de nos libertés. Pour cela, il faut décentraliser une administration trop lourde et trop tatillonne, supprimer les tracasseries administratives et leur formalisme.

- organiser, comme je l'ai fait par la loi du 29 décembre 1977, des rapports confiants entre l'Etat et le redevable,
- organiser la pause et non l'augmentation des charges sociales et fiscales,
- libérer progressivement les prix pour augmenter les fonds propres des entreprises et leur redonner la capacité d'investir,
- poursuivre l'effort de modernisation et d'équipement de nos entreprises agricoles et, en particulier, conserver la structure familiale,
- améliorer le sort des plus modestes, vieux, handicapés, famille, S.M.I.C., mais dans une progression raisonnable, compatible avec nos capacités financières,
- donner une vie plus qualitative, respectant l'environnement et la nature.
- favoriser l'activité, l'innovation, l'investissement en relançant notre économie, seul moyen de réduire le chômage et favoriser par des aides financières l'emploi des jeunes,
- revaloriser le monde rural en maintenant les jeunes à la terre,
- poursuivre ardemment une politique de la jeunesse, de l'emploi, de la formation et du travail manuel,
- indemniser équitablement les rapatriés.

La bataille pour la France est engagée dans le sens de plus de justice sociale, plus de solidarité pour la paix contre la violence.

L'équipe solidaire, compétente et dévouée, BOULIN-CESAR, est seule capable de répondre à vos désirs.

Votez en masse pour eux dès le Premier tour.

Vive l'arrondissement de Libourne et vive la France.

Robert BOULIN - Gérard CESAR

Imp. Libourne

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 9ME CIRCONSCRIPTION

SCRUTIN DU 19 MARS 1978

Robert BOULIN

R. P. R., Candidat

Suppléant

Gérard CÉSAR

CANDIDATS DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

En avant pour la victoire !

Gérard CESAR et moi avons frôlé la majorité absolue.

Il nous a manqué 686 voix sur 54 500 votants.

Nous remercions sincèrement toutes les électrices et tous les électeurs qui ont, dès le premier tour, porté leurs suffrages massivement sur nos noms et **nous les invitons** lors du second tour **à confirmer leurs votes pour emporter la victoire.**

Monsieur MITTERRAND vient de subir l'échec qui marquera la fin de sa carrière politique.

Le grand Parti socialiste, humaniste, social et républicain qu'il aurait pu faire est mort par sa faute.

Avec 22,50% des voix sur le plan national, le P.S. est dépendant de Monsieur MARCHAIS et du Parti communiste qui avait à lui seul 21% des voix.

Le P.S. ne peut gouverner qu'avec le Parti communiste **et doit passer par ses conditions.**

Quelle responsabilité devant l'histoire porte Monsieur MITTERRAND !

Ici, dans cet arrondissement, Monsieur LART avec 33% des voix, est solidaire du leader socialiste national qui faisait croire « à une grande victoire socialiste » en se passant des voix communistes. Il ne peut aujourd'hui qu'accepter toutes les conditions du Parti communiste :

— Application intégrale du Programme commun.

— Un nombre de ministres communistes proportionnel aux voix du premier tour, soit environ la moitié des postes ministériels pour chacune des formations.

Si un homme de gauche libéral, social et républicain avait été candidat ici à la place de Monsieur LART, les choses auraient été différentes.

Vous avez pourtant vu fleurir une démagogie déferlante et des promesses tous azimuts : mais **le bon sens et la raison ont triomphé.**

Gérard CESAR et moi-même faisons appel aux libéraux et aux démocrates, **à tous ceux épris d'humanisme social et d'esprit républicain** pour qu'une majorité élargie et renouvelée sorte victorieuse des urnes le 19 mars.

Toutes les électrices et tous les électeurs de la 9ème circonscription marqueront dimanche prochain **la victoire du bon sens, du renouveau et du progrès.**

Robert BOULIN

candidat R.P.R.

Gérard CESAR

suppléant

Jung Libourne

Département de la Gironde - 10e Circonscription

Elections Législatives du 12 Mars 1978

Candidat du Parti socialiste

Bernard MADRELLE

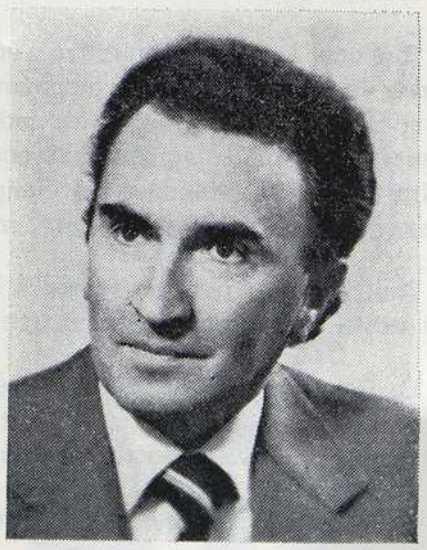
Né à Saint-Seurin-de-Cursac, 34 ans,

Professeur au Collège de Saint-Ciers-sur-Gironde,

Maire de Saint-Seurin-de-Cursac,

Président de l'Association des Maires du Canton de Blaye,

Conseiller général de Blaye,



Claude BROY

Maire de Bayon,

Candidat suppléant

Electrices, Electeurs,

Les 12 et 19 mars prochain vous désignerez votre représentant à l'Assemblée nationale.

Aux dernières élections cantonales et municipales, une large majorité des Français a condamné sans appel la politique de la droite qui mène, depuis vingt ans, notre pays et notre région à la ruine.

A la veille d'une élection dont l'importance n'est plus à démontrer, vous mesurerez certainement la portée d'un choix qui sera décisif. Un choix bien simple, en vérité : soit maintenir en place une coalition sortante qui a fait preuve de son incapacité à défendre l'intérêt général, soit exprimer clairement la volonté d'un changement enfin authentique.

Il dépendra de vous que s'affirme une autre majorité : celle qui existe réellement dans le pays, celle qui a pour principes fondamentaux le respect de la démocratie, la défense des catégories sociales les plus défavorisées, le refus des injustices et de la spoliation.

Depuis vingt ans, ceux qui nous gouvernent ont confisqué l'Etat à leur seul usage et pour leur seul profit. Ils ont détenu tous les pouvoirs et leur « politique » a engendré la crise profonde que nous connaissons : chômage record, aggravation constante des inégalités, inflation chronique, déficit extérieur, dépréciation monétaire, destruction des petites et moyennes entreprises (plus de 62 000 ont été mises en faillite entre 1973 et 1977), exode rural...

Dans toute démocratie véritable, une telle gestion est sanctionnée par un changement de majorité : c'est ce que l'on nomme **l'alternance,** que vous refusent aujourd'hui les forces conservatrices.

Candidats du **Parti Socialiste,** nous nous engageons sur les propositions du Programme commun et nous réaffirmons la volonté des socialistes de participer à un gouvernement de Gauche.

Vous savez que notre circonscription a été sacrifiée, que les petites exploitations agricoles et artisanales disparaissent, que l'emploi devient rare et que par voie de conséquence, bien des petites boutiques et des ateliers artisanaux ferment.

Nous comptons, nous, donner à notre Région les moyens de **revivre,** en garantissant réellement un revenu aux agriculteurs notamment par la création d'Offices par produit, semblables à celui du blé créé en 1936, et en favorisant l'installation et le maintien des jeunes à la terre.

Décidés à mettre en œuvre un véritable aménagement de l'espace rural, nous proposons de désenclaver la région par le développement d'infrastructures telles qu'un pont sur la Gironde. Nous voulons aussi faciliter l'implantation de petites industries — agro-alimentaires notamment — intégrer le tourisme dans l'économie régionale mais aussi protéger la nature par une Charte de l'Environnement. Il conviendra aussi de développer les équipements collectifs ruraux : services publics décentralisés, services de santé, Institut médico-éducatif, maternelles, CES et Lycée d'Enseignement Professionnel...

Tout cela est possible grâce à la mise en place d'un type de développement économique nouveau qui utilise des techniques adaptées, budgétaires notamment.

La Gauche a démontré, en devenant majoritaire au Conseil général de la Gironde, comme dans bien d'autres départements, qu'elle avait la capacité de bâtir cette société plus juste, plus humaine et plus fraternelle que vous souhaitez tous.

Nous avons les moyens de la réaliser ensemble demain sur le plan national.

C'est à vous qu'il appartient aujourd'hui d'en décider !

IMP. BLAVIA - BLAYE

Vu : les candidats.

Département de la Gironde - 10e Circonscription

Elections Législatives du 19 Mars 1978

POUR LA VICTOIRE DE LA GAUCHE

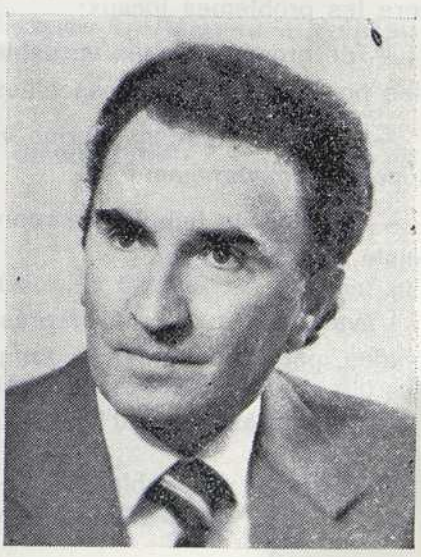
Candidat de l'Union de la Gauche

Bernard MADRELLE

Maire de Saint-Seurin-de-Cursac,

Président de l'Association des Maires du Canton de Blaye,

Conseiller général de Blaye.



Claude BROY

Maire de Bayon,

Candidat suppléant.

REMERCIEMENTS

APPEL

Electrices, Electeurs,

Nous remercions très sincèrement les 16 051 citoyennes et citoyens qui, dès le premier tour de scrutin, nous ont apporté le poids de leur soutien et la chaleur de leur amitié.

Forts de votre confiance, nous poursuivrons jusqu'à la victoire, si celles et ceux qui ont refusé de se laisser abuser par les promesses fallacieuses de la majorité sortante, particulièrement divisée dans notre région, respectent le vote qu'ils ont émis en toute conscience et en toute liberté dimanche dernier.

Nous sommes donc, conformément à l'accord ratifié le 13 mars 1978 par les trois partis signataires du Programme commun, les candidats de l'Union de la Gauche au second tour.

A tous ceux qui aspirent à une vie meilleure, à tous les travailleurs, à tous ceux qui souffrent d'une politique économique inadaptée au monde moderne, à la jeunesse sans horizon, aux anciens sans espoir, aux agriculteurs et viticulteurs brimés par le régime, aux personnes spoliées, aux artisans, commerçants, P.M.E. victimes du système capitaliste,

Nous faisons le serment de tout faire pour les défendre et promouvoir une politique économique et sociale nouvelle dans notre région.

Nos objectifs, au service de toutes et de tous, sont :

— de mettre un terme au règne des technocrates qui a fait faillite et à un centralisme abusif qui ignore les problèmes locaux;

— de promouvoir une véritable politique de l'environnement et de protection de la nature à laquelle les populations seront associées;

— que notre circonscription voie ses besoins pris en considération et non systématiquement ignorés par le gouvernement;

— qu'enfin la République reprenne ses droits et que tous ceux qui travaillent accèdent à la justice sociale dans la liberté.

L'avenir est à ceux qui représentent l'union des travailleurs, des producteurs, à tous ceux qui sont décidés, par l'application du Programme commun, à lutter contre l'inégalité et pour la justice.

L'avenir, c'est aujourd'hui !

Bâtissons-le ensemble !

IMP. BLAVIA - BLAYE

Vu : les candidats.

HAUTS-DE-SEINE

Première circonscription : *Communes de :* Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne.	**M. Jacques BRUNHES**	élu au 2e tour.
Deuxième circonscription : *Commune de :* Asnières.	**M. Georges TRANCHANT**	élu au 2e tour.
Troisième circonscription : *Communes de :* Colombes, Bois-Colombes.	**M. Dominique FRELAUT**	élu au 2e tour.
Quatrième circonscription : *Communes de :* Clichy, Levallois-Perret.	**M. Parfait JANS**	élu au 2e tour.
Cinquième circonscription : *Communes de :* Courbevoie, La Garenne-Colombes.	**M. Charles DEPREZ**	élu au 2e tour.
Sixième circonscription : *Communes de :* Neuilly-sur-Seine, Puteaux.	**Mme Florence d'HARCOURT**	élue au 2e tour.
Septième circonscription : *Communes de :* Nanterre, Suresnes.	**Mme Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS**	élue au 2e tour.
Huitième circonscription : *Communes de :* Garches, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud.	**M. Jacques BAUMEL**	élu au 2e tour.
Neuvième circonscription : *Cantons de :* Meudon, Sèvres. *Commune de :* Vaucresson.	**M. Claude LABBÉ**	élu au 2e tour.
Dixième circonscription : *Commune de :* Boulogne-Billancourt.	**M. Georges GORSE**	élu au 2e tour.
Onzième circonscription : *Communes de :* Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves.	**M. Guy DUCOLONÉ**	élu au 2e tour.
Douzième circonscription : *Communes de :* Châtenay-Malabry, Châtillon, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Plessis-Robinson, Sceaux.	**M. Jean FONTENEAU**	élu au 2e tour.
Treizième circonscription : *Communes de :* Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Montrouge.	**M. Henri GINOUX**	élu au 2e tour.

Parti communiste français

pour l'union
et le changement

Jacques BRUNHES

Professeur, candidat titulaire

suppléant :

Lucien LANTERNIER

Maire de Gennevilliers, Conseiller Général des Hauts-de-Seine

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les élections du 12 mars prochain, ne sont pas tout à fait des élections comme les autres.

L'enjeu de ce vote, nous en sommes convaincus, ***c'est le changement tout de suite.***

Il n'est pas fréquent qu'il en soit ainsi. Nous comprenons — nous qui connaissons si bien vos problèmes parce que nous les vivons avec vous chaque jour — , votre immense espoir de changer, changer vraiment.

C'est aujourd'hui possible.

- *Avec un bon accord entre les partis de gauche sur un programme qui définisse les objectifs sociaux et dégage les moyens économiques nécessaires.*
- *Avec un gouvernement de la gauche qui comprenne des Ministres communistes, qui garantiront l'application de ce programme.*

Le Parti socialiste refuse ces deux impératifs du changement. Il refuse, pour le moment encore, de discuter. Il veut garder les "mains libres".

Il faut donc le ramener aux respects des engagements antérieurs.

Pour cela, il vous reste un moyen, un seul moyen : c'est votre vote du 12 mars.

Ce jour-là, vous pourrez, en votant pour les candidats communistes, faire pencher la balance du côté du changement et de l'union.

Même si vous ne partagez pas nos opinions sur tout, en portant vos suffrages sur nos noms, constituez dès le 12 mars, le vaste mouvement populaire et unitaire qui permettra la victoire.

Nous vous disons toute notre confiance. Nous comptons sur vous.

Lucien LANTERNIER ***Jacques BRUNHES***

le 12 mars Jacques BRUNHES, Député

Il est de tradition que la circonscription de Gennevilliers-Villeneuve-la-Garenne, élise son Député dès le premier tour.

Il en sera naturellement de même cette fois-ci.

Jacques BRUNHES, dont j'ai proposé la candidature, sera le représentant de celles et de ceux qui aspirent à une vie meilleure, à plus de justice et de liberté.

Depuis 20 ans, il habite et enseigne dans notre presqu'île et je puis témoigner après tant d'années de très proche collaboration de sa compétence, de son dévouement, de son sens des relations humaines.

Il sera votre digne représentant à l'Assemblée Nationale et poursuivra l'œuvre qu'avec vous j'ai entreprise, et que prolonge déjà Lucien LANTERNIER à la Mairie de Gennevilliers et au Conseil Général des Hauts-de-Seine.

Notre collaboration sera poursuivie ainsi pour le bien de tous.

Waldeck L'HUILLIER

Programme commun actualisé le Parti communiste français propose...

VIVRE MIEUX

Pour changer la vie, il faut en finir avec la pauvreté, les fins de mois difficiles, les privations de toutes sortes. Pour cela, nous agirons pour l'application immédiate des mesures suivantes :
- relèvement du SMIC à 2 400 F. dès le 1er avril 1978.
- augmentation du pouvoir d'achat des salaires :donner le plus à ceux qui ont le moins.
- allègement des impôts pour les familles modestes, blocage des loyers et des charges, versement pendant un an d'une allocation aux femmes seules sans ressources ayant des enfants à charge, interdiction des saisies, coupures de gaz et d'électricité, des expulsions résultant des difficultés sociales.
- action efficace contre la hausse des prix.

Supprimer le chômage.
- création de 500.000 emplois au plan national.
- défense et développement du potentiel économique et industriel de la presqu'île.
- 1.000 emplois nouveaux par an, à Gennevilliers et Villeneuve la Garenne.
- aide améliorée aux chômeurs.
- un bureau de pointage à Villeneuve la Garenne, de nouveaux locaux à l'Agence de l'emploi à Gennevilliers.

Le temps de vivre.
- réduire à 40 heures la semaine de travail avec maintien du salaire.
- porter à 60 ans et 55 ans pour les femmes l'âge de l'ouverture des droits à la retraite, avec pension complète.
- la 5e semaine de congés payés.
- le congé de maternité allongé à 18 semaines.

Solidarité aux personnes âgées, aux handicapés.
- le relèvement immédiat du minimum vieillesse à 1.300 F par mois, ainsi que la revalorisation des pensions et retraites.
- accorder une indemnité de 1.300 F par mois pour tous les handicapés adultes.

- **le droit au savoir, à la culture et au sport**
- **des villes agréables, sûres et sans nuisances.**
- **des transports rapides et confortables.**
- **une "coulée" verte dans la presqu'île.**
- **le droit à la santé**

Les moyens de la réussite

1 — Nationaliser.
- l'ensemble du secteur bancaire et financier
- les 9 groupes (sociétés mères et filiales) du programme commun
- Compagnie française des Pétroles, CFR, Total
- la Sidérurgie
- Peugeot-Citroën.

2 — Relance de l'économie et suppression des gâchis financiers.

3 — Faire payer les riches.
- impôt sur le capital
- impôt sur la fortune
- impôt modifié sur le revenu, allégé pour les familles modestes.

4 — Mieux coopérer avec l'extérieur.

Vivre libres
- dans l'Etat, dans la ville
- vivre libres à l'entreprise
- décider à la base.
  Avancer vers l'autogestion de la société.

Vivre indépendants.
- une France indépendante.
- une France pacifique
- une Europe des travailleurs.
- une France ouverte au monde.

Pour la victoire
Pour l'union et le changement
ne dispersez pas vos suffrages

utilement, clairement,
le 12 mars, votez

Jacques BRUNHES
Lucien LANTERNIER

LNI 793.53.23

UNION de la GAUCHE

Jacques BRUNHES

Professeur, candidat titulaire

suppléant :

Lucien LANTERNIER

Maire de Gennevilliers, Conseiller Général des Hauts-de-Seine

présentés par le Parti communiste français, le Parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche, avec le soutien du PSU-Front autogestionnaire et de personnalités démocratiques.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Pour la première fois depuis plus de 30 ans, la gauche est devenue majoritaire en France.

Dans notre circonscription vous avez rejeté massivement la politique de chômage et de misère. Les candidats de droite subissent un recul sérieux. Vous avez manifesté une immense volonté de changement.

Il ne nous a manqué que 200 voix pour être élus au premier tour. La gauche totalise 70% des suffrages.

Aujourd'hui, avec l'accord signé le 13 mars entre les trois formations du Programme commun, un immense espoir est né. Cet accord porte sur :

- *la mise à jour du Programme commun à partir de l'acquis du Programme de 1972 et des travaux de 1977 ;*
- *les principales mesures sociales et les moyens nécessaires pour les mettre en œuvre ;*
- *l'engagement clair de gouverner demain ensemble dans l'égalité des droits et des devoirs.*

Sur cette base, les formations signataires du Programme commun ont décidé d'appeler au désistement réciproque dans tout le pays en faveur du candidat placé en tête par le suffrage universel.

AINSI SONT CREEES LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE DE LA GAUCHE DANS LE PAYS LE 19 MARS.

Les candidats du Parti socialiste se sont désistés en notre faveur. Nous les remercions.

Le PSU, le Front autogestionnaire, tous les syndicats ouvriers et enseignants, toutes les forces vives de la circonscription font bloc autour des candidats de toute la gauche que nous sommes devenus.

Nous vous appelons, quelles que soient vos convictions politiques passées, vos croyances, votre philosophie, à vous rassembler autour de nos candidatures pour assurer un succès sans précédent de la gauche dans notre circonscription.

Par là-même, vous contribuerez à la défaite de la droite dans le pays et à la victoire de l'union et du changement.

Pas une voix ne doit être perdue pour la gauche.

Lucien LANTERNIER ***Jacques BRUNHES***

Pour la première fois depuis 20 ans, la gauche a la majorité des voix dans le pays. Il faut lui donner la majorité des sièges. Un accord est conclu. Achever la défaite de la droite et créer une majorité nouvelle est l'objectif de dimanche prochain.

Faites de Jacques BRUNHES un député dans une Assemblée Nationale nouvelle, élue pour réaliser un programme qui changera la situation de notre pays gravement compromise.

Votez et faites voter pour Jacques BRUNHES et Lucien LANTERNIER.
Je vous le demande, fort de l'action que j'ai menée depuis 30 ans et que Jacques BRUNHES poursuivra avec efficacité et fidélité.

WALDECK L'HUILLIER

Ils vous appellent à élire Jacques BRUNHES

Pour la victoire de l'union de la gauche

UNE DECLARATION D'YVES LASFARGUE et ALAIN BOURGAREL

Le Parti socialiste et ses candidats Yves LASFARGUE et Alain BOURGAREL, le Mouvement des Radicaux de gauche, appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur Jacques BRUNHES, devenu le candidat d'union de toute la gauche.

Le Conseil municipal d'Union démocratique de Gennevilliers,

- Parti communiste français, Parti socialiste, Personnalités - appelle unanimement à faire de Jacques BRUNHES votre député, et à participer ainsi à la victoire de la gauche dans tout le pays.

P.S.U. - Front autogestionnaire

Conformément à ses déclarations antérieures,le Front autogestionnaire, présenté par le PSU, décide à contribuer à la défaite de la majorité en place, appelle ses électeurs à assurer, le 19 mars, l'élection du candidat de la gauche le mieux placé au premier tour : Jacques BRUNHES.

L'accord finalement intervenu entre les partis du programme commun redonne aux travailleurs un nouvel espoir ; le candidat du Front autogestionnaire, Roland FIQUET, demande aux électeurs qui, en soutenant sa candidature, ont manifesté leur désir d'une "gauche différente", de concrétiser cet espoir et de faire en sorte qu'aucune voix ne manque à la gauche le 19 mars 1978.

Roland FIQUET
Le 14 mars 1978

Pas une voix ne doit être perdue pour la gauche,

Pour la victoire dans le pays le 19 mars

Jacques BRUNHES

votre député

LNI 793.53.23

vu le candidat

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978
2e Circonscription - Asnières

Rassemblement Pour la République

Georges TRANCHANT

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR - CROIX DU COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RÉSISTANCE

candidat R.P.R.
pour l'Union de la Majorité,
soutenu par le CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS
et présenté par :

Jacques CHIRAC,

Yves CORNIC, député,

Michel MAURICE-BOKANOWSKI

Sénateur-Maire,
et la majorité du Conseil Municipal de la Ville d'Asnières

suppléante,

Michelle VERGE

Conseiller Général des Hauts-de-Seine,
Conseiller Municipal d'Asnières.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Jamais depuis la dernière guerre un événement aussi important que cette échéance législative ne s'est produit.

Le collectivisme est proposé à notre pays avec toute sa grisaille et l'inéluctable perte des libertés qui l'accompagne.

Estimant comme beaucoup d'entre vous que la France ne mérite pas de voir ruiner en quelques mois le résultat de vingt années de travail, de sacrifices et de progrès, j'ai pensé utile, puisque Jacques CHIRAC, Michel MAURICE-BOKANOWSKI et Yves CORNIC me l'ont demandé, de présenter ma candidature avec Michelle VERGE.

Respectueux de la Constitution et des prérogatives du Président de la République, j'estime que le R.P.R. est le mieux armé pour préserver nos institutions, la justice, le progrès social, et barrer la route au projet socialo-communiste.

POUR ASNIERES, NOUS VOULONS :

Promouvoir une action d'organisation, de fermeté, d'efficacité pour résoudre les problèmes suivants :

— **La sécurité** des personnes et des biens, actuellement trop menacée ;

— **Le développement économique et l'emploi,** pour que notre cité connaisse un essor nouveau, action que nous avons déjà engagée au sein de la commission extra-municipale de l'emploi ;

— **L'action sociale,** en faveur des mères de famille, des enfants et des personnes âgées afin que s'exerce au mieux la solidarité entre tous.

POUR LA FRANCE, NOUS VOULONS :

Mener une action constante contre le laxisme, l'irresponsabilité, l'abandon et la lâcheté d'où qu'ils viennent.

Renforcer les moyens donnés à chacun d'exercer sans entraves ses responsabilités, **afin d'obtenir :**

— **une croissance économique soutenue** pour résorber le chômage ;

— **une indépendance nationale accrue,** notamment sur le plan de l'énergie dans le cadre d'une EUROPE unie ;

— **une solidarité sociale** et la réduction des inégalités sans spoliations ;

— **la sauvegarde des libertés individuelles** et collectives, notamment par la réforme de l'Administration et la garantie des droits des citoyens.

Homme d'action, je souhaite mettre mes capacités au service d'ASNIERES comme l'ont déjà fait avant moi Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Robert LAVERGNE et Yves CORNIC.

Elu, je seconderai fidèlement Jacques CHIRAC, dont la personnalité et la faculté de rassembler les Français sont des gages de sécurité pour notre pays.

L'exercice de mes fonctions de Président de la Délégation des Hauts-de-Seine de la Chambre de Commerce et d'Industrie auxquelles j'ai été élu sont la garantie de l'aide efficace et sérieuse que j'apporterai à l'équipe municipale.

C'est pourquoi le 12 mars prochain vous voterez

Pour ASNIÈRES,
Pour la FRANCE,

pour le candidat de l'efficacité et du sérieux :

Georges TRANCHANT

Imp. Nouv - 92600 ASNIÈRES

Vu : LE CANDIDAT

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978
2e Circonscription - Asnières

Union pour la Majorité

Georges TRANCHANT

Président de la Délégation des Hauts de Seine de la Chambre de Commerce et d'Industrie
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance

candidat pour le maintien
des libertés républicaines
contre le programme collectiviste
des socialo-communistes

présenté et soutenu par

Jacques CHIRAC,
Yves CORNIC, député sortant
Michel MAURICE-BOKANOWSKI
Sénateur-Maire,
et le Conseil Municipal
de la Ville d'Asnières

suppléante,

Michelle VERGE
Conseiller Général des Hauts-de-Seine,
Conseiller Municipal d'Asnières.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Merci aux électrices et aux électeurs d'Asnières qui m'ont fait confiance pour les représenter au second tour.

Aux Asniérois qui m'ont soutenu dès le premier tour, doivent se joindre ceux qui, voulant le progrès social refusent le collectivisme.

Je compte sur les voix de tous les républicains épris de liberté pour battre largement le candidat de la gauche, otage du Parti Communiste.

Je leur promets de travailler la main dans la main avec le Maire, la Municipalité et le Conseil Municipal d'Asnières pour faire progresser l'équipement de notre cité, et comme je l'ai promis, essayer de régler les problèmes locaux d'emploi et d'industrialisation.

Sur le plan national, je me battrai pour les institutions, les prérogatives du Président de la République. et l'amélioration de la vie des Français.

Vive ASNIÈRES ! **Vive la FRANCE !**

Imp. Nouv. — 92600 ASNIERES

Vu : LE CANDIDAT

Pour l'UNION et le CHANGEMENT

Dominique FRELAUT

Député de Colombes - Bois-Colombes
Maire de Colombes
Conseiller Général de Colombes-Sud

Dr Jacques VAN DER STEGEN

Député suppléant. Croix de Guerre avec étoile d'argent. Responsable du Service médical du Régiment Fabien.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je sollicite vos suffrages pour le renouvellement de mon mandat de député. Je vous ai honnêtement présenté mon bilan d'activité tant au service de la défense de tous ceux qui vivent de leur travail, qu'au développement de nos deux villes.

Le prochain mandat de cinq ans va avoir une importance encore plus grande.

Avec mon ami, le Docteur Jacques VAN DER STEGEN, notre volonté d'apporter de réels changements à votre vie est totale. En contact quotidien avec vous, nous connaissons vos difficultés causées par le bilan catastrophique de la coalition de droite en place. Nous savons que vous voulez que cela change afin que la vie devienne moins dure.

Nous vous le disons avec confiance, ce changement est possible !

Il faut l'entente de toute la gauche sur un programme commun de gouvernement. Nos propositions sont raisonnables. Les moyens pour les réaliser existent. Nous en apportons les preuves résumées au verso. Nous sommes toujours prêts à la recherche d'un accord positif.

Voilà les impératifs de la victoire de la gauche et du changement. Pour le moment encore, le Parti Socialiste — qui s'est écarté de l'union — nous refuse la discussion pour établir l'accord sur le programme.

Exprimez, dès le 12 mars, votre volonté d'union et de changement. Donnez-nous la confiance dont nous avons besoin pour que le Parti Socialiste, au soir du premier tour, reprenne sa place à la table des discussions. Confiant en votre soutien renforcé, je vous l'assure, l'entente est possible.

Forts d'un programme clair, précis, nous assurerons la victoire de la gauche au second tour de scrutin. Et, dès avril, se réalisera le changement que vous espérez.

Electrices, électeurs, je vous demande, vous qui appartenez à des familles de pensées les plus diverses, quel que puisse être votre sentiment sur tel ou tel point de nos propositions, de nous apporter votre confiance.

Exprimez dès le premier tour votre aspiration à l'union. Emettez le vote efficace — sans disperser vos voix — afin qu'une nouvelle fois nous mettions la droite en échec.

Je m'engage, quant à moi, à ne pas ménager mes forces pour faire prévaloir, dans le nouveau Parlement du changement, vos légitimes aspirations au mieux-être, à la justice sociale, à la fraternité.

J' ai toujours fait de l'esprit de dialogue et de tolérance un des traits essentiels de mon activité d'élu au service de la population, je continuerai dans cette voie.

Votre Député

Dominique FRELAUT

Avec nos propositions, dès Avril votre vie peut changer

des réformes sociales pour vivre mieux...

PRINCIPALES MESURES IMMEDIATES :

— SMIC à 2 400 F. dès avril 1978.
— Augmentation dégressive du pouvoir d'achat des salaires jusqu'à 9 600 F. par mois.
— Minimum vieillesse à 1 300 F. par mois et revalorisation des retraites et pensions.
— Allocations familiales : + 50 % en 1978. Gratuité des fournitures scolaires.
— Sécurité Sociale : retour au remboursement à 80 % et 100 %. Congé maternité porté à 18 semaines.
— Droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes à taux plein dès 1978.
— 5me semaine de congés payés dès 1978.
— Création de 500 000 emplois par an.
— Lutte contre les inégalités dont sont victimes les Jeunes, les Femmes, les Handicapés.

... des moyens pour les financer

VOICI NOTRE BUDGET DU CHANGEMENT

DEPENSES (147 milliards) :

- Salaires et charges (SMIC à 2 400 F., etc.) ..... = 83 milliards
- Prestations sociales (allocations familiales, 5me semaine de congés payés, etc.) ..... = 64 millards

RECETTES (207 milliards) :

- Augmentation des impôts sur les hauts revenus. Suppression des privilèges fiscaux. Impôt sur les fortunes supérieures à 200 millions d'A.F. par famille ..... = 40 milliards
- Impôt sur le capital des sociétés ..... = 29 milliards
- Lutte contre les gaspillages financiers ..... = 27 milliards
- Recettes nouvelles provenant de la nouvelle croissance ..... = 111 milliards

NATIONALISATIONS prévues par le Programme commun, plus la sidérurgie, Peugeot-Citroën et le pétrole.

Davantage de démocratie, de droits et de libertés

Réaliser le progrès social et assurer l'essor du pays suppose de donner au travailleur, au citoyen, des droits pour qu'il intervienne dans la vie sociale.

- Les travailleurs doivent avoir la parole dans les entreprises.
- Dans les entreprises nationalisées, les directions d'entreprise doivent être élues par le Conseil d'Administration sur des listes de candidats libres.
- Les Communes doivent disposer de plus d'autonomie et de moyens financiers.
- Combattre la bureaucratie, le centralisme et progresser vers l'autogestion.

Dans tous les domaines la démocratie, la liberté doivent faire un bond en avant.

Les Français maîtres chez eux, grâce à l'indépendance nationale

La gestion des affaires françaises ne doit se décider ni à Washington, ni à Bonn, ni à Moscou.

Notre ambition : des Français libres, dans une France libre.

Développement d'une large coopération internationale dans le respect de l'indépendance de la France.

Dès le premier tour, émettez le vote de l'efficacité

Réélisez à l'Assemblée Nationale du Changement

Dominique FRELAUT votre député

Docteur Jacques VAN DER STEGEN député suppléant

CETTE LETTRE CIRCULAIRE N'EST PAS UN BULLETIN DE VOTE.

VU : LES CANDIDATS

D. FRELAUT

Député de Colombes - Bois-Colombes
Maire de Colombes
Conseiller Général de Colombes-Sud

Dr Jacques VAN DER STEGEN

Député suppléant. Croix de Guerre avec étoile d'argent. Responsable du Service médical du Régiment Fabien.

UNION DE LA GAUCHE

Parti Communiste Français — Parti Socialiste — Mouvement des Radicaux de Gauche — Parti Socialiste Unifié (P.S.U.) — Républicains de Progrès (Gaullistes d'opposition) — Personnalités démocratiques

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Avec 18 603 voix, le suffrage universel nous a placés largement en tête. La gauche rassemble 53,53 %.

Le R.P.R. AUBERT, candidat de M. CHIRAC, avec 27 %, est à nouveau en recul sur 1973 (— 2 375 voix et 6,75 %).

Comme dans tout le pays, la droite est désavouée.

Une nette majorité (31 030 voix et 57,71 %) proclame la nécessité de changer !

L'heure est maintenant à l'union.

UNION pour battre le candidat R.P.R. représentant la droite la plus autoritaire et la plus rétrograde.

UNION pour élire le Parlement du changement. L'accord des trois Partis du Programme Commun a consacré leur engagement solennel à constituer une majorité commune sur un programme commun, avec un gouvernement commun d'union de la gauche. L'engagement est pris de mettre en œuvre dès avril de grandes réformes sociales et de dégager les moyens pour les satisfaire.

UNION pour élire votre député entièrement dévoué à servir vos intérêts et ceux des deux villes.

Au-delà des convictions des uns et des autres, dimanche il faut choisir :

— entre le changement avec la gauche ou le maintien du conservatisme social ;

— entre un député de gauche Dominique FRELAUT — dont la réélection contribuera à la constitution d'une majorité nouvelle à l'Assemblée — et le R.P.R. Aubert qui a fait preuve de tant d'intolérance et d'agressivité.

Hommes et femmes de toutes croyances, démocrates, rassemblez-vous autour du candidat d'union de la gauche. Faites à nouveau confiance à votre député.

Ils vous appellent à réélire D. FRELAUT, Député

J.-C. EMORINE PARTI SOCIALISTE

« Je remercie les 7 980 électrices et électeurs de Colombes et Bois-Colombes qui, dimanche dernier, m'ont témoigné leur confiance en portant leurs suffrages sur le candidat du Parti Socialiste.

Le Parti Socialiste enregistre sur la circonscription un progrès très sensible, recueillant ainsi les fruits d'une campagne qu'il a menée dans la clarté et dans l'unité.

Je demande donc à tous les électeurs socialistes de reporter leurs suffrages sur notre camarade Dominique FRELAUT, candidat unique de la gauche. Ici, comme dans toute la France, la victoire est possible. Les forces populaires, galvanisées par l'accord unitaire qui vient d'être signé, vont se mobiliser, partout dans notre pays, pour qu'enfin les travailleurs prennent en main leur destin.

A Colombes et Bois-Colombes, le Parti Socialiste met toutes ses forces dans la bataille pour qu'aucune voix ne manque à notre camarade Dominique FRELAUT et que dimanche prochain il soit réélu député. »

Jacques BRUNSTEIN

Front Autogestionnaire (P.S.U.)

« Conformément à la décision prise antérieurement au premier tour de scrutin, le P.S.U. vous appelle à voter Dominique FRELAUT, candidat unique de la gauche, pour battre le candidat de la droite la plus rétrograde. »

Jean-Marc DAUDANS

Conseiller municipal de Colombes

Républicains de Progrès
(Gaullistes d'opposition)

« Par solidarité avec le Conseil municipal de Colombes et connaissant le sérieux et l'esprit démocratique qui anime notre Maire, Monsieur FRELAUT, nous appelons les électrices et électeurs qui ont porté leurs suffrages sur nos noms, pour la défense de nos idées, à faire échec aux candidats de droite. »

Le Conseil Municipal de Colombes unanime

Le Conseil municipal de Colombes, unanime, appelle toutes les Colombiennes et tous les Colombiens à réélire massivement leur Maire à l'Assemblée Nationale. C'est l'intérêt bien compris de notre ville et de la circonscription.

Dimanche prochain, r é é l i s e z Dominique FRELAUT, homme efficace, compétent, ouvert au dialogue.

Tous unis pour battre le RPR Aubert

Pour le changement

Réélisez votre député de gauche D. FRELAUT

CETTE LETTRE CIRCULAIRE N'EST PAS UN BULLETIN DE VOTE.

VU : LES CANDIDATS

IMP CARY - COLOMBES - 242 67 02 - 781 00 32

UNION
POUR LE VRAI
CHANGEMENT
Parfait Jans
Jacqueline Uzan

MADAME, MADEMOISELLE, MONSIEUR,

En 1967 et 1973, vous m'avez fait l'honneur de me désigner pour vous représenter à l'Assemblée nationale. Mes contacts nombreux avec la population, les associations et ma participation active à la vie de nos localités de CLICHY et LEVALLOIS m'ont permis de bien connaître vos préoccupations et d'agir en conséquence pour y répondre. Je pense avoir justifié votre confiance.

A LEVALLOIS, vous voterez avec les machines à voter. Pour voter JANS, appuyez sur la touche n° 1

IL FAUT EN FINIR AVEC L'AUSTÉRITÉ

L'équipe qui nous gouverne depuis si longtemps est responsable de la crise dont est victime notre peuple. Le chômage s'est développé, le pouvoir d'achat a baissé, les fins de mois sont de plus en plus difficiles.

Pendant ce temps, les privilégiés de la fortune étalent leur luxe provocant. Des gaspillages matériels, financiers et humains ruinent notre économie.

Les représentants de cette politique dans notre circonscription sont AUZANNEAU, BENOÎT, DURAND. Il faut les repousser.

POUR CHANGER, IL FAUT L'UNION

Toute notre action tend à assurer la victoire de la gauche. Nous voulons appliquer immédiatement les mesures sociales en nous donnant les moyens économiques et financiers prévus par le Programme commun porteur de vos espoirs. Les ministres communistes agiront pour la concrétisation rapide des mesures sociales annoncées.

Nous appelons François MITTERRAND et le Parti socialiste à renouer avec l'union pour le véritable changement. Nous regrettons qu'à ce jour la réponse de nos alliés socialistes soit toujours négative.

LE 12 – LE 13 ET LE 19 MARS

Vous pouvez nous aider à faire revenir le Parti socialiste à notre combat commun pour en finir avec la droite et son train de misère. Cela dépend de vous.

Même si vous ne partagez pas toutes les options du Parti communiste français, mais si vous souhaitez le vrai changement, vous nous accorderez votre confiance dès le premier tour.

Votre vote du 12 mars contribuera à l'ouverture de la discussion et à un accord dès le 13 mars pour assurer la victoire des forces de gauche au soir du 19 mars.

Merci de votre confiance.

PAS D'ABSTENTION, VOTEZ UTILE DÈS LE PREMIER TOUR.

VIVRE EN 1978

Tout au long de cette campagne électorale, nous avons ressenti les préoccupations des Clichois et des Levalloisiens et leur avons fait connaître nos propositions.

Un chômeur : Pour moi, vivre en 1978, c'est tout simplement avoir du travail et un salaire décent.

P. JANS : C'est pourquoi nous préconisons la création de 500 000 emplois dès la première année. Dès avril, le S.M.I.C. sera porté à 2 400 F et les salaires jusqu'à quatre fois le S.M.I.C. bénéficieront d'une hausse moyenne de leur pouvoir d'achat de 4 %.

Une mère de famille : Il n'y aura pas de changement pour nous, si nous restons dans ce logement petit et humide.

P. JANS : Le logement social sera déclaré prioritaire. L'objectif de 700 000 logements (le double d'aujourd'hui) sera atteint dès la première année de la législature. Pour Levallois et Clichy, cela correspondra à 3 000 logements supplémentaires d'ici 1983.

Une personne âgée : Je touche 1 150 F par mois. Mon loyer me coûte 500 F. Il me reste 650 F pour vivre et il y a encore plus malheureux que moi. Je souhaite une amélioration immédiate du sort des personnes âgées.

P. JANS : Le minimum vieillesse sera porté dès avril à 1 300 F. Il en sera de même pour l'allocation aux adultes handicapés. Le minimum retraite sera porté à 1 700 F dans l'immédiat. De ce fait, toutes les retraites et pensions seront revalorisées.

Une famille : Joindre les deux bouts, amélioration du cadre de vie, vivre en sécurité. Telles sont nos préoccupations.

J. UZAN : Nous sommes très attachés à ces questions. Les salaires seront augmentés, mais aussi les prestations familiales (+ 50 %) dès la première année. Pour l'environnement, des moyens financiers plus importants seront donnés aux communes et, en ce qui concerne la sécurité, les effectifs nécessaires seront mis au service de la prévention.

Une jeune fille et son camarade : Ce qui nous inquiète, c'est notre avenir et surtout la discrimination dont souffrent les jeunes et les femmes.

J. UZAN : Les jeunes bénéficieront eux aussi de la relance de l'économie et de la création des 500 000 emplois. D'autre part, le principe : « à travail égal, salaire égal » sera strictement appliqué. Toute discrimination dans la promotion sociale sera bannie.

Un responsable d'une association : Bien que n'étant pas d'accord sur toutes les options des communistes, j'apprécie hautement la pratique de la démocratie à Levallois, l'information, la consultation, la participation. Mais en sera-t-il de même à l'échelon national ?

P. JANS : Vous avez raison d'aborder cette question de la démocratie par votre expérience vécue à Levallois. Bien évidemment, ce que nous voulons, c'est le développement de la démocratie à tous les niveaux, le quartier, la commune, le département, la région, l'État et aussi à l'entreprise.

Un technicien de Clichy : Mais comment paierez-vous ces réalisations sociales ?

P. JANS : Il n'y a aucun mystère. En ce moment, les favorisés de la fortune font payer la crise aux travailleurs. Il faut inverser le problème et faire payer les réalisations sociales à ceux qui vivent dans l'opulence, créer un impôt sur le capital et les grosses fortunes supérieures à 200 millions d'anciens francs, procéder aux nationalisations prévues par le Programme commun.

Changer votre vie, c'est possible.

Dès le 12 mars, votez utile, renouvelez votre confiance à votre député.

VOTEZ Parfait JANS

Jacqueline UZAN

Vu, les Candidats

la cootypographie / asnières

Après l'accord national,

PARFAIT JANS

POUR LA VICTOIRE DE LA GAUCHE

Dimanche dernier, la majorité de l'électorat français a condamné la politique du pouvoir giscardien. A Clichy et Levallois, la défaite des forces de l'ancienne majorité est encore plus nette, puisque U.D.F.-R.P.R. réunis n'atteignent pas les 40 % des suffrages exprimés.

La Gauche progresse et est largement majoritaire dans notre circonscription avec 58 % des voix.

ACCORD NATIONAL CONCLU

Le 13 mars au soir, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche, signataires du Programme commun, ont conclu un accord politique portant sur les points suivants :

- Volonté de tout mettre en œuvre pour aboutir à la constitution d'une majorité commune, sur un Programme commun, pour un Gouvernement commun de la gauche.

- Mesures sociales immédiates : S.M.I.C. à 2 400 F, Allocations familiales majorées de 50 % d'ici la fin de l'année, minimum vieillesse à 1 300 F, revalorisation moyenne de 15 % des pensions et retraites, fixation des allocations minimales de chômage aux 2/3 du S.M.I.C. quand le chômeur est le seul salarié de la famille et à 50 % dans les autres cas, y compris les jeunes à la recherche d'un emploi.

- Rencontre avec les syndicats.

- Création de 500 000 emplois nouveaux dont 210 000 dans le secteur public.

- Discussion au Parlement, dès la première session, des projets de loi portant sur : l'abaissement de l'âge ouvrant droit à la retraite à 60 ans et 55 ans pour les femmes, la cinquième semaine de congés, l'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale, les actions en faveur de la santé, du logement social, des loyers, de la démocratisation de l'enseignement, le règlement du contentieux avec les anciens combattants.

- La réalisation et la poursuite efficace de cet indispensable effort social exigent que soient appliquées les réformes qui en fourniront les moyens économiques, financiers et politiques indispensables. Les nationalisations du secteur bancaire et financier et des neuf groupes industriels. L'impôt sur les grosses fortunes (plus de 200 millions d'anciens francs) et sur le capital. Démocratisation de l'impôt sur les revenus.

- L'extension de la démocratie à tous les niveaux : entreprise, quartier, commune, département, région, État.

- Indépendance nationale et coopération internationale.

Pour appliquer cette grande politique nouvelle, le Gouvernement de gauche qui sera formé à l'issue du scrutin, respectera la volonté du suffrage universel, son activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs.

Électeurs communistes, socialistes, radicaux, unissez-vous dans un même élan,

Électeurs autogestionnaires – P.S.U., gaullistes de progrès et extrême gauche, joignez-vous à nous.

Démocrates et républicains, abstentionnistes du premier tour,

Tous ensemble
contribuons à la grande victoire de la gauche
le 19 mars

A Levallois, pour voter PARFAIT JANS, candidat d'UNION DE TOUTE LA GAUCHE : TOUCHE N° 1.

Pour la victoire de la gauche

Le rassemblement de toutes les forces de gauche et des démocrates se concrétise pour assurer la victoire de la gauche au niveau national et la réélection de Parfait JANS à Clichy et Levallois.

Désistements – Appels aux électeurs

LE PARTI SOCIALISTE et ses candidats :
Henri LE GALL et Nicole BERNARD, appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages le 19 sur leur député, Parfait JANS, devenu le candidat d'union de toute la gauche.

LE MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE et ses candidats :
M.E. PAU et J.C. NOULIN, s'associent à la déclaration nationale et vous appellent à rassembler vos suffrages le 19 sur votre député, Parfait JANS, candidat d'union de toute la gauche.

LES CANDIDATS DU FRONT AUTOGESTIONNAIRE – P.S.U. :
J.M. DEMALDENT et D. PLIHON, ainsi qu'ils l'avaient annoncé avant le 12 mars, appellent les travailleurs et les habitants de Clichy-Levallois à voter pour le candidat de la gauche arrivé en tête au premier tour des élections législatives.

F. MENZIO et J.M. DARNIS, après avoir assuré la présence au premier tour de l'**UNION DES GAULLISTES DE PROGRÈS**, appellent les Clichois et les Levalloisiens à se prononcer au deuxième tour pour Parfait JANS, démocrate sérieux et sincère dont nous avons besoin.

TOUS ENSEMBLE
Pour la victoire de la gauche

Votez, faites voter dimanche

PARFAIT JANS

Candidat

d'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

Jacqueline UZAN
Suppléante

Vu, le Candidat.

la cootypographie / asnières

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Ve Circonscription — Courbevoie - La Garenne

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 39-45
Déporté Résistant

CHARLES DEPREZ

Député sortant

Maire de Courbevoie

PARTI REPUBLICAIN

SUPPLEANT :

Max CATRIN

Maire de La Garenne
Docteur en Médecine

Dans un débat où se joue **l'AVENIR de la FRANCE,** il est regrettable que beaucoup de candidats se présentent uniquement pour compter leurs voix.

Votez utile dès le 1er tour :

Les dernières consultations électorales ont prouvé que je suis le seul candidat susceptible de s'opposer victorieusement à la Gauche : presque tous les Conseillers Municipaux R.P.R. l'ont compris et soutiennent ma candidature. Le **C.D.S.** et le **Parti Radical** également m'ont donné leur investiture.

Quelles que soient les divergences entre **Partis Communiste** et **Socialiste,** quel que soit le candidat de la **Gauche,** qui arrivera en tête, le désistement entre eux se fera puisque la **candidate socialiste est une communiste camouflée :** elle avoue, en effet, avoir longtemps appartenu au Parti Communiste. Elle avoue être marxiste et appartient à la fraction révolutionnaire du Parti Socialiste, le **CERES.** Si Vous refusez le collectivisme dans lequel le Programme Commun ne manquerait pas de nous entraîner, vous ne pouvez voter ni pour l'un, ni pour l'autre des candidats de la Gauche.

Si la Gauche l'emporte le Président GISCARD D'ESTAING ne pourra pas s'opposer à l'application du Programme Commun

Ce sera, comme à chaque fois que la Gauche a pris le pouvoir, la FAILLITE MONETAIRE et l'AGITATION.

Quel que soit le rapport de forces Parti Communiste - Parti Socialiste au Parlement, ce sont les communistes, puissants par leurs organisations qui feront la décision dans la rue et dans les entreprises.
Comprenant les conséquences de cette union, le candidat radical de gauche s'est retiré.

Quand les Communistes prennent le pouvoir, ils n'acceptent plus les décisions du suffrage universel.

Il n' y a aucune chance de sauvegarder la liberté que nous connaissons et que tant de peuples ont perdu.

Le plan BARRE est en train de réussir. Si la Majorité l'emporte, elle continuera le redressement économique dont les premiers effets commencent à se faire sentir.

Un certain nombre d'électeurs, qui ont été tentés par les propositions des Socialistes, s'en rendent compte.

Ceux d'entre eux qui ne sont pas marxistes doivent nous rejoindre.

Tous les Français sont conscients de l'enjeu :

ou bien la FRANCE roulera sur la pente qui mène à la démocratie populaire avec son cortège habituel de privation de libertés, de faillites et de dépendance de l'étranger.

ou bien ils donnent au Président GISCARD D'ESTAING les moyens de continuer le redressement économique qui seul permet le progrès social.

Pour cela :

Votez Charles DEPREZ

Député sortant — Maire de COURBEVOIE

Suppléant

Max CATRIN

Maire de La Garenne

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Imp. BAUMAN - Courbevoie

Vu, le candidat.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 19 MARS 1978

Vᵉ Circonscription — Courbevoie - La Garenne

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 39-45
Déporté Résistant

CHARLES DEPREZ

Député sortant

Maire de Courbevoie

PARTI REPUBLICAIN

SUPPLEANT :

Max CATRIN

Maire de La Garenne
Docteur en Médecine

En m'accordant près de 40 % des suffrages.

Le choix des Electeurs de notre circonscription a été très net le 12 Mars. Ils m'ont désigné pour soutenir l'action réformatrice du Président GISCARD D'ESTAING et

BARRER LA ROUTE AU COLLECTIVISME ET AU PROGRAMME COMMUN.

Je les en remercie.

Mon adversaire est la candidate du Parti Socialiste qui a avoué publiquement :

1 - Etre une ancienne Communiste,
2 - Etre partisan du Collectivisme,

Elle s'aperçoit maintenant de la répulsion qu'exerce sur ceux qui ont voté pour elle le collectivisme et renie ses aveux.

Elle fait partie de la gauche, de cette **nébuleuse** *qu'est le* **Parti Socialiste**, *et qui regroupe des Électeurs de toutes tendances.*

Le RPR m'a donné l'investiture: son candidat se désiste en ma faveur.

Tous les Conseillers Municipaux de COURBEVOIE et LA GARENNE soutiennent ma candidature ainsi que les Conseillers Généraux de la Majorité.

De même le Groupe d'Etude Economie Ecologie 92.

MITTERRAND A UNE FOIS DE PLUS CÉDÉ

L'accord de désistement bâclé lundi entre les Partis de Gauche prévoit que le gouvernement de la Gauche serait composé par moitié de Ministres Communistes :

CE SERAIT RAPIDEMENT LA DÉMOCRATIE POPULAIRE

CONTRE CE DANGER

Votez Charles DEPREZ

Député sortant — **Maire de COURBEVOIE**

Suppléant

Max CATRIN

Maire de La Garenne

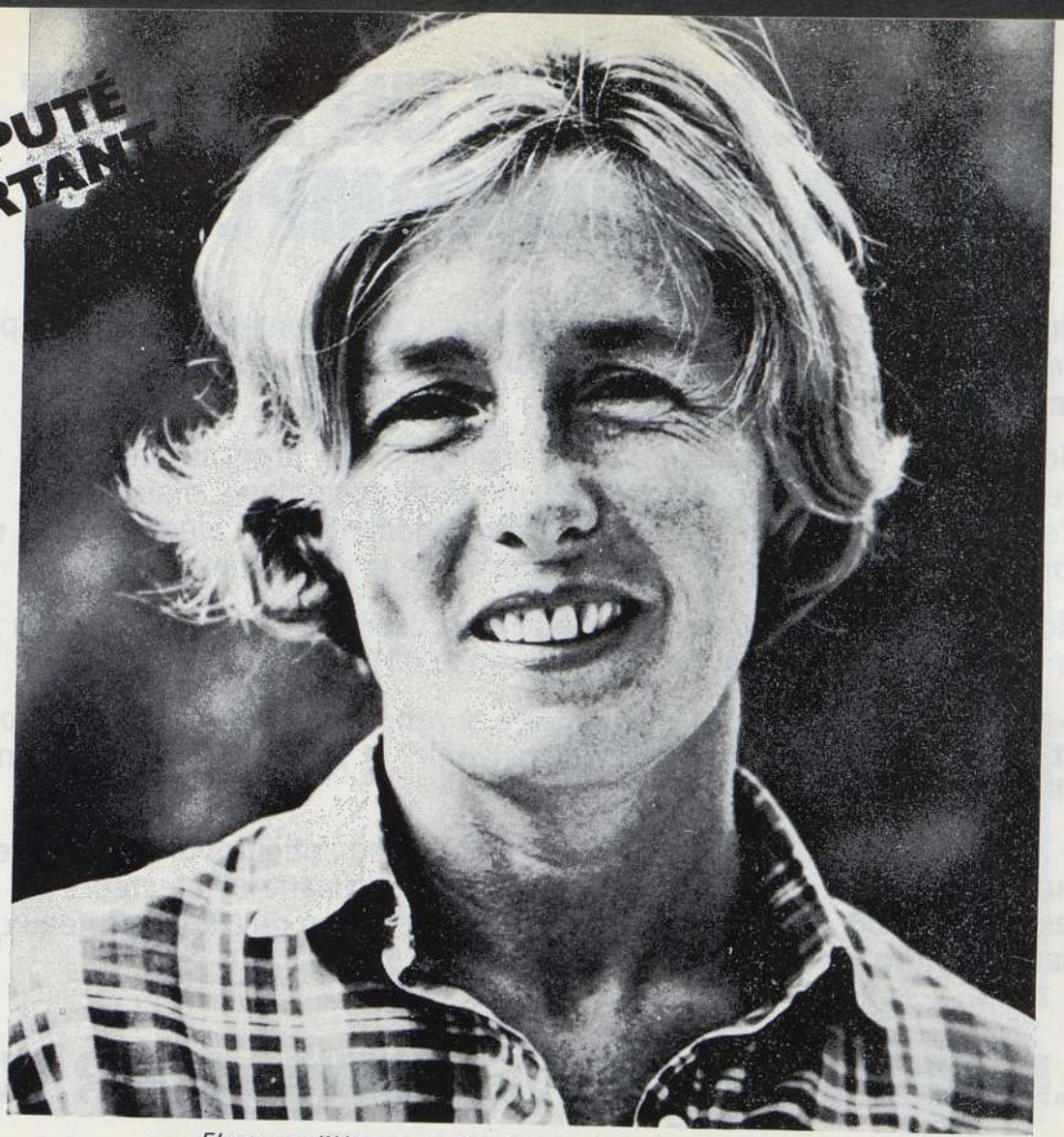
MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

candidats du :

- *PARTI RÉPUBLICAIN*
- *CENTRE DES DÉMOCRATES SOCIAUX*
- *PARTI RADICAL*
- *RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE*

IMP. BAUMAN - 789-01-61

Vu, le candidat.



Florence d'Harcourt : Médaillée de la Famille Française

FLORENCE D'HARCOURT

CANDIDATE D'UNION POUR UNE MAJORITÉ RÉNOVÉE

Député sortant, 47 ans, mariée, cinq enfants.
1951-55 : membre du personnel navigant d'une grande compagnie aérienne
1970-75 : Président de Femme avenir (centre féminin d'études et d'informations)
Auditeur à l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale
Membre du conseil supérieur de l'Education Familiale auprès du Ministère de la Santé
Vice Présidente de la commission des Affaires Etrangères et de la Paix du Conseil International des Femmes
Membre de la Commission de la Défense Nationale et Forces Armées à l'Assemblée Nationale.

YVES GAUTIER - SUPPLEANT

49 ans, marié, cinq enfants.
1973-75 : Président de l'Association
des anciens élèves d'HEC
Chef d'entreprise
Conseiller municipal de Neuilly
Membre du Comité directeur des élus locaux.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
ELECTIONS LEGISLATIVES MARS 1978
6e CIRCONSCRIPTION NEUILLY-PUTEAUX

VOTEZ POUR UN DÉPUTÉ A TEMPS COMPLET

Un député au Parlement a pour mission d'y représenter sa circonscription, de voter des lois, de faire des propositions, de donner ou refuser sa confiance au Gouvernement.

Un candidat à la députation n'a pas à proposer un programme de gouvernement, ce qui serait ridicule et démagogique, mais doit s'engager à prendre des positions correspondant à des idées simples et fondamentales, partagées par la majorité de la population.

Florence d'Harcourt et son suppléant se présentent comme candidats pour une majorité rénovée. A cet effet Florence d'Harcourt s'engage :

– après chaque session parlementaire, à rendre compte de ses positions et propositions, par "Neuilly-Puteaux Avenir" et par des réunions comme elle l'a toujours fait.

– à être en permanence en contact avec la population pour écouter ses suggestions, inquiétudes et propositions, en recevant les électeurs et les associations très actives dans la circonscription de Neuilly-Puteaux, dans le cadre de ses permanences.

LES 12 POINTS QUE JE DÉFENDS POUR VOUS

Les propositions et votes de Florence d'Harcourt seront basés sur les points suivants :

1. Amélioration de la sécurité du citoyen.
2. Défense de la famille. Statut de la mère de famille. Création d'un Ministère de la Famille pour une politique familiale d'ensemble.
3. Soutien matériel et respect des personnes âgées qui, par leur expérience, sont une force vivante de ce pays.
4. Limitation des mandats électoraux, pour que le maximum de citoyens participent à la vie politique.
5. Défense de la liberté de l'entreprise et priorité à l'emploi.
6. Défense de la liberté de l'enseignement.
7. Société d'accueil et de solidarité pour les jeunes qui se sentent souvent rejetés dans un monde matérialiste.
8. Politique de défense nationale et politique étrangère qui assurent la sécurité des Français et le rayonnement de la France.
9. Décentralisation effective.
10. Simplification des textes et règlements administratifs.
11. Halte à la pression fiscale française qui décourage les initiatives, encourage le travail noir et provoque la fuite des cerveaux et des capitaux.
12. Indexation de l'Epargne.

vu les candidats

L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS -

Florence d'Harcourt : Médaillée de la Famille Française

FLORENCE D'HARCOURT

CANDIDATE D'UNION POUR UNE MAJORITÉ RÉNOVÉE

Député sortant, 47 ans, mariée, cinq enfants.
1951-55 : membre du personnel navigant d'une grande compagnie aérienne
1970-75 : Président de Femme avenir (centre féminin d'études et d'informations)
Auditeur à l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale
Membre du conseil supérieur de l'Education Familiale auprès du Ministère de la Santé
Vice Présidente de la commission des Affaires Etrangères et de la Paix du Conseil International des Femmes
Membre de la Commission de la Défense Nationale et Forces Armées à l'Assemblée Nationale.

YVES GAUTIER - SUPPLEANT

49 ans, marié, cinq enfants.
1973-75 : Président de l'Association
des anciens élèves d'HEC
Chef d'entreprise
Conseiller municipal de Neuilly
Membre du Comité directeur des élus locaux.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
ELECTIONS LEGISLATIVES MARS 1978
6e CIRCONSCRIPTION NEUILLY-PUTEAUX

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978

CHERS AMIS,
ELECTRICES, ELECTEURS DE NEUILLY-PUTEAUX,

Le 12 mars, par vos votes, vous étiez nombreux dans le combat mené ensemble contre la politique politicienne, la puissance écrasante de l'argent et le collectivisme ennemi de nos libertés.

LE 19 MARS, AVEC FORCE, TOUS ENSEMBLE, nous affirmerons notre foi dans le destin de notre Pays.

NOUS LE FERONS AVEC DIGNITE, CAR LA CIRCONSCRIPTION DE NEUILLY-PUTEAUX EST UN SYMBOLE ET RESTERA UN EXEMPLE DONT NOUS SOMMES FIERS.

MON ELECTION EST AUSSI LA VOTRE.

Je sais pouvoir compter sur chacun de vous, tout au long de mon mandat **QUE J'ASSUMERAI A NOUVEAU DANS L'EFFICACITE ET LA MORALE POLITIQUE.**

Pour votre vote, pour votre confiance, pour la France, je vous dis merci.

Florence d'HARCOURT
candidate

Yves GAUTIER
suppléant

Vu, le candidat

Imp. Avenir Graphique - Paris

DOCTEUR

Jacqueline FRAYSSE

Conseiller général
Conseiller municipal de Nanterre

Jean LACOMBE

Maire adjoint de Suresnes
Député suppléant

CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

MADAME, MONSIEUR,

Pour lui succéder dans ses fonctions de député de Nanterre-Suresnes, Raymond BARBET et mes amis du Parti Communiste Français m'ont demandé de soumettre ma candidature à vos suffrages le 12 mars prochain.

La base de mon action à l'Assemblée nationale sera à l'image de celle de R. BARBET, dont l'activité, pendant des années, a prouvé s'il en était besoin l'efficacité d'un député communiste pour défendre sans relâche les intérêts de la population.

La politique conduite par MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac organise la vie chère, enfonce le pays dans la crise.

Chaque jour vos difficultés s'aggravent. Il est urgent que ça change !

C'est possible. A cet égard le vote du 12 mars constituera un engagement important de votre part. Avec mes amis du P.C.F. nous vous appelons à agir pour sauver l'union et faire revenir le Parti Socialiste au respect des engagements qu'il avait souscrits dans le Programme commun de 1972.

Pour cela, au-delà de la marque de confiance que vous m'accorderez, ma candidature peut rassembler tous ceux et toutes celles qui veulent le changement, quelles que soient par ailleurs leurs opinions. Avec ce large appui, je vous assure que l'entente sur le Programme, le gouvernement et les désistements, est possible. Nous avons besoin de ce soutien pour que le Parti Socialiste reprenne sa place à la table des discussions.

Ainsi, tout dépend de vous !

Les bulletins de vote rassemblés, dès le 12 mars, sur mon nom et celui de mon suppléant Jean LACOMBE (maire adjoint de Suresnes), signifieront « NON » à la misère, à l'injustice, au chômage. Ils constitueront une véritable pétition en faveur d'un gouvernement de gauche avec des ministres communistes appliquant un Programme commun de gouvernement.

Pour Nanterre-Suresnes, votre bulletin de vote signifiera à la fois la poursuite de l'œuvre de votre député sortant, et la volonté de voir s'ouvrir les perspectives nouvelles.

Je m'engage, quant à moi, à me dépenser sans compter pour faire prévaloir, à l'Assemblée nationale, vos légitimes aspirations au mieux-être, à la justice sociale, à la fraternité.

Docteur Jacqueline FRAYSSE.

Imp. Avenir Graphique - Paris

RAYMOND

BARBET

Député,
Maire honoraire
de Nanterre

VOUS DEMANDE DE VOTER Jacqueline FRAYSSE

Comme vous le savez, j'ai proposé à mes amis communistes de Nanterre et de Suresnes, de désigner J. FRAYSSE pour être présentée à vos suffrages et me succéder dans mes fonctions de député.

J. FRAYSSE possède toutes les compétences et qualités pour être reconnue comme une digne représentante de celles et ceux qui aspirent à une vie meilleure, à plus de justice et de liberté.

Depuis le 25 novembre 1962, je suis votre porte-parole à l'Assemblée nationale. Je vous demande aujourd'hui de reporter la confiance dont vous m'aviez investi sur mon amie le Docteur Jacqueline FRAYSSE.

Ai-je besoin d'ajouter que le grand succès qu'elle obtiendra, je l'interpréterai comme le meilleur souvenir que vous gardez de l'exercice de mon mandat et, à l'avance, je vous en remercie.

YVES

SAUDMONT

Maire de Nanterre

Le 12 mars prochain, vous êtes appelé à un choix décisif. L'enjeu du scrutin est clair : si la droite l'emporte, notre pays s'enfoncera encore plus dans la crise.

Au contraire, si la gauche l'emporte, c'est une perspective de progrès matériel et moral qui s'ouvrira devant les Français.

Aussi, conscient par mes fonctions des difficultés de plus en plus grandes, voire insurmontables, auxquelles sont confrontés de nombreux Nanterriens et Suresnois, je vous appelle à voter, dès le premier tour, pour les seuls candidats de l'UNION et du CHANGEMENT : le Docteur Jacqueline FRAYSSE et son suppléant Jean LACOMBE.

AVEC JACQUELINE FRAYSSE
DES ENGAGEMENTS CLAIRS
POUR UN AVENIR MEILLEUR

● **Le progrès social :** S.M.I.C. à 2 400 F et augmentation générale des salaires – ouverture du droit à la retraite à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes. Majoration de 50 % des allocations familiales. 500 000 emplois nouveaux en 1978. Retour au remboursement de la Sécurité sociale à 80 % et 100 %.

● **Les moyens du progrès social :** Nationalisations de 9 grands groupes et leurs filiales – impôts sur le capital et les grosses fortunes.

● **Extension de la démocratie et des libertés :** Participation des travailleurs à la vie et à la gestion des affaires du pays à tous les niveaux. Mise en place de structures autogestionnaires à l'entreprise, dans les localités.

● **Paix et indépendance nationale :** Permettant de garantir, sans pressions extérieures, la réalisation des objectifs décidés par la majorité du peuple.

● **POUR NANTERRE-SURESNES :**

– Arrêt de la désindustrialisation de NANTERRE-SURESNES.

– Maintien et développement des activités dans nos deux villes.

– Construction de logements sociaux et amélioration de l'habitat existant.

– Réalisation du Parc départemental sur les glacis du Mont Valérien, conformément aux souhaits exprimés par les municipalités de nos deux villes.

– Achèvement de la zone B1 à NANTERRE, au mieux des intérêts de ceux qui y vivent et y travaillent.

– Amélioration de la desserte en transports urbains de nos deux villes : fréquence du R.E.R., plus grande régularité des lignes autobus (260, 257, 304, etc.), avec horaires aménagés, notamment les soirs et les dimanches.

– Réalisation de la jonction ferroviaire Défense-Issy-Plaine.

LE 12 MARS : VOTEZ UTILE ET EFFICACE

VOTEZ : JACQUELINE FRAYSSE

JEAN LACOMBE

CANDIDATS DE L'UNION ET DU CHANGEMENT

la cootypographie / asnières

Vu, les candidats.

UNION DE LA GAUCHE

DOCTEUR

Jacqueline FRAYSSE

Conseiller Général - Conseiller Municipal de Nanterre

Jean LACOMBE

Maire adjoint de Suresnes - Député suppléant

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS – PARTI SOCIALISTE
MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE
FRONT AUTOGESTIONNAIRE (P.S.U.)
FÉDÉRATION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

MADAME, MADEMOISELLE, MONSIEUR,

La population de Nanterre et Suresnes, comme dans tout le pays, vient d'apporter une majorité de suffrages à la gauche.

Dimanche dernier, vous avez très largement condamné une politique qui atteint chaque jour davantage votre vie quotidienne. Vous avez exprimé votre volonté de changement et l'espoir d'une politique nouvelle.

L'accord intervenu entre les partis de gauche crée des conditions nouvelles pour battre la droite, il ouvre une perspective de victoire avec l'avènement d'un gouvernement de la gauche qui mettra en œuvre une politique de progrès, de justice sociale et de liberté.

Placée en tête de tous les candidats, je deviens, sur la base de cet accord et comme vous le déclarent Georges LE GALLO, Gilles REQUILE et J.-P. GUILLAUMIN, la candidate de l'union de toute la gauche pour Nanterre et Suresnes.

D'autres candidats de sensibilités différentes ont exprimé leur opposition au pouvoir actuel et notamment à sa politique de l'environnement et du cadre de vie. Nul doute que leurs électeurs retrouveront dans ma candidature de large union les raisons essentielles de leur démarche du premier tour.

Dimanche prochain, en rassemblant vos bulletins de vote sur mon nom et celui de mon suppléant Jean LACOMBE (maire adjoint de Suresnes), vous permettrez aux partis de gauche de mettre en œuvre la politique nouvelle définie par le Programme commun et appliquée par un gouvernement d'Union de la gauche.

En effet, seule la gauche peut rassembler autour d'elle tous ceux qui aspirent à un véritable changement pour réaliser vraiment une politique sociale et de renouveau national.

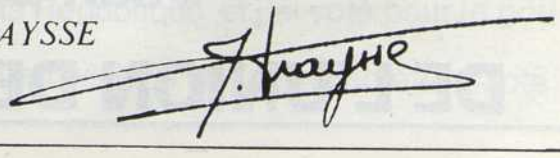
La première tâche de ce gouvernement sera d'appliquer des mesures sociales qui amélioreront vos conditions d'existence et votre cadre de vie (S.M.I.C. à 2 400 F - relèvement des salaires et allocations familiales - création de 500 000 emplois - revalorisation des pensions et retraites - retour aux 40 heures - abaissement de l'âge ouvrant droit à la retraite...).

Bien entendu, l'application de cette politique sociale hardie sera accompagnée de réformes qui fourniront les moyens financiers, économiques et démocratiques indispensables.

Élue à l'Assemblée nationale du changement, je poursuivrai l'œuvre de notre regretté Raymond BARBET.

Je m'engage à devenir le député de toute la population de nos deux villes. A faire prévaloir vos légitimes aspirations et répondre ainsi à votre attente de mieux-être, de justice sociale, de liberté et de fraternité.

Dr Jacqueline FRAYSSE



Avec les socialistes... POUR LA VICTOIRE DE LA GAUCHE

Le Parti socialiste remercie les 10 074 Suresnois et Nanterriens qui lui ont manifesté leur confiance au premier tour des élections législatives. En rassemblant 19,50 % des suffrages, le Parti socialiste réalise ainsi une progression importante sur son score de 1973 (+ 6,27 %).

Il est aujourd'hui une force politique sur laquelle il faut compter et qui joue un rôle déterminant dans cette circonscription.

Les trois partis signataires du Programme commun de gouvernement ont clairement manifesté leur désir d'assurer la victoire de la gauche.

L'accord national ainsi intervenu rend à nouveau possible cette victoire, condition indispensable pour réaliser les changements attendus par la majorité des travailleurs de ce pays.

Le Parti socialiste et ses candidats Georges LE GALLO et Alain BERENDES appellent donc **toutes les électrices et tous les électeurs** qui leur ont fait confiance le 12 mars à rassembler leurs suffrages le 19 mars sur Jacqueline FRAYSSE devenue la candidate d'Union de toute la gauche.

A Suresnes-Nanterre, la progression du Parti socialiste est aujourd'hui le gage du succès de toute la gauche.

Avec les socialistes, faites gagner la gauche le 19 mars.

Georges LE GALLO et **Alain BERENDES**
Candidats socialistes
Les sections de Nanterre-Suresnes du P.S.

Gilles REQUILÉ

Conseiller municipal de Nanterre
Membre du P.S.U.
(candidat du Front autogestionnaire)

Bien avant le 12 mars 1978 le P.S.U. avait donné sa position pour le second tour : « désistement pour le candidat de la gauche le mieux placé ».

D'autre part, le Front autogestionnaire a clairement exprimé pendant la campagne, sa volonté de **battre la droite.**

J'appelle donc à voter le 19 mars 1978 pour Jacqueline FRAYSSE, candidate de la gauche arrivée en tête.

Jean-Claude GUILLAUMIN

Jean-Claude GUILLAUMIN, candidat de la Fédération des Républicains de Progrès, mouvement national des Gaullistes d'opposition, appelle à voter au deuxième tour pour le candidat d'Union de la gauche, le Docteur Jacqueline FRAYSSE.

Aujourd'hui, la priorité pour les Gaullistes sincères est de battre la majorité giscardienne qui brade l'indépendance nationale et bloque tout progrès social réel.

UN APPEL D'YVES SAUDMONT

Avec l'Union de la gauche, je vous demande de rassembler dimanche prochain la puissante volonté de changement que vous avez exprimée au premier tour.

Ainsi vous ferez de Jacqueline FRAYSSE un député largement investi de vos espérances de mieux-être et de redressement de notre pays.

Yves SAUDMONT,
Maire de Nanterre

UN APPEL DE ROBERT PONTILLON

L'accord intervenu entre les partis signataires du Programme commun crée enfin les conditions d'une victoire de la gauche le 19 mars.

Comme responsable national du Parti socialiste, je souhaite que tous ceux qui espèrent ce succès se rassemblent dimanche prochain sur le nom de Jacqueline FRAYSSE, candidate d'Union de toute la gauche.

Ce succès sera celui de tous ceux qui aspirent à de véritables changements démocratiques autour d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.

Robert PONTILLON,
Sénateur-maire, Conseiller général,
Secrétaire national du P.S.

Pour la victoire, le 19 mars

VOTEZ JACQUELINE FRAYSSE

Jean LACOMBE Suppléant

CANDIDATS

DE L'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

la compygraphie asnieres

Vu, les candidats.

LE MEILLEUR CHOIX

JACQUES BAUMEL

député sortant de la majorité

SUPPLEANT **PATRICK OLLIER**

Madame, Mademoiselle, Monsieur

Me voici à nouveau candidat devant vous.

Vous me connaissez et beaucoup d'entre vous savent tout ce que j'ai fait pour vous défendre tant sur le plan local que sur le plan national.

Devant les perspectives actuelles de ces élections, j'estime de mon devoir de me représenter afin de poursuivre l'action que je mène au Parlement ou dans notre circonscription, et défendre les idées auxquelles je suis très attaché.

L'extrême confusion qui a dominé la campagne électorale s'est dissipée. Il apparaît clairement que le succès du Programme Commun de la Gauche entraînerait un bouleversement de notre société que la France ne pourrait supporter étant donné la crise mondiale qui la frappe. De plus, **Georges MARCHAIS exige des ministres communistes au gouvernement à des postes clefs,** ce qui mettrait en péril notre indépendance. François MITTERAND, champion des équivoques, reste fidèle au programme Commun et à l'Union avec les Communistes, ce qui risque d'ouvrir une grave crise des institutions. Par ses promesses démagogiques, le Programme Commun apporterait au pays un surcroit de maux :

- 20% d'inflation
- Faillite de 300.000 entreprises
- 2 millions de chômeurs
- Effondrement de votre pouvoir d'achat
- Alourdissement de la bureaucratie

Qui paierait toutes les dépenses nouvelles ? Les riches d'abord, les autres après, c'est-à-dire **NOUS TOUS,** par le doublement des Impôts.

Contre ces dangers, ma candidature se situe dans le cadre de la Majorité.

Je reste fidèle aux institutions stables de la Vème République qui nous ont valu des années de progrès économique et social.

Député de la Majorité, j'ai soutenu le Président de la République et j'ai voté pour le gouvernement de R. BARRE.

Approuvant le Programme de BLOIS, je regrette les divisions et je respecte le pacte majoritaire pour l'Union nécessaire.

Attaché à un certain type de Société, j'entends défendre librement avec Jacques CHIRAC, ce qui me paraît essentiel :

- une lutte plus offensive en faveur de l'emploi
- une relance de l'économie, dans le respect de la liberté d'entreprendre
- une chance égale pour tous les Français dès leur naissance,
- une aide accrue à la famille et à la femme comportant un statut familial
- un relèvement progressif des plus bas salaires, la réduction des inégalités et une plus grande justice Fiscale
- le maintien et la revalorisation des droits des cadres.
- une plus grande fermeté de l'Etat face à la violence, aux entreprises de destruction et aux grèves scandaleuses de certains services publics
- la défense de la liberté d'enseignement et du travail
- la poursuite de la construction de l'Europe
- une politique étrangère plus active et plus indépendante

Dans notre circonscription il faut tout mettre en œuvre pour que le candidat de la Majorité qui a le plus de chance de l'emporter, rassemble dès le premier tour le plus de suffrages possibles et bénéficie du soutien de tous.

Candidat le mieux placé pour cela, homme de la plus large union, élu proche de vous et qui a fait ses preuves, aidé par un suppléant **jeune et compétent, Patrick OLLIER,** je vous demande de me faire confiance comme vous l'avez toujours fait.

Vous qui êtes des Citoyens responsables, des femmes et des hommes avisés, soucieux de l'avenir, votez pour celui qui saura le mieux vous défendre.

AGIR POUR VOUS A GARCHES RUEIL ET SAINT-CLOUD

- protéger votre cadre de vie : NON au béton et aux tours
- faciliter vos déplacements : amélioration des transports en commun et de la circulation des voitures et des Piétons
- assurer votre sécurité chez vous et dans vos quartiers
- améliorer votre vie quotidienne : NON à la A 86 et à la L.I.O.
- développer les Equipements sociaux, culturels et sportifs
- poursuivre l'aide au troisième âge : téléphone gratuit
- aider les Associations locales.

LE 12 MARS VOTEZ JACQUES BAUMEL PATRICK OLLIER

IMP. DE RUEIL

vu le candidat

POUR LA LIBERTÉ CONTRE L'AVENTURE

JACQUES BAUMEL

CANDIDAT D'UNION ET DE PROGRES DANS LA LIBERTÉ

Chère Madame, Chère Mademoiselle, Cher Monsieur,

Je tiens d'abord à remercier les 23 429 électrices et électeurs de Garches, Rueil et Saint-Cloud qui, malgré le grand nombre de candidats m'ont renouvelé leur confiance en me plaçant en tête avec plus de 40 % des voix.

Je suis très touché par cette manifestation de fidélité et de sympathie envers votre élu qui a toujours fait le maximum pour sa circonscription.

MAIS RIEN N'EST GAGNÉ

J'ai encore besoin de vous. La situation vient de changer. Au deuxième tour il ne reste en présence que deux candidats :

● Le candidat commun des socialistes et des communistes, Jacques FOURNIER, membre du CERES, c'est-à-dire la tendance marxiste du P.S.

● Jacques BAUMEL, député sortant de la majorité, candidat de la plus large union possible pour la défense des institutions et de notre société de liberté, contre l'aventure et le chaos.

La situation est grave et vous avez à prendre une décision d'importance nationale.

Attention, vous risquez de vous réveiller lundi avec un député socialo-communiste à Garches, Rueil et Saint-Cloud. Tout ce qui a pu être fait d'utile depuis sept ans serait balayé.

N'élisez pas un député qui permettra de faire entrer des ministres communistes à des postes clefs au gouvernement.

Dans les circonstances présentes j'ai le devoir de vous prévenir. En effet, cette semaine, François Mitterrand a capitulé devant le diktat de Georges Marchais : pour avoir les voix des communistes, il a accepté le Programme Commun actualisé, c'est-à-dire aggravé et le partage du gouvernement à part égale avec les communistes.

Ceci est d'une gravité extrême. Voter pour un socialiste c'est voter pour un complice des communistes, c'est faire courir à la France un danger mortel.

Je m'adresse aux libéraux et aux chrétiens épris de justice.

Je m'adresse aux nombreux électeurs qui, sans être marxistes ont voté socialiste ou radical de gauche.

Ils ne veulent pas d'un régime collectiviste de type communiste, ils ne veulent pas d'une révolution socialiste style CERES. Qu'ils réfléchissent cette semaine. Qu'ils écoutent dimanche la voix du bon sens et de l'intérêt national.

Je m'adresse aux électeurs qui ont voté dimanche dernier pour l'U.D.F. ou pour l'écologie. Ils ont voulu exprimer leurs préférences ou leur mécontentement. C'est normal au premier tour puisqu'ils avaient le choix. Dimanche prochain, en revanche, répondant aux appels et aux conseils venus de tous côtés ils auront la lourde responsabilité de s'opposer au danger marxiste.

Plus encore qu'au premier tour, Jacques BAUMEL est désormais le candidat de la plus large union, soutenu à la fois par toutes les formations de la majorité : giscardiens, R.P.R., centristes, indépendants, radicaux.

Dimanche, pas une voix nationale ne doit manquer au candidat d'union, Jacques BAUMEL.

Votre intérêt est de choisir l'homme que vous connaissez le mieux, dont vous appréciez le travail, l'efficacité et le dévouement, qui a déjà tant fait pour le 3e Age, pour la défense de l'environnement, contre les projet absurdes de la A 86 et de la L.I.O. et pour améliorer votre vie quotidienne.

Votre intérêt est d'élire un député qui, à l'Assemblée votera des lois pour une politique de progrès et de justice sociale, pour des réformes dans la liberté ; un député qui soutiendra l'action du Président de la République et de son gouvernement.

En votant Jacques BAUMEL, vous voterez contre les graves conséquences de l'application du Programme Commun :

- Doublement des impôts ;
- Augmentation du chômage ;
- Faillite de centaines de milliers d'entreprises ;
- Ruine de millions de Français avec la chute du franc ;
- Disparition des libertés essentielles, notamment la liberté de l'enseignement et la liberté d'entreprise ;
- Sacrifice de classes entières telles que les cadres et les classes moyennes.

Refusez ces changements-là ! Ils condamnent la France à mort.

Dimanche prochain, après avoir réfléchi, votez en conscience pour la meilleure solution : Une France libre, indépendante, heureuse, équilibrée, unie, sur la voie de la justice et du progrès.

Votez pour votre meilleur défenseur qui connaît bien vos problèmes.

JACQUES BAUMEL

SUPPLEANT PATRICK OLLIER

NE VOUS ABSTENEZ PAS
RIEN N'EST ENCORE GAGNÉ
DIMANCHE CHAQUE VOIX COMPTERA

IMP. DE RUEIL - M. RALLIER

Vu le candidat

9e Circonscription des Hauts-de-Seine

(Meudon, Sèvres, Chaville, Ville-d'Avray, Vaucresson, Marnes-la-Coquette)

Union pour la Majorité

R.P.R. - P.R. - C.D.S. - C.N.I. - M.D.S.F. - Parti Radical Socialiste - M.S.P.

Votez pour Claude LABBÉ le 12 Mars car le premier tour sera décisif. Votez utile car chaque voix comptera.

Il ne s'agit plus de nuances mais d'un choix grave et essentiel, qui porte sur notre société de liberté menacée par le Programme Commun des socialistes et des communistes. C'est pourquoi **la majorité, unie dès le premier tour, soutient Claude LABBE candidat unique** du Rassemblement pour la République, du Parti Républicain, du Centre des Démocrates Sociaux, du Centre National des Indépendants, du Mouvement des Démocrates Sociaux de France, du Parti Radical Socialiste, du Mouvement Socialiste pour la Partipicapion (gaullistes de gauche).

Votre choix peut donc s'exercer clairement dès le 12 Mars.

C'est le choix de la Majorité présidentielle, le bon choix pour la France.

Votez pour un député efficace.

Claude LABBE est toujours intervenu pour le bien de la population. Un exemple récent : la suppression de classes aux lycées et C.E.S. de MEUDON et SEVRES a pu être rapportée grâce à l'intervention de Claude LABBE auprès du Ministre HABY après concertation avec les associations d'enseignants et de parents d'élèves.

Votez pour un député social et humain.

Claude LABBE est à l'origine des principales lois sociales. Un exemple récent : le vote à son initiative de la déduction de 10 % du montant des impôts payés par les pensionnés et retraités.

Votez pour un député présent.

Claude LABBE est également présent à l'Assemblée Nationale et dans sa circonscription. Il travaille beaucoup pour vous. Chaque soir il tient une réunion de quartier. Il participe aux manifestations locales culturelles ou sportives. Il connaît parfaitement tous les problèmes de sa circonscription. Tous les samedi matin il assure une permanence centrale à MEUDON. En 11 ans il a écrit plus de 200.000 lettres à ses électrices et à ses électeurs.

Votez pour un député écologiste.

Le combat de Claude LABBE pour la défense de l'environnement fait de lui l'un des meilleurs défenseurs de l'écologie à l'Assemblée Nationale. Sa lutte contre le tracé de la A 86, l'amendement qu'il a fait adopter pour le classement des forêts en témoignent. Un exemple récent : l'achat par l'Etat du Haras de Jardies à Vaucresson et Marnes.

Votez pour un député féministe.

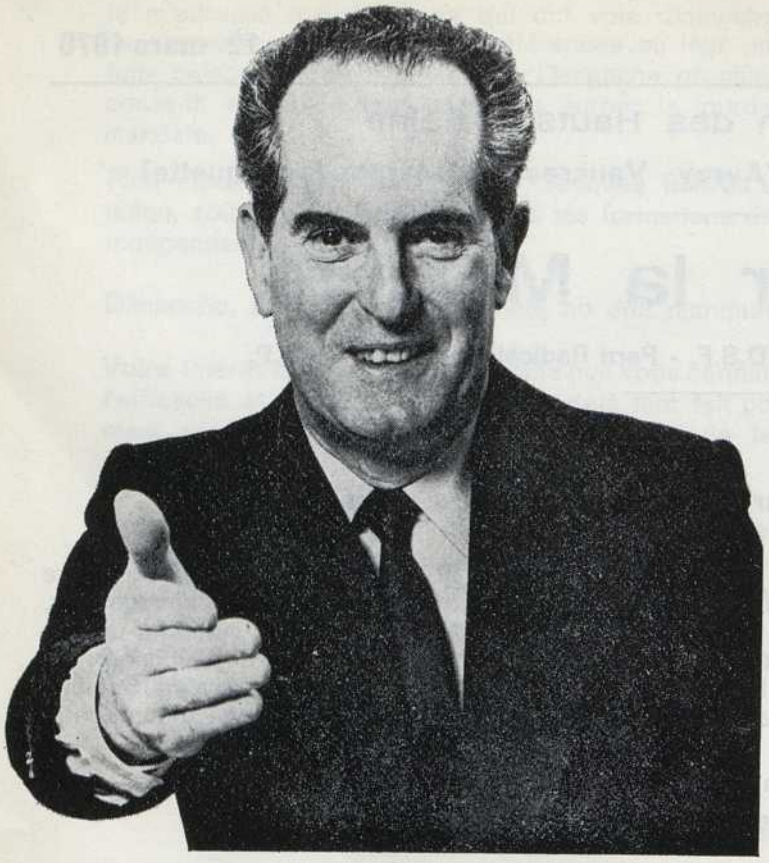
Il ne suffit pas de se proclamer féministe et de manifester de bonnes intentions en période électorale, la loi LABBE, votée à l'unanimité le 1er juin 1977 est un acte positif en faveur des femmes. Cette loi permet aux femmes âgées de 60 ans de prendre, si elles le désirent, leur retraite au taux plein de la Sécurité Sociale.

Votez pour un député de progrès.

Claude LABBE agit individuellement et collectivement pour résoudre les problèmes de l'emploi, en particulier concernant les jeunes. Un exemple récent : Claude LABBE a déposé une proposition de loi prévoyant l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle.

Votez pour un député d'union.

Par son action Claude LABBE a permis l'union des différentes familles au sein de la majorité. Elu en 1973 et constamment réélu depuis Président du Groupe du R.P.R. son rôle s'est toujours exercé dans le sens de l'unité.

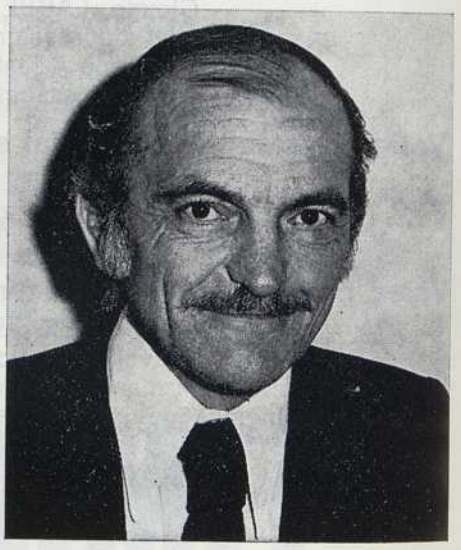


Union pour la Majorité

Rassemblement Pour la République
Parti Républicain
Centre des Démocrates Sociaux
Centre National des Indépendants
Mouvement des Démocrates Sociaux de France
Parti Radical Socialiste
Mouvement Socialiste pour la Participation (Gaullistes de Gauche)

CLAUDE LABBÉ

Inspecteur de l'Aéronautique - Membre du Conseil Supérieur de l'Aéronautique - Député des Hauts-de-Seine depuis 1967 - Président du groupe du Rassemblement pour la République à l'Assemblée Nationale - Aspirant des chars de combat du général de Gaulle en 1940, il rejoint les réseaux de la France Libre. A 24 ans, il est décoré de la Croix de Guerre avec citations et de la Médaille de la Résistance.



BERNARD BRUNEAU

Avocat à la Cour
Maire de VAUCRESSON
Membre du Parti Républicain

Votez pour Claude LABBÉ votre député

Votez pour Claude LABBÉ et Bernard BRUNEAU

candidats d'Union pour la Majorité

IMP. M. COGNÉE, MEUDON

Elections Législatives **19 mars 1978**

9e Circonscription des Hauts-de-Seine

(Meudon, Sèvres, Chaville, Ville-d'Avray, Vaucresson, Marnes-la-Coquette)

Claude LABBÉ, candidat d'Union pour la Majorité

R.P.R. - P.R. - C.D.S. - C.N.I. - M.D.S.F. - Parti Radical Socialiste - M.S.P.

Grâce à l'entente qui a permis à la majorité unie de s'affirmer dès le premier tour, Claude LABBÉ a obtenu près de 47 % des suffrages.

Dans chacune de nos communes, Claude LABBE arrive très nettement en tête :

- à Meudon avec 43,16 %
- à Sèvres avec 43,93 %
- à Chaville avec 43,03 %
- à Ville-d'Avray avec 57,65 %
- à Marnes-la-Coquette avec 63,10 %
- à Vaucresson avec 63,70 %

Les tenants du Programme Commun totalisent, avec leurs deux candidats, seulement 36 % des voix. Ni l'un ni l'autre n'approche de la moyenne nationale obtenue par leurs formations respectives.

Ce succès de la Majorité dans la 9e circonscription des Hauts-de-Seine, ce succès pour la France doit être amplifié au second tour.

Claude LABBE, votre député, doit disposer du plus grand nombre de voix possible pour mieux vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Dans cet esprit, vous devez confirmer et élargir encore la majorité dont il doit disposer le 19 mars.

Nous appelons en particulier les électrices et les électeurs qui ont voulu marquer leur souci de l'écologie, à reporter leurs suffrages sur Claude LABBÉ, un député qui saura — comme par le passé — privilégier la défense de l'environnement, la protection de la nature et la sauvegarde des sites. Claude LABBÉ est, actuellement, l'un des plus ardents défenseurs et l'un des meilleurs spécialistes de l'écologie au Parlement.

Nous appelons aussi les électrices et les électeurs qui, au premier tour, ont choisi selon leurs préférences l'un des candidats ne défendant pas le Programme Commun, à voter utile en nous rejoignant.

Confirmez votre vote du 12 mars. Assurez, le 19 mars, notre succès. Votez Claude LABBÉ, candidat unique de la majorité présidentielle. Affirmez votre bon choix pour la France. C'est encore par la mobilisation de toutes les bonnes volontés et par votre vigilance que notre victoire deviendra définitive le 19 mars.

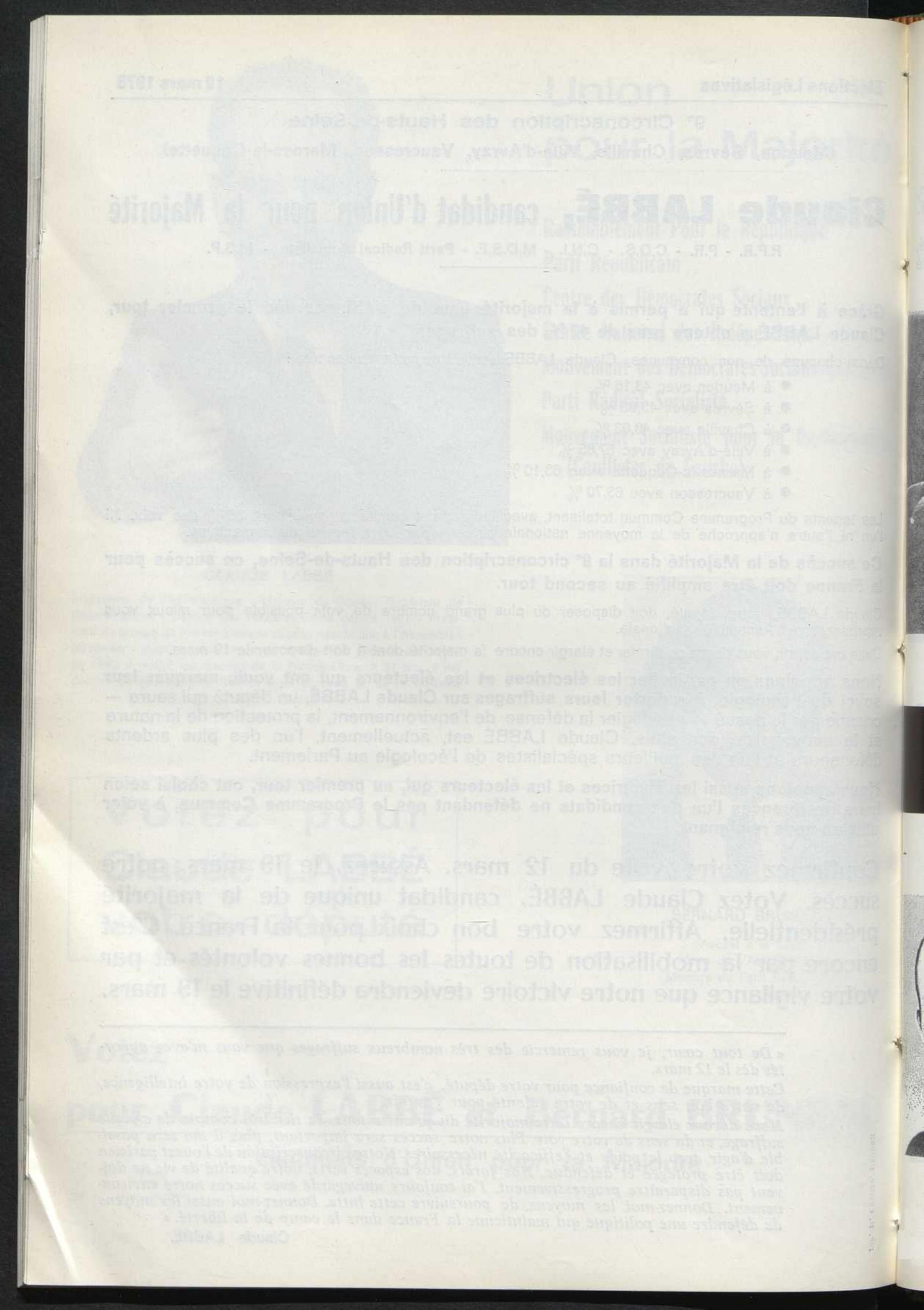
« De tout cœur, je vous remercie des très nombreux suffrages que vous m'avez apportés dès le 12 mars.

Cette marque de confiance pour votre député, c'est aussi l'expression de votre intelligence, de votre bon sens et de votre volonté pour l'avenir.

Nous devons élargir encore cette majorité du premier tour. Je tiendrai compte de chaque suffrage, et du sens de votre vote. Plus notre succès sera important, plus il me sera possible d'agir avec le poids et l'efficacité nécessaires. Notre circonscription de l'ouest parisien doit être protégée et défendue. Nos forêts, nos espaces verts, notre qualité de vie ne doivent pas disparaître progressivement. J'ai toujours sauvegardé avec succès notre environnement. Donnez-moi les moyens de poursuivre cette lutte. Donnez-moi aussi les moyens de défendre une politique qui maintienne la France dans le camp de la liberté. »

Claude LABBÉ.

IMP. M. COGNÉE, MEUDON



Elections législatives les 12 et 19 mars 1978

UNION POUR L'AVENIR DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Georges GORSE

Maire de Boulogne-Billancourt
Ancien Ministre
Conseiller général des Hauts-de-Seine
Conseiller Régional de l'Ile-de-France

Ministre plénipotentiaire
Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure
Agrégé des lettres
Officier de la Légion d'Honneur
Médaillé de la Résistance

CANDIDAT investi par

le Rassemblement Pour la République
le Centre National des Indépendants et soutenu par le Comité Radical Socialiste de Boulogne-Billancourt

Suppléant

Paul GRAZIANI

Député sortant
Premier adjoint au Maire de Boulogne-Billancourt
Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine
Conseiller Régional de l'Ile-de-France

Administrateur Civil
Chevalier de la Légion d'Honneur

UNION POUR LA MAJORITÉ

Electrices, électeurs de Boulogne-Billancourt,

VOUS ME CONNAISSEZ

MAIRE de cette ville depuis sept ans, j'ai mené en faveur de tous, sans discrimination, une action que vous avez approuvée il y a moins d'un an **par un vote massif.**

MINISTRE du Général de Gaulle et Ministre du Travail de Georges Pompidou, j'ai réalisé, en accord avec les partenaires sociaux, une œuvre de justice sociale et lutté pour l'emploi.

JE SUIS LE CANDIDAT D'UNION POUR LA MAJORITE

Au défi collectiviste, nous opposerons une politique audacieuse et énergique.

NOUS VOULONS :

- relancer l'économie par une politique nouvelle ;
- rendre aux Français la liberté d'entreprendre ;
- assurer un emploi à tous et notamment aux jeunes ;
- réduire les écarts sociaux par une augmentation des bas salaires ;
- donner aux cadres la place correspondant à leurs responsabilités ;
- favoriser un commerce libre et actif ;
- faire jouer pleinement la solidarité nationale en faveur des personnes âgées, des handicapés et des isolés.

NOUS VOULONS :

- mettre en œuvre une vraie politique de la **famille** ;
- assurer sans mollesse la **sécurité** des citoyens ;
- défendre la liberté de tous ;
- sauvegarder l'indépendance de la France, sans compromis à l'égard de quiconque, dans le cadre d'une Europe libre.

Dans la confusion provoquée par l'avalanche des candidats, de l'extrême gauche à l'extrême droite, et accentuée par la présence, dans la majorité même, **d'une candidature de division**, votre choix est clair.

Je vous demande de vous prononcer pour un homme que vous connaissez et en qui vous avez confiance.

DES LE PREMIER TOUR

Vu le Candidat

C.P.I. 677.22.34.

Election Législative du 19 Mars 1978
10e Circonscription des Hauts-de-Seine

UNION POUR L'AVENIR DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Georges GORSE

Maire de Boulogne-Billancourt
Ancien Ministre
Conseiller général des Hauts-de-Seine
Conseiller Régional de l'Ile-de-France

Ministre plénipotentiaire
Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure
Agrégé des lettres
Officier de la Légion d'Honneur
Médaillé de la Résistance

Candidat unique de la majorité

Suppléant

Paul GRAZIANI

Député sortant
Premier adjoint au Maire de Boulogne-Billancourt
Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine
Conseiller Régional de l'Ile-de-France

Administrateur Civil
Chevalier de la Légion d'Honneur

UNION POUR LA MAJORITÉ

Electrices, électeurs de Boulogne-Billancourt,

Par 22.545 voix, soit 45,06 % des suffrages, vous m'avez porté très largement en tête, dès le premier tour de scrutin. Ce résultat marque, par rapport aux élections de 1973, une progression de près de 3.000 voix.

Je vous remercie très vivement de ce soutien massif qui est pour moi le plus précieux encouragement.

Mais seul compte le résultat final et la partie n'est pas encore gagnée.
Il faut donc redoubler d'efforts pour que dimanche 19 mars, ce premier succès soit consolidé et élargi.

Face au candidat du Programme Commun,
je demande à ceux qui m'ont déjà fait confiance de ne pas se démobiliser et de confirmer leur vote.

Je demande à ceux qui, se réclamant de la majorité, n'ont pas cru devoir m'apporter leur soutien au premier tour, de considérer que je suis désormais le CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITÉ et le seul en mesure de défendre leur choix fondamental de société.

Je demande à ceux dont le vote s'est, d'abord, inspiré d'un souci d'ordre public et d'opposition au collectivisme, de « voter utile ».

Je demande aux écologistes SINCÈRES de considérer que l'écologie ne se rêve pas : elle se fait chaque jour. Ce n'est pas un élement de manipulation politique, c'est la préoccupation quotidienne de ceux qui, comme moi, ont la responsabilité d'une grande ville.

Je demande, même, à ceux qui votent « à gauche » pour s'exprimer contre les injustices que recèle toute société, de réfléchir encore, avant de s'engager dans la voie d'un marxisme démodé où ils seront les otages de la machine communiste. La démagogie du Programme Commun, endossée par les socialistes, est porteuse de ruine économique, donc de chômage accru et de monnaie dévaluée et, en fin de compte, de libertés opprimées. Mon action passée et présente, témoigne à leurs yeux de mon souci constant d'aider les plus défavorisés et de réduire les inégalités sociales.

A tous ceux, enfin, qui sont las des querelles, des valses hésitations, et des embrassades pour mieux étouffer, je redis simplement mon attachement au progrès social et à l'indépendance nationale.

L'heure n'est plus aux nuances.
En votant, dimanche, pensez à la France.

Georges GORSE
CANDIDAT UNIQUE DE LA MAJORITÉ

Suppléant : **Paul GRAZIANI**

Vu le Candidat

C.P.I. 677.22.34.

GUY DUCOLONÉ

Ajusteur.
Député - Conseiller Général
Vice-président du groupe Communiste
à l'Assemblée Nationale.
Ancien déporté - résistant à Buchenwald.
Croix de Guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance.

LÉO FIGUERES

Typographe.
Maire et Conseiller Général de Malakoff.
Ancien député.
Ancien dirigeant de la Résistance de la
Jeunesse dans la zone sud de la France.
Médaille de la Résistance.

CHANGER VRAIMENT

VOTEZ LE 12 MARS POUR

GUY DUCOLONÉ

DÉPUTÉ DE VANVES - ISSY-LES-MOULINEAUX - MALAKOFF

suppléant Léo FIGUERES

Maire de Malakoff

CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Député d'Issy les Moulineaux, Malakoff, Vanves depuis 13 ans, j'ai défendu les intérêts des habitants dans nos trois villes comme à la tribune de l'Assemblée Nationale; j'ai pris part à toutes les actions que vous avez menées pour vos conditions de vie et de travail. Réélu, vous me trouverez toujours à vos côtés.

Durant ces dernières années, le chômage a plus que quadruplé, l'inflation a accompagné une hausse annuelle des prix de plus de 10 %, les impôts, les loyers, les charges de toute nature ont pesé plus lourd, créant des difficultés nouvelles dans les foyers de travailleurs, frappant particulièrement les jeunes et les plus âgés. Tel est le bilan des gouvernements de MM Giscard d'Estaing, Barre, Chirac, Lecanuet entièrement au service des grandes sociétés financières et industrielles.

VOUS EN AVEZ ASSEZ, VOUS AVEZ RAISON. VOUS VOULEZ QUE CELA CHANGE VRAIMENT. Vous demandez que le pays soit gouverné pour son peuple et non plus pour une poignée de privilégiés qui ne savent quoi faire de leur richesse insolente.

POUR CELA, VOTEZ COMMUNISTE.

Je m'adresse à vous toutes et à vous tous. Le scrutin du 12 mars vous offre la possibilité d'agir pour changer tout de suite vos conditions d'existence, pour avoir une vie meilleure pour vous et vos enfants.

En m'assurant d'une confiance renforcée, vous vous prononcerez pour le Programme Commun actualisé, pour des ministres communistes dans un gouvernement de la gauche, pour soutenir les efforts du Parti Communiste Français en faveur de l'union.

NOS OBJECTIFS SONT CLAIRS : CE SONT LES VOTRES

NOUS VOULONS DES AVRIL 1978 SATISFAIRE LES REVENDICATIONS ESSENTIELLES DES TRAVAILLEURS :

SMIC à 2 400 F; relèvement du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés; augmentation de 50 % des allocations familiales; 1 300 F de minimum vieillesse; semaine de 40 heures, cinquième semaine de congés payés; 1 300 F mensuels pour les handicapés; mise en chantier de 100 000 logements supplémentaires en 1978; fixation de l'âge donnant droit à la retraite à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes et création de 500. 000 emplois dès la première année pour les jeunes en premier lieu.

NOUS VOULONS ELARGIR ET GARANTIR LES LIBERTÉS COLLECTIVES & INDIVIDUELLES par la participation des citoyens à la vie locale, départementale, régionale et nationale en donnant des droits nouveaux aux travailleurs dans les entreprises, créant des conseils d'ateliers permettant une réelle autogestion.

NOUS VOULONS ASSURER DANS LA PAIX, L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE, par le développement de nos industries de base pour éviter d'être sous la tutelle étrangère, par la coopération économique, culturelle avec tous les pays par une défense efficace et indépendante et par des initiatives du gouvernement en vue du désarmement.

LE 12 MARS, EN VOTANT COMMUNISTE, VOUS VOUS PRONONCEREZ AUSSI POUR LA MISE EN OEUVRE DES MOYENS DE CE CHANGEMENT VÉRITABLE.

LES MOYENS D'UNE POLITIQUE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE EXISTENT.

Il faut faire payer les riches et prendre les mesures économiques indispensables: nationalisation du secteur bancaire et financier, des principaux grands groupes industriels et de leurs filiales; création d'un impôt sur la fortune; stimulation de la consommation populaire afin d'assurer un nouvel essor à l'économie et à la création d'emplois.

Les ressources nouvelles que nous proposons rapporteront 207 milliards dès la première année. Elles permettront de financer les 147 milliards que coûtent les mesures sociales que nous préconisons.

LES TROIS VILLES DE NOTRE CIRCONSCRIPTION PARTICULIEREMENT FRAPPÉE PAR LA CRISE BÉNÉFICIERONT DE LA POLITIQUE QUE JE VIENS D'ÉVOQUER. Elle permettra de stopper la néfaste désindustrialisation, de créer des milliers d'emplois nouveaux nécessaires, de bâtir au moins 5 000 logements sociaux pour résorber toutes les demandes en attente, de compléter l'équipement scolaire, social et culturel de nos cités, de résoudre le problème des transports, de défendre notre cadre de vie contre les diverses sources de pollution, d'enlaidissement et de nuisances.

Avec la participation active de mon ami Léo Figuères, Maire de Malakoff, dont les réalisations sociales sont exemplaires, je continuerai d'agir avec vous pour que les intérêts de nos trois villes et de leurs populations soient toujours mieux défendus.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je vous demande de voter pour les candidats communistes le 12 mars, pour l'union et le vrai changement, pour la victoire.

Le vrai changement exige un accord entre les partis de gauche sur un bon programme, sur la constitution d'un gouvernement d'union de la gauche, comprenant des ministres communistes.

Le refus du Parti Socialiste de bien actualiser le Programme Commun est la conséquence de l'abandon des engagements qu'il avait signés en 1972. Depuis, malgré nos appels répétés, il se refuse à reprendre la discussion pour aboutir à l'accord sur le programme, le gouvernement et les désistements. Nous ne renonçons pas à la conclusion d'un accord. Nous voulons l'Union.

Le vote massif pour les communistes le 12 mars peut seul surmonter ces obstacles et ouvrir le chemin d'un bon accord. Même si vous ne partagez pas toutes les idées et les conceptions des Communistes, contribuez à l'union pour le changement en votant communiste.

CHAQUE VOIX COMPTERA.

N'EGAREZ PAS VOS SUFFRAGES. NE VOUS TENEZ PAS A L'ÉCART DU SCRUTIN. VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS.

VOUS AVEZ EN MAIN LES CLEFS DU CHANGEMENT.

LE 12 MARS, EN VOTANT COMMUNISTE, OUVREZ VOUS-MEME LA VOIE A UNE VIE MEILLEURE, PLUS SURE ET PLUS LIBRE.

Guy DUCOLONÉ
Député de la 11éme Circonscription.

Vu le Candidat.

IMPRIMERIE GUIDI CLAMART

Elections législatives du 19 Mars 1978 11e circonscription des Hts-de-Seine

GUY DUCOLONÉ

DÉPUTÉ DE VANVES - ISSY-LES-MOULINEAUX - MALAKOFF

CANDIDAT

D'UNION DE LA GAUCHE

Soutenu par :

- LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
- LE PARTI SOCIALISTE
- LE MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

Madame, Monsieur,

Dimanche dernier les électrices et les électeurs de Vanves, d'Issy-les-Moulineaux et de Malakoff m'ont largement placé en tête de tous les candidats.

La majorité d'entre vous, en votant pour différents candidats, s'est prononcée contre la politique d'injustices, d'inégalités, de chômage du pouvoir en place.

Pour le second tour, conformément aux accords conclus, je suis le candidat d'union de toute la gauche. Le candidat du Parti Socialiste, Jacques THIBAULT et celui du Mouvement des Radicaux de Gauche, Jean-Marie RICHIER, appellent leurs électeurs à reporter leurs suffrages sur mon nom. La candidate du Front Autogestionnaire, Evelyne PICHENOT, m'apporte également son soutien. Tous ceux qui ont fait campagne pour le changement appuient ma candidature.

Ainsi, Dimanche 19 Mars, par votre vote, vous manifesterez clairement votre volonté de voir gagner la gauche pour appliquer la politique nouvelle à laquelle vous aspirez.

Vous approuverez l'Union réalisée et l'accord signé le 13 Mars par François MITTERRAND, Robert FABRE et Georges MARCHAIS.

Quel qu'est été votre vote au premier tour, en m'accordant votre suffrage, vous condamnerez la droite représentée, dans cette circonscription par le RPR André SANTINI.

En m'accordant votre suffrage, vous permettrez à votre Député d'avoir aussi plus d'efficacité pour défendre les intérêts de notre circonscription.

Je veux vous assurer, Madame, Monsieur, que je continuerai à être le représentant de tous les habitants de nos trois villes.

Jacques THIBAULT et Jean GLAVANY : Parti Socialiste

Jean-Marie RICHIER et Alain FASSEUR : Mouvement des Radicaux de Gauche

Evelyne PICHENOT et Bruno BOUSSAULT : Front Autogestionnaire

Des milliers de démocrates de nos trois villes vous appellent à

VOTER GUY DUCOLONÉ

CANDIDAT D'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

../...

DESISTEMENTS POUR GUY DUCOLONÉ

Jacques THIBAULT
Jean GLAVANY

PARTI SOCIALISTE

Conformément à ses engagements et fidèle à la ligne politique qu'il s'est tracé en 1971, le PARTI SOCIALISTE appelle l'ensemble de ses électeurs à assurer au deuxième tour la victoire du candidat de gauche le mieux placé.
Jacques THIBAULT et Jean GLAVANY se désistent donc pour Guy DUCOLONÉ et Léo FIGUÈRES qui deviennent, de ce fait, les candidats de l'UNION DE LA GAUCHE pour le second tour.
Avec le PARTI SOCIALISTE faites tout ce qui est possible pour battre le candidat de la droite dont la campagne ne repose que sur la calomnie et l'argent.
Chassons la droite pour mettre en œuvre la politique du Programme Commun.
Elisons les candidats d'UNION DE LA GAUCHE !

J. [illegible]

Jean Marie RICHIER
Alain FASSEUR
Candidats M.R.G. pour la Circonscription
ISSY LES MOULINEAUX - VANVES
MALAKOFF

Le mouvement des Radicaux de Gauche et leurs candidats appellent toutes les électrices, tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 MARS, à rassembler leurs suffrages le 19 sur GUY DUCOLONE, devenu le candidat d'Union de toute la Gauche.

Evelyne PICHENOT :
Front Autogestionnaire

«En ce qui concerne le front autogestionnaire soutenu par le P.S.U. et le M.A.N. nous avons pris depuis longtemps une position claire de désistement de classe pour battre la droite et nous appelons donc tous ceux qui se reconnaissent dans la démarche du projet autogestionnaire à voter pour GUY DUCOLONE au 2ème tour.»

APPELS

APPEL A TOUS LES GAULLISTES

Les électeurs ayant choisi de placer Monsieur DUCOLONE en tête des candidats de la Gauche, j'appelle les Gaullistes qui ont voté pour lui de continuer, aux autres de le faire et à tous ceux qui ont voté pour celui du Mouvement des Démocrates (Michel JOBERT) à ne pas s'abstenir ; mais à voter pour le candidat du changement, du progrès et de l'union : GUY DUCOLONE même s'il ne partage pas toutes ses idées.

Pour le Comité des Gaullistes d'opposition
Jean Pierre RICHEZ

Le Général BINOCHE — Compagnon de la Libération
Léo HAMON — Ancien Ministre
Jacques MADAULE — Ecrivain

soutiennent GUY DUCOLONE

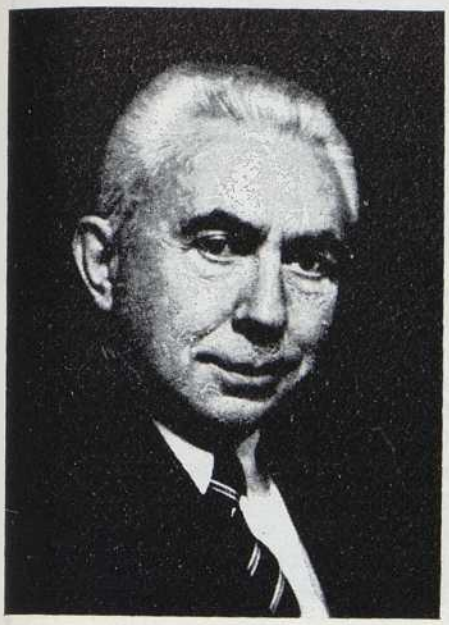
Des défenseurs du cadre de vie de l'environnement de l'autogestion vous appellent ainsi que des femmes et des hommes de toutes opinions

A VOTER LE 19 MARS

GUY DUCOLONÉ

Imprimerie GUIDI

Vu le Candidat



Pour le soutien à l'action du Président de la République

Jean FONTENEAU

Maire de Clamart

UNION POUR LA DEMOCRATIE FRANÇAISE

SUPPLEANT

Jean-Paul MARTINERIE

Conseiller Municipal de Sceaux
Ingénieur Commercial

Electrices, Electeurs,

Les 12 et 19 mars chaque Française, chaque Français, décidera de son avenir et de celui de la France.

Depuis 30 ans des efforts considérables ont été entrepris pour faire de notre pays une grande Nation.

L'effort doit être continué. Dans une période où la richesse nationale augmente moins vite, il faut que le pouvoir soit assuré par des hommes et des femmes réalistes, préoccupés par le souci de mieux répartir les fruits du travail de tous et d'en faire bénéficier en premier lieu les moins favorisés.

Je vis au milieu de vous depuis 25 ans et connaissant vos soucis, vos préoccupations, ainsi que les besoins de nos communes, je continuerai à travailler pour vous et proposerai au Gouvernement et au Parlement des mesures nouvelles afin d'accélérer la lutte contre les injustices sociales.

Tel est l'objet essentiel de ma candidature. J'appartiens à la majorité présidentielle, j'ai toujours apporté mon soutien au Premier Ministre Raymond Barre et au Président de la République.

Les difficultés actuelles ne peuvent être résolues comme le prétendent les socialistes et communistes. N'ayant aucune responsabilité ils promettent tout, mais sont incapables de s'accorder pour financer leurs promesses. En réalité ce serait par une accélération de l'inflation, de la hausse des prix dont les plus pauvres seront comme toujours les principales victimes.

En fait ils ne sont d'accord sur rien. Le « programme commun » était de la poudre aux yeux pour séduire les électeurs. Aujourd'hui ils doivent avouer leurs désaccords. Comment pourraient-ils demain gouverner la France sans la mener au désordre.

Vous ne vous laisserez pas prendre par des promesses tentantes mais illusoires.

Vous choisirez ce que nous vous proposons : la saine gestion, l'ordre et le calme. Cette action peut être conduite sans démagogie sur la base des objectifs proposés par le Premier Ministre sous l'autorité du Président de la République.

En élisant Jean FONTENEAU qui soutient franchement leur action et leurs propositions, vous ferez avancer le progrès et la justice en sauvegardant les libertés.

Qui est Jean FONTENEAU ?

Ayant travaillé à 16 ans dans la construction navale, il sait ce qu'est le travail manuel, une entreprise, les problèmes vécus par les ouvriers : chômage, salaires, affrontements syndicaux.

Ensuite, ayant participé à une entreprise d'édition, il connaît les problèmes de gestion, de vente des produits et des charges supportées par les entreprises.

Combattant dans la marine en 1939-1945, il a vécu les humiliations de la France, il sait à quoi conduisent les démissions successives, les faiblesses des gouvernements, les abandons qui détruisent les qualités naturelles d'une Nation.

Etant depuis 19 ans Maire-Adjoint, puis Maire de sa commune, il sait ce que sont les problèmes d'urbanisme, de logements, d'emploi, de circulation et d'équipements équilibrés d'une cité. Il connaît la réalité des problèmes financiers pour assurer la saine gestion d'une collectivité.

Il est toujours resté fidèle à la formation reçue dans sa jeunesse et a toujours refusé les fausses idéologies.

Il a consacré ses forces au service de la personne humaine et de la famille.

A toujours défendu et servi la liberté de pensée, la liberté d'entreprendre, la justice et la paix.

Marié - père de deux enfants et grand-père
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier des Palmes Académiques

Suppléant :

Jean-Paul MARTINERIE

Conseiller Municipal de Sceaux
Marié, père d'un enfant

Il est âgé de 28 ans, licencié es sciences, diplômé de la Faculté d'Orsay. Après avoir été enseignant en Math-Physiques, il entre dans une société d'informatique en tant qu'ingénieur commercial.

Il a été animateur du Syndicat étudiant. Au Conseil Municipal il est membre de la Commission des Finances et s'occupe également des problèmes de logement.

UN PROGRAMME POUR LA FRANCE

Les grandes lignes d'action définies dans le programme de Blois, seront les objectifs que je défendrai à l'Assemblée Nationale, afin de transformer les conditions de vie des Français.

La défense des citoyens - Perfectionner la garantie des droits de la personne - Renforcer les droits du citoyen face à l'administration.

Développer les pouvoirs locaux - Redonner aux élus locaux et aux Maires leurs responsabilités sur l'urbanisme - Aménager la taxe d'habitation et le régime de la taxe professionnelle.

Sécurité des Français - Mise en œuvre des conclusions du comité sur la violence - Augmentation sur 5 ans de 10 000 unités (force gendarmerie et police urbaine).

Défense Nationale - Maintien du système de dissuation nucléaire - Développer les dialogues sur la prolifération nucléaire et le désarmement - Poursuivre les efforts de construction de l'Europe unie.

L'économie - les entreprises - Plafonnement des impôts sur les sociétés, sur le revenu et la TVA en 78 et 79 à leur niveau actuel - Aide à la modernisation des entreprises - Retour à la liberté des prix.

Les travailleurs - Assurer aux jeunes le premier emploi - Aider leur installation pour créer des entreprises artisanales et commerciales - Progression du SMIC - Combler les écarts de salaires des travailleurs manuels - Harmoniser les régimes d'aide aux personnes privées d'emploi - Les cadres désigneront leurs représentants aux conseils d'administration ou de surveillance.

La fiscalité - Réformer la loi sur les plus-values foncières - Uniformiser les droits de mutation - Pause pendant 2 ans des charges sociales et fiscales des particuliers.

Enseignement - Poursuivre l'équipement pour l'accueil des enfants d'âge maternel - Moderniser les universités, 150 milliards pour 5 ans.

Famille - Garantir la progression du pouvoir d'achat des allocations - Revenu familial pour les familles à partir de 3 enfants - Statut social de la mère de famille.

Personnes âgées - Porter en 1979 l'allocation à 40 F par jour - Gratuité des soins médicaux pour les titulaires du minimum vieillesse - Développer : services d'aide ménagère, soins médicaux à domicile, résidences-logement - Relogement sur place dans les opérations de rénovation avec un loyer équivalent.

Les femmes - Travail à temps partiel - Augmenter le congé de maternité - Stage de formation professionnelle pour les veuves, les divorcées ou les mères de famille souhaitant reprendre un emploi - Statut de conjoint-collaborateur à la femme d'artisan ou de commerçant.

La qualité de la vie et l'écologie - Sauvegarder le patrimoine naturel - Lutter contre les pollutions et les nuisances - Renforcer la vie associative - Développer l'information sur les projets d'équipement et la dimension écologique des problèmes de la société moderne - Rénovation des transports - Doubler les lignes téléphoniques en cinq ans.

Encourager le sport et la culture - Développer l'aide budgétaire aux clubs et aux associations sportives - Doubler le budget du ministère de la Culture en cinq ans.

POUR NOTRE CIRCONSCRIPTION j'agirai plus particulièrement pour :

faciliter le logement social en particulier pour les jeunes ménages et les personnes âgées ;

améliorer les transports en commun, notamment les prolongations de ligne de métro et les liaisons de communication intercommunales ;

défendre l'emploi et conserver les entreprises implantées sur nos communes ;

maintenir et développer les espaces verts ;

coopérer avec les responsables locaux.

Vu le candidat

VOTEZ pour JEAN FONTENEAU
Maire de CLAMART
Candidat d'Union pour la Démocratie Française

IMPRIMERIE de COMPIEGNE

Jean FONTENEAU

Maire de Clamart

CANDIDAT D'UNION POUR LA MAJORITE

SUPPLEANT

Jean-Paul MARTINERIE

Conseiller Municipal de Sceaux
Ingénieur Commercial

Electrices, Electeurs,

Le 12 mars vous m'avez placé en tête de tous les candidats de la majorité.

Merci de tout cœur de votre confiance.

J'ai maintenant la charge de gagner la bataille du second tour.

Mon adversaire sera M. Gelly. Nous refusons que notre circonscription soit représentée à l'Assemblée Nationale par un communiste.

Il faut donc que toutes les forces se rassemblent :

POUR DEFENDRE

les institutions de la République
les libertés collectives et individuelles

POUR ASSURER

la poursuite du redressement économique
la défense du franc
le pouvoir d'achat des travailleurs
le retour au plein emploi

POUR AMELIORER

les conditions de vie des personnes âgées
les droits de la famille
la situation des accidentés et handicapés
la sécurité des citoyens

(tourner au verso)

Il faut aussi que nous agissions tous ensemble pour développer la qualité de la vie en préservant et en aménageant les espaces verts, en luttant contre les pollutions et les nuisances.

J'appelle tous les républicains, tous les démocrates, quel qu'ait pu être leur choix du premier tour à se rallier à ma candidature et à se joindre à mon combat.

J'ai toujours été un homme d'ouverture et de contact. Je ne serai pas l'élu d'un parti, mais le serviteur de tous les habitants de notre circonscription, recherchant toujours le bonheur des hommes dans le respect de leur liberté.

VOUS VOTEREZ TOUS DIMANCHE PROCHAIN

pour

JEAN FONTENEAU

et

JEAN-PAUL MARTINERIE

Vu le candidat

LE DIMANCHE 19 MARS, PAS D'ABSTENTION. TOUTES LES VOIX SONT NECESSAIRES POUR ASSURER LA VICTOIRE

IMPRIMERIE de COMPIEGNE

Depuis 5 ans vous êtes représenté à l'Assemblée nationale par Henri GINOUX qui, en 1973, a battu largement le candidat du Programme commun.

Membre très actif de la Commission des Finances et Président du Groupe d'Etudes des P.M.E., son travail parlementaire lui a valu d'être classé, d'après une étude scientifique publiée par « Le Point », parmi les meilleurs députés de France.

Bien qu'il appartienne à la majorité, il a toujours tenu à conserver sa liberté de parole et n'a jamais hésité à voter selon sa conscience, même si ce n'était pas conforme aux vues gouvernementales.

Face aux énarques et aux technocrates, il a su défendre avec beaucoup de bon sens, des propositions concrètes et pratiques sur des problèmes qu'il connait bien, comme chef d'entreprise et comme Maire de Montrouge.

Parce qu'il s'intéresse beaucoup plus aux problèmes quotidiens de ses concitoyens qu'aux querelles politiques, vous avez en lui un défenseur averti de l'activité économique, de l'emploi, et du progrès social.

Rapporteur du budget des anciens combattants il vient d'obtenir qu'un groupe de travail fasse rapidement des propositions pour résoudre le délicat problème du « Rapport constant ».

Défenseur des salariés et de leurs entreprises, des cadres, des classes moyennes et des commerçants, il n'a pas négligé pour autant des problèmes particuliers, comme celui des rapatriés.

Ses responsabilités de Maire lui ont appris à bien connaître les problèmes des familles et ceux des personnes âgées.

Dans les circonstances difficiles que traverse le pays, son indépendance d'esprit, son respect de la liberté et de la justice ont rassemblé autour de lui toutes les tendances de la majorité, à l'exception du R.P.R. qui lui oppose un candidat parachuté.

Le Président POHER et le Premier ministre ont eux-mêmes formé des vœux pour le succès d'Henri GINOUX, en raison de son souci du bien public et de la compétence avec laquelle il traite les problèmes difficiles.

Henri GINOUX

DEPUTE SORTANT

Maire de Montrouge

Remplaçant éventuel

HENRI HELIOT

Cadre

habitant ANTONY

La décision vous appartient le 12 mars prochain.

VOTEZ pour Henri GINOUX

DEPUTE SORTANT – CANDIDAT D'UNION

soutenu par le

C.N.I.P. – CENTRE NATIONAL DES INDEPENDANTS ET PAYSANS
C. D. S. – CENTRE DES DEMOCRATES SOCIAUX
P. R. – PARTI REPUBLICAIN
M.D.S.F. – MOUVEMENT DES DEMOCRATES SOCIALISTES FRANÇAIS
PARTI RADICAL

Remplaçant éventuel : **HENRI HELIOT** Cadre, habitant ANTONY

ATTENTION : CECI N'EST PAS UN BULLETIN DE VOTE, LE PANNEAU DU « CANDIDAT D'UNION » PORTE LE N° 8. IL FAUT DONC, A BAGNEUX, OU IL Y A DES MACHINES A VOTER, APPUYER SUR LA TOUCHE N° 8 POUR VOTER HENRI GINOUX.

Dans la conjoncture économique et monétaire actuelle, l'honnêteté impose de dire que, quels que soient les résultats des élections, les lendemains risquent d'être difficiles.

Tout programme qui ne tiendrait pas compte de cette réalité ne serait qu'une tromperie à l'égard des électeurs.

C'est pourquoi le programme que défend Henri GINOUX n'a pas pour ambition de rivaliser, sur le plan des promesses, avec la démagogie du programme commun.

C'est un programme du possible.

Les objectifs d'action qu'il définit comme prioritaires correspondent aux mesures qu'attendent la très grande majorité d'entre vous.

C'est une réponse réaliste à vos espérances.

Parmi ces objectifs, signalons ceux qui concernent le plus directement votre vie quotidienne :

1° Sauvegarder les libertés individuelles et protéger le citoyen face à l'Administration;

2° Modifier le Code Pénal afin d'assurer une justice plus rapide et plus rigoureuse, pour protéger les victimes et punir les criminels;

3° Assurer le droit au travail et au logement;

4° Favoriser la liberté d'entreprise, mais assurer le contrôle par l'Etat des monopoles et des entreprises nationales;

5° Réaliser une pause des charges sociales et fiscales et modifier l'assiette de la Sécurité sociale pour défendre les entreprises de main-d'œuvre;

6° Rétablir la liberté des prix et revenir à une économie de concurrence;

7° Améliorer progressivement le SMIC et les retraites antérieures à la loi Boulin;

8° Favoriser la famille;

9° Maintenir l'autonomie des régimes de retraite complémentaire et de retraite des cadres;

10° Réformer les finances des collectivités locales et la fiscalité d'Etat.

VOTEZ DES LE PREMIER TOUR LE 12 MARS PROCHAIN POUR

Henri GINOUX

DEPUTE SORTANT - CANDIDAT D'UNION

Maire de Montrouge constamment réélu depuis 1958

soutenu par le

C.N.I.P. – CENTRE NATIONAL DES INDEPENDANTS ET PAYSANS
P. R. – PARTI REPUBLICAIN
C. D. S. – CENTRE DES DEMOCRATES SOCIAUX
M.D.S.F. – MOUVEMENT DES DEMOCRATES SOCIALISTES FRANÇAIS
PARTI RADICAL

Remplaçant éventuel : **HENRI HELIOT**

Cadre, habitant ANTONY

Appel aux électrices, aux électeurs

Henri GINOUX

DEPUTE SORTANT

Maire de Montrouge

Remplaçant éventuel

HENRI HELIOT

Cadre

habitant ANTONY

Notre circonscription comporte quatre communes où déjà deux maires et deux conseillers généraux sont communistes, alors que le parti communiste ne représente que le cinquième des électeurs.

Pouvons-nous subir aussi un député communiste alors que la majorité des électrices et des électeurs, qui souhaite bien sûr une vie meilleure, veut défendre un régime de libertés à l'abri de toutes contraintes?

Contrairement à ce que trop de gens ont tendance à croire, le risque d'un Gouvernement de gauche dominé par les ministres communistes n'a pas disparu avec les résultats du premier tour.

Après six mois d'attaques très dures contre les socialistes, Marchais vient subitement d'oublier toutes ses exigences!

Cette attitude ne doit pas surprendre : elle est à l'image des méthodes communistes et de la duplicité dont ils font preuve sans arrêt.

Marchais ne fait semblant de céder que pour bénéficier d'un bon report de voix socialistes.

Il espère ainsi augmenter le nombre des députés communistes en faisant notamment élire Henri RAVERA dans notre circonscription.

Mais dès le lendemain des résultats, si la gauche gagnait, Marchais reprendrait évidemment ses attaques et ses exigences.

Elles seraient d'autant plus fortes que les députés communistes seraient plus nombreux : elles auraient toutes pour objet de désorganiser l'économie et d'aggraver le désordre pour permettre l'avènement de l'Etat communiste.

Aux socialistes

Cela n'a rien de commun avec ce que souhaitent un grand nombre d'électeurs socialistes. En face des manœuvres et du double jeu du parti communiste, il est possible aux socialistes de voter pour une vie meilleure en accordant leur confiance au deuxième tour à Henri GINOUX. L'action qu'il a menée comme maire de MONTROUGE depuis vingt ans et comme député depuis cinq ans montre qu'il n'a cessé de travailler pour améliorer la vie quotidienne de ses administrés et de ses concitoyens.

Aux écologistes

Cela n'a rien à voir non plus avec les souhaits des électeurs qui ont fait confiance au premier tour au candidat écologiste. Comment ceux-ci pourraient-ils ignorer les cités communistes concentrationnaires comme Bagneux, où l'on entasse des électeurs dont on contrôle les réflexes et les votes par des visites domiciliaires et des consignes impératives?

Aux abstentionnistes

Quant aux abstentionnistes, ils sont plus concernés que jamais. Car ils seraient frappés comme tous les autres citoyens par la baisse du pouvoir d'achat, les difficultés de l'emploi, la mise en tutelle des libertés par l'Etat communiste tout puissant.

Pour eux, s'ils ne devaient voter qu'une seule fois dans leur vie, ce serait le 19 mars 1978.

Electeurs, Electrices, contre les promesses irréalisables et dangereuses pour votre existence quotidienne et les tromperies communistes, c'est un pressant appel pour la liberté, pour le progrès, pour le respect de l'individu et la justice qui vous est adressé, VOTEZ et FAITES VOTER, DIMANCHE 19 MARS pour

Henri GINOUX

Député sortant

CANDIDAT D'UNION

pour la défense des libertés

Soutenu par tous les partis de la majorité

Inter-Imprimerie

Vu le Candidat,

HÉRAULT

Première circonscription :

Cantons de : Castries, Lunel, Mauguio, Montpellier-I, Montpellier-II.	**M. François DELMAS**	élu au 2e tour.

Deuxième circonscription :

Cantons de : Aniane, Le Caylar, Claret, Clermont-l'Hérault, Ganges, Gignac, Lodève, Lunas, Les Matelles, Montpellier-III, Saint-Martin-de-Londres.	**M. Gilbert SÉNÈS**	élu au 2e tour.

Troisième circonscription :

Cantons de : Florensac, Frontignan, Mèze, Montagnac, Pézenas, Roujan, Sète.	**Mme Myriam BARBERA**	élue au 2e tour.

Quatrième circonscription :

Cantons de : Agde, Bédarieux, Béziers-I, Murviel-lès-Béziers, Olargues, Saint-Gervais-sur-Mare, Servian.	**M. Paul BALMIGÈRE**	élu au 2e tour.

Cinquième circonscription :

Cantons de : Béziers-II, Capestang, Olonzac, Saint-Chinian, Saint-Pons, La Salvetat-sur-Agout.	**M. Raoul BAYOU**	élu au 2e tour.

République Française - Département de l'Hérault
Elections législatives de mars 1978

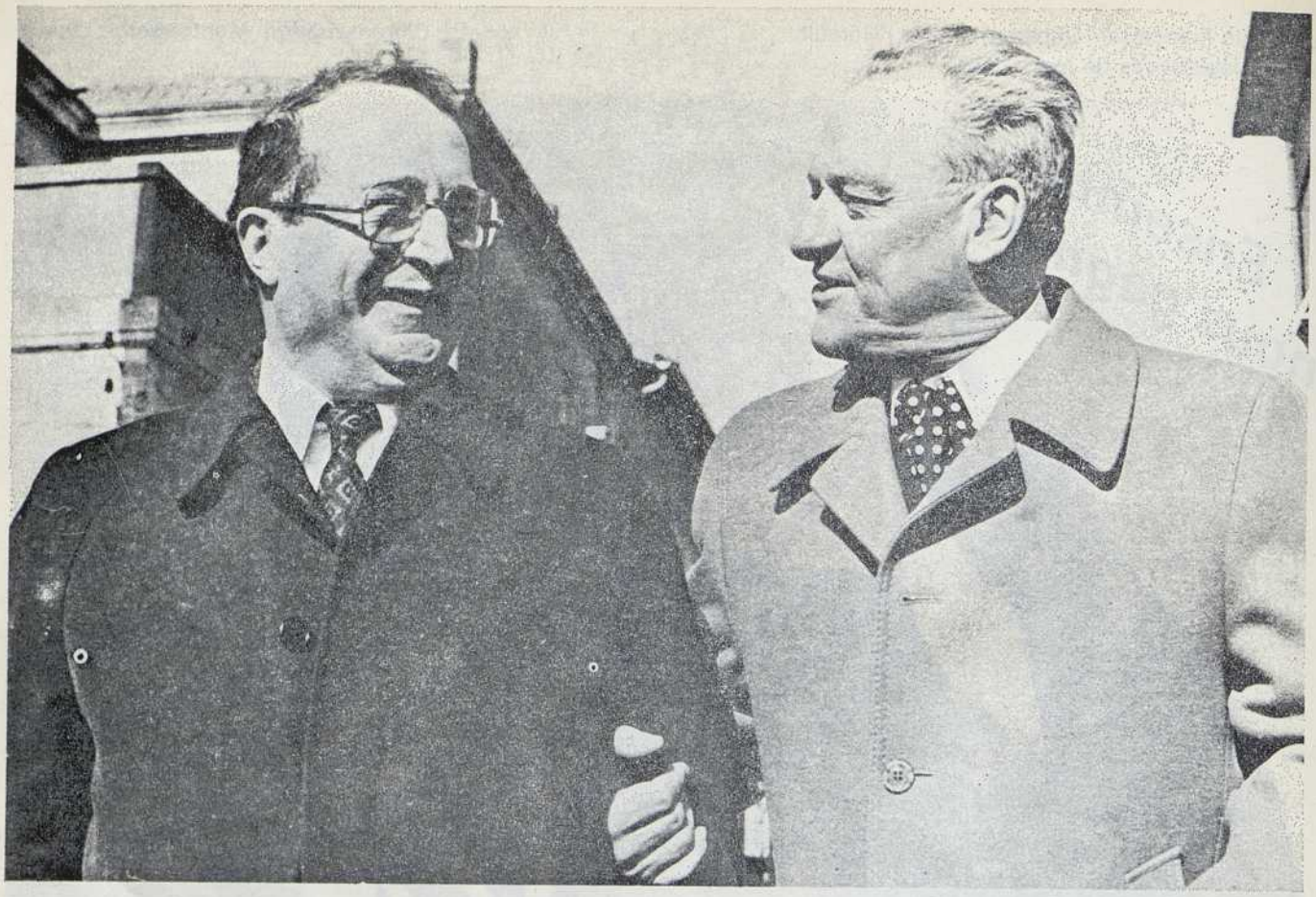
1re Circonscription Montpellier - Lunel

FRANÇOIS DELMAS

Avocat à la Cour, Maire Honoraire de Montpellier

Suppléant : **Robert FABRE**
Maire de Pérols

- **POUR** une Société de liberté, d'initiative et de responsabilités
- **POUR** faire du Languedoc-Roussillon une région prospère et dynamique
- **POUR** défendre notre agriculture face aux dangers qui la menacent
  - — en assurant la propriété familiale et en refusant la collectivisation des terres
  - — en appliquant la loi unique, c'est-à-dire la chaptalisation
  - — en protégeant l'arboriculture et la viticulture de l'entrée de l'Espagne et de la Grèce dans le Marché commun
- **POUR** la solidarité au service de la justice sociale, des personnes âgées et des rapatriés
- **POUR** une juste rémunération digne de leur travail des agriculteurs et des pêcheurs
- **POUR** faire participer le commerce et l'artisanat à la modernisation de notre économie
- **POUR** le retour à la vérité et à la stabilité des prix par une économie de concurrence
- **POUR** des communes responsables affranchies de la tutelle administrative et financière
- **POUR** des radios libres
- **POUR** le respect des droits de l'homme et la sécurité des citoyens
- **POUR** la sauvegarde de la garrigue et des étangs
- **POUR** améliorer la vie des femmes
- **POUR** donner des vacances à tous les jeunes Français
- **POUR** garantir la dignité et l'indépendance de la fonction publique.



François Delmas et Robert Fabre
« Des hommes d'action, honnêtes, compétents, efficaces »

François DELMAS candidat ! De toutes parts, les manifestations sont venues : des quartiers et des villages, des notables et des profondeurs, des anciens et des plus jeunes.
C'était une évidence, elle s'imposait. Et puis, chacun le sent bien, c'est le bon sens même.

Dans la difficile compétition actuelle, nous avons souhaité que les couleurs de la majorité présidentielle soient portées par un homme intègre et efficace. Chacun le connaît. La démonstration n'est plus à faire. Vous le savez bien.

Qui, dans notre Région, n'a rendu hommage à l'honnêteté, à la conscience de François DELMAS ? Même ses adversaires les plus farouches, ses ennemis les plus extrêmes, ont su lui reconnaître ces qualités. Elles traduisent un courage certain, car, même si cela doit lui coûter, il n'a jamais su faire de promesses fallacieuses, ou se prêter au jeu de la démagogie facile. Il n'avance et ne promet que ce qu'il est sûr de pouvoir faire ou réaliser.

Par ailleurs, **François DELMAS est un homme d'action, un réalisateur compétent et efficace. Il a fait le MONTPELLIER des vingt dernières années.** Qui oserait contester une telle affirmation ?

Dans la conjoncture actuelle, difficile, critique même pour notre Région, nous sommes persuadés que ce que François DELMAS a fait pour MONTPELLIER, il le refera pour notre circonscription et pour la Région.

François DELMAS : la meilleure solution pour notre Région !

Le Comité de soutien

Pour vous... Pour la Région... Pour la France

François DELMAS

Suppléant Robert FABRE

Vu les candidats

Imprimerie DEHAN - Montpellier.

FRANÇOIS DELMAS

Avocat à la Cour, Maire Honoraire de Montpellier

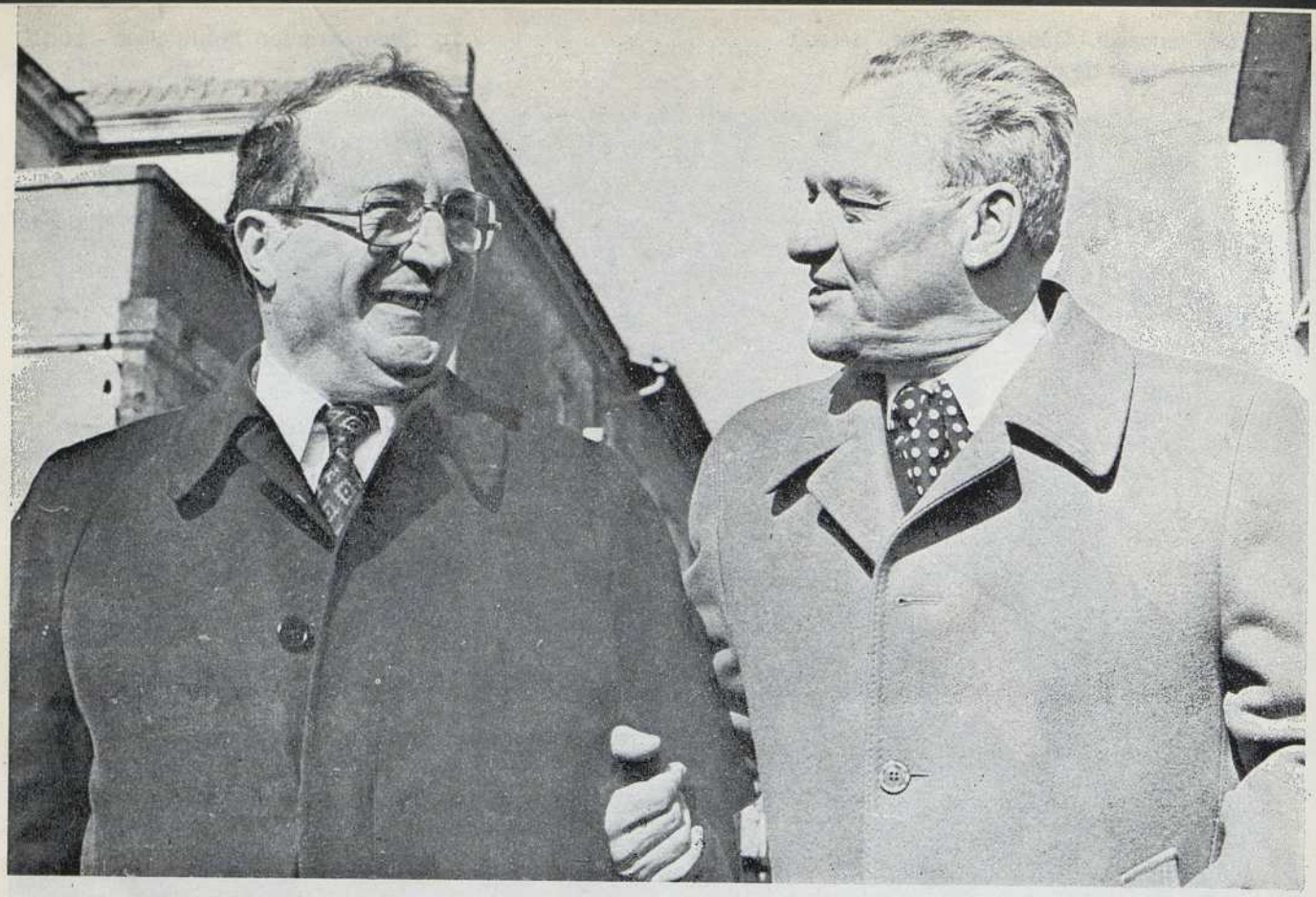
Suppléant : **Robert FABRE** — **Maire de Pérols**

- **POUR** une Société de liberté, d'initiative et de responsabilités
- **POUR** faire du Languedoc-Roussillon une région prospère et dynamique
- **POUR** défendre notre agriculture face aux dangers qui la menacent
  - — en assurant la propriété familiale et en refusant la collectivisation des terres
  - — en appliquant la loi unique, c'est-à-dire la chaptalisation
  - — en protégeant l'arboriculture et la viticulture de l'entrée de l'Espagne et de la Grèce dans le Marché commun
- **POUR** la solidarité au service de la justice sociale, des personnes âgées et des rapatriés
- **POUR** une juste rémunération digne de leur travail des agriculteurs et des pêcheurs
- **POUR** faire participer le commerce et l'artisanat à la modernisation de notre économie
- **POUR** le retour à la vérité et à la stabilité des prix par une économie de concurrence
- **POUR** des communes responsables affranchies de la tutelle administrative et financière
- **POUR** des radios libres
- **POUR** le respect des droits de l'homme et la sécurité des citoyens
- **POUR** la sauvegarde de la garrigue et des étangs
- **POUR** améliorer la vie des femmes
- **POUR** donner des vacances à tous les jeunes Français
- **POUR** garantir la dignité et l'indépendance de la fonction publique.

DIMANCHE DERNIER, 26 508 électrices et électeurs nous ont accordé leur confiance et placés très largement en tête au scrutin.

Pour le député sortant, c'est un échec.

Dimanche 19 mars, AIDEZ-NOUS, tous ensemble, nous ferons triompher LA LIBERTÉ, LE PROGRÈS, LA JUSTICE.



François Delmas et Robert Fabre
« Des hommes d'action, honnêtes, compétents, efficaces »

Qui, dans notre Région, n'a rendu hommage à l'honnêteté, à la conscience de François DELMAS ? Même ses adversaires les plus farouches, ses ennemis les plus extrêmes, ont su lui reconnaître ces qualités. Elles traduisent un courage certain, car, même si cela doit lui coûter, il n'a jamais su faire de promesses fallacieuses, ou se prêter au jeu de la démagogie facile. Il n'avance et ne promet que ce qu'il est sûr de pouvoir faire ou réaliser.

Par ailleurs, **François DELMAS est un homme d'action, un réalisateur compétent et efficace. Il a fait le MONTPELLIER des vingt dernières années.** Qui oserait contester une telle affirmation ?

Dans la conjoncture actuelle, difficile, critique même pour notre Région, nous sommes persuadés que ce que François DELMAS a fait pour MONTPELLIER, il le refera pour notre circonscription et pour la Région.

François DELMAS : la meilleure solution pour notre Région !

Le Comité de soutien

Dites NON ! aux combinaisons des PARTIS !
Dites NON ! aux tractations des Etats-Majors !

Pour vous... Pour la Région... Pour la France

VOTEZ

François DELMAS

Suppléant Robert FABRE

Vu les candidats

Imprimerie DEHAN - Montpellier.

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE L'HERAULT

Elections législatives de mars 1978 — 2me Circonscription Montpellier-Lodève

Madame,

Mademoiselle,

Monsieur,

Dimanche vous allez élire votre député. L'avenir du pays, l'avenir de votre région, votre avenir dépendent de votre choix.

La France est aujourd'hui une terre d'inégalité inégalité devant l'éducation, la santé, la justice, inégalité devant la richesse, le revenu, le travail. Jamais la crise n'a été aussi profonde, les chômeurs aussi nombreux, les Français plus malheureux.

Face à ce constat d'échec de la politique menée par la droite depuis vingt ans, nous voulons que les Français disposent enfin des moyens de vivre. Nous voulons que les loisirs, les vacances, la culture ne soient plus le privilège de quelques-uns. Nous voulons que dans notre pays chacun retrouve l'amitié et la solidarité. Nous voulons changer la vie.

Il faut sortir notre région de la crise qui la secoue. Il faut que les jeunes puissent travailler au milieu des leurs, sur une terre qu'ils aiment, il faut que les chômeurs ne soient pas obligés de quitter la région pour trouver un emploi. Il faut que chacun puisse vivre et s'épanouir au pays.

C'est possible. C'est de vous, de vous seul, que cela dépend. Le 12 mars, vous direz ce que vous pensez vraiment : VOUS VOTEREZ SOCIALISTE.

VOTEZ

Gilbert SÉNÈS

ET

Marcel VIDAL

LE PARTI SOCIALISTE

ET LE MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

PRÉSENTENT :

Gilbert SÉNÈS

Président du Comité Départemental d'Expansion de l'Hérault
Président du Comité Régional d'Expansion du Languedoc-Roussillon
Président de l'Office Public Départemental d'H.L.M. de l'Hérault
Président fondateur de la Foire Internationale de la Vigne et du Vin
Directeur du « Paysan du Midi »
Maire de Gignac
Conseiller Général du canton de Gignac
Conseiller Régional
Député sortant

Suppléant :

Marcel VIDAL

Propriétaire-Viticulteur
Maire de Clermont-l'Hérault
Conseiller Général du canton de Clermont-l'Hérault

Vu : Le Candidat

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE L'HERAULT

Elections législatives de mars 1978 — 2me Circonscription Montpellier-Lodève

Madame,

Mademoiselle,

Monsieur,

Dimanche 12 mars, en France, c'est le changement qui a gagné. Pour la première fois depuis qu'existe la Vme République les forces de gauche ont dépassé 50 % des voix. Dans la France entière, dans votre circonscription aussi.

Vous m'avez placé en tête des représentants de la Gauche dans la 2me circonscription de l'Hérault.

En application de la discipline républicaine, je serai dimanche 19 le candidat de l'Union de la Gauche, des Républicains et des Démocrates.

Face à la Droite qui gouverne depuis 20 ans, responsable du chomâge, de la crise viticole, de l'exode des jeunes, de la crise de l'économie régionale et départementale, **LE CHOIX EST SIMPLE.**

Lors du premier tour, chaque composante de la Gauche a exposé démocratiquement ses objectifs et ses orientations.

Aujourd'hui, tous ceux qui se reconnaissent dans les idéaux de la Gauche doivent se rassembler.

ENSEMBLE, NOUS GAGNERONS
POUR UN VRAI CHANGEMENT
L'UNION POUR LA VICTOIRE

Votez Gilbert SÉNÈS

ET

Marcel VIDAL

Vu : Les Candidats

Gilbert SÉNÈS

Maire de Gignac

Conseiller Général du canton de Gignac

Conseiller Régional

Député sortant

Suppléant :

Marcel VIDAL

Maire de Clermont-l'Hérault

Conseiller Général du canton de Clermont-l'Hérault

UNION DE LA GAUCHE

Imprimerie du « Paysan du Midi » — Montpellier

Myriam BARBERA

CANDIDATE du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
CANDIDATE du PROGRAMME COMMUN

Suppléant :

André GALAN

Maire de Montagnac

Madame Mademoiselle, Monsieur,

Vous en avez assez.

Vous voulez vivre enfin !

Vous avez au cœur l'immense espoir de changer vraiment.

C'est possible, si vous nous y aidez.

Chaque jour, dans l'exercice de mes responsabilités politiques, et de mon mandat de Conseillère Municipale de Sète, je ressens l'urgence d'en finir avec la misère, les difficultés, le chômage dans lesquels les hommes qui nous gouvernent plongent beaucoup d'entre vous.

Depuis longtemps, vous le savez, nous luttons avec vous contre leur politique ; nous défendons l'emploi et les chômeurs, les pêcheurs et les travailleurs du port ; nous combattons la pollution de la mer et des Etangs ; nous exigeons avec les jeunes le droit de "viuvre al pais".

A l'Assemblée Européenne, seuls nous avons dit NON à l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché Commun.

Seuls nous refusons l'arrachage de la vigne.

Nous ne sortirons SETE et toute la circonscription de la crise QUE par le changement de politique au plan National.

Quand des féodaux de l'industrie peuvent perdre un milliard d'A.F. en une soirée de Casino, alors que vous vous privez souvent de l'indispensable... leur régime est condamné.

C'est cela que représentent Maîtres ESCARGUEL et MARCHAND.

IL FAUT A LA FRANCE UNE GRANDE POLITIQUE SOCIALE :

Le SMIC à 2400 F. et l'augmentation des salaires ; celle des Allocations Familiales de 50 % ;la 5ème semaine de congés, des conditions de travail humaines ; une politique nouvelle pour et avec les handicapés ; la création de 500.000 emplois par an ; l'organisation du marché du vin ; l'arrêt des importations ; 1300 F. de minimum vieillesse et le relèvement des pensions et retraites.

L'avenir de la jeunesse et l'égalité des femmes dans tous les domaines doivent être enfin assurés.

La démocratie doit gagner l'entreprise, la commune, la région, le pays tout entier.

Ni CARTER, ni Willy BRANDT, ni aucun autre ne doivent plus se mêler des affaires des Français.

C'est notre peuple qui doit gouverner la FRANCE et non 25 sociétés géantes.

CETTE POLITIQUE AUDACIEUSE ET NOUVELLE EXISTE

Elle a été définie dans le PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT de 1972.

Seul il peut conduire une majorité de Gauche à la Victoire.

Hélas Robert FABRE a claqué la porte des négociations. Nos partenaires sont revenus en arrière, notamment sur le nombre des Nationalisations et les autres mesures pour faire payer les Milliardaires. Ils mettent en cause les moyens de financer les mesures prévues.

Mais, vous le savez, nous communistes, nous ne renonçons jamais à l'Union.
Nous multiplions les appels au M.R.G. et au P.S. afin que les négociations reprennent sans délai.

Pour le moment, nous nous heurtons à un refus.

DES LORS TOUT DEPEND DE VOUS !

Tout dépend de la gigantesque pétition nationale pour l'Union, que va constituer le vote pour les Communistes, au premier tour.

SI VOUS ETES ASSEZ NOMBREUX, il sera possible d'aboutir à un accord entre les deux tours, sur un Programme Commun Actualisé, sur le Gouvernement d'Union avec des Ministres Communistes.

OUI, VOTER COMMUNISTE le 12 MARS, C'EST PERMETTRE LA DISCUSSION le 13, et la VICTOIRE LE 19.

Même si vous ne partagez pas les opinions des communistes sur tous les plans, **aidez nous à faire pencher la balance du côté de l'Union et du Vrai Changement.**

GARDEZ VOS IDEES, MAIS NE PERDEZ PAS VOTRE VOTE !

Soyez efficace pour le progrès social et toutes les libertés, en m'apportant votre soutien, ainsi qu'à mon suppléant André GALAN, Maire de Montagnac.

Choisie par mes camarades pour prendre la relève de mon ami Pierre ARRAUT que la maladie éloigne de son activité, j'ai confiance en votre décision.

Myriam BARBERA

VOTER COMMUNISTE LE 12 MARS
C'est permettre la discussion le 13
et la VICTOIRE le 19.

VU LES CANDIDATS

IMP MEYNADIER SETE

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE L'HERAULT
ELECTIONS LEGISLATIVES — MARS 1978
3e CIRCONSCRIPTION DE L'HERAULT

Myriam BARBERA

Suppléant **André GALAN**
Maire de Montagnac

candidate d'Union de toute la Gauche

soutenue par le Mouvement des Radicaux de Gauche, le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste Unifié (P. S. U.), les Gaullistes de Progrès et d'Opposition

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Un grand espoir est né dimanche. Pour la première fois la gauche est majoritaire en France.

Dès lundi, le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche ont conclu un accord pour gouverner ensemble sur un Programme Commun.

Les désistements décidés ne laisseront en présence qu'un candidat d'Union de toute la gauche dans chaque circonscription.

L'honneur m'a été confié d'être ce candidat d'union.

Le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche et leur candidat Yves PIETRASANTA appellent donc toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages, Dimanche, sur ma candidature.

Il ne manquera aucune voix communiste à mes camarades Georges FRECHE, Gilbert SENES, Raoul BAYOU.

Il ne manquera aucune voix de socialiste, de radical de gauche et de démocrate opposé au pouvoir actuel à Paul BALMIGERE et à moi-même. Une fois encore les Héraultaises et les Héraultais conduiront les 5 candidats d'Union à la victoire.

Pas une voix ne doit être perdue pour la gauche.

Tout doit être fait pour battre la droite.

La victoire est possible : cela dépend de chacun d'entre vous.

Alors nous connaîtrons le plus beau printemps de toute notre histoire.

Myriam BARBERA.

Appel des trois fédérations

Les fédérations de l'Hérault du P. S., du M. R. G. et du P.C.F., réunies le 14 mars se félicitent de l'accord réalisé entre les trois partis sur le plan national.

Elles appellent leurs militantes et leurs militants et tous ceux qui veulent la victoire de la gauche unie à en faire la base d'une campagne unitaire et conquérante.

Les Héraultaises et les Héraultais en élisant dimanche les cinq candidats d'Union de la gauche contribueront au succès d'une majorité de gauche.

Pas une voix ne doit manquer à

Georges FRECHE
Gilbert SENES
Myriam BARBERA
Paul BALMIGERE
Raoul BAYOU

Impr. Reschly - Montpellier

VU LE CANDIDAT.

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE L'HERAULT
ELECTIONS LEGISLATIVES — MARS 1978
4e CIRCONSCRIPTION DE L'HERAULT

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
pour l'Union et le Changement

Paul BALMIGERE

Député sortant

Suppléante **Dominique FRESQUET-RODA**
Employée
Maire adjoint de Béziers

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous en avez assez de vivoter.

Vous voulez vivre enfin.

Vous avez au cœur une immense espérance : changer, changer vraiment. C'est possible dans quelques jours si vous nous aidez.

Cette victoire me semble d'autant plus urgente que les responsabilités que vous m'avez confiées me permettent de constater tous les jours dans quelle misère, dans quelles difficultés, les hommes qui nous gouvernent ont plongé la plupart d'entre vous.

Nous avons ensemble lutté, souvent avec succès, contre les conséquences de cette politique. Nous avons défendu les chômeurs, exigé que les jeunes puissent « viure al païs », empêché des fermetures d'usines, combattu le plan de destruction du vignoble, et nous nous sommes seuls, en tant que parti, opposés à l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché Commun. Nous avons exigé des aides pour les petites et moyennes entreprises. Nous avons fait respecter les libertés syndicales et démocratiques.

Mais je vous ai toujours dit : Nous ne sortirons durablement Béziers et le Biterrois de la crise que si l'on change de politique au plan national.

En effet un régime dans lequel des féodaux de l'industrie peuvent perdre un milliard d'AF en une soirée de Casino, alors que vous vous privez souvent de l'indispensable, est un régime condamné.

Il faut à la France une grande politique sociale : le SMIC à 2.400 F, la majoration des bas salaires, l'augmentation de 50 % des allocations familiales, le minimum vieillesse à 1.300 F, le relèvement des pensions et retraites, la création de 500.000 emplois par an, l'organisation du marché du vin et l'arrêt des importations.

Il faut une politique permettant d'assurer l'avenir de la jeunesse et la libération de la femme.

Il faut étendre la démocratie dans l'entreprise, dans la commune, dans la région, dans la Nation.

Il faut défendre notre indépendance pour que ni Carter, ni Willy Brandt, ni aucun autre, ne puissent plus se mêler des élections françaises.

C'est son peuple qui doit gouverner la France et non 25 sociétés géantes.

CETTE POLITIQUE NOUVELLE, JEUNE, AUDACIEUSE A ETE DEFINIE DANS LE PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT DE 1972.

Il peut seul conduire une majorité de gauche à la victoire.

Hélas, nos partenaires ont rompu les discussions engagées. Ils sont revenus en arrière sur le nombre de nationalisations et sur les mesures pour faire payer les milliardaires en mettant ainsi en cause les moyens de financer les mesures sociales prévues.

Mais vous l'avez constaté, les communistes n'ont jamais renoncé à l'Union. Nous multiplions les appels au Parti socialiste pour que reprennent sans tarder les négociations.

François Mitterrand jusqu'à aujourd'hui répond Non.

Il vous dit : votez pour nous, vous verrez après le 19 mars quelle politique nous proposerons.

Exiger un chèque en blanc n'est pas le moyen de créer un grand courant unitaire permettant de gagner.

ALORS QUE FAIRE ?

Rien n'est perdu.

Tout dépend de vous.

Le vote pour les candidats communistes au premier tour va constituer une gigantesque pétition pour l'union.

Il sera alors possible d'aboutir entre les deux tours à un accord pour appliquer le Programme Commun actualisé et de régler ainsi la question du désistement.

Voter communiste le 12 mars, c'est permettre la discussion le 13 et la victoire le 19.

Même si vous ne partagez pas les opinions des communistes sur tous les plans, aidez-nous à faire pencher la balance du côté de l'union et du vrai changement.

Gardez vos idées mais ne perdez pas votre vote.

Soyez efficace pour le progrès social en m'apportant votre soutien ainsi qu'à ma suppléante Mme Dominique FRESQUET-RODA.

C'est pour vous que vous allez voter.

J'ai confiance dans votre décision.

Paul BALMIGERE

Député sortant
Maire de Béziers
Vice-Président du Conseil Général.

VU, le Candidat.

Imp. J. Reschly, Montpellier.

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE L'HERAULT
ELECTIONS LEGISLATIVES — MARS 1978
4e CIRCONSCRIPTION DE L'HERAULT

Paul BALMIGERE

Maire de Béziers
Député sortant

Suppléante **Dominique FRESQUET-RODA**
Employée
Maire adjoint de Béziers

candidat d'Union de toute la Gauche

soutenu par le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche, le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste Unifié (P. S. U.), les Gaullistes de Progrès et d'Opposition

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Un grand espoir est né dimanche. Pour la première fois la gauche est majoritaire en France.

Dès lundi, le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche ont conclu un accord pour gouverner ensemble sur un Programme Commun.

Les désistements décidés ne laisseront en présence qu'un candidat d'Union de toute la gauche dans chaque circonscription.

L'honneur m'a été confié d'être ce candidat d'union.

Le Parti Socialiste, le Mouvement des Radicaux de Gauche et leur candidat Max VEGA-RITTER appellent donc toutes les électrices et tous les électeurs qui leur ont fait confiance le 12 mars, à rassembler leurs suffrages, Dimanche, sur ma candidature.

Il ne manquera aucune voix communiste à mes camarades Georges FRECHE, Gilbert SENES, Raoul BAYOU.

Il ne manquera aucune voix de socialiste, de radical de gauche et de démocrate opposé au pouvoir actuel, à Myriam BARBERA et à moi-même. Une fois encore les Héraultaises et les Héraultais conduiront les 5 candidats d'Union à la victoire.

Pas une voix ne doit être perdue pour la gauche.

Tout doit être fait pour battre la droite.

La victoire est possible : cela dépend de chacun d'entre vous.

Alors nous connaîtrons le plus beau printemps de toute notre histoire.

Paul BALMIGERE.

Appel des trois fédérations

Les fédérations de l'Hérault du P. S., du M. R. G. et du P.C.F., réunies le 14 mars se félicitent de l'accord réalisé entre les trois partis sur le plan national.

Elles appellent leurs militantes et leurs militants et tous ceux qui veulent la victoire de la gauche unie à en faire la base d'une campagne unitaire et conquérante.

Les Héraultaises et les Héraultais en élisant dimanche les cinq candidats d'Union de la gauche contribueront au succès d'une majorité de gauche.

Pas une voix ne doit manquer à

Georges FRECHE
Gilbert SENES
Myriam BARBERA
Paul BALMIGERE
Raoul BAYOU

Imp. J. Reschly, Montpellier.

VU, le Candidat.

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche

Présentent la candidature de :

Raoul BAYOU

DÉPUTÉ SORTANT

Professeur de C.E.G. - Propriétaire-Viticulteur
Maire de Cessenon - Conseiller Général de Saint-Chinian

Questeur - Président du Groupe Viticole de l'Assemblée Nationale

et celle de son suppléant :

Jules FAIGT

Employé Commercial (V.R.P.)

Vice-Président du Conseil Général
Maire-Adjoint de Béziers - Conseiller Régional

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les Élections Législatives de Mars 1978 seront à la fois un choix politique et un choix d'homme.

UN CHOIX D'HOMME...

Notre candidat est Raoul BAYOU. Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche, groupés autour de François MITTERRAND et de Robert FABRE, lui ont renouvelé leur confiance.

Aimable, disponible et volontaire, Raoul BAYOU a réussi la performance d'être un des parlementaires les plus assidus à la fois à l'Assemblée Nationale et dans sa circonscription, où il a assuré en 5 ans près de 2200 permanences. **Raoul BAYOU est par excellence le Député du Vin.** Mais, ne ménageant ni son temps, ni sa peine, il s'est occupé aussi de tous les problèmes qui intéressent nos populations citadines et rurales, des hauts cantons à la mer, s'appliquant à défendre les intérêts de tous les travailleurs, des fonctionnaires, des jeunes, des femmes seules, des handicapés, des vieux, qui ont toujours rencontré en lui, non un député, mais un ami prêt à les comprendre et à les aider dans la mesure de ses moyens. Il a demandé, il y a plusieurs années, que l'âge de la retraite soit fixé à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, avec une pension suffisante. On connait son action en faveur des commerçants et artisans. Il était d'ailleurs à l'Assemblée, le Vice-Président du groupe d'étude de ce secteur économique. Ses initiatives en faveur des rapatriés et des harkis ont pris une ampleur nationale. S'élevant contre le chômage, aidant les mal logés, aux côtés des victimes des opérations "Chalandon", protestant contre l'affaiblissement des divers services publics de Béziers, il a œuvré utilement pour le tourisme social, la modernisation de l'aérodrome de Saint-Privat, le maintien de la liaison avec Paris, l'amélioration du Canal du Midi, du réseau routier, l'ouverture des autoroutes, un meilleur fonctionnement du téléphone. Revendiquant pour le Biterrois et le Saint-Ponais des industries nouvelles, il s'est élevé contre les insuffisances du dernier plan concernant le Languedoc, tout en réclamant des solutions pour la survie des entreprises existantes. **Président des Maires de l'Hérault,** Raoul BAYOU veut pour les collectivités locales des pouvoirs, des moyens accrus.

Sur le plan parlementaire, maintenu Questeur avec la confiance de tous ses collègues, il a participé activement à tous les débats essentiels, prenant la parole 41 fois, déposant 119 questions, tant orales qu'écrites. Ses votes n'ont jamais été systématiquement négatifs. Tous les textes modifiant le sort d'une catégorie sociale défavorisée, redressant une injustice ont eu son appui. Ainsi, la loi sur la contraception, celle fixant la majorité électorale à 18 ans, la réglementation du divorce... Par contre, avec le groupe des Socialistes et des Radicaux de Gauche, fidèle aux engagements pris, il a combattu les initiatives - non sans avoir essayé de les amender - portant atteinte aux intérêts de notre Région, aggravant les inégalités, concrétisant une politique favorable aux seules puissances d'argent.

UN CHOIX POLITIQUE...

Pour faire ce choix, il faut d'abord juger le bilan de 1973 à 1977. Il est accablant dans son résumé, pour la majorité sortante qui, ne l'oublions pas, règne sur notre pays depuis 20 ans : hausse des prix excessive en dépit des pronostics "officiels", taux de chômage catastrophique malgré toutes les falsifications, déficits budgétaires croissants, dévaluation continue du franc, 60.000 faillites ou liquidations judiciaires de P.M.E., ruine de notre viticulture, misère du 3me âge, des handicapés, détresses multiples... C'est un échec d'une ampleur exceptionnelle. Qu'est-ce qui pourrait inciter les Français qui voient l'asphyxie gagner tous les secteurs économiques, les inégalités et les injustices sociales se développer de plus en plus, la violence et l'insécurité s'étendre chaque jour, à voter pour les candidats de la majorité sortante ?

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fait ce qu'il lui paraît maintenant possible de proposer ?
Pourquoi le gouvernement ferait-il demain ce qu'il n'a pas été capable de faire hier ?
Pourquoi les Français le croiraient-ils ?

LE VRAI CHANGEMENT VOULU PAR LES FRANÇAIS...

Les Français, dans leur immense majorité, aspirent aujourd'hui à plus de justice et à un cadre de vie meilleur.

Voilà pourquoi, fidèles au programme commun, le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche proposent une politique qui conduira la France vers **une Société de justice et de liberté** que veut la majorité de notre peuple. Ces objectifs se traduisent par un ensemble de mesures que prendra le gouvernement de gauche, inscrites dans ce programme et actualisées. Nous les résumons ici :

La nationalisation des 9 groupes industriels, du secteur bancaire, la réforme de la fiscalité, l'impôt sur les grandes fortunes et une nouvelle politique du crédit pour la défense des travailleurs indépendants et des P.M.E., l'indexation de l'épargne populaire, une médecine de qualité à la portée de tous, la réforme de la Sécurité Sociale, la protection sociale des femmes seules, les droits des conjoints d'exploitants agricoles, l'ajustement des allocations aux handicapés, la majoration de 50 % des allocations familiales et de chômage, l'allongement du congé maternité, la retraite à 60 et à 55 ans, la fixation du minimum vieillesse à 40 F par jour, la cinquième semaine de congés payés, l'indemnisation des rapatriés, l'augmentation des salaires et notamment le SMIC à 2400 F, la création d'emplois, l'Office des vins et la garantie des revenus agricoles, l'extension des libertés syndicales, l'élargissement de l'initiative et des responsabilités des cadres, la mise en chantier de 700.000 logements sociaux, la suppression de la T.V.A. sur tous les produits de grande consommation et son remboursement intégral aux collectivités locales, un enseignement qui donne ses chances à chacun et qui débouche sur l'emploi, un véritable plan de lutte contre la pollution, les nuisances et de protection de la nature.

POUR OBTENIR CE CHANGEMENT RÉEL ET PROFOND :

VOTEZ POUR RAOUL BAYOU, DÈS LE 1er TOUR DU 12 MARS.

La victoire de la gauche dépend en effet de la situation qui sera faite par le suffrage universel au Parti Socialiste dès le 1er tour de scrutin.

L'APPROBATION QUASI UNANIME DES ÉLUS MUNICIPAUX

L'action de Raoul BAYOU a été suivie régulièrement par les Maires et les conseils municipaux qui, avec les populations, ont apprécié sa compétence, son intégrité, sa tolérance, et surtout son dévouement au bien public.

Aussi, comme par le passé, ainsi qu'en témoigne la liste ci-dessous, ces élus, convaincus que la circonscription doit garder un député qui se dépense sans compter, tient ses promesses, **vous disent unanimement :**

VOTEZ POUR RAOUL BAYOU !

L'Élu sincère, ami du peuple, qui s'est toujours battu pour vous.
Son action passée est garante de son action future.

COMITÉ DE SOUTIEN

Edgar TAILHADES, Président du Conseil Régional
Jean BENE, Sénateur Honoraire, Président du Conseil Général
Charles ALLIES, Jean PERIDIER, Sénateurs de l'Hérault
Mme Georgette TAILHADES, Conseiller Général, Maire de SAINT-PONS
Emile CAZANAVE, Conseiller Général, Maire de SIRAN
Bernard NAYRAL, Conseiller Général, Maire de CAPESTANG
Antoine FAURE, Conseiller Général Honoraire
Louis BRENAC, Conseiller Général Honoraire

Averous, Maire-Adjoint, St-Chinian.
Azema, Maire, Beaufort.
Bacou, Maire, Fraisse/Agout.
Barbe, Maire, Colombiers.
Barthez, Maire-Adjoint, Le Soulié.
Barthez, Maire-Adj., St-Jean-de-Minervois.
Mme Bayou, Maire, St-Chinian.
Bouisset, Maire, Cruzy.
Bousquet, Maire, Aigues-Vives.
Cahuzac, Maire-Adjoint, Courniou.
Cathala, Maire-Adjoint, Villespassans.
Cavailles, Maire, Minerve.
Chabbert, Maire-Adjoint, Cessenon.
Claparède, Maire-Adjoint, Béziers.
Clermond, Maire-Adjoint, Riols.
Cougnenc-Donnadieu, Maire, Pierrerue.
Cros, Maire, Poilhes.
Decor, Maire-Adjoint, Babeau.
Delor, Maire, Cébazan.
Dumas, Maire, Oupia.
Fabre, Maire-Adjoint, Cesseras.
Fraisse, Maire, Montouliers.
Francès G., Maire, Velieux.
Francès R., Maire, Maureilhan.
Garrigues E., Anc. Maire, Puisserguier.
Garrigues G., Maire, Quarante.
Guiraud, Conseiller Municipal, La Salvetat.
Lignon, Maire, Cazouls-lès-Béziers.
Louvière, Maire, Félines.
Marty, Maire, Verreries-de-Moussans.
Marty C., Maire, Montady.
Mas, Maire-Adjoint, Aigne.
Mesquida, Maire, Creissan.
Michel, Maire-Adjoint, Cessenon.
Milhau, Maire, Prades/Vernazobres.
Poumayrac, Maire, Azillanet.
Puech, Maire-Adjoint, Cessenon.
Rames, Maire-Adjoint, Riols.
Raynaud, Maire-Adjoint, Béziers.
Robert, Maire, Pardailhan.
Rosi, Maire, Vendres.
Rouanet, Maire, Babeau.
Sabah, Maire-Adjoint, Béziers.
Salvestre, Cons. Municipal, Saint-Chinian.
Soulairol, Maire-Adjoint, Béziers.
Tailhades, Maire, Riols.
Tougne, Maire-Adjoint, Sérignan.
Toulze, Conseiller Municipal, Cassagnoles.
Tournier, Maire, La Caunette.
Tropeano, Maire-Adjoint, Saint-Chinian.
Vega-Ritter, Maire-Adjoint, Béziers.
Verdier, Maire, Lespignan.

Impr. Mathieu - Béziers

VU : LE CANDIDAT

SCRUTIN DE BALLOTTAGE DU 19 MARS 1978

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche

Présentent la candidature de :

Raoul BAYOU

DÉPUTÉ SORTANT

Professeur de C.E.G. - Propriétaire-Viticulteur
Maire de Cessenon - Conseiller Général de Saint-Chinian

Questeur - Président du Groupe Viticole de l'Assemblée Nationale

et celle de son suppléant :

Jules FAIGT

Employé Commercial (V.R.P.)

Vice-Président du Conseil Général
Maire-Adjoint de Béziers - Conseiller Régional

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

En nous accordant 17.259 voix, vous nous avez placés largement en tête au premier tour de scrutin.

Je tiens, au nom de mon ami Jules FAIGT et en mon nom personnel, à remercier, avec la gratitude émue que vous concevez, toutes celles et tous ceux qui nous ont renouvelé leur confiance.

Le corps électoral a ainsi rendu justice au travail sérieux accompli dans tous les domaines et en toutes circonstances, même aux heures les plus difficiles.

Dans notre circonscription, sur 45.717 suffrages exprimés, 31.471, soit près de 70 % se sont nettement prononcés contre la majorité sortante.

Il faut au deuxième tour amplifier cette volonté de changement pour que soit instaurée dans notre pays et dans notre département une véritable démocratie économique et sociale.

L'ancienne majorité va encore essayer de vous faire peur et tenter de vous faire croire qu'il ne peut y avoir d'autres solutions que les siennes.

Elle oublie que des millions de travailleurs, hommes et femmes, jeunes et vieux, viticulteurs et agriculteurs, artisans et commerçants, sont sacrifiés aux intérêts financiers d'une minorité de privilégiés.

Vous ne permettrez pas que cela continue.

Chaque voix comptera pour confirmer cette volonté qui s'est clairement exprimée dimanche dernier, dans tout le pays, vérité qu'essaie vainement de cacher le Pouvoir, en interprétant à sa façon les résultats électoraux.

Conformément à l'accord national et départemental conclu entre le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français et le Mouvement des Radicaux de Gauche, je deviens au second tour le candidat unique de la Gauche :

— *pour l'application du Programme Commun,*

— *pour une politique de progrès social (aide aux déshérités sociaux, aux vieux, aux rapatriés, à tous ceux dont la souffrance est une insulte au simple esprit de justice),*

— *pour la sauvegarde de la viticulture, injustement sacrifiée,*

— *pour la suppression du chômage,*

— *pour la parité de l'agriculture, le développement économique du Biterrois, du Saint-Ponais et de l'ensemble de la circonscription, de la mer à la montagne,*

— *pour la défense des libertés individuelles et le respect des droits de chacun.*

Votre Devoir est désormais tracé. Républicains et Démocrates, PAS D'ABSTENTIONS !

Je sollicite votre confiance afin de vous servir dans l'avenir comme je l'ai toujours fait dans le passé.

Par avance je vous en remercie.

Raoul BAYOU.

COMITÉ DE SOUTIEN

Edgar TAILHADES, Président du Conseil Régional
Jean BENE, Sénateur Honoraire, Président du Conseil Général
Charles ALLIES, Jean PERIDIER, Sénateurs de l'Hérault
Mme Georgette TAILHADES, Conseiller Général, Maire de SAINT-PONS
Emile CAZANAVE, Conseiller Général, Maire de SIRAN
Bernard NAYRAL, Conseiller Général, Maire de CAPESTANG
Antoine FAURE, Conseiller Général Honoraire
Louis BRENAC, Conseiller Général Honoraire

Averous, Maire-Adjoint, St-Chinian.
Azema, Maire, Beaufort.
Bacou, Maire, Fraisse/Agout.
Barbe, Maire, Colombiers.
Barthez, Maire-Adjoint, Le Soulié.
Barthez, Maire-Adj., St-Jean-de-Minervois.
Mme Bayou, Maire, St-Chinian.
Bouisset, Maire, Cruzy.
Bousquet, Maire, Aigues-Vives.
Cahuzac, Maire-Adjoint, Courniou.
Cathala, Maire-Adjoint, Villespassans.
Cavailles, Maire, Minerve.
Chabbert, Maire-Adjoint, Cessenon.
Claparède, Maire-Adjoint, Béziers.
Clermond, Maire-Adjoint, Riols.
Cougnenc-Donnadieu, Maire, Pierrerue.
Cros, Maire, Poilhes.
Decor, Maire-Adjoint, Babeau.
Delor, Maire, Cébazan.
Dumas, Maire, Oupia.
Fabre, Maire-Adjoint, Cesseras.
Fraisse, Maire, Montouliers.
Francès G., Maire, Velieux.
Francès R., Maire, Maureilhan.
Garrigues E., Anc. Maire, Puisserguier.
Garrigues G., Maire, Quarante.
Guiraud, Conseiller Municipal, La Salvetat.
Lignon, Maire, Cazouls-lès-Béziers.
Louvière, Maire, Félines.
Marty, Maire, Verreries-de-Moussans.
Marty C., Maire, Montady.
Mas, Maire-Adjoint, Aigne.
Mesquida, Maire, Creissan.
Michel, Maire-Adjoint, Cessenon.
Milhau, Maire, Prades/Vernazobres.
Poumayrac, Maire, Azillanet.
Puech, Maire-Adjoint, Cessenon.
Rames, Maire-Adjoint, Riols.
Raynaud, Maire-Adjoint, Béziers.
Robert, Maire, Pardailhan.
Rosi, Maire, Vendres.
Rouanet, Maire, Babeau.
Sabah, Maire-Adjoint, Béziers.
Salvestre, Cons. Municipal, Saint-Chinian.
Soulairol, Maire-Adjoint, Béziers.
Tailhades, Maire, Riols.
Tougne, Maire-Adjoint, Sérignan.
Toulze, Conseiller Municipal, Cassagnoles.
Tournier, Maire, La Caunette.
Tropeano, Maire-Adjoint, Saint-Chinian.
Vega-Ritter, Maire-Adjoint, Béziers.
Verdier, Maire, Lespignan.

VIVE L'ARRONDISSEMENT DE BÉZIERS - SAINT-PONS
VIVE LA FRANCE, VIVE LA RÉPUBLIQUE, VIVE LA PAIX.

Impr. Mathieu - Béziers

VU : LE CANDIDAT

Imprimerie de l'Assemblée nationale.

PROGRAMMES
ET
ENGAGEMENTS
ELECTORAUX
DES
2 ET 19 MARS 197

I

AIN
À
HÉRAULT

SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

COL4°
1192
(1978-1)